Actes et documents de la Quatorzième session

Conférence de La Haye de droit international privé
Hague Conference on private international law

Actes et documents

de la Quatorzième session
6 au 25 octobre 1980

Tome IV

Entraide judiciaire
Judicial co-operation

Edités par le Bureau Permanent de la Conférence
Imprimerie Nationale/La Haye/1983

Avis au lecteur

Le présent tome est relatif aux travaux de la Conférence en matière d'entraide judiciaire internationale. Il est divisé en trois parties.

La *Première partie* contient les procès-verbaux des discussions de la Quatorzième session de la Conférence de La Haye de droit international privé concernant la Convention tendant à faciliter l'accès international à la justice.
Dans cette partie on trouve tout d'abord un certain nombre de documents préliminaires, Rapport d'orientation, Questionnaire, Réponses des Gouvernements et surtout le projet de texte établi par la Commission spéciale et le Rapport explicatif de M. Gustaf Möller. Suivent les procès-verbaux et les documents de travail de la Deuxième commission chargée de la matière à la Quatorzième session. Enfin le tome contient le texte de la Convention adoptée et le Rapport explicatif de M. Gustaf Möller. Ce Rapport, dont la traduction française a été effectuée par M. Raymond de Menasce du Centre français de droit comparé à Paris, ne se borne pas à compléter le Rapport de la Commission spéciale mais constitue un commentaire autonome de la Convention qui fut ouverte à la signature et immédiatement signée par plusieurs pays le 25 octobre 1980. Une table par articles facilite la consultation des procès-verbaux.

La *Deuxième partie* est consacrée aux travaux qui ont mené à l'adoption, par la Quatorzième session, de la Recommandation sur les informations destinées à accompagner les documents notifiés à l'étranger. L'étude de cette question, d'abord entamée au sein du Conseil de l'Europe, avait été renvoyée à la Conférence par cette organisation internationale. On trouvera parmi les documents préliminaires l'étude du Conseil de l'Europe, le projet de Recommandation adopté par la Commission spéciale et le Rapport explicatif de M. Gustaf Möller. Suivent les documents de travail et les procès-verbaux de la Deuxième commission puis le texte de la Recommandation et le Rapport de M. Gustaf Möller.

La *Troisième partie* est relative au fonctionnement des Conventions d'entraide judiciaire.
En 1977 et 1978, le Secrétaire général de la Conférence a convoqué deux Commissions spéciales pour étudier le fonctionnement des Conventions de La Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale et du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale. Les travaux préliminaires ainsi que le Rapport sur les travaux de ces Commissions spéciales présentent un intérêt pratique certain dans la mesure où ils éclairent le fonctionnement des récentes Conventions d'entraide judiciaire. C'est pourquoi il a été

Notice to the reader

This volume deals with the work of the Conference in matters of international judicial co-operation. It is divided into three parts.

Part one contains the minutes of the discussions of the Fourteenth Session of the Hague Conference on private international law concerning the Convention on International Access to Justice.

In this part you will find, first of all, a number of preliminary documents, a Report, a Questionnaire, Replies of Governments and in particular the draft text established by the Special Commission and the Explanatory Report of Mr Gustaf Möller. Following are the minutes and working documents of the Second Commission, which dealt with this subject at the Fourteenth Session. Finally, this book contains the text of the adopted Convention and the Explanatory Report of Mr Gustaf Möller. This latter Report, which has been translated into French by Mr Raymond de Menasce of the Centre for Comparative Law at Paris, is not limited to supplementing the Special Commission's Report, but rather constitutes an autonomous commentary on the Convention, which was opened for signature and immediately signed by several countries on October 25, 1980. A table of cross-references for the articles facilitates the study of the minutes.

Part two deals with the work which led to adoption by the Fourteenth Session of the Recommendation on information to accompany documents served abroad. The study of this problem, initially undertaken by the Council of Europe, had been referred to the Conference by that international organization. You will find among the preliminary documents the study of the Council of Europe, the draft Recommendation adopted by the Special Commission and the Explanatory Report of Mr Gustaf Möller. Following are the working documents and the minutes of the Second Commission and the text of the Recommendation and the Report of Mr Möller.

Part three deals with the operation of the Conventions on judicial co-operation.
In 1977 and 1978, the Secretary General of the Conference convened two Special Commissions to study the operation of the Hague Conventions of 15 November 1965 on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters and of 18 March 1970 on the Taking of Evidence Abroad in Civil and Commercial Matters. The preliminary studies, as well as the Report on the work of these Special Commissions, are certainly of practical interest in that they clarify the operation of the recent Conventions on judicial co-operation. This is why it has been thought useful to reprint here these documents although, during the Four-

jugé utile de reproduire ici toute cette documentation bien que la matière n'ait fait l'objet, lors de la Quatorzième session, que d'un Voeu tendant à développer cette pratique nouvelle.

Les autres travaux de la Quatorzième session figurent dans les autres tomes des Actes et documents, à savoir: Tome I, Matières diverses; Tome II, Ventes aux consommateurs; Tome III, Enlèvement d'enfants.

Le présent volume peut être commandé séparément ou avec les autres à l'Imprimerie Nationale des Pays-Bas, Boîte postale 20014, 2500 EA La Haye, ou par l'intermédiaire des librairies.

Le Secrétaire général
de la Conférence,

GEORGES A. L. DROZ.

Le Président de
la Quatorzième session,

J. C. SCHULTSZ.

teenth Session, this matter was only the subject of a Wish to develop further this new practice.

The other accomplishments of the Fourteenth Session are reflected in other books of the *Acts and documents*, namely: Book I, Miscellaneous matters; Book II, Consumer sales; Book III, Child abduction.

This volume can be ordered, separately or with others, from the Government Printing and Publishing Office, P.O. Box 20014, 2500 EA The Hague, the Netherlands, or through a bookseller.

The Secretary general
of the Conference,

GEORGES A. L. DROZ.

The President of
the Fourteenth Session,

J. C. SCHULTSZ.

Première partie

Accès à la justice

Part one

Access to justice

Quatorzième session

Travaux préliminaires

Liste des documents préliminaires[1]

Rapport d'orientation sur l'assistance judiciaire et la *cautio judicatum solvi*. – *(Document préliminaire No 1 de février 1979), infra* p 11.

Questionnaire sur l'assistance judiciaire (complété par un aperçu des réponses déjà données dans le cadre du Conseil de l'Europe). – *(Document préliminaire No 2 de février 1979), infra* p. 34.

Réponses des Gouvernements au Questionnaire. – *(Document préliminaire No 3 de mai 1979), infra* p. 39.

Le Document préliminaire No 4 de juin 1979 est remplacé par le Document préliminaire No 5 de février 1980.

Projet de texte tendant à reviser les chapitres III à VI de la Convention de La Haye relative à la procédure civile (assistance judiciaire, caution *judicatum solvi*, etc.) et Rapport de M. Gustaf Möller. – *(Document préliminaire No 5 de février 1980), infra* p. 53 et 70.

Le Document préliminaire No 6 de mars 1980 est incorporé dans le Document préliminaire No 9 de septembre 1980.

Rapport complémentaire établi par M. Gustaf Möller à la suite de la Commission spéciale d'avril 1980. – *(Document préliminaire No 7 de juillet 1980), infra* p. 88.

Le Document préliminaire No 8 de juillet 1980 a trait à la matière traitée dans la Deuxième partie de ce tome.

Aperçu analytique des observations des Gouvernements sur le projet de texte tendant à reviser les chapitres III à VI de la Convention de La Haye relative à la procédure civile (assistance judiciaire, caution *judicatum solvi*, etc.). – *(Document préliminaire No 9 de septembre 1980), infra* p. 94.

Le Document préliminaire No 10 d'octobre 1980 a trait à la matière traitée dans la Deuxième partie de ce tome.

[1] La table des matières se trouve à la fin du présent tome.

List of Preliminary Documents[1]

Report on legal aid and security for costs. – *(Preliminary Document No 1 of February 1979), infra* p. 11.

Questionnaire on legal aid (completed by a summary of replies already given within the Council of Europe). – *(Preliminary Document No 2 of February 1979), infra* p. 34.

Replies of the Governments to the Questionnaire. – *(Preliminary Document No 3 of May 1979), infra* p. 39.

Preliminary Document No 4 of June 1979 was replaced by Preliminary Document No 5 of February 1980.

Draft provisions for the revision of Chapters III to VI of the Hague Convention on Civil Procedure (legal aid, security for costs, etc.) and Report by Gustaf Möller. – *(Preliminary Document No 5 of February 1980), infra* pp. 53 and 70.

Preliminary Document No 6 of March 1980 has been incorporated in Preliminary Document No 9 of September 1980.

Supplementary Report prepared by Gustaf Möller following the Special Commission of April 1980. – *(Preliminary Document No 7 of July 1980), infra* p. 88.

Preliminary Document No 8 of July 1980 concerns the matters dealt with in Part two of this volume.

Analytical survey of the observations of the Governments on the draft provisions for the revision of Chapters III to VI of the Hague Convention on Civil Procedure (legal aid, security for costs, etc.). – *(Preliminary Document No 9 of September 1980), infra* p. 94.

Preliminary Document No 10 of October 1980 concerns the matters dealt with in Part two of this volume.

[1] The table of contents appears at the end of this volume.

Rapport d'orientation sur l'assistance judiciaire et la *cautio judicatum solvi*

ÉTABLI PAR LE BUREAU PERMANENT

Document préliminaire No 1 de février 1979

Ce Rapport a été établi par le Bureau Permanent en vue d'une revision de la Convention de 1954 sur la procédure civile.

La Treizième session de la Conférence se fondant sur les propositions et suggestions émises lors des discussions de la Quatrième commission a prié la Commission d'Etat d'examiner l'opportunité d'inscrire à l'ordre du jour de la Quatorzième session l'élaboration d'une convention sur l'assistance judiciaire et la *cautio judicatum solvi* (Acte final du 23 octobre 1976, partie C).

Il convient de rappeler que la Convention du premier mars 1954 relative à la procédure civile qui remplaçait déjà la Convention du 17 juillet 1905, a déjà fait l'objet de revisions partielles. La Convention relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale, conclue le 15 novembre 1965 remplace les articles 1 à 7 des Conventions précitées, c'est-à-dire en fait le chapitre I intitulé: Communication d'actes judiciaires et extrajudiciaires. La Convention sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale, conclue le 18 mars 1970 remplace les articles 8 à 16 des Conventions de 1905 et de 1954, c'est-à-dire le chapitre II intitulé: Commissions rogatoires.
Les matières visées dans la décision de l'Acte final figurent sous le chapitre III, articles 17 à 19, intitulé: Caution *judicatum solvi* et au chapitre IV, articles 20 à 24, intitulé: Assistance judiciaire gratuite. Si l'on voulait qu'un instrument nouveau s'additionnant aux Conventions de 1965 et 1970 achevât le remplacement total de la Convention de 1954, il aurait convenu également de se pencher sur les questions figurant au chapitre V de cette Convention, article 25, intitulé: Délivrance gratuite d'extraits des actes de l'état civil et au chapitre VI, article 26, intitulé: Contrainte par corps, et cela quoique la décision figurant dans l'Acte final ne le mentionne pas expressément. Ces questions seront étudiées successivement.

I ASSISTANCE JUDICIAIRE

Il convient de signaler que la matière de l'assistance judiciaire a fait l'objet de très importants travaux dans le cadre du Conseil de l'Europe dont la plupart des Etats membres sont également Membres de la Conférence.

– Un comité d'experts du Conseil de l'Europe sur l'accès à la justice a tout d'abord élaboré un *Questionnaire relatif à l'assistance judiciaire et à la consultation juridique* auquel ont répondu les Etats suivants, Mem-

Report on legal aid and security for costs

PREPARED BY THE PERMANENT BUREAU

Preliminary Document No 1 of February 1979

This Report was prepared by the Permanent Bureau with a view to revision of the 1954 Convention relating to Civil Procedure.

Taking as a basis the proposals and suggestions put forward during the discussions of the Fourth Commission, the Thirteenth Session of the Conference requested the Standing Government Committee to study the desirability of including in the agenda of the Fourteenth Session the preparation of a convention on legal aid and security for costs (Final Act of 23rd October 1976, Part C).
It should be mentioned that the Convention of 1st March 1954 relating to Civil Procedure, which itself replaced the Convention of 17th July 1905, has already undergone partial revision. The Convention on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters, concluded on 15th November 1965, replaces articles 1 to 7 of the aforementioned Convention, *i.e.* it effectively takes the place of Chapter I entitled: Service of Judicial and Extrajudicial Documents. The Convention on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters, concluded on 18th March 1970, replaces articles 8 to 16 of the 1905 and 1954 Conventions, *i.e.* Chapter II entitled: Letters of Request.
The points covered by the decision of the Final Act are included in Chapter III, articles 17 to 19, entitled: *Cautio judicatum solvi* and Chapter IV, articles 20 to 24, entitled: Free legal aid. If it is desired that a new instrument, supplementary to the Conventions of 1965 and 1970, achieve the total replacement of the 1954 Convention, it will also be necessary to examine the questions which occur in Chapter V of this Convention, at article 25, entitled: Free provision of extracts from documents on civil status, and Chapter VI, article 26, entitled: Imprisonment for debt, though the decision of the Final Act does not expressly mention these matters. The above questions will be considered in turn.

I LEGAL AID

It may be pointed out that the matter of legal aid has been the subject of very important studies within the framework of the Council of Europe, the majority of whose Member States are also Members of the Conference.

– A Council of Europe Committee of Experts on the question of access to justice began by drawing up a *Questionnaire on Legal Aid and Advice,* to which the following States, Members of the Conference, replied:

bres de la Conférence: République fédérale d'Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie, et, à titre d'Observateurs Canada et Finlande. Ces réponses ont fait l'objet d'une publication officielle jointe en *Annexe I* au présent Rapport. Ce Questionnaire déborde largement les problèmes spécifiques de l'octroi de l'assistance judiciaire dans l'ordre international. Toutefois, un certain nombre de questions intéressent directement les travaux de la Conférence, c'est pourquoi il a semblé utile de les proposer aux Etats non-Membres du Conseil de l'Europe afin qu'ils puissent faire connaître leur position selon un schéma déjà suivi par 18 des Etats membres de la Conférence.
A cette fin il est proposé à l'attention de ces Etats, dans un Document préliminaire No 2, un *Questionnaire sur l'assistance judiciaire* complété par un bref aperçu des réponses déjà données.

– Sous l'égide du Comité sur l'accès à la justice, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté le 18 février 1976 une *Résolution (76) 5 concernant l'assistance judiciaire en matière civile, commerciale et administrative* dont l'impact sur les travaux de la Conférence sera examiné plus loin. Cette Résolution figure en *Annexe II.*

– Le même Comité d'experts a en outre élaboré un *Accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire,* ouvert à la signature le 27 janvier 1977, immédiatement ratifié par la Belgique, la Grèce, le Luxembourg, la Norvège, le Royaume-Uni, la Suède et déjà signé par la France, le Portugal et la Turquie. Le texte de cet Accord est joint en *Annexe III.* L'Accord européen est parfaitement compatible avec la Convention de 1954 sur la procédure civile car son article 9, alinéa 4, combiné avec son article 23, alinéa 2, permet que deux Etats contractants s'entendent pour admettre la transmission directe des commissions rogatoires entre leurs autorités respectives. Il est évident qu'il devra être tenu compte de ce texte, mais il convient de signaler immédiatement que les méthodes de transmission employées dans le cadre des Etats membres du Conseil s'harmonisent parfaitement avec les buts poursuivis par la Conférence puisque l'Accord européen ne fait que reprendre le système de l'Autorité centrale créé par les Conventions de La Haye de 1965 et de 1970.

– Enfin les travaux du Comité d'experts sur l'accès à la justice ont abouti à l'adoption par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 2 mars 1978 d'une *Résolution (78) 8 sur l'assistance judiciaire et la consultation juridique* qui figure en *Annexe IV.* Quoique cette Résolution poursuive un but d'harmonisation des législations internes, certains des principes qui en sont à la base peuvent donner d'utiles indications pour régler les problèmes dans les relations internationales.

La revision du chapitre IV de la Convention de La Haye de 1954 devrait amener les experts à s'interroger sur trois grands problèmes: à qui accorder le bénéfice de l'assistance judiciaire dans les relations internationales; quelles sont les conditions mises à l'octroi de l'assistance judiciaire à une personne ne résidant pas habituellement dans l'Etat où doit se dérouler la procédure; comment transmettre la demande d'assistance judiciaire dans les relations internationales?

Austria, Belgium, Denmark, France, the Federal Republic of Germany, Greece, Ireland, Italy, Luxembourg, Netherlands, Norway, Portugal, Sweden, Switzerland, Turkey, the United Kingdom and, as Observers, Canada and Finland. The replies were set out in an official publication, which is appended as *Annex I* to the present Report. This Questionnaire goes well beyond the specific problems of the granting of legal aid on the international level. However, a certain number of questions are directly concerned with the work of the Conference and, for this reason, it seemed desirable to put them to the Non-Member States of the Council of Europe, so that they may make their position known along the lines already followed by 18 of the Member States of the Conference.
For this purpose, the attention of these States is drawn, in Preliminary Document No 2, to a *Questionnaire on Legal Aid,* complemented by a brief review of the replies already given.

– Under the aegis of the Committee on Access to Justice, the Committee of Ministers of the Council of Europe adopted on 18th February 1976 a *Resolution (76) 5 on Legal Aid in Civil, Commercial and Administrative Matters,* the impact of which on the work of the Conference will be examined below. This Resolution appears as *Annex II.*

– The same Committee of Experts also prepared a *European Agreement on the Transmission of Applications for Legal Aid,* opened to signature on 27th January 1977, immediately ratified by Belgium, Greece, Luxembourg, Norway, Sweden and the United Kingdom and already signed by France, Portugal and Turkey. The text of this Agreement is appended as *Annex III.* The European Agreement is perfectly compatible with the 1954 Convention relating to Civil Procedure, since its article 9, paragraph 4, combined with its article 23, paragraph 2, permits two Contracting States to agree to accept the direct transmission of letters of request between their respective authorities. It is clear that account will have to be taken of this text, but it should be immediately pointed out that the methods of transmission employed within the Member States of the Council are perfectly in accord with the aims pursued by the Conference, for the European Agreement does no more than to adopt the system of the Central Authority created by the Hague Conventions of 1965 and 1970.

– Finally, the work of the Committee of Experts on the question of access to justice led to the adoption by the Committee of Ministers of the Council of Europe, on 2nd March 1978, of a *Resolution (78) 8 on Legal Aid and Advice,* which appears as *Annex IV.* Though this Resolution has the aim of harmonising internal legislations, certain of its basic principles can give useful indications for the regulation of problems in international relations.

The revision of Chapter IV of the Hague Convention of 1954 should lead the experts to deliberate on three important problems: to whom is the benefit of legal aid to be accorded in international relations; what conditions are attached to the granting of legal aid to a person who is not normally resident in the State in which the proceedings are to take place; how is the application for legal aid to be transmitted in international relations?

A *Bénéficiaires de l'assistance judiciaire dans les relations internationales*

a Le système de la Convention de 1954

Dans le cadre de la Convention de 1954 sont admis au bénéfice de l'assistance judiciaire dans tous les Etats contractants *les ressortissants de chacun des Etats contractants* qu'ils résident dans l'Etat même où la procédure doit être engagée, dans un autre Etat contractant, ou encore dans un Etat non contractant.
Il va de soi que le bénéfice accordé aux ressortissants des Etats contractants devrait être conservé dans un nouvel instrument. Il convient surtout de se demander si l'on ne doit pas aller plus loin.

b Progrès réalisés dans le cadre du Conseil de l'Europe

La Résolution (76) 5 figurant en Annexe II recommande aux Gouvernements des Etats membres du Conseil d'accorder dans les mêmes conditions qu'aux nationaux le bénéfice de l'assistance judiciaire:

a aux ressortissants, personnes physiques, de tout Etat membre;

b à toutes autres personnes physiques qui ont leur résidence habituelle sur le territoire de l'Etat membre dans lequel la procédure doit se dérouler.

Le point *a* de la Résolution ne fait que confirmer le système de la Convention de 1954. Par contre le point *b* constitue une extension du bénéfice de l'assistance judiciaire dans la mesure où l'Etat dans lequel la procédure doit se dérouler est incité à l'accorder à *des ressortissants d'Etats tiers résidant sur son territoire.*
Il convient de signaler, en se référant aux réponses données au Questionnaire du Conseil de l'Europe, qu'une telle extension est déjà admise en droit positif dans un certain nombre de Pays membres de la Conférence:

– sans condition: Danemark, Italie, Norvège, Royaume-Uni, Canada, Finlande, France, Luxembourg, Pays-Bas, Suède et 11 cantons suisses;

– sous réserve de réciprocité: Autriche, Allemagne, Grèce, Portugal, Turquie et 14 cantons suisses.

Des indications utiles pourront être tirées des réponses au Questionnaire faites par les Pays non-membres du Conseil de l'Europe.
Il semblerait qu'une telle extension du bénéfice de l'assistance judiciaire devrait être généralisée dans un nouvel instrument. Il est en effet reconnu aujourd'hui qu'aide et protection, donc l'accès à la justice, doivent être accordées à toutes personnes ayant la qualité de résident et spécialement aux travailleurs émigrés qui contribuent à l'essor économique des Etats dans lesquels ils sont installés. Or, de nombreux travailleurs en provenance de pays en voie de développement n'ont pas la nationalité de pays qui, d'une manière habituelle, deviennent Parties aux Conventions de La Haye.

c Nouvelle extension envisagée

Il semble possible d'aller encore plus loin dans le cadre propre de la Conférence.
En effet si l'on part de l'idée que toute personne résidant habituellement dans un Etat contractant a droit dans cet Etat à l'assistance judiciaire comme un national, on pourrait admettre qu'elle puisse avoir également droit à cette assistance judiciaire dans les autres Etats contractants. Il est fort possible en effet qu'un travailleur s'installe dans un Etat contractant après avoir travaillé dans un autre Etat contractant. Il peut avoir be-

A *Beneficiaries of legal aid in international relations*

a The system of the 1954 Convention

Under the terms of the 1954 Convention, those persons who are admitted to the benefit of legal aid in all the Contracting States are *the nationals of each of the Contracting States,* who reside in the State where the proceedings are to be instituted, in another Contracting State or in a non-Contracting State.
Needless to say, the benefits granted to subjects of the Contracting States should be preserved in a new instrument. Furthermore, it is desirable to enquire whether one should not go further than this.

b Progress made within the Council of Europe

Resolution (76) 5, reproduced in Annex II, recommends the Governments of the Member States of the Council to accord legal aid, under the same conditions as to nationals:

a to natural persons being nationals of any Member State;

b to all other natural persons who have their habitual residence in the territory of the State where the proceedings take place.

Point *a* of the Resolution does no more than confirm the system of the 1954 Convention. On the other hand, point *b* constitutes an extension of the benefit of legal aid in so far as the State in which the proceedings take place is urged to grant it to *nationals of third States resident in its territory.*
It should be pointed out, with reference to the replies made to the Council of Europe Questionnaire, that such an extension is already admitted in the positive law of a number of the Member Countries of the Conference:

– unconditionally: Denmark, Italy, Norway, United Kingdom, Canada, Finland, France, Luxembourg, Netherlands, Sweden and 11 Swiss cantons;

– on condition of reciprocity: Austria, Germany, Greece, Portugal, Turkey and 14 Swiss cantons.

Useful indications may be drawn from the replies made to the Questionnaire by the non-Member Countries of the Council of Europe.
It would seem that such an extension of the benefit of legal aid should be generalised in a new instrument. It is today recognised in practice that aid and protection, and thus access to justice, should be accorded to all persons having residential status and particularly to immigrant workers who contribute to the economic growth of the States in which they establish themselves. The fact is, that many workers from developing countries do not have the nationality of countries which, as a rule, become Parties to the Hague Conventions.

c New extension contemplated

It seems possible to go still further within the framework of the Conference.
If, in fact, one starts from the idea that every person habitually resident in a Contracting State has the right in that State to the same legal aid as a national, one might admit that such person could also have the right to this legal aid in the other Contracting States. It is after all quite possible for a worker to establish himself in one Contracting State after having worked in another Contracting State. It could be necessary for him to bring

soin de faire un procès dans l'Etat qu'il vient de quitter pour des raisons patrimoniales ou familiales. Son changement de résidence ne devrait pas le pénaliser et le priver du droit au bénéfice de l'assistance judiciaire.
Bref on peut se demander si le temps n'est pas venu d'accorder le bénéfice de l'assistance judiciaire non seulement aux ressortissants des Etats contractants, mais également à toutes personnes résidant habituellement dans les Etats contractants, quelle que soit leur nationalité.

B *Conditions mises à l'octroi de l'assistance judiciaire*

a Conditions financières

1 Dans le système de la Convention de 1954, la personne qui sollicite l'assistance judiciaire doit fournir un certificat ou une déclaration d'indigence délivré ou reçu par les autorités de la résidence habituelle ou dans certains cas par les autorités diplomatiques ou consulaires du pays auquel elle appartient. Les autorités du pays où doit se dérouler la procédure ont le droit de contrôler les certificats et renseignements qui lui sont fournis et de demander éventuellement des informations complémentaires. Mais l'indigence du requérant une fois régulièrement établie, la marge d'appréciation de l'autorité requise devient à peu près nulle pour ce qui concerne les conditions financières, l'indigence situant le requérant au plus bas niveau de l'échelle économique. Le système est simple dans la mesure où il confère à l'octroi de l'assistance judiciaire une certaine automaticité.
Force est cependant de constater que le système de la Convention de 1954 paraît aujourd'hui dépassé. Cette Convention se bornait à reproduire des règles adoptées lors de la Deuxième session de la Conférence en 1894 et qui furent reprises dans les Conventions du 14 novembre 1896 et du 17 juillet 1905. Ces règles reflétaient une situation économique où l'on pouvait, du point de vue du coût de la justice, opposer aisance à indigence. Réserver l'octroi de l'assistance judiciaire aux seuls indigents réduirait à présent cette aide sociale à bien peu de choses. En effet le progrès social est tel qu'aujourd'hui dans la plupart des Pays membres bien peu de personnes peuvent être considérées comme indigentes, c'est-à-dire dans la dépendance directe de l'aide publique ou de la charité. Mais d'un autre côté le coût de la justice est devenu tellement élevé que de très nombreux justiciables à revenus modestes seraient privés du droit à l'accès à la justice s'ils ne se voyaient pas accorder une assistance judiciaire totale ou partielle.
Cette évolution est très clairement reflétée par les réponses à la question 5 du Questionnaire élaboré par le Conseil de l'Europe[1] et elle pourra vraisemblablement être confirmée par les réponses que donneront les autres Etats membres de la Conférence.
C'est ainsi que seuls le Luxembourg et la Turquie se réfèrent encore au critère de l'indigence pour l'octroi de l'assistance judiciaire. Encore faut-il noter que dans ces pays la notion d'indigence est devenue assez souple pour couvrir le cas d'individus qui bénéficient de revenus très modestes.
Dans un certain nombre d'Etats, comme le Danemark, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Suède, le

[1] Devenue question E du Document préliminaire No 2.

an action in the State he has left for property or family reasons. His change of residence should not penalise him and deprive him of the right to the benefit of legal aid. In short, one may ask if the time has not come to grant the benefit of legal aid not only to the nationals of the Contracting States, but also to all persons habitually resident in the Contracting States, regardless of their nationality.

B *Conditions attached to the granting of legal aid*

a Financial conditions

1 Under the system of the 1954 Convention, the person who requests legal aid must furnish a certificate or declaration of indigence issued or accepted by the authorities of his place of habitual residence or, in certain cases, by the diplomatic or consular authorities of the country to which he belongs. The authorities of the country in which the proceedings are to take place have the right to check the certificates and particulars which are submitted to them and may also request complementary details. But once the indigence of the applicant has been duly established, the scope for evaluation by the requested authority becomes practically nil as far as the financial conditions are concerned, since indigence places the applicant on the lowest rung of the economic ladder. The system is simple in so far as it confers a certain automaticity on the granting of legal aid.
One is therefore obliged to conclude that the system of the 1954 Convention is today apparently overtaken. This Convention confined itself to reproducing rules adopted at the Second Session of the 1894 Conference, which were reiterated in the Conventions of 14th November 1896 and 17th July 1905. These rules reflected an economic situation in which one could, from the point of view of the cost of justice, oppose ample means to indigence. To reserve the granting of legal aid only to the indigent would nowadays reduce this social assistance to very little. Social progress is such that today, in the majority of the Member Countries, only a few people may now be regarded as indigent, *i.e.* directly dependent on public assistance or charity. On the other hand, the cost of justice has become so great that very many litigants with modest incomes would be deprived of the right of access to justice if they were not to be accorded complete or partial legal aid.

This evolution is very clearly reflected in the replies to question 5 of the Questionnaire drawn up by the Council of Europe[1] and it will very likely be confirmed by the replies which the other Member States of the Conference will be giving.
Thus it is, that only Luxembourg and Turkey still refer to the criterion of indigence for the granting of legal aid. But it should be noted that in these countries the notion of indigence has become rather flexible, to cover the case of individuals with very modest incomes.

In a certain number of States, such as Denmark, France, Luxembourg, Netherlands, Sweden, United Kingdom

[1] Now Question E of Preliminary Document No 2.

Royaume-Uni, le Canada, il est établi des limites précises à l'octroi de l'assistance judiciaire mais ces limites se situent à un niveau qui n'est plus celui de l'indigence. Il faut en outre ajouter que ces limites peuvent être assouplies dans des cas particuliers où l'on tiendra compte du coût problable particulièrement élevé de la procédure (par exemple Danemark, France, Suède, Royaume-Uni, Canada).

Une nouvelle tendance plus progressiste se fait d'ailleurs jour en droit comparé. On peut relever des réponses au Questionnaire qu'un certain nombre d'Etats membres de la Conférence sont aujourd'hui partisans d'une appréciation subjective des conditions financières d'octroi de l'assistance judiciaire sans limites précises. On tiendra compte d'une part des revenus du requérant, d'autre part du coût probable de la procédure pour moduler l'octroi d'une assistance totale ou partielle. Ce système est aujourd'hui suivi en Allemagne, Autriche, Belgique, Grèce, Italie, Norvège, Portugal, Suisse et Finlande.

Il est significatif que la Résolution (78) 8 adoptée par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 2 mars 1978 déclare dans son No 1, deuxième phrase, que pour déterminer si l'assistance judiciaire est nécessaire on doit tenir compte des ressources financières du requérant ainsi que des coûts probables de la procédure. Au regard de l'évolution retracée l'élaboration d'une nouvelle convention en matière d'assistance judiciaire ne pourrait donc se borner à reprendre l'ancien système basé sur la production d'un certificat d'indigence.

2 La question qui se pose est de savoir par quoi remplacer ce document.

Dès l'instant que dans la majorité des Etats l'octroi de l'assistance judiciaire n'est plus subordonné à l'indigence totale mais varie selon certaines limites financières susceptibles d'ailleurs d'assouplissement ou encore fait l'objet d'une appréciation subjective dans chaque cas, la présentation dans le pays où doit se dérouler la procédure d'un certificat, attestant l'insuffisance des ressources ou attestant que l'intéressé pourrait localement bénéficier de l'assistance judiciaire, établi dans l'Etat de la résidence habituelle du requérant, ne permet plus de résoudre tous les problèmes.

En effet l'insuffisance des ressources ou la possibilité d'octroi d'une assistance judiciaire locale résulte d'une appréciation unilatérale effectuée dans le contexte économique local et compte tenu des coûts de la justice locale. Or s'agissant d'obtenir l'assistance judiciaire à l'étranger les différents paramètres peuvent se combiner de manière variée. Tel justiciable considéré comme ayant des ressources insuffisantes dans un pays à niveau économique élevé pourra être au contraire considéré comme jouissant de revenus suffisants dans un pays à développement économique moindre et où le coût de la justice reste modique. Inversement tel justiciable qui dépasserait largement les limites locales admises pour l'octroi de l'assistance judiciaire et dont les ressources seraient donc considérées comme suffisantes pourrait se trouver incapable de supporter les frais d'un procès dans un Etat tiers où le coût de la justice et le niveau de vie sont très largement supérieurs.

Il semble bien que la pratique internationale en matière de demande d'assistance judiciaire n'a pas attendu une revision de la Convention de 1954 pour s'adapter aux conditions nouvelles. Quoique le certificat d'indigence soit toujours théoriquement requis par la Convention de 1954 on a pu constater que certains formulaires nationaux annexés aux demandes d'assistance judiciaire ne manquaient pas de relever les éléments ayant trait à la situation financière de l'intéressé afin que l'autorité

and Canada, precise limits to the granting of legal aid have been established, but these limits are at a level which is no longer that of indigence. It should further be added that these limits can be relaxed in particular cases where account is to be taken of the probable, especially high costs of the proceedings (*e.g.* Denmark, France, Sweden, United Kingdom, Canada).

A new, more progressive tendency is now also evident in comparative law. One can discern from the replies to the Questionnaire that certain Member States of the Conference are now supporters of a subjective evaluation of the financial conditions for the granting of legal aid without precise limits. On the one hand, account is to be taken of the income of the applicant and, on the other, of the probable costs of the proceedings, so as to regulate the granting of complete or partial aid. This system is presently observed in Austria, Belgium, Germany, Greece, Italy, Norway, Portugal, Switzerland and Finland.

It is significant that Resolution (78) 8, adopted by the Committee of Ministers of the Council of Europe on 2nd March 1978, declares under No 1, second sentence, that when considering whether legal aid is necessary, account should be taken of the financial resources of the applicant and of the anticipated cost of the proceedings. In the light of the evolution reviewed above, the preparation of new convention on legal aid could not therefore be confined to readoption of the old system based on the production of a certificate of indigence.

2 The question which arises is to know what is to replace this document.

From the moment at which, in the majority of the States, the granting of legal aid is no longer made dependent on total indigence, but varies according to certain financial limits, which are moreover susceptible to relaxation, or forms the subject of a subjective evaluation in each case, the production in the country where the proceedings are to take place of a certificate attesting insufficiency of means or stating that the person concerned could locally avail himself of legal aid, issued in the country of the applicant's habitual residence, no longer makes it possible to solve all the problems.

Insufficiency of means or the possibility of granting legal aid follows in reality from a unilateral evaluation made in the local economic context, with due regard to the local costs of litigation. The fact of the matter is, that where obtaining legal aid abroad is concerned, different parameters can be combined in different ways. The litigant who is considered to have insufficient means in a country with a high standard of living may nevertheless be considered to enjoy an adequate income in a country of lesser economic development and where the cost of litigation remains moderate. On the other hand, the litigant whose means would significantly exceed the local limits accepted for the granting of legal aid and whose resources would thus be considered sufficient, could find himself unable to bear the costs of an action in a third State where the costs of litigation and the living standard were very much higher.

It seems that international practice with regard to applications for legal aid has not awaited a revision of the 1954 Convention in order to adapt to the new conditions. Although a certificate of indigence is always theoretically required by the 1954 Convention, one has been able to observe that certain national forms attached to applications for legal aid have not failed to reveal details connected with the financial situation of the person concerned, so that the foreign authority with the

étrangère chargée de statuer soit à même d'établir l'insuffisance des ressources au regard de ses propres normes.[2]
A ce propos il serait très utile pour l'information réciproque des experts que ceux-ci apportent les modèles d'attestation tendant à remplacer le certificat d'indigence.
Dans le cas d'une nouvelle convention les autorités du pays de la résidence du requérant devraient avoir pour tâche essentielle d'attester la situation financière du demandeur (par exemple revenus, personnes à charge, éventuellement capital). Sur la base des pièces attestant les ressources du requérant les autorités du pays où se déroule la procédure statueraient en tenant compte des limites financières établies dans leur pays et des assouplissements possibles à ces limites ou encore apprécieraient subjectivement la situation de l'individu en comparant les ressources ainsi établies au coût probable de la procédure. Bref, les autorités de la résidence seraient des «organes de renseignement» alors que les autorités du pays de procès seraient des «organes de décision».

3 Pour faciliter les choses dans la pratique, il serait peut-être opportun de tenter d'établir un formulaire uniforme qui pourrait être utilisé dans chacun des Etats contractants pour éclairer les autorités chargées de statuer sur la demande d'assistance judiciaire.
On sait que l'emploi de formules uniformes a été utilisé avec succès dans plusieurs Conventions de La Haye. La Commission chargée d'étudier le fonctionnement de la Convention de 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger a d'ailleurs recommandé aux Etats contractants d'utiliser une formule uniforme de commission rogatoire alors même que le texte conventionnel ne l'avait pas prévu.

b Conditions juridiques

La Convention de 1954 admet que l'octroi de l'assistance judiciaire est fait en conformité de la législation de l'Etat où l'assistance judiciaire est réclamée.
De telles dispositions doivent évidemment être conservées.
En effet tous les Etats qui ont répondu au Questionnaire du Conseil de l'Europe admettent, mais sous des modalités diverses, que l'autorité chargée de statuer sur l'assistance judiciaire puisse contrôler que l'affaire pour laquelle la demande d'assistance est présentée a des chances d'aboutir.
Par ailleurs il résulte des réponses aux questions 10 et 11 du Questionnaire[3] que la plupart des pays admettent, mais également sous des conditions très diverses, l'octroi d'une assistance judiciaire partielle ou permettent qu'il puisse être subordonné au paiement d'une contribution par la personne assistée.
La Convention de 1954 dans la logique d'un système fondé sur l'indigence du requérant, c'est-à-dire sur une insuffisance totale des ressources, ignorait le système aujourd'hui très répandu d'une assistance judiciaire partielle. Un instrument moderne pourrait s'y référer expressément. On notera d'ailleurs que l'harmonisation des droits internes tentée par la Résolution (78) 8 du

task of pronouncing on the application may be in a position to determine insufficiency of means in relation to its own norms.[2]
In this regard, it would be very useful for the purposes of reciprocal information as between the experts, if the latter were to provide the models for forms of statements designed to replace the certificate of indigence.
In the event of a new convention, the authorities of the country of residence of the applicant should have the essential task of confirming the financial situation of the applicant (*e.g.* income, dependants, capital if any). On the basis of the documents showing the resources of the applicant, the authorities of the country in which the proceedings take place would pronounce, have due regard to the financial limits determined in their country and possible relaxations of these limits, or would also subjectively evaluate the situation of the individual, comparing the resources thus determined with the probable costs of the proceedings. In short, the authorities of the country of residence would be 'organs of information', while the authorities of the country of the proceedings would be 'organs of decision'.

3 To facilitate matters in practice, it would perhaps be desirable to move towards the creation of a standard form which could be used in each of the Contracting States to assist the authorities charged with pronouncing on applications for legal aid.
It is known fact that standard forms have been used with success in several Hague Conventions. The Commission given the task of studying the operation of the 1970 Convention on the Taking of Evidence Abroad has likewise recommended the Contracting States to use a standard form for letters of request, although the Convention text did not envisage this.

b Legal conditions

The 1954 Convention acknowledges that the granting of free legal aid is done 'in conformity with the legislation of the State where the legal aid is claimed'. Such provisions must clearly be preserved.

In fact, all the States which replied to the Questionnaire of the Council of Europe acknowledge, but with various nuances, that the authority charged with pronouncing on legal aid may check that the case for which the application for aid is lodged has a chance of success.

Moreover, it follows from the replies to questions 10 and 11 of the Questionnaire[3] that most of the countries acknowledge, but again with very considerable differences, the granting of partial legal aid or allow that it may be made subject to the payment of a contribution by the assisted person.
In the logic of a system based on the indigence of the applicant, *i.e.* on a total insufficiency of means, the 1954 Convention made no mention of the now very widespread system of partial legal aid. A modern instrument might expressly refer to it. Moreover, it will be noted that the harmonisation of the internal laws attempted by Resolution (78) 8 of the Council of Europe proceeds

[2] Aux Pays-Bas par exemple un formulaire souvent détaillé retrace les revenus du demandeur, sa situation de famille etc. En France il est joint à la demande un certificat de non-imposition ou une «déclaration de ressources» tenant compte des charges de famille et donnant des renseignements détaillés.
[3] Questions J et K du Document préliminaire No 2.

[2] For example, in the Netherlands, a detailed form records the income of the applicant, his domestic circumstances, etc. In France, the application is accompanied by a certificate of tax exemption or statement confirming insufficiency of resources with respect to family maintenance costs and giving detailed information.
[3] Questions J and K of Preliminary Document No 2.

Conseil de l'Europe va en ce sens. Le point 2 de cette Résolution est en effet ainsi conçu:

2 L'assistance judiciaire doit être accordée même si l'intéressé peut supporter une partie des frais de la procédure. Dans ce cas, l'assistance judiciaire peut être octroyée moyennant une participation financière de la personne assistée, qui ne dépassera pas ce que celle-ci peut payer sans trop de privation

Il faut noter enfin que dans le système de la Convention de 1954 l'assistance judiciaire est en principe octroyée en matière civile et commerciale mais, selon l'article 20, alinéa 2, dans les Etats où existe l'assistance judiciaire *en matière administrative*, les dispositions de la Convention s'appliqueront également aux affaires portées devant les tribunaux compétents en cette matière. Cette règle doit évidemment être conservée. En effet dans la pratique l'assistance judiciaire en matière administrative joue un rôle de plus en plus important. Les travaux du Conseil de l'Europe sont d'ailleurs révélateurs de cette tendance, puisque la Résolution (76) 5, comme l'Accord européen sur la transmission des demandes vise, sans faire de différence, l'assistance judiciaire «en matière civile, commerciale ou administrative» (article 1); quant à la Résolution (78) 8 elle a trait à l'assistance judiciaire «en matière civile, commerciale, administrative, sociale ou fiscale».

c Extension automatique de l'assistance judiciaire

De ce qui vient d'être dit il ressort que les autorités du pays où doit se dérouler la procédure auront un rôle très important à jouer. Elles seules semble-t-il peuvent sainement apprécier les besoins du requérant compte tenu de ses ressources financières et celles du coût probable de la procédure, ainsi que les chances de succès raisonnables de l'action entreprise.

Il en résulte qu'il serait assez difficile de construire un système nouveau où se seraient les autorités de l'Etat contractant où réside le requérant qui statueraient définitivement sur l'octroi de l'assistance judiciaire à propos d'une procédure devant se dérouler dans un autre Etat contractant.
Toutefois il convient de signaler qu'il existe des cas où l'on accorde dans le pays de la procédure un effet automatique à une décision octroyant l'assistance judiciaire dans un autre pays.
Dans certaines Conventions de La Haye concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions étrangères, il est admis que la partie admise à l'assistance judiciaire gratuite dans l'Etat où la décision a été rendue en bénéficiera dans la procédure tendant à obtenir l'exécution de la décision dans un autre Etat contractant[4]. Le même système est adopté dans l'article 44 de la Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale et figure également dans des conventions bilatérales d'exécution des jugements.[5]
De telles dispositions sont très justifiées dans le cadre

in this direction. Point 2 of this Resolution is actually worded as follows:

2. Legal aid should be available even where a person is able to pay part of the costs of his proceedings. In that case, legal aid may be available with a financial contribution by the assisted person which shall not exceed what that person can pay without undue hardship.

Finally, it should be noted that, under the system of the 1954 Convention, legal aid is in principle granted in civil and commercial matters, but, according to article 20, paragraph 2, in States where legal aid is provided in administrative matters, the provisions of the Convention shall also apply to cases brought before the courts competent in such matters.
This rule should clearly be maintained. The fact is that, in practice, legal aid in administrative matters is playing an increasingly important role. The work of the Council of Europe also shows this tendency, for Resolution (76) 5 and the European Agreement on the Transmission of Applications for Legal Aid envisage without distinction such aid 'in civil, commercial or administrative matters' (article 1), while Resolution (78) 8 relates to legal aid in 'civil, commercial, administrative, social or fiscal matters'.

c Automatic extension of legal aid

From what has been said it follows that the authorities of the country in which the proceedings are to take place will have a very important role to play. It would seem that they alone can properly assess the needs of the applicant in the light of his financial resources and of the probable costs of the proceedings, as well as the reasonable chances of success of the action undertaken.
It follows from this that it would be rather difficult to construct a new system under which it would be the authorities of the Contracting State in which the applicant resides who would pronounce definitively on the granting of legal aid in connection with proceedings which were to take place in another Contracting State.
However, it may be pointed out that there are cases where, in the country of the proceedings, automatic effect is given to a decision granting legal aid in another country.
In certain Hague Conventions concerning the recognition and enforcement of foreign decisions, it is provided that the party admitted to free legal aid in the State where the decision has been taken will have the benefit of it in the proceedings intended to procure enforcement of the decision in another Contracting State[4]. The same system is adopted in article 44 of the Brussels Convention of 27th September 1968 on the Jurisdiction and Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters and it likewise finds a place in bilateral conventions on the enforcement of judgments[5].
Such provisions are very justified in the framework of

[4] Convention concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants, article 9; Convention sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale, article 18; Convention concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires, article 15.
[5] Par exemple Convention entre l'Italie et les Pays-Bas sur la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires en matière civile et commerciale du 17 avril 1959, article 6. Convention entre l'Allemagne et les Pays-Bas sur la reconnaissance et l'exécution mutuelle des décisions judiciaires et autres titres exécutoires en matière civile et commerciale du 30 août 1962, article 15; Convention franco-espagnole du 28 mai 1969 sur la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires et arbitrales et des actes authentiques en matière civile et commerciale, article 16; Convention franco-yougoslave du 18 mai 1971 relative à la reconnaissance et à l'exécution des décisions judiciaires en matière civile et commerciale, article 11, etc.

[4] Convention on the Recognition and Enforcement of Maintenance Obligations in Respect of Children, article 9; Convention on the Recognition and Enforcement of Foreign Judgments in Civil and Commercial Matters, article 18; Convention on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations, article 15.
[5] For example: Convention of 17th April 1959 between Italy and the Netherlands on the Recognition and Enforcement of Legal Decisions in Civil and Commercial Matters, article 6; Convention of 30th August 1962 between Germany and the Netherlands on the Mutual Recognition and Enforcement of Legal Decisions and Other Executorial Instruments in Civil and Commercial Matters, article 15; Franco-Spanish Convention of 28th May 1969 on the Recognition and Enforcement of Legal and Arbitrational Decisions and Notarial Documents in Civil and Commercial Matters, article 16; Franco-Yugoslav Convention of 18th May 1971 on the Recognition and Enforcement of Legal Decisions in Civil and Commercial Matters, article 11, etc.

de conventions tendant à faciliter la reconnaissance et l'exécution des jugements. L'existence d'un tel instrument fait présumer que dans les relations entre les Etats intéressés, le coût de la procédure d'exécution sera bien moins élevé que le coût de la procédure d'origine. La charge financière pesant sur l'Etat requis étant moindre, on conçoit que celui-ci soit prêt à octroyer automatiquement le bénéfice de l'assistance judiciaire à celui qui l'a obtenu pour la procédure principale. Mais surtout l'existence d'une convention confère aux jugements étrangers qui tombent dans son domaine une présomption de régularité. Dès lors le bénéficiaire du jugement répond automatiquement à la condition, généralement requise, que sa requête présente quelque chance de succès.
Il en va toutefois différemment dans les relations entre Etats qui ne sont pas liés par des conventions de reconnaissance et d'exécution. Il est fort possible que la procédure de droit commun de l'exequatur par ses complications et ses longueurs dues aux recours possibles, soit aussi onéreuse que la procédure d'origine. Par ailleurs le jugement présenté ne bénéficie pas de la présomption de régularité que confère une convention internationale et il est concevable que les autorités du pays où doit se dérouler la procédure d'exécution désirent contrôler, avant d'accorder l'assistance judiciaire, les chances raisonnables de succès de la demande. Il en ira particulièrement ainsi dans les pays dont le droit commun ignore purement et simplement l'exequatur des jugements étrangers.

C'est pourquoi il n'est pas sûr qu'une nouvelle convention d'entraide judiciaire facilitant l'octroi de l'assistance judiciaire entre Etats qui ne sont pas nécessairement liés par des conventions internationales d'exécution doive adopter une règle générale tendant à étendre automatiquement le bénéfice de l'assistance judiciaire aux procédures d'exequatur.

C *Transmission des demandes d'assistance judiciaire dans les relations internationales*

Les mécanismes de transmission de demandes et pièces dans l'ordre international revêtent, pour les justiciables, une importance pratique considérable. Il ne suffit pas d'établir les cas dans lesquels une personne a droit à l'assistance judiciaire, il faut encore lui permettre de formuler sa demande d'une manière qui évite non seulement les délais mais aussi...les frais!

a Transmission dans le cadre de la Convention de 1954

Le chapitre IV de la Convention de 1954 dissémine dans ses articles 21 à 23 un certain nombre de règles destinées à faciliter la transmission d'une demande d'assistance judiciaire présentée par une personne résidant dans un Etat autre que celui où doit se dérouler la procédure. Les pièces jointes à l'appui de la demande et destinées à justifier de sa situation financière sont établies, en principe, par les autorités de la résidence habituelle ou de la résidence actuelle du demandeur. Mais comme le demandeur peut être le national d'un Etat contractant qui ne réside pas dans un Etat contractant, il est également admis que si les autorités de cet Etat non contractant ne sont pas disposées à délivrer de pièces justificatives, le certificat ou la déclaration d'indigence seront délivrés ou reçus par un agent diplomatique ou consulaire du pays auquel l'étranger appartient (article 21, alinéa premier). Ces pièces sont légalisées gratuitement par un agent diplomatique ou consulaire du pays où le document doit être produit (article 21, alinéa 2).

conventions intended to facilitate the recognition and enforcements of judgments. The existence of such an instrument leads one to assume that, in the relations between the States concerned, the costs of the enforcement proceedings will certainly be less than the costs of the initial proceedings. The financial burden weighing on the requested State being less, one presumes that the latter will be prepared to grant automatically the benefit of legal aid to the person who has procured it for the main proceedings. But, above all, the existence of a convention confers a presumption of regularity upon foreign judgments which fall within its domain. Hence, the beneficiary of the judgment automatically fulfils the condition, generally required, that his petition has some chance of success.
However, matters proceed differently in the relations between States which are not bound by conventions on recognition and enforcement. It is quite possible that ordinary proceedings for enforcement will be no less onerous than the initial proceedings because of the complications and lengthy duration due to possible appeals. Moreover, the judgment delivered does not benefit from the presumption of regularity which is conferred by an international convention, and it is conceivable that the authorities of the country where the enforcement proceedings are to take place will wish to check the reasonable chances of success of the petition before according legal aid. This will also particularly be the case in countries where a procedure to enforce a foreign judgment is purely and simply unknown to their ordinary law.
It is for this reason that it is uncertain whether a new convention on legal aid to facilitate the granting of legal aid between States which are not necessarily bound by international conventions on enforcement should adopt a general rule designed to extend automatically the benefit of legal aid to cover proceedings for enforcement.

C *Transmission of applications for legal aid in international relations*

The machinery for the transmission of applications and documents on the international level is of considerable practical importance for litigants. It is not enough to determine the cases in which a person has the right to legal aid; a person must also be permitted to lodge his application in a manner which avoids not only delays but also... costs!

a Transmission under the terms of the 1954 Convention

Chapter IV of the 1954 Convention introduces in its articles 21 to 23 a number of rules designed to facilitate the transmission of an application for legal aid lodged by a person residing in a State other than that in which the proceedings are to take place.
The documents attached in support of the application and intended to bear out his financial situation are, in principle, drawn up by the authorities of the place of habitual residence or the current place of residence of the applicant. But since the applicant may be a national of a Contracting State who does not reside in a Contracting State, it is also recognised that, if the authorities of the non-Contracting State are not prepared to forward supporting documents, the certificate or statement of indigence will be supplied or received by a diplomatic or consular agent of the country to which the alien belongs (article 21, first paragraph). These documents are legalised without charge by a diplomatic or consular agent of the country in which the documents are to be produced (article 21, second paragraph).

La demande d'assistance judiciaire et les pièces justificatives sont ensuite transmises par le Consul du pays dont dépend le demandeur à l'autorité compétente pour statuer sur la demande d'assistance judiciaire ou à l'autorité désignée par l'Etat où la demande doit être instruite (article 23, alinéa 1).
Toutefois chaque Etat contractant peut déclarer que les demandes d'assistance judiciaire pour un procès se déroulant sur son territoire lui soient transmises par la voie diplomatique. D'autre part deux ou plusieurs Etats contractants peuvent s'entendre pour admettre la transmission directe des demandes d'assistance judiciaire contre leurs autorités respectives (article 23, alinéa 2 renvoyant à l'article 9, alinéas 3 et 4).
Enfin l'autorité chargée de statuer sur la demande d'assistance judiciaire a le droit de contrôler les certificats, déclarations et renseignements annexés à la demande et de se faire donner, pour s'éclairer suffisamment, des informations complémentaires (article 22, alinéa 2). Ces informations seront évidemment demandées aux autorités qui ont établi les pièces annexées.

b Transmission des demandes dans le cadre de l'Accord européen

1 Ces mécanismes qui utilisent comme agents de transmission principalement les agents consulaires voire diplomatiques ne répondent plus au besoin des communications internationales actuelles.
On sait que la Conférence de La Haye a innové en cette matière en créant dans les Conventions de 1965 et de 1970 des *Autorités centrales* chargées de recevoir directement les demandes de notification d'actes judiciaires ou les commissions rogatoires en provenance des autres Etats contractants.
Les Commissions spéciales réunies à La Haye pour étudier en novembre 1977 le fonctionnement de la Convention de 1965 et en juin 1978 le fonctionnement de la Convention de 1970 ont mis en lumière les avantages du mécanisme par rapport aux transmissions consulaires ou diplomatiques.
Le système de l'Autorité centrale a rencontré un succès tel que les Etats membres du Conseil de l'Europe se sont entendus pour l'utiliser dans un *Accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire* signé le 27 janvier 1977, déjà ratifié ou signé par plusieurs Etats membres. Cet Accord ne contrevient en rien à la Convention de 1954 qui reconnaît aux Etats contractants la faculté de s'entendre pour admettre la transmission directe des demandes d'assistance judiciaire entre leurs autorités respectives (article 23, alinéa 2 renvoyant à l'article 9, alinéa 4).

2 Toutefois les Etats membres du Conseil de l'Europe ont apporté une modification au mécanisme suivi dans les Conventions de 1965 et 1970.
Dans les Conventions de La Haye l'Autorité centrale n'est qu'une *autorité réceptrice* soit de la demande de notification soit de la commission rogatoire en provenance de l'étranger. Ce sont en principe les autorités décentralisées de chacun des Etats émetteurs (huissier, *process server*, tribunaux) qui envoient directement ces pièces à l'Autorité centrale étrangère. On remarquera toutefois que, sans en avoir l'obligation, un certain nombre d'Etats membres ont canalisé les demandes provenant de leurs autorités nationales vers leur propre Autorité centrale devenue autorité expéditrice qui transmet les pièces à l'Autorité centrale étrangère.[6]

[6] Lors des discussions sur le fonctionnement de la Convention de 1965 on notait déjà que plusieurs systèmes juridiques dont la France et l'Egypte faisaient passer les demandes de notification en provenance de leurs propres autorités par le canal de leur Autorité centrale (Rapport sur les travaux de la Commission spéciale sur

The request for legal aid and the supporting documents are subsequently transmitted by the Consul of the applicant's country to the authority competent to deal with the said request, or to the authority designated by the State where the request is to be investigated (article 23, paragraph 1).
However, each Contracting State may declare that requests for legal aid in connection with proceedings taking place on its territory shall be transmitted to it through diplomatic channels. Moreover, two or more Contracting States may agree to accept the direct transmission of requests for free legal aid between their respective authorities (article 23, paragraph 2, referring to article 9, paragraphs 3 and 4).
Finally, the authority responsible for dealing with the request for free legal aid has the right to verify the certificates, declarations and information which are furnished to it and to have supplied to it complementary information for clarification (article 22, paragraph 2). Such information will clearly be requested from the authorities which drew up the attached documents.

b Transmission of applications under the terms of the European Agreement

1 Those mechanisms which employ as the means of transmission principally consular or diplomatic agents no longer fulfil the needs of present international communications.
As is known, the Hague Conference introduced new elements in this area by creating in the 1965 and 1970 Conventions *Central Authorities* with the task of receiving directly applications for the service of judicial documents or letters of request originating from other Contracting States.
The Special Commissions meeting at The Hague in November 1977 to study the operation of the 1965 Convention and, in June 1978 to study the operation of the 1970 Convention, highlighted the advantages of these mechanisms, as opposed to consular or diplomatic transmissions.
The Central Authority system has met with success to the extent that the Member States of the Council of Europe agreed to make use of it in a *European Agreement on the Transmission of Applications for Legal Aid*, signed on 27th January 1977 and already ratified or signed by several Member States. This Agreement in no way contravenes the 1954 Convention, which recognised the option of Contracting States to agree to allow the direct transmission of applications for legal aid between their respective authorities (article 23, paragraph 2, referring to article 9, paragraph 4).

2 However, the Member States of the Council of Europe introduced a change into the machinery employed in the 1965 and 1970 Conventions.
In the Hague Conventions, the Central Authority is only a *receiving authority* either for the application for service or for the letter of request originating from abroad. In principle, these are decentralised authorities of each of the originating States (process server, *huissier*, courts) which send these documents directly to the foreign Central Authority. It will be noted, however, that without being obliged to do so, a number of Member States have routed the applications originating from their national authorities to their own Central Authority, which has become a transmitting authority which sends the documents to the foreign Central Authority[6].

[6] During discussions on the operation of the 1965 Convention, it was already noted that several legal systems, including those of France and Egypt, had caused requests for service originating from their own authorities to be channelled through their Central Authority (Report on the Work of the Special Commission on the Operation

Il a en effet été constaté dans la pratique qu'un contrôle préventif était de nature à éviter des obstacles à l'exécution de la notification ou de la commission rogatoire à l'étranger.
C'est ce système qui a été généralisé dans l'Accord européen. Chaque Partie contractante doit en effet désigner une ou plusieurs autorités expéditrices, chargées de transmettre directement les demandes d'assistance judiciaire à l'Autorité centrale de l'autre pays.
Chaque Etat contractant désigne également une Autorité centrale réceptrice chargée de recevoir les demandes d'assistance judiciaire provenant des autorités expéditrices d'une autre Partie contractante. Dans beaucoup d'Etats autorités expéditrice et réceptrice seront en fait les mêmes.
Le demandeur à l'assistance judiciaire présente sa demande dans l'Etat de sa résidence habituelle à l'autorité expéditrice. Celle-ci assiste le demandeur afin que tous les documents qui, à la connaissance de cette autorité sont nécessaires à l'appréciation de la demande, soient joints à celle-ci. Il lui est même accordé un droit de contrôle spécial: elle peut refuser de transmettre la demande au cas où celle-ci lui apparaît manifestement téméraire.
L'autorité expéditrice envoie les pièces à l'Autorité centrale réceptrice qui transmet les dossiers à l'autorité compétente sur son territoire pour statuer sur la demande. L'Autorité centrale réceptrice informe l'autorité expéditrice de toute difficulté relative à l'examen de la demande ainsi que la décision prise par l'autorité compétente.

c Orientation possible

1 S'il ne fait pas de doute qu'une modernisation de la Convention de 1954 implique la création d'une Autorité centrale réceptrice, on peut se demander s'il ne conviendrait pas également de suivre le modèle de l'Accord européen et de créer dans les Etats contractants des autorités expéditrices.
En effet dès l'instant que l'on ne peut plus guère se baser, pour l'octroi de l'assistance judiciaire, sur l'indigence absolue du demandeur, il faudra dans chaque cas tenir compte des règles très variées instituées par chaque Etat contractant à propos des conditions financières mises à l'octroi de l'assistance judiciaire. Laissé à lui seul le demandeur n'aurait guère la possibilité de connaître les limites financières instituées dans tel ou tel pays ou de se renseigner sur les pièces à fournir pour que sa demande puisse faire l'objet d'une appréciation subjective tenant compte de ses revenus et des coûts probables de la procédure. Une autorité expéditrice, décentralisée ou non, grâce aux renseignements fournis par les autres Etats contractants, serait à même de renseigner le demandeur et, par un contrôle préventif, pourrait l'aider à réunir les pièces nécessaires au succès de sa demande.

On peut toutefois noter que même si un nouveau texte adopté à La Haye se bornait à la création d'Autorités centrales réceptrices rien n'empêcherait les Etats contractants de créer chez eux des autorités expéditrices,

In fact, it has been found in practice that a preventive check was capable of avoiding obstacles to the execution of the service or of the letter of request abroad.

It is this system which has been generalised in the European Agreement. Each Contracting Party must effectively designate one or more transmitting authorities charged with forwarding applications for legal aid directly to the Central Authority of the other country.
Each Contracting State also designates a receiving Central Authority with the task of receiving applications for legal aid originating from the transmitting authorities of another Contracting Party. In many of the States, the transmitting and receiving authorities will in fact be the same.
The person applying for legal aid lodges his application in the State in which he normally resides with the transmitting authority. This authority assists the applicant, so that all the documents which to the authority's knowledge are necessary for the evaluation of the application are attached thereto. This same authority is also accorded a special right of control: it may refuse to transmit the application if the latter appears to the authority to be manifestly not made in good faith.
The transmitting authority forwards the documents to the receiving Central Authority, which transmits the application to the authority on its territory which is competent to determine the application. The receiving Central Authority informs the transmitting authority of any difficulty relating to the examinations of the application and of the decision taken by the competent authority.

c Possible orientation

1 If there is no doubt that modernisation of the 1954 Convention implies the creation of a receiving Central Authority, it may be asked if it would also not be expedient to follow the model of the European Agreement and to create transmitting authorities in the Contracting States.
From the moment it is hardly possible to continue to base the granting of legal aid on the absolute indigence of the applicant, it will in fact be necessary in each case to take account of the very diverse rules instituted by each Contracting State with regard to the financial conditions applied to the granting of legal aid. Left to himself, the applicant would have practically no possibility of knowing the financial limits instituted in this or that country or to inform himself as to the documents to be produced in order that his application may be evaluated subjectively with due regard to his income and the probable costs of the proceedings. A transmitting authority, whether decentralised or not, would, on the basis of the information supplied by the other Contracting States, be able to inform the applicant and, by means of a preventive check, be able to assist him to assemble the documents necessary to the success of his application.
However, one may note that even if a new text adopted in The Hague were to be limited to the creation of receiving Central Authorities, nothing would prevent the Contracting States from creating their own trans-

[b] *(suite)* le fonctionnement de la Convention du 15 novembre 1965 de décembre 1977. (v. *infra*. Troisième partie). Mais surtout il est noté dans le Rapport sur les travaux de la Commission spéciale sur le fonctionnement de la Convention de 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger, établi en juillet 1978 (v. *infra*, Troisième partie), que si «en Suède ou aux Etats-Unis c'est la juridiction saisie du procès qui envoie directement la commission rogatoire à l'Autorité centrale étrangère, dans la plupart des Etats parties à la Convention les demandes de commissions rogatoires, établies par l'autorité judiciaire compétente du pays du procès, sont acheminées à l'étranger par le canal d'une autorité centralisée du pays requérant, laquelle se trouve être en fait l'Autorité centrale désignée pour recevoir les commissions rogatoires en provenance de l'étranger».

[b] *(continued)* of the Convention of 15th November 1965. December 1977 (see *infra*, Part three). Above all, however, it is noted in the Report on the Work of the Special Commission on the Operation of the 1970 Convention on the Taking of Evidence Abroad, produced in July 1978 (see *infra*, Part three), that while 'in Sweden or the United States, it is the jurisdiction concerned with the case which sends the letter of request directly to the foreign Central Authority, in most of the States which are Party to the Convention, applications in respect of letters of request, drawn up by the competent legal authority of the country of the proceedings, are routed abroad by way of a centralised authority of the requesting country, which is in fact the Central Authority designated to receive the letters of request originating from abroad'.

l'obligation de passer par cette autorité constituant une réglementation interne propre à chacun des Etats membres. De la sorte l'Accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire pourrait parfaitement coexister avec une nouvelle Convention de La Haye muette sur les autorités expéditrices.

2 Le recours à une autorité expéditrice locale ne pourra de toute façon pas être utilisé dans le cas où le demandeur à l'assistance judiciaire est le national d'un Etat contractant établi dans un Etat non contractant. Dans ce cas sa demande devra nécessairement être transmise par l'autorité consulaire ou diplomatique du pays auquel il appartient, comme dans le système de la Convention de 1954. Mais cette autorité pourrait être tenue d'envoyer directement la demande et les pièces à l'Autorité centrale réceptrice du pays où la procédure doit être poursuivie. Bref l'autorité diplomatique ou consulaire aurait, dans ce cas, le rôle nécessaire d'une autorité expéditrice au profit des nationaux.

d Problème des traductions

En matière de transmission de pièces sur le plan international, l'un des problèmes qui fait le plus de difficultés est celui de la langue dans laquelle ces pièces doivent être présentées. Ce problème de traduction, chaque fois qu'il a été abordé dans des réunions internationales, a fait l'objet de maintes discussions.
La Convention de 1954 prévoit que les demandes d'assistance judiciaire et leurs annexes doivent être traduites en principe dans la langue de l'autorité requise (article 23, alinéa 2, renvoyant à l'article 10). Or les traductions de pièces sont aujourd'hui extrêmement coûteuses et il pourrait paraître contradictoire de vouloir faciliter l'octroi de l'assistance judiciaire tout en laissant à la charge du demandeur économiquement faible des frais assez considérables.
L'Accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire reprend ce principe dans son article 6*a* qui prévoit la traduction de la demande et des documents joints dans la langue ou dans l'une des langues officielles de l'autorité réceptrice. Toutefois, l'article 6*b* pose que chaque Etat contractant doit néanmoins accepter la demande d'assistance judiciaire et les documents joints lorsqu'ils sont rédigés ou traduits en langue anglaise ou française.

Il prévoit enfin, dans son article 3, deuxième phrase, que l'autorité expéditrice «assiste également le demandeur pour la traduction éventuellement nécessaire des documents».
Le système de l'Accord européen s'inspire de celui qui a été suivi dans la Convention du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale.
L'article 4 de cette Convention pose le principe que «la commission rogatoire doit être rédigée dans la langue de l'autorité requise ou accompagnée d'une traduction faite dans cette langue». Mais l'alinéa 2 prévoit que «chaque Etat contractant doit accepter la commission rogatoire rédigée en langue française ou anglaise, ou accompagnée d'une traduction dans l'une de ces langues...». Toutefois, la fin de cet alinéa permet à chaque Etat contractant de s'*opposer* à l'emploi des langues française ou anglaise en faisant une réserve prévue à l'article 33.
La possibilité de cette réserve est exclue dans l'Accord européen. Or, dans la pratique de la Convention de 1970, la réserve de l'article 33 a été très largement utilisée!

mitting authorities, since the obligation to deal through such authorities would constitute an internal regulation proper to each of the Member States. In this way, the European Agreement on the Transmission of Applications for Legal Aid could perfectly well coexist with a new Hague Convention which made no mention of transmitting authorities.

2 An application may on no account be made to a local transmitting authority if the applicant for legal aid is a national of a Contracting State who lives in a non-Contracting State. In this case, his application will necessarily be transmitted by the consular or diplomatic authority of the country to which he belongs, as is the case in the system of the 1954 Convention. But this authority could be obliged to dispatch directly the application and the documents to the receiving Central Authority of the country in which the proceedings are to be prosecuted. In short, the diplomatic or consular authority would, in this case, have the necessary role of a transmitting authority for the benefit of its nationals.

d Problem of translation

With regard to the transmission of documents on the international level, one of the problems which gives the greatest difficulty is that of the language in which the documents are to be presented. This problem of translation has been the subject of numerous discussions, whenever it has been raised at international meetings.
The 1954 Convention provides that applications for legal aid and their attachments are in principle to be translated into the language of the requested authority (article 23, paragraph 2, referring to article 10). The fact is, however, that translations of documents are currently extremely costly and it could appear contradictory to wish to facilitate the granting of legal aid while leaving to the economically weak applicant the payment of rather heavy expenses.
The European Agreement on the Transmission of Applications for Legal Aid reiterates this principle in its article 6*a*, which envisages the translation of the application and the attached documents into the official language or one of the official languages of the receiving authority. However, article 6*b* states that each Contracting Party shall nevertheless accept the application for legal aid and the attached documents when they are drawn up or translated in the English or French language.
Finally, it states in its article 3, first paragraph, second sentence, that the transmitting authority 'shall also assist the applicant in providing any necessary translation of the documents'.
The system of the European Agreement draws its inspiration from the example set in the Convention of 18th March 1970 on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters.
Article 4 of this Convention states the principle that: 'A Letter of Request shall be in the language of the authority requested to execute it or be accompanied by a translation into that language'. But paragraph 2 provides that 'a Contracting State shall accept a Letter in either English or French, or a translation into one of these languages....'. However, the conclusion of this paragraph permits each Contracting State to *oppose* the use of the French or English language by making a reservation as provided in article 33.

The possibility of making this reservation is excluded in the European Agreement. Be that as it may, in the practical operation of the 1970 Convention, the article 33 reservation has been very widely employed.

Il appartiendra donc à la Commission spéciale de s'interroger sur le point de savoir si elle peut aller aussi loin que l'Accord européen ou si au contraire la possibilité d'une réserve – qui en fait entraînera dans la plupart des cas l'exigence de la langue de l'Etat requis – devra être conservée.

Si le système employé mène de manière générale à l'exigence de traductions, la création d'autorités expéditrices présenterait un intérêt accru. En effet le demandeur économiquement faible ne pouvant faire face à de tels frais de traduction, les Etats contractants pourraient admettre que leurs autorités expéditrices assistent systématiquement le requérant pour la traduction éventuelle des documents, ainsi que l'admet généreusement l'article 3 de l'Accord européen. Une telle solution présenterait en effet un caractère très équitable, puisqu'il répartirait les charges financières résultant de l'assistance judiciaire sur les deux pays intéressés, le pays d'origine pour la traduction, le pays requis pour les frais de procédure.

D *Dispositions complémentaires*

L'article 24 de la Convention de 1954 relative à la procédure civile prévoit que «si le bénéfice de l'assistance judiciaire a été accordé à un ressortissant d'un des Etats contractants, les significations, quelle qu'en soit la forme, relatives à son procès, et qui seraient à faire dans un autre de ces Etats, ne donneront lieu à aucun remboursement de frais par l'Etat requérant à l'Etat requis. Il en sera de même des commissions rogatoires, exception faite des indemnités payées à des experts.»
Il est évident que le principe d'une telle disposition doit être conservé. Il conviendrait toutefois de l'étendre non seulement aux ressortissants d'un des Etats contractants, mais également aux personnes résidant dans un Etat contractant si une telle extension de l'octroi de l'assistance judiciaire est adoptée.
L'article 21, alinéa 2 prévoit que «Si le requérant ne réside pas dans le pays où la demande est formulée, le certificat ou la déclaration d'indigence sera légalisé gratuitement par un agent diplomatique ou consulaire du pays où le document doit être produit.».

Conformément à la pratique suivie dans toutes les Conventions de La Haye récentes en matière d'entraide judiciaire, il conviendrait plutôt de supprimer toute exigence de légalisation à propos des pièces établies par les autorités ou sous le contrôle des autorités d'un Etat contractant. L'article 4 de l'Accord européen prévoit d'ailleurs que «les documents transmis en application du présent Accord sont dispensés de la légalisation et de toute formalité analogue». Pour ce qui concerne les pièces qui seraient établies par des agents diplomatiques ou consulaires d'Etats contractants, il convient de rappeler l'excellent précédent constitué par la Convention européenne relative à la suppression de la légalisation des actes établis par les agents diplomatiques ou consulaires, signée à Londres le 7 juin 1968 et ratifiée par l'Allemagne l'Autriche, l'Italie, la France, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse et déjà signée par la Grèce et le Luxembourg.

Seules les pièces établies par les autorités d'un Etat non contractant pourraient faire l'objet d'une légalisation ou d'une apostille si cet Etat est Partie à la Convention supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers du 5 octobre 1961.

It will thus belong to the task of the Special Commission to concern itself with the question of ascertaining whether it may go as far as the European Agreement or if, on the contrary, the possibility of a reservation – which will in fact entail, in the majority of cases, the requirement for the language of the requested State – is to be preserved.
If the system used leads in general to the requirement for translations, the creation of transmitting authorities would present an added interest. Since the economically weak applicant is not able to face such translation costs, the Contracting States could in practice allow their transmitting authorities systematically to assist the applicant with the translation of the documents, as necessary, as has been generously provided for in article 3 of the European Agreement. Such a solution would in fact be very fair, for it would divide the financial costs resulting from the legal aid between the two countries concerned: the country of origin as regards the translation and the requested country with respect to the costs of the proceedings.

D *Complementary provisions*

Article 24 of the 1954 Convention Relating to Civil Procedure provides that 'if the benefits of legal aid have been granted to a national of one of the Contracting States, service in another Contracting State of documents relating to his case regardless of the manner in which it is effected, shall not give rise to any reimbursement of costs by the requesting State to the requested State. The same shall apply to Letters of Request, with the exception of fees paid to experts'.
It is clear that the principle of such a provision should be preserved. However, it would be desirable to extend it not only to the nationals of the Contracting States, but also to persons residing in a Contracting State, if such an extension to the granting of legal aid is adopted.

Article 21, paragraph 2, provides that: 'If the claimant does not reside in the country where the request is made, the certificate or declaration of indigence shall be legalised free of charge by a diplomatic or consular agent of the country where the document is to be produced.'.
In accordance with the practice observed in all the recent Hague Conventions concerning legal assistance, it would be better to dispense with all requirements of legalisation as concerns the documents drawn up by the authorities, or under the supervision of the authorities, of a Contracting State. Article 4 of the European Agreement also provides that: 'All documents forwarded in pursuance of the present Agreement shall be exempt from legalisation or any equivalent formality'. With regard to the documents drawn up by diplomatic or consular agents of Contracting States, mention should be made of the excellent precedent created by the European Convention on the Abolition of Legalisation of Documents executed by Diplomatic Agents or Consular Officers, signed at London on 7th June 1968 and ratified by Austria, France, Germany, Italy, the Netherlands, Sweden, Switzerland and the United Kingdom and already signed by Greece and Luxembourg.
Only the documents drawn up by the authorities of a non-Contracting State could be the subject of a legalisation or a certificate, if this latter State is a Party to the Convention Abolishing the Requirement of Legalisation for Foreign Public Documents of 5th October 1961.

II DISPENSE DE LA *CAUTIO JUDICATUM SOLVI*

La *cautio judicatum solvi*, dans son sens moderne, est l'obligation faite au demandeur à une action en justice de consigner une certaine somme, afin de guarantir au défendeur une exécution aisée des frais et dépens qui pourraient être mis à la charge du demandeur débouté.

A *Aperçu du problème*

Certains systèmes juridiques imposent la caution à tout demandeur, qu'il soit étranger ou national, domicilié ou non domicilié dans l'Etat de la procédure. Une telle réglementation n'introduit aucune discrimination dans les rapports internationaux et n'a pas à être prise en considération ici.
Par contre, dans de nombreux systèmes juridiques, la caution est exigée à raison d'un élément d'extranéité relevé en la personne du demandeur.
Certains systèmes juridiques imposent la caution à toute *personne n'ayant pas la nationalité*, de l'Etat où doit se dérouler la procédure (par exemple Belgique ou Pays-Bas), cette obligation pouvant être atténuée en cas de réciprocité substantielle, lorsque dans le cas inverse l'Etat dont le demandeur est ressortissant dispense de caution les nationaux de l'Etat où doit se dérouler la procédure (par exemple Allemagne, Autriche, Danemark, Tchécoslovaquie).

D'autres systèmes juridiques obligent à la caution tout demandeur, qu'il soit étranger ou national *domicilié dans un pays étranger*, les personnes étrangères ou nationales domiciliées dans le pays où se déroule la procédure étant dispensées de caution (par exemple Argentine, Israël, Royaume-Uni, majorité des cantons suisses, majorité des états des Etats-Unis d'Amérique).
L'obligation de verser la caution peut être atténuée lorsque le demandeur possède, dans le pays où se déroule la procédure, des biens aisément saisissables, comme par exemple des immeubles (Turquie, Belgique, Autriche, Angleterre).
Enfin certains Etats ignorent l'obligation de *cautio judicatum solvi* de manière générale (Egypte, France depuis 1972, Finlande, Portugal) ou à propos de certaines procédures (procédure commerciale en Belgique, procès concernant des instruments négociables en Allemagne ou en Norvège, procès en matière matrimoniale en Autriche, etc.).

B *Système de la Convention de 1954*

Pour faciliter l'accès à la justice la Convention de La Haye de 1954 sur la procédure civile consacre son chapitre III à la *cautio judicatum solvi* dont les règles reproduisent celles qui figuraient déjà dans la Convention de 1905. De très nombreuses conventions multilatérales ou bilatérales établissent également des dispenses de caution. Il en va par exemple ainsi dans l'article 45 de la Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale.

Le système de la Convention de La Haye de 1954 est fondé sur un équilibre judicieux entre la dispense de caution et la facilité d'exécution des décisions relatives aux frais et dépens.
Il y est prévu qu'aucune caution ne peut être imposée, à raison, soit de leur qualité d'étrangers, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays, aux nationaux d'un des Etats contractants, ayant leur domicile dans

II WAIVING OF SECURITY OF COSTS

In its modern sense, the *cautio judicatum solvi* is the obligation placed on the plaintiff in an action at law to deposit a certain sum for the purpose of guaranteeing to the defendant a settlement without complications of the costs and expenses which the non-suited plaintiff may be ordered to pay.

A *Review of the problem*

Certain legal systems require security for costs from all plaintiffs, whether aliens or nationals and whether domiciled or not in the State of the proceedings. Such a regulation does not introduce any kind of discrimination into international relations and need not be taken into consideration here.
On the other hand, in many legal systems security for costs is required by reason of a foreign element connected with the person of the plaintiff.
Certain legal systems require security for costs from any 'person not having the nationality' of the State in which the proceedings are to take place *(e.g.* Belgium, the Netherlands), this obligation being capable of relaxation in the case of substantial reciprocity when, in the reverse case, the State of which the plaintiff is a national exempts from the requirement for security the nationals of the State where the proceedings are to take place *(e.g.* Germany, Austria, Denmark, Czechoslovakia).
Other legal systems oblige all plaintiffs, whether aliens or nationals 'domiciled in a foreign country', to provide security for costs, while aliens or nationals domiciled in the country in which the proceedings take place are exempted from providing security *(e.g.* Argentina, Israel, the United Kingdom, most of the Swiss cantons, most of the states of the United States of America).
The obligation to post security may be relaxed when the plaintiff possesses, in the country in which the proceedings take place, property which can be readily distrained, *e.g.* real estate (Turkey, Belgium, Austria, England)
Finally, certain States are not in general terms acquainted with the *cautio judicatum solvi* (Egypt, France since 1972, Finland, Portugal) or in the case of certain proceedings (commercial proceedings in Belgium, proceedings concerning negotiable instruments in Germany and Norway, proceedings on matrimonial matters in Austria, etc.).

B *System of the 1954 Convention*

In the interest of access to justice, the 1954 Hague Convention relating to Civil Procedure devotes its Chapter III to security for costs *(cautio judicatum solvi)*, the rules of this Chapter reproducing those which already appeared in the 1905 Convention. Very many multilateral or bilateral conventions also provide for exemptions from requirements for security for costs. This is, for instance, the case in article 45 of the Brussels Convention of 27th September 1968 on the Jurisdiction and the Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters.
The system of the 1954 Hague Convention is founded on a sensible balance between exemption from security and ease of enforcement of judgments relating to costs and expenses.
It is therein provided that no security or deposit may be imposed – either by reason of their status as foreigners or of the absence of domicile or residence in the country – upon nationals of one of the Contracting

l'un de ces Etats, qui seront demandeurs ou intervenants devant les tribunaux d'un autre Etat contractant (article 17, alinéa 1).
Cette dispense est compensée par l'institution d'une procédure simplifiée rapide et gratuite d'exécution des condamnations aux frais et dépens, les demandes étant transmises par la voie diplomatique (article 18). La procédure d'exécution est unilatérale, sauf recours ultérieur de la partie condamnée, et l'autorité chargée de statuer ne peut opérer que des contrôles limités énumérés dans la Convention (article 19).

Il semble qu'un tel équilibre devrait de toute façon être conservé dans un nouvel instrument tendant à remplacer la Convention de 1954. Toutefois, une certaine modernisation pourrait être apportée sur deux points: d'une part en ce qui concerne l'extension du bénéfice de la dispense de caution, d'autre part en ce qui concerne la transmission des demandes d'exécution des condamnations aux frais et dépens.

C *Extension possible du bénéfice de la dispense de caution*

La Convention de 1954 ne fait pas bénéficier de la dispense de caution les personnes ayant la nationalité d'un Etat non contractant qui ont leur domicile ou la résidence habituelle dans un Etat contractant.
Or plusieurs éléments militent en faveur d'une dispense de caution à leur égard.
On a vu à propos de l'assistance judiciaire que l'octroi de celle-ci devrait vraisemblablement leur être accordé. Il serait utile de leur rendre encore plus facile l'accès à la justice par une dispense de caution.
Mais surtout le mécanisme même de la Convention de La Haye apporterait toute garantie que les condamnations aux frais et dépens prononcées contre ces personnes seront exécutées. Une personne installée dans un Etat contractant y exerce en général sa profession et y centralise ses intérêts pécuniaires et l'on pourrait exécuter les condamnations aux frais et dépens sur ses biens avec tout autant de facilité et de sûreté qu'on pourrait le faire à l'égard d'un national d'un Etat contractant. Dans le mécanisme conventionnel, en vérité, ce qui importe c'est la localisation économique du justiciable et non sa nationalité.

D *Simplification souhaitable des procédures*

Dans le système des articles 18 et 19 de la Convention de 1954 la demande d'exécution des condamnations aux frais et dépens se fait par la voie diplomatique.

On peut se demander si l'on ne devrait pas, pour faciliter les choses, décharger les autorités diplomatiques de tâches qui les concernent fort peu, et utiliser la voie de l'Autorité centrale qui existe déjà pour les Conventions de 1965 et de 1970 et qui devrait normalement être adoptée pour la transmission des demandes d'assistance judiciaire. Une telle Autorité centrale, habituée à traiter toutes les questions d'entraide judiciaire internationales, serait mieux à même de faire procéder rapidement par l'autorité compétente de son pays à l'exécution gratuite de la décision.
En outre le recours à une Autorité centrale de l'Etat requis habituée aux relations avec les autorités judiciaires étrangères permettrait vraisemblablement d'éviter les formalités un peu lourdes de légalisation et d'attestation prévues à l'article 19, alinéa 2.

La transmission de la demande à l'Autorité centrale

States who are domiciled in one of such States and are plaintiffs or intervening parties before the courts of another Contracting State (article 17, paragraph 1).
This exemption is compensated by the institution of a rapid and free simplified procedure of enforcement of court orders for payment of costs and expenses, applications being transmitted through diplomatic channels (article 18). The enforcement procedure is unilateral – excepting subsequent appeal by the convicted party – and the authority charged with pronouncing may apply only limited controls, as enumerated in the Convention (article 19).
It would seem that such a balance should in any case be preserved in a new instrument designed to replace the 1954 Convention. However, some modernisation could be applied in two areas: firstly, as concerns the extension of the benefit of exemption from requirements for security; secondly, as regards the transmission of applications for the enforcement of court orders for the payment of costs and expenses.

C *Possible extension of the benefit of exemption from security for costs*

The 1954 Convention does not confer the benefit of exemption from security upon persons having the nationality of a non-Contracting State, who have their domicile of habitual residence in a Contracting State.
The fact is, however, that several elements work in favour of an exemption from security in their case.
With regard to legal aid, we have seen that is should probably be granted to them. It would be desirable to make access to justice still easier for them by exempting them from the posting of security.
But, above all, the mechanism of the Hague Convention should provide every guarantee that judgments for costs and expenses pronounced against these persons will be enforced. A person who is established in a Contracting State will generally exercise his profession and concentrate his financial interests there and judgments for costs and expenses could be enforced against his property with just as much facility and certainty as in the case of a national of a Contracting State. Indeed, for the Convention's mechanisms, that which counts is the economic epicentre of the litigant, not his nationality.

D *Desirable simplification of the procedures*

Under the system of articles 18 and 19 of the 1954 Convention, a request for the enforcement of a judgment for costs and expenses is effected through diplomatic channels.
One may enquire whether, to facilitate matters, one should not release the diplomatic authorities from tasks which concern them very little and utilise the channel of the Central Authority, which already exists for the 1965 and 1970 Conventions and which should normally be adopted for the transmission of applications for legal aid. Such a Central Authority, used to handling all questions of international legal co-operation, would be better able to have proceedings speedily undertaken, by the competent authority, for the enforcement without charge of the decision.
Furthermore, recourse to the Central Authority of the requested State, used to relations with foreign judicial authorities, would probably make it possible to avoid the rather heavy formalities for the legalisation and certification of documents envisaged in article 19, paragraph 2.
The transmission of the application to the receiving

réceptrice pourrait être faite dans chacun des Etats contractants par l'intermédiaire soit d'une autorité décentralisée désignée dans chacun des Etats contractants, soit par l'Autorité centrale elle-même, qui deviendrait alors autorité expéditrice, selon la pratique qui s'est dégagée en matière de commissions rogatoires. L'autorité expéditrice ainsi désignée jouerait un peu le rôle de l'autorité chargée de poursuivre la décision d'exécution en matière de décisions alimentaires prévue dans la *Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger*. On sait que dans cette Convention, lorsque le créancier et le débiteur se trouvent chacun sur des territoires différents, la demande d'exécution est adressée par l'intéressé à «l'autorité expéditrice» de l'Etat du créancier qui se met en rapport directement avec «l'institution intermédiaire» de l'Etat du débiteur chargée de recouvrir les aliments. Les Autorités centrales des Conventions de La Haye pourraient aisément jouer, tour à tour, les deux rôles en matière de condamnation aux frais et dépens.

Si un tel aménagement était admis, les textes de la Convention de 1954 pourraient être facilement revisés. Rien n'empêcherait d'ailleurs la nouvelle Convention de conserver la transmission diplomatique à titre subsidiaire pour des cas exceptionnels, à l'instar de ce que fait l'article 9, alinéa 2 de la Convention de 1965 sur la notification des actes judiciaires.

III DÉLIVRANCE GRATUITE D'EXTRAITS DES ACTES DE L'ETAT CIVIL

1 Le chapitre V de la Convention sur la procédure civile de 1954 constitué par l'article 25 prévoit que les indigents ressortissants d'un des Etats contractants pourront, dans les mêmes conditions que les nationaux, se faire délivrer gratuitement des extraits des actes de l'état civil. Quant aux pièces nécessaires à leur mariage, elles seront légalisées sans frais par les agents diplomatiques ou consulaires des Etats contractants.

Cette disposition part d'un louable souci de non-discrimination entre indigents, qu'ils soient étrangers ou nationaux.
Ce chapitre ne figurait pas dans la Convention de 1905 sur la procédure civile et a été ajouté dans la Convention de 1954 à la suite des travaux de la Sixième session de 1928, qui en avait adopté le principe au sein de sa Troisième commission (*Actes de la Sixième session*, 1928, p. 193).
Lors de la Septième session de 1951, le chapitre relatif à la délivrance gratuite d'extraits des actes de l'état civil ne donna pas lieu à difficulté et fut adopté sans discussions (*Actes de la Septième session*, 1951, p. 296).

La disposition conventionnelle est d'une portée pratique assez réduite. Lors des discussions de 1928 la plupart des délégations notaient déjà que la délivrance d'extraits d'actes de l'état civil donnait lieu à des frais minimes (*Actes de la Sixième session*, 1928, p. 191 et s.). Par ailleurs de nombreuses conventions bilatérales prévoient la délivrance gratuite des extraits des actes de l'état civil. Il en va de même de la *Convention relative à la délivrance gratuite et à la dispense de légalisation des expéditions d'actes de l'état civil*, élaborée au sein de la Commission internationale de l'état civil et signée à Luxembourg le 26 septembre 1957.

Quant à la *Convention relative à la délivrance de certains extraits d'actes de l'état civil destinés à l'étranger*, éga-

Central Authority could be effected in each of the Contracting States through the intermediary either of a decentralised authority designated in each of the Contracting States or by the Central Authority itself, which would thus become the transmitting authority in accordance with the practice which has evolved in matters concerning letters of request. The transmitting authority thus designated would play something of the role of the authority charged with the prosecution of enforcement orders in maintenance cases as provided in the *New York Convention of 20th June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance*. Under this Convention, when the creditor and debtor are each in different territories, the application for enforcement is addressed by the interested party to 'the transmitting agency' of the State of the creditor, which makes direct contact with 'the receiving agency' of the State of the debtor which is charged with the collection of maintenance. The Central Authorities of the Hague Conventions could easily play, in turn, the two roles in the case of court orders for costs and expenses.
If such an arrangement were to be accepted, the text of the 1954 Convention could easily be revised. Moreover, nothing would prevent the new Convention from retaining diplomatic transmission as a back-up in exceptional cases, after the model of that which is laid down in article 9, paragraph 2, of the 1965 Convention on the Service of Judicial Documents.

III FREE PROVISION OF EXTRACTS FROM THE RECORDS OF CIVIL STATUS

1 Chapter V of the 1954 Convention relating to Civil Procedure, constituted by article 25, provides that indigent persons who are nationals of one of the Contracting States shall be able, under the same conditions as nationals, to have provided to themselves free of charge extracts from the records of civil status. With regard to the documents necessary for the purposes of their marriage, these shall be legalised without charge by the diplomatic of consular agents of the Contracting States.
This arrangement is founded on a praiseworthy concern for non-discrimination among indigent persons, whether aliens or nationals.
This chapter did not appear in the 1905 Convention on Civil Procedure and was added to the 1954 Convention following the work of the Conference's Sixth Session of 1928, which adopted the principle in its Third Commission (*Actes de la Sixième session*, 1928, p. 193).

During the Seventh Session of 1951, the chapter concerning the free provision of extracts from the records of civil status gave rise to no difficulty and was adopted without discussion (*Actes de la Septième session*, 1951, p. 296).
The Convention's provisions are of rather limited scope. During the discussions of 1928, the greater part of the delegations already observed that the provision of extracts from the records of civil status involved minimal costs (*Actes de la Sixième session*, 1928, p. 191 *et seq.*). Moreover, many bilateral conventions provide for the provision without charge of extracts from the records of civil status. The same is true of the *Convention relative à la délivrance gratuite et à la dispense de légalisation des expéditions d'actes de l'état civil*, prepared within the framework of the International Commission on Civil Status and signed at Luxembourg on 26th September 1957.
As regards the *Convention relative à la délivrance de certains extraits d'actes de l'état civil destinés à l'étranger*,

lement élaborée au sein de la Commission internationale de l'état civil et signée à Paris le 27 septembre 1956, elle élimine toute discrimination entre étrangers et nationaux dans son article 6.

2 On aperçoit mal ce qui pourrait s'opposer à ce qu'un nouvel instrument reprenne la règle de l'article 25, afin de procéder au remplacement total des dispositions de la Convention de 1954.

Bien entendu le texte devrait être mis en harmonie avec les dispositions adoptées à propos de l'assistance judiciaire gratuite.
Le bénéfice de la délivrance gratuite des extraits des actes de l'état civil devrait être accordé non seulement aux ressortissants des Etats contractants mais également à toute personne résidant dans un Etat contractant, si ce principe est admis pour l'octroi de l'assistance judiciaire.
Par ailleurs la notion d'indigence devrait être abandonnée, si elle l'est pour le chapitre précédent. L'idée générale devrait être que les personnes susceptibles de se voir accorder l'assistance judiciaire gratuite bénéficieront de la délivrance gratuite des extraits des actes de l'état civil.
La disposition relative à la légalisation sans frais des pièces nécessaires au mariage des mêmes personnes pourrait également être conservée. Une telle prescription deviendrait évidemment sans objet lorsque, dans les relations entre Etats contractants, des conventions bilatérales ou multilatérales, comme les Conventions précitées élaborées par la Commission internationale de l'état civil dispensent déjà de toute légalisation la production des actes de l'état civil.
Pour tenir compte de la *Convention de La Haye supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers* du 5 octobre 1961, on pourrait prévoir en outre que l'*apostille* prévue par cette Convention soit également délivrée sans frais.

3 Le texte de l'article 25 de la Convention de 1954 ne vise que les extraits des actes de l'état civil. L'attention du Bureau Permanent a été attirée sur le fait que dans de nombreux cas des personnes aux ressources insuffisantes doivent non seulement obtenir à l'étranger un extrait des actes de l'état civil mais également lever, auprès du greffe d'un tribunal, la copie d'un jugement ayant trait à l'état civil, par exemple un jugement déclaratif de décès ou de disparition, un jugement d'adoption ou de légitimation, etc. Ces décisions sont souvent mentionnées en marge de l'acte de l'état civil et on en réclame parfois à l'étranger la production complète.

Or l'obtention de l'expédition ou de la copie de tels jugements peut entraîner des frais assez considérables (frais de greffe, frais de copies, papiers timbrés, etc.). On pourrait se demander si la délivrance de telles copies de décisions «relatives à l'état civil» ne pourrait pas être faite gratuitement quoique les pièces ne soient pas destinées à être directement utilisées dans une procédure (ce dernier cas pouvant être couvert par l'assistance judiciaire gratuite proprement dite).

4 Une règle relative à la délivrance gratuite des extraits des actes de l'état civil pourrait peut-être constituer un obstacle technique pour certains Etats contractants qui ne connaissent pas de systèmes organisés en la matière. Aux Etats-Unis, par exemple, la tenue des registres de l'état civil et la délivrance des extraits n'est pas nécessairement du ressort de l'autorité publique mais peut dépendre également de la compétence de certaines autorités religieuses. La diversité des systèmes d'état civil risque de rendre difficile, pour ces

also elaborated within the International Commission on Civil Status and signed at Paris on 27th September 1956, it eliminates all discrimination between aliens and nationals in its article 6.

2 It is difficult to imagine what objection there could be to the concept of a new instrument incorporating the regulation of article 25 with a view to proceeding to the total replacement of the provisions of the 1954 Convention.
Needless to say, the text must be harmonised with the provisions adopted with respect to free legal aid.

The benefit of the free provision of extracts from documents on civil status should be accorded not only to the nationals of the Contracting States, but also to any person resident in a Contracting State, if this principle is admitted for the granting of legal aid.

Moreover, the notion of indigence should be abandoned if this is the case for the preceding chapter. The general idea should be that persons entitled to a grant of free legal aid will have the benefit of free provision of extracts from documents on their civil status.

The provision regarding free legalisation of the documents necessary for the marriage of the same persons could also be maintained. Such a prescription would obviously become pointless when, in relations between Contracting States, bilateral or multilateral conventions, like the above-mentioned Conventions elaborated by the International Commission on Civil Status, already exempt from any legalisation the production of documents on civil status.
In order to take account of the *Hague Convention Abolishing the Requirement of Legalisation for Foreign Public Documents* of 5th October 1961, one could provide *inter alia* that the 'certificate' envisaged by this Convention be also supplied without charge.

3 The text of article 25 of the 1954 Convention concerns only extracts from the records of civil status. The attention of the Permanent Bureau has been drawn to the fact that, in many cases, persons with insufficient means must not only obtain abroad an extract from the records of civil status, but also obtain from the registry of a court a copy of a judgment concerning civil status, *e.g.* a declaratory judgment as to death or disappearance, an order of adoption or legitimacy, etc. These judgments are often referred to in the margin of the records of civil status and the production of the complete document is on occasion demanded in the foreign country.
Now, to have a copy of such judgments made and sent may entail quite considerable costs (registry fees, reproduction costs, stamped paper, etc.). It may be asked whether the provision of such copies of judgments 'concerning civil status' could not be handled without charge, even though the documents might be destined to be used directly in proceedings (the latter case being possibly covered by free legal aid in the strict sense).

4 A rule concerning the free provision of extracts from the records of civil status could perhaps be a technical obstacle for certain Contracting States which are not acquainted with systems organised in the matter. In the United States, for example, the keeping of the records of civil status and the provision of extracts is not necessarily the province of the public authority, but may also depend on the competence of certain religious authorities. The diversity of the systems for civil status involves the risk of rendering difficult, for these States,

Etats, l'adoption d'une règle uniforme sur la délivrance gratuite. Il serait regrettable que l'existence d'une disposition de portée réduite constitue un obstacle à la ratification d'un nouvel instrument. C'est pourquoi, si des Etats l'estiment utile, la Convention pourrait prévoir la possibilité d'une réserve tendant à exclure le chapitre relatif aux pièces d'état civil.

IV CONTRAINTE PAR CORPS

1 L'article 26 constituant le chapitre VI de la Convention de 1954 reproduit dans sa première phrase l'article 17 de la Convention du 14 novembre 1896. La seconde phrase reprend celle qui a été ajoutée dans l'article 24 de la Convention de 1905.
Le but de ces dispositions est d'abolir toute discrimination entre nationaux et étrangers à l'égard de l'application de la contrainte par corps.

2 La contrainte par corps comme moyen indirect de recouvrement des créances monétaires a été entièrement abrogée dans la plupart des pays de la Conférence. L'Espagne fut la première à la supprimer en 1786, suivie par la France en 1867, l'Allemagne et l'Autriche en 1868, la Belgique en 1871, la Suisse en 1874 etc. Dans les pays où elle existe encore (par exemple certains système de *common law),* elle ne semble être appliquée que très rarement et de toute manière sans discrimination entre nationaux et étrangers (*cf.* Bülow-Böckstiegel, *Internationaler Rechtsverkehr in Zivil- u. Handelssachen* (1973), pp. 100-35/36 *iuncto* 101-26/27, *cf.* également Meili et Mamelok, *op cit.*, pp. 357/359, Riesler, *Internationales Zivilprozessrecht und prozessuales Fremdenrecht* 1949, pp. 669–671).

3 Lors de la Deuxième session de la Conférence, en 1894, dans son Rapport de la Troisième commission concernant la contrainte par corps, T.M.C. Asser n'envisageait en fait que les problèmes provenant de la législation néerlandaise en la matière et souhaitait déjà l'abolition d'une institution qu'il jugeait très critiquable (*Actes de la Deuxième session* 1894, annexe No 1 au Procès-verbal No 8, p. 99 et s.).
Le droit positif néerlandais continue néanmoins à connaître aujourd'hui un système discriminatoire en matière de contrainte par corps.
Selon l'article 585, No 9 du Code de procédure civile néerlandais: «la contrainte par corps a lieu (...) contre tous étrangers, sans domicile fixe dans le Royaume pour toute dette quelconque contractée envers les sujets néerlandais».
Quant à l'article 768, il va plus loin encore en décidant que: «les étrangers qui n'ont pas de domicile fixe dans le Royaume, peuvent, sans qu'il y ait un jugement à leur charge, être arrêtés préalablement sur l'Ordonnance du Président du Tribunal d'arrondissement, pour dettes échues exigibles, contractées envers les habitants du Royaume».
Ces deux dispositions se retrouvent *mutatis mutandis* dans les articles 465, No 9 et 636 du Code de procédure civile du Suriname, également Membre de la Conférence.

4 L'institution d'un système discriminatoire en matière de contrainte par corps étant encore de droit positif dans certains Etats membres, il semble que la disposition de l'article 26 de la Convention de 1954 pourrait être reprise dans le texte d'une nouvelle convention destinée à achever la revision de la Convention de 1954.[7]

[7] Il convient de signaler que l'article 5 (1) *b* de la Convention européenne des droits de l'homme restreint l'application de la contrainte par corps au cas où il s'agit de garantir l'exécution d'une obligation spécifique et concrète (Cour européenne des

the adoption of uniform rules on the matter of free provision of extracts. It would be regrettable if the existence of a provision of limited scope should constitute an obstacle to the ratification of a new instrument. For this reason, provided that the States consider it desirable, the Convention could provide for the possibility of making a reservation which would exclude the chapter on free provision of records of civil status.

IV IMPRISONMENT FOR DEBT

1 Article 26, which constitutes Chapter VI of the 1954 Convention, reproduces, in its first sentence, article 17 of the Convention of 14th November 1896. Its second sentence retains that which was added in article 24 of the 1905 Convention.
The aim of these provisions is to abolish all discrimination between nationals and aliens with regard to imprisonment for debt.

2 As an indirect means of collecting debts of money, imprisonment for debt has been entirely abrogated in most of the countries of the Conference. Spain was the first to suppress it in 1786, followed by France in 1867, Germany and Austria in 1868, Belgium in 1871, Switzerland in 1874, etc. In the countries where it still exists (for example, certain systems of common law), it seems to be imposed only very rarely and entirely without discrimination between nationals and aliens (*cf.* Bülow-Böckstiegel, *Internationaler Rechtsverkehr in Zivil- u. Handelssachen* (1973), pp. 100–35/36 *iuncto* 101–26/27, *cf.* likewise Meili and Mamelok, *op.cit.*, pp. 357/359, Riesler, *Internationales Zivilprozessrecht und prozessuales Fremdenrecht* 1949, pp. 669–671).

3 During the Second Session of the Conference, in 1894, in his Report from the Third Commission concerning imprisonment for debt, T.M.C. Asser really envisaged only the problems arising from Dutch legislation on the matter and already desired the abolition of an institution which he judged to be open to very serious criticism (*Actes de la Deuxième session,* 1894, Annex No 1 to *Procès-verbal* No 8, p. 99 *et seq.*).
Dutch positive law nevertheless continues to be acquainted today with a system which is discriminatory as regards imprisonment for debt.
According to article 585, No 9 of the Dutch Civil Code: 'imprisonment for debt is imposed (...) upon all aliens, having no fixed domicile in the Kingdom, for all debts of any kind contracted towards Dutch subjects'.

As regards article 768, it goes even further in stating that: 'aliens who have no fixed domicile in the Kingdom may, without a judgment having been entered against them, be preliminarily arrested by order of the President of the District Court for debts which have become payable and contracted towards inhabitants of the Kingdom'.
These two provisions are repeated *mutatis mutandis* in articles 465, No 9, and 636 of the Civil Code of Suriname, which is also a Member of the Conference.

4 Since the institution of a discriminatory system as regards imprisonment for debt is still positive law in certain Member Countries, it seems that the provisions of article 26 of the 1954 Convention could be retained in the text of a new convention designed to complete the revision of the 1954 Convention.[7]

[7] It is interesting to note that article 5 (1) *b* of the European Convention on Human Rights restricts the imposition of imprisonment for debt to the case where it is a specific and concrete obligation whose enforcement is to be guaranteed (European

5 Tout comme à propos de l'assistance judiciaire ou de la *cautio judicatum solvi*, il serait opportun de discuter la question de savoir s'il convient ou non d'étendre la portée de la disposition éliminant toute discrimination en matière de contrainte par corps. Le texte de l'article 26 vise uniquement les étrangers appartenant à un des Etats contractants qu'ils soient ou non domiciliés dans un Etat contractant.
Les systèmes du type néerlandais qui prévoient la contrainte par corps à l'égard des étrangers non domiciliés dans le Pays ont pour but de permettre au créancier de forcer le débiteur à s'exécuter par un moyen comminatoire et d'éviter ainsi les aléas d'une procédure à poursuivre à l'étranger. Si un nouveau texte étendait le bénéfice de la suppression de la contrainte par corps à toute personne domiciliée dans un Etat contractant, qu'elle soit ou non ressortissante d'un de ces Etats, le risque couru par les créanciers ne serait pas plus grand que celui que leur fait courir l'actuel article 26 de la Convention de 1954. En effet, les obstacles rencontrés dans l'exécution d'une obligation monétaire seront tout aussi difficiles ou tout aussi faciles à surmonter (et l'on pense notamment aux grandes facilités d'exécution des jugements entraînées par la Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968 dans le cadre européen), que le débiteur soit ou non le national d'un Etat contractant. On peut même penser qu'il est en général plus facile d'obtenir par voie de justice le règlement d'une dette auprès d'une personne domiciliée sur le territoire d'un Etat membre d'une Convention de La Haye qu'auprès du ressortissant d'un Etat contractant qui serait domicilié dans un Etat lointain qui ne participe guère aux efforts entrepris en matière d'entraide judiciaire internationale. L'avantage d'une telle extension serait d'éviter que des travailleurs émigrés qui participent à l'économie des Etats contractants où ils sont domiciliés ne soient soumis, à l'occasion de dettes contractées dans des Etats connaissant encore la contrainte par corps, à une procédure rigoureuse et discriminatoire qui semble devenue bien anachronique.

5 As in the case of legal aid or security for costs, it would be desirable to discuss whether or not the scope of the provision abolishing all discrimination as regards imprisonment for debt should be extended. The text of article 26 is aimed solely at aliens belonging to one of the Contracting States, whether or not they are domiciled in a Contracting State.

Systems of the Dutch type, which provide for imprisonment for debt in the case of aliens not domiciled in the country, have the object of allowing the creditor to force the debtor to meet his obligations by means of a coercive measure and thus to avoid the risks of an action to be brought in a foreign country. If a new text were to extend the benefit of the abolition of imprisonment for debt to all persons domiciled in a Contracting State, whether or not they are nationals of one of these States, the risk run by the creditors would be no greater than that which they are made to run by the present article 26 of the 1954 Convention. In practice, the obstacles encountered in enforcing settlement of a financial obligation will be just as difficult or just as easy to overcome (and one thinks particularly of the extensive facilities for enforcing judgments made possible by the Brussels Convention of 27th September 1968 in the European framework), whether the debtor is a national or not of a Contracting State. One may even suppose that it is in general easier to procure by legal means the settlement of a debt by a person domiciled in the territory of a Member State of the Hague Convention than by a national of a Contracting State domiciled in a distant State which takes hardly any part in the efforts undertaken in the field of international legal co-operation. The advantage of such an extension would be that migrant workers who participate in the economy of the Contracting States where they are domiciled would not be subjected, in the case of debts contracted in States still practising imprisonment for debt, to a harsh and discriminatory procedure which certainly seems to have become anachronistic.

Annexe I

Conseil de l'Europe, Affaires juridiques, *Assistance judiciaire et consultation juridique, Réponses des gouvernements au questionnaire relatif à l'assistance judiciaire et à la consultation juridique*, Strasbourg 1978.

[Ce document très volumineux n'est pas reproduit ici car il a fait l'objet d'une publication officielle du Conseil de l'Europe.]

Annex I

Council of Europe, Legal Affairs, *Legal aid and advice, Replies made by governments to the questionnaire on legal aid and advice*, Strasbourg 1978.

[This very extensive document has not been reproduced here, since it is an official publication of the Council of Europe.]

[7] *(suite)* droits de l'homme, *Affaire Engel* et autres, arrêt du 9 juin 1976, paragraphe 69). Bien que certains hypothèses d'application de l'article 768 du Code de procédure civile néerlandais soient ainsi éliminées (la ratification du Quatrième protocole de cette Convention, si elle a lieu éliminera en outre le cas où le débiteur n'est pas en mesure d'exécuter ses obligations contractuelles) le principe du système néerlandais ne semble pas être incompatible avec la Convention (voir Van den Dungen-Jansen, *Burgerlijke Rechtsvordering*, avant-propos à l'article 585, No 2). Il en résulte que les garanties de la Convention européenne, bien que directement applicable à toute personne relevant de la juridiction néerlandaise, ne rendent pas superflue une disposition analogue à l'article 26 de la Convention de 1954.

[7] *(continued)* Court of Human Rights, *Engel* and others, judgment of 9th June 1976, paragraph 69). Although certain hypothetical cases of application of article 768 of the Dutch Code of Civil Procedure are thus abolished (the ratification of the Fourth Protocol of this Convention, if it takes place, will moreover abolish the case where the debtor is not in a position to fulfil his contractual obligations), the principle of the Dutch system does not appear to be incompatible with the Convention (see Van den Dungen-Jansen, *Burgerlijke Rechtsvordering*, introduction to article 585, No 2). The result is that although the guarantees of the European Convention are directly applicable to any person within the jurisdiction of the Dutch courts, they do not mean that a provision analogous to article 26 of the 1954 Convention is superfluous.

Annexe II

Résolution (76) 5 concernant l'assistance judiciaire en matière civile, commerciale et administrative

(adoptée par le Comité des Ministres le 18 février 1976, lors de la 254e réunion des Délégués des Ministres)

Le Comité des Ministres,

Considérant qu'en vue d'éliminer les obstacles de nature économique entravant l'accès à la justice et de permettre à des personnes économiquement défavorisées de mieux faire valoir leurs droits dans les États membres, il convient d'assurer l'égalité de traitement en matière d'assistance judiciaire entre les nationaux des États membres du Conseil de l'Europe et les étrangers pour lesquels une telle assimilation paraît la plus justifiée,

Recommande aux gouvernements des États membres d'accorder dans les mêmes conditions qu'aux nationaux le bénéfice de l'assistance judiciaire en matière civile, commerciale et administrative, quelle que soit la nature de la juridiction,

a. aux ressortissants, personnes physiques, de tout État membre;

b. à toutes autres personnes physiques qui ont leur résidence habituelle sur le territoire de l'Etat membre dans lequel la procédure doit se dérouler.

Annex II

Resolution (76) 5 on Legal Aid in Civil, Commercial and Administrative Matters

(adopted by the Committee of Ministers on 18 February 1976 at the 254th meeting of the Ministers' Deputies)

The Committee of Ministers,

Considering that with a view to eliminating economic obstacles to legal proceedings and permitting persons in an economically weak position more easily to exercise their rights in member states, it is expedient to ensure equality of treatment in granting legal aid to nationals of member states of the Council of Europe and to those aliens for whom such equality of treatment appears to be most justified,

Recommends to governments of member states to accord, under the same conditions as to nationals, legal aid in civil, commercial and administrative matters, irrespective of the nature of the tribunal exercising jurisdiction,

a. to natural persons being nationals of any member state;

b. to all other natural persons who have their habitual residence in the territory of the state where the proceedings take place.

Annexe III

Texte de l'Accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire

Les États membres du Conseil de l'Europe, signataires du présent Accord,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres;

Considérant qu'il est souhaitable d'éliminer les obstacles économiques entravant l'accès à la justice civile et de permettre à des personnes économiquement défavorisées de mieux faire valoir leurs droits dans les États membres;

Convaincus que l'instauration d'un système de transmission des demandes d'assistance judiciaire adéquat contribuerait à atteindre ce but,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Toute personne, ayant sa résidence habituelle sur le territoire d'une des Parties Contractantes, qui désire demander l'assistance judiciaire en matière civile, commerciale ou administrative sur le territoire d'une autre Partie Contractante peut présenter sa demande dans l'État de sa résidence habituelle. Cet État est tenu de transmettre la demande à l'autre État.

Article 2

1. Chaque Partie Contractante désigne une ou plusieurs autorités expéditrices chargées de transmettre directement les demandes d'assistance judiciaire à l'autorité étrangère désignée ci-après.

Annex III

Text of the European Agreement on the Transmission of Applications for Legal Aid

The member States of the Council of Europe, signatory hereto,

Considering that the aim of the Council of Europe is to achieve a greater unity between its Members;

Considering that it is desirable to eliminate existing economic obstacles to civil proceedings and to permit persons in an economically weak position more easily to exercise their rights in member States;

Believing that the creation of an appropriate system of transmission of applications for legal aid would contribute to the attainment of this aim,

Have agreed as follows:

Article 1

Every person who has his habitual residence in the territory of one of the Contracting Parties and who wishes to apply for legal aid in civil, commercial or administrative matters in the territory of another Contracting Party may submit his application in the State where he is habitually resident. That State shall transmit the application to the other State.

Article 2

1. Each Contracting Party shall designate one or more transmitting authorities to forward applications for legal aid direct to the foreign authority designated below.

2. Chaque Partie Contractante désigne également une autorité centrale réceptrice chargée de recevoir les demandes d'assistance judiciaire provenant d'une autre Partie Contractante et d'y donner suite.
Les États fédéraux et les États dans lesquels plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ont la faculté de désigner plusieurs autorités centrales.

Article 3

1. L'autorité expéditrice assiste le demandeur afin que tous les documents qui, à la connaissance de cette autorité, sont nécessaires à l'appréciation de la demande soient joints à celle-ci. Elle assiste également le demandeur pour la traduction éventuellement nécessaire des documents.
Elle peut refuser de transmettre la demande au cas où celle-ci lui apparaît manifestement téméraire.

2. L'autorité centrale réceptrice transmet le dossier à l'autorité compétente pour statuer sur la demande. Elle informe l'autorité expéditrice de toutes difficultés relatives à l'examen de la demande ainsi que de la décision prise par l'autorité compétente.

Article 4

Les documents transmis en application du présent Accord sont dispensés de la légalisation et de toute formalité analogue.

Article 5

Aucune rémunération ne peut être perçue par les Parties Contractantes pour les services rendus conformément au présent Accord.

Article 6

1. Sous réserve des arrangements particuliers conclus entre les autorités intéressées des Parties Contractantes et des dispositions des articles 13 et 14:

a. la demande d'assistance judiciaire et les documents joints ainsi que toutes autres communications sont rédigés dans la langue ou dans l'une des langues officielles de l'autorité réceptrice ou accompagnés d'une traduction dans cette langue;

b. chaque Partie Contractante doit néanmoins accepter la demande d'assistance judiciaire et les documents joints ainsi que toutes communications lorsqu'ils sont rédigés en langue anglaise ou française ou lorsqu'ils sont accompagnés d'une traduction dans l'une de ces langues.

2. Les communications émanant de l'État de l'autorité réceptrice peuvent être rédigées dans la langue ou dans l'une des langues officielles de cet État ou en anglais ou français.

Article 7

En vue de faciliter l'application du présent Accord, les autorités centrales des Parties Contractantes se tiennent mutuellement informées de l'état de leur droit en matière d'assistance judiciaire.

Article 8

Les autorités visées à l'article 2 sont désignées au moyen d'une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe au moment où l'État concerné devient partie à l'Accord conformément aux dispositions des articles 9 et 11. Tout changement quant à la compétence de ces autorités fera également l'objet d'une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. Each Contracting Party shall also designate a central receiving authority to receive, and to take action on, applications for legal aid coming from other Contracting Parties.
Federal States and States which have more than one legal system shall be free to designate more than one authority.

Article 3

1. The transmitting authority shall assist the applicant in ensuring that the application is accompanied by all the documents known by it to be required to enable the application to be determined. It shall also assist the applicant in providing any necessary translation of the documents.
It may refuse to transmit the application if it appears to be manifestly not made in good faith.

2. The central receiving authority shall transmit the application to the authority which is competent to determine the application. It shall inform the transmitting authority of any difficulty relating to the examination of the application and of the decision taken on the application by the competent authority.

Article 4

All documents forwarded in pursuance of the present Agreement shall be exempt from legalisation or any equivalent formality.

Article 5

No charges shall be made by the Contracting Parties in respect of services rendered under this Agreement.

Article 6

1. Unless there are particular agreements between the authorities concerned of Contracting Parties and subject to the provisions of Articles 13 and 14:

a. the application for legal aid and the documents attached thereto and any other communications shall be drawn up in the official language or in one of the official languages of the receiving authority or be accompanied by a translation into that language;

b. each Contracting Party shall nevertheless accept the application for legal aid and the documents attached thereto and any other communications when they are drawn up in English or in French or are accompanied by a translation into one of these languages.

2. Communications emanating from the State of the receiving authority may be drawn up in the official language or one of the official languages of that State or in English or French.

Article 7

In order to facilitate the application of this Agreement the central authorities of the Contracting Parties agree to furnish each other with information on the state of their law governing legal aid.

Article 8

The authorities referred to in Article 2 shall be designated by means of a declaration addressed to the Secretary General of the Council of Europe when the State concerned becomes Party to the Convention in accordance with the provisions of Articles 9 and 11. Any change in the powers of the authorities shall likewise be declared to the Secretary General of the Council of Europe.

Annexe IV

Résolution (78) 8 sur l'assistance judiciaire et la consultation juridique

(adoptée par le Comité des Ministres le 2 mars 1978, lors de la 284e réunion des Délégués des Ministres)

Le Comité des Ministres,

Considérant que le droit d'accès à la justice et à un procès équitable, tel qu'il est garanti en vertu de l'article 6 de la Convention européenne des Droits de l'Homme, constitue une caractéristique essentielle de toute société démocratique;

Considérant qu'il importe par conséquent de prendre toutes les mesures nécessaires dans le but d'éliminer les obstacles économiques entravant l'accès à la justice et que l'existence de systèmes d'assistance judiciaire appropriés contribuera à la réalisation de ce but, particulièrement pour les personnes économiquement défavorisées;

Considérant que l'octroi de l'assistance judiciaire ne devrait plus être considéré comme une charité faite à des indigents mais comme une obligation de la communauté dans son ensemble;

Considérant que faciliter l'accès à la consultation juridique, en plus de l'assistance judiciaire, aux personnes économiquement défavorisées, est de nature à contribuer également à l'élimination des obstacles à l'accès à la justice;

Recommande aux gouvernements des États membres de prendre ou de renforcer, selon le cas, toutes les mesures qu'ils estiment nécessaires afin de donner progressivement plein effet aux principes qui figurent à l'annexe à la présente Résolution;

Invite les gouvernements des États membres à informer périodiquement le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe des mesures prises pour donner suite à la recommandation contenue dans la présente Résolution.

Annexe à la Résolution (78) 8

Partie I – Assistance judiciaire

1. Nul ne doit être empêché par des obstacles de caractère économique de faire valoir ou de défendre ses droits devant toutes les juridictions statuant en matière civile, commerciale, administrative, sociale ou fiscale. A cet effet, toute personne doit avoir droit à l'assistance judiciaire nécessaire. Pour apprécier si cette assistance est nécessaire, il doit être tenu compte:

a. des ressources et charges financières de l'intéressé;

b. du coût probable de la procédure.

2. L'assistance judiciaire doit être accordée même si l'intéressé peut supporter une partie des frais de la procédure. Dans ce cas, l'assistance judiciaire peut être octroyée moyennant une participation financière de la personne assistée, qui ne dépassera pas ce que celle-ci peut payer sans trop de privation.

Annex IV

Resolution (78) 8 on Legal Aid and Advice

(adopted by the Commitee of Ministers on 2 March 1978 at the 284th meeting of the Ministers' Deputies)

The Committee of Ministers,

Considering that the right of access to justice and to a fair hearing, as guaranteed under Article 6 of the European Convention on Human Rights, is an essential feature of any democratic society;

Considering that it is therefore important to take all necessary steps with a view to eliminating economic obstacles to legal proceedings and that the existence of appropriate systems of legal aid will contribute to the achievement of this aim especially for those in an economically weak position;

Considering that the provision of legal aid should no longer be regarded as a charity to indigent persons but as an obligation of the community as a whole;

Considering that facilitating the availability of legal advice as a supplement to legal aid for persons in an economically weak position is of equal importance in the elimination of obstacles to access to justice;

Recommends the governments of member states to take or reinforce, as the case may be, all measures which they consider necessary with a view to the progressive implementation of the principles set out the appendix to this Resolution;

Invites the governments of member states to inform the Secretary General of the Council of Europe periodically of the measures taken to follow up the recommendation contained in this Resolution.

Appendix to Resolution (78) 8

Part I – Legal aid in court proceedings

1. No one should be prevented by economic obstacles from pursuing or defending his rights before any court determining civil, commercial, administrative, social or fiscal matters. To this end, all persons should have a right to necessary legal aid in court proceedings. When considering whether legal aid is necessary, account should be taken of:

a. a person's financial resources and obligations;

b. the anticipated cost of the proceedings.

2. Legal aid should be available even where a person is able to pay part of the costs of his proceedings. In that case, legal aid may be available with a financial contribution by the assisted person which shall not exceed what that person can pay without undue hardship.

3. L'assistance judiciaire doit couvrir tous les frais nécessairement encourus par la personne assistée dans la revendication ou la défense de ses droits, notamment la rémunération des auxiliaires de justice, les droits fiscaux, les frais d'expertise, l'indemnisation des témoins et les frais de traduction.
L'octroi de l'assistance judiciaire devrait entraîner la dispense de caution ou dépôt pour garantir le paiement des frais et dépenses.

4. L'assistance judiciaire doit pouvoir être obtenue par une partie au cours de la procédure si un changement survient dans ses ressources ou charges financières ou si se produit un autre fait qui rend l'assistance judiciaire nécessaire.

5. L'assistance judiciaire doit toujours comporter le concours d'une personne qualifiée pour exercer une profession juridique conformément aux règlements de l'État intéressé, non seulement lorsque le système national d'assistance judiciaire implique un tel concours, mais aussi:

a. lorsque la représentation des parties devant une juridiction de l'État intéressé doit obligatoirement être assurée par une telle personne selon la loi de cet État;

b. lorsque l'autorité compétente pour statuer sur la demande d'assistance judiciaire constate que ce concours est nécessaire en raison des circonstances propres à l'affaire en cause.

La personne assistée doit autant que possible être libre de choisir la personne qualifiée qui l'assistera. La personne ainsi désignée doit percevoir une rémunération adéquate en contrepartie du travail qu'elle accomplit pour le compte de la personne assistée.

6. Pour apprécier si l'assistance judiciaire doit être octroyée, les autorités peuvent:

a. examiner si, eu égard aux circonstances propres à l'affaire, il est raisonnable d'engager une procédure ou de se défendre dans une procédure;

b. tenir compte de la nature de la procédure et, si nécessaire, n'accorder une assistance que pour des frais autres que ceux occasionnés par l'assistance de la personne qualifiée visée au principe 5.

7. Le système d'assistance judiciaire doit prévoir la possibilité d'un réexamen de la décision refusant l'octroi de l'assistance judiciaire.

8. La responsabilité du financement de l'assistance judiciaire doit être assumée par l'Etat.

9. Les modalités financières de l'assistance judiciaire doivent pouvoir être révisées en particulier en raison de la hausse du coût de la vie.

10. Le système d'assistance judiciaire doit prévoir l'octroi de l'assistance judiciaire, selon les principes énoncés dans la présente Résolution pour toute procédure tendant à la reconnaissance ou à l'exécution dans l'État concerné d'une décision rendue dans un autre État.

11. L'État doit prendre les mesures nécessaires pour porter les modalités du système d'assistance judiciaire à la connaissance du public et des milieux intéressés, particulièrement à celle des organismes de cet État auxquels des requérants éventuels sont susceptibles de demander de l'aide.

Partie II – Consultation juridique

12. L'État doit veiller à ce que les personnes économiquement défavorisées puissent obtenir la consulta-

3. Legal aid should provide for all the costs necessarily incurred by the assisted person in pursuing or defending his legal rights and in particular lawyers' fees, costs of experts, witnesses and translations.

It is desirable that, where legal aid is granted, there should be exemption from any requirement for security for costs.

4. It should be possible for legal aid to be obtained in the course of the proceedings if there is a change in the financial resources or obligations of the litigant or some other matter arises which requires the granting of legal aid.

5. Legal aid should always include the assistance of a person professionally qualified to practise law in accordance with the provisions of the state's regulations, not only where the national legal aid system always of itself so provides, but also:

a. when representation by such a person before a court of the state concerned is compulsory in accordance with the state's law;

b. when the competent authority for the granting of legal aid finds that such assistance is necessary having regard to the circumstances of the particular case.

The assisted person should, so far as is practical, be free to choose the qualified person he wishes to assist him. The person so appointed should be adequately remunerated for the work he does on behalf of the assisted person.

6. When considering whether legal aid should be granted, the authorities may:

a. take into consideration, having regard to the circumstances of the particular case, whether or not it is reasonable for proceedings to be taken or defended;

b. take account of the nature of the proceedings and, if need be, grant aid only for costs other than those relating to assistance by a qualified person as referred to in principle 5.

7. The legal aid system should provide for a review of a decision to refuse a grant of legal aid.

8. The responsibility for financing the legal aid system should be assumed by the state.

9. The limits of financial eligibility for legal aid should be kept under review, especially having regard to rises in the cost of living.

10. The legal aid system should provide for the granting of legal aid, in accordance with the principles contained in the present Resolution, in any proceedings for the recognition or enforcement of a decision in the state concerned of a decision given in another state.

11. The state should take the necessary steps to bring the provisions of the legal aid system to the attention of the public and other interested parties, particularly those agencies in the state to which potential applicants might turn for help.

Part II – Legal advice

12. The state should ensure that a person in an economically weak position should be able to obtain ne-

tion juridique nécessaire sur toute question susceptible d'affecter leurs droits ou intérêts et relevant des matières visées au principe 1.

13. La consultation juridique doit être donnée soit gratuitement soit moyennant le paiement par la personne demandant la consultation d'une contrepartie en rapport avec ses ressources.

14. L'État doit faire en sorte que les informations sur les modalités de la consultation juridique soient données au public et aux organismes auxquels les personnes ayant besoin d'une consultation juridique sont susceptibles de demander de l'aide.

15. L'État doit prendre les mesures appropriées pour que des renseignements sur la législation soient mis à la disposition des organismes de consultation juridique.

16. L'État doit accorder une attention particulière à la nécessité de la consultation juridique lorsqu'une procédure pourrait être engagée dans un autre État.

cessary legal advice on all questions arising out of the matters mentioned in principle 1, which may affect his rights or interests.

13. Legal advice should be available either free or on payment of a contribution dependent on the resources of the person seeking the advice.

14. The state should ensure that information on the availability of legal advice is given to the public and to those to whom a person in need of legal advice may turn for help.

15. The state should take appropriate steps to see that such information on the legislation of the state as is necessary is available to advice-giving agencies.

16. The state should pay particular attention to the need for legal advice when proceedings may have to be taken in another state.

Questionnaire sur l'assistance judiciaire*

ÉTABLI PAR LE BUREAU PERMANENT

Document préliminaire No 2 de février 1979

Questionnaire complété par un aperçu des réponses déjà données dans le cadre du Conseil de l'Europe

Question A

Quelles sont les personnes physiques qui peuvent bénéficier de l'assistance judiciaire dans votre pays:

a *nationaux;*

b *étrangers domiciliés ou résidents dans votre pays;*

c *autres étrangers?*

Les cas b *et* c *dépendent-ils de conventions ou de la condition de réciprocité?*

Bénéficiaires de l'assistance judiciaire:
– toutes personnes (nationaux et étrangers) sans réciprocité: Canada, Chypre, Danemark, Finlande, Italie, Norvège, Royaume-Uni, Suisse (11 cantons);

– toutes personnes sous réserve de réciprocité: Allemagne, Autriche, Grèce, Islande, Portugal, Suisse (14 cantons), Turquie;

– nationaux plus étrangers domiciliés ou résidents habituels: France, Luxembourg, Pays-Bas, Suède;

– octroi de l'assistance judiciaire aux étrangers uniquement en vertu d'un traité: Belgique.

Question B

Les personnes morales (nationales et étrangères) peuvent-elles bénéficier de l'assistance judiciaire?

Les personnes morales sont assimilées aux personnes physiques: Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Grèce, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal.

Seules les personnes morales nationales peuvent dans certains cas avoir droit à l'assistance judiciaire: Allemagne, Islande.

Canada, France et Turquie ne l'accordent qu'exceptionnellement à des personnes morales poursuivant un but non lucratif.

* Les questions A à M correspondent aux questions 1 à 13 du Questionnaire du Conseil de l'Europe, les questions N à P correspondent aux questions 28 à 30.

Questionnaire on legal aid*

DRAWN UP BY THE PERMANENT BUREAU

Preliminary Document No 2 of February 1979

Questionnaire completed by a summary of replies already given within the Council of Europe

Question A

Which physical persons are eligible for legal aid in your country:

a *nationals;*

b *aliens domiciled or resident in your country;*

c *other aliens?*

In the case of b *and* c *is it subject to conventions or reciprocity?*

Legal aid is available for:
– any person (national or alien) without reciprocity: Canada, Cyprus, Denmark, Finland, Italy, Norway, United Kingdom, Switzerland (11 cantons);

– any person, subject to reciprocity: Federal Republic of Germany, Austria, Greece, Iceland, Portugal, Switzerland (14 cantons), Turkey;

– nationals, and aliens domiciled or habitually resident: France, Luxembourg, Netherlands, Sweden;

– legal aid is granted to aliens only under international treaties: Belgium.

Question B

Is legal aid available for legal persons (domestic and foreign)?

Legal persons are put on the same footing as physical persons: Austria, Belgium, Cyprus, Denmark, Greece, Italy, Luxembourg, Norway, Netherlands, Portugal.

Only domestic legal persons are under certain circumstances eligible for legal aid: Federal Republic of Germany, Iceland.

Canada, France and Turkey exceptionally grant legal aid to non-profitmaking legal persons.

* Questions A to M correspond with Questions 1 to 13 of the Questionnaire drawn up by the Council of Europe; Questions N to P correspond with Questions 28 to 30.

Question C

a *Existe-t-il des juridictions pour lesquelles le recours à l'assistance judiciaire n'est pas possible (par exemple, tribunaux administratifs)?*

b *Pour quelles actions en justice l'assistance judiciaire peut-elle être accordée?*

c *Y a-t-il des exceptions et lesquelles (procédure contentieuse et procédure non contentieuse)?*

D'une manière générale l'assistance judiciaire est accordée tant devant les tribunaux judiciaires que devant les tribunaux administratifs.

Question D

Qui octroie l'assistance judiciaire?

– L'assistance judiciaire est accordée par une autorité judiciaire: Allemagne, Autriche, Belgique, Finlande, Grèce, Luxembourg, Portugal, Suisse (la majorité des cantons).

– L'assistance judiciaire est accordée par une autorité administrative: Canada, Danemark, Islande, Norvège, Suisse (1 canton).

– L'assistance judiciaire est accordée par un bureau spécial: France, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse (1 canton).

Question E

Quelles sont les conditions financières pour pouvoir en bénéficier? En particulier:

a *Quelles sont les méthodes utilisées pour apprécier la situation financière du demandeur? Par exemple:*

– *Quelles sont, le cas échéant, les limites financières au-dessous desquelles une personne peut bénéficier de l'assistance judiciaire (notamment revenus, capital, biens non pris en considération, obligations alimentaires, etc.)?*

– *Si oui, comment tient-on compte de l'évolution du coût de la vie?*

– *Tient-on compte de la situation financière du demandeur par rapport aux frais probables de la procédure?*

b *Existe-t-il des cas où l'assistance judiciaire peut être accordée sans que soient nécessairement remplies les conditions d'ordre financier (par exemple, enfants nés hors mariage)?*

– Présentation d'un certificat d'indigence: Luxembourg, Turquie.

– Limites financières précises, avec assouplissement possible: Canada, Danemark, France, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède.

– Appréciation subjective tenant compte des ressources du demandeur et des coûts probables de la procédure: Allemagne, Autriche, Belgique, Finlande, Grèce, Italie, Norvège, Portugal, Suisse.

Question F

a *Lorsqu'une personne sollicite dans votre pays une assistance judiciaire, doit-il être établi que l'affaire pour laquelle elle demande une telle assistance a des chances d'aboutir?*

Question C

a *Are there any jurisdictions for which legal aid is not available* (e.g. *administrative courts or tribunals)?*

b *For which proceedings can legal aid be granted?*

c *Are there any exceptions and, if so, which (contentious and* ex parte *proceedings)?*

Legal aid is generally available for proceedings both before judicial and administrative courts and tribunals.

Question D

Who grants legal aid?

– Legal aid is granted by a judicial authority: Federal Republic of Germany, Austria, Belgium, Finland, Greece, Luxembourg, Portugal, Switzerland (in most cantons).

– Legal aid is granted by an administrative authority: Canada, Denmark, Iceland, Norway, Switzerland (one canton).

– Legal aid is granted by a special office: France, Italy, Netherlands, United Kingdom, Sweden, Switzerland (one canton).

Question E

What are the financial conditions for eligibility? In particular:

a *What are the methods of assessing the applicant's financial position?* E.g.:

– *What, if any, are the financial limits below which a person is eligible for legal aid* (e.g. *income, capital, property disregarded, maintenance obligations, etc.)?*

– *If so, how are changes in the cost of living taken into account?*

– *Is account taken of the financial position of the applicant in relation to the expected cost of the proceedings?*

b *Are there any circumstances in which legal aid may be granted without the applicant necessarily having to fulfil the financial requirements* (e.g. *children born out of wedlock)?*

– A certificate of indigence must be produced: Luxembourg, Turkey.

– Fixed financial limits, which may be applied in a flexible manner: Canada, Denmark, France, Luxembourg, Netherlands, United Kingdom, Sweden.

– Subjective method of assessment allowing for the applicant's resources and the estimated costs of proceedings: Federal Republic of Germany, Austria, Belgium, Finland, Greece, Italy, Norway, Portugal, Switzerland.

Question F

a *Must it be established that a person applying for legal aid in your country has any prospect of success in the matter for which he seeks legal aid?*

b *Cette question est-elle examinée à fond?*

c *Avez-vous une idée de la proportion de demandes rejetées pour ce motif?*

Toutes les réponses admettent l'existence d'un contrôle afin d'établir que l'affaire pour laquelle l'assistance est demandée a des chances d'aboutir.

Question G

Existe-t-il d'autres cas spéciaux dans lesquels une assistance judiciaire peut être accordée ou refusée (par exemple, lorsque la demande est faite par un mandataire ou lorsqu'il s'agit d'une affaire importante)?

Tous les Etats ont répondu par la négative.

Question H

Les critères mentionnés aux questions E et F sont-ils appliqués différemment aux étrangers?

Tous les Etats ont répondu que les critères utilisés pour les nationaux étaient applicables aux étrangers.

Question I

Quels sont les frais de justice qui sont couverts par l'assistance judiciaire:

a *frais de procédures (droits et taxes judiciaires, frais afférents aux huissiers, aux témoins et aux experts);*

b *dépenses personnelles de la personne bénéficiant de l'assistance judiciaire (y compris frais de voyage et de séjour lorsque le tribunal exige qu'elle comparaisse en personne);*

c *frais d'avocat*[1] *(honoraires et dépens);*

d *paiement d'une caution* (cautio judicatum solvi);

e *autres frais?*

Dans la plupart des pays ayant répondu, sont couverts par l'assistance judiciaire: les frais et taxes de procédure, les honoraires d'experts et d'avocats.

Question J

L'octroi de l'assistance judiciaire peut-il être subordonné au paiement d'une contribution par la personne assistée? Dans quelles circonstances?

et

Question K

Existe-t-il d'autres dispositions dans votre pays prévoyant l'octroi d'une assistance judiciaire partielle (par exemple, le paiement d'une partie des frais de justice)? Si oui, veuillez donner des précisions.

– L'assistance judiciaire partielle est connue: en Al-

[1] Dans la question I et suivantes, le terme «avocat» doit être entendu comme incluant toute autre personne qui pourrait être désignée pour assister le bénéficiaire de l'assistance judiciaire dans le cadre d'une telle assistance.

b *How thoroughly is this question examined?*

c *Can you give any indication as to the proportion of applications refused on this ground?*

All the replies bring out the existence of some form of review for the purpose of making sure that the case for which legal aid is sought is likely to be succesful.

Question G

Are there any other special circumstances in which legal aid would be granted or refused (e.g. *when the application is made by an agent or by someone holding a power of attorney or if it concerns an important case)?*

All the States have answered in the negative.

Question H

Are the criteria mentioned under Questions E and F applied differently to aliens?

The criteria applied for nationals are also applicable to foreigners.

Question I

What costs relating to the proceedings are covered by legal aid:

a *court costs (court fees and taxes, bailiff's costs, costs relating to witnesses and experts);*

b *the personal costs of the person aided (including travel and subsistence expenses when the court requires him to appear in person);*

c *costs of the lawyer*[1] *(fees and expenses);*

d *payment of security* (cautio judicatum solvi);

e *other costs?*

In most of the countries that replied to this question, legal aid covers: court costs and expenses, fees of experts and lawyers.

Question J

May the granting of legal aid be subject to payment of a contribution by the person aided? In what circumstances?

and

Question K

Is there any other provision in your country for granting of partial legal aid (e.g. *for only part of the costs of the proceedings)? If so, give details.*

– Partial legal aid exists: in the Federal Republic of

[1] In Question I and following the term 'lawyer' should be taken to include any other person who may be designated to assist the person aided within the framework of the legal aid scheme.

lemagne, au Danemark, en France, en Norvège, au Portugal, au Royaume-Uni et en Suisse.

- Elle est inconnue en Italie et au Luxembourg.

- Une contribution peut être demandée à la personne assistée: Belgique, Canada, Finlande, Grèce, Pays-Bas, Suède.

Question L

L'autre partie ou l'autorité publique est-elle entendue avant que la décision accordant l'assistance judiciaire ne soit rendue?

- Réponse négative: Autriche, Canada, Suède.

- Réponse positive: Allemagne, Belgique, Ecosse, Grèce, Italie, Luxembourg, Portugal, Suisse.

- Possibilités sans obligations: Angleterre et Pays de Galles, Danemark, France, Norvège, Pays-Bas, Turquie.

Question M

L'assistance judiciaire est-elle accordée séparément pour chaque stade de la procédure?

- L'assistance judiciaire est accordée une fois pour toutes: Autriche, Finlande, France, Grèce, Italie, Portugal, Suède, certains cantons suisses.

- L'assistance judiciaire doit être accordée à chaque stade de la procédure: Allemagne, Belgique, Canada, Norvège, Royaume-Uni, certains cantons suisses.

- L'assistance judiciaire n'est accordée en appel que si l'on a gagné en première instance: Danemark, Luxembourg, Pays-Bas.

Question N

a *Si une personne s'est vu accorder une assistance judiciaire dans une procédure engagée dans un autre Etat, peut-elle bénéficier (automatiquement ou dans quelles conditions) de l'assistance judiciaire dans votre pays pour les stades ultérieurs de la procédure (par exemple, rassemblement des témoignages, reconnaissance ou exécution de la décision étrangère)?*

b *Que se passe-t-il lorsque la personne assistée a bénéficié seulement d'une aide judiciaire partielle dans l'autre pays, où la procédure a été engagée?*

D'une manière générale, l'assistance judiciaire n'est pas automatiquement accordée pour les stades ultérieurs sauf exception tirée des traités internationaux.

Question O

a *Existe-t-il actuellement une procédure permettant d'introduire une demande d'assistance judiciaire dans un autre Etat par l'entremise d'une autorité dans votre pays?*

b *Dans l'affirmative, quelles sont les modalités de cette procédure?*

L'ensemble des Etats se réfèrent aux procédures tirées des conventions internationales. En Norvège une demande d'assistance judiciaire d'une personne habitant

Germany, Denmark, France, Norway, Portugal, United Kingdom, Switzerland.

- It does not exist in Italy and Luxembourg.

- A contribution may be required of the recipient of legal aid: Belgium, Canada, Finland, Greece, Netherlands, Sweden.

Question L

Is the other party or any public authority heard before a decision granting legal aid is taken?

- Negative reply: Austria, Canada, Sweden.

- Affirmative reply: Federal Republic of Germany, Belgium, Scotland, Greece, Italy, Luxembourg, Portugal, Switzerland.

- This is possible but not compulsory: England and Wales, Denmark, France, Norway, Netherlands, Turkey.

Question M

Must legal aid be granted separately for each stage of the proceedings?

- Legal aid, once granted, covers all stages of the proceedings: Austria, Finland, France, Greece, Italy, Portugal, Sweden, certain cantons in Switzerland.

- Legal aid must be granted separately for each stage of the proceedings: Federal Republic of Germany, Belgium, Canada, Norway, United Kingdom, certain cantons in Switzerland.

- Legal aid is automatically granted for appeals only if the recipient of legal aid wins his case in the lower court: Denmark, Luxembourg, Netherlands.

Question N

a *If a person has been granted legal aid in proceedings which have been instituted in another State, is he entitled (automatically or under what conditions) to legal aid in your State for subsequent stages of the proceedings (*e.g. *taking of evidence, recognition or enforcement of the foreign decision)?*

b *What is the effect of the legally assisted person only having been granted partial legal aid in the State where the proceedings were taken?*

Generally speaking legal aid is not automatically granted for the subsequent stages except where provided for in international conventions.

Question O

a *Is there at present any procedure for submitting a request for legal aid in another State through an authority in your country?*

b *If so, what is the procedure?*

All the States refer to the procedures provided for in international conventions. In Norway an application for legal aid from a person living in Norway in respect

la Norvège en vue d'une procédure à poursuivre dans un Etat étranger est transmise par l'intermédiaire du Ministère de la Justice.

Question P

Existe-t-il des dispositions prévoyant l'octroi d'une assistance judiciaire, ou de toute autre forme d'aide judiciaire, à une personne se trouvant dans votre pays aux fins d'engager une procédure judiciaire dans un autre Etat

a *par un avocat dans votre propre pays;*

b *par un avocat dans l'autre pays?*

Les réponses ont été dans l'ensemble négatives.

of court proceedings in a foreign State may be forwarded through the Ministry of Justice.

Question P

Are there any provisions for the granting of legal aid or any other legal assistance to a person in your country for the purposes of legal proceedings in another State

a *by a lawyer in your own State,*

b *by a lawyer in the other State?*

The replies have been generally in the negative.

Réponses des Gouvernements au Questionnaire

Replies of the Governments to the Questionnaire

Document préliminaire No 3 de mai 1979

Preliminary Document No 3 of May 1979

Australie/Australia

(Note by the Permanent Bureau: this reply covers the entire Questionnaire issued by the Council of Europe.)

To fully understand the following replies to the Questionnaire a brief explanation of the Australian Government system and the delivery of legal aid in Australia is necessary.

Australia has a federal system of government based upon the Westminster Parliamentary system. The Commonwealth Government of Australia (the Federal Government) is based in Canberra in the Australian Capital Territory. In addition there are six State Governments and for practical purposes, at the present time, two Territories. This federal system of government operates under the principle of co-operation between the Governments and of necessity involves a partnership between the Federal and State Governments.

Legal aid in Australia was provided in a fragmented way through State Government bodies, the Australian Legal Aid Office (a federal body), law society legal aid schemes and various voluntary bodies.

The present Government of the Commonwealth of Australia believes that there is a need for a rationalized system of legal aid operating through the States of Australia, but with Commonwealth involvement and Commonwealth Government funding. Accordingly, at present a comprehensive legal aid scheme involving a co-operative exercise between the Commonwealth and the States in the provision of legal aid is being established. Under this scheme legal aid is to be provided in each State through a single independent statutory legal aid commission. The State commissions will take over the existing legal aid schemes in each State. However, in accordance with the Commonwealth Government's policy of self management by Aboriginals, the Aboriginal Legal Service will continue to operate separately.

As a part of this comprehensive scheme the Commonwealth Legal Aid Commission has been established to operate in conjunction with the independent State commissions and will have an advisory, co-ordinating and monitoring role. Considerable progress has been made towards implementing the comprehensive legal aid scheme and independent State commissions have been established and are in operation in the State of Western Australia and South Australia and in the Australian Capital Territory. Legislation to establish commissions has been passed in the States of Victoria and Queensland and those commissions should commence operation in a few months. It is expected that legal aid commissions could be operative in the State of Tasmania and in the Northern Territory early in 1980. The State of New South Wales is proposing legislation to establish a State commission, but to deal with matters for which the State Government alone is responsible. Therefore dual systems would need to function in New South Wales under the present arrangements – the State commission in the State 'area' and the Australian Legal Aid Office in the federal 'area'.

As legal aid in Australia is undergoing considerable change and development generalizations have been necessary in formulating replies to this Questionnaire.

Question 1

Any person is eligible for legal aid for proceedings in Australian courts or tribunals providing he can demonstrate his inability to afford the cost of the proceedings proposed by satisfying any means tests applicable which may prescribe financial limits and the proceedings have merit. Nationals and aliens are eligible for legal aid. Legal aid is not subject to either conventions or reciprocity, but reciprocity is desirable.

Question 2

Legal aid is not available for legal persons in so far as they are corporate or unincorporated bodies, whether domestic or foreign. But legal or financial assistance is available to even corporate bodies under the Trade Practices Act for certain proceedings subject to a hardship and reasonableness test.

Question 3

a and *b* Generally speaking legal aid is available in all jurisdictions if it is reasonable to provide a grant of legal aid and the person comes within the financial criteria for a grant of aid. The numerous schemes available could, from time to time, decide upon exclusions of categories of proceedings for legal aid purposes. In the federal area of responsibility for legal aid, aid is not granted for the following proceedings:

– proceedings for divorce alone, unless the applicant can show some special hardship;

– conveyancing and simple probate matters;

– traffic offences, unless there is a real likelihood that the applicant would lose his livelihood or his freedom;

– complaints against lawyers, which are usually dealt with by the law societies of the particular State.

It should be noted that the granting of legal aid in all jurisdictions under all schemes is discretionary.

Question 4

The ultimate authority deciding upon a grant of legal aid varies. In the Australian Legal Aid Office the National Director or the State Deputy Directors usually have the ultimate authority, although it could be the Commonwealth Attorney-General, and in the State commissions the Directors and finally commissions have the ultimate authority. However, in practice a decision whether or not to grant legal aid is normally made within the office to which the application for aid is made. The number of appeals from a decision not to grant aid or to grant aid subject to special conditions is not large.

Question 5

a In relation to the Australian Legal Aid Office the

means and needs test for eligibility for assistance is the inability of the applicant to afford the cost of representation in a particular case. There exist guidelines which are intended to provide a general standard for measuring inability, but they are to be applied with discretion in the individual case. An applicant for legal assistance comes within the guidelines if neither his disposable weekly income nor his assets exceed specified limits. The disposable weekly income of the applicant is calculated by deducting from gross weekly income the following items: income tax, superannuation contributions, one-half of any board paid by applicant, rent or mortgage payments for dwelling house in which the applicant resides, municipal rates and water rates for dwelling house in which the applicant resides, maintenance payments to spouse and children of applicant, and payments under hire purchase agreements and credit sales contracts for household goods and furniture used by the applicant in his home. The assets of the applicant are also taken into consideration and these include bank, building society and credit union deposits, or other assets that may be readily obtained, for example, by loan or by selling a marketable asset or converting negotiable securities such as shares and debentures. Assets do not include wearing apparel, tools of trade, household furniture or interest in a dwelling house in which the applicant resides, unless the value is unusually high. In relation to a married applicant, the combined incomes and assets of both the husband and wife are taken into consideration providing that they are living together. (Attached marked 'A' is a copy of the current means and needs test guidelines.)
In relation to the independent State legal aid commissions the financial conditions for eligibility in Western Australia and South Australia are the inability of the applicant to afford the full cost of obtaining from private practitioners the legal services in respect of the matter in which legal aid is sought. The Australian Capital Territory Legal Aid Commission has adopted discretionary monetary guidelines somewhat similar to the Australian Legal Aid Office mentioned above.
Where there are no rigid financial guidelines, the cost of living changes are automatically taken into consideration.
Generally, in all schemes the expected cost of the proceedings is taken into account in relation to the applicant's financial position as this is part of the applicant's inability to afford the full cost of representation by private practitioners.

b Legal aid may be granted without the applicant necessarily having to fulfil financial requirements in matters of child representation in matrimonial proceedings before the Family Court of Australia, otherwise financial requirements of the schemes will need to be met subject of course to the discretion of the body determining a grant of aid.

Question 6

a Yes. In assessing a grant of legal aid it is considered whether it is reasonable in all the circumstances to grant legal aid, regard being had to all relevant matters including the nature and extent of any benefit that may accrue to the applicant from the provision of assistance or any detriment that the applicant may suffer if the assistance is not provided and the likelihood of the proceeding terminating in a manner favourable to the applicant.

b This question is canvassed thoroughly.

c Comprehensive statistics are not kept however it would appear that approximately 20 per cent of applications are refused on this ground.

Question 7

No.

Question 8

No.

Question 9

a All the court costs are covered. In some States there are provisions for the remittance of statutory fees where a grant of legal aid has been made.

b Yes, in most cases, providing they are reasonable.

c The various schemes provide that the lawyer's professional fees will be paid on a rate ranging from 75 per cent to 90 per cent of reasonable costs incurred. All schemes provide that reasonable and necessary disbursements be paid in full.

d No.

e All costs reasonably incurred in relation to the proceedings will be covered, subject to *a* to *c* above.

Question 10

In relation to the Australian Legal Aid Office a minimum contribution of $ 20 will be imposed in all cases as a matter of course, unless the applicant can demonstrate that this will impose real financial hardship. A contribution in excess of $ 20 will be required in appropriate cases where the applicant is able to afford it. A contribution may be imposed or increased having regard to the outcome of the proceedings. A person who could not originally afford to bring proceedings may well be in a different position after the settlement of a dispute relating to property or a claim for damages. In relation to other schemes a minimum contribution may be required as a matter of course. In all cases where the applicant can reasonably afford it a contribution will be levied. The amount of any contribution may be increased having regard to the outcome of the proceedings.

Question 11

Legal aid may be granted for preliminary stages of proceedings which will then be subject to a review of the merits of a case after pleadings have been entered. Also legal aid may be granted for investigations to be conducted to determine the merit of a particular matter or the obtaining of counsel's opinion in relation to the reasonableness of the matter.

Question 12

Neither the other party nor any public authority would be consulted before a decision to grant legal aid is made.

Question 13

No. But a grant of legal aid may only be for specific stages of proceedings after which a review of the merits

of a matter be made. Also in relation to appeals to higher courts a close scrutinity will be kept of the developments in each stage of the appeal.

Question 14

a The legally aided person may himself choose his own lawyer if he wishes or the lawyer will be chosen from a rostered panel of lawyers who have previously agreed to assist legally aided clients.

b Yes, if the legally aided person has not chosen his own solicitor.

Question 15

Legal aid is provided by both lawyers in private practice who accept referrals from the various legal aid schemes and also full-time salaried lawyers who may be employed by the various schemes.

Question 16

a No. All participation in the legal aid system in Australia is voluntary.

b It has been estimated that approximately 25 per cent of lawyers participate in the various legal aid schemes.

Question 17

a Yes, the legally aided person does have the right to choose his own lawyer. If no choice is made or no preference is indicated for a particular solicitor, then a solicitor will be appointed from a rostered panel of solicitors or, in schemes that employ salaried lawyers to represent clients, a salaried lawyer could act for the legally aided person.

b Usually the legally aided person is required to choose a lawyer who is on the panel. But, in practice, in many cases this is not mandatory.

c Yes, the lawyer chosen or nominated to assist the legally aided person is entitled to refuse to act in the matter entirely at his own discretion.

Question 18

a Although there are no statistics kept in relation to this, it would appear that legal aid work is concentrated in an estimated 20 per cent of practising lawyers in Australia. This estimation is based upon figures supplied by the Law Council of Australia, the national representative body of the private profession.

b The reason for this is not entirely clear. It could be that many lawyers do not practise in the jurisdictions in which legal aid is often granted, for example, family law matters which account for approximately 75 per cent of all legally aided matters.

Question 19

Yes, where an applicant has not requested a particular lawyer, the legal aid body concerned would take account of the matters mentioned.

Question 20

a and *b* In all cases of a grant of aid being made to a private legal practitioner remuneration is paid for services rendered. A percentage of normal proper fees is paid ranging from 75 per cent to 90 per cent. In certain instances, a negotiated legal aid scale of fees would apply.

c The fees are usually comparable to those charged by the private profession to fee-paying clients although they are subject to the reduction as specified in *a*.

d The fees may be determined by the body who grants the legal aid, but in most instances a percentage of normal proper fees is paid as in *a* above.

Question 21

A lawyer is not permitted to request any fees from the legally aided person other than the amount of any contribution determined by the legal aid body.

Question 22

a If a legally aided person recovers money or property as a result of a proceeding for which a grant of legal aid is made, he may be required to refund in part or in full the costs paid by the legal aid scheme. Also, if a legally aided person's financial situation improves during the course of the proceedings, he may be required to make a greater contribution towards the costs of the action or he may be required to pay in full the costs of the action. The grant of legal aid may be revoked *ab initio* if the legally aided person has made a false declaration as to his financial position and he will be required to refund any costs incurred by the legal aid scheme.

b There are no time limits.

c Legal aid will only be terminated retrospectively in the case of a false or misleading statement being made by the legally aided person in his application for legal assistance.

Question 23

a A decision to grant legal aid need not be taken before the proceedings have commenced. But legal aid will not, except in exceptional circumstances, be granted retrospectively if no application has been made for aid before the proceedings have commenced.

b Legal aid can be granted provisionally in urgent matters. This will be subject to the receipt of an application form being received by the legal aid scheme.

Question 24

a Generally, there is no appeal beyond the authority of the Director of the Australian Legal Aid Office or the commission in South Australia. In Western Australia and the Australian Capital Territory the legal aid commissions have established review committees under the legislation establishing the commissions. The proposed commissions in the States of Victoria and Queensland will also establish review committees under their legislation.

b No formal appeal lies in relation to a grant of legal aid. Should a legal aid body granting legal assistance become aware of circumstances where a grant of aid should not have been made, then the legal aid body may withdraw the grant of legal aid.

c As in *a* above.

d This is not applicable as generally the legally aided person may select his own lawyer.

e and *f* Refer to part *a* above.

Question 25

No.

Question 26

a Yes. But it should be mentioned that the majority of grants of legal aid are in family law matters and pursuant to the Family Law Act (1975) costs may only be recovered against the other party in very exceptional circumstances.

b Only in very exceptional cases.

Question 27

Normal party-party costs are recoverable from the losing party by the legally aided person but these costs in full must be refunded to the legal aid scheme.

Question 28

The Australian Legal Aid Office has adopted the forum test where a proceeding, the subject of the legal aid application, involves offices in different States. The forum test requires that the application for legal aid be made to the legal aid scheme in the State where the proceedings are to be held. Some State commissions and law society schemes apply the test of residency, that is, that the application be made to the legal aid scheme in the State of the applicant's residence. The question of reciprocity is presently being considered by the Commonwealth Legal Aid Commission.

Question 29

No specific procedure is laid down. However, a request for legal aid in another State may be made informally through the existing legal aid bodies.
No formal procedure exists for transmitting applications for legal aid to other countries. There is no central forwarding authority at present.

Question 30

There is no formal provision for the granting of legal assistance to a person resident in Australia for proceedings in other countries.

Question 31

Legal aid can be granted for administrative matters where a lawyer is reasonably necessary.

Question 32

There are unlimited opportunities for any person in Australia to obtain legal advice on any matter. Should the legal assistance rendered by the legal aid scheme go beyond advice, then an application for legal aid must be submitted. The Australian Legal Aid Office will provide minor assistance, free of charge, in such matters as simple wills and the completion of documents for proceedings, as well as rendering free advice.

Question 33

Such advice is given by private practitioners who may attend voluntary legal assistance schemes, salaried lawyers employed by the Australian Legal Aid Office or by State or Territory legal aid commissions and by lawyers employed by community legal centres.

Question 34

The rendering of legal advice forms part of most legal aid schemes.

Question 35

The legal advice scheme does not differ from the legal aid systems outlined in questions 1 to 31 above, as they invariably form part of the one scheme.

Question 36

The Australian Legal Aid Office receives funds from the Commonwealth Government on an annual basis and also receives funds from contributions by legally assisted persons. The independent statutory State and Territory legal aid commissions receive funds from the Commonwealth Government, the State Government, contributions from legally assisted persons and from the interest derived from the compulsory statutory deposits from solicitors' trust accounts.
Voluntary schemes throughout Australia may apply to the Commonwealth Government for a special grant, in relation to which recommendations are made by the Commonwealth Legal Aid Commission.

Question 37

Statistics are not available as to what proportion of the population is eligible for legal assistance and the Commonwealth Legal Aid Commission is at present conducting research into this area. It should be noted that in all States, except Western Australia, legal advice is available to anyone free of charge.

Question 38

Legal aid has most commonly been granted in family law matters. But under the new guidelines of the Australian Legal Aid Office and adopted by South Australia, this may change as legal aid is not being granted for divorce *simpliciter* unless it is imperative that the divorce be granted or special hardship can be shown.

Question 39

a The Australian Legal Aid Office was established in all States of Australia with regional offices in metropolitan and country areas. The Office employed full-time salaried lawyers to dispense legal advice and to provide representation in court.
The new independent statutory State and Territory legal aid commissions employ full-time salaried lawyers who provide legal advice and represent clients before courts. Legal aid is also provided by private practitioners who receive grants of legal aid from the State commissions.

b, c and *d* Salaried lawyers employed by public offices are fully qualified barristers and/or solicitors who have been admitted to practise in the various States. In these

instances the salaries of the lawyers are comparable with the income of junior lawyers in private practice although their incomes are lower than the more experienced lawyers in private practice. There appears to have been no difficulty in recruiting or retaining lawyers in these offices.

Question 40

The availability of the legal services in the various States of Australia are publicized by the distribution of pamphlets and by various community advisory agencies. Legal education programmes are presently being conducted by the various State schemes, and especially by the Commonwealth Legal Aid Commission, in order to improve general awareness of the availability of legal aid and also to improve the accessibility to legal aid schemes. These programmes include seminars, distribution of educational material and lectures delivered by representatives from the various legal aid schemes. Private practitioners also play an important role in advising potential legally aided persons about the services available.

Question 41

a Generally speaking, a lawyer who acts for a person under a legal aid scheme is acting pursuant to the normal solicitor/client relationship and accordingly is liable for damages. Barristers and solicitors appointed by a legal aid scheme to act on behalf of legally assisted persons are liable for damages as if they were acting for a private client.

b The legal aid body, in the case of a salaried lawyer, would probably idemnify the lawyer if the scheme itself is not liable.

Question 42

In the year 1977–78 there were 1,007,000 instances of the provision of legal aid in Australia at a cost of $39,773 million. A summary of the statistics is attached, marked 'B'. It should be noted that the population of Australia as at June 1978 was 14,248,500.

Question 43

Projects for the improvement of the existing legal aid schemes in Australia are currently being conducted by the Commonwealth Legal Aid Commission which has a statutory function *to ascertain, and to keep under review, the extent of the need for legal assistance in Australia and, in particular, the need for legal assistance in respect of Commonwealth matters and to make recommendations from time to time to the Attorney-General as to the most effective, economical and desirable means of satisfying that need.*

Pursuant to this function the Commonwealth Commission is conducting research projects in the following areas of legal aid in Australia:

1 Needs and demands survey

This is a library survey of all materials published in Australia and selected overseas countries relating to the needs and demands for legal services. The object of the project is to produce a report and discussion paper setting out tables of data available under indicators of need and demand throughout Australia. These should identify the conceptual use relating to need and demand and the practical issues involved in measuring the extent for needs of legal aid in Australia.
This report and discussion paper will form the basis for an empirical study to be conducted at the end of 1979 to measure the extent of the needs and demands for legal aid in Australia.

2 Evaluation of effectiveness

This study is designed to produce a short discussion paper in the region of 15,000 words, plus appendices, being a description and documentation of the objectives and rationale, both expressed and observed, of major Australian legal aid services. This is to be conducted by exploring the effectiveness of those services in light of their objectives and rationales. The paper will also document and discuss the major local and international methods of measurement and evaluation of effectiveness of legal aid services.
It will be the basis for a future empirical study and will complement the future study of needs and demands mentioned above.

3 Access and accountability sample study

This is a small exploratory study of a sample of three different types of legal aid services in Australia. The study is designed to provide a framework or brief which can then be used for a major empirical study. It will provide basic information relating to studying the access and accountability of legal aid services, including a typical client career. It will produce a questionnaire for use in the major study. The project calls for a pilor run of the questionnaire on the three different kinds of legal aid services.

4 Cost comparison salaried service and private profession

This project will define and compare cost and overheads in legal aid services. Special references will be given to salaried statutory services and private profession delivery in case matters. The project would clarify issues in the debate in different categories of law in different States and locations. This project would rely heavily on information supplemented by the various delivery systems.

5 Interstate comparison of legal aid costs and contributions

This project is designed to assist the Commission in its co-ordinating role by preparing a discussion paper on the issues and principles of costs and contributions by legally aided persons in each particular State of Australia. It would be supplemented by material provided by the particular bodies concerned, including oral advice given to the Commonwealth Commission, if appropriate.

6 Survey of routes and barriers to access

This is a major empirical survey of population group studies to ascertain the various routes and barriers which they encounter in access to legal aid. There will be major emphasis on sampling and 'on the ground' survey. It is expected that the material produced by project number 3 would be used as the base for this survey.

7 Experiments in measuring accessibility to legal aid services

Once again the information obtained from project number 3 will largely decide the format of this project. However, it is expected to be a sample study of typical client careers before, during, and after access to legal aid.

8 Issues in community legal education programs

This project is designed to collate and identify the different issues of the community legal education programs, being in effect preventative legal aid. Considerable information will be available from the recently held community legal education seminar, but it is expected that the project will also collate other materials written in this area. It should result in a report and discussion paper relating to the need for legal education and the most effective method of educating the community.

9 Group services availability

This project will consider the different group services available in Australia and overseas. It will canvass such group services as unions, clubs, insurance, etc., which are designed to provide legal assistance to the person who is unlikely to meet the means test laid down by the traditional legal aid bodies, yet would have great difficulty in paying the full costs of the private practitioner. The project would also discuss such innovations as 'law clinics' or lump sum fees for short advice. The project should result in a full discussion of the services available and their likely relevance to Australia.

10 Group services in particular areas of law

This is a small project following on from project number 9 which would look into the feasibility of group services in particular areas of law, with use of paralegal staff and other cost saving devices. It is expected that the project will examine the traditional specialist services, for example conveyancers, as well as new concepts both local and overseas. The project will be particularly concerned as to the efficiency and cost of the services.

11 Empirical study of needs and demands in Australia

This is a major 'on the ground' survey of the needs and demands for legal aid and legal services in Australia. The survey follows on from project number 1 and is designed to show what 'unmet need' there is in Australia, how this can be measured and what are the indicators of the same. A full, nationally acceptable sample will be used in the survey.

12 Empirical study of access and accountability

This is another major empirical study following on from, and using as its framework, the brief supplied by project number 3. It will look at the characteristics and needs of particular population user groups and will examine and evaluate the proceedings laid down by the different legal aid services and their effect upon accessibility and accountability.

13 Empirical study of evaluation and effectiveness of legal aid services

This is a further major empirical study which is designed to examine and evaluate the effectiveness of the different legal aid services in Australia. It will produce indicators which can be used for measuring effectiveness and for use in client careers and other methods of evaluating the effectiveness of the service.

ATTACHMENT A

Australian Legal Aid Office means and needs test and contributions guidelines

1 The Government has approved the introduction of new guidelines for the Australian Legal Aid Office means and needs test. The object is to liberalize the means test to enable more persons in need to obtain legal aid in classes of cases in which legal representation is essential.

2 The new guidelines will increase eligibility for assistance primarily by increasing the permissible disposable income. New features include the increase of the permissible disposable income from $ 40 to $ 52 per week and the limitation on grants of aid in all dissolution matters unless special circumstances of hardship exist.

Guidelines

3 The means and needs test for eligibility for assistance from the Australian Legal Aid Office is the *inability of the applicant to afford the cost of representation in the particular case.* The guidelines are intended to provide a general standard for measuring 'inability' but they are to be applied with discretion in the individual case. Where proceedings are costly, there will be a greater need to keep in mind the basic test. Approval of assistance is to be reconsidered where there is a change in financial circumstances.

4 An applicant comes within the guidelines if neither his disposable weekly income nor his assets exceed the amounts in the following paragraphs.

Disposable weekly income

5 The income guidelines are:

– applicant without dependant	$ 52 per week
– for one dependant – add	$ 15 per week
– for each additional dependant – add	$ 10 per week

6 The disposable weekly income of the applicant is calculated by deducting from gross weekly income the following items, calculated on a weekly basis:
– income tax
– superannuation contributions
– one-half of any board paid by applicant
– rent or mortgage payments for dwelling house in which applicant resides
– municipal rates and water rates for dwelling house in which applicant resides
– maintenance payments to spouse and children of applicant
– payments under hire purchase agreements and credit sales contracts for household goods and furniture used by applicant in his home.

Family allowances are not to be taken into account in determining the eligibility of persons seeking legal aid from the Office.

Assets

7 The asset guidelines are:

a estimated cost of proceedings less than $ 300 – $ 500	
for each dependant – add	$ 400
b estimated cost $ 300 or more –	$ 1,000
for each dependant – add	$ 400

8 Assets include money that is immediately available such as bank, building society and credit union deposits, or that can readily be obtained, for example, by loan, or by selling a marketable asset or converting negotiable securities such as shares and debentures. Assets do not include wearing apparel, tools of trade, household furniture or interest in a dwelling house in which the applicant resides, unless the value is unusually high.

9 In the case of a married applicant, the combined incomes and assets of both husband and wife are to

be taken into account, provided that they are living together. Ordinarily, couples living together in a *de facto* relationship will be regarded as husband and wife.

Guidelines for dissolution proceedings

10 Aid will no longer be granted in dissolution of marriage unless circumstances exist which, in the opinion of the Australian Legal Aid Office, render it imperative that the marriage be dissolved and the applicant is in a position of special hardship.

Contributions

11 A minimum contribution of $20 will be imposed in all cases as a matter of course unless the applicant can demonstrate that this would impose a real financial hardship. A contribution in excess of $20 will be required in appropriate cases when the applicant is able to afford it.

12 A contribution may be imposed or increased having regard to the outcome of the proceedings. A person who could not originally afford to bring proceedings may well be in a different position after settlement of a dispute relating to property or a claim for damages.

13 The contribution is to be paid by the legally assisted person to the private practitioner at the time he is taking instructions and, in any event, no later than at the time the case is set down for hearing. Contributions are to be paid in a lump sum or, at most, by two payments and retained by the private practitioner as part of his fee.

Merits

14 The question to be answered is whether it is reasonable in all the circumstances to grant aid, regard being had to all relevant matters including –

a the nature and extent of any benefit that may accrue to the applicant from the provision of the assistance or of any detriment that the applicant may suffer if the assistance is not provided; and

b in the case of assistance in relation to a proceeding – the likelihood of the proceeding terminating in a manner favourable to the applicant.

Date of operation

15 All decisions made on and after 30 October 1978 concerning the provision of legal aid are to accord with these guidelines.

ATTACHMENT B

Legal Aid in Australia 1977/78

The following figures of the instances of the provisions of legal aid provided by legal aid schemes throughout Australia were given in response to a survey being conducted by the Commonwealth Legal Aid Commission. They show totals of all instances of the provision of legal aid including legal advice, duty lawyer services and assistance in litigation. The figures are not yet complete as further information is still being received.

Instances of the provision of legal aid in 1977/78

	$
Commonwealth Government Schemes (including ALAO and Aboriginal Legal Services)	269,000
State Government Schemes (including Public Solicitor and Defender, Chamber Magistrates and Public Curator)	248,000
Law Society Schemes	105,000
Voluntary Schemes	
a those keeping statistics	46,000
b estimate of the remainder	50,000
'Other' including Trade Union schemes, Services for the Armed Forces, Maintenance Enforcement Assistance, Road Motorists Associations	289,000
	1,007,000

*Expenditure on the provision of legal aid in 1977/78**

	$
Commonwealth Government	25,046,000
State Government	5,034,000
Law Society Schemes	9,583,000
Voluntary Schemes	110,000
	39,773,000

République Arabe d'Egypte/Arab Republic of Egypt

Question A

Toutes personnes, nationaux et étrangers, peuvent bénéficier de l'assistance judiciaire en Egypte sans conventions ou condition de réciprocité.

Question B

Les personnes morales nationales et étrangères peuvent aussi bénéficier de l'assistance judiciaire. Elles sont assimilées aux personnes physiques.

Question C

D'une manière générale, l'assistance judiciaire est accordée tant devant les tribunaux judiciaires que devant les tribunaux administratifs.

Question D

L'assistance judiciaire est accordée par une autorité judiciaire.

* Unknown additional expenditure includes such matters as contributions by legally aided persons paid direct to private practitioners under some schemes and also the overhead costs of a number of schemes.

Question E

La loi égyptienne n'exige pas l'indigence pour le bénéfice de l'assistance judiciaire, elle exige seulement l'impossibilité de payer les frais judiciaires, soit à cause d'indigence, soit à cause d'obstacles matériels ou juridiques. Cependant la présentation d'un certificat d'indigence peut être utile. Il y aura une appréciation subjective dans chaque cas.

Question F

Il est nécessaire pour accorder l'assistance judiciaire que l'affaire pour laquelle l'assistance est demandée ait des chances d'aboutir.

Question G

Il n'existe pas de cas spéciaux dans lesquels une assistance judiciaire peut être accordée ou refusée.

Question H

Les critères valables pour les nationaux sont applicables aux étrangers.

Question I

L'assistance judiciaire peut couvrir tous les frais de procédure, les honoraires d'experts et d'avocats, et tous les frais nécessaires à l'exécution du jugement rendu.

Questions J et K

L'assistance judiciaire partielle est connue dans la Loi No I de 1948 relative aux frais devant les tribunaux de statut personnel, comme dans la Loi No 40 de 1944 relative aux frais en matière civile.

Question L

Elle doit être signifiée seulement.

Question M

L'assistance judiciaire doit être accordée à chaque stade de la procédure.

Question N

D'une manière générale, l'assistance judiciaire n'est pas automatiquement accordée pour les stades ultérieurs.

Question O

Il n'existe pas actuellement de procédure similaire qui permette d'introduire une demande d'assistance judiciaire dans un autre Etat par l'entremise d'une autorité dans le pays.

Question P

Il n'existe pas de disposition similaire dans la législation égyptienne.

Espagne/Spain

Question A

Toute personne, espagnole ou étrangère, peut bénéficier de l'assistance judiciaire gratuite, sans conditions de réciprocité.

Question B

Les personnes morales, espagnoles ou étrangères, sont assimilables aux personnes physiques.

Question C

L'assistance judiciaire gratuite est accordée pour toute sorte de juridiction.

Question D

C'est l'autorité judiciaire qui l'octroie.

Question E

Il existe une limite financière changeante: le double du salaire minimum interprofessionnel garanti par le Gouvernement et cette limite est revue tous les six mois.

Question F

L'assistance judiciaire peut être sollicitée de façon préalable ou simultanée au commencement de la procédure principale, dont le contenu et ses possibilités de succès ne sont pas pris en considération pour l'octroi de ladite assistance.

Question G

Non.

Question H

Les mêmes critères sont employés aussi bien pour les Espagnols que pour les étrangers.

Question I

L'assistance judiciaire gratuite correspond aux frais judiciaires et aux traitements des avocats (Avocat et *Procurador de los tribunales).*

Questions J et K

La loi prévoit une assistance judiciaire gratuite partielle (la moitié des frais).

Question L

L'audition de l'autre partie et de l'administration (avocat de l'Etat) est requise.

Question M

L'assistance judiciaire gratuite s'étend aux phases successives de toute la procédure.

Question N

Sauf accord, l'assistance judiciaire gratuite octroyée à l'étranger n'est pas valable en Espagne.

Question O

Non, sauf accord en vigueur.

Question P

Non.

Israël/Israel

Question A

On principle, no distinction is made between applicants on grounds of residence or nationality, and legal aid is available to any physical person under the Legal Aid Law, 1973, and regulations made thereunder.

Question B

Legal aid is not available to legal, as distinct from physical, persons.

Question C

a There is no restriction on the tribunals in respect of which legal aid is available, as long as the matter is one for which legal aid is granted under the regulations.

b The Legal Aid Regulations, 1973, provide for legal aid in the following matters:

1 matters relating to personal status, including paternity, adoption, succession, determination and variation of age, guardianship;

2 protection of rights relating to residential premises, including ownership, claims for eviction or ejectment, rent, key money and repairs to rented premises;

3 monetary matters, including torts;

4 civil matters concerning labour relations which are within the jurisdiction of the labour courts;

5 claims under enactments providing for pensions, grants, rehabilitation or other benefits for invalids or for families of soldiers fallen in battle;

6 claims relating to rights of discharged soldiers;

7 claims under the Law of Return, 1950, the Nationality Law, 1952, or the Population Registry Law, 1965;

8 matters concerning licensing of businesses, occupations or trades and their statutory regulation.

c Legal aid is available for the above matters, regardless of whether the proceedings are contentious or *ex parte*.

Question D

Legal aid is granted by legal aid bureaux set up by the Minister of Justice under his statutory power provided for by the Legal Aid Law, 1972.

Question E

a The Legal Aid Law provides that persons unable to bear the cost of legal services are eligible for legal aid.
The regulations provide that an applicant is entitled to legal aid if he has no property, apart from his own residence, which can be realised or mortgaged, and if in addition he can prove one of the following:

1 he is a welfare recipient or the dependant of a welfare recipient;

2 that although not a welfare recipient, his income does not exceed welfare benefits together with children's and soldiers' allowances payable to a family with the same number of dependants as that of the applicant, plus 25%;

3 that if he is single or with only one dependant, his income does not exceed welfare benefits, together with allowances, payable to a family of three plus 25%.

Charges in cost of living are reflected in periodic adjustments of welfare benefits.
A certificate from the welfare office of a local authority constitutes *prima facie* evidence that the applicant is unable to bear the cost of legal services.

b Financial requirements must be fulfilled in every case.

Question F

a The applicant's prospect of success in the matter for which he is seeking legal aid must be established. The Legal Aid Law provides that the head of the legal aid bureau to whom application is made, may reject it if he is of the opinion that the applicant's case is vexatious or baseless or not reasonably well-founded in law, in fact or as to the evidence.

b The head of the legal aid bureau, after due consideration, must give his written decision. If he decides to accept the application, he must detail the nature and scope of the matter in respect of which legal aid is to be granted. If he rejects the application, he must state his reasons.

c No data are available as to the proportion of applications refused for lack of prospect of success.

Question G

Normally, the applicant must be in need of legal aid on his own account. Applications are not considered on behalf of others, the only exception being applications by parents on behalf of their children.

Question H

The same criteria are applicable to foreigners as to nationals.

Question I

a Costs relating to witnesses and experts are covered, but not court fees and taxes or bailiff's costs. However, provision is made in certain circumstances for postponement of payment of the whole or part of the court fees and execution fees, where a litigant is unable to pay them, the certificate of a legal aid bureau serving as *prima facie* evidence of his inability to pay. In special cases, the court may exempt a litigant altogether from court fees the payment of which was postponed.

b Personal costs of the person aided are not covered.

c Lawyer's costs, according to a special scale, are covered.

d Payment of security is not covered.

e Other costs covered are those for photocopying and translation of documents within certain limits.

Questions J and K

Partial legal aid is not normally granted. However, where the applicant has obtained judgment in his favour for payment of money or other assets, he may be required to refund all or part of the legal aid costs paid on his behalf, either in one sum or in instalments according to the circumstances.

Question L

Other parties apart from the applicant are not normally heard on an application for legal aid.

Question M

Legal aid when granted covers all stages of the proceedings.

Question N

a Where the right of a person to free legal aid has been recognised in a State which is Party to one of the Hague Conventions on Civil Procedure, 1905 or 1954, that right will be effective in Israel with regard to taking of evidence or service of documents in the same matter.
Under the New York Convention on the Recovery of Maintenance Abroad a claimant who has commenced proceedings abroad may be granted legal aid to pursue his claim in Israel under the Convention.

b The right to legal aid in Israel for taking of evidence or service of documents also applies where the person concerned has been granted in the foreign State exemption covering fees and legal costs only.

Question O

a Regulations provide for consideration of requests for legal aid from nationals of States Parties to one of the Hague Civil Procedure Conventions.
Provision is also made for requests for legal aid under the New York Convention on the Recovery of Maintenance Abroad in respect of nationals of States Parties to that Convention.

b Requests for legal aid under the Hague Conventions are submitted to the Director of Courts in Israel.
Requests under the New York Convention are made via transmitting and receiving agencies as provided in the Convention.

Question P

Generally, legal aid is not granted to persons in Israel for purposes of legal proceedings in other countries.
It should however be mentioned in this context that a certificate of indigence may be issued in appropriate circumstances by the Director of Courts to an Israeli national or to a national of a State Party to one of the Hague Civil Procedure Conventions who is resident in Israel, for purposes of conducting legal proceedings in a State Party to one of the said Conventions.

Japon/Japan

Question A

Legal aid is available for any person (nationals or aliens) in Japan. The existence of a convention or reciprocity is not prerequisite to the availability of legal aid to aliens.

Question B

Yes, for both domestic and foreign legal persons.

Question C

a Yes. Legal aid is not available in the Family Court. The cost which a party ought to pay is, however, very low in the normal case of the Family Court.

b Legal aid may be granted for all the proceedings of the civil procedure (including execution).

c Legal aid is granted only for the proceedings mentioned above *(b)*. It is not available for *ex parte* proceedings *(procédure non contentieuse)*. Again, the cost which a party ought to pay is very low in the normal case of *ex parte* proceedings.

Question D

The court competent to handle the case (the main cause of action) is also competent to decide the legal aid.

Question E

a Article 118 of the Law of Civil Procedure stipulates: *The Court may, on the application of a party who has no means to defray the costs of the suit, grant succour in litigation.* It provides the financial conditions for eligibility only in general terms and there is no other law or rule which provides the financial standard of eligibility for legal aid in more detail. Whether the applicant has 'means to defray the costs of the suit' or not is to be individually decided by the court. In practice, there have been many cases in which the court took into account the income and family makeup of the applicants in relation to the expected costs of the proceedings, in order to decide whether the applicants were eligible or not.

b No, there is no such circumstance under Japanese system.

Question F

a Legal aid is admitted 'only when there is some prospect of his winning the case' (article 118 proviso of the Law of Civil Procedure).

b Article 119, paragraph 2, of the same Law provides: *The cause for such succour must be made credible.*

c No, we cannot.

Question G

No.

Question H

No.

Question I

a Legal aid covers the costs of the suit (court fees, cost relating to witness, experts and interpreter, when the taking of evidence is done out of court, travel and lodging expenses of the judge and the court clerk, etc.) and the fees and disbursement of the marshal.

b Not applicable.

c If the court orders the attendance of an advocate who represents the party in conformity with article 135 of the same Law, etc., legal aid covers the fees and expenses of this advocate. (The court may prohibit the speech of parties who are unable to deliver such speech as may be necessary for the elucidation of the relations involved in the action. In such a case, the court may order the attendance of an advocate, should it be necessary to do so.)

d Legal aid covers security for costs.

e No other costs.

Question J

The applicant does not need to pay a contribution.

Question K

Although we do not have any provision which explicitly grants partial legal aid, there is an opinion, as an academic argument, that the court may grant legal aid for a part of costs (*e.g.* granting legal aid only for court fees or, when costs relating to experts seem to be expensive, only for these costs) and, in practice, the court grants partial legal aid in line with this opinion.

Question L

No.

Question M

Yes. Article 119, paragraph 1, of the Law of Civil Procedure provides: *Succour in litigation is granted in respect of each instance.*

Question N

a Except as provided for in article 24 of the Hague Convention of 1 March 1954 Relating to Civil Procedure, a person who is granted legal aid in a foreign State is not automatically entitled to legal aid in Japan. Legal aid for the proceedings of taking evidence in Japan is granted by an independent decision of the Japanese court, as mentioned earlier.

b Same reply as for *a*.

Question O

The request can be submitted in pursuance of article 23 of the same Convention and article 23 of the Japanese law implementing the Convention (Law for Special Rules for Civil Procedure Pursuant to the Implementation of the Convention on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters, etc.).
Article 23 of this Law provides as follows:

(Succour in litigation abroad)

1. A person who requests succour in litigation abroad in conformity with the provisions of article 23 of the Convention on Civil Procedure shall submit the request to the District Court having jurisdiction over the place where he has his general forum.

2. The affairs pertaining to the request under the preceding paragraph shall be conducted by the court clerk.

Question P

No.

(References)

The provisions of the Law of Civil Procedure concerning legal aid are as follows:

Section 3 – Succour in litigation

Article 118

The court may, on the application of a party who has no means to defray the costs of the suit, grant succour in litigation, but this only when there is some prospect of his winning the case.

Article 119

Succour in litigation is granted in respect of each instance. The cause for succour must be made credible.

Article 120

In regard to the action and compulsory execution, succour in litigation has the following effects:

1. temporary release from the payment of the costs of the suit;

2. temporary release from the payment of the fees and disbursements of the marshal and of the advocate whom the court has ordered to attend the party;

3. release from the liability to furnish security for the costs of the suit.

Article 121

Succour in litigation is effective only in favour of the person who has obtained it.
The court orders the successor to the action to pay the costs of the suit regarding which temporary release has been granted.

Article 122

When a person who has received succour in litigation turns out to possess, or has come to possess, means to pay the costs, the court where the record of the case exists may, either on the application of any person interested or ex officio, *at any time cancel the succour and order the payment of the costs of the suit respecting which temporary release has been granted.*

Article 123

The costs respecting the payment of which temporary release has been granted in favour of the person who has received succour in litigation, may be collected directly from the other party when they have been charged to him. In this case the advocate or marshal may, in respect of his fees and disbursements, make an application for the determination of the amount of costs and levy compulsory execution by virtue of the title of debt possessed by the person who has received succour in litigation.
The advocate or marshal may, in regard to his fees and disbursements, apply in place of the party concerned for the decision under articles 103 or 104.

Article 124

Immediate complaint may be made against the decision specified in this section.

Commission spéciale

Note du Bureau Permanent

Conformément à la tradition ne sont pas reproduits les Documents de travail et Procès-verbaux des séances de la Commission spéciale.

Notice by the Permanent Bureau

As in the past, the Working Documents and the Minutes of the Special Commission's meetings have not been reproduced in this volume.

Liste des participants à la Commission spéciale

List of participants in the Special Commission's meetings

La Commission spéciale a siégé du 28 mai au premier juin 1979 et du 14 au 18 avril 1980

The Special Commission met from May 28 to June 1, 1979 and from April 14 to 18, 1980

BUREAU DE LA COMMISSION SPÉCIALE
OFFICERS OF THE SPECIAL COMMISSION

Président – Chairman

M. *C. Böhmer*, conseiller au Ministère fédéral de la Justice, Bonn

Rapporteur – Reporter

M. *G. Möller*, Counsellor of Legislation, Ministry of Justice, Helsinki

MEMBRES – MEMBERS

M. *S. Abdel Maged**, conseiller à la Cour de cassation, Le Caire
Mme *R. Adlerstein***, juge, Bonn
M. *A.V. D'Almeida Ribeiro*, avocat, ancien président de l'Ordre des avocats du Portugal
M. *M. Angulo Rodriguez**, avocat, professeur adjoint de droit international, Université de Grenade
Mlle *A. Austbø**, Legal Adviser, Ministry of Justice, Oslo
M. *J. Bangert*, Justice at the Supreme Court, Copenhagen
M. *L. Battaglini**, conseiller à la Cour de cassation, Rome
M. *L. Chatin*, magistrat, chef du Bureau de l'entraide judiciaire internationale, Ministère de la Justice, Paris
M. *M. H. El Dine El Gheriani**, chef de Parquet auprès de la Cour de cassation, Le Caire
M. *J. G. H. Gasson**, Assistant Solicitor, Lord Chancellor's Office, London
M. *P. Graham Harris***, Senior Legal Assistant, Lord Chancellor's Department, London
M. *J. P. Harkins**, Deputy Chairman, Commonwealth Legal Aid Commission, Canberra
M. *K. Hosokawa**, First Secretary, Embassy of Japan, The Hague
M. *W. Jones***, Head of Nationality and Treaty Department, Foreign and Commonwealth Office, London
M. *L. Jovanović**, fonctionnaire au Ministère des Affaires étrangères, Belgrade
M. *G. van Keer*, secrétaire d'administration auprès du Ministère des Affaires étrangères, Bruxelles
M. *B. Lambe*, Head of Division, Ministry of Justice, Stockholm
M. *J. P. Lordon**, Legal Counsel, Special Adviser on Legal Aid, Department of Justice, Programme and Law Information Section, Ottawa
M. *S. K. Martens*, conseiller à la Cour de cassation des Pays-Bas
M. *Masuo Tanno**, Judge, Tokyo
M. *J. H. L. Matthys*, secrétaire d'administration, Ministère de la Justice, Bruxelles
M. *C.-D. Meinhardt**, juge, Bonn
M. *S. Metallinos*, professeur ordinaire à la Faculté de droit et des sciences économiques de l'Université de Salonique, avocat à l'Aréopage
M. *M. Pak*, professeur à l'Université de Belgrade
M. *P. Rayel**, Principal Officer, Department of Justice, Dublin
M. *W. Reishofer**, Chief of Section, Federal Ministry of Justice, Vienna
M. *R. G. B. Smedley**, Counsellor, H.M. Diplomatic Service, Nationality and Treaty Department, Foreign and Commonwealth Office, London
M. *H. af Trolle***, Head of Section, Ministry of Foreign Affairs, Stockholm
M. *V. Týč***, membre de la Section juridique du Ministère des Affaires étrangères, Prague
M. *P. Volken*, chef de la section de droit international privé, Division fédérale de la Justice, Berne
M. *A. Weitzel*, président du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg
M. *E. Willheim***, Senior Assistant Secretary, Federal Courts and Administrative Law Review Branch, Attorney-General's Department, Canberra

Commission d'Etat néerlandaise pour la codification du droit international privé:

M. *J. C. Schultsz*, professeur à l'Université Erasme, Rotterdam, président de la Commission d'Etat néerlandaise pour la codification du droit international privé

OBSERVATEURS – OBSERVERS

Conseil de l'Europe

M. *J. M. Bretal*, administrateur principal, Direction des affaires juridiques

Organization of American States

Mme *T. de Maekelt**, Legal Counsel, Director of the Bureau of Legal Affairs, Professor of Private International Law at the Faculty of Legal and Political Science at the Central University of Caracas

Union Internationale des Huissiers de Justice et Officiers Judiciaires

M. *P.-G. André***, président de la Chambre régionale des Huissiers de Justice de la Cour d'appel de Toulouse

* N'a assisté qu'à la première réunion.
Attended only the first meeting.

** N'a assisté qu'à la deuxième réunion.
Attended only the second meeting.

SECRÉTARIAT – SECRETARIAT

M. *G. A. L. Droz*, secrétaire général
M. *M. L. Pelichet*, secrétaire général adjoint
M. *C. A. Dyer*, premier secrétaire au Bureau Permanent
M. *J. H. A. van Loon*, secrétaire
M. *J. L. Antoine-Grégoire**, chercheur à la Fondation européenne de la culture, Collège d'Europe, Bruges
M. *E. Gaillard***, assistant à l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris

* N'a assisté qu'à la première réunion.
Attended only the first meeting.

** N'a assisté qu'à la deuxième réunion.
Attended only the second meeting.

Projet de texte adopté par la Commission spéciale et Rapport de M. Gustaf Möller

Document préliminaire No 5 de février 1980

Projet de texte tendant à reviser les chapitres III à VI de la Convention de La Haye relative à la procédure civile (assistance judiciaire, caution *judicatum solvi*, etc), adopté par la Commission spéciale le premier juin 1979

I ASSISTANCE JUDICIAIRE

Article premier – Droit à l'assistance judiciaire

Les ressortissants des Etats contractants ainsi que les personnes ayant leur résidence habituelle sur le territoire de l'un de ces Etats sont admis, dans chacun des Etats contractants, au bénéfice de l'assistance judiciaire en matière civile et commerciale, comme les ressortissants de l'Etat où l'assistance judiciaire est réclamée, en se conformant à la législation dudit Etat.
Dans les Etats où existe l'assistance judiciaire en matière administrative, sociale ou fiscale, les dispositions édictées dans l'alinéa ci-dessus s'appliqueront également aux affaires portées devant les tribunaux compétents en ces matières.

Article 2 – Autorités centrales

Chaque Etat contractant désigne une Autorité centrale chargée de recevoir les demandes d'assistance judiciaire qui lui sont présentées conformément à la Convention et d'y donner suite.
Les Etats fédéraux et les Etats dans lesquels plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ont la faculté de désigner plusieurs Autorités centrales.

Article 3 – Autorités chargées de la transmission

Chaque Etat contractant désigne une ou plusieurs autorités expéditrices chargées de transmettre les demandes d'assistance judiciaire aux Autorités centrales désignées dans l'article 2.
Les demandes d'assistance judiciaire sont transmises, sans intervention d'aucune autre autorité [, à l'aide de la formule modèle annexée à la présente Convention].

Article 4 – Présentation de la demande

Le demandeur à l'assistance judiciaire, lorsqu'il ne réside pas dans le pays requis, présente sa requête dans l'Etat contractant où il a sa résidence habituelle.

La demande est établie conformément à la formule modèle annexée à la présente Convention et est accompagnée de tous documents nécessaires, sous réserve du droit pour l'Etat requis de demander des informations

Draft provisions adopted by the Special Commission and Report by Gustaf Möller

Preliminary Document No 5 of February 1980

Draft provisions for the revision of Chapters III to VI of the Hague Convention on Civil Procedure (legal aid, security for costs, etc.) adopted by the Special Commission on June 1, 1979

I LEGAL AID

Article 1 – Availability of legal aid in court proceedings

Nationals of the Contracting States and persons having their habitual residence in any Contracting State shall be granted legal aid for court proceedings in civil and commercial matters in a Contracting State, on the same basis as nationals of that State, upon compliance with its legislation.

In the States where legal aid is provided in administrative, social or fiscal matters, the provisions of the preceding paragraph shall also apply to cases brought before the courts or tribunals competent in such matters.

Article 2 – Central Authorities

A Contracting State shall designate a Central Authority to receive, and to take action on, applications for legal aid submitted under this Convention.

Federal States and States which have more than one legal system, shall be free to designate more than one Central Authority.

Article 3 – Transmitting authorities

A Contracting State shall designate one or more transmitting authorities to forward applications for legal aid to the Central Authorities designated under article 2.

Applications shall be transmitted, without the intervention of any other authority [, by means of the model annexed to the present Convention].

Article 4 – Submission of the application

Where the applicant for legal aid does not reside in the requested State, he shall submit his application in the Contracting State where he has his habitual residence.
The application shall be in the form of the model annexed to this Convention and shall be accompanied by any necessary documents, without prejudice to the right of the requested State to require further infor-

ou des documents complémentaires dans les cas appropriés.

Article 5 – Fonctions de l'autorité expéditrice

L'autorité expéditrice assiste le demandeur afin que soient joints tous les documents et informations qui, à la connaissance de cette autorité, sont nécessaires à l'appréciation de la demande. Elle vérifie leur régularité formelle.
Elle peut refuser de transmettre la demande au cas où celle-ci lui paraît manifestement mal fondée.

Elle assiste le demandeur, le cas échéant, pour une traduction sans frais des documents.
Elle répond aux demandes de renseignements complémentaires qui émanent de l'Autorité centrale requise.

Article 6 – Traductions

La demande d'assistance judiciaire, les documents à l'appui ainsi que les communications en réponse aux demandes de renseignements complémentaires doivent être rédigés dans la langue ou dans l'une des langues officielles de l'autorité requise ou accompagnés d'une traduction faite dans l'une de ces langues.
Toutefois, lorsque dans l'Etat requérant il est impossible d'obtenir une traduction dans la langue de l'Etat requis, ce dernier Etat doit accepter que ces pièces soient rédigées en langue française ou anglaise ou accompagnées d'une traduction dans l'une de ces langues.
Tout Etat peut néanmoins s'opposer à l'usage de l'une de ces langues en faisant la réserve prévue à l'article...
Les communications émanant de l'autorité réceptrice peuvent être rédigées dans la langue ou dans l'une des langues officielles de cet Etat ou en anglais ou français.

Les frais de traductions entraînés par l'application des alinéas précédents demeurent à la charge de l'Etat requérant. Les traductions éventuellement opérées par l'Etat requis ne peuvent donner lieu, de sa part, à aucun remboursement.

Article 7 – Fonctions de l'Autorité centrale réceptrice

L'Autorité centrale réceptrice statue sur la demande d'assistance judiciaire ou prend les mesures nécessaires pour qu'il soit statué sur celle-ci par l'autorité compétente.
Elle transmet les demandes de renseignements complémentaires à l'autorité expéditrice et elle informe de toutes difficultés relatives à l'examen de la demande ainsi que de la décision prise.

Article 8 – Ressortissants ne résidant pas dans un Etat contractant

Le demandeur à l'assistance judiciaire, lorsqu'il ne réside pas dans un Etat contractant, peut transmettre sa requête par la voie consulaire.
Chaque Etat contractant a la faculté de faire connaître que son Autorité centrale réceptrice peut être saisie par toute autre voie ou moyen.

Article 9 – Légalisation

Les documents transmis en application du présent chapitre de la Convention sont dispensés de toute légalisation et de toute formalité analogue.

mation or documents in appropriate cases.

Article 5 – Assistance to the applicant

The transmitting authority shall assist the applicant in ensuring that the application is accompanied by all the information and documents known by it to be necessary for the consideration of the application. It shall ensure that formal requirements are met.
If it appears to the transmitting authority that the application is manifestly unfounded, it may refuse to transmit the application.
It will assist the applicant in obtaining without charge a translation of the documents, where appropriate.
It will reply to requests for further information from the requested Central Authority.

Article 6 – Translations

The application, the supporting documents and any communications in response to requests for further information shall be in the official language or in one of the official languages of the requested authority or be accompanied by a translation into that language.

However, where in the requesting State it is impossible to obtain a translation into the language of the requested State, the latter State shall accept the same items in either French or English, or a translation into one of these languages.
Nonetheless, a Contracting State may object to the use of one of these languages by making the reservation provided in article...
Communications emanating from the receiving authority may be drawn up in the official language or one of the official languages of the requested State or in English or French.
The costs of translation arising from the application of the preceding paragraphs shall be borne by the requesting State. Any translations made in the requested State shall not give rise to any claim for reimbursement on the part of that State.

Article 7 – Action by the Central Authority

The receiving Central Authority shall determine the application or shall take such steps as are necessary to obtain a determination by a competent authority.

It shall transmit requests for further information to the transmitting authority and shall inform it of any difficulty relating to the examination of the application and of the decision taken.

Article 8 – Nationals not residing in a Contracting State

Where the applicant for legal aid does not reside in a Contracting State, he may submit his application through consular channels.
Any Contracting State may declare that its receiving Central Authority will accept applications submitted by other channels or methods.

Article 9 – Legalization

All documents forwarded under this Chapter of the Convention shall be exempt from legalization or any analogous formality.

Article 10 – Frais

L'intervention des autorités compétentes pour transmettre, recevoir et statuer sur les demandes d'assistance judiciaire en vertu du présent chapitre est gratuite.

Article 11 – Urgence de l'instruction

L'instruction des demandes d'assistance judiciaire est effectuée d'urgence.

Article 12 – Extension de l'assistance judiciaire

Lorsque l'assistance judiciaire a été accordée dans les conditions du présent chapitre:

– les notifications et significations, quelle qu'en soit la forme, relatives au procès du bénéficiaire, et qui seraient à faire dans un autre Etat contractant, ne donneront lieu à aucun remboursement de frais par l'Etat requérant à l'Etat requis;

– les commissions rogatoires et enquêtes sociales, exception faite des indemnités payées à des experts, ne donneront lieu à aucun remboursement de frais par l'Etat requérant à l'Etat requis;

– les copies des actes de l'état civil ainsi que les copies de décisions ayant trait au statut personnel et relatives au procès du bénéficiaire sont délivrées et, si nécessaire, légalisées gratuitement.

II CAUTION *JUDICATUM SOLVI*

Article 13 – Droit à la dispense de caution

Aucune caution ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé à raison uniquement soit de leur qualité d'étranger soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays, aux personnes ayant leur résidence habituelle dans l'un des Etats contractants qui seront demandeurs ou intervenants devant les tribunaux d'un Etat contractant.
La même règle s'applique au versement, qui serait exigé des demandeurs ou intervenants, pour garantir les frais judiciaires.
Les conventions, par lesquelles des Etats contractants auraient stipulé pour leurs ressortissants la dispense de la caution *judicatum solvi* ou du versement des frais judiciaires sans condition de domicile ou de résidence habituelle, continueront à s'appliquer.

Article 14 – Exécution des décisions relatives aux frais et dépens

Les condamnations aux frais et dépens du procès, prononcées dans un des Etats contractants contre le demandeur ou l'intervenant dispensé de la caution, du dépôt ou du versement en vertu soit de l'article 13, alinéas 1 et 2, soit de la loi de l'Etat où l'action est intentée, seront, sur demande, rendues gratuitement exécutoires par l'autorité compétente, dans chacun des autres Etats contractants.

La demande d'exequatur des frais et dépens est transmise par voie d'Autorités centrales.

Les dispositions qui précèdent ne s'opposent pas à ce que des Etats contractants s'entendent pour permettre que la demande d'exequatur soit aussi faite directement par la partie intéressée.

Article 10 – Charges

The transmission, reception and determination of applications for legal aid under this Chapter shall not give rise to any charges.

Article 11 – Speed of handling

Applications for legal aid shall be handled expeditiously.

Article 12 – Extension of legal aid

Where legal aid has been granted in accordance with this Chapter –

– service of documents in another Contracting State in pursuance of the legally aided person's proceedings will not give rise to any charges on the part of the requested State to the requesting State, regardless of the manner in which service is effected;

– letters of request and social enquiry reports, except for expert fees, shall not give rise to charges on the part of the requested State to the requesting State;

– copies of entries in civil registers and copies of decisions involving civil status which are relevant to the legally aided person's proceedings shall be delivered and, if necessary, legalized, without charge.

II SECURITY FOR COSTS

Article 13 – Exemption from giving security for costs

No security or deposit of any kind may be imposed, by reason only of their foreign nationality or of the absence of domicile or residence in the country, upon persons having their habitual residence in a Contracting State who are plaintiffs or parties intervening before the courts of a Contracting State.

The same rule shall apply to any payment required of plaintiffs or intervening parties as security for court fees.
All conventions under which Contracting States have agreed that their nationals will be exempt from providing security for costs or from payment of court fees regardless of domicile or habitual residence shall continue to apply.

Article 14 – Enforcement of orders for costs and expenses

Orders for costs and expenses of the proceedings, made in a Contracting State against the plaintiff or party intervening who has been exempted from the provision of security or payment under the first and second paragraphs of article 13 or under the law of the State where the proceedings have been instituted, shall upon request be rendered enforceable without charge by the competent authority in each of the other Contracting States.
Applications for enforcement of orders for costs and expenses shall be transmitted through Central Authorities.
Nothing in the foregoing provisions shall prevent Contracting States from agreeing that applications for enforcement may also be made directly by the interested party.

Article 15 – Procédure de l'exequatur

Les décisions relatives aux frais et dépens sont déclarées exécutoires, sur intervention de l'Autorité centrale du pays requis, sans entendre les parties, mais sauf recours ultérieur de la partie condamnée, conformément à la législation du pays où l'exécution est poursuivie.
La partie qui demande l'exequatur doit produire:

1 une expédition conforme de la partie de la décision faisant apparaître les noms et qualités des parties, ainsi que le dispositif se rapportant aux frais et dépens;

2 tout document de nature à prouver que la décision ne peut plus faire l'objet d'un recours ordinaire dans l'Etat d'origine et qu'elle y est exécutoire;

3 une traduction certifiée conforme de ces documents dans la langue de l'Etat requis lorsqu'ils ne sont pas rédigés dans cette langue.

L'autorité compétente pour statuer sur la demande se borne à examiner que les pièces requises ont été produites. Elle évaluera, pourvu que le demandeur l'ait inclu dans sa requête, le montant des frais d'attestation, de traduction et de certification. Ces frais seront considérés comme des frais et dépens du procès.

Aucune légalisation ou formalité analogue ne peut être exigée.

III COPIES DES ACTES ET JUGEMENTS RELATIFS A L'ETAT CIVIL

Article 16

Les ressortissants des Etats contractants ainsi que les personnes ayant leur résidence habituelle dans l'un de ces Etats, peuvent, dans les mêmes conditions que les nationaux, se faire délivrer des copies des actes de l'état civil ainsi que des copies de décisions ayant trait au statut personnel ou, si nécessaire, faire légaliser sans frais ces pièces.

IV CONTRAINTE PAR CORPS

Article 17

La contrainte par corps, soit comme moyen d'exécution, soit comme mesure simplement conservatoire, ne pourra pas, en matière civile ou commerciale, être appliquée aux ressortissants d'un Etat contractant ou aux personnes ayant leur résidence habituelle dans l'un de ces Etats, dans le cas où elle ne serait pas applicable aux ressortissants du pays. Un fait, qui peut être invoqué par un ressortissant domicilié dans le pays, pour obtenir la levée de la contrainte par corps, doit produire le même effet au profit d'un ressortissant d'un Etat contractant ou d'une personne ayant sa résidence habituelle dans l'un de ces Etats, même si ce fait s'est produit à l'étranger.

Article 15 – Procedure for enforcement

The order for costs and expenses shall be rendered enforceable through intervention of the Central Authority of the requested State without a hearing provided that the losing party may appeal in accordance with the legislation of the country where enforcement is sought.
The party seeking enforcement of an order for costs and expenses shall furnish –

1 a true copy of the part of the decision showing the names and capacities of the parties, and of the order for costs or expenses;

2 any document necessary to prove that the decision is no longer subject to the ordinary forms of review in the State of origin and that it is enforceable;

3 a translation, certified as true, of the above-mentioned documents into the language of the requested State, if they are not in that language.

The authority which is competent to decide on the request for enforcement shall be limited to examining whether the required documents have been produced. It shall, if the applicant has included this in his request, determine the amount of the costs of attestation, translation and certification. These costs shall be considered as costs and expenses of the proceeding.
No legalization or analogous formality may be required.

III COPIES OF ENTRIES AND DECISIONS RELATING TO CIVIL STATUS

Article 16

Nationals of the Contracting States and persons having their habitual residence in any Contracting State may obtain, in any Contracting State, on the same terms as its nationals, copies of entries in civil registers and copies of decisions relating to personal status, or have such documents legalized, where necessary, without charge.

IV ARREST AND DETENTION

Article 17

Arrest and detention, whether as a means of enforcement or simply as a precautionary measure, shall not, in civil or commercial matters, be employed against nationals of a Contracting State or persons having their habitual residence in a Contracting State in circumstances where they cannot be employed against nationals of the arresting and detaining State. A fact which may be invoked by a national domiciled in such a country to obtain release from such arrest or detention may be invoked with the same effect by a national of a Contracting State or a person having his habitual residence in such a State, even if it occurred abroad.

ANNEXES A LA CONVENTION

FORMULES MODÈLES

ANNEXES TO THE CONVENTION

MODEL FORMS

FORMULE DE TRANSMISSION DE DEMANDE
D'ASSISTANCE JUDICIAIRE

(Convention ....., signée à La Haye, le ..... 19 ..)

Identité et adresse de l'autorité expéditrice	Adresse de l'Autorité centrale réceptrice

L'autorité expéditrice soussignée a l'honneur de faire parvenir ci-joint à l'Autorité centrale réceptrice la demande d'assistance judiciaire ainsi que son annexe (déclaration concernant la situation économique du demandeur), aux effets du chapitre I de la Convention précitée.

Observations éventuelles se rapportant à la demande et à la déclaration:

Autres observations:

Fait à....., le .....

Signature et/ou cachet

FORM FOR TRANSMISSION OF APPLICATION
FOR LEGAL AID

(Convention....., signed at The Hague, the ..... 19 ..)

Identity and address of the transmitting authority	Address of the receiving Central Authority

The undersigned transmitting authority has the honour to transmit to the receiving Central Authority the attached application for legal aid and its annex (statement concerning the applicant's financial circumstances), for the purpose of Chapter I of the above-mentioned Convention.

Remarks concerning the application and the statement, if any:

Other remarks, if any:

Done at....., the .....

Signature and/or stamp

FORMULE DE DEMANDE D'ASSISTANCE JUDICIAIRE

(Convention....., signée à La Haye, le .....19 ..)

1 Nom et adresse du demandeur d'assistance judiciaire

2 Juridiction où le litige a été ou doit être introduit (si connue)

3 *a* Objet(s) du litige; montant du litige, le cas échéant

b Le cas échéant, énumération des pièces à l'appui relatives au litige introduit ou envisagé*

c Nom et adresse de la partie adverse*

4 Tous délais ou dates relatifs au litige entraînant des conséquences juridiques pour le demandeur, justifiant une urgence particulière dans le traitement de la demande*

5 Toute autre information utile*

6 Fait à ....., le .....

7 Signature du demandeur

* Rayer les mentions inutiles

APPLICATION FOR LEGAL AID

(Convention ....., signed at The Hague, the ..... 19 ..)

1 Name and address of the applicant for legal aid

2 Court or tribunal in which the proceedings have been or will be initiated (if known)

3 *a* Subject-matter(s) of proceedings; amount of the claim, if applicable

b If applicable, list of supporting documents pertinent to commenced or intended proceedings*

c Name and address of the opposing party*

4 Any date or time-limit relating to proceedings with legal consequences for the applicant, calling for speedy handling of the application*

5 Any other relevant information*

6 Done at ....., the .....

7 Applicant's signature

* Delete if inappropriate

Annexe à la demande
d'assistance judiciaire

Déclaration concernant la situation économique du demandeur

I *Situation personnelle*

8 nom (nom de jeune fille, s'il y a lieu)

9 prénom(s)

10 date et lieu de naissance

11 nationalité

12 résidence habituelle

13 état civil (célibataire, marié(e), veuf(veuve), divorcé(e), séparé(e))

14 nom et prénom(s) du conjoint

15 noms, prénoms et date de naissance des enfants à charge de l'intéressé(e)

16 autres personnes à charge de l'intéressé(e)

17 renseignements complémentaires sur la situation familiale

Annex to the application for legal aid

Statement concerning the applicant's financial circumstances

I *Personal situation*

8 name (maiden name, if applicable)

9 first name(s)

10 date and place of birth

11 nationality

12 habitual residence

13 civil status (single, married, widow(er), divorced, separated)

14 name and first name(s) of the spouse

15 names, first names and dates of birth of children dependent on the applicant

16 other persons dependent on the applicant

17 supplementary information concerning the family situation

II *Situation financière*

18 activité professionnelle

19 nom et adresse de l'employeur ou lieu d'exercice de l'activité professionnelle

20 revenus	de l'intéressé(e)	du conjoint	des personnes à charge de l'intéressé(e)
a traitements, salaires (y inclus avantages en nature)	.....	.....	.....
b pensions de retraite, pensions d'invalidité, pensions alimentaires, rentes, rentes viagères	.....	.....	.....
c allocations de chômage	.....	.....	.....
d revenus des professions non salariées	.....	.....	.....
e revenus des valeurs et capitaux mobiliers	.....	.....	.....
f revenus fonciers et immobiliers	.....	.....	.....
g autres sources de revenus	.....	.....	.....

II *Financial circumstances*

18 occupation

19 name and address of employer or place of exercise of occupation

20 income	of the applicant	of the spouse	of the persons dependent on the applicant
a salary (including payments in kind)	.....	.....	.....
b pensions, disability pensions, alimonies, allowances, annuities	.....	.....	.....
c unemployment benefits	.....	.....	.....
d income from non-salaried occupations	.....	.....	.....
e income from securities and floating capital	.....	.....	.....
f income from real property	.....	.....	.....
g other sources of income	.....	.....	.....

21 biens immobiliers	de l'intéressé(e)	du conjoint	des personnes à charge de l'intéressé(e)
(mentionner valeur(s) et charge(s))	.....	.....	.....

22 autres biens	de l'intéressé(e)	du conjoint	des personnes à charge de l'intéressé(e)
(titres, participations, créances, comptes bancaires, fonds de commerce, etc.)	.....	.....	.....

23 dettes et autres charges financières	de l'intéressé(e)	du conjoint	des personnes à charge de l'intéressé(e)
a prêts (mentionner montant restant à payer et remboursements annuels/mensuels)	.....	.....	.....
b obligations alimentaires (mentionner montants mensuels)	.....	.....	.....
c loyers (y inclus coûts de chauffage, électricité, gaz et eau)	.....	.....	.....
d autres charges périodiques	.....	.....	.....

21 real property	of the applicant	of the spouse	of the persons dependent on the applicant
(please state value(s) and obligations)	.....	.....	.....
22 other assets	of the applicant	of the spouse	of the persons dependent on the applicant
(securities, sharings in profits, claims, bank accounts, business capital, etc.)	.....	.....	.....
23 debts and other financial obligations	of the applicant	of the spouse	of the persons dependent on the applicant
a loans (state balance to be paid and annual/monthly repayments)	.....	.....	.....
b maintenance obligations (state monthly payments)	.....	.....	.....
c house rent (including costs of heating, electricity, gas and water)	.....	.....	.....
d other recurring obligations	.....	.....	.....

24 impôts sur revenus et contributions à la sécurité sociale *de l'année précédente*

25 observations de l'intéressé(e)

26 le cas échéant, énumération des documents à l'appui

27 Je soussigné(e), informé(e) des conséquences pénales d'une fausse déclaration, certifie sur l'honneur que la présente déclaration est complète et exacte.

28 Fait à ..... (lieu)

29 le ..... (date)

30 ..... (signature de l'intéressé(e))

24 income tax and social security contributions *for the previous year*

25 remarks of the applicant

26 if applicable, list of supporting documents

27 The undersigned, being fully aware of the penalties provided by law for the making of a false statement, declares that the above statement is complete and correct.

28 Done at ..... (place)

29 the ..... (date)

30 ..... (applicant's signature)

Report of the Special Commission by Gustaf Möller

I INTRODUCTION

1 Questions relating to international litigation had been studied by the Hague Conference on Private International Law already at the end of the nineteenth century. The work of the Conference led as early as the 14th of November 1896 to a Convention on Civil Procedure. This Convention was replaced by a new Convention of 17th July 1905 on the same subject. The 1905 Convention as well as the 1896 Convention dealt with 1) service of documents abroad, 2) the taking of evidence abroad, 3) security for costs, 4) legal aid, and 5) imprisonment for debt. These five areas were again reviewed in 1954 leading to a revised Convention on Civil Procedure of 1st March 1954. Moreover the 1954 Convention provides that indigent persons who are nationals of one of the Contracting States shall in any other Contracting State be entitled, under the same conditions as nationals, to have provided to themselves free of charge extracts from the records of civil status and, with regard to the documents necessary for the purpose of their marriage, have these documents legalized without charge by the diplomatic or consular agents of the Contracting States.

2 The 1954 Convention has already undergone partial revision. The Convention on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters, of 15th November 1965, replaces articles 1 to 7 of the aforementioned 1954 Convention, *i.e.* it effectively takes the place of Chapter I entitled 'Service of judicial and extrajudicial documents.' The Convention on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters, of 18th March 1970, replaces Chapter II of the 1954 Convention entitled 'Letters of request'. Legal aid and security for costs are the subjects respectively of Chapters IV and III of the Hague Conventions of July 17th, 1905 and March 1st, 1954.

3 Having regard to the proposals and suggestions put forward in the deliberations of the Fouth Commission[1], the Thirteenth Session of the Conference requested the Standing Government Committee to study the desirability *of including in the Agenda of the Fourteenth Session the preparation of a Convention on Legal Aid and Security for Costs*. Following this decision the Permanent Bureau prepared a Report on legal aid and security for costs (Prel. Doc. No 1). In this Report it was ob-

[1] This matter had been dealt with in a Note drawn up by the Permanent Bureau in June 1976 (Preliminary Document A of June 1976).

Rapport de la Commission spéciale établi par M. Gustaf Möller

I INTRODUCTION

1 La Conférence de La Haye de droit international privé s'était penchée, vers la fin du dix-neuvième siècle, sur des questions concernant les procès internationaux. Les travaux de la Conférence avaient abouti, dès le 14 novembre 1896, à une Convention relative à la procédure civile. Celle-ci a ensuite été remplacée par une nouvelle Convention sur le même sujet, en date du 17 juillet 1905. La Convention de 1905, tout comme celle de 1896, portait sur 1) la signification des actes à l'étranger; 2) les commissions rogatoires; 3) la caution *judicatum solvi;* 4) l'assistance judiciaire; 5) la contrainte par corps. En 1954, ces cinq domaines ont fait l'objet d'un examen qui a permis de conclure la nouvelle Convention relative à la procédure civile, du premier mars 1954. Cette Convention de 1954 prévoyait d'autre part que les indigents ressortissants de l'un des Etats contractants pourraient, dans les mêmes conditions que les nationaux, se faire délivrer gratuitement des extraits des actes de l'état civil et que les pièces nécessaires à leur mariage seraient légalisées sans frais, par les agents diplomatiques ou consulaires des Etats contractants.

2 La Convention de 1954 a déjà été partiellement revisée. La Convention relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale, conclue le 15 novembre 1965, a remplacé les articles 1 à 7 de la Convention de 1954, c'est-à-dire, en fait, tout le chapitre I intitulé «Communication d'actes judiciaires et extrajudiciaires». La Convention du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale a remplacé le chapitre II de la Convention de 1954 intitulé «Commissions rogatoires». L'assistance judiciaire et la caution *judicatum solvi* sont respectivement le sujet des chapitres IV et III des Conventions de La Haye du 17 juillet 1905 et du premier mars 1954.

3 Prenant en considération les propositions et les suggestions avancées lors des discussions devant la Quatrième commission[1], la Treizième session de la Conférence a demandé à la Commission d'Etat néerlandaise de décider s'il était opportun *d'inscrire à l'ordre du jour de la Quatorzième session l'élaboration d'une Convention sur l'assistance judiciaire et la* cautio judicatum solvi. A la suite de cette décision, le Bureau Permanent prépara un Rapport sur l'assistance judiciaire et la *cautio*

[1] Cette question avait fait l'objet d'une Note rédigée par le Bureau Permanent au mois de juin 1976 (Document préliminaire A de juin 1976).

served that if it was desired that a new instrument, supplementary to the Conventions of 1965 and 1970, achieve the total replacement of the 1954 Convention, it would also be necessary to examine the questions which occur in Chapter V of this Convention, at article 25, entitled 'Free provision of extracts from documents on civil status', and Chapter VI, at article 26, entitled 'Imprisonment for debt', though the Final Act does not expressly mention these matters. Thus, also these questions were considered in that Report.

4 The matter of legal aid has been subject to very important studies within the framework of the Council of Europe, the majority of whose Member States are also Members to the Conference. A *Questionnaire on Legal Aid and Advice* was drawn up by a Council of Europe Committee of Experts on the question of access to justice. The following eighteen States, Members of the Conference, replied to this Questionnaire: Austria, Belgium, Denmark, France, the Federal Republic of Germany, Greece, Ireland, Italy, Luxemburg, the Netherlands, Norway, Portugal, Sweden, Switzerland, Turkey, the United Kingdom and, as Observers, Canada and Finland. The replies were set out in an official publication, which was appended as *Annex 1* to Preliminary Document No 1. Even though this Questionnaire went beyond the specific problems of the granting of legal aid on the international level, a certain number of questions were directly concerned with the work of the Conference, and for this reason, the Permanent Bureau found it desirable to put them to those Member States of the Conference which had not replied to the above-mentioned Questionnaire. For this purpose the Permanent Bureau prepared a *Questionnaire on Legal Aid,* complemented by a brief review of the replies already given to these questions upon the Questionnaire drawn up by the Council of Europe Committee of Experts on access to justice (Prel. Doc. No 2).
Under the aegis of the same Council of Europe Committee of Experts, the Committee of Ministers of the Council of Europe adopted on 18th February 1976 a *Resolution (76)5 on Legal Aid in Civil, Commercial and Administrative Matters,* which was appended as *Annex 2* to Preliminary Document No 1. The same Committee of Experts also prepared a *European Agreement on the Transmission of Applications for Legal Aid,* opened to signature on 27th January 1977, immediately ratified by Belgium, Greece, Luxemburg, Norway, Sweden and the United Kingdom and already signed by France, Portugal and Turkey. The text of this Agreement and the relevant Explanatory Report were appended as *Annex 3* to Preliminary Document No 1.
Finally, the work of the Committee of Experts on the questions on access to justice led to the adoption by the Committee of Ministers of the Council of Europe, on 2nd March 1978, of a *Resolution (78)8 on Legal Aid and Advice,* which was appended as *Annex 4* to Preliminary Document No 1.

5 A Special Commission of Experts was convened to meet at The Hague from 28th May to 1st June 1979 inclusive. Twenty-two Members of the Conference[2] sent one or two expert representatives to the meeting.

[2] The following States were represented: Australia, Austria, Belgium, Canada, Denmark, Egypt, Finland, France, the Federal Republic of Germany, Greece, Ireland, Italy, Japan, Luxemburg, the Netherlands, Norway, Portugal, Spain, Sweden, Switzerland, the United Kingdom and Yugoslavia. The Council of Europe and the Organization of American States sent an observer to the meeting.

judicatum solvi (Doc. prél. No 1). Il fit observer dans ce Rapport que si l'on souhaitait qu'un instrument nouveau, s'additionnant aux Conventions de 1965 et 1970, achevât le remplacement total de la Convention de 1954, il conviendrait également de se pencher sur les questions que pose l'article 25, formant le chapitre V de cette Convention, intitulé «Délivrance gratuite d'extraits des actes de l'état civil» et l'article 26 formant son chapitre VI ayant pour titre «Contrainte par corps», et cela, bien que la décision figurant dans l'Acte final ne le mentionne pas expressément. C'est pourquoi ces questions ont été étudiées dans le Rapport du Bureau Permanent.

4 La matière de l'assistance judiciaire a fait l'objet de très importants travaux dans le cadre du Conseil de l'Europe, dont la plupart des Membres sont également Membres de la Conférence. Un *Questionnaire relatif à l'assistance judiciaire et à la consultation juridique* fut élaboré par un Comité d'Experts du Conseil de l'Europe sur l'accès à la justice. Les dix-huit Etats suivants, Membres de la Conférence, y ont répondu: République fédérale d'Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie et, à titre d'Observateurs, Canada et Finlande. Leurs réponses ont fait l'objet d'une publication officielle jointe (*Annexe 1* au Doc. prél. No 1). Bien que le Questionnaire ait débordé largement sur les problèmes spécifiques de l'octroi de l'assistance judiciaire dans l'ordre international, un certain nombre de questions intéressent directement les travaux de la Conférence; c'est pourquoi le Bureau Permanent a voulu les poser aux Etats membres de la Conférence qui n'avaient pas répondu au Questionnaire susmentionné. A cette fin le Bureau Permanent a préparé un *Questionnaire sur l'assistance judiciaire,* complété par un bref aperçu des réponses données au Questionnaire établi par le Comité d'experts du Conseil de l'Europe sur l'accès à la justice (Doc. prél. No 2).

Sous l'égide de ce même Comité sur l'accès à la justice, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté le 18 février 1976 une *Résolution (76)5 concernant l'assistance judiciaire en matière civile, commerciale et administrative,* qui constitue l'*Annexe 2* du Document préliminaire No 1. Le même Comité d'experts a, au surplus, élaboré un *Accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire,* ouvert à la signature le 27 janvier 1977, immédiatement ratifié par la Belgique, la Grèce, le Luxembourg, la Norvège, la Suède et le Royaume-Uni et déjà signé par la France, le Portugal et la Turquie. Le texte de cet Accord et le Rapport explicatif le concernant forment l'*Annexe 3* du Document préliminaire No 1.
Enfin, les travaux du Comité d'experts sur l'accès à la justice ont abouti à l'adoption par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, le 2 mars 1978, d'une *Résolution (78)8 sur l'assistance judiciaire et la consultation juridique:* c'est l'*Annexe 4* du Document préliminaire No 1.

5 Une Commission spéciale d'experts fut convoquée à La Haye, où elle tint réunion du 28 mai au premier juin 1979. Vingt-deux Membres de la Conférence s'y firent représenter par un ou deux experts[2].

[2] République fédérale d'Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Egypte, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Yougoslavie. Le Conseil de l'Europe et l'Organisation des Etats Américains déléguèrent chacun un obervateur à la réunion.

Mr Christof Böhmer of the Federal Republic of Germany was elected Chairman. Mr. Gustaf Möller of Finland was elected Rapporteur. Two committees were appointed to assist the Commission in its work, one being a drafting committee for the text of a preliminary draft convention, the other being a committee to prepare proposals for an application form containing certain categories of financial information.[3] At the opening of the Special Commission, the replies to the Questionnaire in Preliminary Document No 2 which the Permanent Bureau had received were distributed. The following five States replied to this Questionnaire: Australia, Egypt, Israel, Japan and Spain.

6 The Commission agreed that the meeting should try to draw up a preliminary draft for a third convention to complete the revision of the Convention of 1st March 1954 relating to civil procedure, concerning the following subjects: security for costs *i.e. cautio judicatum solvi* (articles 17–19 of the 1954 Convention), legal aid (articles 20–24), free provisions of extracts from documents on civil status (article 25) and imprisonment for debt (article 26). A draft text was prepared by the Commission, in both French and English, which is the subject-matter of this Report.

II THE FUNDAMENTAL QUESTIONS INVOLVED

7 One of the basic questions is whether the benefit of legal aid should be extended to persons other than nationals of the Contracting States. As stated in Preliminary Document No 1, it is today recognized in practice that aid and protection, and thus access to justice, should be accorded to all persons having residential status in the State where the proceedings are to take place, and particularly to immigrant workers who contribute to the economic growth of the States in which they establish themselves. If one starts from the idea that every person habitually resident in a Contracting State has the right to the same legal aid in that State as its own nationals, the next question would be whether such persons should have the right to this legal aid also in the other Contracting States. Another question of importance is whether the strict idea of indigence as a condition for legal aid, as in the 1954 Convention, should be abandoned and replaced by a flexible system of assessing a person's financial situation. Furthermore, the problem arises whether legal aid should be available even where a person is able to pay a part of the costs of his proceedings, and whether legal aid in that case could be granted only partially.

8 If the strict idea of indigence should be abandoned and replaced by a flexible system of assessing a person's financial position, the authorities who have the task to make a decision on an application for legal aid need to have at their disposal certain information. In this context the question arises whether an application form

[3] The following members were named to these committees. The Drafting Committee: the Rapporteur *(ex officio)*, Mr L. Chatin of France, Mr J. G. H. Gasson of the United Kingdom and Mr S. K. Martens of the Netherlands. The Committee on Forms: Mr A. V. D'Almeida Ribeiro of Portugal, Mr A. Weitzel of Luxembourg, Mr C.-D. Meinhardt of the Federal Republic of Germany and Mr M. Angulo Rodriguez of Spain.

M. Christof Böhmer de la République fédérale d'Allemagne fut nommé Président et M. Gustaf Möller, de la Finlande, fut nommé Rapporteur. Deux comités furent désignés pour aider la Commission à accomplir sa tâche, l'un chargé de la rédaction du texte d'un avant-projet de convention, l'autre ayant pour rôle d'élaborer des propositions pour un formulaire portant sur un certain nombre d'informations financières[3]. A l'ouverture des travaux de la Commission spéciale, on distribua les réponses reçues par le Bureau Permanent au Questionnaire du Document préliminaire No 2. Les cinq Etats suivants ont répondu à ce questionnaire: l'Australie, l'Egypte, l'Espagne, Israël et le Japon.

6 La Commission convint qu'au cours de la session, elle devrait établir le projet d'une troisième convention pour compléter la revision de la Convention du premier mars 1954 relative à la procédure civile. Ce texte devrait porter sur les matières suivantes: la garantie des frais judiciaires, c'est-à-dire la caution *judicatum solvi* (articles 17 à 19 de la Convention de 1954); l'assistance judiciaire (articles 20–24), la délivrance gratuite d'extraits des actes de l'état civil (article 25) et la contrainte par corps (article 26). La Commission élabora un projet de texte rédigé en langues française et anglaise; c'est sur ce projet que porte le présent Rapport.

II LES QUESTIONS ESSENTIELLES QUI SE POSENT

7 Une de ces questions essentielles est celle de savoir si le bénéfice de l'assistance judiciaire doit être étendu à d'autres personnes que des ressortissants des Etats contractants. Comme le déclare le Document préliminaire No 1, on admet aujourd'hui qu'aide et protection – donc accès à la justice – doivent être accordés à toutes les personnes qui ont la qualité de résidents dans l'Etat où la procédure doit se dérouler, et spécialement aux travailleurs émigrés qui contribuent à l'essor économique des Etats dans lesquels ils sont installés. Si on part de l'idée que toute personne résidant habituellement dans un Etat contractant a droit à l'assistance judiciaire tout comme un national, il faut alors se demander si cette personne doit bénéficier aussi de cette assistance judiciaire dans les autres Etats contractants. Une autre question de grande importance est celle de savoir si la notion étroite d'indigence, comme condition à l'octroi de l'assistance judiciaire, qui résulte de la Convention de 1954, doit être abandonnée et remplacée par un système plus souple pour juger des ressources financières d'un individu. Un autre problème est celui de savoir si l'assistance judiciaire doit être accordée, même si l'intéressé est en mesure de supporter une partie des frais de la procédure, et, dans ce cas, si l'assistance judiciaire accordée ne doit pas être seulement partielle.

8 S'il faut abandonner la notion étroite d'indigence et la remplacer par un système souple tenant compte des ressources financières de l'intéressé, les autorités auxquelles il incombera de prendre la décision lorsqu'une demande d'assistance judiciaire sera présentée, devront pouvoir disposer de certaines informations.

[3] Les membres suivants furent désignés pour siéger dans ces comités. Comité de rédaction: le Rapporteur *(ex officio)*, M. L. Chatin, France, M. J. G. H. Gasson, Royaume-Uni et M. S. K. Martens, Pays-Bas. Comité sur les Formulaires: M. A. V. D'Almeida Ribeiro, Portugal, M. A. Weitzel, Luxembourg, M. C.-D. Meinhardt, République fédérale d'Allemagne, et M. M. Angulo Rodriguez, Espagne.

for legal aid should be drafted which should contain certain categories of information. As to other questions concerning applications for legal aid the task of the Commission was merely to 'improve' the existing practice, particularly in the areas of transmission and reduction of formalities as well as language and translation problems.

9 Certain legal systems require security for costs from all plaintiffs, aliens or nationals, whether or not domiciled in the State of the proceedings. Such a regulation does not, as stated in Preliminary Document No 1, introduce any kind of discrimination into intertional relations and need not be taken into consideration in this context. On the other hand, in many legal systems security for costs is required by reason of a foreign element connected with the person of the plaintiff. The 1954 Convention confers the benefit of exemption from security only upon persons having the nationality of a Contracting State who are domiciled in such a State. The fundamental question is whether this benefit should be extended to persons having the nationality of a non-Contracting State, who have their domicile or habitual residence in a Contracting State.

10 The Rapporteur is of the opinion that this Report can be written most effectively by an article by article analysis of the proposed text of the draft Convention. In the discussion of each article, the problems which were debated during its drafting can be presented and analysed.
Articles 1 to 12 cover legal aid and revise articles 20 to 24 and partially article 25 of the 1954 Convention. Articles 13 to 15 provide provisions for security for costs and revise articles 17 to 19 of the 1954 Convention. Article 16 deals with copies of entries and decisions relating to civil status and revises partially article 25 of the 1954 Convention. Article 17 contains provisions on arrest and detention and revises article 26 of the 1954 Convention.

III CHAPTER I – LEGAL AID (ARTICLES 1 TO 12)

Article 1 – Availability of legal aid in court proceedings

11 The opening phrase of article 1 immediately precipitated a debate on whether 'legal aid' should be defined and, if so, whether it should be defined to include legal advice. Even though the Commission decided not to define the term 'legal aid' it was decided that in any case, as provided in article 20 of the 1954 Convention, legal aid would only be granted in connection with proceedings before a court. Therefore the English text of the article expressly speaks about legal aid *for court proceedings* (the French expression *'assistance judiciaire'* cannot give rise to any doubts on this point). It was understood that proceedings before any court or tribunal or even a sole judge should be covered by the expression 'court proceedings'. Thus, for instance, even proceedings for recognition and enforcement of a foreign decision are covered by this expression.

Dans ce contexte, on doit se demander s'il faut établir un formulaire contenant certaines catégories de renseignements. Pour les autres questions qui se posent quand l'assistance judiciaire est réclamée, la Commission avait pour seule tâche «d'améliorer» le système en vigueur, plus particulièrement en matière de transmission, de simplification des formalités, ainsi que sur les problèmes de langue et de traduction.

9 Certains systèmes juridiques exigent une caution judiciaire de tout demandeur, qu'il soit étranger ou national, domicilié ou non domicilié dans l'Etat de la procédure. Une telle réglementation, comme le déclare le Document préliminaire No 1, n'introduit aucune discrimination dans les rapports internationaux et n'a pas à être prise en considération dans ce contexte. Par contre, dans de nombreux systèmes juridiques, la caution est exigée à raison d'un élément d'extranéité relevé en la personne du demandeur. La Convention de 1954 n'accorde le bénéfice de la dispense de caution qu'aux seules personnes qui ont la nationalité d'un des Etats contractants ayant leur domicile dans l'un de ces Etats. La question fondamentale est donc de savoir si ce bénéfice doit être étendu aux personnes qui ont la nationalité d'un Etat non contractant, ayant leur domicile, ou leur résidence habituelle, dans un Etat contractant.

10 Le Rapporteur estime que le meilleur moyen d'établir le présent Rapport est d'analyser, article par article, le texte du projet de Convention. Au cours de l'examen de chacun des articles, les problèmes qui ont été discutés au moment de leur élaboration pourront être présentés et analysés.
Les articles 1 à 12 portent sur l'assistance judiciaire et modifient les articles 20 à 24, et partiellement, l'article 25 de la Convention de 1954. Les articles 13 à 15 contiennent des dispositions relatives à la garantie des frais judiciaires et amendent les articles 17 à 19 de la Convention de 1954. L'article 16 concerne les copies des actes de l'état civil et des décisions y relatives et modifie en partie l'article 25 de la Convention de 1954. Enfin, l'article 17 contient des dispositions relatives à la contrainte par corps et modifie l'article 26 de la Convention de 1954.

III CHAPITRE I – ASSISTANCE JUDICIAIRE (ARTICLES 1 À 12)

Article premier – Droit à l'assistance judiciaire

11 La première phrase de l'article premier a immédiatement donné lieu à des discussions: fallait-il définir «l'assistance judiciaire», et, dans l'affirmative, cette définition devait-elle comprendre la consultation juridique? Bien que la Commission ait décidé de ne pas définir l'expression «assistance judiciaire», il fut décidé qu'en tout état de cause, comme le prévoit l'article 20 de la Convention de 1954, le bénéfice de l'assistance judiciaire ne serait accordé qu'à l'occasion «d'affaires portées devant les tribunaux». C'est pourquoi le texte anglais de l'article mentionne expressément l'assistance judiciaire «*for court proceedings*» (en français, l'expression «assistance judiciaire» ne laisse place à aucun doute sur ce point). On convint que les affaires portées devant toute cour, tout tribunal, ou même devant un juge unique, seraient visées par l'expression «*court proceedings*» – «affaires portées devant les tribunaux compétents». C'est ainsi que les affaires qui tendent à faire reconnaître et exécuter une décision étrangère sont des «affaires portées devant les tribunaux».

12 However, the term 'legal aid' has a different meaning in a number of States, *e.g.* in common law countries the term includes the assistance of a lawyer, whereas in other countries it does not always do so, and it may include only the court costs other than lawyer's fees, or both. The aim of a new instrument is not to harmonize the internal laws on legal aid in the different States but to put those foreigners covered by the article on an equal footing as to legal aid with the nationals of a Contracting State. The term 'legal aid for court proceedings' should thus be understood to cover any form of legal services which the Contracting State where legal aid is claimed, *i.e.* the State where the proceedings are to take place, grants to its own nationals for court proceedings.

12 Cependant, l'expression «assistance judiciaire» a une autre signification dans un certain nombre d'Etats; c'est ainsi que, dans les pays de *common law* l'assistance judiciaire comprend l'assistance d'un avocat, alors que dans d'autres pays ce n'est pas toujours le cas, l'assistance judiciaire pouvant soit n'inclure que les frais de justice autres que ceux d'honoraires d'advocats, soit les deux. L'objet du nouvel instrument n'est pas d'harmoniser les lois internes en matière d'assistance judiciaire dans les divers Etats, mais de placer les étrangers auxquels l'article s'applique en matière d'assistance judiciaire sur un pied d'égalité avec les nationaux d'un Etat contractant. C'est pourquoi il faut considérer l'expression «assistance judiciaire» comme visant toute aide judiciaire que l'Etat contractant où l'assistance judiciaire est réclamée, c'est-à-dire l'Etat de la procédure, accorde à ses propres ressortissants dans les affaires portées devant ses tribunaux.

13 As to the beneficiaries of legal aid the Special Commission unanimously decided that, in any case, the nationals of each of the Contracting States should be entitled to legal aid in all other Contracting States, as in the system of the 1954 Convention. The experts also unanimously agreed that the benefit of legal aid should be extended to all physical persons having had their residence during a certain period of time in the State where the procedure was to take place.

13 Quant aux bénéficiaires de l'assistance judiciaire la Commission spéciale a décidé, à l'unanimité, qu'en tout état de cause, les ressortissants de chacun des Etats contractants auraient droit à l'assistance judiciaire dans tous les autres Etats contractants, comme le prévoyait déjà le système créé par la Convention de 1954. Les experts ont également décidé à l'unanimité que le bénéfice de l'assistance judiciaire devrait être étendu à toutes les personnes physiques ayant eu, pendant un certain temps, leur résidence dans l'Etat de la procédure.

14 Even though certain experts, in view of its financial consequences, expressed the wish that the Convention should require a minimum connection between the beneficiary of legal aid and the State where the proceedings were to take place, *e.g.* residence during a certain period of time, it was at this stage decided to extend in article 1 of the draft Convention the benefit of legal aid to all physical persons habitually resident in any Contracting State regardless of their nationality. Thus, the provision also covers the situation where a national of a non-Contracting State has his habitual residence in a Contracting State other than the State where the proceedings are to take place.

14 Bien que quelques experts, en raison du coût à supporter, aient formulé le voeu que la Convention exige qu'un lien minimum existe entre le bénéficiaire de l'assistance judiciaire et l'Etat où la procédure doit se dérouler, c'est-à-dire que l'assisté ait résidé dans cet Etat pendant un certain temps, il fut décidé, à ce point de la discussion, d'étendre le bénéfice de l'assistance judiciaire prévue par l'article premier du projet de Convention, à toutes les personnes physiques qui résident habituellement dans tout Etat contractant, quelle que soit leur nationalité. Cette disposition vise donc aussi le cas du ressortissant d'un Etat non contractant qui a sa résidence habituelle dans un Etat contractant autre que celui où la procédure doit prendre place.

15 As to the conditions prescribed by law for legal aid the Special Commission decided unanimously that the strict idea of indigence as a condition for legal aid should be abandoned and replaced by a flexible system assessing a person's financial situation. The article retains, however, the rule of the 1954 Convention that legal aid shall be granted upon compliance with the legislation of the State where legal aid is claimed, *i.e.* the State where the proceedings are to take place.

15 En ce qui concerne les conditions juridiques nécessaires pour être admis au bénéfice de l'assistance judiciaire, la Commission spéciale décida à l'unanimité que la notion étroite de l'indigence pour l'octroi de l'assistance judiciaire devait être abandonnée et remplacée par un système souple qui tiendrait compte des ressources financières de l'intéressé. L'article maintient cependant la règle de la Convention de 1954, selon laquelle l'assistance judiciaire sera accordée en se conformant à la législation de l'Etat où elle est réclamée, c'est-à-dire l'Etat de la procédure.

16 Most of the Member States of the Conference acknowledge, although with very considerable differences, the granting of partial legal aid. This may, for example, take the form of paying a specific contribution towards the total costs of the proceedings of waiving the obligation to pay certain fees or paying certain incidental expenses. Even though the article does not expressly refer to these very widespread systems, the Special Commission unanimously regarded it as being obvious that the article also covers partial legal aid. Thus, nationals of a Contracting State and persons having their habitual residence in any Contracting State shall, according to the article, be granted partial legal aid in

16 La plupart des Etats membres de la Conférence se rallièrent, bien qu'il existe de profondes différences en la matière, au principe d'une assistance judiciaire partielle. Celle-ci pourrait, par exemple, prendre la forme d'une contribution déterminée par la personne assistée, au montant total des frais de la procédure, ou celle d'une dispense de certains droits, ou encore celle du paiement de certains frais accessoires. Bien que l'article ne fasse pas expressément référence à ces systèmes très largement répandus, la Commission spéciale a unanimement estimé évident que l'article visait aussi l'assistance judiciaire partielle. C'est ainsi que les ressortissants d'un Etat contractant et les personnes ayant

the State where the proceedings are to take place on the same basis as the nationals of that State.

17 As concerns the fields in which legal aid would apply it was agreed that civil, commercial and administrative matters would be covered, as in the 1954 Convention. Since social and fiscal matters in some countries may not be regarded as administrative matters, it was held necessary, in addition to administrative matters, to mention these matters expressly in the article. A proposal that penal matters should be covered by the Convention was, after discussion, rejected by a vote of 3 in favour, 16 against and 2 abstentions. It was, however, understood that proceedings by a 'civil party' in conjunction with a criminal proceeding, as known in some legal systems, already considered to be 'civil matters' under the 1954 Convention, are according to the draft Convention still to be considered to be civil in nature.

18 Thus, according to paragraph 1, legal aid shall be granted in civil and commercial matters, and according to paragraph 2, in States where legal aid is provided in administrative, social or fiscal matters, the provisions of the Convention on legal aid shall also apply to cases brought before the courts or tribunals competent in such matters. In this context it can be mentioned that the Council of Europe's Resolution (78)8 expressly relates to legal aid in civil, commercial, administrative, social and fiscal matters.

Article 2 – Central Authorities

19 As stated in Preliminary Document No 1, the machinery for the transmission of applications for legal aid and supporting documents on the international level is of considerable practical importance for litigants. Therefore, a person must also be permitted to lodge his application in a manner which avoids not only delays but also costs.

20 The 1954 Convention provides that in principle the transmission of applications for legal aid shall take place through consular channels (article 23). However, each Contracting State may declare that requests for legal aid in connection with proceedings taking place on its territory shall be transmitted to it through diplomatic channels. Moreover, the Convention provides that Contracting States may agree to allow direct transmission of requests for legal aid between their respective authorities (article 23, paragraph 2, referring to article 9, paragraphs 3 and 4).

Those mechanisms which employ as the means of transmission principally consular or diplomatic agents no longer fulfil the needs of present international communication. The Hague Conference introduced new elements in this area by creating, in the 1965 and 1970 Conventions, Central Authorities with the task of receiving directly applications for service of judicial and extrajudicial documents or letters of request originating from other Contracting States.
The Central Authority system has met with success to the extent that the Member States of the Council of Europe agreed to make use of it in the above-mentioned *European Agreement on the Transmission of Applications for Legal Aid* (referred to below as the 'Eu-

leur résidence habituelle dans tout Etat contractant devront, en vertu de l'article premier, obtenir le bénéfice d'une assistance judiciaire partielle dans l'Etat où la procédure doit se dérouler, aux mêmes conditions que les ressortissants de cet Etat.

17 Quant aux domaines dans lesquels l'assistance judiciaire peut être accordée, il fut convenu qu'il s'agissait des matières civiles, commerciales et administratives, comme dans la Convention de 1954. Cependant, certains pays pourraient ne pas considérer les matières sociales et fiscales comme des matières administratives: c'est pourquoi on estima nécessaire de mentionner expressément ces matières dans l'article premier. Après avoir été discutée, une proposition qui tendait à faire porter la Convention sur les matières pénales fut rejetée par un vote de 3 favorables, 16 défavorables et 2 abstentions. Il fut cependant entendu que la constitution de «partie civile» dans une procédure pénale, qui est prévue dans quelques systèmes de droit – et que la Convention de 1954 considérait déjà comme une «matière civile» – serait également considérée comme une matière civile dans le projet de Convention.

18 Par conséquent, l'assistance judiciaire sera accordée en matière civile et commerciale aux termes du premier alinéa. En vertu du second alinéa, dans les Etats où l'assistance judiciaire existe en matière administrative, sociale ou fiscale, les dispositions de la Convention sur l'assistance judiciaire s'appliquent aussi aux affaires portées devant les tribunaux compétents en ces matières. On peut signaler, à cet égard, que la Résolution (78)8 du Conseil de l'Europe vise expressément l'assistance judiciaire en matière civile, commerciale, administrative, sociale et fiscale.

Article 2 – Autorités centrales

19 D'après le Document préliminaire No 1, les mécanismes de transmission des demandes d'assistance judiciaire et des pièces revêtent une importance pratique considérable dans l'ordre international. C'est pourquoi tout intéressé doit être en mesure de formuler sa demande d'une manière qui évite non seulement les délais mais aussi les frais.

20 La Convention de 1954 prévoit, en son article 23, que les demandes d'assistance judiciaire pourront être transmises par la voie consulaire. Cependant, chaque Etat contractant pourra déclarer qu'il entend que les demandes d'assistance judiciaire relatives à des procédures qui se dérouleront sur son territoire, lui soient transmises par la voie diplomatique. D'autre part, la Convention prévoit que les Etats contractants peuvent s'entendre pour admettre la transmission directe des demandes d'assistance judiciaire entre leurs autorités respectives (article 23, alinéa 2, qui renvoie aux alinéas 3 et 4 de l'article 9).
Ces mécanismes qui utilisent principalement comme agents de transmission les agents consulaires ou diplomatiques ne répondent plus au besoin des communications internationales actuelles. La Conférence de La Haye avait innové en cette matière en créant, dans les Conventions de 1965 et de 1970 des Autorités centrales chargées de recevoir directement les demandes de notification d'actes judiciaires ou les commissions rogatoires en provenance d'autres Etats contractants.
Le système de l'Autorité centrale a connu un succès tel que les Etats membres du Conseil de l'Europe se sont entendus pour l'utiliser dans un *Accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire* (ci-après dénommé «Accord européen») signé le 27 jan-

ropean Agreement') signed on 27th January 1977 and already ratified or signed by several Member States. This Agreement in no way contravenes the 1954 Convention, which recognizes the option of Contracting States to agree to allow the direct transmission of applications for legal aid between their respective authorities (article 23, paragraph 2, referring to article 9, paragraph 4). Furthermore, the machinery instituted by the European Agreement does not supersede consular channels, which may always be used as well as any other existing channel, but it offers the applicant an additional possibility.

21 The Special Commission agreed that the modernization of the 1954 Convention necessitates the creation of a receiving Central Authority. Thus, a Contracting State, according to paragraph 1 of the article, shall designate a Central Authority to receive, and to take action on, applications for legal aid submitted under the Convention. In order to facilitate transmission of the requests, a State (as under the 1965 and 1970 Conventions and the European Agreement) may designate only one Central Authority. This rule may, however, be waived in respect of Federal States and States with a non-unified legal system. Thus, according to paragraph 2 of the article, Federal States and States which have more than one legal system, shall be free to designate more than one Central Authority. This exception, applicable only to Federal States, has also been made in the 1965 and 1970 Conventions. The European Agreement has, as has the draft Convention, extended this exception also to States with a non-unified legal system. The privilege for Federal States in this respect is due to constitutional problems in some countries with respect to the division of powers between the Federal Government and the various States.

Article 3 – Transmitting authorities

22 Article 3 provides, together with article 2, the channels for transmission of applications for legal aid. This article introduces a novelty into the machinery employed in the 1965 and 1970 Conventions. In these two Conventions, the Central Authority is only a receiving authority either for the application for service or for the letter of request originating from abroad. In principle decentralized authorities of each of the originating States (process server, *huissier*, court) send these documents directly to the foreign Central Authority. As in Preliminary Document No 1 it may, however, be noted that, without being obliged to do so, a number of Member States have routed the applications originating from their national authorities to their own Central Authority. Consequently this authority has obtained the function of a transmitting authority which sends the documents to the foreign Central Authority.

23 As in the European Agreement, this system is proposed to be generalized in the draft Convention. Thus, each Contracting State shall, according to paragraph 1 of the article, designate one or more transmitting authorities charged with forwarding applications for legal aid directly to the Central Authorities designated under article 2. In order to take account of the decentralization of the administration in certain countries, a State may designate several transmitting authorities. However, a proposal was made to modify this article to the effect that Contracting States should designate one transmitting authority only and to replace articles 2 and 3 by

vier 1977, et déjà ratifié ou signé par plusieurs Etats membres. Cet Accord ne contrevient en rien à la Convention de 1954 qui reconnaît aux Etats contractants la faculté de s'entendre pour admettre la transmission directe des demandes d'assistance judiciaire entre leurs autorités respectives (article 23, alinéa 2, renvoyant à l'article 9, alinéa 4). De plus, le mécanisme institué par l'Accord européen ne supplante pas la voie consulaire, qui peut toujours être utilisée ainsi que toute autre voie existante; il offre simplement au demandeur en assistance judiciaire une possibilité additionnelle.

21 La Commission spéciale reconnut que la modernisation de la Convention de 1954 exigeait la création d'une Autorité centrale de ce genre. C'est ainsi qu'aux termes de l'alinéa premier de l'article 2, chaque Etat contractant désigne une Autorité centrale chargée de recevoir les demandes d'assistance judiciaire qui lui sont présentées conformément à la Convention, et d'y donner suite. Afin de faciliter la transmission des demandes, un Etat ne peut désigner qu'une seule Autorité centrale, ce qui avait déjà été prévu dans les Conventions de 1965 et de 1970 et dans l'Accord européen. Cette règle peut cependant ne pas être imposée aux Etats fédéraux et aux Etats dans lesquels plusieurs systèmes de droit sont en vigueur. Aux termes de l'alinéa 2, ces Etats ont la faculté de désigner plusieurs Autorités centrales. Cette exception restreinte toutefois aux seuls Etats fédéraux, avait déjà été prévue par les Conventions de 1965 et de 1970. L'Accord européen, comme le projet de Convention, a étendu cette exception aux Etats «dans lesquels plusieurs systèmes de droit sont en vigueur». Le privilège accordé aux Etats fédéraux sur ce point est dû aux problèmes constitutionnels que, dans certains pays, soulève la répartition des pouvoirs entre le Gouvernement fédéral et les divers Etats.

Article 3 – Autorités chargées de la transmission

22 L'article 3 prévoit, avec l'article 2, les voies de transmission des demandes d'assistance judiciaire. Cet article apporte une innovation dans le mécanisme prévu par les Conventions de 1965 et de 1970. Dans ces deux dernières Conventions, l'Autorité centrale n'est qu'une autorité chargée de recevoir les demandes de notification ou les commissions rogatoires en provenance de l'étranger. En principe, ce sont les autorités décentralisées de chacun des Etats émetteurs (huissier, *process server*, tribunal) qui envoient directement ces pièces à l'Autorité centrale étrangère. On remarquera cependant, comme le fait le Document préliminaire No 1, qu'un certain nombre d'Etats membres, sans en avoir l'obligation, ont canalisé les requêtes provenant de leurs autorités nationales vers leur propre Autorité centrale. Par conséquent, cette autorité a assumé les fonctions d'une autorité de transmission qui achemine les pièces vers l'Autorité centrale étrangère.

23 Le projet de Convention, tout comme l'Accord européen, prévoit la généralisation de ce système. Ainsi, aux termes du premier alinéa de l'article 3, chaque Etat contractant désigne une ou plusieurs autorités expéditrices chargées de transmettre les demandes d'assistance judiciaire aux Autorités centrales désignées dans l'article 2. Afin de tenir compte de la décentralisation de l'administration dans certains pays, un Etat peut désigner plusieurs autorités chargées de la transmission. Cependant, il fut proposé de modifier l'article de telle sorte que les Etats contractants ne puissent désigner qu'une seule autorité, et de refondre les articles 2 et

one article. This proposal was referred to the governments for further study.

24 Paragraph 2 of this article provides that the application shall be transmitted without the intervention of any other authority. It excludes deliberately the intervention of any other authority of the State of the transmitting authority (*the requesting State*) and the State where legal aid is claimed (*the requested State*), prior to the receipt of the application by the Central Authority addressed. Neither the diplomatic or consular offices of the requesting State, nor those of the requested State posted in the State of origin, are to participate in the initial receipt of the applications in the requested State. The Central Authority of the requested State will be the first agency of that State to see or receive the applications. A similar provision is included in article 2 of the 1970 Convention as to letters of request.

25 It was agreed, as in article 2 of the 1970 Convention, to make no mention of the consular or diplomatic channels in this article or article 2. Thus, these channels are not specifically made available under this Convention as alternative conventional channels. The consular channel is, however, available according to article 8 of the draft Convention when an applicant for legal aid does not reside in a Contracting State.

26 To facilitate the transmission of applications for legal aid, the Special Commission decided that a model form for transmission of applications for legal aid should be used by the transmitting authorities. This form is annexed to the draft Convention. In order to draw the reader's attention to this model form for transmission, the Permanent Bureau has added between the square brackets at the end of the second paragraph of this article the following words: 'by means of the model annexed to the present Convention'.

Article 4 – Submission of the application

27 This article deals with the submission of applications for legal aid when the applicant for legal aid resides in a Contracting State other than the requested State. According to paragraph 1 of the article the applicant shall in that case submit his application in the Contracting State where he has his habitual residence. This provision corresponds to article 1 of the European Agreement. Since the strict idea of 'indigence' is abandoned in the draft Convention and replaced by a flexible system assessing a person's financial situation, it is necessary that the authorities deciding upon an application for legal aid have at their disposal relevant information concerning a person's financial position. Therefore, the Commission regarded it necessary that an application form for legal aid be drafted. This form should contain certain categories of information. The application form is annexed to the draft Convention. It should in this context be observed that it is necessary to provide a form for an application to be made by the applicant and not by the transmitting authority. For this reason the proposed annex is made up of two distinct documents, one being a model for transmission of the application to be sent by the transmitting authority to the receiving Central Authority, and the other being the form for the application itself.

3 en un article unique. Cette suggestion a été soumise aux gouvernements pour un examen plus approfondi.

24 L'alinéa 2 de l'article 3 prévoit que les demandes d'assistance judiciaire sont transmises, sans intervention d'aucune autre autorité. Ce texte exclut ouvertement l'intervention de toute autre autorité de l'Etat de l'autorité expéditrice *(l'Etat requérant)* et de l'Etat dans lequel l'assistance judiciaire est sollicitée *(l'Etat requis)*, avant la réception par l'Autorité centrale de la demande qui lui est adressée. Ni les services diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant, ni ceux de l'Etat requis qui sont en poste dans l'Etat émetteur ne peuvent participer à la réception initiale des demandes dans le pays requis. L'Autorité centrale de l'Etat requis sera le premier organisme de cet Etat à voir ou à recevoir les requêtes. L'article 2 de la Convention de 1970 contient une disposition analogue au sujet des commissions rogatoires.

25 On convint de ne pas mentionner les voies consulaire ou diplomatique dans l'article 3; elles ne figurent d'ailleurs pas non plus dans l'article 2 de la Convention de 1970. Ces voies ne sont donc pas spécifiquement désignées par la Convention comme des voies conventionnelles alternatives. Cependant, aux termes de l'article 8 du projet de Convention, quand le demandeur ne réside pas dans un Etat contractant, il peut transmettre sa requête par la voie consulaire.

26 Afin de faciliter la transmission des demandes d'assistance judiciaire, la Commission spéciale a décidé que les autorités expéditrices devraient se servir d'une formule modèle. Pour attirer l'attention du lecteur sur cette formule, le Bureau Permanent a fait figurer, entre crochets, au bas du second alinéa de l'article 3, les mots suivants «à l'aide de la formule modèle annexée à la présente Convention».

Article 4 – Présentation de la demande

27 Cet article concerne la présentation de la demande d'assistance judiciaire lorsque le demandeur réside dans un autre Etat contractant que l'Etat requis. Aux termes du premier alinéa de cet article, le demandeur doit, en pareil cas, présenter sa requête dans l'Etat contractant où il a sa résidence habituelle. Cette disposition correspond à l'article premier de l'Accord européen. Puisque la notion étroite «d'indigence» a été abandonnée dans le projet de Convention et remplacée par un système souple tenant compte des ressources financières de l'intéressé, il faut que les autorités qui doivent statuer sur une demande d'assistance judiciaire aient à leur disposition tous les documents et informations nécessaires pour apprécier la situation financière du requérant. C'est pourquoi la Commission estima qu'une formule modèle d'assistance judiciaire devait être établie pour fournir certaines catégories de renseignements. Le texte de cette formule est annexé au projet de Convention. A cet égard, il faut souligner que le modèle de formule doit servir pour la requête présentée par le demandeur et non pour celle émanant de l'autorité expéditrice. C'est la raison pour laquelle le texte proposé dans l'annexe comporte deux documents distincts, l'un étant un modèle pour la transmission de la demande par l'autorité expéditrice à l'Autorité centrale réceptrice, l'autre étant la déclaration à remplir par le demandeur lui-même.

28 According to paragraph 2 of this article the application shall be in the form of the model annexed to the draft Convention and shall be accompanied by any necessary documents for making a decision on the application, without prejudice, however, to the right of the requested State to require further information or documents in appropriate cases. Thus, the requested State is allowed to require any further information it deems necessary to make a decision on the application.

The form for the application shall be signed by the applicant and accompanied by information on his financial situation, declared by him to be true and correct. The transmitting authority would not be charged with the task of checking the substantive truth of the information to be transmitted.

Article 5 – Assistance to the applicant

29 This article deals with the role of the transmitting authority in connection with the transmission of applications for legal aid. The Special Commission found it important that the role of the transmitting authority in some respects should be quite active. Since in most countries the granting of legal aid is no longer based on the absolute indigence of the applicant, it will in fact be necessary in each case to take account of the very diverse rules instituted by each Contracting State with regard to the financial conditions applied to the granting of legal aid. Left to himself, the applicant would have practically no possibility of knowing *e.g.* the financial limits instituted in this or that country or the necessary documents to be produced, in order that his application may be evaluated with due regard to his income and the probable cost of the proceedings. The transmitting authority would, on the basis of the information supplied by other Contracting States, be able to inform the applicant by means of a preliminary check and be able to assist him to assemble the documents necessary to the success of this application. Therefore, the transmitting authority shall, according to paragraph 1 of the article, assist the applicant. This duty to render assistance implies first of all that the transmitting authority shall ensure that the request is properly constituted, *i.e.* that formal requirements are met. It also implies that the authority assists the applicant in ensuring that the application is accompanied by all the information and documents known by it to be necessary for the consideration of the application.

30 Even though the transmitting authority shall ensure that formal requirements are met, it shall, as mentioned before, not be charged with the task of checking the substantive truth of the information to be transmitted. As mentioned before, the application form should be signed by the applicant and the accompanying information on his financial situation should be declared by him to be true and correct. If it appears, however, to the transmitting authority that the application is manifestly unfounded, it may refuse to transmit the application. It is clear that such a refusal can only be made on the basis of a consideration of the formal requirements for the documents, particularly those concerning the applicant's financial situation. Even though the draft Convention in this respect does not use the terminology of the European Agreement, where as a ground for refusal of transmitting the application is mentioned that 'it appears to be manifestly not made in good faith', there does not seem to be any funda-

28 Aux termes de l'alinéa 2 de l'article 4, la demande est établie conformément à la formule modèle annexée au projet de Convention et est accompagnée de tous les documents nécessaires pour permettre d'apprécier la demande, sous réserve du droit pour l'Etat requis de demander des informations ou des documents complémentaires dans les cas appropriés. L'Etat requis est ainsi autorisé à demander les informations complémentaires qu'il estime indispensables pour statuer sur la demande.
La demande, présentée dans la forme prévue, sera signée par le demandeur et accompagnée d'une attestation portant sur ses ressources financières, attestation qu'il déclarera être sincère et exacte. L'autorité expéditrice n'est pas tenue de vérifier la véracité substantielle des informations qu'elle transmet.

Article 5 – Fonctions de l'autorité expéditrice

29 Cet article précise le rôle que doit jouer l'autorité expéditrice à l'occasion de la transmission de la demande d'assistance judiciaire. La Commission spéciale estima qu'à certains égards, il était important que l'autorité expéditrice joue réellement un rôle actif. Etant donné que dans la plupart des pays, l'octroi de l'assistance judiciaire n'est plus subordonné à l'indigence totale de l'intéressé, il sera, en fait, nécessaire, dans chaque cas particulier, de prendre en considération les diverses règles établies dans chacun des Etats contractants au sujet des conditions financières fixées pour l'octroi de l'assistance judiciaire. S'il était laissé à lui-même, le demandeur serait pratiquement incapable de connaître, par exemple, la limite des ressources financières fixée dans tel ou tel pays, ou de savoir quels documents doivent être produits pour que sa demande puisse être appréciée, compte tenu de ses revenus et du coût probable de la procédure. Par contre, l'autorité expéditrice peut être en mesure, après un examen préalable du dossier, et grâce aux informations fournies par d'autres Etats contractants, de renseigner le demandeur et de l'aider à réunir les documents nécessaires pour que sa demande soit admise. C'est pourquoi, aux termes de l'alinéa premier de l'article 5, l'autorité expéditrice doit assister le demandeur. Ce devoir d'assistance oblige tout d'abord l'autorité de s'assurer que la requête présentée est régulière, c'est-à-dire que les conditions de forme ont été observées. L'autorité est, de plus, tenue de prêter assistance au demandeur, en s'assurant que la requête est accompagnée de tous les documents et informations qui, à la connaissance de cette autorité, sont nécessaires pour apprécier sa demande.

30 Bien que l'autorité expéditrice doive s'assurer que les conditions de forme sont remplies, elle ne sera pas tenue, nous l'avons déjà dit, de vérifier la véracité substantielle des informations à transmettre. Nous l'avons vu, la requête doit être signée par le demandeur, et celui-ci doit déclarer que les informations qu'il donne sur ses ressources financières sont sincères et exactes. Cependant, l'autorité peut, si la demande lui paraît manifestement mal fondée, refuser de la transmettre. Il est évident qu'un pareil refus ne peut être opposé qu'après que l'on ait vérifié si les documents présentés remplissaient les conditions de forme imposées, en particulier celles concernant les ressources financières du demandeur. Bien que le projet de Convention ne reprenne pas à cet égard la terminologie de l'Accord européen qui mentionne parmi les motifs du refus de transmettre la requête: «au cas où celle-ci lui apparaît manifestement téméraire», aucune différence essentielle n'apparaît, en pratique, entre les terminologies uti-

mental difference in practice between the terminology used in these two intruments.[4] It should also be emphasized that, in case of refusal by the transmitting authority, the applicant can always use the other existing means of submitting his request, *e.g.* by addressing himself directly to the competent authorities of the other State. In other words, the refusal to transmit the request shall not be treated as a refusal of legal aid.

31 According to paragraph 3 the duty to render assistance also implies that this authority shall assist the applicant in obtaining necessary translations of the documents. This provision does not require that translations be prepared by the authority itself. One expert, however, pointed out that this system could cause some problems when the applicant submits supporting documents drawn up in a foreign language as to which no translators can be found in the country of the transmitting authority. There was general agreement in the Special Commission that the costs of translations, which are very often considerable, should not be borne by the applicant. Therefore, the transmitting authority shall, where appropriate according to paragraph 3, assist the applicant in obtaining without charge a translation of the documents. The Special Commission agreed that the responsibility of obtaining a translation, as well as the cost, should be borne by the requesting State.
According to paragraph 4 the transmitting authority will reply to requests for further information from the requested Central Authority, *e.g.* such information as is necessary to make a decision upon the application.

Article 6 – Translations

32 This article deals with the question of the languages to be used. The Special Commission agreed in principle that the application, the supporting documents and any communications in response to requests for further information shall be in the official language or in one of the official languages of the requested authority or be accompanied by a translation into that language. The solution providing for use of the language of the State in which the applicant has his residence is likely to give rise to practical difficulties, such as that of finding in certain cases a qualified translator in the requested State.

33 There may, however, sometimes be difficulty for the transmitting authority to obtain a translation into the language of the requested State. Therefore, the Commission recognized that in such cases French and English could serve as subsidiary languages, as provided in article 6, paragraph 1*b*, of the European Agreement. Therefore, the requested State is, according to paragraph 2 of the article, where in the requesting State it is impossible to obtain a translation into the language of the requested State, obliged to accept the items mentioned in paragraph 1 in either English or French, or a translation into one of these languages.

[4] The English text of the European Agreement does not, however, agree with its French text on this point, the latter reading as follows: *'au cas où celle-ci lui apparaît manifestement téméraire'*.

lisées dans les deux instruments[4]. Il faut aussi souligner que si l'autorité expéditrice refuse de transmettre sa requête, le demandeur peut toujours utiliser l'autre moyen dont il dispose pour présenter sa requête, c'est-à-dire s'adresser directement aux autorités compétentes de l'autre Etat. Autrement dit, refuser de transmettre la requête ne sera pas considéré comme un refus d'accorder l'assistance judiciaire.

31 Aux termes de l'alinéa 3, le devoir d'assister le demandeur oblige aussi l'autorité, le cas échéant, à aider le demandeur à obtenir les traductions nécessaires des documents. Cette disposition n'oblige pas l'autorité à faire établir elle-même les traductions. Un des experts fit cependant observer que ce système pourrait créer des problèmes si les documents, que le demandeur présentait à l'appui de sa demande, étaient établis dans une langue étrangère pour laquelle aucun traducteur ne pouvait être trouvé dans le pays de l'autorité expéditrice. Les membres de la Commission spéciale furent unanimes à estimer que le coût de la traduction, qui est parfois très élevé, ne devrait pas être à la charge du demandeur. C'est pourquoi l'autorité expéditrice aidera, le cas échéant, le demandeur à obtenir, sans frais, la traduction des documents. La Commission spéciale convint que la responsabilité d'obtenir une traduction, ainsi que l'obligation d'en assumer les frais, devaient incomber à l'Etat requérant.
L'alinéa 4 prévoit enfin que l'autorité expéditrice répond aux demandes de renseignements complémentaires qui émanent de l'Autorité centrale requise.

Article 6 – Traductions

32 Cet article traite de la question des langues à utiliser. La Commission spéciale décida qu'en principe, la demande d'assistance judiciaire, les documents à l'appui ainsi que les communications en réponse aux demandes de renseignements complémentaires devraient être rédigés dans la langue, ou dans l'une des langues officielles, de l'autorité requise, ou accompagnés d'une traduction faite dans l'une de ces langues. La solution selon laquelle il faudrait utiliser la langue de l'Etat où le demandeur a sa résidence devait nécessairement créer de sérieuses difficultés pratiques, notamment celle de trouver, dans certains cas, un traducteur qualifié dans l'Etat requis.

33 Mais l'autorité expéditrice aura parfois du mal à obtenir une traduction dans la langue de l'Etat requis. La Commission admit qu'en pareil cas, les langues française et anglaise pourraient être utilisées, ce que prévoit aussi l'alinéa premier *b* de l'article 6 de l'Accord européen. Par conséquent, aux termes de l'alinéa 2 de l'article 6 du projet de Convention, l'Etat requis doit accepter, lorsque dans l'Etat requérant il est impossible d'obtenir une traduction dans la langue de l'Etat requis, que les pièces mentionnées au premier alinéa soient rédigées en langue française ou anglaise, ou accompagnées d'une traduction dans l'une de ces langues.

[4] Le texte anglais de l'Accord européen n'est d'ailleurs pas en harmonie avec le texte français car il est ainsi conçu: *«it appears to be manifestly not made in good faith»*.

The Commission could, however, not agree to what extent each Contracting State should be allowed to oppose the use of the French or English language by making a reservation. After a vote it was decided that the requested State might make a reservation excluding the use of *one* of these subsidiary languages. Thus, each Contracting State is obliged to accept at least one of these subsidiary languages in the case mentioned in paragraph 2.

34 As to communications emanating from the receiving authority, it was unanimously decided that these may be drawn up in the official language or one of the official languages of that State or in English or French. It may, thus, be necessary in the requesting State to translate into the language of that State a communication emanating from the receiving Central Authority. Also in these cases the costs for the translation shall be borne by the requesting State.

35 Thus, according to paragraph 4 of the article, the costs of translation arising from the application of the preceding paragraphs shall be borne by the requesting State. Such a solution was regarded very fair, for it will divide the financial costs resulting from the legal aid between the two countries concerned; the State of origin as regards the translation and the requested State with respect to the cost of the proceedings.
Where according to paragraph 2 of the article a document is drawn up in French or English, it may in the requested State be necessary to translate it into the language of that State. In these cases the requested State shall arrange the translation into its own language, and bear the costs for that translation. In accordance with these principles any translation made in the requested State shall, according to paragraph 4, not give rise to any claim for reimbursement on the part of that State.

Article 7 – Action by the Central Authority

36 The question of which authority determines an application for legal aid in the requested State depends on the internal law of that State. This may be the task of the Central Authority or any other authority in the requested State. According to paragraph 1 of the article the duty of the receiving Central Authority is either to determine the application, if it is within its competence, or in other cases take such steps as are necessary to obtain a determination by a competent authority.

37 According to paragraph 2 of the article, the Central Authority shall transmit requests for further information to the transmitting authority and inform it of any difficulty relating to the examination of the application and of the decision taken, *i.e.* whether legal aid has been granted or not.

Article 8 – Nationals not residing in a Contracting State

38 This article deals with the question of the channels through which applicants, *i.e.* nationals of Contracting States, who do not reside in a Contracting State may submit applications for legal aid to Contracting States other than those of which they are nationals. The Special Commission discussed whether these nationals should address a consul in their State of residence who would transmit the application directly to the Central Authority of the requested State and whether this consul

La Commission fut cependant incapable de se mettre d'accord pour décider dans quelle mesure tout Etat contractant pourrait, au moyen d'une réserve, s'opposer à l'usage de la langue française ou anglaise. Après un vote, il fut décidé que l'Etat requis pourrait faire une réserve écartant l'usage de *l'une* de ces langues. Ainsi, tout Etat contractant est tenu d'accepter au moins l'une de ces deux langues, dans le cas visé par l'alinéa 2.

34 Quant aux communications émanant de l'autorité réceptrice d'un Etat, il fut décidé à l'unanimité qu'elles pourraient être rédigées soit dans l'une des langues officielles de cet Etat, soit en anglais ou en français. L'Etat requérant sera donc tenu de traduire, dans la langue de cet Etat, toute communication émanant de l'Autorité centrale réceptrice. Et, en pareil cas, le coût de la traduction demeurera à la charge de l'Etat requérant.

35 Ainsi, aux termes de l'alinéa 4 de l'article 6, les frais de traduction entraînés par l'application des alinéas précédents demeureront à la charge de l'Etat requérant. Cette solution fut jugée équitable, puisqu'elle répartit le coût de l'assistance judiciaire entre les deux pays concernés: les frais de traduction étant à la charge de l'Etat requérant, ceux de la procédure à la charge de l'Etat requis.
Quand un document est rédigé en langue française ou anglaise, conformément à l'alinéa 2 de l'article 6, il peut être nécessaire, dans l'Etat requis, de le faire traduire dans la langue de cet Etat. En pareil cas, l'Etat requis fera établir la traduction dans sa propre langue et les frais de cette traduction demeureront à sa charge. En vertu de ces principes, les traductions éventuellement opérées par l'Etat requis ne peuvent donner lieu, de sa part, à aucun remboursement aux termes de l'alinéa 5.

Article 7 – Fonctions de l'Autorité centrale réceptrice

36 La question de savoir quelle autorité statue dans l'Etat requis sur la demande d'assistance judiciaire dépend du droit interne de cet Etat. Cette décision pourrait être de la compétence, soit de l'Autorité centrale, soit d'une autre autorité dans l'Etat requis. L'alinéa premier de l'article 7 prévoit que l'Autorité centrale réceptrice statue sur la demande d'assistance judiciaire, si elle est de sa compétence, ou prenne les mesures nécessaires pour qu'il soit statué sur cette demande par l'autorité compétente.

37 Le second alinéa prévoit que l'Autorité centrale réceptrice transmet les demandes de renseignements complémentaires à l'autorité expéditrice et l'informe de toutes les difficultés relatives à l'examen de la demande, ainsi que de la décision qui accueille cette demande, ou la rejette.

Article 8 – Ressortissants ne résidant pas dans un Etat contractant

38 Cet article concerne les voies par lesquelles le demandeur à l'assistance judiciaire, s'il est un ressortissant d'un Etat contractant qui ne réside pas dans un Etat contractant, peut transmettre sa requête dans un Etat contractant autre que celui dont il est ressortissant. La Commission discuta la question de savoir si ces ressortissants devaient, dans l'Etat de leur résidence, saisir un consul qui transmettrait directement la demande à l'Autorité centrale de l'Etat requis, et si ce consul de-

should be the consul of the applicant's nationality or the consul of the State where the litigation would take place; or whether the applicant would have a choice between the consuls of these two States. It was, however, decided that the applicant could only address the consul of his own nationality and that the normal procedural requirements of the consular channels be observed, *i.e.* the consul is not allowed to transmit the application directly to the receiving Central Authority of the requested State. It was understood, however, that the applicant could also address the transmitting authority in his own country.

39 Moreover, it was agreed that any Contracting State may declare that its receiving Central Authority will accept applications submitted by other channels or methods. Thus, for instance, a Contracting State may declare that the applicant himself or the consul of his country may directly submit an application for legal aid to it.

Article 9 – Legalization

40 In accordance with the practice observed in all the recent Hague Conventions concerning legal assistance, this article eliminates any necessity for legalization or any analogous formality as concerns documents forwarded under this Chapter of the Convention and drawn up by the authorities, or under the supervision of the authorities of a Contracting State. The term 'any analogous formality' covers *inter alia* those used in the 1961 Hague Convention abolishing the requirement of legalization for foreign public documents. Thus, only the documents drawn up by the authorities of a non-Contracting State would be subject to the requirement of a legalization, or if this latter State is a Party to the afore-mentioned Hague Convention of 1961, of a certificate.

Article 10 – Charges

41 As, according to article 5 of the European Agreement, services rendered under this Chapter, *i.e.* the transmission, reception and determination of an application for legal aid, shall not give rise to any charges. This article does not present any problems which require discussion in this Report.

Article 11 – Speed of handling

42 According to this article applications for legal aid shall be handled expeditiously. Neither does this article present any problems which require discussion in this Report.

Article 12 – Extension of legal aid

43 This article deals with extension of legal aid. The two first sub-paragraphs of this article revise article 24 of the 1954 Convention. Since the benefit of legal aid according to this Chapter has been extended to all persons residing in a Contracting State, the extension of legal aid in this article is applicable also in respect of persons who are not nationals of a Contracting State. Therefore the article covers all those situations where legal aid has been granted in accordance with this Chapter and not, as the 1954 Convention, only those situations where this benefit has been granted to a national of a Contracting State. Moreover, the scope of article 24 of the 1954 Convention has been broadened

vrait être le représentant de l'Etat dont le demandeur est un ressortissant, ou le consul de l'Etat où la procédure doit se dérouler, ou si le demandeur doit avoir le choix entre les consuls de ces deux Etats. Il fut finalement décidé que le demandeur ne pourrait saisir que le consul de sa propre nationalité et que les procédures habituelles pour la transmission par la voie consulaire devraient être observées, c'est-à-dire que le consul ne serait pas autorisé à transmettre directement la demande à l'Autorité centrale de l'Etat requis. Il fut néanmoins convenu que le demandeur aurait aussi le droit de saisir l'autorité expéditrice de son propre pays.

39 Il fut au surplus convenu que chaque Etat contractant aurait la faculté de faire connaître que son Autorité centrale réceptrice pouvait être saisie par toute autre voie ou moyen. C'est ainsi, par exemple, qu'un Etat contractant pourrait déclarer que le demandeur lui-même, ou le consul de son pays, pourrait lui soumettre directement la demande d'assistance judiciaire.

Article 9 – Légalisation

40 Conformément à l'usage suivi dans toutes les récentes Conventions de La Haye en matière d'entraide judiciaire, cet article dispense les documents transmis en application du chapitre I, de toute légalisation et de toute formalité analogue, que ces documents aient été établis par les autorités d'un Etat contractant ou sous leur contrôle. L'expression «toute formalité analogue» vise notamment les formalités indiquées dans la Convention de La Haye de 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers. Par conséquent, seuls les documents émanant des autorités d'un Etat non contractant pourront être soumis à l'exigence de légalisation, ou d'une apostille si cet Etat est Partie à la Convention de La Haye de 1961 mentionnée *supra*.

Article 10 – Frais

41 – Cet article prévoit, comme l'article 5 de l'Accord européen, que l'intervention des autorités compétentes pour transmettre, recevoir et statuer sur les demandes d'assistance judiciaire est gratuite. Ce texte ne soulève aucun problème qui mérite discussion dans le présent Rapport.

Article 11 – Urgence de l'instruction

42 Cet article stipule que l'instruction des demandes d'assistance judiciaire est effectuée d'urgence. Ce texte ne pose pas non plus de problèmes dignes d'être examinés dans ce Rapport.

Article 12 – Extension de l'assistance judiciaire

43 Cet article a trait à l'extension de l'assistance judiciaire. Ses deux premiers alinéas modifient l'article 24 de la Convention de 1954. Puisque, conformément à ce chapitre, le bénéfice de l'assistance judiciaire a été étendu à toutes les personnes qui résident dans un Etat contractant, l'extension de l'assistance judiciaire, prévu dans l'article 12, s'applique également aux personnes qui ne sont pas des ressortissants d'un Etat contractant. L'article vise par conséquent tous les cas où l'assistance judiciaire a été accordée dans les conditions de ce chapitre, et pas uniquement, comme le prévoyait la Convention de 1954, les cas où ce bénéfice a été accordé à un ressortissant d'un Etat contractant. Au sur-

to cover, besides letters of request, also social enquiry reports.

44 The third sub-paragraph of this article revises – together with article 16 of the draft Convention – article 25 of the 1954 Convention. Since the strict idea of indigence has been abolished in the draft Convention, it was agreed that a person who had been granted legal aid in accordance with this Chapter should be entitled to get copies of entries in civil registers and copies of decisions involving civil status which are relevant to the legally aided person's proceedings, without charge. As to the copies of decisions involving civil status, *e.g.* decisions relating to divorce, paternity or adoption, this provision brings an extension in comparison with the 1954 Convention. Moreover, the documents mentioned in this sub-paragraph shall, if necessary, be legalized without charge.

IV CHAPTER II – SECURITY FOR COSTS (ARTICLES 13 TO 15)

45 These articles deal with security for costs *(cautio judicatum solvi)*, and revise Chapter III, *i.e.* articles 17 to 19 of the 1954 Convention; the rules of that Chapter reproducing those which already appeared in the 1905 Convention.
The system of the 1954 Hague Convention is founded on a sensible balance between exemption from security and ease of enforcement of judgements relating to costs and expenses. This balance has been preserved in Chapter II of the draft Convention. However, the draft provisions mean a modernization in two areas: firstly, the extension of the benefit of exemption from requirements for security; secondly, the transmission of applications for the enforcement of court orders for the payment of costs and expenses.

Article 13 – Exemption from giving security for costs

46 Article 17 of the 1954 Convention confers the benefit of exemption from security upon nationals of the Contracting States, who are domiciled in one of those States and who are plaintiffs or parties intervening before the courts of a Contracting State. In this article this benefit granted to persons who are both nationals of and habitually resident in a Contracting State is preserved. This benefit has, however, in this article been extended to nationals of a non-Contracting State having their habitual residence in a Contracting State.
Paragraph 2 of this article is copied directly from article 17, paragraph 2, of the 1954 Convention. It presents no problems which require discussion in this Report.
Paragraph 3 of this article is almost directly copied from article 17, paragraph 3, of the 1954 Convention. There is no substantial difference between those two paragraphs. The only difference in wording is that habitual residence is mentioned in addition to domicile in the new draft.

47 It should, however, be observed that the exemption from giving security for costs in this article concerns only such situations when the internal law of the State where the proceedings are to take place requires security for costs *by reason only* of the foreign nationality or of the absence of domicile or residence in that country on the part of persons who are plaintiffs and intervening parties. If thus, for instance, the internal law

plus, le champ d'application de l'article 24 de la Convention de 1954 a été étendu jusqu'à englober, non seulement les commissions rogatoires, mais aussi les enquêtes sociales.

44 Le dernier alinéa de l'article 12 – pris avec l'article 16 – modifie l'article 25 de la Convention de 1954. En raison de l'abandon dans le projet de Convention de la notion étroite d'indigence, il fut convenu que toute personne à laquelle l'assistance avait été accordée dans les conditions de ce chapitre, aurait le droit de se faire délivrer gratuitement des copies des actes de l'état civil ainsi que des copies de décisions ayant trait au statut personnel et relatives au procès du bénéficiaire. En ce qui concerne les copies de décisions ayant trait au statut personnel, c'est-à-dire celles relatives au divorce, à la paternité ou à l'adoption, cette disposition va plus loin que la Convention de 1954. Au surplus, les documents dont il est question pourront, le cas échéant, être légalisés gratuitement.

IV CHAPITRE II – CAUTION *JUDICATUM SOLVI* (ARTICLES 13 À 15)

45 Les articles qui forment ce chapitre concernent la garantie des frais judiciaires (caution *judicatum solvi*), laquelle fait l'objet des articles 17 à 19 de la Convention de 1954, dont les règles reproduisent celles énoncées dans la Convention de 1905.
Le système de la Convention de 1954 est fondé sur un équilibre judicieux entre la dispense de caution et la facilité d'exécution des décisions relatives aux frais et dépens. Mais les dispositions du projet y apportent une modernisation sur deux points: tout d'abord, elles élargissent le champ d'application de la dispense de caution, et deuxièmement, elles visent la transmission des demandes pour exécution des décisions relatives aux frais et dépens.

Article 13 – Droit à la dispense de caution

46 L'article 17 de la Convention de 1954 accorde la dispense de caution aux nationaux des Etats contractants ayant leur domicile dans l'un de ces Etats et qui sont demandeurs ou intervenants devant les tribunaux d'un Etat contractant. L'article accorde cette dispense aux personnes qui, à la fois, sont des nationaux d'un Etat contractant et résident habituellement dans un de ces Etats. Ce bénéfice est étendu, en vertu de l'article 13, aux nationaux d'un Etat non contractant qui ont leur résidence habituelle dans un Etat contractant.
L'alinéa 2 de cet article reproduit textuellement l'alinéa 2 de l'article 17 de la Convention de 1954. Il ne soulève aucun problème qui mérite discussion dans ce Rapport.
De même, l'alinéa 3 est la reproduction presque exacte de l'alinéa 3 de l'article 17 de la Convention de 1954: aucune différence réelle n'existe entre les deux textes. La seule différence dans leur rédaction est que le nouveau projet mentionne la résidence habituelle en plus du domicile.

47 Il faut cependant faire observer que la dispense de caution ou de dépôt pour garantir les frais judiciaires prévue par cet article 13, ne concerne que les cas où la loi interne de l'Etat dans lequel la procédure doit se dérouler impose cette garantie *à raison uniquement* soit de la qualité d'étranger, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays, aux personnes qui seront demandeurs ou intervenants. Si, par exemple, la loi in-

of the State where the proceedings are to take place requires security for costs from all plaintiffs, whether aliens or nationals and whether domiciled or not in the State of the proceedings, such a regulation does not introduce any kind of discrimination into international relations and is not covered by the article.

Article 14 – Enforcement of orders for costs and expenses

48 The Special Commission agreed that one should, to facilitate matters, release the diplomatic authorities from this task, which is purely of a technical nature and concerns them very little, and instead entrust these functions to the Central Authorities in accordance with the 1965 and 1970 Conventions. This exclusion seems to be well founded since these authorities, according to this draft Convention, would normally be responsible also for the transmission of applications for legal aid. Such a Central Authority, used to handling questions of international legal co-operation, was regarded by the Special Commission to be better able to have proceedings speedily undertaken for the enforcement of the decision.

49 The first paragraph of this article is almost directly copied from article 18, paragraph 1, of the 1954 Convention. Because of the above-mentioned reasons the words *'faite par la voie diplomatique'* ('made through diplomatic channels') do, however, not appear in the new Draft. Instead of these words, it is mentioned in paragraph 2 of the article that 'applications for enforcement of orders for costs and expenses shall be transmitted through Central Authorities'.
The transmission of the application to the receiving Central Authority would thus be effected in each of the Contracting States through the intermediary of the Central Authority itself, which would thus become the transmitting authority in accordance with the practice which has evolved in matters concerning letters of request. The Central Authority would play a role comparable to that of the authority charged with the prosecution of enforcement orders in maintenance cases as provided in the New York Convention of 20th June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance. Under this Convention, when the creditor and debtor are each in different territories, the application for enforcement is addressed by the interested party to 'the transmitting agency' of the State of the creditor, which makes direct contact with 'the receiving agency' of the State of the debtor which is charged with the collection of maintenance. The Central Authorities shall thus according to this paragraph play, in turn, the two roles in the case of court orders for costs and expenses.

50 Paragraph 3 of this article is directly copied from article 18, paragraph 3, of the 1954 Convention. It presents no problems which require discussion in this Report. It may, however, be mentioned that the interested party may also be the requesting State itself or one of its authorities.

51 Paragraph 2 of article 18 of the 1954 Convention has not been retained in this article, since the Special Commission found it obvious that the first paragraph of this article also covers court decisions which subsequently determine the costs of the proceedings.

terne de l'Etat où la procédure doit se dérouler impose une caution pour les frais et dépens à tous les demandeurs, qu'ils soient des étrangers ou des nationaux et qu'ils soient ou non domiciliés dans l'Etat de la procédure, une telle réglementation n'apporte aucune discrimination dans l'ordre international, de sorte que l'article 13 n'entre pas en jeu.

Article 14 – Exécution des décisions relatives aux frais et dépens

48 La Commission spéciale convint que pour faciliter les choses, les autorités diplomatiques devraient être dispensées de cette tâche qui a un caractère purement technique, et qui n'est guère de leur ressort; ces fonctions devraient être confiées aux Autorités centrales, pour se conformer aux Conventions de 1965 et de 1970. Cette mesure semble justifiée, puisque ces autorités, en vertu du projet de Convention, seraient aussi normalement chargées de la transmission des demandes d'assistance judiciaire. La Commission spéciale estima qu'une Autorité centrale de ce genre, ayant l'habitude de traiter les problèmes internationaux de coopération judiciaire, était la mieux placée pour faire rapidement procéder à l'exécution de la décision.

49 Le premier alinéa de cet article reproduit presque textuellement le premier alinéa de l'article 18 de la Convention de 1954. Pour les raisons exposées plus haut, la phrase «faite par la voie diplomatique» ne figure pas dans le projet. Pour remplacer ces mots, le deuxième alinéa de l'article 14 dispose que «la demande d'exequatur des frais et dépens est transmise par voie d'Autorités centrales».

La transmission de demandes à l'Autorité centrale réceptrice se ferait donc, dans chacun des Etats contractants, par l'intermédiaire de l'Autorité centrale elle-même, qui devient ainsi l'autorité expéditrice, conformément à la coutume qui s'est établie dans le cas des commissions rogatoires. L'Autorité centrale jouerait ainsi un rôle comparable à celui que joue l'institution intermédiaire chargée de procéder à l'exécution des décisions en matière alimentaire dans la Convention de New York du 20 juin 1956 sur le Recouvrement des aliments à l'étranger. Aux termes de cette Convention, quand le créancier et le débiteur se trouvent dans des territoires différents, la demande d'exécution est adressée par la partie intéressée à l'organisme de réception qui prend directement contact avec l'institution intermédiaire de l'Etat du débiteur qui est chargée du recouvrement des aliments. Aux termes de cet alinéa, l'Autorité centrale jouera, tour à tour, ces deux rôles quand il s'agira de décisions relatives aux frais et dépens.

50 L'alinéa 3 de l'article 14 reprend textuellement les termes de l'alinéa 3 de l'article 18 de la Convention de 1954. Ce texte ne soulève aucune difficulté et ne mérite pas d'être discuté ici. On pourrait néanmoins signaler que les «parties intéressées» qu'il mentionne peuvent être l'Etat requérant lui-même, ou l'une de ses autorités.

51 Le second alinéa de la Convention de 1954 n'a pas été reproduit dans l'article 14 du projet, car dans l'opinion de la Commission spéciale il était évident que le premier alinéa de cet article visait aussi «les décisions judiciaires par lesquelles le montant des frais du procès est fixé ultérieurement».

Article 15 – Procedure for enforcement

52 This article revises article 19 of the 1954 Convention. It was agreed by the Special Commission that the principle of the unilateral enforcement system, which allows for a simple and speedy procedure, should be retained in this article. The first paragraph differs from article 19, paragraph 1, of the 1954 Convention only in that the order for costs and expenses shall be rendered enforceable *through intervention of the Central Authority of the requested State.*

53 The mechanisms of paragraphs 2 and 3 of article 19 have been simplified in the following way. Paragraph 2 of the article prescribes which documents the party seeking enforcement of an order for costs and expenses shall furnish. According to this paragraph a party has firstly to furnish a true copy of *the part of the decision* showing the names and capacities of the parties, and of the order for costs and expenses. It is thus not necessary for the party to submit a complete text of the decision. Secondly the party has to furnish any document necessary to prove that the decision is no longer subject to the ordinary forms of review in the State of origin and that it is enforceable. Thirdly the party shall furnish a translation, certified as true, of the above-mentioned documents into the language of the requested State, if they are not in that language.

54 According to paragraph 3 of this article the authority which is competent to decide on the request for enforcement shall be limited to examining whether the requested documents have been produced. The provisions of article 19, paragraph 4, of the 1954 Convention, according to which this authority shall, if the applicant has included this in his request, determine the amount of the costs of attestation, translation and certification, are included in paragraph 3 of the article. According to this provision these costs shall still be considered as costs and expenses of the proceeding.

55 The recourse to the Central Authority of the requested State, used to relations with foreign judicial authorities, makes it possible to avoid the rather heavy formalities for legalization and certification of documents envisaged in article 19, paragraph 2, of the 1954 Convention. Thus, paragraph 4 of the article contains a provision according to which 'no legalization or analogous formality may be required'.

V CHAPTER III – COPIES OF ENTRIES AND DECISIONS RELATING TO CIVIL STATUS

Article 16

56 This chapter replaces partially Chapter V, article 25 of the 1954 Convention. In comparison to article 25 of the 1954 Convention this article means an extension so far as decisions relating to personal status, *e.g.* decisions relating to divorce, paternity and adoption, are concerned. In order to harmonize the text with the provisions adopted with respect to legal aid, the benefits which this article deals with should be accorded not only to nationals of the Contracting States, but also to any person having his habitual residence in a Contracting State. According to the article those persons 'may obtain, in any Contracting State, on the same terms as its nationals, copies of entries in civil registers and copies of decisions relating to personal status'. The

Article 15 – Procédure de l'exequatur

52 Cet article modifie l'article 19 de la Convention de 1954. La Commission spéciale convint qu'il fallait maintenir dans cet article le principe d'un système unilatéral d'exécution assurant une procédure simple et rapide. Le premier alinéa de l'article ne diffère du premier alinéa de l'article 19 de la Convention de 1954 que parce qu'il prévoit que les décisions relatives aux frais et dépens seront déclarées exécutoires *sur intervention de l'Autorité centrale du pays requis.*

53 Les mécanismes établis par les alinéas 2 et 3 de l'article 19 ont été simplifiés de la manière suivante. L'alinéa 2 du nouvel article énumère les documents que la partie qui demande l'exequatur d'une décision relative aux frais et dépens doit produire. La partie doit tout d'abord produire une expédition conforme de *la partie de la décision* faisant apparaître les noms et qualités des parties ainsi que le dispositif se rapportant aux frais et dépens. Le demandeur n'a donc pas à produire un texte complet de la décision. En second lieu, le demandeur doit produire tout document de nature à prouver que la décision ne peut plus faire l'objet d'un recours ordinaire dans l'Etat d'origine et qu'elle est exécutoire. Enfin, il faut produire une traduction certifiée conforme de ces documents dans la langue de l'Etat requis lorsqu'ils ne sont pas rédigés dans cette langue.

54 L'alinéa 3 prévoit que l'autorité compétente pour statuer sur la demande se borne à examiner si les pièces requises ont été produites. Aux termes de l'article 19, alinéa 4, de la Convention de 1954, cette autorité compétente évaluera, pourvu que la partie le demande en même temps, le montant des frais d'attestation de traduction et de légalisation: cette disposition se retrouve dans l'alinéa 3 de l'article 15 aux termes duquel ces frais seront considérés comme des frais et dépens du procès.

55 Le recours à l'Autorité centrale de l'Etat requis, habituée à entretenir des rapports avec les autorités judiciaires étrangères, permet d'éviter les assez lourdes formalités de légalisation et de certification visées par le deuxième alinéa de l'article 19 de la Convention de 1954. C'est pourquoi l'alinéa 4 de l'article 15 du projet prévoit qu'«aucune légalisation ou formalité analogue ne peut être exigée».

V CHAPITRE III – COPIES DES ACTES ET JUGEMENTS RELATIFS A L'ÉTAT CIVIL

Article 16

56 Ce chapitre III remplace, en partie, l'article 25, chapitre V de la Convention de 1954. Par comparaison avec cet article 25, l'article 16 du projet étend la gratuité aux décisions ayant trait au statut personnel, c'est-à-dire celles relatives au divorce, à la paternité, et à l'adoption. Pour harmoniser ce texte avec les dispositions adoptées en matière d'assistance judiciaire, le bénéfice résultant de cet article devait être conféré non seulement aux ressortissants des Etats contractants, mais aussi à toute personne ayant sa résidence habituelle dans un Etat contractant. Aux termes de cet article 16, ces personnes «peuvent, dans les mêmes conditions que les nationaux, se faire délivrer des copies des actes de l'état civil ainsi que des copies de décisions ayant trait au statut per-

right to obtain the documents mentioned in the article is not dependent on indigence nor is it necessary that the person concerned has been granted legal aid or that the documents are necessary for court proceedings. The article simply guarantees equal treatment for persons mentioned in the article, in respect of getting the documents concerned in a Contracting State, with the nationals of that State. Thus, a national of a Contracting State and a person having his habitual residence in a Contracting State may in another Contracting State obtain a document mentioned in the article without charge, on the same conditions as a national of that State. In those cases where a national of the Contracting State concerned has to pay a fee to obtain such a document, no higher fee may be imposed on a person mentioned in the article by reason only of his status as a foreigner or his lack of habitual residence in the Contracting State concerned.

57 Further, the article guarantees a national of a Contracting State or any person having his habitual residence in a Contracting State the right to have the documents mentioned in the article, if necessary, legalized without charge in any Contracting State.

VI CHAPTER IV – ARREST AND DETENTION

Article 17

58 This article revises article 26 of the 1954 Convention. As an indirect means of collecting debts of money, imprisonment for debt has been entirely abrogated in most of the countries of the Conference. In most of those countries where it still exists it seems to be imposed only very rarely and entirely without discrimination between aliens and nationals. The Dutch Civil Code and the Civil Code of Suriname nevertheless continue to be acquainted today with a system which as regards imprisonment for debt is discriminatory against aliens having no fixed domicile in the State concerned. Since the institution of a discriminatory system as regards imprisonment for debt is still positive law in the Netherlands and Suriname, the Special Commission agreed that the provisions of article 26 of the 1954 Convention should be retained in the draft Convention. Further, the Special Commission agreed that the scope of the provision abolishing the discrimination as regards imprisonment for debt should be extended to cover, besides any national of the Contracting States, also any person having his habitual residence in a Contracting State. The advantage of this extension is that workers who participate in the economy of the Contracting State where they have their habitual residence will not be subjected, in the case of debts contracted in States still practising imprisonment for debt, to a harsh and discriminatory procedure.

VII UNDECIDED AND OPEN QUESTIONS

59 A number of questions were raised during the meeting of the Special Commission which could not be resolved or even thoroughly discussed because of the shortage of time. Some or all of them should be discussed on a second meeting of the Special Commission, if such a meeting is to be held, or at the Plenary Session.

sonnel». Le droit de se faire délivrer les documents mentionnés dans cet article n'est pas subordonné à l'indigence, et il n'est pas nécessaire que l'intéressé ait obtenu l'assistance judiciaire, ou que les documents en question soient nécessaires dans des affaires portées devant les tribunaux. Cet article se borne à garantir aux personnes qu'il mentionne le même traitement, pour se faire délivrer ces documents dans un Etat contractant, que celui réservé aux nationaux de cet Etat. C'est ainsi que les ressortissants d'un Etat contractant et les personnes ayant leur résidence habituelle dans un Etat contractant pourront obtenir gratuitement un document mentionné, aux mêmes conditions que les nationaux de cet Etat. Si un ressortissant de l'Etat contractant concerné est tenu de payer un droit pour se faire délivrer ce document, il ne pourra pas être exigé d'une personne mentionnée dans cet article un droit plus élevé, en raison uniquement, soit de sa qualité d'étranger, soit du défaut de résidence habituelle dans cet Etat contractant.

57 L'article garantit au surplus à un ressortissant d'un Etat contractant ou à une personne ayant sa résidence habituelle dans un Etat contractant, le droit de faire légaliser ces documents, sans frais, dans tout Etat contractant lorsqu'une telle légalisation s'avère nécessaire.

VI CHAPITRE IV – CONTRAINTE PAR CORPS

Article 17

58 Cet article modifie l'article 26 de la Convention de 1954. La contrainte par corps, comme moyen indirect de recouvrement des créances monétaires, a été entièrement abrogée dans la plupart des pays de la Conférence. Dans les quelques pays où elle existe encore, elle ne semble être appliquée que très rarement et, de toutes manières, sans discrimination entre nationaux et étrangers. Le Code de procédure civile néerlandais et le Code de procédure civile du Suriname continuent néanmoins à connaître aujourd'hui un système discriminatoire en matière de contrainte par corps à l'égard des étrangers sans domicile fixe dans le pays concerné. L'institution d'un système discriminatoire à l'encontre des étrangers étant encore de droit positif aux Pays-Bas et au Suriname, la Commission spéciale reconnut que l'article 26 de la Convention de 1954 devait être maintenu dans le projet de Convention. De plus, la Commission spéciale convint qu'il fallait étendre la portée de la disposition éliminant toute discrimination en matière de contrainte par corps, de manière à ce qu'elle vise, non seulement les nationaux d'un Etat contractant, mais aussi toutes les personnes ayant leur résidence habituelle dans un Etat contractant. L'avantage d'une telle extension serait d'éviter que des travailleurs qui participent à l'économie des Etats contractants où ils ont leur résidence habituelle, ne soient soumis, à l'occasion de dettes contractées dans des Etats connaissant encore la contrainte par corps, à une procédure rigoureuse et discriminatoire.

VII QUESTIONS NON RÉGLÉES QUI RESTENT EN SUSPENS

59 Un certain nombre de questions, soulevées devant la Commission spéciale, ne purent, faute de temps, être réglées, ni même débattues à fond. Toutes, ou certaines de ces questions devront être discutées lors d'une seconde session de la Commission spéciale, si une telle session est tenue, ou portées devant la Session plénière.

a The question of legal assistance

60 Even though the Special Commission decided at this stage not to include the benefit of legal advice in the draft, this question was left open for discussion. Thus, it may still be discussed whether nationals of the Contracting States and persons having their habitual residence in a Contracting State should be granted the benefit of legal advice in any Contracting State on the same basis as nationals of that State. If this should be the case, one may further ask whether a condition for granting the benefit of legal advice should be that the person seeking legal advice is in the State where legal advice is sought.

b The question whether legal aid should be granted to legal entities

61 In some countries legal entities, whether national or foreign, are, as to the benefit of legal aid, put on an equal footing as physical persons. In some countries, however, only domestic legal entities are under certain circumstances eligible for legal aid. Further some countries exceptionally grant legal aid to non-profit-making legal entities. Finally, in some countries legal aid is only available for individuals. The question was raised whether also legal entities of the Contracting State according to the new instrument should be put on an equal footing as domestic legal entities, as to the benefit of legal aid in the Contracting State where legal aid is claimed.

c Interruption of a period of time for limitation or preclusion

62 In certain cases a claim has to be raised before a court within a certain period of time. The question was raised whether a provision should be included, according to which such time limits would be interrupted when an application for legal aid has reached the receiving Central Authority.

d The enforcement of decisions relating to maintenance obligations

63 A proposal was made to include in the Convention a provision according to which the Central Authorities could bring directly before their competent judicial authorities applications for enforcement of decisions relating to maintenance obligations, when the applicant has been granted legal aid in the Contracting State where the decision was rendered.

e The question of Central Authorities

64 A proposal was made that articles 2 and 3 should be replaced by one article, according to which each Contracting State shall designate one Central Authority to receive and take action and to transmit applications for legal aid which are submitted to it in conformity with the Convention. Federal States and States which have more than one legal system shall, however, according to this proposal be free to designate more than one Central Authority.

65 Another proposal was made according to which

a Question de la consultation juridique

60 Bien que la Commission spéciale ait décidé, à ce stade, que le projet ne porterait pas sur la consultation juridique, la question fut laissée en suspens et demeure ouverte à la discussion. C'est ainsi que l'on peut encore se demander si les ressortissants des Etats contractants et les personnes ayant leur résidence habituelle dans un Etat contractant devraient se voir accorder le bénéfice de la consultation juridique, aux mêmes conditions que les nationaux de cet Etat. Dans l'affirmative, la question se poserait alors de savoir si le bénéfice de la consultation juridique ne devrait être accordé qu'à condition que la personne qui la demande se trouve dans l'Etat où cette consultation juridique est sollicitée.

b L'assistance judiciaire peut-elle être accordée aux personnes morales?

61 Dans quelques pays, les personnes morales, qu'elles soient nationales ou étrangères, sont mises, en matière d'assistance judiciaire, sur un pied d'égalité avec les personnes physiques. Dans certains pays, seules les personnes morales nationales peuvent obtenir l'assistance judiciaire, dans certains cas particuliers. D'autre part, dans quelques pays, l'assistance judiciaire n'est accordée, et à titre exceptionnel, qu'aux personnes morales à but non lucratif. Enfin dans d'autres pays, seules les personnes physiques peuvent obtenir l'assistance judiciaire. La question se posait de savoir si, en vertu du nouvel instrument, les personnes morales d'un Etat contractant devraient être mises sur un pied d'égalité avec les personnes morales nationales, en matière d'assistance judiciaire, dans l'Etat contractant où l'assistance judiciaire est sollicitée.

c Interruption du délai de prescription ou de forclusion

62 Dans certains cas, une demande doit être portée devant le tribunal dans un délai déterminé. On s'est demandé si une clause devait être incluse selon laquelle ce délai légal serait interrompu quand une demande d'assistance judiciaire parviendrait à l'Autorité centrale réceptrice.

d Exécution des décisions relatives aux obligations alimentaires

63 Il fut proposé d'inclure dans la Convention une disposition qui permettrait aux Autorités centrales de saisir directement les autorités judiciaires compétentes des demandes concernant l'exécution des décisions relatives aux obligations alimentaires quand le demandeur a obtenu le bénéfice de l'assistance judiciaire dans l'Etat contractant où la décision a été prononcée.

e Question des Autorités centrales

64 Il fut proposé de remplacer les articles 2 et 3 par un article unique, aux termes duquel chaque Etat contractant désignerait une Autorité centrale chargée de recevoir, de donner suite et de transmettre les demandes d'assistance qui lui sont présentées conformément à la Convention. Cette proposition donnait cependant aux Etats fédéraux et aux Etats dans lesquels plusieurs systèmes de droit sont en vigueur, la faculté de désigner plusieurs Autorités centrales.

65 Une autre proposition fut faite: elle suggérait que

the principle that each Contracting State shall designate one Central Authority to exercise the functions envisaged in the Convention should be inserted under a preliminary title. The reason for this proposal is that the work of the Conference has multiplied the functions of the Central Authorities.

f The possibility not to be bound by the Chapter on security for costs

66 As to the problem of security for costs, the experts of the common law countries pointed out that, in view of the traditional discretion left to courts in these countries as regards security for costs, it is difficult for these countries to accept treaty obligations in respect of security for costs. Therefore these experts requested that a provision be included in the Convention allowing their States not to be bound by the Chapter on security for costs.

le principe que chaque Etat contractant désigne une Autorité centrale pour exercer les fonctions prévues par la Convention figurât sous un titre préliminaire. Cette proposition repose sur l'idée que les travaux de la Conférence ont multiplié les fonctions de l'Autorité centrale.

f La possibilité de ne pas être lié par le chapitre sur la caution judicatum solvi

66 Les experts des pays de *common law* ont fait observer, au sujet du problème de la caution *judicatum solvi,* qu'en raison du pouvoir discrétionnaire traditionnellement reconnu aux tribunaux dans leurs pays en ce qui concerne cette caution, il serait difficile à ces pays d'accepter des obligations imposées par traité en matière de frais et dépens. C'est pourquoi ces experts ont demandé qu'une disposition de la Convention autorise ces pays à ne pas être liés par le chapitre relatif à la caution *judicatum solvi.*

Supplementary Report prepared by Gustaf Möller following the Special Commission of April 1980

Preliminary Document No 7 of July 1980

INTRODUCTION

The second part of the second meeting of the Special Commission on judicial co-operation, which was held 14–18 April 1980, dealt with the revision of Chapters III to VI of the Hague Convention on Civil Procedure. The Draft Provisions adopted by the Commission at its meeting in May-June 1979 and the Report by the Rapporteur (Prel. Doc. No 4 and Prel. Doc. No 5), as well as an Analytical Survey of the Observations of the Governments on the Draft Provisions for the Revision of Chapters III to VI of the aforesaid Convention (Prel. Doc. No 6 and Prel. Doc. No 6 *add.* I), had been distributed to the members of the Commission before the meeting.

a The title to be given to the Convention

As to the question of the title to be given to the Convention, the following four suggestions were made:

1 Convention on [international] legal co-operation;

2 Convention on international legal aid and certain other matters of legal co-operation;

3 Convention to facilitate international access to justice [and certain other matters of legal co-operation];

4 Convention on civil procedure.

It was decided that the experts would reflect on these suggestions and that a final decision would be taken at the Fourteenth Session of the Conference. The Rapporteur would like, however, already in this context, to raise the question whether reference should be to *judicial co-operation,* rather than to *legal co-operation,* if one of the suggestions under points 1, 2 or 3 is adopted. The term 'legal co-operation' seems to be somewhat ambiguous since it is also used as an equivalent for the French expression *'coopération juridique', i.e.* co-operation in the field of law, *e.g.* co-operation in the drafting of legislation with a view to harmonizing the internal laws of different States (*cf.* also *infra,* p.92). The Rapporteur is, however, well aware of the fact that the term 'judicial co-operation' may be rather strange, at least in some common law jurisdictions, and thus it may be that the term 'legal co-operation' still is more appropriate in this context.

Further it may be considered whether one should use

Rapport complémentaire établi par M. Gustaf Möller à la suite de la Commission spéciale d'avril 1980

(TRADUCTION DU BUREAU PERMANENT)

Document préliminaire No 7 de juillet 1980

INTRODUCTION

La revision des chapitres III à VI de la Convention de La Haye relative à la procédure civile constituait la seconde partie des travaux de la deuxième réunion de la Commission spéciale sur l'entraide judiciaire, qui s'est réunie du 14 au 18 avril 1980. Avant que la Commission ne se réunisse, il fut distribué à ses membres le projet de texte établi par la Commission au cours des réunions qu'elle avait tenues aux mois de mai et juin 1979. On leur remit aussi le Rapport rédigé par le Rapporteur (Doc. prél. No 4 et Doc. prél No 5), ainsi que l'Aperçu analytique des Observations de Gouvernements sur le projet de revision des chapitres III à VI de la Convention en question (Doc. prél. No 6 et Doc. prél. No 6 *add.* I).

a Titre à donner à la Convention

Les quatre suggestions suivantes furent avancées au sujet du titre à donner à la Convention:

1 Convention sur la coopération [l'entraide] judiciaire [internationale];

2 Convention sur l'assistance judiciaire internationale et sur certaines autres matières d'entraide judiciaire;

3 Convention tendant à faciliter l'accès international à la justice [et relative à certaines autres matières d'entraide judiciaire];

4 Convention relative à la procédure civile.

Il fut décidé que les experts étudieraient ces suggestions et qu'une décision définitive serait prise lors de la Quatorzième session de la Conférence. Cependant, le Rapporteur voudrait que, dans le contexte actuel, soit déjà posée la question de savoir s'il fallait, dans la version anglaise, se référer à une *judicial co-operation* plutôt qu'à une *legal co-operation,* au cas où l'une des trois premières suggestions énumérées ci-dessus était retenue. L'expression *«legal co-operation»* peut paraître quelque peu ambiguë, puisqu'elle est aussi employée comme équivalent de l'expression française «coopération juridique», c'est-à-dire la coopération dans le domaine du droit, comme par exemple dans la rédaction de textes destinés à harmoniser les lois internes de plusieurs Etats (voir aussi *infra,* p. 92). Le Rapporteur n'ignore cependant pas que la formule *«judicial co-operation»,* peut sembler assez étrange, tout au moins dans certains pays de *common law;* c'est pourquoi l'expression *«legal co-operation»* semble encore la plus appropriée dans ce contexte.
De plus, on peut se demander s'il faut adopter l'ex-

the term 'mutual assistance' if the French term *'entraide judiciaire'* is used in the French version.[1]

b Inclusion of legal advice in the Convention

Some governments expressed in their observations on the Draft Provisions the wish that legal advice outside of any court proceedings should be included in the scope of the Convention.

A survey among the experts revealed that no country discriminated as to the benefit of legal advice between nationals and foreigners, except for one country which applied the principle of reciprocity. However, many countries did impose residence in their country as a condition and also inadequacy of financial resources. In some countries a condition for granting the benefit of legal advice was that the person seeking legal advice, whatever his nationality, should himself actually be in the State where legal advice is sought.
Primarily because of the fact that the term 'legal advice' has a somewhat different meaning in different States, the Commission readily agreed that no definition of the term 'legal advice' should be attempted in the Convention.
After having discussed at length in particular the delicate problem of international consultation in writing, the Commission decided:

1 to adopt the principle of non-discrimination for the provision of legal advice (unanimously); and

2 to extend the principle of non-discrimination to international legal consultation, by reference to the internal provisions of each State (9 in favour, none against, 4 abstentions).

c Compatiblity of the Convention with the European Agreement on the transmission of applications for legal aid

In its observations on the draft Convention, the Belgian Governement pointed out that the differences in form between the Draft and that of the European Agreement on the transmission of applications for legal aid (referred to below as the 'European Agreement') might cause difficulties of interpretation. Therefore the Belgian Government thought that the corresponding articles of the European Agreement should be literally taken into the new Convention, if the States which were not Members of the Council of Europe had no objections in substance to those provisions. This point of view met with support among some experts, while other experts stressed the need to maintain compatibility with prior Hague Conventions.

In this connection the Rapporteur would like to make the following remarks, as to article 4, paragraph 1, of the draft Convention. According to that provision the applicant for legal aid *shall* submit his application in the Contracting State where he has his habitual resi-

[1] In the European Convention on Mutual Assistance in Criminal Matters the term 'mutual assistance' is used as an English equivalent for the term *'entraide judiciaire'*.

pression *«mutual assistance»* si, dans la version française, l'expression «entraide judiciaire» est adoptée[1].

b Faut-il inclure la consultation juridique dans le domaine de la Convention?

Dans les observations qu'ils ont présentées sur le projet de texte, certains gouvernements avaient exprimé le désir de faire entrer la consultation juridique en dehors de toute procédure judiciaire dans le cadre de la Convention.
Un rapide sondage parmi les experts révéla que pour accorder le bénéfice de la consultation juridique, aucune discrimination n'était faite entre les nationaux et les étrangers, sauf dans un seul pays où le principe de la réciprocité était appliqué. Cependant, de nombreux pays fixaient comme conditions une résidence dans leur pays, ainsi que des ressources financières insuffisantes. Dans quelques pays, la consultation juridique ne peut être accordée que si celui qui l'a sollicitée se trouve en personne dans l'Etat où il en demande le bénéfice.
Essentiellement parce que le sens de l'expression «consultation juridique» diffère sensiblement d'un Etat à un autre, la Commission se mit rapidement d'accord pour ne pas chercher à donner une définition de la consultation juridique.
Après de longues discussions portant tout particulièrement sur le problème délicat de la consultation juridique internationale donnée par écrit, la Commission décida:

1 d'adopter le principe de la non-discrimination dans les dispositions relatives à la consultation juridique (à l'unanimité); et

2 d'étendre le principe de la non-discrimination à la consultation juridique internationale, en se référant aux dispositions du droit interne de chaque Etat (9 voix pour, aucune voix contre, 4 abstentions).

c La Convention est-elle compatible avec l'Accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire?

Dans ses observations sur le projet de Convention, le Gouvernement belge avait relevé que les différences de rédaction entre le texte du projet et celui de l'Accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire (désigné désormais sous le nom d'«Accord européen») pourrait créer des difficultés d'interprétation. C'est pourquoi ce Gouvernement pensait que les articles correspondant de l'Accord européen devraient être textuellement reproduits dans la nouvelle Convention, si les Etats non-membres du Conseil de l'Europe ne s'opposaient pas sur le fond à ces dispositions. Plusieurs experts se rallièrent à ce point de vue, alors que d'autres experts soulignèrent la nécessité de s'assurer que la Convention serait compatible avec les Conventions de La Haye déjà existantes.
Dans ce contexte, le Rapporteur tient à faire les remarques suivantes au sujet de l'article 4, premier paragraphe, du projet de Convention. Aux termes de cette disposition, celui qui sollicite l'assistance judiciaire *doit* présenter sa demande dans l'Etat contractant où il a

[1] Dans la Convention européenne sur l'entraide judiciaire en matière pénale, l'expression *«mutual assistance»* est, dans la version anglaise, l'équivalent de l'expression française «entraide judiciaire».

dence. This provision may be somewhat misleading. So far as the Rapporteur can see, it was never intended to prevent the applicant from submitting his application directly to the competent authorities in the State where the proceedings are to take place. The idea was only to give the applicant an additional channel for submitting his application for legal aid, for court proceedings taking place in a Contracting State other than that of his habitual residence. Therefore it should be considered whether the word 'shall' in this context ought to be replaced by the word 'may', as is the case in the corresponding article (article 1) of the European Agreement.

d Security for costs

In view of the traditional discretion left to the courts in the common law countries, it seemed difficult, at least for most of those countries, to accept treaty obligations in respect of security for costs. Moreover it appeared that several States required security for costs from non-resident litigants, not for the purpose of discrimination but to protect the opposing party. As regards article 14 of the Draft, the Rapporteur would like to point out that the words 'without charge', in paragraph 1 of that article, only relate to the *exequatur* procedure, *i.e.* the procedure for obtaining an order for enforcement but not to the enforcement itself.

e The Swiss proposal on safe conduct[2]

It was pointed out that the principle of immunity from criminal prosecution for a witness called temporarily to testify in a country other than that of his residence already existed in the legislation of a number of countries. Further, this principle has been adopted in some bilateral and multilateral treaties and conventions, *inter alia* in the European Convention on Mutual Assistance

sa résidence habituelle. Cette disposition semble assez discutable. Si le Rapporteur ne se trompe pas, on n'a jamais eu l'intention d'interdire au requérant de présenter directement sa demande aux autorités compétentes de l'Etat où le procès doit se dérouler. On entendait simplement donner au requérant une voie supplémentaire pour présenter sa demande d'assistance judiciaire à l'occasion d'un procès qui se déroule dans un Etat contractant autre que celui où il a sa résidence habituelle. Il faut donc se demander si, dans ce contexte, on ne devrait pas remplacer le mot «doit» par le mot «peut», comme c'est le cas dans l'article correspondant de l'Accord européen (article 1).

d Caution judiciaire

En raison du traditionnel pouvoir discrétionnaire que possèdent les tribunaux dans les pays de *common law*, on pensa que pour la plupart de ces pays tout au moins, il serait difficile d'accepter les obligations du traité en matière de caution judiciaire (*cautio judicatum solvi*). Au surplus, on se rendit compte que, dans plusieurs Etats, une caution judiciaire était exigée des plaideurs non-résidents, non pas dans un but de discrimination, mais pour protéger les intérêts de la partie adverse. Le Rapporteur tient à signaler, au sujet de l'article 14, que, dans ce contexte, le mot «gratuitement», dans le premier paragraphe de l'article ne concerne que la procédure d'exequatur c'est-à-dire une procédure tendant à faire déclarer la décision exécutoire, mais ne concerne pas cette exécution elle-même.

e La proposition suisse sur le sauf-conduit[2]

On fit observer que le principe de l'immunité contre des poursuites pénales dont bénéficierait un témoin cité à déposer dans un pays autre que celui de sa résidence, est déjà prévu par la loi interne de plusieurs pays. Ce principe, au surplus a été adopté dans des traités et des conventions bilatéraux ou multilatéraux, notamment la Convention européenne d'entraide judiciaire

---

[2] *Article 17 bis*

Sauf-conduit

1 Un témoin ou expert, ressortissant d'un Etat contractant ou ayant sa résidence habituelle sur le territoire d'un Etat contractant, qui comparaît devant les tribunaux d'un autre Etat contractant, à la suite d'une citation ne peut être poursuivi, détenu ou soumis à une restriction quelconque de sa liberté individuelle sur le territoire de cet Etat pour des faits ou des condamnations antérieurs à son départ du territoire de l'Etat requis.

2 L'immunité prévue à l'alinéa précédent cesse lorsque le témoin ou l'expert, après exécution des actes de procédures pour lesquels sa présence a été requise par le tribunal, quitte le territoire de l'Etat requérant et y retourne, ou continue à y demeurer alors qu'il aurait pu le quitter sans difficulté dans les quinze jours.

[(Translation:

Article 17 bis

Safe conduct

1 A witness or expert, who is a national of a Contracting State or has his habitual residence in a Contracting State, appearing on a summons before the tribunals of another Contracting State, shall not be prosecuted or detained or subjected to any other restriction of his personal liberty in the territory or that State in respect of acts or convictions anterior to his departure from the territory of the requested State.

2 The immunity provided for in paragraph 1 of this article shall cease, when the witness or expert, after execution of the acts of procedure for which his presence has been requested, and after having left the territory of the requested State, returns there, or remains there having had for a period of fifteen (consecutive) days an opportunity of leaving that territory without difficulty.]

---

[2] *Article 17 bis*

Sauf-conduit

1 Un témoin ou expert, ressortissant d'un Etat contractant ou ayant sa résidence habituelle sur le territoire d'un Etat contractant, qui comparaît devant les tribunaux d'un autre Etat contractant, à la suite d'une citation ne peut être poursuivi, détenu ou soumis à une restriction quelconque de sa liberté individuelle sur le territoire de cet Etat pour des faits ou des condamnations antérieurs à son départ du territoire de l'Etat requis.

2 L'immunité prévue à l'alinéa précédent cesse lorsque le témoin ou l'expert, après exécution des actes de procédures pour lesquels sa présence a été requise par le tribunal, quitte le territoire de l'Etat requérant et y retourne, ou continue à y demeurer alors qu'il aurait pu le quitter sans difficulté dans les quinze jours.

[(Translation)

Article 17 bis

Safe conduct

1 A witness or expert, who is a national of a Contracting State or has his habitual residence in a Contracting State, appearing on a summons before the tribunals of another Contracting State, shall not be prosecuted or detained or subjected to any other restriction of his personal liberty in the territory of that State in respect of acts or convictions anterior to his departure from the territory of the requested State.

2 The immunity provided for in paragraph 1 of this article shall cease, when the witness or expert, after execution of the acts of procedure for which his presence has been requested, and after having left the territory of the requested State, returns there, or remains there having had for a period of fifteen (consecutive)days an opportunity of leaving that territory without difficulty.]

in Criminal Matters (article 12)[3]. Several experts strongly supported this proposal. Some others thought that it was outside the Commission's mandate and/or that the principle was acceptable only in criminal matters.

If the proposal on safe conduct were in principle to be accepted, one might, however, ask whether this principle should apply only when the witness or expert has been summoned by the court, or with leave of the court. If that were the case, it would be easier to avoid any abuse of this privilege.

It may be pointed out that the immunity provided for in the proposal would, as in the aforesaid European Convention, only apply to acts or convictions anterior to the departure of the witness or expert from the territory of the requested State.
Finally, one may ask whether a provision on safe conduct, if accepted, should be limited to nationals of the Contracting States and persons having their habitual residence in a Contracting State. On the one hand, such a limitation would appear to be consistent with the other provisions of the draft Convention. On the other hand it may, however, be pointed out that the corresponding provision of the aforesaid European Convention applies to any witness or expert appearing on summons before the judicial authorities of the requesting State.

f The French proposal on the extension of the powers of Central Authorities (Working Document No 14)

The French Expert pointed out that the creation of multiple Central Authorities under the various conventions on judicial co-operation called for an effort to harmonize these activities. As was the case in the draft Hague Convention on civil aspects of international child abduction, the French proposal contained a provision according to which a State which has appointed more than one Central Authority shall designate the Central Authority to which applications may be addressed for transmission to the relevant Central Authority in that State. Further, the French Expert thought that certain practical needs might be met by slightly expanding the range of their authorized activities.

Some experts were concerned that the French proposal might result in the creation of a 'super Central Authority' and cause problems especially for Federal States. Others expressed the opinion that the proposal was premature, and in any case that it fell outside the mandate of the Commission.

The French Expert then asked the Commission to consider only that part of his proposal which dealt with

en matière pénale (article 12)[3]. Plusieurs experts appuyèrent fortement la proposition suisse. D'autres estimèrent qu'elle outrepassait le mandat donné à la Commission et/ou que le principe n'était valable qu'en matière pénale.
Si la proposition concernant le sauf-conduit pourrait en principe être acceptée, on peut néanmoins se demander si ce principe ne s'applique que lorsque le témoin ou l'expert a été cité par le tribunal ou avec l'autorisation de celui-ci. Si tel est bien le cas, il sera plus facile d'empêcher que ce privilège ne conduise à des abus.
Il importe de signaler que l'immunité prévue par cette proposition ne s'appliquerait, comme c'est le cas dans la Convention européenne précitée, que pour des faits ou des condamnations antérieurs au départ du témoin ou de l'expert du territoire de l'Etat requis.
Enfin, on peut aussi se demander si une disposition relative au sauf-conduit, si elle est acceptée, ne doit profiter qu'aux nationaux des Etats contractants et aux personnes qui ont leur résidence habituelle dans un Etat contractant. D'un côté il semble qu'une telle restriction semble être en harmonie avec les autres dispositions du projet de Convention. Cependant, on peut relever d'un autre côté que la disposition correspondante dans la Convention européenne mentionnée plus haut s'applique à tous les témoins et experts cités à comparaître devant les autorités judiciaires de l'Etat requérant.

f La proposition française relative à l'extension des pouvoirs des Autorités centrales (Document de travail No 14)

L'Expert français fait observer que la création d'un grand nombre d'Autorités centrales en exécution de diverses conventions sur la coopération judiciaire exigeait qu'un effort fût fait pour harmoniser les activités de ces organismes. Comme le projet de Convention de La Haye sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants le fait déjà, la proposition française contient une disposition aux termes de laquelle un Etat qui a instauré plus d'une Autorité centrale désignera l'Autorité centrale à laquelle les demandes devront être présentées pour être transmises à l'Autorité centrale compétente dans l'Etat. Au surplus l'Expert français estime que, pratiquement, certains besoins pourraient être satisfaits si le domaine des activités de ces autorités était légèrement étendu.
Certains experts ont craint que la proposition française n'ait pour résultat de créer une «Autorité centrale supérieure», posant ainsi des problèmes, plus particulièrement aux Etats fédéraux. D'autres experts exprimèrent l'opinion que la proposition était prématurée, et qu'en tout état de cause, elle outrepassait le mandat donné à la Commission.
L'Expert français demanda alors à la Commission de ne prendre en considération que la partie de sa pro-

[3] *Article 12*

1 A witness or expert, whatever his nationality, appearing on a summons before the judicial authorities of the requesting Party shall not be prosecuted or detained or subjected to any other restriction of his personal liberty in the territory of that Party in respect of acts or convictions anterior to his departure from the territory of the requested Party.

2 A person, whatever his nationality, summoned before the judicial authorities of the requesting Party to answer for acts forming the subject of proceedings against him, shall not be prosecuted or detained or subjected to any other restriction of his personal liberty for acts or convictions anterior to his departure from the territory of the requested Party and not specified in the summons.

3 The immunity provided for in this article shall cease when the witness or expert or prosecuted person, having had for a period of fifteen consecutive days from the date when his presence is no longer required by the judicial authorities an opportunity of leaving, has nevertheless remained in the territory, or having left is, has returned.

[3] *Article 12*

1 Aucun témoin ou expert, de quelque nationalité qu'il soit, qui, à la suite d'une citation, comparaîtra devant les autorités judiciaires de la Partie requérante, ne pourra être ni poursuivi, ni détenu, ni soumis à aucune autre restriction de sa liberté individuelle sur le territoire de cette Partie pour des faits ou condamnations antérieurs à son départ du territoire de la Partie requise.

2 Aucune personne, de quelque nationalité, qu'elle soit, citée devant les autorités judiciaires de la Partie requérante afin d'y répondre de faits pour lesquels elle fait l'objet de poursuites, ne pourra y être ni poursuivie, ni détenue, ni soumise à aucune autre restriction de sa liberté individuelle pour des faits ou condamnations antérieurs à son départ du territoire de la Partie requise et non visés par la citation.

3 L'immunité prévue au présent article cessera lorsque le témoin, l'expert ou la personne poursuivie, ayant eu la possibilité de quitter le territoire de la Partie requérante pendant quinze jours consécutifs, après que sa présence n'était plus requise par les autorités judiciaires, sera néanmoins demeurée sur ce territoire ou y sera retournée après l'avoir quitté.

the possibility for Central Authorities to forward requests for information or reports (for example, social reports) in the context of court proceedings within their jurisdiction, or to furnish free of charge copies of judicial decisions. This might form a separate chapter in the Convention. The proposal was rejected by a vote of 4 in favour, 7 against, 2 abstentions.

It was, however, suggested that this subject might perhaps be taken up by the next Special Commission convened in accordance with the Resolution set forth below (see Annex).

g *Proposal of the Secretariat* (see Annex)

This proposal for a Resolution to the Fourteenth Session was presented by the Permanent Bureau with a view to regularizing the periodic study by the Conference of the operation of its Conventions on judicial co-operation. It was clarified that this proposal was to be addressed to the attention of the Fourth Commission which would deal with questions of general policy.

The Resolution proposed by the Secretariat was, with two amendments, adopted by the Commission, by a vote of 11 in favour, none against, 1 abstention.
The amendments were the following. First, in the English version the word 'functioning' was replaced by the word 'operation'. Secondly, the words in square brackets in the final paragraph 'and administrative' were deleted (by a vote of 6 in favour, 2 against, 5 abstentions), it being understood, however, that the term 'judicial co-operation' was accepted in a rather broad sense.
The question was raised as to whether, in the English version, the reference should be to 'legal co-operation' rather than to 'judicial co-operation'; due to the accepted use of this latter term, which was closer to the French term, and difficulties of translating the former term into other languages, it seemed better to retain the reference to 'judicial co-operation' (*cf. supra* p. 88).

position concernant la possibilité pour les Autorités centrales d'acheminer des demandes de renseignements ou d'enquêtes (des rapports sociaux par exemple) dans le cadre des procédures dont leurs autorités judiciaires sont saisies, et de transmettre sans frais des expéditions de décisions judiciaires. Cette question pourrait constituer un chapitre séparé de la Convention. Cette proposition fut rejetée (4 voix pour, 7 voix contre et 2 abstentions).
Il fut cependant suggéré que l'examen de cette question soit repris au cours d'une prochaine Commission spéciale, quand un telle commission sera convoquée conformément au Voeu ci-après (voir annexe).

g *Proposition du Secrétariat* (voir annexe)

Le Bureau Permanent proposa de recommander à la Quatorzième session l'adoption d'un Voeu tendant à réglementer l'examen périodique que fait la Conférence sur la mise en application de ses Conventions relatives à la coopération judiciaire. On fit clairement comprendre que cette proposition était adressée à l'attention de la Quatrième commission chargée des questions de politique générale.
La Recommandation proposée par le Secrétariat fut adoptée avec deux amendements (11 voix pour, aucune voix contre et 1 abstention).
Voici ces deux amendements. Premièrement, dans la version anglaise, le mot *«functioning»* fut remplacé par le mot *«operation»*. Deuxièmement, dans le dernier paragraphe, les mots «et administratifs» placés entre parenthèses furent supprimés (6 voix pour, 2 contre, 5 abstentions). Il demeurait cependant entendu qu'il était donné à l'expression «entraide judiciaire» un sens plus général.
La question se posa de savoir si, dans la version anglaise, il fallait faire référence à *«legal co-operation»*, plutôt qu'à *«judicial co-operation»*. Comme cette dernière expression est habituellement employée, et qu'elle se rapproche davantage de l'expression française, et en raison de la difficulté qu'il y a à traduire la première expression dans d'autres langues, il parut préférable de parler de *«judicial co-operation» (cf. supra* p. 88).

ANNEX

Draft resolution aimed at promoting the study of the operation of the Conventions on judicial co-operation adopted by the Special Commission of April 1980

The Special Commission on judicial co-operation, which met from 14 to 18 April 1980 proposes to the Fourteenth Session to adopt the following Resolution –

The Fourteenth Session of the Hague Conference,

HAVING REGARD to the fruitful results of the work of the Special Commissions of November 1977 on the operation of the *Convention on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters*, of June 1978 on the operation of the *Con-*

ANNEXE

Projet de voeu tendant à faciliter l'étude du fonctionnement des Conventions d'entraide judiciaire adopté par la Commission spéciale d'avril 1980

La Commission spéciale sur l'entraide judiciaire siégeant en réunion du 14 au 18 avril 1980 propose à la Quatorzième session d'adopter le Voeu suivant:

La Quatorzième session de la Conférence de La Haye,

VU les résultats fructueux des travaux des Commissions spéciales de novembre 1977 sur le fonctionnement de la *Convention relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale*, de juin 1978 sur le fonc-

vention on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters, and of May/June 1979 and April 1980 on judicial co-operation;

HAVING REGARD to the usefulness of such meetings for the study of the practical operation of the Hague Conventions in matters of judicial co-operation and more particularly for the co-ordination of the work of national authorities charged with the application of those Conventions;

EXPRESSES the Wish that the Secretary General of the Hague Conference may convoke at regular intervals Special Commissions to study the practical operation of Conventions and Recommendations in matters of judicial co-operation, or, where necessary, to propose Recommendations in matters of judicial co-operation.

tionnement de la *Convention sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale* et de mai/juin 1979 et avril 1980 en matière d'entraide judiciaire;

VU l'utilité de pareilles réunions pour l'étude du fonctionnement pratique des Conventions de La Haye en matière d'entraide judiciaire, et plus particulièrement pour la coordination des travaux des autorités nationales chargées d'appliquer ces Conventions;

EMET le Vœu que le Secrétaire général de la Conférence de La Haye puisse convoquer à intervalles réguliers des Commissions spéciales chargées d'étudier le fonctionnement pratique des Conventions [et des Recommandations] en matière d'entraide judiciaire, ou, le cas échéant, de faire des Recommandations en matière d'entraide judiciaire.

Aperçu analytique des observations des Gouvernements sur le Document préliminaire No 5

Analytical survey of the observations of the Governments on Preliminary Document No 5

Document préliminaire No 9 de septembre 1980

Preliminary Document No 9 of September 1980

Aperçu analytique des observations des Gouvernements sur le projet de texte tendant à reviser les chapitres III à VI de la Convention de La Haye relative à la procédure civile (assistance judiciaire, caution judicatum solvi, etc), établi par le Bureau Permanent

Analytical survey of the observations of the Governments on the draft provisions for the revision of Chapters III to VI of the Hague Convention on Civil Procedure (legal aid, security for costs, etc.), drawn up by the Permanent Bureau

(Ce Document reprend le Document préliminaire No 6 et son Addendum *I en le complétant)*

(This Document is a reprint of Preliminary Document No 6 and Addendum *I, with further additions)*

OBSERVATIONS GÉNÉRALES – GENERAL OBSERVATIONS

1 Argentine/Argentina

The revised chapters propitiate the granting of legal aid to nationals or habitual residents of a Contracting State. Such a criterium is in thorough agreement with the fundamental principles of Argentine legislation which does not discriminate between nationals and aliens when determining access to the courts.
With regard to those sectors to which the aid pertains, nothing prevents the acceptance in the civil and commercial sectors (article 1, paragraph 1), however, in respect of the administrative, social and fiscal sectors, the granting of aid will continue to be ruled by the internal law of the Member State (article 1, paragraph 2).
In so far as the revision pertains to the Central Authorities and their functions, to the transmitting authorities, to the presentation of the applications, to the function of the forwarding authority and to the translations, nothing prevents the acceptance of their inspiring criteria.
Nevertheless, we must point out that the exemption to the rule of deposit for costs (*cautio judicatum solvi* article 13), as well as the non-contributory character of the enforcement of orders for costs and expenses (article 14) and the transmission, reception and determination of applications for legal aid (article 10), even though they reflect a constructive spirit of international legal co-operation and would not affect any of the fundamental principles of Argentine legislation, require the budgetary contribution of the State which ought to be considered during the course of discussions regarding the adoption of the revised chapters.

2 Australie/Australia

Australia desires to express its general approval of the provisions of the Draft dealing with legal aid. It makes some suggestions for amendment arising principally out of difficulties of distance and language. The comments and suggestions are made in the context of consideration that the Australian Government is giving to the possibility of adhering to the proposed Legal Aid Convention in the light of agreements that are being entered into between the Australian Government and the Australian States concerning legal aid.

3 Belgique/Belgium

Il ressort du Rapport d'orientation (Doc. prél. No 1, *supra* p. 12) que l'Accord européen sur la transmission des demandes judiciaires conclu dans le cadre du Conseil de l'Europe était considéré comme parfaitement compatible avec les Conventions de La Haye.
La Belgique estime dès lors qu'il convient de reprendre littéralement, dans la nouvelle Convention, et s'il n'y a pas de remarques quant au fond pour les pays non-membres du Conseil de l'Europe, le texte des articles correspondants de l'Accord européen.

On peut citer comme exemples:

– les articles 2 et 3 du projet adopté par la Commission spéciale: les différences avec l'Accord européen (article 2) peuvent mener à des confusions. Ainsi le premier alinéa de l'article 2 du projet prévoit que chaque Etat désigne une Autorité centrale, tandis que le premier alinéa de l'article 3 prévoit qu'il y aura une ou plusieurs autorités expéditrices.
Faut-il en déduire que l'Autorité centrale visée au premier alinéa de l'article 2 devra transmettre la demande aux autorités expéditrices visées au premier alinéa de l'article 3 avant que celles-ci ne saisissent les autorités réceptrices des autres Etats contractants? Cette question est réglée d'une façon non équivoque dans l'Accord européen dont il serait sage de reprendre le texte (article 2);

– les articles 5, 6, 7.

Si le texte de La Haye s'écarte de celui de Strasbourg, il faudrait songer à un article prévoyant que le chapitre I sur l'assistance judiciaire ne s'applique pas dans les relations entre lesdits Membres du Conseil de l'Europe.

4 Canada

The Canadian Government raises 'two important matters of form'.

a The first matter relates to the possible severability of that part of the draft Convention dealing with legal aid from those dealing with security for costs. This might be done either by having separate conventions or by placing a clause in the Convention which enabled a State to become a Party to one part but not all of the Convention. The reason for this suggestion stems from the fact that all common law jurisdictions in Canada continue to provide for security for costs in relation to non-residents and those without assets in the jurisdiction, and this is a situation which does not seem likely to change in the foreseeable future. Consequently, if there is no means by which Canada is able to avoid this aspect of the Convention, any possibility of adherence to the legal aid aspects will cease to exist.

b The second matter relates to the need, which is a very important one from Canada's perspective, for the

inclusion in the Convention(s) of a 'Federal State clause'. This type of clause, which has been recognized in some of the more recent Hague Conventions, would enable Canada to adhere to the legal aid provisions of the Convention, for example, on behalf of one or more, but not all provinces of Canada in the event that less than all provinces were prepared to accept that part of the Convention. As to whether that part of the Convention will be acceptable to the provinces remains a matter for determination once the Convention has been adopted. We will have a specific Federal State clause to propose when the matter of final clauses is considered next year.

5 **Danemark/Denmark**

The Preliminary Draft can be accepted,

6 **Finlande/Finland**

No objections against the draft provisions.

7 **France**

Voir également Document préliminaire No 7, supra, *p. 91 et 92.*

Le Gouvernement français a présenté le document de travail suivant pour considération lors de la deuxième réunion de la Commission spéciale:

Le présent document de travail a pour objet de compléter le projet de texte portant revision de la Convention de La Haye de 1954 sur la procédure civile, adopté par la Commission spéciale qui a siégé du 28 mai au premier juin 1979, en y introduisant, dans un nouveau chapitre, des dispositions relatives à la désignation d'Autorités centrales à vocation générale en matière de procédure civile.

Ces autorités seraient désignées pour faciliter, sur un plan extrêmement général, l'accès à la justice, l'accomplissement des actes de procédure et le déroulement des procédures, la reconnaissance et l'exécution des décisions concernant le droit des personnes et de la famille. Plus particulièrement, elles seraient chargées de répondre au besoin constaté dans la pratique quotidienne, d'instaurer entre les Etats contractants un vaste réseau d'échanges d'informations et de renseignements dans le domaine judiciaire.
L'établissement de relations de coopération judiciaire sur un plan général entre les Etats contractants aurait pour effet, en premier lieu, d'établir un lien de coordination entre les Autorités centrales spécialisées existantes ou qui sont en voie d'être créées (assistance judiciaire – garde des enfants), en évitant une trop grande sectorisation de leurs activités, en second lieu, de consolider les pratiques qui se sont déjà instaurées entre certaines Autorités centrales notamment dans le domaine de l'échange des informations, troisièmement, de faciliter le fonctionnement de certaines Conventions de La Haye comme celle concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions relatives aux obligations alimentaires qui n'ont pas prévu la désignation d'Autorités centrales.
La désignation d'Autorité centrale à vocation générale se présente comme l'achèvement nécessaire du système créé à La Haye dont le succès repose, comme cela a été souligné par plusieurs délégations au cours des travaux de la Commission spéciale, sur le rôle d'animation et de contrôle qui a été dévolu aux différentes Autorités centrales spécialisées. Cette désignation contribuerait à donner aux travaux de la Conférence une cohésion et une efficacité supplémentaires.

V Autorités centrales

Article 18 – Coopération judiciaire

Les Etats contractants s'accordent, en matière civile et commerciale, une entraide judiciaire mutuelle pour faciliter l'accès à la justice, l'accomplissement des actes de procédure et le déroulement des procédures, la reconnaissance et l'exécution des décisions concernant le droit des personnes et de la famille.
L'entraide judiciaire mutuelle s'applique également aux affaires portées devant les tribunaux compétents en matières administrative et sociale.

Article 19 – Désignation d'Autorités centrales

Chaque Etat contractant désigne une Autorité centrale à cet effet, chargée de recevoir les demandes émanant d'une autorité d'un autre Etat contractant et d'y donner suite.
Les Etats fédéraux et les Etats dans lesquels plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ont la faculté de désigner plusieurs Autorités centrales.

Article 20 – Fonctions des Autorités centrales

Les Autorités centrales coopèrent entre elles et interviennent chaque fois que cela est nécessaire pour promouvoir une concertation et une collaboration entre leurs autorités compétentes.
Sur la demande qui leur en est faite, les Autorités centrales peuvent, sauf si l'ordre public s'y oppose,

a *s'acheminer des demandes de renseignements ou d'enquêtes dans le cadre des procédures dont leurs autorités judiciaires sont saisies, et se transmettre sans frais des expéditions de décisions judiciaires;*

b *se fournir, sur leur demande, des renseignements concernant leur législation en vigueur ou concernant les points de droit ou de fait relatifs à des procédures en cours ou relatifs à l'état des personnes;*

c *transmettre à leurs autorités compétentes, dans le cadre des possibilités de leur droit et de leurs organisations judiciaires, les demandes de consultations gratuites concernant les droits des personnes et de la famille;*

d *acheminer les demandes tendant à la reconnaissance et à l'exécution des décisions judiciaires concernant le droit des personnes ou de la famille et saisir, le cas échéant, ou prendre les mesures nécessaires pour que leurs autorités compétentes soient saisies à ces fins.*

Article 21 – Généralités – pour mémoire –

a *Traduction*

b *Dispense de légalisation*

c *Gratuité*

8 **Luxembourg**

Aucun commentaire.

9 **Portugal**

Le texte examiné n'énonce pas les critères qui devront régler l'expression «résidence habituelle», qui apparaît souvent dans ses dispositions.
On pourrait envisager de formuler une remarque à ce propos.
Cependant, on doute de la légitimité d'une remarque pareille, étant donné les difficultés dont se revêt un essai de définition susceptible d'acceptation générale.
La notion de «résidence habituelle» a été définie dans la Résolution (72) 1 et son annexe, adoptées par le Co-

mité des Ministres du Conseil de l'Europe le 18 janvier 1972, d'après lesquelles, tout en s'agissant d'une notion de *fait*, pour que la résidence soit *habituelle* elle doit se caractériser d'une grande stabilité de rattachement territorial, et cette stabilité pourra se traduire, soit par une durée plus longue du séjour, soit par un lien particulièrement intime entre la personne et le lieu. D'après la même Résolution, la résidence d'une personne ne peut pas être sous la dépendance de l'octroi au refus d'une autorisation officielle.
Par conséquent, dans l'exposition des motifs de ladite Résolution (76) 5, du 18 février 1976, on a estimé qu'elle ne devrait pas être interprétée au sens de la suppression du bénéfice de l'assistance judiciaire aux personnes qui auraient leur résidence habituelle dans un Etat sans posséder une autorisation officielle de résidence dans ledit Etat[1].
Ces difficultés nous mènent à ne pas suggérer la définition dans le projet de la notion de «résidence habituelle», et il reste donc, au cas de doute, le recours à l'interprétation jurisprudentielle.

10 **Suède/Sweden**

The text of the Preliminary Draft is acceptable to the Swedish Government.

11 **Tchécoslovaquie/Czechoslovakia**

No comments.

TITRE DE LA CONVENTION – TITLE OF THE CONVENTION

12 **République fédérale d'Allemagne/Federal Republic of Germany**

Par sa dénomination la Convention devrait rendre clair que, selon sa teneur essentielle (assistance judiciaire, prestation de sûreté concernant les frais de procédure), elle pourra faciliter l'accès à la justice du particulier: la dénomination de «Convention de La Haye tendant à faciliter l'accès à la justice» pourrait atteindre ce but.

CHAPITRE I: ASSISTANCE JUDICIAIRE

CHAPTER I: LEGAL AID

ARTICLE 1

13 **République fédérale d'Allemagne/Federal Republic of Germany**

La République fédérale d'Allemagne est d'avis, que le principe de non-discrimination doit également être applicable à la consultation juridique extrajudiciaire. En raison de considérations systématiques et pratiques nous avons cependant de sérieux doutes quant au fait d'inclure la consultation juridique dans le présent projet de texte. La procédure prévue par l'article 2 et suivants du projet concernant la transmission de demandes d'assistance judiciaire n'est pas appropriée à la consultation juridique. Une consultation vraiment efficace n'est possible qu'à condition qu'elle soit donnée à la base d'une procédure aussi peu compliquée et bureaucratique que possible. Mais ce but peut seulement être atteint, si la personne demandant conseil est en contact direct avec le service de consultation.
Au cas où la consultation juridique devra être mentionnée uniquement à l'article premier du projet de texte au sens d'une clause de non-discrimination, il faudrait préciser que la personne demandant conseil (qui est ressortissante d'un Etat contractant ou bien une personne ayant sa résidence habituelle sur le territoire de l'un de ces Etats) ait sa résidence sur le territoire de l'Etat auquel est demandée la consultation juridique.
Assistance judiciaire accordée aux personnes morales:
La Convention ainsi que la Convention de La Haye de 1954 devraient se limiter à l'assistance judiciaire pour les personnes physiques.
Selon l'avis de la République fédérale d'Allemagne il ne semble pas nécessaire d'inclure les personnes morales à l'article premier du projet.

14 **Belgique/Belgium**

a *La consultation juridique*

La Belgique est d'avis que les ressortissants des Etats contractants et les personnes y résidant habituellement devraient se voir accorder le bénéfice de la consultation juridique, aux mêmes conditions que les nationaux. En Belgique, le Conseil de l'Ordre des Avocats pourvoit à l'assistance des personnes dont les revenus sont insuffisants sans faire de discrimination de nationalité. Seules les causes manifestement mal fondées ne sont pas distribuées (article 455 du Code judiciaire).

b *Application aux personnes morales*

En Belgique, les personnes morales peuvent bénéficier de l'assistance judiciaire. La Belgique n'a aucune objection à ce que la Convention s'étende également aux personnes morales. La formule modèle devrait, le cas échéant, être adoptée.

15 **France**

Nous estimons, en ce qui concerne le droit à l'assistance judiciaire, qu'une distinction devrait être établie dans l'avant-projet de Convention entre trois catégories de bénéficiaires.
Devraient être admis au bénéfice de l'assistance judiciaire les ressortissants des Etats contractants ainsi que les personnes physiques ayant leur résidence habituelle sur le territoire de l'Etat contractant dans lequel la procédure doit se dérouler, disposition conforme à la Résolution adoptée par le Conseil de l'Europe.
En ce qui concerne les personnes physiques étrangères à tous les Etats contractants ayant leur résidence habituelle sur le territoire de l'un des Etats contractants qui demandent l'assistance judiciaire dans un autre Etat contractant, leur situation devrait être réglée dans l'avant-projet de Convention par l'insertion d'une faculté laissée à l'appréciation des Etats. Il ne nous apparaît pas possible, en effet, d'imposer aux Etats, compte tenu des indemnités qu'ils doivent verser aux auxiliaires de justice, une charge budgétaire aussi considérable.

16 **Grèce/Greece**

A l'article premier, paragraphe 2, prévoir également

[1] *Cf.* «Assistance judiciaire en matière civile, commerciale et administrative. Résolution (76) 5 adoptée par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe du 18 février 1976 et Exposé des motifs», Strasbourg 1976, p. 7.

l'application des dispositions du paragraphe 1 aux affaires qui sont portées devant des autorités administratives.

17 **Irlande/Ireland**

It is not clear whether the term 'legal aid' includes legal advice. It is felt that it should and that the Convention should make this clear.

18 **Norvège/Norway**

The Norwegian Government would prefer the Convention to cover legal advice outside court proceedings as well as legal aid for court proceedings.
Furthermore, the Norwegian Government associates itself with the Dutch comments on article 1 concerning persons *having had* their habitual residence in a Contracting State in respect of matters which arise from their former residence in that State, *cf.* point *a* in the Dutch comments.

19 **Pays-Bas/Netherlands**

a As regards the scope of the Convention *ratione personae* the inclusion may be considered of persons *having had* their habitual residence in any Contracting State *in respect of matters which arose from their former residence in that State.* This extension would concern persons who do not possess the nationality of, and are no longer residing in, a Contracting State. It would preclude the loss of rights to legal assistance, only because a person leaves that State and moves to a non-Contracting State. One may think here of questions of dismissal or social security arising from employment contracts to be performed in that Contracting State.
Alternatively, one might consider including a provision to the effect that nothing in the Convention shall prevent an agreement between any two or more Contracting States to grant legal aid to persons, or in matters, other than those covered by the Convention.

b As regards the application *ratione materiae* the Dutch Government has taken note of the fact that a proposal that penal matters be covered by the Convention was rejected by a clear majority of the Special Commission. The Commission did decide, however, to include not only civil and commercial matters, but also administrative, social and fiscal matters in the Convention. One wonders, upon reflection, whether the exclusion of the field of penal law is indeed sufficiently justified. It would seem to follow from the replies to the Questionnaire on legal aid (Annex I to Preliminary Documents Nos 1 and 2, and Preliminary Document No 3) that most Member States of the Hague Conference do not exclude the field of penal law from their legal aid system and, moreover, do not discriminate between nationals and non-nationals in this respect. Including the field of penal law in the Convention, then, would not seem to place an additional heavy burden on the Contracting States and, furthermore, complete the scope *ratione materiae* of the Convention.

c Also with regard to the application *ratione materiae* the Dutch Government would be in favour of an extension of the scope of the Convention to such legal advice as is suited to avoid legal proceedings. The proposed text of article 1 specifically limits legal aid to proceedings *before a court.* However, legal advice, particularly if given at an early stage, may in many cases eliminate the need for (legal aid for) actual court proceedings. Is is also, in those cases, much less expensive for States than court proceedings. It may be recalled that in Resolution 78 (8) of the Committee of Ministers of the Council of Europe (Annex 4 to Preliminary Documents Nos 1 and 2), minimum standards of legal advice are specifically included. By limiting the extension to legal advice being suited to avoid legal proceedings, difficulties arising from the fact that some forms of legal advice in some States are not financed from public funds may be anticipated.

d In any case, a provision was to be included to put it beyond doubt that, to the extent that the internal law of a Contracting State grants legal aid to persons, or for matters other than those covered by the Convention, the Convention shall not affect such provisions.

20 **Royaume-Uni/United Kingdom**

This article refers to 'civil and commercial matters' and to 'administrative, social or fiscal matters' within the context of a convention on civil procedures. The boundary between civil and criminal matters is not always easy to draw and it may be necessary for individual courts to draw it in particular cases. In these cases it is assumed that what constitutes a 'civil and commercial matter' or an 'administrative, social or fiscal matter' will be determined by the law of the courts of the country in which the legal aid is sought.

ARTICLE 2

21 **Espagne/Spain**

Il serait souhaitable que tous les Etats et non seulement ceux de structure fédérale puissent désigner plusieurs Autorités centrales.

22 **Belgique/Belgium**

Voir Observations générales, Belgique/Belgium No 3.

ARTICLES 2–3

23 **Royaume-Uni/United Kingdom**

These are broadly speaking acceptable provided that the same authority may be designated as a transmitting and receiving authority but the words in square brackets in the second paragraph of article 3 should be omitted.

ARTICLES 2–4

24 **Norvège/Norway**

The Norwegian Government supports the Dutch comments on articles 2 to 4.

25 **Pays-Bas/Netherlands**

According to the system proposed by these articles the applicant, where he does not reside in the requested State, will have to apply to the transmitting authorities in the State of his habitual residence, which will subsequently forward the application to the receiving Cen-

tral Authority in the requested State. While this system has the advantage of channelling requests for legal aid and ensuring the completeness thereof, it may entail a delay which in urgent matters could be fatal with regard to the procedural and/or substantive rights of the applicant in the requested State. One might consider the inclusion of an optional provision in the Convention permitting States to make a declaration to the effect that in urgent matters their receiving Central Authority shall accept applications submitted not through the intermediary of a transmitting authority but directly by the applicant himself. Also, in those cases the receiving Central Authority should allow applicants to depart from the translation requirements of article 6.

ARTICLE 3

26 **Irlande/Ireland**

In the second paragraph, include the words at present in square brackets.

ARTICLE 4

27 **Australie/Australia**

Australia considers that the draft article 4 is too rigid in requiring an applicant, who does not reside in a State in which legal aid is sought, to submit his application in the Contracting State of his habitual residence. Because of the great distances between Australia and most Contracting States, this provision could impose hardship on Australian nationals who are absent from the State of their habitual residence. The difficulty could be overcome by a provision along the following lines:

Where an applicant would encounter delay such as would prejudice the proposed proceedings *in complying with the requirement to submit an application in the Contracting State of his habitual residence, he may submit it in another Contracting State.*

Concerning the last paragraph of draft article 4 permitting a State to require further information of documents in appropriate cases, Australia understands that the interpretation placed upon this provision would allow a Contracting State to require the completion of its own application forms and the provision of related documentation. It also understands that the experts envisaged that, if a State made such a requirement, it would arrange for stocks of application forms to be available to the transmitting authorities of other States. Under proposed arrangements in Australia, legal aid will be provided by legal aid commissions in each of the six States and two Territories. It is possible that some commissions may require applicants to complete commission application forms and provide related documentation. Australia would, therefore, wish to have confirmation of its understanding concerning the interpretation of the provision.

28 **Irlande/Ireland**

In the second line of the first paragraph, after the word 'submit' insert the following – 'to a transmitting authority'.
The present text could mean that the applicant could send his application direct to the requested State.

29 **Royaume-Uni/United Kingdom**

This does not appear to raise any difficulties save that the form should not be mandatory. Accordingly the words 'or a form providing for similar information to be supplied' should be inserted after the word 'Convention' in the second line of the second paragraph of article 4.

ARTICLE 5

30 **République fédérale d'Allemagne/Federal Republic of Germany**

Bien que le Rapporteur précise dans son Rapport explicatif quant à l'article 5 sous chiffre 30, que l'autorité expéditrice ne sera pas tenue de vérifier la véracité substantielle des informations contenues dans la demande d'assistance judiciaire, il serait néanmoins préférable, afin d'éviter des malentendus, de reproduire à l'article 5 deuxième alinéa le texte de l'Accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire (article 3, paragraphe 1 de l'Accord). Conformément au point de vue adopté par l'Autriche (voir *infra*, No 31) la République fédérale d'Allemagne est d'avis, que cette modification est substantiellement nécessaire, parce que l'autorité peut refuser de transmettre seulement des requêtes manifestement téméraires. Quant au problème de savoir si la demande est manifestement mal fondée, seule l'autorité compétente ou le tribunal compétent de l'Etat requis sera probablement en mesure de prendre une décision. Le droit de vérification de l'autorité expéditrice devrait être limité à examiner si la requête remplit les conditions de régularité formelle exigées par la Convention.

31 **Autriche/Austria**

A l'article 5, alinéa 2, il serait préférable de remplacer l'expression «manifestement mal fondée» par l'expression «manifestement téméraire» (ou éventuellement «manifestement de mauvaise foi») employée à l'article 3, alinéa 1, paragraphe 2 de l'Accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire du 27 janvier 1977. Il ne s'agit pas seulement dans ce contexte de réaliser une harmonisation aussi parfaite que possible entre le texte de la nouvelle Convention et l'Accord européen, mais c'est une question concernant le fond même: selon le texte du projet de La Haye, l'autorité expéditrice devrait examiner les perspectives de bénéficier d'une assistance judiciaire dans l'autre Etat sur la base des conditions y existantes du point de vue financier et en ce qui concerne le résultat probable du procès, tandis que suivant le texte de l'Accord européen, le refus de transmettre la demande ne serait pris en considération que dans des cas manifestement extrêmes, reconnus de manière générale comme tels (voir également les commentaires à l'Accord européen).

32 **Irlande/Ireland**

The meaning of 'where appropriate' in paragraph 3 is not clear. The French text suggests that it means where a translation is required under the Convention and the requesting State has to pay for it under article 6 (5). It is suggested that the words 'where translations are necessary under this Convention' should be substituted for the words 'where appropriate'. In the third and

fourth paragraphs, 'shall' should be substituted for 'will'.

33 **Israël/Israel**

Under article 5, the transmitting authority may refuse to transmit an application which appears to it manifestly unfounded. It is suggested that the applicant be given the opportunity to explain his case before his application is finally refused.

34 **Pays-Bas/Netherlands**

a The English text of article 5, second sentence, ought to follow more closely the French wording in order to make it clear that the transmitting authority should itself check whether the formal requirements are met. The Report should define that the transmitting authority if it has doubts about the substantive truth of the information filled in should mention this when transmitting the application.

b Paragraph 2 contains an ambiguity which should be cleared up either in the text or in the Report: it does not appear from the text whether the transmitting authority may refuse to transmit the application only if the request for legal aid itself, or also if the underlying substantive claim is manifestly unfounded.

c Also is respect of paragraph 2, it would be preferable to modify the wording in order to stress the objective character of the text: 'if the application *is* manifestly unfounded, ...' / '*au cas où celle-ci* est *manifestement mal fondée* ...'.

35 **Royaume-Uni/United Kingdom**

This is acceptable provided that it does not involve the provision of translations without charge. An obligation to take reasonable steps to assist is all that is acceptable and a reservation will have to be made to this effect unless the present wording of the third paragraph is amended.

ARTICLES 5–7

36 **Belgique/Belgium**

Voir Observations générales, Belgique/Belgium, No 3.

ARTICLE 6

37 **République fédérale d'Allemagne/Federal Republic of Germany**

Au premier alinéa de l'article 6 le terme «autorité requise» devrait être remplacé par le terme «Etat requis».
Les Etats contractants devraient avoir le droit, aux termes du troisième alinéa de l'article 6, de faire une réserve quant à l'usage des deux langues mentionnées au deuxième alinéa. Même si l'autorité réceptrice de l'Etat requis était d'avis qu'une traduction ne semble pas être nécessaire, les tribunaux ou les autorités qui devront décider de la requête pourraient néanmoins juger nécessaire une telle traduction. Les frais de traductions aux termes de l'alinéa 5 deuxième phrase de l'article 6 seraient toujours à la charge de l'Etat requis. Il ne paraît nullement justifiable d'imposer aux Etats une charge supérieure à celle mentionnée à l'alinéa 5 première phrase de l'article 6. En outre il faudrait prendre en considération que les Etats dont la langue nationale est autre que l'Anglais ou le Français devraient utiliser ces dernières en cas de traductions comme langues auxiliaires en courant le risque, lors des traductions futures opérées par l'Etat requis, de créer des divergences et des fautes supplémentaires.
Les Autorités centrales devraient au moins avoir le droit de demander des traductions conformément à l'alinéa 3 de l'article 5 de la Convention relative à la signification et la notification du 15 novembre 1965.
Quant au deuxième alinéa de l'article 6 on pourrait encore se demander, si l'autorité réceptrice ne serait autorisée, le cas échéant aux termes de l'article 7 du projet, de demander les traductions requises par le premier alinéa de l'article 6, lorsque l'Etat requérant est, à sa connaissance, en mesure de les fournir. La République fédérale d'Allemagne est portée à y répondre affirmativement en attirant l'attention sur le fait que par exemple les Etats contractants de la Convention sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale du 18 mars 1970 sont tenus, en raison de la réserve faite par la République fédérale d'Allemagne conformément au deuxième alinéa de l'article 4, de joindre à leurs commissions rogatoires des traductions en langue allemande.

38 **Australie/Australia**

Australia considers that article 6, in requiring documents to be translated into the official language of the requested authority unless it is 'impossible' to obtain such a translation, may place an unreasonable burden on a requesting State and could prejudice the interests of the applicant for legal aid. This difficulty could be overcome by replacing the words 'is impossible' with the words 'would result in unreasonable delay'.

39 **Autriche/Austria**

L'article 6, alinéa 3, et les articles correspondants visant une réserve respectivement devraient aussi prévoir une réserve permettant à chaque Etat de s'opposer non seulement à l'usage de «l'une de ces langues» mais aussi «de ces deux langues» en faisant la réserve définie à l'article correspondant. Une telle réserve est également prévue à l'article 13 de l'Accord européen. Le fait qu'elle n'existe pas dans la nouvelle Convention rendra plus difficile l'acceptation de cet instrument par des Etats qui ne sont pas en mesure de recevoir en langue française ou anglaise ou accompagnés d'une traduction dans une de ces langues les documents visés à l'article 6, alinéa 1, pour autant qu'ils ne soient pas rédigés dans une de leurs langues officielles ou accompagnés d'une traduction dans une de ces langues.

40 **Belgique/Belgium**

La Belgique ne formulera pas de réserve.

41 **Grèce/Greece**

A l'article 6, placer la disposition du paragraphe 3 après celle du paragraphe 4.

42 **Irlande/Ireland**

It is suggested that in the first paragraph 'State' should be substituted for 'authority'.

It is suggested that the second paragraph should be re-drafted to read as follows –

However, where a translation into the language of the requested State cannot be obtained in the requesting State without great difficulty or expense, the former State shall accept the documents...

It is suggested that the third paragraph should be re-drafted to read as follows –

Nevertheless a Contracting State may declare that it will accept documents in English or French only by making the reservation...

As the second sentence of the fifth paragraph seems to make an exception to the first is is suggested that the second sentence should commence with the word 'However'.

43 Norvège/Norway

The Norwegian Government suggests that the word 'impossible' in article 6, paragraph 2 be replaced by the word 'difficult'.

44 Royaume-Uni/United Kingdom

There are difficulties in providing free translation and an obligation to do so is not acceptable. A reservation will have to be made to this effect unless the wording of the final paragraph is amended.

ARTICLE 7

45 Irlande/Ireland

In the first paragraph, it is suggested that 'take a decision on' should be substituted for 'determine' and 'decision' for 'determination'.

46 Portugal

L'article 7 du texte du projet vise les *fonctions* de l'Autorité centrale réceptrice. On voit ici une différence considérable par rapport à la disposition de l'Accord européen sur la transmission des demandes d'assistance, adopté au sein du Conseil de l'Europe le 27 janvier 1977, qui vise la même matière. En effet, tandis que dans le projet l'Autorité centrale réceptrice *statue* sur la demande d'assistance judiciaire ou prend les mesures nécessaires pour qu'il *soit statué* sur celle-ci par l'autorité compétente, dans l'article 3, No 2 de l'Accord européen l'Autorité centrale réceptrice se limite à *transmettre* l'affaire à l'autorité compétente afin qu'elle statue sur la demande.
Il y a aussi des différences entre le deuxième paragraphe du texte du projet et la deuxième partie de ladite disposition de l'Accord. Dans celle-ci, l'Autorité centrale réceptrice informe l'Autorité expéditrice de toutes difficultés relatives à l'examen de la demande, ainsi que de la décision prise par l'Autorité compétente.
Dans le premier texte, ladite Autorité centrale transmet les demandes de renseignements complémentaires à l'autorité expéditrice et elle l'informe de toutes difficultés relatives à l'examen de la demande, ainsi que de la décision prise.
Nous ne disposons d'aucun élément relatif aux fondements du régime contenu dans l'article du projet en question. Toutefois, celui de l'Accord européen nous semble plus raisonnable, compte tenu des difficultés prévisibles en ce qui concerne la désignation d'un juge ou d'un tribunal comme Autorités centrales réceptrices des demandes d'assistance judiciaire dans tous les Etats, car la compétence pour statuer sur cette matière doit appartenir à des organes de nature juridictionnelle.
A cet égard, on doit signaler que le deuxième paragraphe de l'article premier du projet, en prévoyant l'application des dispositions du paragraphe précédent aux matières administratives, sociales ou fiscales, suppose toujours que l'assistance judiciaire concerne les affaires portées devant les *tribunaux compétents* en ces matières.
Il ne semble donc pas souhaitable d'accorder la compétence de statuer sur les demandes d'assistance à une Autorité centrale réceptrice autre qu'une autorité judiciaire. Toutefois, puisqu'on reconnaît qu'une spécification en ce sens peut impliquer des inconvénients graves du point de vue de l'organisation interne des différents Etats, il semble qu'on devrait opter pour une solution pareille à celle de l'article 3, No 2 de l'Accord européen.

ARTICLE 8

47 Belgique/Belgium

En cette matière les consuls belges ne peuvent jamais s'adresser directement à une autorité d'un Etat tiers ni à leurs administrations nationales sans l'intervention du Ministère des Affaires Etrangères. Le requérant peut toujours s'adresser directement à l'autorité expéditrice de l'Etat dont il est ressortissant. A cette fin, il peut faire appel à son consul. Ceci relève cependant du droit interne et la Belgique ne voit pas l'utilité de régler cette procédure dans une convention internationale.

48 Irlande/Ireland

It appears that the Convention does not require applications to be in the prescribed form (see Annex) when submitted through consular channels under this article. Perhaps this should be required. The duties imposed on transmitting authorities under article 5 do not appear to apply to applications submitted under article 8. Consideration should, perhaps, be given to the question of whether duties similar to those imposed on transmitting authorities should be imposed on the consular representatives who are requested to transmit applications.

[*Article 8A*]

In certain instances it may be more convenient for all concerned if a person who does not reside in the requested State were to submit his application direct to the authority responsible for the granting of legal aid in that State, *e.g.* he might be on a temporary visit to the State. It is suggested therefore that a new provision on the following lines should be included in the Convention –

Nothing in article 4 or article 8 shall prevent a Contracting State from permitting persons to submit applications for legal aid directly to the competent authorities of that State.

49 Japon/Japan

The Japanese Government would like to comment on one point of the Draft for the present, namely on the question of consular channels. The provisions of paragraph 1 of article 8 of the Draft might be construed as follows: the applicant can submit his application not only through the consular officers of his country but also through the

consular officers of the requested State. However, the Japanese Government has some difficulties in admitting the system in which the consular officers of the requested State must receive the application without any reservation. So, the Japanese Government firstly hopes that the words 'of his country' should be added at the end of paragraph 1 of article 8. If his proposal were not accepted, the Japanese Government earnestly hopes that the words 'of his country or through consular channels of the requested State if the requested State declares that its consular officers will receive such an application' should be added at the end of the same paragraph.

50 **Pays-Bas/Netherlands**

Either the text or the Report should make it clear that the term 'consular channels' refers to consuls of the State of the applicant's nationality and not to the consuls of the requested State.

ARTICLES 8-10

51 **Royaume-Uni/United Kingdom**

Involvement of consular officers for a post office function is unnecessary and risks a disproportionate effort for minimal benefit to the individual and Contracting States; direct contact between an applicant and the receiving authority in such cases is to be preferred. Article 8 would be acceptable if it were to provide simply that any Contracting State may declare that its consular officers in a non-Contracting State will undertake for their nationals certain functions of a transmitting authority; and applicants unable to use consular channels may submit their applications direct to the appropriate receiving authority. That apart, articles 8, 9 and 10 are acceptable. In this country legal aid depends upon the court in which it is sought and not upon the domicile, nationality, citizenship or residence of the person seeking it.

ARTICLE 11

52 **République fédérale d'Allemagne/Federal Republic of Germany**

La République fédérale d'Allemagne est d'avis que cette disposition n'est qu'un programme qui lui paraît superflu, parce que les autorités ou les tribunaux des Etats contractants s'efforceront sans doute d'instruire le plus vite possible les demandes d'assistance judiciaire.

ARTICLE 12

53 **Belgique/Belgium**

En outre, des copies des actes de l'état civil et des décisions, la Convention devrait mentionner aussi les extraits de ces actes et décisions.
Il serait également dans l'intérêt du bénéficiaire de l'assistance judiciaire de pouvoir obtenir gratuitement copies et extraits d'autres décisions que celles ayant trait au statut personnel par exemple les jugements concernant les baux, les accidents de la circulation routière, les affaires sociales, etc. ...

54 **Irlande/Ireland**

The use of the phrases 'requesting State' and 'requested State' may give rise to confusion. The references are, apparently, to the State where the proceedings are being taken and to the State where the documents to be served or the letters of request to be executed, respectively. In article 6 the phrases mean the State where the applicant for legal aid is resident and the State where the proceedings are to be taken, respectively. It is suggested, therefore, that article 12 should use different expressions and that the provision should be amended to read as follows:

a In sub-paragraph (1), line 2, substitute 'shall' for 'will'; in sub-paragraph (1), line 3, substitute the words 'that State' for 'the requested State'; in sub-paragraph (1), line 4, substitute the words 'the State in which the proceedings are being taken' for 'the requesting State'.

b Re-draft sub-paragraph (2) as follows:

– *letters of request and social enquiry reports made or executed in another Contracting State shall not give rise to charges, except for experts fees, on the part of that State to the State in which the proceedings are being taken.*

c Redraft sub-paragraph (3) as follows:

– *copies of entries in civil registers and copies of decisions involving civil status relevant to the legally aided person's proceedings which are requested from another Contracting State shall be issued, and if necessary legalized, without charge.*

55 **Royaume-Uni/United Kingdom**

Clarification is needed with regard to inquiry reports and copies of entries in civil registers. Is it envisaged that they would not be covered by the legal aid made available under the Convention as disbursements? If they have to be paid for separately by the assisted person this seems to be wrong and they should be available as legal aid disbursements. The question whether there are any other items of necessary expenditure for the purposes of proceedings which are excluded from the legal aid available under the Convention also needs to be clarified. In the second paragraph of the article, the words 'except for expert fees' relate to and should follow 'charges', not 'letters of request and social enquiry reports'. The words in the final paragraph 'and, if necessary legalized' should be deleted.

CHAPITRE II: CAUTION JUDICATUM SOLVI

CHAPTER II: SECURITY FOR COSTS

56 *See General Observations, Canada No 4 a.*

ARTICLE 13

57 **Royaume-Uni/United Kingdom**

This article is unlikely to be acceptable. It is therefore probable that a reservation will have to be made in respect of it.

58 **Australie/Australia**

The major difficulty that the Preliminary Draft presents is the inclusion of articles 13, 14 and 15 dealing with exemption from security for costs and with related matters.
The difficulty posed by the provisions arises in two ways; first, under the common law system applicable in Australia, security for costs is in most cases within the discretion of the relevant court and, secondly, under the Australian Federal System, security for costs in State or Territorial courts is not within the legislative competence of the Federal Government but is regulated by State or Territorial law or the common law. While, as mentioned above, the Australian Government is entering into agreements with the States dealing with the provision of legal aid, the agreements do not extend to the question of security for costs.
Australia understands that its difficulty in relation to these provisions is shared by other common law countries, such as the United Kingdom, Ireland and Canada. It is the view of Australia that articles 13, 14 and 15 should be deleted from the draft provisions or that alternatively States adhering to the Convention should be entitled to make a reservation in respect to those articles. Australia would propose to make such a reservation if the articles remain in the draft provisions.

59 **République fédérale d'Allemagne/Federal Republic of Germany**

La République fédérale d'Allemagne désire signaler que, comme les expériences faites dans la pratique l'ont démontré, l'ordonnance d'exequatur de décisions concernant les frais et dépens et notamment leur exécution consécutive à l'étranger se déroulent dans de nombreux cas de façon extrêmement déplorable pour le créancier. Le recouvrement facilité des frais de procès doit faire fonction d'équivalent pour la possibilité ôtée au défendeur de recourir à une caution *judicatum solvi* du demandeur en raison de son droit au remboursement des frais. On a pu observer dans la pratique qu'il s'écoule souvent une longue période avant même que l'ordonnance d'exequatur ne soit obtenue. Lors de l'exécution elle-même, le créancier doit alors très fréquemment mandater un avocat. Cela et la production des traductions nécessaires entraînent des frais supplémentaires qui dépassent fréquemment le montant de ses créances proprement dites. Il serait possible d'améliorer la situation du défendeur ayant obtenu gain de cause en le faisant bénéficier non seulement d'une procédure d'ordonnance d'exequatur des titres de frais simplifiée mais également en lui apportant une aide lors de l'exécution elle-même, et ce d'office.
Il serait possible de faire suivre l'article 15 du projet de l'article 15 *a* ci-dessous:

Article 15 a – Exécution forcée par voie d'entraide judiciaire.

A la demande d'ordonnance d'exequatur de la décision concernant les frais et dépens (article 14), peut être liée la demande du créancier de procurer l'exécution forcée [dans les affaires meubles corporelles].

L'autorité compétente du pays requis entreprend, à la suite de l'ordonnance d'exequatur, les démarches nécessaires pour l'exécution de la décision concernant les frais et dépens conformément à la législation en vigueur dans l'Etat d'exécution.

Conjointement avec les frais fixés dans la décision concernant les frais et dépens, seront également recouvrés les autres frais de la procédure d'exécution. Le requérant ne pourra exiger une avance.

60 **Irlande/Ireland**

Article 14

Paragraph 1 should presumably say that enforcement is subject to decisions being no longer appealable in the State of origin and being enforceable there because paragraph 2 (2) of article 15 requires the production of a document proving that this is the case.

Article 15

In paragraph 1, there appears to be a discrepancy between the French and English texts. The former seems to mean that the order is to be enforceable in accordance with the procedure provided by the law of the requested State, but subject to the possibility of an appeal by the person ordered to pay costs. The English text seems to say that the order is to be enforceable except that the person ordered to pay costs is to have a right of appeal under the law of the country of enforcement – in other words, the reference to the law of the country of enforcement seems to relate only to an appeal by the losing party. It would be desirable to make it clear what is intended. In particular, it does not seem clear what grounds of appeal are open to the person ordered to pay costs especially having regard to paragraph 3. This paragraph states that authorities in the requested State are limited to examining whether the required documents have been produced. This would prevent them from taking into account other possible objections to enforcement, such as, whether enforcement would be contrary to the public policy of the requested State. Further consideration should be given to this matter.
In paragraph 2 (1), it is not clear what is meant by 'capacities of the parties'.

61 **Israël/Israel**

In articles 14 and 15, dealing with security for costs, reference is made to 'Central Authorities'. Is is not entirely clear whether the Central Authority for purposes of legal aid is meant, or a special body to deal with security for costs.

62 **Royaume-Uni/United Kingdom**

There appear to be defects in these articles in that –

a Member States would have to undertake unimpeded transmission of the costs and expenses recovered, otherwise currency restrictions could intervene.

b article 15 is enigmatic on the grounds for resisting enforcement. If it suggests that the losing party may invoke any grounds for appealing afforded by the *lex fori* then it goes much too wide; if, on the other hand, resistance is limited to challenging the adequacy of the documents produced, then it would cover appeals on the grounds of fraud, public policy, or natural justice which ought to be available.

CHAPITRE III: COPIES DES ACTES ET JUGEMENTS RELATIFS A L'ETAT CIVIL

CHAPTER III: COPIES OF ENTRIES AND DECISIONS RELATING TO CIVIL STATUS

ARTICLE 16

63 **Belgique/Belgium**

En outre, des copies des actes de l'état civil et des décisions, la Convention devrait mentionner aussi les extraits de ces actes et décisions.
Il serait également dans l'intérêt du bénéficiaire de l'assistance judiciaire de pouvoir obtenir gratuitement copies et extraits d'autres décisions que celles ayant trait au statut personnel par exemple les jugements concernant les baux, les accidents de la circulation routière, les affaires sociales, etc. ...

64 **Royaume-Uni/United Kingdom**

Difficulties are caused by the words 'without charge', and unless they are omitted a reservation will have to be made. A more satisfactory solution would be to delete the words after 'decisions relating to personal status' and add a new sentence (as in articles 9 and 15); 'No legalization or analogous formality may be required.'

CHAPITRE IV: CONTRAINTE PAR CORPS

CHAPTER IV: ARREST AND DETENTION

ARTICLE 17

65 **Irlande/Ireland**

It is suggested that, in order to make the second sentence correspond in substance and drafting more closely to the first, the words 'a national domiciled in such a country' should be changed to 'a national of, or a person having his habitual residence in the latter State'.

66 **Suisse/Switzerland**

Voir Document préliminaire No 7, supra, *p. 90 et 91.*

CLAUSES FINALES

FINAL CLAUSES

67 **Canada**

See General Observations, Canada, No 4 b.

ANNEXES A LA CONVENTION – FORMULES MODÈLES

ANNEXES TO THE CONVENTION – MODEL FORMS

68 **République fédérale d'Allemagne/Federal Republic of Germany**

L'expérience tirée de la Convention de La Haye relative à la signification et la notification a démontré que sur le plan pratique les formules modèles pourraient nécessiter des données complémentaires. Une recommandation de la Conférence de La Haye quant à l'usage de certaines formules n'aboutirait peut-être pas à une requête uniforme et compréhensible dans tous les Etats contractants. Pour cette raison, la formule modèle devrait former partie intégrante de la Convention, également à l'avenir. Si besoin est, des informations complémentaires peuvent également être demandées, en cas particulier, selon le présent projet, aux termes du premier alinéa de l'article 7.

69 **Autriche/Austria**

Sous le point 23 *a* de la déclaration concernant la situation économique du demandeur (Annexe à la formule modèle de demande d'assistance judiciaire) où des prêts sont mentionnés en tant que charge déductible, il conviendrait d'indiquer la nature de ces prêts, car sans cela tout prêt, quel qu'il soit, serait pris en compte sans distinction.

70 **Pays-Bas/Netherlands**

The Dutch Government accepts the general idea of the proposed model forms. It is the understanding of the Dutch Government that Central Authorities and transmitting authorities will consult each other in order to further a uniform interpretation of the annexes, *e.g.* in those cases where a question appears to be unclear in practice. The following minor amendments are proposed.

a In order to align the text of article 4 (2) of the Convention and that of item 3 (*b*) of the 'application for legal aid', this item should read: 'if applicable, list of supporting documents *necessary for the consideration of the application'/'le cas échéant, énumération des pièces* nécessaires pour l'appréciation de la demande'.

b In item 4 the words 'relating to proceedings'/*'relatifs au litige'* would seem to carry an unjustified limitation of the possible dates and time-limits which may entail legal consequences for the applicant. Other dates and time-limits, which may not be strictly related to proceedings (terms of limitation etc.) may also bear legal consequences for the applicant. These words should therefore be deleted.

c Under 5 in the English text, the word 'any' should be inserted before 'other relevant information'.

d In order to allow the (receiving) Central Authority to check whether the applicant actually has (or has actually had, *cf. supra* No 19, Netherlands, sub *a*) his habitual residence in any Contracting State, it would be useful to include a question (under I, 'personal situation') with respect to the date of the beginning (or the duration respectively) of the applicant's residence in that State.

The model form should be a flexible instrument, to be easily adapted to changing practical needs. This objective could be achieved in two ways. Either the form

was to be embodied in the Convention itself; in that case the Convention should provide for the possibility to revise the form without revising the Convention. Or the form was to be embodied in an instrument of a recommendatory nature, related to the Convention.

71 See also/Voir aussi: *Articles 2–3, Royaume-Uni/United Kingdom, No 23.*
Article 3, Irlande/Ireland, No 26.
Article 8, Irlande/Ireland, No 48.

AUTRES QUESTIONS – OTHER QUESTIONS

EXÉCUTION DES DÉCISIONS RELATIVES AUX OBLIGATIONS ALIMENTAIRES

THE ENFORCEMENT OF DECISIONS RELATING TO MAINTENANCE OBLIGATIONS

72 **Belgique/Belgium**

Si une telle disposition était incluse dans la Convention, un conflit de compétence interne pourrait se créer pour les pays qui ont ratifié également la Convention de New York du 20 juin 1956.

ADDENDUM I

Commentaires sur le projet de revision de la Convention de La Haye (1954) relative à la procédure civile

Document établi par le Bureau du Développement et de la Codification du Droit international du Bureau des Questions juridiques du Secrétariat général de l'Organisation des Etats Américains, dirigé par le Dr Didier Opertti Badán. Les vues exposées ici sont personnelles à l'auteur et n'engagent pas le Secrétariat général.

1 *Assistance judiciaire en matière civile et commerciale. Projet de revision de la Convention de La Haye relative à la procédure civile (1954)*

...

Dans le souci de présenter un commentaire d'ensemble sur le projet, nous en analyserons brièvement dans l'ordre numérique tous les articles qui diffèrent de ceux de la Convention de 1954.
Cependant, à titre d'appréciation générale et sans pour autant nous écarter du plan esquissé plus haut, il ne nous paraît pas sans intérêt de signaler que le projet met en place certaines procédures qui ont pour objet, d'une part de faciliter l'exercice des droits des parties en cause et, d'autre part, de supprimer les obstacles tenant à l'insuffisance de leurs ressources.
Examinons d'abord la caution *judicatum solvi* (article 13 du projet et titre III de la Convention de 1954). A cet égard, il convient de souligner que le projet adopte une approche plus large, car il suffit que le plaideur ait sa résidence habituelle dans l'un des Etats contractants, pour qu'il soit dispensé de fournir la caution, alors que la Convention de 1954 exige à cet effet qu'il soit domicilié dans l'un de ces Etats.
En ce qui concerne l'assistance judiciaire gratuite (titre IV de la Convention de 1954), le projet embrasse non seulement les matières civile et commerciale, mais aussi les matières administrative, sociale et fiscale. Il élargit par conséquent le champ d'application de l'assistance judiciaire et augmente le nombre des bénéficiaires de la gratuité (article premier du projet).
Toujours dans la ligne de l'assouplissement et de l'élargissement, le projet reprend le principe consacré par la Convention de 1954, et autorise les intéressés à établir les documents en anglais ou en français ou à soumettre des traductions dans l'une de ces langues (article 6 du projet).
En ce qui concerne la délivrance gratuite d'actes de l'état civil (titre V de la Convention de 1954), le projet stipule, à la différence de la Convention, dans l'un des cas envisagés par la règle proposée (article 16 du projet), que la résidence habituelle dans l'un des Etats contractants suffit pour ouvrir le droit à cette prestation. Le projet prévoit aussi que les parties litigantes sont admises au bénéfice de la gratuité sans avoir à produire le certificat d'indigence réclamé par la Convention de 1954 (article 23) et que les étrangers sont sur le même pied que les nationaux (article 16 du projet).
Enfin, en ce qui concerne la contrainte par corps (arrestation et détention), prévue par l'article 26 de la Convention de 1954, le projet (article 17) a un caractère normatif plus large, puisqu'il prévoit à titre d'option aussi la résidence habituelle tout en reprenant la qualité de partie litigante soumise à la juridiction d'un Etat contractant, déjà adoptée par la Convention précitée.
En fin de compte, on peut conclure que le projet réaffirme le principe de la gratuité des frais judiciaires et qu'en outre, du point de vue pratique, parce qu'il reconnaît le caractère extraterritorial de la gratuité, il supprime ou réduit sensiblement, sur le plan international, l'incidence de la situation financière de la partie en cause sur la jouissance des garanties auxquelles il a droit.
Dans les chapitres suivants, nous analysons le projet à la lumière des solutions adoptées par le Système interaméricain.

2 *Analyse du projet*

Il nous a paru opportun de procéder à une analyse comparative succincte du projet de revision de la Convention de La Haye et des instruments interaméricains qui édictent des normes en matière de procédure. Nous formulons également des commentaires et suggestions au sujet des institutions qui s'occupent de cette question, ainsi que sur la viabilité, dans le Système interaméricain, des objectifs visés par le projet.
Les instruments juridiques en vigueur sont les Conventions interaméricaines sur le droit international privé adoptées à Panama (1975), et, au cas où elles seraient ratifiées, les Conventions de Montevideo (1979), connues respectivement sous les noms de CIDIP-I et CIDIP-II.[1].

[1] Le 15 mai 1980, le Pérou et l'Uruguay ont déposé leurs instruments de ratification des Conventions adoptées par la CIDIP-II et du Protocole additionnel à la Convention interaméricaine sur les commissions rogatoires de Panama (1975). Avec ce dépôt ces Conventions, dont la liste est donnée ci-après, sont entrées en vigueur: Convention interaméricaine sur les conflits de lois en matière de chèques; Convention interaméricaine sur les conflits de lois en matière de sociétés commerciales; Convention interaméricaine sur l'efficacité extraterritoriale des décisions et sentences arbitrales étrangères; Convention interaméricaine sur l'exécution des mesures conservatoires; Convention interaméricaine sur la preuve du droit étranger et les renseignements sur ce droit; Convention interaméricaine sur les normes générales du droit international privé; Convention interaméricaine sur le domicile des personnes physiques en droit international privé; Protocole additionnel à la Convention interaméricaine sur les commissions rogatoires. ...

Nous mentionnons aussi – dans les cas appropriés – les solutions prévues par les Conventions interaméricaines sur la réglementation du fond et de la forme des instances opposant des parties litigantes relevant de la juridiction des parties contractantes. Les Conventions interaméricaines ont mis en place des mécanismes judiciaires généraux qui n'envisagent pas expressément la nature particulière et le caractère sommaire des procédures d'entraide judiciaire, en matière civile et commerciale, tandis que le projet sous revue aborde toutes ces questions sous l'angle de leur spécificité. Cependant, à ce propos, il convient de citer les normes relatives à l'assistance judiciaire édictées par la Convention de Panama (1975) sur les Commissions Rogatoires (article 12) et les pensions alimentaires à verser aux mineurs, expressément envisagées dans la Convention de Montevideo (1979) sur l'Exécution des Mesures Conservatoires (article 2).

3 *Examen des articles du projet de revision de la Convention de La Haye relative à la procédure civile.*

...

I ASSISTANCE JUDICIAIRE

Article premier – Droit à l'assistance judiciaire

En général, les Conventions interaméricaines parlent de «l'Etat partie» et «des intéressés». De même, lorsqu'elles règlent le déroulement des procès, elles ne précisent pas si l'intéressé doit être un ressortissant ou un étranger, une personne physique ou une personne morale. Elles se réfèrent seulement aux «Etats parties», aux «défendeurs», etc. (Exécution des jugements, Montevideo, 1979).
Les législations positives des Etats membres consacrent le principe de l'égalité des nationaux et des étrangers domiciliés dans le pays intéressé, sous réserve de certaines limitations expressément stipulées à l'égard des seconds, par Constitution et Codes.
Dans le cadre des systèmes d'intégration économique envisagés comme une situation particulière, le Système interaméricain assouplit les formalités prescrites par les Etats parties (Commissions rogatoires, Panama, 1975, article 14).
Le champ d'application des normes sous revue est aussi plus large puisqu'il recouvre les matières civile et commerciale. En revanche, le Système interaméricain est plus large dans sa conception, du moins en ce qui concerne l'exécution des jugements (Exécution des jugements, Montevideo, 1979, article premier).
Cependant, il est intéressant de noter que le projet envisage la possibilité de l'exercice du droit à l'assistance judiciaire en matière administrative, sociale et fiscale et, de ce fait, érige la gratuité en un authentique principe général.

Article 2 – Autorités centrales

Les Conventions de Panama sur les Commissions Rogatoires et l'Obtention des preuves à l'étranger définissent l'Autorité centrale et sa compétence en leurs articles 4 et 6 et 11 et 13, respectivement.
Pour leur part, les instruments souscrits à Montevideo consacrent également le principe de l'Autorité centrale, notamment la Convention sur les Mesures conservatoires (articles 13 et 15), et la Convention sur l'obtention des preuves à l'étranger et les renseignements sur ce droit (article 6, paragraphe 2, article 7, article 9).
En outre, l'Autorité centrale fait l'objet d'une réglementation particulière (articles 1 à 5), dans le Protocole additionnel à la Convention interaméricaine sur les Commissions rogatoires.

Article 3 – Autorités chargées de la transmission

Le Protocole de Montevideo à la Convention sur les Commissions rogatoires, qui est orienté dans le même sens, propose trois formulaires pour la commission rogatoire, la signification et le certificat d'exécution respectivement (formulaires A, B et C).

Article 4 – Présentation de la demande

L'adoption de formules et/ou de formulaires pour la présentation de la demande «d'assistance judiciaire» peut simplifier et unifier les requêtes, et pour cette raison, leur utilisation peut être très utile.

Article 5 – Fonctions de l'autorité expéditrice

Aux termes de l'article 5, toute la documentation annexée à la demande doit être examinée. De plus, une réponse sera donnée à tout renseignement supplémentaire sollicité par l'Autorité centrale requise, et à cet égard il convient de souligner la célérité avec laquelle l'autorité expéditrice peut décider de rejeter la demande. Bien que la réintroduction de la demande ne soit pas prévue, cette éventualité n'est pas à écarter et pourrait même se révéler une option viable, lorsqu'on considère la nature de la demande, que les débats ne sont pas contradictoires et que les décisions n'ont pas l'autorité de la chose jugée.

Article 6 – Traductions

...

Il est à signaler que dans les Conventions interaméricaines, les requêtes sont traduites dans la langue de l'Etat requis, qui peut être l'une des quatres langues officielles de l'Organisation des Etats Américains, à savoir l'anglais, l'espagnol, le français et le portugais.

Article 7 – Fonctions de l'Autorité centrale réceptrice

...

Article 8 – Ressortissants ne résidant pas dans un Etat contractant

En vertu de cet article, le demandeur qui ne réside pas dans un Etat contractant peut transmettre sa requête par la voie consulaire. Il convient donc de se poser la question suivante: «Pourquoi, dans ces cas, utiliser le concept de résidence à l'article premier?» Peut-être qu'il aurait été approprié de se référer aux «parties litigantes», sans se soucier de la qualité de résident ou de non-résident. En revanche, le recours à la voie consulaire ou à toute autre voie est un aspect positif.

Article 9 – Légalisation

La suppression de la légalisation et d'autres formalités équivalentes marque un progrès notable dans la simplification des conditions de l'entraide judiciaire, et met fin à la survivance de la méfiance à l'égard des autorités étrangères et de leurs actes.
Cet article devrait être interprété, sans préjudice des principes généraux qui régissent la contestation, l'ins-

cription de faux et les autres procédures de vérification, de l'authenticité des requêtes lorsque celle-ci est mise en question.
A cet égard, le projet est plus progressiste que les Conventions interaméricaines qui, sans exception, exigent la légalisation.

Article 10 – Frais

...

Article 11 – Urgence de l'instruction

...

Article 12 – Extension de l'assistance judiciaire

...

Nous touchons ici à deux aspects essentiels de la Convention: la gratuité et l'efficacité extraterritoriale qu'elle érige en véritables principes. La Convention fait cependant et avec raison une exception unique et notable dans le cas des experts, qui en leur qualité d'auxiliaires de la justice remplissent un rôle important et parfois un rôle décisif.
Quand l'une des parties doit faire l'objet d'un examen médical – lorsqu'il s'agit, par exemple, de déterminer si une personne psychologiquement est apte à assurer la garde d'un mineur – les dépenses encourues à cette occasion doivent être remboursées selon les stipulations du projet. Il peut arriver en effet que le manque de ressources pour la couverture des frais médicaux débouche en fait sur un déni de justice.
Dans leur réponse au questionnaire sur le projet, quelques gouvernements ont placé les frais des experts sous la rubrique des exonérations de paiement et ont ainsi souligné le caractère controversable de la solution adoptée par le projet.
Les documents de l'état civil et, au besoin, même la légalisation font l'objet d'une exonération de frais. Il s'agit en réalité d'une norme plausible, car l'assistance judiciaire présuppose que les bénéficiaires sont des indigents.

II CAUTION JUDICATUM SOLVI

Article 13 – Droit à la dispense de caution

...

Pour que l'étranger bénéficie de l'exonération de la caution, il suffira qu'il ait sa résidence habituelle dans l'un des Etats contractants, ce critère est donc plus large et plus actuel que ceux du domicile ou de la résidence retenus dans les Conventions de La Haye de 1905 (article 17) et de 1954 (article 17), respectivement, le projet marque donc un progrès sensible par rapport à la Convention de 1905, qui énonce la double condition de la nationalité et du domicile dans l'un des Etats parties.
Cependant, l'article 13 susmentionné du projet maintient la force exécutoire des Conventions qui accordent l'exonération du dépôt de la caution *judicatum solvi* sans exiger le domicile ou la résidence habituelle dans l'un des Etats parties.
Dans le Système interaméricain, les Conventions de Panama de 1975, tout comme celles de Montevideo de 1979 n'édictent pas de normes sur la caution *judicatum solvi*, qui cependant est prévue dans la procédure de nombreuses législations du continent. Pour cette raison, il conviendrait d'envisager la possibilité d'inscrire cette question à l'ordre du jour d'une prochaine conférence spécialisée interaméricaine sur le droit international privé.

Article 14 – Exécution des décisions relatives aux frais et dépens

Cette norme complète la dispense de caution et revêt de la force exécutoire à l'étranger les condamnations aux frais et dépens prononcées contre les personnes qui ont bénéficié de la dispense.
L'exequatur est maintenu mais la demande peut être adressée par le canal des Autorités centrales ou directement par la partie intéressée.
A ce sujet, il est intéressant de noter que la Convention interaméricaine sur «L'Efficacité extraterritoriale des décisions et sentences arbitrales étrangères» en son article 6, confie à la législation de l'Etat requis d'exécuter la décision, le soin de tracer la procédure à suivre dans ces cas, mais ne mentionne pas l'exequatur.

Article 15 – Procédure de l'exequatur

Cette norme fait de l'exequatur une procédure sommaire, où les parties ne sont pas entendues, bien que la partie, condamnée, dans les limites de la loi du pays d'exécution, ait la possibilité d'introduire un recours ultérieur.
Il n'y a aucune innovation significative en ce qui concerne les conditions que doit remplir la demande d'exequatur, sauf que, en comparaison avec le Système interaméricain, les parties sont dispensées de la légalisation ou de toute autre formalité analogue.

III COPIES DES ACTES ET JUGEMENTS RELATIFS A L'ETAT CIVIL

Article 16

...

Les Conventions conclues au sein du Système interaméricain ne prévoient pas de normes similaires; cependant plusieurs législations nationales envisagent la délivrance gratuite des actes de l'état civil, et pour cette raison la question pourrait faire l'objet d'un accord international.

IV CONTRAINTE PAR CORPS

Article 17

Cette norme ne fait que réaffirmer un principe d'humanité et renforce la règle de l'égalité devant la loi, dans la ligne des critères généraux retenus par le projet pour la détermination de ceux qui ont droit à l'assistance judiciaire.

Comments to the Supplementary Report on Revision of Chapters III to VI of the Hague Convention on Civil Procedure

Norway

The Norwegian Government does not consider it necessary to change the *title* of the Convention, and therefore it would prefer to keep the existing title 'Convention on Civil Procedure'.
The Norwegian Government would prefer the Convention to cover *legal advice* outside court proceedings as well as legal aid for court proceedings.
As to the proposed amendment of *article 4, paragraph 1* the Norwegian Government would prefer to include a provision in the Convention permitting applicants in urgent matters to submit their applications directly to the receiving Central Authority, not only through the intermediary of a transmitting authority.
As regards the Swiss proposal of *safe conduct* the Norwegian Government does not see a great practical need for such provisions in civil cases. However, it can accept a provision as suggested in the draft text.

Note du Bureau Permanent

Conformément à une pratique qui a pris naissance lors de la Session extraordinaire de 1966, les interventions ont été résumées dans la langue, anglaise ou française, utilisée par les orateurs. De même les Documents de travail sont reproduits dans la langue utilisée par leur auteur, le Bureau Permanent ne disposant pas de service de traductions. Sont toutefois diffusés dans les deux langues les documents émanant des Président et Rapporteur, du Secrétariat et des Comités de rédaction.

Notice by the Permanent Bureau

In accordance with a practice which began during the Extraordinary Session of 1966, the speakers' remarks have been summarized in the languages which they have employed, respectively English or French. Likewise, Working Documents are reproduced only in the languages employed by their authors, since the Permanent Bureau has no translation service. However, documents emanating from the Chairman, the Rapporteur, the Secretariat or the Drafting Committees have been distributed in both languages.

Procès-verbaux et Documents de travail de la Deuxième commission

Membres de la Deuxième commission
Members of the Second Commission

PRÉSIDENT – CHAIRMAN

M. *C. Böhmer*, conseiller au Ministère fédéral de la Justice, Bonn

VICE-PRÉSIDENT – VICE-CHAIRMAN

M. *J. Bangert*, Justice, Holte, Denmark

RAPPORTEUR – REPORTER

M. *G. Möller*, Counsellor of Legislation, Ministry of Justice, Helsinki

MEMBRES – MEMBERS

République fédérale d'Allemagne/Federal Republic of Germany

Mme *R. Adlerstein*, Judge at the *Landgericht*

Argentine/Argentina

S.E. M. *J. A. Barberis*, ambassadeur de la République Argentine à La Haye

Australie/Australia

M. *H. T. Bennett*, Deputy Secretary, Attorney General's Department, Canberra
Mlle *R. M. Armstrong*, Assistant Chief Parliamentary Counsel for the State of Victoria

Autriche/Austria

M. *F. Schwind*, professeur et ancien recteur à l'Université de Vienne
M. *A. Duchek*, Director, Federal Ministry of Justice

Belgique/Belgium

M. *J. H. L. Matthys*, secrétaire d'administration, Ministère de la Justice
M. *G. G. van Keer*, secrétaire d'administration auprès du Ministère des Affaires étrangères

Canada

M. *F. A. Mathys*, directeur, Direction des consultations juridiques, Ministère des Affaires extérieures
M. *D. M. M. Goldie*, Q.C., Barrister-at-law, Vancouver

République Arabe d'Egypte/Arab Republic of Egypt

M. *S. H. Massoud*, Counsellor, Ministry of Foreign Affairs

Espagne/Spain

M. *L. Martinez Agulló*, docteur en droit, conseiller d'Ambassade, Ministère des Affaires étrangères
M. *C. Lasarte*, professeur de droit civil, Université de Séville

Etats-Unis/United States

M. *W. L. M. Reese*, Charles Evans Hughes Professor of Law, Columbia Law School, New York

France

M. *J.-P. Beraudo,* magistrat au Bureau du droit européen et international au Ministère de la Justice
Mme *R. Thérin,* Bureau de l'entraide judiciaire internationale au Ministère de la Justice

Grèce/Greece

M. *D. Evrigenis,* professeur à l'Université de Thessalonique, conseiller juridique honoraire du Ministère des Affaires étrangères

Israël/Israel

M. *U. Yadin,* Professor
M. *C. I. Goldwater,* Director of the Department of Private Law, Ministry of Justice

Italie/Italy

M. *G. Barile,* professeur de droit international à l'Université de Rome
M. *L. Battaglini,* président de chambre à la Cour suprême de cassation
M. *F. Pocar,* professeur ordinaire de droit international à l'Université de Milan

Japon/Japan

M. *T. Kawaguchi,* Judge, Osaka District Court
M. *K. Hosokawa,* First Secretary, Embassy of Japan at The Hague

Luxembourg

M. *A. Huss,* procureur général d'Etat e.r.
M. *A. Weitzel,* président du Tribunal d'arrondissement

Norvège/Norway

M. *F. Wiese,* Counsellor, Ministry of Justice

Pays-Bas/Netherlands

M. *S. K. Martens,* conseiller à la Cour de cassation des Pays-Bas

Portugal

M. *A. V. D'Almeida Ribeiro,* avocat, ancien bâtonnier, président de l'Ordre des avocats du Portugal

Royaume-Uni/United Kingdom

M. *D. W. Dobson,* KCB, OBE, QC, Permanent Secretary Lord Chancellor's Department 1968–1977

Suède/Sweden

M. *B. Lambe,* President of the County Court of Uppsala

Suisse/Switzerland

M. *P. Volken,* chef de la Section de droit international privé, Office fédéral de la Justice

Tchécoslovaquie/Czechoslovakia

M. *J. Růžička* Director of the Legal Department of the Federal Ministry of Foreign Trade
M. *M. Holub,* Doctor of Law, Head of the Civil Legislative Department, Ministry of Justice
M. *J. Vogl,* Attaché, Federal Ministry of Foreign Affairs

Yougoslavie/Yugoslavia

M. *M. Pak,* Professor at the University of Belgrade

REPRÉSENTANTS DES ETATS PARTICIPANT A TITRE D'INVITÉ OU D'OBSERVATEUR – REPRESENTATIVES OF THE STATES PARTICIPATING BY INVITATION OR AS OBSERVER

Hongrie/Hungary

M. *T. Bán,* Head of International Law Division, Ministry of Justice
M. *Z. Vékey,* Deputy Head of Division of International Law, Ministry of Justice

Maroc/Morocco

M. *M. Mikou,* directeur des Affaires civiles au Ministère de la Justice
M. *M. A. El-Mejboud,* conseiller à la Cour suprême

Saint-Siège/Holy See

M. *J. W. Schneider* S.J., professeur de droit international à l'Université catholique de Tilbourg, Pays-Bas

Union des Républiques Socialistes Soviétiques
Union of Soviet Socialist Republics

M. *V. Khamanev,* Counsellor of the Ministry for Foreign Affairs
Mme *N. Marysheva,* doctor of law, Ministry of Justice
M. *A. G. Khodakov,* Ministry for Foreign Affairs

OBSERVATEURS D'ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES – OBSERVERS FOR INTERGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS

Organisation des Etats Américains
Organization of American States

M. *D. Opertti,* Director, Office of Development and Codification of International Law

Commonwealth Secretariat

M. *J. D. McClean,* Dean of the Faculty of Law, University of Sheffield

REPRÉSENTANTS D'ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES – REPRESENTATIVES FOR NONGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS

Union internationale des huissiers de justice et officiers judiciaires

M. *P. G. André,* huissier de justice à Toulouse, président de la Chambre régionale des huissiers de justice de Toulouse

Secrétaire général/Secretary General

M. *G. A. L. Droz*

Secrétaire général adjoint/Deputy Secretary General

M. *M. L. Pelichet*

Secrétaires au Bureau Permanent de la Conférence
Secretaries at the Permanent Bureau of the Conference

M. *C. A. Dyer*, First Secretary
M. *J. H. A. van Loon*

Secrétaires rédacteurs/Recording Secretaries

M. *E. Gaillard*, assistant à l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris
Mlle *P. Kingston*, LL.M. (London)

Procès-verbal No 1

Séance du lundi 6 octobre 1980 (après-midi)
Meeting of Monday 6 October 1980 (afternoon)

La séance est ouverte à 15 h. 20 par M. Schultsz, Président de la Quatorzième session.

Le Président de la Quatorzième session (M. Schultsz) précise que les séances se tiendront, sauf indication contraire, le matin, à 10 h.

Il propose ensuite la désignation de M. Böhmer (République fédérale d'Allemagne) comme Président de la Deuxième commission concernant l'entraide judiciaire.

M. Böhmer est élu Président par acclamation.

Le Président accueille les Délégués de la Hongrie, du Maroc, du Saint-Siège et de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, invités à participer aux travaux de la Deuxième commission en qualité de Membres. Il exprime le voeu que les travaux de la Commission seront menés à bien et que la signature du projet de Convention pourra intervenir à la fin de la Session ordinaire.

Il propose ensuite l'élection de M. Bangert (Danemark) comme Vice-Président et de M. Möller (Finlande) comme Rapporteur. L'un et l'autre sont élus par acclamation.

Il rappelle enfin que le quorum des commissions est constitué par les délégations de la majorité des Etats participants, au nombre desquels figurent désormais, pour la Commission II, la Hongrie, le Maroc, le Saint-Siège et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, dans la mesure où les travaux porteront sur la revision de la Convention du premier mars 1954 relative à la procédure civile. Pour ce qui concerne les autres matières, ils jouiront du statut d'observateur.

Le Secrétaire général indique que les Commissions I et II se réuniront l'une et l'autre le 7 octobre à 10 h. mais précise qu'à la demande de certains délégués on tentera d'éviter à l'avenir de faire siéger simultanément ces deux Commissions.

Le Président lève la séance à 15 h. 25.

Documents de travail Nos 1 à 7
Working Documents Nos 1 to 7

Distribués le 7 octobre 1980
Distributed on 7 October 1980

No 1 – Proposition de la délégation française
– Proposal of the French delegation

III *Droit à l'assistance judiciaire*

La délégation française propose que l'extension du bénéfice de l'assistance judiciaire à d'autres personnes que les ressortissants des Etats contractants, prévue à l'article premier du projet de texte tendant à reviser les chapitres III à VI de la Convention de La Haye relative à la procédure civile, soit assortie d'une condition limitative en raison des charges financières qui pourraient en découler. En effet, compte tenu du grand nombre des Etats qui sont susceptibles de ratifier la nouvelle Convention, cette disposition peut jouer le rôle de clause d'octroi universel de l'assistance judiciaire.
Cette condition limitative pourrait concerner l'existence d'une réciprocité de traitement entre l'Etat dont est ressortissant le bénéficiaire de l'assistance judiciaire et l'Etat requis.
A défaut, il serait opportun que l'extension du bénéfice de l'assistance judiciaire à d'autres personnes que les ressortissants des Etats contractants puisse faire l'objet d'une réserve de la part des Etats.

III *The right to legal aid*

The French delegation proposes that the extension of the benefit of legal aid to persons other than nationals of the Contracting States, provided for in article 1 of the draft Convention on the revision of Chapters III through VI of the Hague Convention relating to civil procedure, include a limiting condition in view of the financial costs which might arise therefrom. Indeed, considering the many countries which may ratify the new Convention, such a provision might entail the general granting of the benefit of legal assistance.
This limiting condition might concern a reciprocity of treatment between the State of which the beneficiairy of the legal assistance is a national and the requested State.
Failing such provision, the extension of the benefit of legal aid to persons other than nationals of the Contracting States should be subject to a reservation by the States.

No 2 – Proposition de la délégation française
– Proposal of the French delegation

II *Echange de renseignements et transmission de copies de décisions judiciaires*

La délégation française propose que le projet de texte tendant à reviser les chapitres III à VI de la Convention de La Haye relative à la procédure civile soit complété par une disposition spécifique relative à l'échange des

renseignements et à la transmission des copies de décisions judiciaires.
La disposition proposée serait la suivante:

Les Autorités centrales désignées par la présente Convention peuvent, sauf si l'ordre public s'y oppose, s'adresser mutuellement des demandes de renseignements ou d'enquête dans le cadre des procédures civiles et commerciales dont leurs autorités sont saisies et se transmettre sans frais des copies de décisions judiciaires.

Cette proposition appelle les observations suivantes:
– il s'agit d'une simple faculté pour les Etats;
– les demandes doivent émaner des Autorités centrales;
– cette disposition permet de combler un vide juridique actuel pour permettre de donner suite aux demandes de renseignements (rapport d'enquête sociale, procès-verbal d'accident) et aux demandes de délivrance de copies de décisions judiciaires, demandes qui ne sont couvertes par aucune Convention existante.

Il convient de noter, en effet, d'une part, que la Convention de La Haye du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves ne concerne que l'exécution des mesures d'instructions formalisées dans des décisions judiciaires, et d'autre part, que la délivrance de copies de décisions judiciaires dans certains Etats est subordonnée à la résidence du demandeur dans ces Etats.

II *Exchange of information and transmission of copies of judicial decisions*

The French delegation proposes that the draft for revising Chapters III through VI of the Hague Convention on Civil Procedure be supplemented with a provision relating to the exchange of information and to the transmission of judicial decisions.
The draft provision should be as follows:

The Central Authorities designated under this Convention may, unless this would be contrary to public policy ('ordre public') send each other applications for information or enquiry in connection with civil and commercial procedures submitted to their authorities and may communicate to each other copies of judicial decisions free of charge.

This proposal calls for the following comments:
– it constitutes a mere possibility for the States;
– the applications must originate from the Central Authorities;
– this provision enables to fill the present legal gap in order to comply with applications for obtaining information (social enquiry reports, casualty reports) and with applications for delivering copies of judicial decisions, such applications not being covered by any existing Convention.

It should be noted in fact, first, that the Hague Convention on the Taking of Evidence Abroad of March 18, 1970 deals with the performance of enquiry measures only to the extent that they are embodied in judicial decisions and, secondly, that in certain States delivery of copies of judicial decisions is subject to the applicant being a resident of such States.

No 3 – Proposition de la délégation française – Proposal of the French delegation

I *Projet de Voeu sur l'harmonisation des activités des différentes Autorités centrales*

Dans la perspective de l'adoption par la Quatorzième session du projet de Voeu (Doc. prél. C), proposé par la Commission spéciale sur les matières diverses, tendant à faciliter l'étude du fonctionnement des Conventions d'entraide judiciaire, la délégation française propose que soit retenu l'examen de la question de l'harmonisation des activités des différentes Autorités centrales à l'intérieur de chaque pays. (Doc. prél. No 7 de juillet 1980, paragraphe *f* – Rapport complémentaire sur la revision des chapitres III à VI de la Convention de La Haye relative à la procédure civile.)
L'harmonisation envisagée se présenterait sous la forme d'un Voeu suggérant aux Etats où il existe plusieurs Autorités centrales spécialisées désignées en application de différentes conventions multilatérales de prévoir que ces Autorités centrales puissent communiquer directement entre elles pour transmettre à l'Autorité centrale compétente les demandes d'entraide qui leur sont adressées de l'étranger.
On constate actuellement en effet, la création d'un grand nombre d'Autorités centrales en exécution de diverses conventions sur la coopération judiciaire. C'est le cas notamment des Conventions de La Haye ou des avant-projets de Conventions suivants:

– Convention du 15 novembre 1965 sur la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires,

– Convention du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale,

– avant-projet de Convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants,

– avant-projet de Convention sur la coopération judiciaire internationale (procédure civile).

Sans doute, cette multiplication des Autorités centrales constitue en soi un phénomène bénéfique et encourageant en traduisant la mise en vigueur de nouveaux instruments internationaux de coopération judiciaire qui viennent étendre le domaine réservé à cette coopération.
Toutefois, cette multiplication risque de créer une trop grande sectorisation préjudiciable au but de simplification poursuivi et à la bonne information des justiciables étrangers.
C'est pourquoi un effort devrait être tenté pour harmoniser à l'intérieur de chaque pays les activités des différentes Autorités centrales spécialisées. Cette harmonisation pourrait être réalisée en instituant entre ces autorités des relations de correspondance directe entre elles, tout en évitant de créer «de super Autorités centrales» dont l'institution contredit la spécificité de certains systèmes juridiques.

I *Draft Wish on the harmonization of the activities of the various Central Authorities*

With a view to the adoption by the Fourteenth Session of a draft Wish (Prel. Doc. C), submitted by the Special Commission on Miscellany, for facilitating the review of the performance of Conventions on judicial co-operation, the French delegation proposes to examine how to harmonize the activities of various Central Authorities within each country. (Prel. Doc. No 7 of July 1980, paragraph *f* – Supplementary Report on the revision of Chapters III to VI of the Hague Convention on Civil Procedure.)
The considered harmonization would be under the form of a suggestion to the States where there are several specialized Central Authorities designated pursuant to various multilateral conventions: these Central Authorities should be able to communicate directly among themselves in order to transmit to the competent Central Authority the requests for judicial co-operation which are sent to them from abroad.

We realize that a large number of Central Authorities are organized in compliance with various conventions on judicial co-operation. Such is particularly the case with the following Hague Conventions or draft Conventions:

– Convention on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents of November 15, 1965,

– Convention on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters of March 18, 1970,

– Preliminary draft Convention on civil aspects of international child abduction,

– Preliminary draft Convention on international judicial co-operation (civil procedure).

Such a proliferation of Central Authorities as such is encouraging as it reflects the implementation of new international instruments of judicial co-operation which extend the scope of such co-operation.
However, this proliferation might involve too pronounced a sectorisation, which would impair the simplification aimed at and the due information of foreign litigants.
This is why an effort should be made to harmonize within each country the activities of the various specialized Central Authorities. Such harmonization could be reached by initiating between these authorities relations consisting in direct correspondance; at the same time, one should not create 'super Central Authorities', which would be in conflict with the specific character of certain legal systems.

Nos 4, 5 et/and 7 – **Esquisses de plan de travail**
(non publié)
– **Outlines of a working programme**
(not published)

No 6 – Proposal of the Japanese delegation

1 *Amend article 4, paragraph 1 as follows:*

Article 4

Where the applicant for legal aid does not reside in the requested State, he *may* submit his application *to a transmitting authority* in the Contracting State where he has his habitual residence.

2 *Amend article 5, paragraph 1 as follows:*

Article 5

The transmitting authority shall assist the applicant *or shall arrange to have him assisted by an appropriate agency* in ensuring that the application is accompanied by all the information and documents known by *the transmitting authority* to be necessary for the consideration of the application. It shall ensure that formal requirements are met.

3 *Amend article 6, paragraph 4 as follows:*

Article 6

...

Communication emanating from the receiving authority may be drawn up in the official language or one of the official languages of the requested State. *However, where the application forwarded by the transmitting authority is in either French or English, or is accompanied by a translation into one of these languages, communication emanating from the receiving authority shall be in one of these languages.*

4 *Amend article 8, paragraph 1 as follows:*

Article 8

Where the applicant for legal aid does not reside in a Contracting State, he may submit his application through *the transmitting authority of his country.*

5 *Delete article 12, paragraph 3.*

6 *Add the following item to Annexes to the Convention:*

Application for Legal Aid
3 ...

d remarks on the cost of proceedings (necessity of expert testimony, etc.).

Statement concerning the applicant's financial circumstances

24 *bis* monthly minimum cost of living

Procès-verbal No 2

Séance du mardi 7 octobre 1980 (matin)

Meeting of Tuesday 7 October 1980 (morning)

La séance est ouverte à 10 h. sous la présidence de M. Böhmer (République fédérale d'Allemagne), le Rapporteur étant M. Möller (Finlande).

Le Président souhaite la bienvenue à tous les délégués et plus particulièrement aux Représentants de la Hongrie, du Maroc, du Saint-Siège, et de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques invités à participer aux travaux de cette Commission ainsi qu'aux Observateurs de l'Union internationale des huissiers de justice et officiers judiciaires et de l'Organisation des Etats Américains. Le Président passe ensuite en revue les différents sujets dont la Commission aura à traiter et présente le Document préliminaire No 5, contenant le projet de texte tendant à reviser les chapitres III à VI de la Convention de La Haye relative à la procédure civile ainsi que le Rapport de M. Möller. Il fait également état du Document préliminaire No 9 préparé par M. van Loon, secrétaire au Bureau Permanent, qui contient un aperçu analytique des observations des gouvernements sur ce projet.

Mr van Loon (Secretary at the Permanent Bureau) drew the attention of English speaking delegates to the translation of the 1954 Convention on Civil Procedure prepared by the Permanent Bureau, provided for their use. If this translation were to prove satisfactory, the Fourth Commission might decide to recommend its use in a more general way, as an authorized translation.

Le Président propose ensuite d'entreprendre l'étude du chapitre I du projet concernant l'assistance judiciaire en commençant par l'article premier et suggère d'aborder immédiatement la question de l'application *ratione personae* des dispositions du chapitre premier.

Le Président, à la demande de M. Volken (Suisse), précise que l'on travaillera à partir du texte adopté par la Commission spéciale et que les numéros des articles cités seront ceux qui figurent sur le Document préliminaire No 5. Si aucun amendement n'est voté, ni aucune suggestion retenue, c'est ce texte qui sera adopté.

Mr Martens (Netherlands) questioned whether proposed oral amendments were being called for.

Le Président précise que les propositions devront nécessairement être faites par écrit, les délégués ayant naturellement la possibilité d'annoncer et d'expliciter oralement leurs suggestions.

Mr Martens (Netherlands) referred to the Dutch proposal in Preliminary Document No 9, which deals with the extension of article 1 of the Convention to natural persons having had their habitual residence in a Contracting State in respect of matters which arose from their former residence in that State. Mr Martens gave the example of a person with habitual residence in Germany who was unlawfully dismissed from his employment and, because he is without work, moves to the Netherlands and is still entitled to legal aid in Germany, assuming the Netherlands is a Contracting State. However, if the person had moved to a non-Contracting State, he would not be entitled to legal aid. The Dutch Government hoped to change this situation through its proposed extension of article 1.

Le Président demande à M. Martens de préciser la portée exacte de sa proposition.

Mr Martens (Netherlands) clarified that the Dutch proposal would relate only to matters which arose from a person's former residence in a Contracting State.

Le Président donne ensuite la parole à M. Mikou, Délégué du Maroc.

M. Mikou (Maroc) indique que la proposition de M. Martens lui paraît très généreuse mais souligne qu'elle étend considérablement le champ d'application de la Convention, ce qui risque d'avoir une incidence financière non négligeable. Aussi propose-t-il de subordonner la règle à une condition de réciprocité.

Le Président demande à M. Mikou s'il entend se prononcer en faveur du texte actuel contre la proposition néerlandaise.

M. Mikou (Maroc) répond qu'il souhaite en tout état de cause l'adjonction d'une condition de réciprocité.

Le Président souligne que cela constituerait une restriction par rapport au projet élaboré par la Commission spéciale.

M. Mikou (Maroc) indique qu'à l'heure actuelle, un étranger habitant dans un Etat contractant peut bénéficier de l'aide judiciaire au Maroc même si ce pays n'a pas ratifié la Convention de La Haye de 1954.

Le Président indique que, du point de vue de la procédure à suivre, il convient de se prononcer d'abord sur la restriction que l'on propose d'apporter au texte actuel avant de discuter de la proposition néerlandaise.

Mme Thérin (France) insiste sur le fait que la France souhaite voir la nouvelle Convention ratifiée par le plus grand nombre possible d'Etats. Elle précise par ailleurs que la France pratique un système d'aide judiciaire extrêmement développé, tant en application des dispositions de la Convention de La Haye du premier mars 1954 que de celles des nombreuses conventions passées par la France avec les Etats dont les ressortissants viennent travailler sur son territoire ou tout simplement en vertu du droit interne. Cependant, pour généreux qu'il soit, le projet élaboré par la Commission spéciale qui entendait éliminer toute condition de réciprocité ne lui paraît pas très réaliste. Il ne serait pas opportun en effet de contraindre les Etats qui redoutent l'incidence financière d'un tel élargissement du champ d'application de l'aide judiciaire à ne pas ratifier la Convention alors qu'elle présente par ailleurs un très grand intérêt. Pour sa part, la France ne paraît pas prête à étendre d'une manière aussi large un système d'aide judiciaire dont la charge est déjà très lourde. Aussi, Mme Thérin propose-t-elle que l'article premier soit assorti d'une condition de réciprocité pour tout ce qui excéderait les prévisions de la Convention de La Haye de 1954 et, pour le cas où une telle solution serait rejetée par la Commission, exprime le voeu que les Etats puissent émettre une réserve sur ce point particulier.

Le Président remercie Mme Thérin et donne la parole à M. Duchek, Délégué de l'Autriche.

Mr Duchek (Austria) spoke in favour of an extension of legal aid and gave full support to the proposal of the Netherlands Delegate for extension of article 1. He deplored the idea of limiting the scope of legal aid through, for example, reciprocity. He pointed out that problems could arise as to the meaning of 'residence' and that a more elaborate formula outlining the legal connection required in this case may be necessary.

Le Président donne la parole à M. Martens, Délégué néerlandais.

Mr Martens (Netherlands) stated that with respect to the French proposal, the Netherlands is opposed to reciprocity for two reasons: the first being that introducing the condition of reciprocity for some non-residents would lead to a distinction which would complicate the text and its application. The second reason for the Netherlands opposition was the feeling that the condition of reciprocity amounted to discrimination. That is because the condition as a rule would apply to nationals of poorer States without legal aid. Consequently these people, on the mere ground of their nationality, would be refused legal aid. It might be asked whether this would not constitute discrimination under article 26 of the 1966 Convention on civil and political rights. Mr Martens also pointed out that regarding the financial strain he would think that as compared to actual obligations under the 1954 Convention the inclusion of nationals of non-Contracting States having habitual residence in a Contracting State would not result in a considerable augmentation: it may be assumed that the

group to be thus included will consist mainly of migrant workers and in his opinion it is not well conceivable that there are many migrant workers who have their habitual residence in State A, will get involved in court proceedings in State B.

Mr Dobson (United Kingdom) supported the Austrian and Dutch delegations. He referred to the legal aid system in the United Kingdom where any natural person may apply and, if financially eligible, and with reasonable cause, irrespective of place of origin, be entitled to legal aid on the same basis as nationals. With respect to financial matters, he thought it would be unfortunate to limit the Convention in the manner suggested through reciprocity because it would destroy multilateralism and destroy prospects for a wider basis for granting legal aid. He called for an acceptance of article 1, and for an acceptance of the Dutch proposal.

Mme Thérin (France) précise que la restriction proposée concerne exclusivement la situation des ressortissants d'Etats non contractants. Elle rappelle ensuite que de nombreux étrangers séjournent un temps en France avant de se diriger vers d'autres pays. La charge financière de l'extension de l'aide judiciaire sera d'autant plus lourde que l'Etat prend en charge tous les frais afférents au procès et assure la rémunération des divers auxiliaires de justice tels que les avocats, les huissiers de justice ou les traducteurs. Aussi insiste-t-elle sur le fait qu'il n'est pas opportun d'inviter les Etats qui n'auraient pas le désir d'assumer une charge aussi lourde à ne pas ratifier la nouvelle Convention qui, par ailleurs, a tous les mérites.

M. Volken (Suisse) souligne que le projet de Convention a précisément pour objet d'éviter toute discrimination. Aussi se prononce-t-il en faveur du maintien du texte dans sa rédaction actuelle. Sur la proposition néerlandaise, le Délégué suisse propose de préciser le moment auquel la résidence habituelle doit être prise en considération, ce critère lui paraissant moins difficile à manier que celui qui viserait les «*matters which arose from their former residence in that State*» (*cf.* Doc. prél. No 9, point 19).

Le Président prend acte de la variante suggérée par M. Volken.

Mr Bennett (Australia) stated that Australia's position was similar to that of the United Kingdom. He pointed out that Australia's legal aid system is already wider than that of article 1; that it is not dependent on nationality or residence but only on means. The Australian system does not discriminate between nationals and residents. Australia supported the present text and also a widening as suggested by the Netherlands.

Le Président donne la parole à Mme Adlerstein, Déléguée de la République fédérale d'Allemagne.

Mrs Adlerstein (Federal Republic of Germany) stated that the draft Convention's extension in article 1 was fully acceptable to the Federal Republic of Germany, as were the Dutch proposals extending article 1 to former residents.

M. Bán (Hongrie) exprime le doute qu'il soit possible de mettre en oeuvre un système fondé sur la distinction des rapports juridiques en fonction de leur relation avec une situation antérieure. Il se prononce en conséquence en faveur du texte actuel tel qu'il figure dans le Document préliminaire No 5.

A la demande du Président, M. Bán précise qu'il se prononce également contre l'introduction d'une condition de réciprocité.

Le Président donne ensuite la parole à M. Battaglini.

M. Battaglini (Italie) indique qu'en Italie tout résident a droit à l'assistance judiciaire, s'il remplit par ailleurs les conditions requises. Dès lors, le Délégué de l'Italie se prononce en faveur du texte actuel, à l'exclusion de toute condition de réciprocité; par ailleurs, après avoir rappelé que l'Italie est un pays d'émigration, il se prononce en faveur de l'amendement proposé par le Délégué néerlandais.

M. Weitzel (Luxembourg) se prononce en faveur du projet de Convention qui exclut toute discrimination. Il soutient également la proposition néerlandaise. Quant à l'incidence financière d'une extension de l'aide judiciaire, il estime qu'il appartient aujourd'hui à tous les pays de faire quelques efforts dans un esprit de solidarité internationale en vue de venir en aide à ceux qui n'ont pas les moyens d'accéder à la justice. Il indique qu'au Luxembourg le quart de la population est composé d'étrangers mais que son Gouvernement est probablement disposé à faire des efforts financiers pour assurer un meilleur accès à la justice. Il précise qu'à l'heure actuelle un certificat d'indigence est exigé mais qu'un projet de loi sera, selon toute vraisemblance, voté prochainement et qu'il fera disparaître toute discrimination en fonction de la nationalité, l'aide judiciaire devant alors être accordée à toute personne résidant habituellement au Luxembourg.

The Rapporteur spoke as Finnish delegate against the French proposal, and supported the Dutch proposal. He pointed out that legal aid in Finland is similar to that in the United Kingdom and is granted to all persons regardless of nationality.

M. D'Almeida Ribeiro (Portugal) se prononce en faveur du texte élaboré pendant les deux séances de la Commission spéciale mais se déclare également disposé à soutenir tous les amendements qui lui paraîtraient constituer un progrès vers un meilleur accès à la justice. En particulier, il entend appuyer la proposition néerlandaise qui va dans le sens des voeux formulés par le Conseil de l'Europe. Il se déclare en revanche fermement hostile à l'adjonction de toute condition de réciprocité qui lui paraîtrait constituer une véritable régression.

Le Président constate qu'il existe à l'heure actuelle trois propositions: la proposition marocaine qui tend à l'introduction d'une condition de réciprocité dans le texte actuel, la proposition française pour qui cette condition peut prendre la forme de l'adjonction d'une réserve et la proposition néerlandaise qui paraît avoir rencontré la faveur d'un certain nombre de délégués.

Le Président donne donc la parole au Délégué marocain pour défendre sa proposition.

M. Mikou (Maroc) tient à préciser que la loi interne marocaine accorde l'aide judiciaire à tous ceux qui veulent saisir une juridiction marocaine quelle que soit leur résidence ou leur nationalité, indépendamment de l'adhésion de l'Etat dont ils sont ressortissants, à la Convention de La Haye de 1954. Au Maroc, le libre accès à la justice constitue en effet l'un des principes fondamentaux de l'organisation judiciaire. Cela concerne tous les frais qui doivent être exposés pour que l'affaire

soit en état d'être jugée, y compris les frais d'expertise, de traduction, le plaideur étant par ailleurs assisté gratuitement par un avocat et dispensé des droits d'enregistrement. La condition de réciprocité qu'il propose d'ajouter au texte actuel vise, comme principe de politique conventionnelle, à encourager les autres Etats à adhérer à la Convention future et à défendre en même temps les intérêts de leurs nationaux au cas où ils voudraient saisir les juridictions des autres Etats non adhérents.

M. Evrigenis (Grèce) indique que la Commission a été éclairée sur les propositions française et marocaine mais qu'il lui paraît difficile de se prononcer sur la proposition néerlandaise sans disposer d'un texte très explicite sur ce point.

Le Président prend acte de l'observation et propose en conséquence de procéder à un vote sur les propositions française et marocaine elles-mêmes, mais de ne voter que sur le principe de la proposition néerlandaise en demandant, le cas échéant, à un Comité de rédaction de proposer quelques textes sur lesquels la discussion pourrait reprendre.

M. Barberis (Argentine) demande si le vote portera seulement sur les amendements ou au contraire sur le texte retenu par la Commission spéciale.

Le Président indique que l'on votera d'abord sur les amendements et que le vote sur le texte du projet de Convention n'interviendra qu'à la fin des travaux.

Mme Thérin (France) estime qu'il serait rationnel de voter d'abord sur la question de la réserve afin de pouvoir se prononcer en connaissance de cause sur le fond de la règle de réciprocité.

Mr Dobson (United Kingdom) wondered about the scope of the power of reservation; as to whether the power to reserve was without a corresponding power in other States to invoke a similar reservation against France.

Le Président indique que l'on pourrait s'en tenir au texte de la proposition française telle qu'elle figure dans le Document de travail No 1.

Mme Thérin (France) précise qu'elle n'ignore pas les risques inhérents à la possibilité d'émettre une réserve mais entend souligner à nouveau que la France regretterait de ne pouvoir ratifier cette Convention, dont les mérites sont par ailleurs très grands, à la suite d'un désaccord sur la seule question de l'extension du domaine de l'aide judiciaire.

M. Battaglini (Italie) suggère de n'examiner la question de la réserve qu'après le vote du principe.

Le Président fait observer cependant que de nombreux Etats ne pourront décider utilement de la position à adopter sur le principe qu'après avoir été fixés sur le sort de la réserve.

Mr Dobson (United Kingdom) referred to the French proposal for clarification.

M. Battaglini (Italie) souligne qu'une convention perd beaucoup de son intérêt si l'on recommence à l'assortir de réserves dès l'article premier.

Le Président demande s'il s'agit d'une motion d'ordre.

M. Battaglini (Italie) indique qu'il ne s'agissait que d'une mise en garde.

M. van Loon (Secrétaire au Bureau Permanent) demande si les délégués s'estiment suffisamment éclairés sur la question d'une éventuelle réserve.

M. Volken (Suisse) fait observer que la question de la réserve appartient au domaine du droit international public. Tout en précisant qu'il n'est pas un spécialiste du droit international public, M. Volken croit pouvoir indiquer qu'une telle manière de procéder ne serait pas nécessairement conforme à la Convention de Vienne. En effet, si un Etat formulait une telle réserve, on voit mal comment les autres Etats concernés pourraient le traiter sur un pied d'égalité comme le prévoit la Convention de Vienne.
Ainsi, par exemple, si la France déclarait ne pas accorder aux citoyens des Maldives résidant en Suisse le bénéfice de l'aide judiciaire, que pourrait faire la Suisse si elle désirait respecter le principe de réciprocité des réserves?

Le Président se demande s'il ne s'agirait pas alors d'une question de réciprocité entre les Maldives et la Suisse.

M. Volken (Suisse) montre alors, en développant son exemple, que ce genre de réserves rend extrêmement difficile en pratique un traitement réciproque des Etats sur un pied d'égalité.

Mr Duchek (Austria) felt that France was entitled to ask for a reservation under the rules of public international law whereby a reservation depends on the terms of the particular Convention under consideration.

M. Barberis (Argentine) déclare se ranger à l'avis du Délégué italien pour estimer que la question des réserves ne doit pas être votée avant la fin des travaux. Il souligne par ailleurs qu'en application de la Convention de Vienne, l'adjonction d'une réserve peut être repoussée s'il apparaît qu'elle est contraire à l'objet ou au but du traité.

Le Président estime au contraire que les deux aspects sont intimement liés et qu'il faudrait nécessairement reprendre l'ensemble des discussions sur l'article premier si la question de la réserve devait être évoquée à nouveau à la fin des travaux.

Mr Martens (Netherlands) questioned the voting procedure. He recalled that it was first proposed that the principle of reciprocity be voted on; and that if it was not carried, the vote should turn to reservations.

Le Président rappelle alors le Règlement intérieur d'après lequel on doit commencer par voter sur la suggestion qui s'éloigne le plus du projet original et qu'on ne peut modifier cette règle qu'à condition de ne rencontrer aucune opposition, ce qui n'est pas le cas en l'espèce. Il invite les délégués à se prononcer sur le texte de l'article premier. Après avoir constaté que la rédaction des deux alinéas existants ne soulève pas d'objections, il souligne que la seule question restant à trancher porte sur le point de savoir si l'on doit introduire une exigence de réciprocité.

M. van Loon (Secrétaire au Bureau Permanent) fait observer que l'adjonction d'une réserve conduirait au même résultat.

Mme Thérin (France) précise néanmoins que si la règle

était adoptée elle s'imposerait à tous les Etats, ce qui ne serait pas le cas d'une simple réserve.

Le Président fait alors procéder au vote.

Votes

L'introduction d'un principe de réciprocité dans l'article premier du projet élaboré par la Commission spéciale le premier juin 1979 est rejetée par une large majorité, deux Etats seulement s'étant prononcés en faveur d'une telle adjonction (France et Maroc).

L'adjonction d'une réserve de réciprocité a également été rejetée par une large majorité, deux Etats seulement s'étant prononcés en sa faveur (France et Tchécoslovaquie).

Le Président propose alors un vote sur le principe de la proposition néerlandaise.

M. Volken (Suisse) indique que le principe lui-même pourrait être formulé de façon très différente et qu'il serait peut-être préférable d'avoir des textes sous les yeux pour pouvoir se prononcer en connaissance de cause.

Le Président fait valoir que si le principe était rejeté, il ne serait pas nécessaire d'élaborer de textes. Il convient donc de se prononcer préalablement sur le principe de l'extension du bénéfice de l'aide judiciaire aux personnes qui ont eu leur résidence dans un Etat contractant en ce qui concerne les questions découlant de leur résidence antérieure dans cet Etat.

The Rapporteur commented on the limitations in the original proposal namely that the procedure be instituted in the State of former residence and also that the matter be one which had arisen during that residence.

La proposition est adoptée par un vote.

Vote

16 voix pour (République fédérale d'Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, France, Grèce, Maroc, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Turquie, URSS*), 2 contre (Japon, Tchécoslovaquie) et 4 abstentions (Argentine, Canada, Etats-Unis, Suisse).*

Le Président propose ensuite l'examen de l'observation du Délégué de la Belgique concernant l'extension du bénéfice de l'assistance judiciaire aux personnes morales (voir Doc. Prél. No 9, point 14).

M. van Keer (Belgique) indique que les personnes morales bénéficient de l'assistance judiciaire en Belgique. Il n'y aurait donc aucune objection pour la Belgique à ce que la Convention s'étende également aux personnes morales.
Pour répondre à une question du Président, M. van Keer précise qu'à l'heure actuelle une condition de réciprocité est encore exigée sous la forme de la nécessité d'un siège en Belgique.

Mr Martens (Netherlands) questioned whether the Belgian delegate had *proposed* that legal aid be extended to legal persons, or whether the Belgian delegate only supported such a proposal.

M. van Keer (Belgique) répond qu'il s'agissait d'une question restée ouverte après la première réunion de la Commission spéciale, les délégués étant invités à exprimer leur sentiment sur ce point. La Belgique n'aurait pas d'objection à formuler à l'encontre d'une telle extension, mais ne propose pas elle-même l'adoption de cette formule.

M. van Loon (Secrétaire au Bureau Permanent) précise que le texte de la Convention de 1954 ne mentionne pas expressément les personnes morales et qu'il ne semble pas que les dispositions concernant l'assistance judiciaire aient jamais été appliquées aux personnes morales. Il en est différemment des dispositions concernant la caution *judicatum solvi*. Ce serait assurément une innovation importante que de préciser une extension des dispositions sur l'assistance judiciaire aux personnes morales.

Le Président demande si certains délégués sont en faveur d'une telle extension qui pourrait concerner en particulier le cas de sociétés en faillite.

Mr Růžička (Czechoslovakia) spoke in favour of preserving the existing text, that is without mentioning legal entities except in the chapter concerning securities.

Le Secrétaire général précise que la décision qui pourra être prise lors de la discussion du premier chapitre du projet élaboré par la Commission spéciale ne préjuge en rien de la décision qui pourra être prise ultérieurement à propos de l'application aux personnes morales des autres dispositions de la Convention, notamment celles qui concernent la *cautio judicatum solvi*.

Le Président invite alors les délégués à se prononcer sur l'extension des dispositions concernant l'assistance judiciaire aux personnes morales.

M. Evrigenis (Grèce) souligne les risques que comporterait une telle extension, dont il est difficile de mesurer la portée exacte.

M. Weitzel (Luxembourg) indique, à titre d'information, que le projet de loi luxembourgeois prévoit l'extension du bénéfice de l'assistance judiciaire à certaines personnes morales et notamment aux établissements de bienfaisance, mais précise qu'il serait sans doute excessif d'adopter une telle règle dans la Convention.

MM. Martens (Pays-Bas), **Volken** (Suisse) et **Battaglini** (Italie) se prononcent également contre une telle extension.

M. Evrigenis (Grèce) fait observer que les Etats auront toujours la possibilité de déclarer qu'ils octroient le bénéfice de l'assistance judiciaire aux personnes morales.

Le Secrétaire général constate que personne ne propose expressément l'extension des règles du chapitre premier du projet aux personnes morales.

Le Président constate que la suggestion du Délégué de la Grèce relève des droits internes et, constatant qu'aucune tendance ne se dégage en faveur de l'extension aux personnes morales du bénéfice de l'assistance judiciaire, passe à la question du champ d'application *ratione materiae* des règles concernant l'assistance judiciaire.

The Rapporteur discussed the question of whether legal advice was to be included under legal aid, as discussed during the meeting of the Special Commission and outlined in Preliminary Document No 6. He stated that the Special Commission feels there should be no dis-

crimination between nationals and non-nationals for legal advice.

Mr Martens (Netherlands) discussed many important questions and issues involved with inclusion of legal advice in article 1. He pointed out the terminological disorder brought about as a result of the use of the two terms 'legal advice' and 'legal consultation'. He felt 'legal consultation' stood for legal advice in writing, but stressed that there was no *essential* difference between these concepts, and proposed that the Convention be restricted to the use of the term 'legal advice', which was also used by the Council of Europe. In stressing that there was no essential difference between legal advice and legal aid, he pointed out that in practice the one very often merged gradually into the other; for example, you could consult a lawyer on a certain question – who advises you to take the case into court; even in countries which ignore legal advice as a separate concept, a lawyer charged to lend legal aid would begin to tell his client whether or not going to court would serve the client's interest – that is: he would first give legal advice! Mr Martens assumed that the majority was in agreement that in *principle* legal advice should be treated on the same footing as legal aid. However, he pointed out that there might be division as to the question 'if' and 'how' to act on this principle. He set out three solutions which had been proposed; the first was to include legal advice in the Convention on exactly the same footing as legal aid. The second was to leave it out altogether. The third was to steer a middle course: that is to put it in, but only as far as the non-discrimination rule of article 1 was concerned and to add that legal advice would only be granted on condition of at least simple residence so that the machinery provisions of articles 2 to 8 would not apply. He went on to discuss three arguments that had been put forward to support exclusion of legal advice; the first being that if we were to include it legal advice had to be given to non-residents, consequently, in writing, but then you are in trouble when the recipient does not understand the language the advice is written in. However, he pointed out that this argument was correct, but not persuasive because exactly the same held good for legal aid, but there it did not lead to the argument that we had better not make a convention on legal aid for non-residents! He stated that the second argument in support of either exclusion or only partial inclusion was that the machinery created for legal aid was unsuitable for legal advice. However, he stated that if it was assumed, if only for argument's sake, that legal advice is to be given to non-residents also, then it becomes a mystery why the authorities paying for legal advice would not need the same data as when granting legal aid. Moreover, the application for legal advice would have to be forwarded from the State of the applicant's habitual residence to the requested State, a typical task for our machinery. He felt that the third argument was not a very convincing one either: many countries impose residence in the country as a condition for legal advice. The obvious answer he felt was a reference to article 1 of the draft: if legal advice were to be included in that article the consequence thereof would be a duty to give legal advice on the same basis and to the same extent as to nationals, upon compliance with the legislation of the requested State, and if that legislation demands residence also for nationals, the requested State is not bound to give legal advice to non-residents. He summed up by stating that the three arguments alleged in support of exclusion of legal advice were far from convincing, but did not feel that there was a sound reason for including legal advice. He pointed out that to include legal advice on the same footing as legal aid was, of course, not very attractive to those States that, as the Netherlands, gave legal advice on the same footing as legal aid; that is, also to non-residents. The reason, he pointed out, is that while these States would have to extend the privilege to nationals and habitual residents of other Contracting States, their own nationals and habitual residents would not enjoy a similar privilege in those other Contracting States that had made residence on their territory a condition for getting legal advice. He stated moreover that the Convention would raise false hopes: a layman would deduce from the Convention that he was entitled to legal advice from all Member States while actually in most Member States he would get it only if he went there. He felt these arguments pleaded for the middle course: to include legal advice in article 1 with the proviso that it would be given to residents only. However, he pointed out that if that would be done it would block a possible and desirable evolution in that States that now impose the condition of residence will not easily follow the example of others that do not and that we might even induce the latter to reduce their liberal practice; and that these arguments against a middle course add to the difficulty of choosing. He added in conclusion that, although hesitantly, he would prefer to include legal advice on the same footing as legal aid, but would not strongly oppose inclusion of a mere non-discrimination rule for simple residents.

Le Président constate qu'il existe de grandes différences entre les droits nationaux sur le sens même de la consultation juridique.

Mr Martens (Netherlands) commented on the nature of 'legal advice'; he did not see any essential difference between asking legal questions of a lawyer in another country.

Mr Duchek (Austria) felt hesitant about including legal advice in article 1, although less hesitant if no discrimination between nationals and non-nationals arose. He was against an obligation to include legal advice arising through article 1 where none exists previously for nationals.

Le Président lève la séance à 12 h. 45.

Documents de travail Nos 8 à 15
Working Documents Nos 8 to 15

Distribués le 9 octobre 1980

Distributed on 9 October 1980

No 8 – Proposition de la délégation néerlandaise

Cette proposition est remplacée par la proposition contenue au Document de travail No 15

No 9 – Proposal of the Netherlands delegation
– Proposition de la délégation néerlandaise

Article 3

Omit square brackets in the second paragraph and add:

3 The model forms for transmission of applications for legal aid annexed to the present Convention may be revised by resolution adopted by [the majority of the members of] a Special Commission convoked by the Secretary General of the Hague Conference to study the practical operation of conventions in matters of judicial co-operation.

Article 3

Supprimer les crochets et ajouter:

3 Les formules modèles pour la transmission des demandes d'assistance judiciaire annexées à la présente Convention pourront être modifiées par une résolution adoptée par [la majorité des membres d'] une Commission spéciale convoquée par le Secrétaire général de la Conférence de La Haye afin d'étudier le fonctionnement pratique des conventions en matière d'entraide judiciaire.

No 10 – Informations fournies par le Bureau Permanent: conditions relatives aux langues
– Information provided by the Permanent Bureau: translation requirements

1 *Convention-Notification*

Article 7

Mentions imprimées: en français ou en anglais. *Aussi* en langue de l'Etat d'origine.
Blancs correspondants: langue de l'Etat requis ou en français ou en anglais – voir aussi article 20 *b*.

2 *Projet de recommandation* sur les informations destinées à accompagner les documents notifiés à l'étranger (Doc. prél. No 8) = article 7 de la Convention-Notification, mais mentions imprimées en anglais *et* français.

3 *Convention–Obtention des preuves*

Article 4

Langue de l'autorité requise ou anglais ou français – voir aussi article 28 *b*.

Article 33

Anglais *et* français peuvent être refusés.

4 Accord Européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire = Obtention des preuves.

5 Projets de Convention sur l'*assistance judiciaire* et l'*enlèvement d'enfants* (article 20).
Comme dans *Obtention des preuves*, mais au lieu des deux langues français *et* anglais, uniquement une de ces langues peut être refusée.

1 *Service Convention*

Article 7

Standard terms: in French and English. *Also* in language of requesting State.
Corresponding blanks: language of State addressed or in French or in English – see also article 20 *b*.

2 *Draft Recommendation* on information to accompany documents served abroad (Prel. Doc. No 8) = article 7 of Service Convention, but standard terms in English *and* French.

3 *Evidence Convention*

Article 4

Language of requested authority or English or French – see also article 28 *b*.

Article 33

Both English *and* French may be refused.

4 European Agreement on Transmission of Applications = Evidence.

5 Draft Conventions on *legal aid* and *legal kidnapping* (article 20)
As in *Evidence*, but instead of both English *and* French, only one of these languages may be refused.

No 11 – Esquisse d'un plan de travail
(non publié)
– Outline of a working programme
(not published)

No 12 – Proposal of the Union of Soviet Socialist Republics delegation

Add to the end of article 3 – Transmitting authorities – the following phrase:

This will not prevent Contracting States from using for the same purposes diplomatic channels.

No 13 – Proposal of the Austrian delegation

Article 6

Paragraph 3 – delete 'one of' and read as follows:

Nonetheless, a Contracting State may object to the use of these languages by making the reservation provided in article ...

No 14 – Proposition de la délégation suisse

Article 1 – insérer à l'alinéa premier:

... comme les ressortissants ayant leur *résidence habituelle* dans l'Etat où l'assistance judiciaire est réclamée...

Documents de travail Nos 8 à 15

No 15 – Proposition de la délégation néerlandaise
– Proposal of the Netherlands delegation

Cette proposition remplace celle contenue au Document de travail No 8.

Article 1 – ajouter après l'alinéa 2:

3 Les alinéas 1 et 2 de cet article s'appliquent également à la consultation juridique à condition cependant que le demandeur de la consultation juridique réside dans l'Etat où il sollicite cette consultation.

4 Les alinéas précédents ne seront interprétés comme limitant ou portant atteinte à aucune disposition quelle que ce soit accordant l'assistance judiciaire ou la consultation juridique à des personnes ou en matières autres que celles mentionnées dans ces alinéas, en vertu des lois de tout Etat contractant ou de toute autre convention à laquelle cet Etat est ou sera Partie.

Observations

ad 3 – L'alinéa 3 essaye de montrer à quel résultat aboutirait ce que nous avons appelé, dans notre séance du 7 octobre, le cours moyen: c'est-à-dire d'introduire uniquement une règle non-discriminatoire qui sera restreinte explicitement aux demandeurs qui se trouvent sur le territoire de l'Etat où ils sollicitent la consultation juridique de sorte que la «machinerie» des articles 2 à 8 ne s'applique pas. Il va sans dire qu'une telle disposition est, en principe, superflue, étant donné qu'une fois que la loi de l'Etat où la consultation juridique est sollicitée exige que le demandeur ressortissant de cet Etat ait sa résidence dans cet Etat, cette condition s'applique automatiquement aux ressortissants et résidents d'autres pays contractants, en vertu de l'alinéa premier.

ad 4 – Voir Document préliminaire No 9, No 19 *d.*

Article 1 – add after second paragraph:

3 Paragraphs 1 and 2 of this article shall also apply to legal advice, provided that the applicant for legal advice be a resident of the State where legal advice is sought.

4 The preceding paragraphs shall not be construed as limiting or derogating from any provisions granting legal aid or legal advice to persons or for matters other than those mentioned in those paragraphs, existing under the laws of any Contracting State or any other agreement to which it is or shall become a Party.

Comments

ad 3 – Paragraph 3 attempts to show the result of what in our session of 7th October we have referred to as 'the middle course': that is including a mere non-discrimination rule restricted explicitly to applicants who at least reside in the State where legal advice is sought, so that the 'machinery' provisions of articles 2 to 8 do not apply. Of course, such a provision is, strictly speaking, redundant, because under paragraph 1 of this article, if residence is a condition for legal advice in respect of nationals, that condition will automatically apply also to nationals of Contracting States and persons having their habitual residence in such States.

ad 4 – See Prel. Doc. No 9, No 19 *d.*

Procès-verbal No 3

Séance du jeudi 9 octobre 1980 (matin)
Meeting of Thursday 9 October 1980 (morning)

La séance est ouverte à 9 h. 30 sous la présidence de M. Böhmer (République fédérale d'Allemagne), le Rapporteur étant M. Möller (Finlande).

Le Président donne quelques indications sur la manière dont les travaux se dérouleront à l'avenir. Il propose de procéder à plusieurs lectures successives du projet de texte adopté par la Commission spéciale d'avril 1980. La première lecture pourrait avoir pour objet de déterminer les amendements essentiels qu'il convient d'apporter au texte. Un Comité de rédaction pourrait être chargé de retenir une formulation précise. Une seconde lecture permettrait alors à la Commission de se prononcer sur le projet établi par le Comité de rédaction. Enfin, une troisième lecture pourrait permettre de prendre une vue d'ensemble du texte pour y mettre la dernière main. Le Président constate ensuite que la question de l'extension du domaine des dispositions relatives à l'aide judiciaire proposée par certains délégués avait suscité certaines hésitations au sein de la Commission. Aussi propose-t-il tout d'abord la parole aux délégués qui entendraient formuler une proposition concrète à ce sujet.

Mr Martens (Netherlands) referred to Working Document No 8 and the concrete proposal which he had introduced therein. He recalled that in the previous meeting he had been rather hesitant as to whether it would be prudent to put legal advice on the same footing as legal aid. He felt after hearing comments of the other delegates that the middle course was the wisest, and a non-discriminatory clause should be spelt out in the Convention. He proposed that the third paragraph be added to article 1 and that the Drafting Committee consider the correct wording.

Le Président demande si la proposition se limite au seul article premier.

Mr Martens (Netherlands) stated that the aim was to exclude the machinery articles, and to stick to the basis principle that foreigners be treated on the same footing as nationals.

Le Président fait observer que cela signifierait que les ressortissants étrangers sont mis sur un pied d'égalité avec les nationaux.

M. Weitzel (Luxembourg) entend apporter son appui à la proposition néerlandaise. La consultation juridique gratuite lui paraît aussi digne d'intérêt que l'aide judiciaire. Elle permet en effet aux justiciables d'avoir des renseignements sur les chances de succès d'une éventuelle action en justice, mais elle permet également, le cas échéant, de parvenir à un règlement amiable du litige, si les négociations sont menées par une personne quali-

fiée. Il ne lui paraît cependant pas utile d'inclure la consultation juridique dans le texte en discussion. En effet, comme l'a fait remarquer une observation écrite de la délégation allemande, la procédure des articles 2 et suivants ne paraît pas appropriée à la consultation juridique. Il s'en tiendra donc à la proposition néerlandaise.

Le Président demande si un délégué entend se prononcer contre cette proposition.

Mr Bangert (Denmark) referred to the practice of the Danish Supreme Court in dealing with difficult problems; the first judge argues the first point and the second judge argues the opposite. He stated that in this case he would argue the 'opposite' point. He agreed that there should be no discrimination with respect to legal advice, but had serious doubts about introducing it in this Convention. He referred to the Rapporteur's Report in Preliminary Document No 7, paragraph *b*, according to which experts studying the situation stated that no country discriminates in this case. Therefore we would not be introducing anything new here, and preferred not to have it included.

Le Président constate que les délégués sont unanimes à se prononcer contre toute discrimination, la seule question étant de savoir s'il est opportun de le préciser dans le texte même de la Convention.

Mr Bangert (Denmark) emphasised that it was a question of whether this rule is needed in the Convention. He felt it could be misleading not only for laymen, as pointed out by the Delegate of the Netherlands, but also for lawyers – an even more dangerous situation.

M. Mikou (Maroc) exprime ses doutes sur l'opportunité d'ajouter une référence à la consultation juridique gratuite. Au Maroc, l'avocat a le monopole de l'assistance et de la représentation des plaideurs en justice, tant dans les affaires pénales que dans les affaires civiles, mais il a également le monopole des consultations orales ou écrites.

Le Président demande si cela concerne les consultations qui pourraient être délivrées avant toute procédure.

M. Mikou (Maroc) répond que tel est bien le cas. En effet, les magistrats n'expriment leur point de vue que dans les jugements et le Ministère de la Justice ne délivre pas de consultation juridique. S'il lui arrive parfois de guider un justiciable, il ne manque pas d'employer l'expression consacrée «sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux». Aussi la question concerne-t-elle le rôle de l'avocat. Or l'assistance judiciaire ne peut être accordée que lorsque le litige est né. C'est alors que le bâtonnier commet un avocat pour représenter le plaideur. Il n'existe pas à cet égard de différence entre les nationaux et les étrangers. M. Mikou fait cependant observer que l'octroi de consultations juridiques gratuites aurait une toute autre portée.

Le Président observe qu'il existe néanmoins dans la plupart des pays un système de consultations gratuites pour ceux qui peuvent justifier de l'insuffisance de leurs ressources. Il arrive que des avocats se mettent à la disposition d'un centre de consultation et délivrent des avis gratuitement; d'autres pays, au rang desquels figure l'Allemagne, ont organisé un système de consultations juridiques délivrées par le greffier du tribunal de première instance ou son représentant.

M. Mikou (Maroc) constate qu'il n'y a aucune difficulté pour les Etats qui connaissent un système de consultation juridique gratuite pour leurs nationaux. Elle sera alors étendue à tous les résidents. En revanche, la question se pose en des termes différents pour les Etats qui n'ont pas de système de consultation juridique gratuite, le Maroc n'étant sans doute pas le seul dans ce cas.

Mr Dobson (United Kingdom) stated that until the intervention of Morocco he felt no point of principle was at issue. The Netherlands proposal was to make it clear that no discrimination should be involved with legal advice. The United Kingdom gave its full support to the amendments of the Netherlands, notwithstanding the arguments of the Danish Delegate. He did not feel any difficulties would arise in practice. He pointed out that as article 1 concerns the principle of non-discrimination, it should be clear that it applies to legal advice. He had difficulties understanding the concern of the Moroccan Delegate. He referred to the practice of the United Kingdom where there is no discrimination for granting of legal advice between nationals and non-nationals, provided they are residents. He supposed the position to be the same in most countries represented here.

The Chairman asked Mr Dobson how he felt this principle could best be accomplished in the Convention.

Mr Dobson (United Kingdom) stated that he felt it best to clearly have this non-discriminatory provision stated in the Convention itself; and it should be made clear that the machinery for the Central Authority would not be involved.

Le Président fait alors procéder au vote sur la proposition néerlandaise tendant à l'insertion dans l'article premier d'un alinéa 3 aux termes duquel «les alinéas 1 et 2 de cet article s'appliquent également à la consultation juridique à condition cependant que le demandeur de la consultation juridique réside dans l'Etat où il sollicite cette consultation» (voir Doc. trav. No 15).

Vote

La proposition est adoptée par une majorité de 18 voix (Australie, Belgique, Espagne, Finlande, France, Grèce, Israël, Japon, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, URSS, *Yougoslavie) contre une (République fédérale d'Allemagne) et 6 abstentions (Autriche, Canada, Danemark, Hongrie, Italie, Maroc).*

Le Président passe ensuite à l'examen du Document de travail No 7.
Le Président examine la question de l'inclusion des matières pénales dans l'article premier du projet de Convention (voir Doc. prél. No 9, point 19).

Mr Martens (Netherlands) made the proposal that the Convention be extended to include penal matters. He stressed that the main objects of the Convention were to ensure a right to legal aid for non-nationals, and to provide a machinery for dealing with their applications for legal aid. He noted that the extension of legal aid to penal matters has already been provided for in most States. He felt it would be a considerable advantage to include penal matters, thus making the Convention's machinery available. He noted that none now exists, and that although it may be rarely needed in penal matters because a defendant is usually detained

in the State involved, it would nevertheless be worthwhile to make the machinery available for cases where it may be useful. He submitted that the Special Commission decision be considered.

Le Président tout en souhaitant préserver sa neutralité, se demande si la Conférence n'outrepasserait pas son mandat en englobant la matière pénale dans sa Convention.

Mr Bennett (Australia) referred to the legal aid system in Australia, where legal aid is granted in penal matters. He therefore supported the Dutch proposal.

M. Battaglini (Italie) fait observer au contraire que si la Conférence de La Haye n'a pas à ce jour intégré cette matière à ses travaux, elle pourrait précisément saisir cette occasion unique de le faire.

M. D'Almeida Ribeiro (Portugal) rappelle que la Conférence est en train d'élaborer une convention de procédure civile, qui concerne exclusivement les matières civiles et commerciales. Du reste, il ne serait sans doute pas très utile de spécifier que l'aide judiciaire doit être étendue à la matière pénale. En effet, le droit à l'assistance d'un avocat en matière pénale constitue, dans la quasi-totalité des Etats, une règle fondamentale de la procédure pénale. Il ne lui paraît donc pas nécessaire d'introduire cette note de droit pénal dans une convention qui, même si son nom n'est pas encore définitivement fixé, n'en demeure pas moins une convention de procédure civile.

M. Schwind (Autriche) tient à souligner, comme l'avait déjà fait le Président, que la Conférence de La Haye de droit international privé prépare des conventions de droit privé et qu'elle n'a pas pour mission de traiter des questions pénales. De façon plus générale, il ne lui paraît pas opportun, compte tenu de la multiplication des conventions internationales, de faire référence à une matière qui n'entre pas dans le but particulier de la Convention. Allant plus loin, il estime que les matières administratives et fiscales ne relèvent pas davantage du droit privé et qu'il serait sage de ne pas les mentionner comme le fait la rédaction actuelle du deuxième alinéa de l'article premier.

M. Volken (Suisse) se range à l'avis des Délégués du Portugal et de l'Autriche. La Conférence de La Haye a une longue tradition en matière de procédure civile. La présente Commission a pour objet de reviser les chapitres III, IV et V de la Convention du premier mars 1954 relative à la procédure civile. Il lui paraît dangereux de traiter d'un seul aspect d'une question de droit pénal dans un contexte de procédure civile. Le deuxième alinéa de l'article premier dans sa rédaction proposée par la Commission spéciale d'avril 1980 lui paraît également déborder la mission de la Conférence, du moins en ce qui concerne le droit fiscal.

Mrs Adlerstein (Federal Republic of Germany) pointed out that penal matters are not included in either the 1965 Convention on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters, or the 1970 Convention on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters, and therefore felt it was misleading to include penal matters in this Convention.

Mr Dobson (United Kingdom) felt it would be a mistake and inappropriate to extend the Convention to penal matters. He pointed out that in the United Kingdom legal aid is available for both civil and penal matters but that with respect to the latter a court makes the decision. He opposed the inclusion of penal matters here because this Convention deals with civil matters and should not be applied to criminal matters, where wholly different procedures are provided in many States.

Mr Holub (Czechoslovakia) agreed with the delegates opposing inclusion of penal matters. He also raised the question of whether some cases, for example traffic accidents, which under Czech law may be dealt with as a criminal matter and then give rise to a civil action for damages, would be covered under the Convention.

The Rapporteur noted that this question had been discussed during the first meeting of the Special Commission, and referred to Preliminary Document No 5. He pointed out that a civil party claiming damages for a crime would constitute a civil matter because it is a question of damages. He felt the difference between civil and penal matters was usually quite clear within most jurisdictions. He noted the Council of Europe's Convention on Mutual Legal Assistance in Penal Matters, and felt it would lead to confusion to include penal matters here as well.

Mr Goldwater (Israel) sympathised with the Dutch proposal because it aimed to provide legal aid more comprehensively, but felt that penal matters would not fit in in the revision of a convention on civil procedure. He added his voice to the opposition to inclusion of penal matters.

Le Président constate qu'une large majorité se dégage contre l'extension du champ d'application de l'article premier aux matières pénales.

Cette proposition est donc rejetée.

Il demande ensuite au Délégué néerlandais d'éclairer la Commission sur le sens de sa proposition tendant à l'adjonction d'un quatrième alinéa à l'article premier (voir Doc. trav. No 8).

Mr Martens (Netherlands) made the point that the Dutch proposal also included that a paragraph 4 be added to article 1, and referred to Working Document No 8. He read the French text aloud. He referred to a situation which could arise whereby later convention law would supersede earlier statute law, with the possible effect of narrowing the former statute law. He felt the situation could be avoided through this proposal. He noted a similar text in article 60 of the Rome Convention on Human Rights.

Le Président constate qu'il s'agit d'une clause tendant à préserver les dispositions plus favorables que celles de la Convention.

Mr Martens (Netherlands) stated that that was exactly what he had meant.

M. Evrigenis (Grèce) constate qu'une telle disposition permettrait de clarifier la Convention mais qu'elle complète également utilement la protection que la Convention tend à assurer au justiciable en introduisant ce que l'on appelle parfois une «clause de la disposition la plus favorable». Aussi se déclare-t-il favorable à la proposition néerlandaise.

M. Volken (Suisse) approuve également la proposition néerlandaise quant au fond mais fait observer qu'il se-

rait sans doute préférable de faire figurer ce texte dans les dispositions protocolaires plutôt qu'à l'article premier. La même question pourrait en effet se poser à propos de la *cautio judicatum solvi* qui concerne le chapitre II.

Le Président, après avoir interrogé les délégués, constate qu'aucun d'entre eux ne se prononce contre l'introduction d'une clause spécifiant que la Convention ne porte atteinte à aucune disposition plus favorable résultant du droit interne ou d'autres conventions (Doc. trav. No 15, article premier, alinéa 4).

La proposition est adoptée à l'unanimité.

M. Schwind (Autriche) demande si l'on doit comprendre que la clause sera insérée dans les dispositions finales.

Le Président interroge les délégués sur ce point et *constate qu'en l'absence d'opposition la suggestion du Délégué suisse est adoptée à l'unanimité.*

M. Volken (Suisse) s'explique ensuite sur le sens de sa proposition qui consiste à viser dans l'alinéa premier de l'article premier les ressortissants ayant leur *résidence habituelle* dans l'Etat où l'assistance judiciaire est réclamée (voir Doc. trav. No 14). L'article premier pose en effet un principe de non-discrimination. On a longuement discuté de la détermination des personnes qui devaient bénéficier d'une telle clause. Mais l'introduction d'un principe de non-discrimination suppose également que l'on possède un élément de comparaison. Il convient de savoir en effet à qui sera assimilé le bénéficiaire du principe de non-discrimination. Les droits internes ne réservent pas toujours le même sort à leurs nationaux selon qu'ils résident ou non sur le territoire du pays dont ils sont les ressortissants. Ainsi par exemple le droit suisse prend-il en considération le domicile et nullement la nationalité pour conférer le bénéfice de l'assistance judiciaire. Ainsi le ressortissant suisse qui n'a pas sa résidence sur le territoire suisse ou sur le territoire d'un Etat partie à la Convention de La Haye de 1954 ne bénéficie-t-il pas de l'assistance judiciaire en Suisse. Si l'on prend une telle situation comme base de référence, le résultat de la non-discrimination est nul. Si au contraire on prend comme point de comparaison la situation du ressortissant suisse qui réside en Suisse, le résultat sera tout différent et la clause de non-discrimination aura atteint son but. On risquerait donc de créer un malentendu en s'abstenant de préciser que l'assimilation se fait par référence aux ressortissants ayant leur résidence habituelle dans l'Etat où l'assistance judiciaire est réclamée.

The Rapporteur referred to the First Commission, dealing with international child abduction and pointed out that the ideas expressed here by the Swiss Delegate had been unanimously approved in that Commission.

M. Schwind (Autriche) se demande si la proposition du Délégué suisse ne conduit pas au contraire à restreindre la portée de la Convention, ce qui ne lui paraît pas souhaitable.

Le Président précise qu'il s'agit uniquement de donner son plein effet au principe de non-discrimination.

Mr Dobson (United Kingdom) felt personally that Mr Volken's suggestion may lead to the misunderstanding that it introduces a limitation. He felt nothing was to be gained here because legal aid is available to residents on the same basis as for nationals. He referred to the United Kingdom system where legal aid is available for residents irrespective of nationality. He felt that unless there was a departure from reference to nationality as the basis for legal aid, it would be unfortunate to further complicate the matter with the addition of the words suggested by Mr Volken. He therefore proposed that article 1 remain as now drafted.

Le Président demande à M. Volken, Délégué de la Suisse, s'il souhaite préciser le sens de sa proposition.

M. Volken (Suisse) insiste sur le fait qu'il ne s'agit nullement d'une restriction au domaine d'application de la Convention. Bien au contraire, sa proposition tend à assurer aux ressortissants des Etats contractants ainsi qu'aux personnes ayant leur résidence habituelle sur le territoire de l'un de ces Etats le bénéfice du traitement le plus favorable.

Mr Lambe (Sweden) gave full support to the Swiss proposal, and felt it would provide a general guarantee for nationals and residents to obtain legal aid under the Convention.

Mr Dobson (United Kingdom) expressed entire agreement with Mr Volken's further explanation. He accepted Mr Volken's principle.

Le Président propose à la Commission de voter sur le principe de la proposition formulée par M. Volken, quitte à se prononcer ultérieurement, en seconde lecture, sur un texte qui pourrait être proposé par un Comité de rédaction.

Mr Hosokawa (Japan) questioned whether the Swiss proposal applied not only to legal aid but also to legal advice. He felt the vote should separate the two.

The Chairman stated that it was not necessary to refer to legal advice because both elements are here linked together; the same conditions are already fulfilled.

Mr Hosokawa (Japan) supported the proposal as it related to legal aid, but not for legal advice, and felt therefore that the Japanese delegation must oppose the entire proposal.

Le Président fait procéder au vote de la proposition suisse.

Vote

Le principe est adopté par un vote de 9 voix favorables (Australie, Finlande, France, Grèce, Norvège, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, URSS), *2 contre (Autriche, Japon) et 13 abstentions (République fédérale d'Allemagne, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Israël, Italie, Luxembourg, Maroc, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Yougoslavie).*

Le Président constate une certaine hésitation des délégations et indique que l'on pourra revenir sur ce point après que le Comité de rédaction aurait proposé un nouveau texte. Le Président propose alors de constituer le Comité de rédaction. Conformément à la tradition de la Conférence, il pourrait être présidé par M. Bangert (Danemark) en sa qualité de Vice-président de la Commission. Le Président propose également les noms de MM. Martens (Pays-Bas) et Dobson (Royaume-Uni) ainsi que de Mme Thérin (France). En sa qualité de Rapporteur, M. Möller en est membre de droit.

M. Weitzel (Luxembourg) propose verbalement l'extension automatique du bénéfice de l'aide judiciaire à la procédure d'exequatur. Il lui paraît indispensable que la Convention vise cette situation qui lui paraît particulièrement digne d'intérêt. Il est bien évident qu'un jugement que l'on ne pourrait exécuter faute de moyens n'aurait aucune valeur. Au Luxembourg, la procédure d'exequatur peut entraîner des frais assez élevés. Il existe en effet deux procédures différentes d'exequatur, une procédure de droit commun et une procédure qui résulte de la Convention CEE du 27 septembre 1968. La première se déroule comme une affaire civile devant le tribunal de grande instance, les parties étant tenues de constituer avoué et de déposer des conclusions écrites. La seconde procédure est un peu simplifiée, le Président du tribunal de grande instance pouvant être saisi par une simple requête. Le ministère d'avoué n'en est pas moins obligatoire. Du reste, le champ d'application relativement restreint de la Convention européenne qui exclut en son article premier l'état et la capacité des personnes, les régimes matrimoniaux, les successions et les faillites, les questions de sécurité sociale et d'arbitrage, rend son application relativement peu fréquente. Aussi, la procédure est-elle généralement assez coûteuse, ce qui donne tout son intérêt à la question de l'aide judiciaire.

Le Président observe qu'une telle précision pourrait avoir sa place dans l'article 12 au même titre que la question des frais d'expertise. Il prie le Délégué du Luxembourg de bien vouloir formuler par écrit sa proposition de façon à ce que la Commission puisse se prononcer en seconde lecture sur un texte précis.

M. van Keer (Belgique) propose d'ajouter dans le texte de l'article 12 une mention visant les extraits des actes et décisions, ce qui compléterait utilement la mention existante qui ne vise que les actes de l'état civil et les décisions (voir Doc. prél. No. 9, point 53).

Le Président prend acte de cette question, mais indique qu'il convient de se prononcer préalablement sur la proposition japonaise qui tend à supprimer purement et simplement le troisième paragraphe de cet article 12. Il donne la parole au Délégué du Japon pour expliciter sa proposition.

Mr Hosokawa (Japan) proposed the deletion of paragraph 3 of article 12. He felt the situation covered in article 12(3) was already covered in article 16, which he then read out. He noted that in Japan a small fee is required for copies from the Registry, irrespective of the person's nationality, residence, or whether or not legal aid had been provided. Article 12(3) would change the municipal law of Japan.

Mr Dobson (United Kingdom) supported the Japanese Delegate with respect to article 12(3). He stressed the main principle was one whereby legal aid was to be made available under terms no less favourable than already available in a State. He referred to the system in the United Kingdom whereby those with legal aid were not treated any differently in this respect. Documents were not free, but any charges were treated as part of the legal aid costs, and as costs of the proceedings. He felt that article 12(3) put those benefitting from the Convention at an advantage over nationals and led to discrimination for which there is no justification. He stressed that article 1 must be made clear. Legal aid must be provided on as favourable a basis as for nationals.

Mr Khamanev (Union of Soviet Socialist Republics) gave full support to the Japanese proposal.

The Rapporteur noted that article 25 of the 1954 Convention had been split up in the new Draft into article 16 and article 12(3). He pointed out the fundamental difference that article 16 does not concern legal aid as such.

M. Volken (Suisse) estime qu'au contraire le troisième alinéa de l'article 12 est très utile. En revanche, tel ne lui paraît pas être le cas de l'article 16, aussi se réserve-t-il le droit de proposer sa suppression lorsque la Commission en arrivera à l'examen de ce texte.

Le Président fait procéder à un vote à main levée sur la proposition du Délégué japonais.

La proposition est rejetée par une large majorité.

Le Président donne ensuite la parole au Délégué de la Belgique pour expliciter sa proposition.

M. van Keer (Belgique) fait observer que les justiciables n'ont pas toujours besoin de l'intégralité de la copie d'un acte de l'état civil ou de la copie d'une décision, mais qu'il leur suffit parfois d'en obtenir un extrait. Il serait regrettable que la Convention ne couvre pas ce type de demandes.

M. Battaglini (Italie) se demande si cela aurait un sens pour les actes de l'état civil.

Le Président fait observer que, selon la terminologie française, il n'y a qu'un seul acte mais que l'on doit dans bien des cas en tirer des extraits.

M. Battaglini (Italie) se range, dans ce cas, à l'avis du Délégué belge.

Le Président constate qu'en l'absence d'opposition *la suggestion formulée par le Délégué belge tendant à viser les extraits des actes de l'état civil et des décisions à l'article 12 est adoptée à l'unanimité.*

Mr Martens (Netherlands) noted that in written comments the Irish Government had raised questions with respect to the wording. He felt the matter should be dealt with in the Drafting Committee.

Mr Holub (Czechoslovakia) noted that in article 12(2) experts' fees are referred to, but there is no mention of interpreters' fees. He noted that article 14 of the 1970 Convention on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters makes reference to fees paid to experts *and* interpreters. He questioned the reason for the exclusion of interpreters' fees in article 12(2).

The Chairman asked the Rapporteur to comment on the question.

The Rapporteur stated that as far as he could tell 'interpreters' were not included under 'experts' in article 12(2). He felt that the question had not been discussed.

Mr Holub (Czechoslovakia) questioned whether article 6 would cover this. He asked for clarification as to whether the Convention covered experts' fees and interpreters' fees.

The Chairman stated that he felt the question was an important one and thanked the Czechoslovakian Delegate for raising the matter.

The Rapporteur reiterated that the question was one of substance which had not yet been discussed.

The Chairman suggested that the Czechoslovakian Delegate make a written submission to the Drafting Committee. He noted that the question was a very important one in the light of high fees paid for interpretation.

Mr Holub (Czechoslovakia) agreed with this procedure.

Mr Goldwater (Israel) spoke regarding the Luxembourg proposal and questioned why execution procedures were not covered under article 1 and if there was a need for them to be mentioned specifically.

M. Weitzel (Luxembourg) observe qu'il s'agit d'une question qu'il convient de poser au Rapporteur.

The Rapporteur stated that execution procedures were not covered as the Convention stood. The matter was discussed at the Special Commission's first meeting, but no decision was made and it was now not included.

Mr Martens (Netherlands) commented that article 12 could apply to extend the matter.

Le Président constate que la Conférence a épuisé le sujet de l'article 12 et qu'elle peut à présent revenir à l'article 2.

The Chairman suggested that article 2 be discussed.

The Rapporteur discussed article 2 which provides for a Central Authority, and for a situation in federal States where more than one authority may be designated. He felt this was not an unusual situation.

Le Président fait observer que l'article 2 ne traite que le cas des autorités réceptrices.

Mr Martens (Netherlands) referred to the provisions for Central Authorities in the draft Convention on international child abduction. He noted that in that Convention provision was made for federal States which designate more than one Central Authority to appoint one of these as the main one to receive exterior applications. The Central Authority designated thus will transmit exterior applications to the other authorities in the federal State.

The Rapporteur commented on the provisions of the Child Abduction Convention and noted that American Delegates had specified problems with designating two Central Authorities. He therefore asked delegates of federal States for their opinions on the matter.

The Chairman noted that the provision calls for each demand to be extended to the main Central Authority.

Mr Bennett (Australia) spoke as a delegate from a federal State. He pointed out that the Child Abduction Convention takes account of difficulties relating specifically to a situation where a person is moving from one State to another quickly, leading to the necessity of a main Central Authority. He did not feel this problem was as pressing as regards legal aid, and that perhaps a main Central Authority would not be necessary here.

Mr Goldie (Canada) agreed with the comments of Mr Bennett. He thought the merits of the Child Abduction Convention might not necessarily apply here.

Mme Thérin (France) précise qu'en pratique le problème est le même pour l'assistance judiciaire que pour les déplacements d'enfants. Le litige oppose fréquemment des familles particulièrement démunies à un débiteur d'aliments qui se dérobe. On ne connaît pas nécessairement le lieu de résidence du défendeur au début de la procédure. Mieux, celui-ci peut changer de domicile au cours de la procédure. Sans pour autant instaurer des rapports de hiérarchie entre une Autorité centrale et les autres dans les Etats fédéraux, il serait sans doute opportun qu'une seule autorité soit chargée de centraliser les demandes. Du reste, certains de ces Etats fédéraux tels que les Etats-Unis d'Amérique ont d'ores et déjà fait la preuve de leur capacité à désigner une seule Autorité centrale pour ce faire.

M. Volken (Suisse) précise qu'il convient de distinguer deux choses différentes. Il est utile pour les autres pays de n'avoir à adresser les documents qu'à une seule autorité réceptrice. En revanche, il est souhaitable que chacune des Autorités centrales des Etats fédéraux puisse expédier elle-même de tels documents. Il est bon en effet que ce soit l'Autorité centrale la plus proche du justiciable qui se charge de cette tâche. Aussi pourrait-il y avoir plusieurs autorités expéditrices mais une seule autorité réceptrice dans les Etats fédéraux.

Mr van Loon (Secretary at the Permanent Bureau) noted that article 2(2) provided for federal States to designate more than one authority, and noted that to be the feeling of the Special Commission. He also referred to article 6 of the 1970 Convention on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters and read the text. He suggested that a similar article could be copied into the Convention.

Le Président indique que telle est la pratique des Conventions de La Haye de 1965 sur la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires et de 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger.

Mr Martens (Netherlands) noted that if federal States were not in favour of such provisions as regards designating a main authority then they should not be pursued.

Le Président indique que la question a déjà été abordée lors de la discussion des Conventions précitées de 1965 et de 1970. Il lui paraît sage de s'en tenir aux dispositions de ces Conventions.

M. van Keer (Belgique) compare l'Accord européen et le projet élaboré par la Commission spéciale d'avril 1980. Il y observe des différences de pure forme qui pourraient susciter des difficultés d'interprétation. Ainsi par exemple le premier alinéa de l'article 2 du projet adopté par la Commission spéciale prévoit que chaque Etat désigne une Autorité centrale tandis que le premier alinéa de l'article 3 prévoit qu'il y aura une ou plusieurs autorités expéditrices. Faut-il en déduire que l'Autorité centrale visée au premier alinéa de l'article 2 devra transmettre la demande aux autorités expéditrices visées au premier alinéa de l'article 3 avant que celles-ci ne saisissent elles-mêmes les autorités réceptrices des autres Etats contractants? La question a été réglée de façon non équivoque dans l'Accord européen sur la transmission des demandes judiciaires conclu dans le cadre du Conseil de l'Europe et qu'il y aurait tout intérêt à reprendre les dispositions de ce texte (voir Doc. prél. No 9, point 3).

Le Président suggère que la question soit examinée par le Comité de rédaction.

The Rapporteur questioned whether it was agreed that article 2(2) be kept as it stood. He also questioned whether article 6 or a similar clause should be copied in the new instrument.

Mme Thérin (France) indique que l'existence d'une Autorité centrale unique qui a parfaitement connaissance de sa propre organisation judiciaire permettrait sans doute d'éviter des erreurs dans l'acheminement des documents.

Le Président fait observer que cela soulève une délicate question d'histoire constitutionnelle comparée et que, dans les pays qui ne sont pas aussi fortement centralisés que la France, les diverses Autorités centrales sont parfois très attachées à ce qu'aucune autorité fédérale n'empiète sur leur sphère de compétence.

Ayant constaté l'absence d'objections sur ce point, le Président déclare que l'idée d'adapter l'article 6 de la Convention du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale de façon à ce qu'en cas d'incompétence de l'autorité requise, les documents soient transmis à l'autorité compétente est adoptée à l'unanimité.

Le Président demande ensuite si certains délégués suggèrent des amendements à propos du contenu de la formule (voir Doc. prél. No 5).

Mr Hosokawa (Japan) referred to propositions in Working Document No 6 and stated that although he did not feel they were of the utmost importance, he would like the Drafting Committee to deal with them.

Mr Martens (Netherlands) noted in Preliminary Document No 9, Nos 68–72, various little demands for changes. He wondered whether it would be best to leave these to a Drafting Committee or Special Commission.

The Chairman proposed that a Special Commission be formed to deal with the matter.

Mr Dobson (United Kingdom) spoke regarding article 3, paragraph 2, and noted that prescribing such detailed forms as in the Annex led to a degree of inflexibility. He felt this was underlined in Working Document No 9 and referred to the Netherlands proposal that the forms be modified by a Special Commission. He stressed that as a matter of principle the aim was to provide documents containing substantially the same information. However, he did not feel a Special Commission was called for.

Le Président entendait lui-même soulever la question. Il suggère la création d'un Comité spécial pour étudier le contenu de la formule à la suite de la proposition du Délégué du Japon. Outre celui du Délégué du Japon, le Président propose les noms de M. Ribeiro (Portugal) et de M. Weitzel (Luxembourg) pour constituer le Comité. Puis, revenant à la question soulevée par M. Dobson, il relève qu'il ne serait pas opportun en effet d'intégrer la formule dans le texte même de la Convention, ce qui impliquerait que l'on entreprenne une procédure de revision pour modifier la formule. Il lui paraît donc préférable de laisser la formule en dehors du texte de la Convention elle-même et de la faire figurer par exemple dans une annexe.

Mr Martens (Netherlands) supported a model being annexed to provide unity among States while at the same time recognising difficulties brought about if changes were necessary. He suggested that regular meetings of Special Commissions could resolve these difficulties and referred to Working Document No 9. He also proposed that the Secretary General be able to call meetings of the Special Commission for the purpose of modifying such models.

Le Président fait observer que la Quatrième commission de la Conférence a d'ores et déjà adopté un projet de Recommandation sur ce point, à la suite du Voeu formulé par la Commission spéciale de février 1980.

Mr van Loon (Secretary at the Permanent Bureau) while appreciating Mr Martens' concern regarding flexibility, pointed out two important difficulties which could arise through changing the annex through Special Commissions. He noted the difficulties arising in arranging a meeting of a Special Commission to discuss a very minor or small point. He also pointed out that delegating powers to modify the Convention to such a Commission could lead to problems regarding the constitutions of some States.

Mme Thérin (France) déclare se rallier à la proposition néerlandaise. Il lui paraît indispensable que tous les Etats parties à la Convention n'utilisent qu'une seule et même formule. On éviterait ainsi tout risque d'erreur de la part des Autorités centrales. Il conviendrait donc de faire figurer en annexe de la Convention un formulaire qui pourrait être revisé en cas de nécessité par les Commissions spéciales qui, comme par le passé, pourraient être réunies sur ce sujet.

M. Volken (Suisse) indique qu'une formule unique et plurilingue lui paraît en effet indispensable. Une telle formule devrait être intégrée, d'une manière ou d'une autre, à la Convention. Cependant, du point de vue du droit constitutionnel, il paraît extrêmement douteux que l'on puisse confier le soin de reviser la formule à une simple Commission spéciale. Aussi suggère-t-il l'adoption d'une clause imitée de celles qui ont été adoptées ce matin même permettant d'apporter ultérieurement une amélioration à la formule.

M. Schwind (Autriche) indique qu'il lui paraît également très dangereux de laisser à une Commission spéciale le soin de reviser des formules. Une telle solution lui paraît inconstitutionnelle à moins que l'on ne décide de laisser la formule en dehors de la Convention elle-même.

Le Président demande quels sont les experts qui défendent la thèse de l'intégration de la formule dans la Convention elle-même.

Mr Martens (Netherlands) noted that if the form is left out of the Convention, each country would be free to use other forms.

Mr Dobson (United Kingdom) commented on the difficulties involved in making changes in any forms annexed to the Convention. He felt that to secure flexibility it was desirable that the Convention indicate the form to be used. To article 3 should be added words to indicate that the exact form need not be followed, but that the same information must be provided. He wanted to avoid a situation leading to legal aid being denied on the ground that the necessary form was not complied with.

M. Weitzel (Luxembourg) indique qu'il lui paraît indispensable, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Convention, d'intégrer la formule dans la Convention elle-même. Par ailleurs il se déclare très hésitant sur la proposition néerlandaise pour des raisons d'ordre constitutionnel. Compte tenu de la difficulté de ces questions de droit constitutionnel, il propose aux délégués de réfléchir sur ce point qui pourra être examiné à nouveau ultérieurement.

Le Président est également d'avis qu'il sera nécessaire de revenir sur ce point.

Mme Thérin (France) fait observer que c'est précisément dans le cas où il y a pluralité d'autorités expéditrices qu'il est nécessaire de disposer d'un imprimé unique.

Le Président lève la séance à 12 h. 30.

Document de travail No 16
Working Document No 16

Distribué le 10 octobre 1980
Distributed on 10 October 1980

No 16 – Proposition de la délégation luxembourgeoise

Il y a lieu d'ajouter à l'article 12, un alinéa premier conçu comme suit:

Toute personne admise à l'assistance judiciaire dans l'Etat où la décision a été rendue en bénéficie, sans nouvel examen, dans l'Etat où la décision doit être reconnue ou exécutée.

Procès-verbal No 4

Séance du vendredi 10 octobre 1980 (après-midi)
Meeting of Friday 10 October 1980 (afternoon)

La séance est ouverte à 15 h. sous la présidence de M. Böhmer (République fédérale d'Allemagne), le Rapporteur étant M. Möller (Finlande).

Le Président rappelle que la précédente réunion s'est achevée sur une discussion des questions soulevées par l'existence de formules ou de modèles. On s'est tout d'abord demandé si la formule devait être considérée comme partie intégrante de la Convention ou si elle devait être laisée au-dehors. La majorité des délégations se sont proponcées en faveur de l'intégration de la formule dans la Convention elle-même. Il restait alors à trancher la question de savoir s'il convenait d'insérer dans la Convention elle-même une mention prévoyant une procédure de revision de la formule. Cette seconde question était restée sans réponse. Le Président invite donc les délégations à étudier la proposition du Délégué néerlandais (Doc. trav. No 9). La proposition tend à l'adjonction d'un troisième alinéa à l'article 3, aux termes duquel il serait précisé que «les formules modèles pour la transmission des demandes d'assistance judiciaire annexées à la présente Convention pourront être modifiées par une Résolution adoptée par (la majorité des Membres d')une Commission spéciale convoquée par le Secrétaire général de la Conférence de La Haye afin d'étudier le fonctionnement pratique des Conventions en matière d'entraide judiciaire».

Mr Martens (Netherlands) referred to the proposal made by the Netherlands delegation in Working Document No 9. He stressed the need for uniformity and stated that the purpose of the proposal was to ensure that only one model form be used. He felt that arguments against the proposal based on constitutional difficulties seemed to be exaggerated. The Special Commission was not being given the power to change the Convention but merely to delete or add a word to an annex model. He stressed the importance of obliging Contracting States to use the same form; the only way to do so was to make that form a part of the conventions; but that could be done only if the form could be changed easily and he felt changing it in the manner proposed would be harmless and acceptable to Parliaments.

Le Président rappelle que les délégués se sont unanimement prononcés en faveur de la nécessité de disposer d'une formule uniforme, la seule question ouverte étant de savoir s'il convient ou non de prévoir expressément une procédure de modification.

Mr Bangert (Denmark) spoke in favour of the proposal. He noted that a number of Hague Conventions make use of models, in order to help the Convention work. He noted that unless the constitutional problem is dealt

with at this time, it will be faced in many other Hague Conventions. If not decided here it should be brought to the Fourth Commission to avoid a recurrence of the problem.

M. Volken (Suisse) entend rappeler les réserves qu'il a déjà eu l'occasion de formuler lors de la précédente réunion à l'égard de la proposition néerlandaise; quelle que soit l'importance des modifications qui pourraient être apportées à la formule, on se heurte nécessairement à une délicate question d'ordre constitutionnel. La proposition du Délégué du Danemark de renvoyer la question à la Quatrième commission lui paraît tout à fait justifiée. En effet, d'autres conventions soulèvent les mêmes difficultés. Il en va ainsi par exemple de la Convention-Notification. Aussi la Quatrième commission lui paraît bien constituer le forum approprié pour trancher la difficulté.

Le Président précise que la suggestion de M. Bangert ne concernait que l'avenir.

Mr Bangert (Denmark) noted that if the problem was referred to the Fourth Commission they would be unlikely to reach a solution now, but could reach one for the future.

Mme Thérin (France) indique qu'elle partage le point de vue du Délégué néerlandais. Elle ajoute que les experts qui ont élaboré la Convention de 1965, confrontés à de semblables difficultés, ont fait preuve d'une grande sagesse en parlant d'un «modèle». En effet, si c'est bien de «modèle» dont il s'agit, il devrait pouvoir être revisé par une simple Commission spéciale. Si la Convention avait entendu imposer une procédure plus stricte, elle n'aurait sans doute pas manqué de préciser que la demande «doit» être faite selon l'imprimé figurant en annexe, ou utiliser tout autre formule semblable. Un modèle, du moins dans la terminologie française, est nécessairement révisable.

M. Weitzel (Luxembourg) souligne que bien peu d'objections ont été adressées à cette formule. Naturellement la pratique pourra susciter de nouvelles difficultés et faire naître la nécessité de modifier la formule. Ayant pris connaissance de la proposition écrite du Délégué néerlandais, il indique qu'il lui paraît possible, l'ayant mieux comprise, de lui apporter son soutien.

Mr Holub (Czechoslovakia) noted that the same question had been discussed in the morning session of Commission I. Many delegates there opposed this solution for constitutional reasons, because the annex and the model were part of the Convention. They formed part of the legal order of some countries and many difficulties were encountered through changing it by means of a Special Commission. He stated that for these reasons the proposal had been rejected in Commission I and the Czechoslovakian delegation opposed its inclusion here.

The Chairman thanked the Czechoslovakian Delegate for raising this point, and thought it was interesting to take account of the work of another Commission.

Mr Holub (Czechoslovakia) noted that he did not have the actual voting count.

Mrs Adlerstein (Federal Republic of Germany) felt the constitutional problems of some countries should be seriously considered. She referred to article 4, paragraph 2, and article 7, paragraph 2, of the draft Convention and wondered if it was sufficient to include a model for the purpose of indicating the basic and essential requirements.

Le Président constate qu'il s'agit d'une position intermédiaire.

Mr Bennett (Australia) supported the German proposal. In referring to article 4, paragraph 2, he assumed that the words 'without prejudice to the right of the requested State to require further information or documents in appropriate cases' would leave it open to authorities of that State to set out their own form. He asked for clarification whether this was the understanding of the Special Commission.

The Rapporteur responded that the purpose of article 4, paragraph 2 was to keep the possibility open for States whose internal law requires more information to use a form of their own to provide it.

Mr Bennett (Australia) stated that it was the understanding of the Australian delegation that the agreed model would not preclude a State from having its own form to provide further information. If the Australian legal aid authorities needed further information, they could ask the applicant to complete their form.

The Chairman stated that that was the correct interpretation.

Mr Martens (Netherlands) stressed that the aim of the model was to provide uniformity. Emphasis should be put on *further* information: States should as a rule only use the model form and only demand that their own forms be completed in so far as and if these forms ask for data not already contained in the model form.

Mr Dobson (United Kingdom) felt the matter was a straightforward one. While agreeing with Mr Martens, he noted that Mr Bennett was right with respect to article 4, paragraph 2; a State can ask for further particulars. A model form does not entail slavish inflexibility. He felt that in this case it did not raise grave constitutional issues and felt no need for Special Commissions. The Convention, he felt, was entirely adequate and he gave his full support to Mr Bennett.

Le Président fait le point de la discussion sur l'article 3, alinéa 2. Il constate que la majorité des délégations s'est prononcée en faveur de la suppression des crochets qui avaient été laissés par la Commission spéciale de février 1980 dans le second alinéa de l'article 3 (voir Doc. prél. No 5).
En conséquence, le texte doit être ainsi lu: «Les demandes d'assistance judiciaire sont transmises, sans intervention d'aucune autre autorité, à l'aide de la formule modèle annexée à la présente Convention».
Il constate en second lieu que la discussion a permis d'éclairer les délégués sur la proposition néerlandaise, sur laquelle il leur demande à présent de se prononcer par un vote.

Vote

La proposition néerlandaise tendant à l'adjonction d'un troisième alinéa à l'article 3 du projet est adoptée par une majorité de 7 voix (Belgique, Danemark, France, Luxembourg, Maroc, Norvège, Pays-Bas) contre 5 (Japon, Portugal, Suisse, Tchécoslovaquie, URSS) *et 13 abstentions (République fédérale d'Allemagne, Australie, Autriche, Canada, Espagne, Etats-Unis, Finlande, Grèce,*

Hongrie, Israël, Royaume-Uni, Suède et Yougoslavie).

Il suggère ensuite de passer à la question de savoir si le texte figurant entre crochets dans la proposition néerlandaise doit être maintenu. *La proposition est rejetée par un vote de 2 voix pour et 6 contre, la plupart des délégués s'étant abstenus.*

Mr Martens (Netherlands) asked if they were referring to 'adopted unanimously'.

Le Président indique que si tel était le cas il faudrait le préciser expressément.

M. Volken (Suisse) fait observer que si le Secrétaire général convoque une Commission spéciale, celle-ci sera soumise au Règlement de la Conférence de La Haye aux termes duquel les décisions sont prises à la majorité. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il s'est prononcé contre la proposition néerlandaise.

Le Président invite la Conférence de se prononcer expressément sur ce point. Il fait observer que le Règlement intérieur de la Conférence pourrait, le cas échéant, être écarté par la présente Convention.

M. D'Almeida Ribeiro (Portugal) demande si ce n'est pas précisément ce qui vient d'être voté.

Le Président indique qu'il reste à savoir quelle est la signification exacte de l'absence de toute précision.

M. D'Almeida Ribeiro (Portugal) relève que la suppression des termes figurant entre crochets dans la proposition néerlandaise a d'ores et déjà été décidée.

Mme Thérin (France) réplique que le sens du vote est en effet parfaitement clair. Il n'en demeure pas moins que la suppression du texte proposé par le Délégué néerlandais fait naître une nouvelle question, celle de savoir quelle sera la majorité requise pour modifier la formule. Elle fait observer que le vote sur la suppression des termes proposés par le Délégué néerlandais a pu intervenir pour des motifs extrêmement divers. Il est donc souhaitable que la Commission se prononce clairement sur la question.

Le Président estime qu'il est en effet nécessaire de procéder à un vote sur la question de la majorité requise pour modifier la formule.

Mr Holub (Czechoslovakia) posed a question regarding a Special Commission to change the model. He asked whether it was to include members of Member States of the whole Conference, or only Contracting States of this Convention.

Le Président fait observer que l'ambiguïté existe dans les textes eux-mêmes.

Mr Martens (Netherlands) felt that this question should be referred to the Drafting Committee, as it was the principle that was in question.

Le Président estime au contraire qu'il convient de donner au Comité de rédaction un mandat extrêmement précis. Il lui paraît donc essentiel que la décision de principe soit prise par la Commission elle-même. Aussi demande-t-il aux délégués de se prononcer sur la question de savoir qui sera compétent pour voter sur une éventuelle modification de la formule.

Mr van Loon (Secretary at the Permanent Bureau) felt that there were two questions involved; whether non-Contracting States of the Convention may participate, and whether or not Members of the Conference may participate.

Le Président distingue en effet plusieurs questions sur lesquelles il propose aux délégués de se prononcer séparément.

La Commission adopte à l'unanimité la proposition de restreindre aux Etats contractants le droit de se prononcer sur un éventuel amendement de la formule de la Convention en cours d'élaboration.

La Commission se prononce ensuite, à une large majorité, en faveur de la solution qui consiste à permettre la revision de la formule à la majorité des voix.

Le Président constate qu'il appartiendra au Comité de rédaction de trouver une formulation appropriée pour traduire ce vote. Il donne ensuite la parole à M. Khamanev, Délégué de l'URSS, afin qu'il précise le sens de sa proposition tendant à l'adjonction à la fin de l'article 3 de la phrase suivante: « *This will not prevent Contracting States from using for the same purposes diplomatic channels*» (Doc. trav. No 12).

M. Khamanev (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) déclare que sa délégation a constaté avec satisfaction que le projet élaboré par la Commission spéciale a, par rapport à la Convention de 1954, un domaine d'application beaucoup plus large. Il lui paraît par ailleurs essentiel d'assurer de la manière la plus efficace la mise en oeuvre des droits que le projet reconnaît aux demandeurs d'assistance judiciaire. M. Khamanev indique qu'il soutient également l'idée de création d'Autorités centrales dans l'intérêt des demandeurs d'assistance. Il expose cependant son point de vue sur le mode de communication de ces autorités. Selon l'article 3 du projet, les Autorités centrales réceptrices et expéditrices communiquent directement entre elles sans qu'intervienne aucune autre autorité. Le Délégué de l'URSS ne voit aucun inconvénient à un tel système. Cependant, à son avis, cela ne devrait pas signifier que c'est là le seul moyen de communication possible. Il lui semble au contraire que l'efficacité des dispositions du projet et de la future Convention serait plus grande, et par voie de conséquence les intérêts des demandeurs d'assistance mieux assurés, si, à côté de ce système de relation directe, on conservait la possibilité d'utiliser la voie diplomatique. En URSS, les contacts avec les ambassades se sont avérés extrêmement utiles dans le domaine de l'entraide judiciaire. Nombre de demandes d'aide judiciaire empruntent cette voie. Il arrive cependant que des erreurs se glissent dans les demandes (libellé des noms de lieux, etc.). Les contacts directs avec les ambassades permettent alors d'éliminer ces erreurs dans les plus brefs délais. Il lui paraît donc essentiel de conserver de tels contacts alors même que la Convention en cours d'élaboration serait entrée en vigueur. En outre, l'Autorité centrale en matière d'assistance judiciaire est en URSS le Ministère des Affaires étrangères, comme c'est le cas dans d'autres pays. Il serait naturel que le Ministère des Affaires étrangères puisse continuer à entretenir dans ce domaine des rapports avec les autorités des autres Etats par la voie qui lui est propre, c'est-à-dire la voie diplomatique. Dans ces conditions, il ne lui paraît pas raisonnable d'exclure catégoriquement la voie diplomatique au profit de la seule procédure visée par l'article 3. Enfin, le système de transmission par la voie postale ne lui paraît pas être toujours le meilleur. Des grèves des postes ou des

chemins de fer peuvent affecter cette voie de communication. Des documents urgents ne peuvent ainsi être longuement immobilisés, au grand préjudice de leurs destinataires qui en ont un besoin urgent pour bénéficier de l'assistance judiciaire. En définitive, le mode de communication directe lui paraît être une voie utile, sans qu'il faille pour autant éliminer les autres systèmes de transmission des demandes d'assistance judiciaire qui ont d'ores et déjà donné toute satisfaction en pratique et qui, dans certains cas particuliers, peuvent même s'avérer plus efficaces que la voie directe. Chacun sait en effet que la ligne droite n'est pas toujours la plus courte. Telles sont les raisons pour lesquelles la délégation de l'URSS a soumis sa proposition à l'examen de la Commission.

The Chairman stated that the proposal of the Soviet Delegate had been clearly stated; that from a practical point of view they wanted diplomatic channels to be left open for transmission. He referred to article 9 of the 1965 Convention on Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters, where channels for transmission of documents were to be available.

Mr Duchek (Austria) referred to the New York Convention on Recovery of Maintenance Abroad of 20 June 1956, which provides for transmitting and receiving agencies, and also provides for the use of diplomatic channels. He noted that the practice of the Austrian Ministry of Justice on the matter was such that diplomatic channels were rarely used for this purpose. However, he pointed out the Convention as a precedent for the Soviet proposal.

The Chairman asked the Austrian Delegate whether he supported the Soviet proposal.

Mr Duchek (Austria) stated that Austria would not use diplomatic channels, but would not oppose any application being transmitted through diplomatic channels.

Mr Hosokawa (Japan) supported the Soviet proposal. He referred to the practice in Japan where the Ministry of Foreign Affairs is the Central Authority in connection with the 1965 Service Convention. He felt that the Convention should be flexible enough to meet various situations.

Mr Dobson (United Kingdom) wished to oppose any further extension of diplomatic channels for functions not absolutely necessary. He felt that arcicle 3, providing for transmitting authorities to process and transmit applications to the receiving authorities in other States, provided the adequate machinery. He also stressed that the applicant can forward his application directly. It was not acceptable to the United Kingdom delegation that further burdens be placed on diplomatic channels unless there was an absolute need; and he did not feel such a need would arise if article 3 were complied with.

M. Volken (Suisse) relève qu'une fois encore, la Commission aurait grandement besoin de connaître l'avis d'un spécialiste de droit international public. Il lui paraît en effet en toute hypothèse impossible d'interdire l'utilisation de la voie diplomatique. La seule véritable question porte donc sur le point de savoir s'il convient d'inclure expressément la réserve de l'utilisation de la voie diplomatique dans le texte même de la Convention ou si une telle précision ne présente aucune utilité. Pour sa part, la Suisse n'entend pas utiliser en pratique la voie diplomatique. Si toutefois un Etat entend y recourir, en vertu des règles générales du droit international public, personne ne pourrait s'y opposer.

The Rapporteur stressed that it was never meant that diplomatic channels be excluded, and noted that the aim was to create a method for fast and efficient transmission of application.

M. D'Almeida Ribeiro (Portugal) estime qu'il n'est pas nécessaire d'ajouter une telle précision à l'article 3. En disposant que chaque Etat contractant désigne une Autorité centrale chargée de recevoir les demandes d'assistance judiciaire, l'article 2 n'exclut en aucune manière l'utilisation de la voie diplomatique. Il retient des précédentes interventions que l'URSS et le Japon utilisent le Ministère des Affaires étrangères comme Autorité centrale. Au Portugal, c'est au contraire le Ministère de la Justice qui remplit cet office. Cependant le Ministère des Affaires étrangères est lui-même une autorité qui entre, à ce titre, dans les prévisions de l'article 3, sans qu'il soit besoin de viser expressément la voie diplomatique.

Mr Yadin (Israel) understoond that the USSR was not *demanding* the use of diplomatic channels, but was concerned that they not be excluded. He suggested that this could best be provided through a change of wording in article 3, paragraph 2 by the use of the word 'may' instead of 'shall'.

The Chairman felt that the two ideas under discussion were connected. Transmission of the application, and use of the model. He felt that the model must be used but could be used through diplomatic channels.

Mr Duchek (Austria) referred to the remarks of the Portuguese Delegate. He felt that it was true that many States nominate their Ministry of Foreign Affairs as the transmitting authority. However, he pointed out that some States appoint Ministries of Foreign Affairs, other Ministries of Justice. He asked whether Ministries of Foreign Affairs should be obliged to transmit the applications directly to the receiving authorities in other States, or whether they should be allowed to operate through diplomatic channels, if they prefer to do so. He gave his support to the remarks of Mr Volken and agreed that diplomatic channels could not be excluded.

The Chairman felt there were no more arguments to be stated and gave the floor to Mr Khamanev for his views on the delegates' comments.

M. Khamanev (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) insiste sur le fait qu'il ne croit pas que la voie diplomatique soit la seule possible. Il répète que l'utilisation de la voie diplomatique n'excluerait naturellement pas la voie directe. Cependant, dans un certain nombre d'affaires, il pourrait être opportun d'utiliser la voie diplomatique aux mêmes fins.

Le Président répond qu'il pensait avoir compris en écoutant la précédente intervention de M. Khamanev que l'URSS entend utiliser la voie diplomatique à titre principal, ne faisant de la voie directe qu'une utilisation subsidiaire.

M. Khamanev (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) acquiesce aux propos du Président. Il entend également préciser qu'à ce jour, aucune convention n'exclut l'usage de la voie diplomatique. Il prend l'exemple de la Convention-Notification de 1965, de la Convention sur l'obtention des preuves à l'étranger

de 1970 et de l'Accord européen du 27 janvier 1977 élaboré par le Conseil de l'Europe. Il estime que la Convention aujourd'hui en chantier devrait également prévoir une possibilité de transmission par la voie diplomatique.
A la demande du Président, M. Khamanev précise qu'il ne voit aucune objection à ajouter, dans le texte qu'il propose, une mention précisant que l'utilisation de la voie diplomatique n'interviendra que *(«in special cases»), («in exceptional cases»),* ou toute autre formule de ce type.

Mr Yadin (Israel) thought there was no need for 'special cases' wording and that diplomatic channels should be available for any cases.

The Chairman pointed out that unification of practice was the main objective of the Convention, therefore diplomatic channels were to be resorted to only for exceptional circumstances.

Mr Martens (Netherlands) thought that this question was one for the Drafting Committee and the matter of principle was the important issue.

Mr Khamanev (Union of Soviet Socialist Republics) agreed that the principle was the important matter.

The Chairman put the proposal of the USSR Delegate of Working Document No 12 to a vote; he asked who was against the proposal that diplomatic channels be kept open. As no one indicated they were against this, *he stated that the* USSR *proposal was accepted.*

M. Battaglini (Italie) précise qu'il conviendra de souligner dans le texte qu'il s'agit là d'une voie exceptionnelle.

Le Président invite ensuite les délégués à se prononcer sur l'alinéa premier de l'article 4 (voir Doc. trav. No 11). Il donne la parole au Rapporteur sur ce point.

The Rapporteur commented on article 4, paragraph 1. He indicated that the use of the word 'shall' could lead to an interpretation of the paragraph that the applicant may not apply directly in the State where proceedings were to take place. To avoid this situation he recommended the use of the word 'may' instead of 'shall', stating that it was a drafting point and also one of substance.

Mr Hosokawa (Japan) referred to Working Document No 6 and the Japanese proposal to amend article 4 paragraph 1 in the same way. The words 'to a transmitting authority' involved a drafting point. He gave his full support to the Rapporteur's proposal.

Mr Bennett (Australia) also supported the Rapporteur's proposal to change 'shall' to 'may'. He felt that article 4 was much too restrictive for countries such as Australia separated by great distances from other Contracting States. He suggested a further widening, to cover the situation, for example, of an Australian visiting in Europe who was still habitually resident in Australia.

The Chairman proposed a vote on the Rapporteur's proposal regarding article 4, paragraph 1: that 'shall' be deleted and 'may' substituted (see Prel. Doc. No 7 paragraph *c*; Prel. Doc. No 9, Nos 25, 27; and Prel. Doc. No 9, Add. II). No one indicated they were against *the Rapporteur's proposal,* and the Chairman stated that it *was accepted.*

Mr Bennett (Australia) commented on article 4 and referred to Preliminary Document No 9, and to the comments of Australia, No 27. Australia considered that the draft article 4 is too rigid in requiring an applicant, who does not reside in a State in which legal aid is sought, to submit his application in the Contracting State of his habitual residence. He pointed out that because of the great distances between Australia and most Contracting States, this provision could impose hardship on Australian nationals who are absent from the State of their habitual residence. He could see a need to avoid hardship in this situation and therefore made the proposal that article 4 read: 'Where an applicant would encounter delays such as would prejudice the proposed proceedings in complying with the requirement to submit an application in the Contracting State of his habitual residence he may submit it in another Contracting State.' He noted that as framed now draft article 4 provides too little flexibility. He conceded that the applicant would have the right to submit an application himself, but would not have the advantage of the necessary forms. He might be in a position where he would have to return to Australia, which could lead to delay which might be prejudicial to the proceedings

Le Président prend un exemple pour illustrer les propos du Délégué de l'Australie. Il pourrait s'agir du cas dans lequel un Australien, résidant habituellement en Australie, voyagerait en Europe pour quelques mois. Il n'aurait pas de résidence fixe en Europe. Il entendrait cependant demander l'assistance judiciaire dans un Etat où il n'a pas sa résidence habituelle. Dans ce cas, si l'on retient la proposition de M. Bennett, il devrait pouvoir présenter sa demande dans les Etats où il ne fait que séjourner.

Mr Martens (Netherlands) expressed sympathy for the Australian point of view, but pointed out that it was a great deal to ask that Contracting States be the transmitting authorities for people who are only *present* in the country. He felt that especially in respect to costs of translations it would be too much of a financial burden. An application made directly to the Central Authority where legal aid is sought would be better than laying a financial burden on a State where Australians or others are travelling.

Mr Dobson (United Kingdom) referred to Preliminary Document No 7, paragraph *c,* regarding article 4, which states that it was never intended that article 4 should prevent the applicant from submitting his application directly to the competent authorities in a State where the proceedings are to take place. He referred to the need for 'may' instead of 'shall'. He stressed that it was necessary to make it clear that the applicant himself may submit his application directly.

The Chairman asked whether anyone supported the Australian proposal set out in No 27 of the Preliminary Document No 9. No delegations indicated their support. *The proposal was rejected.*

Mr Bennett (Australia) raised further concerns of the Australian Government. He referred to the legal aid system in Australia where the authorities may require a person receiving legal aid to make a contribution to the costs of the proceedings. The contribution was usually not assessed until after the proceedings because the amount of the contribution takes into account the result of the proceedings (for example if an applicant received an award of $ 20,000 he would contribute a

certain amount of it). He pointed out that a major concern of the legal aid authorities in Australia was how the contribution could be recovered when a person was in a different country.

Mr Martens (Netherlands) asked for further details on the procedures of the legal aid authority in Australia.

Mr Bennett (Australia) outlined that the contributions were recoverd through a notice which the legal aid authorities served on the party, stating that the amount of his contribution is as on the notice, and that he is under a legal obligation to pay it. He noted that if difficulties arose because a person was in another country, the person outside the country would be placed in a more favourable position than those inside the country.

Mr Holub (Czechoslovakia) expressed support for the Australian proposal. He referred to article 8 of the draft Convention on international child abduction which provides that any Contracting State be asked to assist in returning an abducted child. He felt the Australian proposal should be accepted, as it had been in other conventions.

Le Président demande s'il ne s'agit pas ici d'une toute autre question.

Mr Dobson (United Kingdom) thought the problem was a very real one for countries such as Australia and the United Kingdom and others where legal aid is not provided free for persons who can make a contribution. For example, if their means are between the minimum and the maximum, they must make a contribution determined in accordance with their means and payable in instalments.
He noted that United Kingdom legislation provides that a charge on any damages successfully awarded be paid towards costs incurred by the legal aid authorities in bringing the action.
He noted that problems arising through someone leaving the country without paying their legal debts would be compounded by further problems arising under the Convention if legal aid is provided to habitual residents not in the country. He felt unable to offer any concrete suggestion as to how the problem might be met, but stressed the need for serious consideration as it could be a considerable obstacle to some States' acceptance of the Convention.

Le Président observe que la discussion démontre que la Commission n'a pas encore abordé tous les aspects de la question. Il invite M. Bennett à soumettre à la Commission un texte précis.

Mr Bennett (Australia) expressed agreement.

Mr Martens (Netherlands) stated that problems of recovery as raised by Australia should not be dealt with here, but that it was a matter for internal legislation of Member States.

The Chairman asked whether this could be discussed when the written submission of Mr Bennett had been received.

Mr Martens (Netherlands) expressed agreement.

The Chairman gave the floor to the Japanese Delegate.

Mr Hosokawa (Japan) referred to Working Document No 6 and the Japanese proposal regarding article 5, paragraph 1. He felt that the inclusion of words to the effect that 'the transmitting authority could arrange to have the applicant assisted by an appropriate agency' would remove many inconveniences in practice.

The Chairman felt that no substantial change was being introduced.

Mr Hosokawa (Japan) stated that if that was the understanding of the meeting he would be happy to withdraw his proposal.

The Chairman asked delegates for their comments.

Mr Martens (Netherlands) did not feel any need for the Japanese proposal and felt that the text as it stood was sufficient.

The Chairman asked the Japanese Delegate whether he agreed with that interpretation.

Mr Hosokawa (Japan) expressed his agreement.

The Chairman turned the discussion to article 5 paragraph 2.

Mr Martens (Netherlands) referred to Preliminary Document No 9, at No 34. He felt that the English text of article 5, second sentence, ought to follow more closely the French wording in order to make it clear that the transmitting authority should itself check whether the formal requirements are met. He referred to paragraph 2, stating that it contained an ambiguity to be cleared up here in the text or in the Report. It does not appear from the text whether the transmitting authority may refuse to transmit the application only if the request is for legal aid itself, or also if the underlying substantive claim is manifestly ill-founded.

The Chairman commented on retaining this in the Report.

Mr Duchek (Austria) stated that the Austrian Government had a small drafting question regarding article 5, paragraph 2. The application could be refused if manifestly ill-founded; he felt that, should it be considered a second time, the formula in the European Agreement, especially in the French version *'manifestement téméraire'*, expressed the matter much better.

Mrs Adlerstein (Federal Republic of Germany) gave full support to the remarks of the Austrian Delegate but felt that the question was not only one of drafting, but also one of substance, as it deals with whether the authority had a right to examine the application. She felt it was much better to repeat the wording of the European Agreement.

Mr Martens (Netherlands) stated that he did not see the difference between the three phrases 'manifestly ill-founded', *'manifestement mal fondée'* and *'manifestement téméraire'*. He stressed that the important point was that the authority was to deal with the application as such, and not on a substantive basis. In his opinion, what this provision seeks to avoid is that in very rare cases, when it is abundantly clear that the applicant is much too affluent to be eligible for legal aid under whichsoever legislation the transmitting authority would nevertheless be bound to transmit. He felt that 'manifestly ill-founded' was adequate and less offensive as to the applicant. He referred to article 23 of the draft

Convention on international child abduction, which uses that wording.

The Rapporteur confirmed that during the drafting the European Agreement had been considered, but it had been felt that it was better to use *'manifestement mal fondée'* instead of *'manifestement téméraire'*.

The Chairman asked for comments on the Austrian proposal.

Mr Dobson (United Kingdom) agreed with the German Delegate that the problem was one of substance. He stressed that the main point is: what are the circumstances to be for a transmitting authority to refuse to transmit an application. He pointed out that the transmitting authority would not be competent to deal with the domestic law of the receiving State. He could not accept that the transmitting authority could have the power to take it on itself to decide a matter of domestic law of the receiving State, but felt its power must be restricted to where, if the applicant had not completed the form correctly, the transmitting authority may refuse to transfer it until he does. He concluded that article 5, paragraph 2 is misconceived. He stressed that any discretion of the transmitting authority must be clearly laid out in the Convention.

Mr Schneider (Holy See) remarked that concern with the phrase 'manifestly ill-founded' started thirty years ago with the European Convention of Human Rights. He noted that the phrase involves both a procedural and a substantive aspect.

M. D'Almeida Ribeiro (Portugal) observe que l'on se trouve en présence de trois concepts différents. Il ne lui paraît pas indifférent de viser une demande «manifestement mal fondée», une demande «manifestement téméraire» ou une demande «faite de mauvaise foi». Du moins la question lui paraît-elle mériter une plus ample discussion qu'il serait sage de n'aborder qu'au cours de la prochaine réunion.

La séance est levée à 17 h. 40.

Document de travail No 17
Working Document No 17

Distribué le 13 octobre 1980
Distributed on 13 October 1980

Proposal of the Netherlands delegation

Article 8 to be replaced by the following:

1 When the applicant for legal aid (does not reside in the requested State and) has no habitual residence in a Contracting State, he may submit his application directly to the Central Authority of the requested State, which authority will take action thereon even if his application would not meet the requirements of articles 4, second paragraph, and 6.

2 The provisions of the preceding paragraph shall also apply when the applicant would encounter delays such as would prejudice the proposed proceedings by complying with the requirements of articles 4 to 6.

Comments

1 *Article 8 as it stands may be represented by the following diagrams, the first of which refers to the case of an applicant who is a national of a Contracting State (A), while the second refers to the case of an applicant who is a national of a non-Contracting State (B) who* has had *habitual residence in the requested State (RS):*

appl. (A) – consul (A) – Foreign Aff. (A) – transm. Auth. (A) – rec. Auth. (RS)

appl. (B) – consul (B) – Foreign Aff. (B) – Foreign Aff. (RS) – rec. Auth. (RS)

2 *It would be conceivable to shorten these rather long transmitting channels:*

appl. (A) – consul (A) or (B) – consul (A) or (B) in RS – rec. Auth. (RS)

3 *The above proposal aims at a still shorter transmitting channel:*

appl. – rec. Auth. (RS)

It is realized that the proposed channel can be used only by applicants who at least know the address of the central receiving authority of the requested State. The proposed provision, like article 8 of the present text, presupposes indeed that the applicant will at least find his way to his consul. That authority should be able to furnish the applicant with the address of the central receiving authority of the requested State. It should be hoped that, if the applicant is a national of a Contracting State, the consul would even provide the model form of article 4, paragraph 2, and assume the tasks of a transmitting authority under article 5, paragraphs 1 and 3. This, however, should be a recommendation which should find place in the Report only, for it would make the text of the Convention too laborious if we would have different provisions for nationals of Contracting States and others.

4 *The second paragraph of the proposed article intends to give a remedy for the problem of urgent cases: cf. Prel. Doc. No 9, No 25. It would also take care of the itinerant Australians.*

Procès-verbal No 5

Séance du lundi 13 octobre 1980 (matin)

Meeting of Monday 13 October 1980 (morning)

La séance est ouverte à 9 h. 30 sous la présidence de M. Böhmer (République fédérale d'Allemagne), le Rapporteur étant M. Möller (Finlande).

Le Président rappelle les questions d'ordre terminologique sur lesquelles la précédente réunion s'était achevée. Les délégués étaient partagés sur l'expression qu'il convenait d'utiliser au deuxième alinéa de l'article 5. Le texte du projet prévoit que l'autorité expéditrice peut refuser de transmettre la demande au cas où celle-ci lui paraîtrait «manifestement mal fondée». Certains délégués auraient préféré que l'on vise une demande «téméraire» ou faite «de mauvaise foi». Le Président rappelle qu'en substance ces trois expressions signifient la même chose. Il constate l'accord des délégués sur le fond, la seule question étant de savoir quels termes doivent être utilisés.

The Rapporteur drew the attention of the delegates to Preliminary Document No 5 at No 30.

Le Président demande s'il existe des délégués qui se prononcent en faveur de la modification du texte existant.

Mr Dobson (United Kingdom) felt unclear as to the exact words proposed by Mrs Adlerstein. He noted that many provisions of the Convention deal with machinery, and thought it would be a mistake to consider here the exact form of wording required, that it was a matter for the Drafting Committee. Regarding the words 'manifestly ill-founded': he felt that although they were appropriate for the Human Rights Convention, for example, they were not appropriate here, where there is a transmitting authority which may not be used in all cases; *i.e.* if the applicant is resident elsewhere he may submit the application himself, or where he is habitually resident, or in appropriate cases through diplomatic channels. Thus the transmitting authority is not the only means for submitting an application. He pointed out further that even in cases submitted through the transmitting authority, it has only the power to decide if the application appears well founded; that is, whether the form is completed correctly, and not to decide as to whether the applicant has a good cause of action. He felt the situation was different for a human rights convention, where matters of substance could be considered, but felt it inappropriate here where one is concerned with applications for legal aid to be commenced in another State. He concluded that it was not profitable to choose the exact form of words here, but that the matter should be one for the Drafting Committee, and then be considered by the Session as a whole.

Le Président rappelle que la question a été longuement discutée par la Commission spéciale qui l'a parfaitement élucidée quant au fond. Il n'appartient pas au Comité de rédaction de se prononcer à nouveau sur ce point. La question de terminologie doit être immédiatement tranchée, de façon à ce que l'on n'ait plus à y revenir.

Vote

A la suite d'un vote à main levée, la proposition tendant à modifier le texte actuel de l'article 5, alinéa 2, est rejetée, cinq délégations s'étant prononcées en faveur du changement et sept s'y étant opposées.

Aucune proposition écrite n'ayant été déposée à propos du troisième alinéa de l'article 5, le texte élaboré par la Commission spéciale est maintenu. Le Président invite alors les délégués à se prononcer sur l'article 6.

M. Pak (Yougoslavie) estime que le deuxième alinéa de l'article 6 devrait être modifié. Il lui paraît difficile, pour les autorités expéditrices, de trouver des traducteurs pour toutes les langues visées. Il lui paraît utile de préciser que lorsque l'Etat requis utilise plusieurs langues officielles, les pièces peuvent être rédigées ou accompagnées d'une traduction dans la langue la plus largement utilisée dans cet Etat. Subsidiairement il estime qu'il conviendrait de biffer la réserve du troisième alinéa mais d'ajouter au cinquième alinéa que les autorités expéditrices doivent rembourser les frais de traduction.

Le Président interroge le Délégué de la Yougoslavie sur le sens de sa proposition tendant à la modification du deuxième alinéa.

M. Pak (Yougoslavie) explicite sa proposition en prenant l'exemple de la Yougoslavie qui connaît plusieurs langues officielles mais dans laquelle le serbo-croate est la langue la plus répandue.

Le Président demande si cela reviendrait à supprimer

le second alinéa. Il propose de reporter la discussion du cinquième alinéa à un examen ultérieur.

M. Pak (Yougoslavie) fait valoir que les deux questions sont liées.

Le Président invite les délégués à faire connaître leur avis sur la proposition yougoslave tendant à la suppression du second alinéa de l'article 6 aux termes duquel l'Etat requis doit accepter que les pièces soient rédigées en langue française ou anglaise ou accompagnées d'une traduction dans l'une de ces langues lorsqu'il est impossible d'obtenir une traduction de la langue de l'Etat requis dans l'Etat requérant.

Mr Duchek (Austria) referred to the Austrian proposal to change the existing text of article 6, paragraph 3 (in Working Document No 13) which deals with the extent of the reservation. He stressed that the matter was a very important one for Austria, and may ultimately lead to a decision on whether or not to ratify the Convention. He noted parallels with the European Agreement on the Transmission of Applications for Legal Aid which is now in force between many States here. He noted that article 6 provides a system whereby the documents must be in the language of the requested State, but with the possibility for every Contracting State to make a translation into French or English, and also with the possibility of a reservation on that point. He noted that Austria has signed the European Agreement with a reservation. Austria will ratify this Convention but subject to a reservation that French and English will not be accepted. Applications must be sent in the language of the receiving State. He stated that Austria has already drafted legislation based on this reservation in the European Convention, and asked for the same reservation to be included here, because without it it might be impossible for Austria to ratify the Convention.
As regards the present article 6 (3), he felt that the solution therein was not a practical one because it led to the situation of double translation. For example an application from Finland could be translated from Finnish into English, then it must be translated (in Austria) from English, into German. He noted that only German was acceptable in Austrian courts. Because of the double translation, costs were doubled, quality was diminished, and a great deal of time was taken up. Also it was not a fair balance of costs because Austria would also have to pay the translating costs in both receiving and transmitting applications.
Austria did not vote for the Yugoslavian proposal because of the feeling that there was no majority on the point. Austria did not feel it necessary that all other countries accept their procedure, but wanted only the possibility of a reservation similar to that of the European Agreement included in this Convention. He wanted to avoid a situation which would force countries to choose between the two Conventions, or even exclude a country from ratifying this Convention.

Mrs Adlerstein (Federal Republic of Germany) gave full support to the statements of the Austrian Delegate. She referred to the German statement in Preliminary Document No 9, and to the problems of double translation which would lead to increased mistakes in legal terminology, and to further financial problems.

M. D'Almeida Ribeiro (Portugal) estime que la proposition autrichienne doit être repoussée. Il souligne que la Conférence de La Haye travaille avec deux langues officielles qui sont le français et l'anglais. Telle est la tradition de la Conférence qui lui paraît devoir être respectée. Par ailleurs, l'exemple donné par le Délégué autrichien lui paraît pouvoir être retourné. En effet, pour le cas où un Autrichien entendrait formuler une demande en Finlande, il faudrait constituer, en Autriche, une autorité capable de traduire les documents en finlandais. Les inconvénients de la double traduction lui paraissent moindres que les difficultés que la traduction immédiate dans les diverses langues des Etats membres pourrait susciter.

M. Weitzel (Luxembourg) indique que le texte actuel lui donne entière satisfaction, surtout si l'on tient compte de la réserve qui figure au troisième alinéa. Il comprend cependant les motifs de la proposition autrichienne et insiste sur le fait qu'il convient de trouver un texte qui permette au plus grand nombre d'Etats de ratifier la Convention. Aussi se prononce-t-il en faveur de la proposition autrichienne.

Mr Khamanev (Union of Soviet Socialist Republics) expressed full support for the statement of the Austrian Delegate, for the same reasons as were outlined therein.

Mr Duchek (Austria) referring to the intervention of the Portuguese Delegate, noted that in Austria the Ministry of Justice received and transmitted Letters of Request, or Service, from all over the world; approximately 20 per day. He noted there is no difficulty sending, for example, Finnish or Japanese translations. As regards Nordic languages, diplomatic missions are willing to make translations on a private basis, and they had no problems in getting translations.

The Rapporteur agreed with the remarks of Mr Duchek but felt that the situation was more difficult in smaller countries such as Finland. It was very difficult to find a translator for a difficult language, and he felt that these difficulties lead to different positions being adopted by the delegates here.

Mr Duchek (Austria) stressed that the matter was an essential one for Austria. He felt it involved whether or not different countries were willing to make the reservation. He noted that Austria was the only country in the Council of Europe to make this reservation in the European Agreement on the Transmission of Applications for Legal Aid. He thought there was little danger that too many countries would make such a reservation.

Mr Hosokawa (Japan) spoke as a delegate from a country that was not a Member of the Council of Europe. He was concerned as to whether the Austrian proposal would work for non-Members of the Council of Europe. In Japan, documents from European countries are never received in Japanese. He stated that, if the Austrian proposal would work in connection with countries outside Europe, he could support the Austrian proposal because it would reduce the financial burden on Japan.

M. D'Almeida Ribeiro (Portugal) observe qu'il est essentiel en effet que l'Autriche ratifie la Convention mais entend souligner à nouveau que la Conférence de La Haye est une institution internationale qui a pour langues officielles l'anglais et le français. Prenant l'exemple d'autres organismes internationaux, il souligne que bien des Etats acceptent de s'en tenir à la pratique de quelques langues officielles.

Le Président fait observer qu'il faut se garder de confondre la pratique des langues officielles lors de l'éla-

boration d'une convention par un organisme international et la question des langues dont l'usage est prescrit par une convention.

M. D'Almeida Ribeiro (Portugal) réplique que dans les deux cas, les Etats concernés acceptent de se conformer à la pratique de ces langues et que l'objection tirée des difficultés de traduction est bien la même.

Mr Duchek (Austria) stated that Austria would not make a reservation without being perfectly sure that it was able to meet the obligations imposed. He noted that if there existed the possibility that Japan might also make the reservation, Austria would not make the reservation unless being certain of their capacity to accurately translate into Japanese, as well as the languages of other reserving countries.
Regarding the remarks of the Portuguese Delegate, he noted that the Council of Europe has two official languages, English and French, and that the United Nations have five. He pointed out however that the New York Convention of 20 June 1965 on the Recovery Abroad of Maintenance, to which many States here were Parties, did not require a transmission in the official language; the language of a requested State was acceptable.

Le Président invite les délégués à se prononcer sur la proposition autrichienne aux termes de laquelle le troisième alinéa de l'article 6 devrait être rédigé ainsi:

«Nonetheless, a Contracting State may object to the use of these *languages by making the reservation provided in article...»* Doc. trav. No 13.)

Vote

La proposition est adoptée par 8 voix (République fédérale d'Allemagne, Autriche, Espagne, Japon, Luxembourg, Tchécoslovaquie, URSS, *Yougoslavie), 16 délégations s'étant abstenues (Argentine, Australie, Belgique, Canada, Danemark, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Maroc, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse).*

Mr Hosokawa (Japan) referred to the Japanese proposal regarding article 6, paragraph 4 in Working Document No 6. He pointed out the adoption of the new article 6, paragraph 2, and felt that the Japanese proposal on this case would cover the situation where it was possible for the transmitting authority to get a translation. He gave the example where the transmitting authority from the Netherlands transmitted an application to the Japanese receiving authority, who felt the need for more information. They communicated with the Netherlands in Japanese (the official language of the requested State) and then the Netherlands would encounter a problem of getting a Japanese translation. Adding these sentences to article 6 should meet this problem.

The Chairman questioned the Japanese Delegate as to whether he intended the receiving authority to be in charge of the translation.

Mr Hosokawa (Japan) stated that this was the case.

Mr Martens (Netherlands) asked whether he was correctly construing the Japanese proposal in saying that the second part – the obligation for the requested State to use either English or French – would not apply where the requested State had made a reservation to the effect that documents in English and French would not be accepted.

Mr Hosokawa (Japan) answered that question in the affirmative adding that if a country, for example Japan, made a reservation with respect to the use of English and French, the transmitting authority must transmit the application in Japanese, and therefore should be able to deal with communications in Japanese.

Le Président demande qui se prononce en faveur de la proposition du Délégué japonais.

Mr Martens (Netherlands) expressed support for the Japanese proposal.

Le Président rappelle que la proposition japonaise tend à l'adjonction, à la suite du quatrième alinéa de l'article 6, de la proposition suivante:

«However, where the application forwarded by the transmitting authority is in either French or English, or is accompanied by a translation into one of these languages, communication emanating from the receiving authority shall be in one of these languages».

Vote

La proposition est adoptée par 18 voix favorables et 2 abstentions.

Mr Dobson (United Kingdom) remarked on article 6, paragraph 5. He noted that the Austrian Delegate referred to the European Agreement and that his suggestion had been adopted. However, the question of costs for translation still remained to be dealt with. He pointed out that article 3, paragraph 1 of the European Agreement provides that the transmitting authority assists the applicant, but makes no mention of costs. He therefore felt it inappropriate to keep the present text of article 5 in this Convention, noting also that not all applications go through the transmitting authority. He thought it would be more satisfactory if costs were borne by the applicant. He referred to the practice in the United Kingdom where the costs of translation are part of the costs of the case, and are recovered on the same basis as other costs. He concluded that it was best to delete this provision and operate on the same basis as the European Agreement.

Mr Martens (Netherlands) stated that although the Netherlands understood why these days States do hesitate to undertake new financial obligations, he felt surprised that opposition on this point came from the United Kingdom which is in a privileged position; whereas it is to be expected that under article 6, in the majority of cases in which to provide for a translation into the language of the requested State would be very difficult and therefore expensive, English may be used. The Netherlands would deplore the removal of the obligation of the requesting State to bear the cost of translation, or if it was made subject to a reservation. He said that the Rapporteur had rightly stressed that by imposing this obligation on the requesting State a fair division of the costs of legal aid between requested and requesting State had been reached. He stressed that the bulk of these costs is for the requested State, and that these costs are made for the benefit of nationals and habitual residents of the requesting State. He feared that to upset the balance would be to endanger the acceptability of the Convention.

M. Volken (Suisse) se rallie à la position défendue par le Gouvernement néerlandais. Il ne prétend pas répéter les arguments déjà invoqués, mais en ajouter un autre. Pour obtenir le bénéfice de l'aide judiciaire, un plaideur

peut être appelé à fournir certaines pièces. Celles-ci doivent être traduites. Or ce travail de traduction peut être important. Faire peser la charge des frais de traduction sur le demandeur pourrait conduire à le dissuader d'introduire une demande d'aide judiciaire et donc le priver de la possibilité d'ester en justice. Il lui paraît donc essentiel de maintenir le cinquième alinéa de l'article 6 dans sa rédaction actuelle.

Le Président fait procéder au vote sur la proposition tendant à la suppression du cinquième alinéa de l'article 6.

Vote

La proposition est rejetée par une majorité de 21 voix (République fédérale d'Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, France, Grèce, Italie, Japon, Luxembourg, Maroc, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, URSS, *Yougoslavie), contre 1 (Royaume-Uni) et 3 abstentions (Canada, Espagne, Hongrie).*

Le Président propose ensuite aux délégués de procéder à l'examen de l'article 7.

Mme Thérin (France) entend attirer l'attention sur le Document de travail No 2 présenté par la délégation française. L'article 7 énonce les fonctions de l'Autorité centrale réceptrice. Ce texte pourrait être complété par un nouvel alinéa précisant que «les Autorités centrales désignées par la présente Convention peuvent, sauf si l'ordre public s'y oppose, s'adresser mutuellement des demandes de renseignements ou d'enquête dans le cadre des procédures civiles et commerciales dont leurs autorités sont saisies et se transmettre sans frais les copies des décisions judiciaires». On comblerait ainsi une lacune de la Convention en élargissant la fonction des Autorités centrales. La pratique fait apparaître la nécessité d'une telle disposition. Une demande d'enquête ou de renseignements peut en effet s'avérer nécessaire alors qu'aucune procédure judiciaire n'est en cours. La voie diplomatique paraît trop lourde pour acheminer de telles demandes. A partir de quelques exemples, Mme Thérin montre l'utilité de permettre une telle aide judiciaire au sens large du terme.

Le Président fait observer qu'une telle disposition ne serait sans doute pas à sa place dans l'article 7.

Mme Thérin (France) relève qu'elle entendait simplement souligner la carence du projet existant sur ce point. La décision prise par la Quatrième commission qui autorise la réunion de Commissions spéciales sur le fonctionnement des Conventions en matière d'aide judiciaire lui paraît de nature à combler une telle lacune. Aussi retire-t-elle sa proposition qui avait été formulée avant que cette question ne soit tranchée à la Quatrième commission.

M. van Keer (Belgique) entend soutenir l'idée avancée par la délégation française. Il lui paraît essentiel que l'on réfléchisse à la fonction des Autorités centrales qui doit aller au-delà de la simple transmission des demandes. Ainsi, par exemple, certains Etats du Canada ou des Etats-Unis d'Amérique imposent au requérant de se rendre sur place pour présenter en personne une demande d'aide judiciaire. Les Autorités centrales ont sans doute un rôle à jouer dans de telles circonstances.

Le Président rappelle que l'article 7 concerne les Autorités centrales réceptrices et que la proposition tend au contraire à l'introduction d'une disposition de caractère beaucoup plus général.

M. van Keer (Belgique) en est parfaitement conscient. Il entendait cependant se prononcer dès à présent sur la question soulevée par la délégation française en lui apportant son soutien.

Mr Martens (Netherlands) questioned whether the French Delegate had stated that she might be prepared to withdraw her proposal, and felt that if this was the case, there was no need to discuss it further.

Mme Thérin (France) fait savoir qu'elle ne voit aucune objection à ce que sa proposition soit examinée par la Commission spéciale instituée par la Quatrième commission.

M. Mikou (Maroc) fait observer qu'en effet, pour intéressante qu'elle soit, la proposition française ne trouve pas sa place dans la revision de la Convention de 1954 relative à la procédure civile.

Mr Martens (Netherlands) expressed complete agreement with the Moroccan Delegate. He felt the subject raised by the French Delegate should be treated in the Special Commission instituted by the Fourth Commission.

Mr Holub (Czechoslovakia) fully agreed with Mr Martens that the proposal was beyond the scope of this Convention.

Le Président constate qu'il faudrait, pour traiter utilement la question, ajouter un nouveau chapitre à la Convention en cours d'élaboration. Il suggère que la question soit renvoyée à la Quatrième commission et passe à l'examen de l'article 9.

The Rapporteur stated that the best method for transmission of an application where the applicant for legal aid does not reside in a Contracting State, was discussed during the meeting of the Special Commission. Consular channels were decided on, though they were thought too slow by some, so a compromise was added in the form of article 8, paragraph 2, whereby any Contracting State may declare that its receiving Central Authority will accept applications submitted by other channels or methods.

Mr Martens (Netherlands) referred to Working Document No 17 and the Netherlands proposal that article 8 be replaced by draft article 8 set out therein. The proposal was inspired by the comments of the Belgian Government that article 8 is superfluous, and also by the remarks of the Irish Government as to the desirability of making it possible that an applicant who does not live in a Contracting State and therefore cannot avail himself of the services of a transmitting authority could contact the receiving authority of the requested State directly.

Mr Dobson (United Kingdom) raised two considerations: the first as to whether article 8 as it now stands is necessary in the light of the adoption of the Soviet proposal that diplomatic channels be kept open, and also as to whether an applicant for legal aid is entitled in all circumstances to forward the application to the receiving authority whether or not he is in a State of habitual residence. He understood the latter to be the case from the Rapporteur's Report. The transmitting authority was only under the obligation to transmit ap-

plications from habitual residents. He concluded that article 8 as it now stands had been overtaken by acceptance of the USSR proposal. He therefore proposed deletion of article 8, subject to it being made quite clear in the Convention that diplomatic channels may be used in article 3.

Mr Hosokawa (Japan) gave full support to the Netherlands proposal. He withdrew the Japanese proposal regarding article 8 in Working Document No 6, in favour of the Netherlands proposal.

Mr Bennett (Australia) was grateful for the Netherlands proposal which he felt would help meet Australia's particular problem of Australians travelling in Europe. He also shared the concerns of Mr Dobson, and said that it must be made clear in the Convention whether the applicant can go directly to the receiving authority. He noted that it was not only a question of whether the applicant could bypass the transmitting authority, but also involved the question of whether he must comply with the Convention provisions governing documentation, etc. Through the Netherlands proposal it would not be necessary for the applicant to meet article 4, paragraph 2 and article 6. He stressed the importance of making it clear in the Convention and, subject to that, expressed favour with the Netherlands proposal.

The Rapporteur noted that a person asking for legal aid in a foreign country was competent to address the authorities in that country. However, some countries required his presence (or that he be represented by counsel) in the country. He noted that the problem was not mentioned here, but felt that if a requested State demanded the applicant be present in their country, there was no solution in the Convention as it presently stood. The Dutch proposal might help meet the situation.

Mr Bennett (Australia) asked for a point of clarification as to whether an applicant for legal aid, if habitually resident, is able to make an application directly to the other State, in a State with a transmitting authority.

The Chairman stated that article 8 deals with the case where the applicant is not resident. He pointed out two situations both of which are not covered under the present Convention: the first where the application is submitted directly to the legal aid authority which makes a decision on the matter, and the second through consular channels of his own country which direct it to the receiving authority. He said that Mr Martens' proposal, as to when the applicant for legal aid has no habitual residence in a Contracting State and may submit his application directly to the Central Authority of the requested State, provides a third method and would bring it within the Convention.

Mr Martens (Netherlands) agreed with Mr Dobson that nothing in the Convention prevented an applicant from going directly to the authority in the requested State that is competent to decide on applications for legal aid. What the Convention as it now stands does prevent is, however, that an applicant may address himself directly to the *receiving authority* of the requested State. He stressed that not only does the Netherlands proposal allow an applicant having no habitual residence in a Contracting State to go directly to the Central Authority of the requested State; it also *imposes an obligation* on that Central Authority to act on that application.

Mr Duchek (Austria) was concerned as to whether the Netherlands proposal of paragraph 1 of article 8 applied to the situation where the applicant has habitual residence not in a Contracting State, and where the applicant is a national of a Contracting requesting State.

The Chairman stressed that residents and nationals were to be treated on the same basis.

Mr Martens (Netherlands) pointed out a third category – people who have *had* habitual residence in a Contracting State. He referred to the decision of principle taken in the second meeting to extend article 1 to these persons.

Mr Duchek (Austria) felt that article 1 covers cases where the applicant is either a national of a Contracting State or an habitual resident of a Contracting State. He noted that if an applicant is a national of a requested State no problem regarding translation would likely arise. Where the applicant for legal aid is not a national, but a habitual resident of a Contracting State, then he must address the transmitting authority of that State. Referring to the Netherlands proposal, he noted that requirements of article 4 need not be met. He felt however that documents as to entitlement to legal aid, etc., must be complied with to enable the competent authorities to decide on whether or not legal aid should be granted. He noted Mr Dobson's reference to diplomatic channels, and felt it was often a speedier method than that provided through transmitting and receiving agencies.

Mr Dobson (United Kingdom) wished to avoid any misunderstanding of his remarks; he did not feel that diplomatic channels should be used in all cases where the applicant was not an habitual resident. He asked if it were intended that anything in a Convention was to prevent an applicant for legal aid, in any situation covered by the Convention, forwarding the application himself, in the correct form with the correct documents. If the application is not in the proper form, he should be provided with the correct form. He expressed concern whether article 8, paragraph 2, of the Netherlands proposal met the Australian case. He asked for clarification as to whether the applicant may submit his application directly.

The Chairman answered in the affirmative.

M. van Keer (Belgique) se demande si l'article 8 ne serait pas la place appropriée pour trouver une solution à la question qu'il avait précédemment soulevée à propos de la discussion de l'article 7. Il rappelle les difficultés que rencontrent les demandeurs d'aide judiciaire qui doivent, pour se conformer à certaines législations locales, se rendre au Canada ou aux Etats-Unis pour présenter leur demande en personne. Il serait opportun que les Autorités centrales puissent les représenter.

M. Weitzel (Luxembourg) se range à l'avis exprimé par M. Dobson.

M. Volken (Suisse) analyse l'article 8 du projet et distingue deux situations. En l'état, le texte ne concerne que le cas d'une personne qui n'a pas sa résidence habituelle dans un Etat contractant, mais qui n'en est pas moins ressortissant d'un Etat contractant. En effet, bien que le principe de l'extension du bénéfice de l'aide judiciaire aux personnes qui ont eu leur résidence habituelle dans un Etat contractant ait été adopté par la Commission, cette règle n'a pas encore fait l'objet d'une rédaction précise. Aussi ne lui paraît-il pas utile de soulever cette difficulté supplémentaire pour l'instant. Aux

termes du second alinéa de l'article 8, chaque Etat contractant a la faculté de faire connaître que son Autorité centrale réceptrice peut être saisie par d'autres voies que la voie consulaire. Ainsi, pourrait-on permettre à un ressortissant suisse de s'adresser directement à l'autorité requise en Suisse. Cela ne concerne que les ressortissants de cet Etat. Si l'on devait suivre la proposition néerlandaise, les non-ressortissants pourraient s'adresser directement aux Autorités centrales de l'Etat requérant. On aboutirait ainsi à ce paradoxe que les personnes qui n'ont pas leur résidence habituelle dans le pays contractant se trouvent mieux traitées que celles qui, au contraire, en sont les résidents. Pour cette raison, M. Volken hésite à suivre la proposition néerlandaise. Il se prononcera donc contre les deux propositions qui tendent à modifier le projet existant.

Mr Martens (Netherlands) referred to the remarks of the Belgian Delegate on the question of those countries who demanded the applicant be resident in the country on making an application. With regard to those countries an applicant has either to comply with the local law and present his application himself or to avail himself of the services of the Central Authority in the requested State. However, the applicant may use the services of the Central Authority only if the Convention so provides. Now, if the applicant has his habitual residence in a Contracting State he may, generally speaking, not address himself directly to the Central Authority of the requested State. The Dutch proposal tended to make an exception on that rule for urgent cases. If the applicant has his habitual residence in a non-Contracting State then no transmitting authority would exist and no obligation for the receiving authority to accept his application if submitted directly to that Central Authority. This would require the applicant to go directly into the country, unless this is provided for in the Convention. As the Convention now stood there is no opportunity for applicants in a Contracting State to submit their application directly to the receiving authority. He thought it very important that such direct contact should be made possible even if that would imply that those persons would be in a better position than residents in a Contracting State. In order not to complicate matters he asked that for the moment the vote only be on the question whether such direct contact should be made possible for persons having their habitual residence in a non-Contracting State. The urgent cases provision was a matter that could be treated separately.

Le Président fait alors procéder au vote sur les propositions émises à propos de l'article 8.

Votes

La proposition tendant à la suppression pure et simple de l'article 8 est rejetée par 13 voix (République fédérale d'Allemagne, Argentine, Espagne, Finlande, France, Grèce, Luxembourg, Portugal, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, URSS, *Yougoslavie) contre 8 (Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni) et une abstention (Maroc).*

La proposition néerlandaise (Doc. trav. No 17) est également rejetée par 11 voix (République fédérale d'Allemagne, Argentine, Autriche, Canada, Espagne, Luxembourg, Royaume-Uni, Suède, Suisse, URSS, *Yougoslavie) contre 6 (Australie, France, Japon, Pays-Bas, Portugal, Tchécoslovaquie) et 6 abstentions (Belgique, Danemark, Finlande, Grèce, Maroc, Norvège).*

Mr Martens (Netherlands) asked for clarification as to whether article 8 now remains as originally proposed.

The Chairman indicated that this was correct.

M. Volken (Suisse) s'enquiert du sort de la proposition japonaise (voir Doc. prél. No 9, point 49).

The Chairman noted that the Japanese proposal had been withdrawn in favour of the Dutch proposal which had been rejected.

Mr Dobson (United Kingdom) demanded a clarification of whether the applicant can submit an application directly himself to the receiving authority.

The Rapporteur stated that the draft Convention was not addressed to this question because it was a matter of internal law. The Convention does not allow an applicant personally to address the Central Authority, though he may address the legal aid office or courts in the receiving State if its internal legislation allows.

Mr Dobson (United Kingdom) stressed that this was a very important matter which should be made clear in the Convention. He felt there was nothing to prevent an applicant from making an application to the receiving State's Central Authority, but that the Convention should *explicitly* address this matter and state in the Convention the circumstances under which a Contracting State must accept direct submissions of applicants. He felt that the matter was too important to be guessed at.

The Chairman stated that the majority felt that nothing in the Convention prevented an applicant from directly applying to the legal aid authority in the receiving State which makes the actual decision as to whether legal aid would be granted. He suggested that Mr Dobson make a written proposal on the matter.

Mr Dobson (United Kingdom) stated that his major aim was to clear up any uncertainty as to the position under the Convention on this matter.

The Chairman repeated that the possibility existed for an applicant to apply directly to the legal aid authority which makes the actual decision as to granting of legal aid.

M. Volken (Suisse) propose d'ajouter une précision au premier alinéa de l'article 8. Il lui paraît utile de spécifier que le demandeur à l'assistance judiciaire peut utiliser la voie consulaire *de son propre pays*. Par ailleurs, répondant à M. Dobson, il observe que le second alinéa de ce texte permet aux Etats de préciser que leurs autorités sont disposées à recevoir toutes les demandes qui leur seraient directement adressées.

Le Président demande si cela signifie que M. Volken reprend la proposition japonaise.

M. Volken (Suisse) répond qu'il adopte en effet pour partie la proposition japonaise (Doc. prél. No 9, point 49) en ce qu'elle propose de préciser de quelle voie consulaire il s'agit.

Mr Hosokawa (Japan) asked that the Japanese proposal in Working Document No 6 regarding article 8 be raised again. He proposed that the words 'the transmitting authority of his country' replace 'consular channels'.

Mr Martens (Netherlands) asked whether the aim of the Japanese Delegate was to replace the existing paragraph 1. He suggested a combination approach: to in-

clude both the consular channels and the transmitting authority of his country.

Mr Hosokawa (Japan) felt no need to mention consular channels and disagreed with the combination approach.

Mr McClean (Commonwealth Secretariat) pointed out that difficulties may arise if reference to consular channels is retained along with the wording 'of his own country'. He noted that British consular channels are often used by Commonwealth countries, and this can lead to many difficulties in practice.

Mr Duchek (Austria) commented on the Japanese proposal. He noted that the Swiss Delegate was in favour of the notion that an application may be submitted by consular organs. However, he felt that two different situations could arise through this. He also noted the duty under public international law on consular authorities to assist nationals abroad. He gave as an example: an Austrian living in the United States pursuing an action in Germany. The Austrian transmitting authority is the Austrian Court of First Instance, therefore the Austrian in the United States would have to address the Austrian Court, and then the Austrian Court would have to send the application to Germany. He was more in favour of a situation whereby the Austrian in the United States would be able to address the Austrian Consulate in New York, who would help them transmit the application to the Consulate in Germany, who would then transmit it to the German Authority.

Le Président fait procéder au vote.

Votes

La proposition de préciser au premier alinéa de l'article 8 que le demandeur à l'assistance judiciaire peut s'adresser au consul de son propre pays est rejetée à l'unanimité.

La proposition de préciser dans ce texte que le demandeur à l'assistance judiciaire peut s'adresser à l'autorité expéditrice de son propre pays est rejetée à une large majorité.

Le Président constate que le texte de l'article 8 du projet est maintenu.

En l'absence de toute objection *le texte des articles 9 et 10 est également adopté en première lecture.*

Mrs Adlerstein (Federal Republic of Germany) questioned whether article 11 was necessary. She also questioned whether article 11 referred to the Central Authority or the court or authority which decides on the application. She felt it was the duty of either to deal with an application as expeditiously as possible. She noted that this may give rise to confusion where national law does not specifically refer to the matter. She proposed that article 11 be deleted.

MM. Dobson (Royaume-Uni), **Weitzel** (Luxembourg) et **Mikou** (Maroc) se prononcent en faveur de la proposition allemande.

Le Président fait alors procéder à un vote sur la proposition tendant à la suppression pure et simple de l'article 11 du projet.

Vote

La proposition est rejetée par 7 voix contre 6, les autres délégations s'étant abstenues.

M. Weitzel (Luxembourg) estime qu'il serait opportun que le Rapport précise à qui s'adresse la recommandation de l'article 11.

The Rapporteur pointed out that article 11 is directed to everyone dealing with the application. The Special Commission thought the provision was straightforward and that no problem of interpretation would arise.

Le Président aborde ensuite l'examen du deuxième chapitre du projet.

M. Weitzel (Luxembourg) rappelle l'existence de la proposition luxembourgeoise sur l'article 12 qui sera discutée en seconde lecture.

Le Président invite les délégués à faire connaître leur avis sur l'article 13.

Mr Dobson (United Kingdom) felt that it was not certain at this stage whether or not the United Kingdom would be able to accept article 13, and he preferred to have the matter dealt with at another time.

Mr Bangert (Denmark) spoke as Chairman of the Drafting Committee and asked the full Commission to appoint another French-speaking member. He proposed that the Swiss Delegate, Mr Volken, be appointed.

Le Président constate que M. Volken est désigné à l'unanimité.

Mr van Loon (Secretary at the Permanent Bureau) asked that any amendments be presented to him in written form before the session.

La séance est levée à 12 h. 35.

Document de travail No 18
Working Document No 18

Distribué le 14 octobre 1980
Distributed on 14 October 1980

Proposal of the Australian delegation

Exclude Parts II, III and IV from the Convention which deals with Legal Aid.

Alternatively –

Add *an article as follows:*

A Contracting State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession reserve the right not to apply Part II of this Convention.

Procès-verbal No 6

Séance du mardi 14 octobre 1980
Meeting of Tuesday 14 October 1980

La séance est ouverte à 9 h. sous la présidence de M. Böhmer (République fédérale d'Allemagne), le Rapporteur étant M. Möller (Finlande).

Le Président invite les délégués à examiner le chapitre II qui concerne la *cautio judicatum solvi*. Il fait observer que l'article 13 diffère du texte de la Convention de 1954 en ce qu'il étend le bénéfice de la dispense de la caution aux résidents d'un Etat contractant, quelle que soit leur nationalité.

Mr Bennett (Australia) stated that Part II of the proposed Convention caused Australia some concern. He felt no concern with the provisions of article 13 with respect to non-discrimination on the grounds of foreign nationality, but was concerned where security for costs are prohibited *only* because of the absence of domicile in the country. He stressed that Australia was very conscious of the word *'only'*.
He stated that the difficulty posed by the provisions arises in two ways: first, under the common law system applicable in Australia, security for costs is in most cases within the discretion of the relevant court, and secondly, under the Australian federal system, security for costs in State or territorial courts is not within the legislative competence of the Federal Government but is regulated by State or territorial law or the courts themselves. The matter has been discussed with the State Attorneys-General, who have indicated that they see difficulty in agreeing to article 13, in its present form.
He referred to Working Document No 18 and the proposal of the Australian delegation that Parts II, III and IV be excluded from the Convention which deals with legal aid; or that, alternatively, States adhering to the Convention should be entitled to make a reservation in respect of those articles. He noted that Australia would likely make such a reservation if the articles remain in the draft provision.

The Chairman questioned whether it was really necessary that Part II be excluded, noting that it contained more than was included in the 1954 Convention. He referred to the power of reservation in the 1954 Convention.

Mr Dobson (United Kingdom) shared the same concerns as the Australian Delegate. He noted the force of the word 'only' in article 13, but doubted as to whether it was entirely sufficient to enable the United Kingdom to accept the article. He supported Mr Bennett's proposal that Part I be treated separately, because he felt there was no logical connection between Part I dealing with legal aid, and the other parts.

The Chairman asked whether it would not be enough to have included in the present Convention a right of reservation similar to that of article 32 of the 1954 Convention.

Mr Dobson (United Kingdom) pointed out that the United Kingdom was not a Party to the 1954 Convention, and that the draft Convention was not to be integrated with the 1954 Convention but was to form a separate Convention. He felt that if a similar provision to that in article 32 of the 1954 Convention were copied into the draft Convention it would provide power to reserve with respect to article 13. If this power of reservation is incorporated it would certainly help meet the difficulties of the United Kingdom.

Mr Goldie (Canada) took the same position as the United Kingdom and Australia. He noted that the Canadian Rules of Court are changing; but that in its present form article 13 would not be acceptable. He was in favour of a power of reservation similar to that in article 32 of the 1954 Convention being considered.

Mr Bennett (Australia) noted that he had not considered article 32 of the 1954 Convention until now; but still felt some doubts about it because it only relates to nationals with habitual residence in the territory. In the Australian Rules of Court no distinction between nationals and non-nationals was made. He did not feel a reservation such as that in article 32 of the 1954 Convention would go far enough to meet the Australian situation.

Mr Martens (Netherlands) suggested that the situation faced by Commonwealth countries could perhaps be met by making a reservation possible with regard to the words 'or by the absence of domicile or residence in the country' in article 13. While noting that such a reservation would not be exactly the same as article 32 of the 1954 Convention, it could perhaps help meet

the Australian situation, and would thus enable us to set up one instrument containing all four chapters. He was against the Australian proposal to sever the first Chapter.

Le Président demande si une réserve sur la seule question de la résidence ne suffirait pas à satisfaire la délégation australienne.

M. Volken (Suisse) signale l'existence d'un traité bilatéral entre la Suisse et la Grande-Bretagne auquel l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont adhéré, qui prévoit des dispositions analogues. Peut-être pourrait-on trouver une formule qui s'en inspire.

Mr Bennett (Australia) stressed that the essential point for Australia was that article 13 in its present form (and consequentially articles 14 and 15) gave rise to difficulties, and therefore felt a need for a power of reservation. He noted the prospects for meeting the situation through adoption of a provision similar to article 32 of the 1954 Convention. He did not want to spend too much of the whole session's time on this matter.

M. Weitzel (Luxembourg) fait observer qu'il entend pour la quatrième fois certaines délégations indiquer que leur Etat ne pourra ratifier la Convention si certaines dispositions ne sont pas adoptées. Il insiste sur le fait qu'il serait très regrettable de ne pouvoir aboutir à un texte qui soit acceptable pour toutes les délégations. En l'espèce, il lui paraît utile de maintenir le texte du projet, tout en laissant la possibilité à certains Etats de formuler une réserve sur ce chapitre.

M. D'Almeida Ribeiro (Portugal) demande une précision. La proposition australienne vise en effet les chapitres II, III et IV de la «Convention». S'agit-il de la Convention de 1954 que la présente Commission a pour mandat de reviser, ou bien de la Convention qui sera élaborée par cette Commission? Il lui paraît nécessaire de lever toute ambiguïté sur ce point.

Le Président précise qu'il s'agit du chapitre II du projet de Convention en cours d'élaboration.

Mr Bennett (Australia) suggested that if acceptable, the matter may be dealt with again after informal discussion amongst the delegates.

Mr Holub (Czechoslovakia) noted that the text of article 13, paragraph 1, corresponds to article 17 of the 1954 Convention, which refers to 'legal' and 'natural' persons. He asked for clarification as to whether the present proposed article 13, paragraph 1 also refers to 'legal' persons.

Le Président demande aux délégués qui s'opposeraient à ce que les personnes morales soient incluses dans l'article 13 du projet de faire connaître leur position.

M. Volken (Suisse) observe qu'à l'heure actuelle les personnes morales, au même titre que les personnes physiques, sont couvertes par la Convention de 1954. Il lui paraît suffisant de faire figurer une telle précision dans le Rapport.

Le Président demande aux délégués s'ils voient une objection à formuler contre cette suggestion.

Mr Martens (Netherlands) felt that the text of article 13, paragraph 1, as it now stands is not clear as to whether legal persons are included. After a comparison with the 1954 text and its history, one may perhaps conclude that legal persons are also included here. However he felt it should be specified in the text of the Convention, and not just in the Report.

Le Président fait procéder à un vote sur la question de savoir si la précision concernant les personnes morales doit être insérée dans le texte même de l'article 13.

Les délégués se prononcent unanimement en ce sens.

Le Comité de rédaction est chargé de modifier en conséquence le texte de l'article 13. Le Président passe alors à l'examen de l'article 14, après avoir réservé la question soulevée par le Délégué de l'Australie qui sera examinée à nouveau après le dépôt d'une proposition écrite.

M. Volken (Suisse) fait observer que l'article 14 vise, à la sixième ligne de son premier alinéa, la «demande» tendant à ce que les condamnations aux frais et dépens du procès soient rendues gratuitement exécutoires dans les autres Etats contractants. Le texte ne précise pas de qui émane la demande. S'agit-il de la partie intéressée? S'agit-il du Greffe du Tribunal? Une précision sur ce point serait bienvenue.

Le Président répond qu'il s'agit des deux. Peut-être cette question pourrait-elle être également précisée dans le Rapport?

The Rapporteur referred to the work in the first meeting of the Special Commission, and noted that it was thought obvious that the interested party be the one to request enforcement. It was also mentioned in the Report that an interested party could be a State and not only a private party.

Le Président relève qu'à défaut de précision contraire, cela signifiera donc que la partie intéressée elle-même et le Greffe du Tribunal pourront procéder à une demande au sens de l'article 14.

Mr Duchek (Austria) felt that the question might depend on different internal laws with respect to who was entitled to request court expenses from other parties. He referred to the situation in Austria, where if a decision for costs for court fees is made it can only be enforced against this party; the State cannot request its fees from the other party.

Mme Thérin (France) constate que dans le système de la Convention de 1954, qui ne connaissait pas d'Autorité centrale, la demande était acheminée par la voie diplomatique qui était utilisée également pour les demandes d'aide judiciaire. L'Autorité centrale pourrait aujourd'hui se charger d'acheminer l'ensemble de ces demandes.

Le Président demande si la France entend formuler une proposition concrète sur ce point.

Mme Thérin (France) répond que le texte actuel permet tous les modes d'acheminement. Si certaines voies devaient être exclues, elle souhaite que cela figure expressément dans le Rapport.

Mr Martens (Netherlands) referred to the written comments of the Israeli Government which raised the question as to what is meant by 'Central Authority'. He felt that the question was an important one because it is not entirely clear whether the Central Authority

for purposes of legal aid is meant, or a special body to deal with security for costs. If the Convention is read as it now stands, the answer seems to be: the request to render an order for costs enforceable is to be transmitted by a transmitting authority of the State where the order was made to the Central Authority of the requested State and these are the very *same* authorities as mentioned in articles 2 and 3. He noted that it was never decided that such was the case and was not sure as to whether it would be wise to decide so. He was inclined to think that it would be better to make it possible for States to designate as central transmitting and receiving authorities under this Chapter other bodies than may have been designated under article 2 and article 3.
He raised a further point, noting that he had only fully realised it upon rereading the German proposal for an article 15*a* to which he did not see any objection. He noted that under article 15 the order for costs shall be rendered enforceable 'through the intervention of the Central Authority of the requested State'. He questioned the exact meaning of these words, and what exactly was the task of the Central Authority. He felt that the Central Authority cannot confine itself to the rather passive role of merely submitting the request to the competent judicial authority because if the 'losing party' appeals, somebody will have to appear in court to defend the winning party's case, and who should that be but our Central Authority. The proposed article 15*a*, paragraph 2, also presumes that the Central Authority plays an active role in the enforcement and execution proceedings. He noted that if this analysis is correct – if the Central Authority has to play an active role on behalf of the winning party – the question must be asked whether we should not specifically say so, and, even more important, whether we should add an article that either itself authorises the Central Authority to act on behalf of the winning party, or copies article 3, paragraph 3, of the New York Convention on Recovery of Maintenance, which makes it possible that the Central Authority be given a power of attorney to act on behalf of the winning party.
He apologised for not having been able to draft a proposal, but felt that, if there was agreement on the principle that something should be added to authorise the Central Authority of the requested State to act on behalf of the winning party, the wording of that provision could perhaps be left to the Drafting Committee. He suggested that the appropriate wording might be something like: 'The Central Authority of the requested State shall be deemed to have power of attorney to act on behalf of the winning party for the purposes set forth in articles 15 and 15*a*'.

Le Président constate que les délégués ont abordé plusieurs questions différentes qu'il lui paraît nécessaire d'examiner séparément. En premier lieu, M. Volken a demandé une précision quant aux personnes qui peuvent présenter la demande d'exequatur de l'article 14. M. Duchek préférerait pour sa part qu'aucune précision ne figure dans le texte lui-même. Le Président donne la parole à M. Volken.

M. Volken (Suisse) persiste à penser qu'une précision expresse serait fort utile. Cette conclusion lui est inspirée par la connaissance de la pratique judiciaire. Bien des plaideurs ignorent en effet qu'il leur incombe de formuler une demande d'exécution de la décision de condamnation aux frais et dépens. Aussi convient-il de lever toute équivoque. Le Comité de rédaction ne pourrait-il rechercher une formulation appropriée?

Le Président invite M. Volken à présenter lui-même une proposition en ce sens.

Mr Dobson (United Kingdom) said that he was happy the request for written proposals had been made, because the Drafting Committee was in need of specific instructions and concrete proposals.
He referred to the proposal with respect to setting up a Central Authority here different from that set up under Part I with respect to legal aid. He noted that in the United Kingdom power to order security for costs exists where the party is outside the jurisdiction of the court, and if there is doubt about his ability to pay costs that might be awarded against him, but that this did not depend on his nationality. He felt there were difficulties in accepting new Central Authorities at this point, and preferred leaving the article in a form with a degree of obscurity which could be resolved as the work of the Commission proceeds.

The Rapporteur stated that the New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance had been used as a model in this case. He referred specifically to article 6 of the Convention.

Mr Martens (Netherlands) wondered about a situation which could arise if some countries made a reservation under article 13, as to whether or not they must set up Central Authorities for the use of other countries. He gave as an example a situation where there is an order in the Netherlands against a British subject in the United Kingdom, which must be executed in the United Kingdom. He noted the need for a Central Authority in the United Kingdom to operate in this situation. He felt that even if there had been a reservation, the Central Authority would be needed. The conclusion could be only that if the common law countries were maintaining their demand for a reservation and if such a reservation would be admitted, that reservation would ask for reciprocity in that sense that the other Contracting State would not be obliged to apply the Convention as to nationals of States having made the reservation and to persons having their habitual residence in those States.

Mr Dobson (United Kingdom) noted that the power of reservation could be exercised in relation to article 13 or the whole of Part II articles 13-15, and that was the reason he wanted Part II separated.

Mr Duchek (Austria) noted that many problems are encountered *in practice* with the workings of Central Authorities. He did not oppose Central Authorities in this case, if they had only 'postman-type' rights (*i.e.* the transmission of requests to competent authorities), but was opposed to giving them the power to act for a party. He noted that in practice, being represented by a Central Authority would lead to many difficulties and many delays. He concluded that he was opposed to any implied power in a Central Authority to act for a party under power of attorney because of the difficulties imposed in practice.

Le Président invite les délégués à distinguer plusieurs questions. La première concerne la précision de la personne qui peut demander la demande d'exécution. La seconde porte sur le point de savoir si les Autorités centrales visées à l'article 14 sont les mêmes que celles qui sont visées dans le premier chapitre consacré à l'assistance judiciaire. La troisième a trait aux fonctions confiées aux Autorités centrales.

Mr Bennett (Australia) addressed all three questions. Australia felt there ought not to be a Central Authority taking an active role, but should be restricted to a 'post-office' role. As to which Central Authority should be designated, he felt it should not be the legal aid Central Authority because of the difference in their roles. He also noted that although the Australian Government was anxious to accede to the New York Convention, it still felt concern with the system of recovery through a Central Authority therein.

Mr Martens (Netherlands) felt that the matter raised by Mr Duchek's comments must be clarified. He was unclear as to how a situation would be resolved if a losing party appeals. Would the winning party have to take the case itself, he asked.

M. Volken (Suisse) constate que les précédentes interventions prouvent que les deuxième et troisième questions distinguées par le Président sont intimement liées. Dans le système de la Convention du premier mars 1954, la demande d'exécution était effectuée par la voie diplomatique. Aux termes de l'article 18 «les condamnatons aux frais et dépens ... seront, *sur une demande, faite par la voie diplomatique, rendues gratuitement exécutoires par l'autorité compétente,* dans chacun des autres Etats contractants». La voie diplomatique n'a jamais été présentée comme un instrument de simple transmission de la demande. Bien au contraire, l'Etat requis doit s'efforcer d'obtenir l'exequatur de la décision concernée. Le nouveau projet de Convention exclut la voie diplomatique qu'il remplace par le système des Autorités centrales. M. Volken avait toujours compris qu'il s'agissait bien, faute de précision contraire, des Autorités centrales visées par les articles 2 et 3 du projet de Convention. Quoi qu'il en soit, à suivre la proposition autrichienne, on réaliserait une véritable régression par rapport au système de la Convention de 1954, mais aussi par rapport à celle de 1905, voire par rapport au texte de 1896. Il n'est pas rationnel de dispenser les plaideurs qui ne résident pas dans l'Etat du for de la *cautio judicatum solvi* sans dispenser en contrepartie le résident qui a gagné son procès de la charge de saisir un avocat et de diligenter une nouvelle procédure pour recouvrer les frais qu'il a dû exposer au cours de l'instance principale. La dissociation de ces deux éléments qui s'équilibrent l'un l'autre lui paraît remettre gravement en cause tout le système de la Convention de 1954.

Mme Thérin (France) déclare approuver l'observation du Délégué suisse. La création de nouvelles Autorités centrales distinctes de celles qui ont été instituées en matière d'assistance judiciaire lui paraît constituer une complication inutile. Elle rappelle que les Etats fédéraux connaissent déjà plusieurs Autorités centrales dans la seule matière de l'assistance judiciaire. Si l'on devait instituer d'autres Autorités centrales compétentes en matière de *cautio judicatum solvi,* il en résulterait une profusion tout à fait regrettable d'Autorités centrales.

Le Président constate l'unanimité des délégués sur la substitution d'Autorités centrales à la voie consulaire pour transmettre la demande d'exécution.

Mr Duchek (Austria) referred to the remarks of Mr Volken, and did not feel it would be a big step backwards vis-à-vis the existing situation if a Central Authority with full power to enforce costs was not created. He understood that Mr Volken wants the Central Authority to have more power than is involved with mere transmitting duties. He stressed that he did not want the Central Authorities entrusted with too many duties because of difficulties in practice.

M. Volken (Suisse) ne peut que répéter ce qu'il a déjà exprimé. A l'heure actuelle, la voie diplomatique permet d'obtenir l'exequatur des condamnations aux frais et dépens du procès. Si l'on remplace la voie diplomatique par le système des Autorités centrales, il lui paraît essentiel de leur confier, sans aucune restriction, le rôle antérieurement dévolu aux Autorités centrales. Si tel n'était pas le cas, on assisterait à un véritable recul par rapport au système existant.

Mr Duchek (Austria) felt that in practice diplomatic channels have only transmitting functions in this situation, to transmit to competent authorities in other States. He gave as an example the situation where Italian diplomatic channels would be used to send applications or orders to the Austrian courts.

Le Président souhaite que les délégués présentent des propositions écrites sur lesquelles il serait possible à la Commission de se prononcer par un vote.

M. Volken (Suisse) ne peut que répéter ce qu'il a déjà revenir sur la controverse qui l'oppose à la délégation autrichienne, que la délégation suisse considère que le maintien du texte actuel lui paraît constituer le minimum admissible.

M. Khamanev (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) souhaite appuyer la position de la délégation autrichienne. Dans bien des Etats, les fonctions des autorités expéditrices et réceptrices sont assumées par le Ministère des Affaires étrangères. Selon la Constitution soviétique, mais cela vaudrait dans de nombreux Etats, l'exequatur de décisions de justice ne rentre pas dans les attributions du Ministère des Affaires étrangères. L'adoption de la proposition d'insérer dans l'article 14 une disposition aux termes de laquelle l'Autorité centrale devrait faire exécuter elle-même les décisions de condamnations aux frais et dépens, ne pourrait être appliquée en URSS. Dans ces conditions, M. Khamanev ne peut appuyer la proposition tendant à un élargissement des fonctions des Autorités centrales. Aussi se prononcera-t-il en faveur du maintien du texte élaboré par la Commission spéciale.

Mr Goldwater (Israel) expressed support for the Austrian proposal and agreed that diplomatic channels were used for transmitting. Referring to Mr Martens' concern regarding the wording, he suggested that a slight change be made so that the Central Authority would not be accorded further powers.

Le Président fait le point de la discussion.
Il constate que tous les délégués s'accordent sur la nécessité de dissocier les dispositions du chapitre premier de celles du chapitre II. Du point de vue technique, il est parfaitement possible de formuler une réserve visant, globalement ou partiellement, l'un de ces chapitres. La question devra être examinée à nouveau lors de la discussion des clauses finales particulières à cette Convention.
En revanche, plusieurs questions restent ouvertes. Elles concernent respectivement la précision de l'autorité ou de la personne qui peut effectuer la demande de l'alinéa premier de l'article 14, la nature des Autorités centrales visée dans le chapitre II et la question de l'étendue des pouvoirs de ces Autorités centrales. Sur ces trois questions, le Président invite les délégations à présenter

à la Commission des propositions écrites sur lesquelles il sera possible de discuter utilement.
Réserve faite de ces questions, qui seront examinées ultérieurement, le Président demande aux experts s'ils ont d'autres suggestions concernant l'article 14 du projet.

M. Pocar (Italie) remarque que le troisième alinéa de cet article 14 est la transcription pure et simple du troisième alinéa de l'article 18 de la Convention de 1954. A cette époque, cette précision était sans doute nécessaire. Mais depuis lors, l'exequatur des jugements a été facilité. Il est parfois plus simple de ne pas passer par la voie de l'Autorité centrale. Aussi, le troisième alinéa de l'article 14 ne doit-il pas être interprété comme excluant la possibilité de former directement une demande d'exequatur. Il est vrai qu'une telle demande ne serait pas admissible selon toutes les législations internes mais il serait regrettable que la Convention conduise à exclure une telle possibilité lorsque le droit interne ne s'y oppose pas. Aussi, M. Pocar suggère-t-il d'ajouter à l'article 14 une formule qui préciserait en substance que «les dispositions qui précèdent ne s'opposent pas à ce que les Parties soumettent directement leurs demandes d'exequatur, à moins que l'Etat contractant concerné ne s'y oppose». On faciliterait ainsi le recouvrement des frais du procès.

Le Président remarque que ce système consisterait à inverser le principe et l'exception.

M. Weitzel (Luxembourg) soutient la proposition émise par le Délégué de l'Italie.

Le Président demande si une délégation entend se prononcer en sens contraire.

La proposition italienne tendant à l'adjonction d'une précision dans le troisième alinéa de l'article 14 dans le souci de permettre aux parties de formuler une demande directe, à moins que l'Etat concerné ne s'y oppose, est adoptée à l'unanimité.

Mr van Loon (Secretary at the Permanent Bureau) said that an English version of article 14, paragraph 3 might read: 'Nothing in the foregoing provisions shall prevent applications for enforcement also being made directly by the requesting party, unless Contracting States express opposition'.

M. Volken (Suisse) demande si cela signifie que la déclaration devra être faite par l'Etat concerné au moment de la ratification de la Convention.

Le Président fait observer que d'autres conventions ont laissé subsister des ambiguïtés analogues. Il serait sans doute opportun de préciser ce point qui pourrait être examiné avec les autres clauses finales.

The Rapporteur raised a drafting matter with respect to article 14, paragraph 1. He asked whether the words 'who has been exempted from the provision of security or payment under the first and second paragraphs of article 13 or under the law of the State where the proceedings have been instituted' was understood to mean that a *formal* decision that a person be exempted is *not* required.

Le Président constate en effet l'ambiguïté du texte anglais et invite le Comité de rédaction à examiner la question.

Mr Goldwater (Israel) suggested the wording 'who is exempt', instead of 'who has been exempted'.

M. Volken (Suisse) fait observer que l'emploi du passé dans l'article 14 rappelle que l'on se trouve au stade de l'exécution. La formule proposée par M. Goldwater évoquerait davantage le cas de l'article 13.

Le Président renvoie la question au Comité de rédaction. Il passe ensuite à l'examen de l'article 15.

The Rapporteur introduced draft article 15 and noted that the procedure for enforcement has been simplified over that in the 1954 Convention. He pointed out that here it is not necessary to furnish the whole decision, but only names and particulars necessary for enforcement, that formalities with respect to legalisation were not reproduced here; and that the authority can only examine whether the required documents have been produced.

M. Weitzel (Luxembourg) observe que l'article 15 vise, au nombre des documents que doit produire la partie demanderesse à l'instance en exequatur, «tout document de nature à prouver que la décision ne peut plus faire l'objet d'un recours *ordinaire* dans l'Etat d'origine». Ne serait-il pas opportun d'ajouter une mention aux voies de recours extraordinaires pour couvrir le pourvoi en cassation?

Le Président répond que, dans certaines législations, le pourvoi en cassation n'est pas considéré comme une voie de recours extraordinaire. En Allemagne, par exemple, ce qualificatif vise la *restitutio in integrum.*

M. Weitzel (Luxembourg) confirme qu'au Luxembourg le pourvoi en cassation constitue une voie de recours extraordinaire. Il en va de même en France.

Le Président objecte que l'introduction d'une précision pourrait créer certaines confusions dans d'autres systèmes juridiques. Il suffirait peut-être que le point soit clairement précisé dans le Rapport.

Mr Dobson (United Kingdom) asked for clarification as to what is contemplated by article 15. He wondered if the procedure involved more than that provided by the system for registration of foreign judgments. He felt that an appeal in the country where enforcement is sought would depend on the internal law of that country. He noted that if something more is contemplated, costs may be incurred by the Central Authority in the requested State, and that nothing in article 15 provided for repayment of costs incurred by the Central Authority.

The Rapporteur commented on a question of appeal, and noted that it was a matter for the internal law of each State.

Le Président relève que l'article 15 ne concerne que la première phase de l'exécution.

Mr Dobson (United Kingdom) still felt concern. He noted that the Central Authority in a requested State may incur substantial costs in enforcing an order of a foreign court, and that the Convention contained no provisions to have these costs recovered from the losing party. He felt it wrong that the Central Authority be out of pocket in this situation. The costs should be recovered from the losing party. The matter was not one of costs of

translation, etc. He noted that this raised many problems for the United Kingdom.

Le Président précise que la demande d'exequatur doit être accompagnée de toutes les pièces visées au deuxième alinéa de l'article 13. Les frais de traduction de ces pièces sont couvertes par le troisième alinéa. De quelles pièces M. Dobson entend-il parler?

Mr Dobson (United Kingdom) felt that the Central Authority could be asked to take steps to enforce an order of the foreign court against somebody who could be perfectly able to pay the costs, so the Central Authority should not be obliged to do this as a matter of charity.

Le Président fait observer que l'Autorité centrale n'a d'autre tâche que la transmission des pièces et que cela n'engendre pas de frais supplémentaires.

Mr Dobson (United Kingdom) stated he was referring to costs incurred by the authority who was asked to act in this situation.

The Chairman stated that he did not feel this to be the case.

Mr Duchek (Austria) agreed with the United Kingdom Delegate as regards the ambiguity in article 15, paragraph 1. He felt that something was being asked of the Central Authority, but it was not clear what the intervention of the Central Authority amounted to. He noted that the Chairman felt the Central Authorities were being asked only to transmit and the United Kingdom Delegate thought the task of the Central Authority was to act to enforce the foreign judgment. He then referred to article 18 of the 1954 Convention and how it related to the question of transmitting requests through diplomatic channels. He felt that in the present Draft the Central Authority was substituting for diplomatic channels. He did not see the sense of 'through intervention of a Central Authority', and felt it was a substitution for the task of diplomatic channels and therefore superfluous. He proposed that the words be deleted because they lead to differences in interpretation.

M. Volken (Suisse), répondant tout d'abord à la question de M. Dobson, distingue deux sortes de frais. Il y a tout d'abord les frais de l'instance originaire, ceux qui sont directement visés à l'article 14. Mais il y a également les frais engendrés par la procédure qu'il est parfois nécessaire de diligenter pour recouvrer les frais et dépens de l'instance principale. Selon la plupart des droits internes, ces frais seront mis à la charge du perdant.
Quant à la remarque de M. Duchek, M. Volken estime qu'il est de l'essence même de la Convention en cours d'élaboration de prévoir la gratuité de toute cette procédure pour la partie qui demande l'exécution. L'Etat requis devra prendre cette procédure à sa charge, même lorsque cela ne résulte pas du droit interne.

Mr Bennett (Australia) shared the difficulties outlined by Mr Dobson, and also agreed with Mr Volken. The wording 'through intervention of the Central Authority' led to the question of whether positive action of the Central Authority was required. He noted that in some countries it was possible to send a foreign judgment directly to the court who took the active role. In Australia and the United Kingdom, if an order or jugdment is received, there is a need to take positive action, usually through a lawyer, and this entails costs.

Le Président estime que cela dépend de la législation du pays requis.

Mr Martens (Netherlands) expressed agreement with the Swiss Delegate. He stressed that although perhaps the English text is not perfectly clear the French text leaves no doubt: what articles 14 and 15 are about is only to *make* the order for costs *enforceable* (exequatur) and not to *enforce* it (execution).

Mr Duchek (Austria) wanted practical problems solved, not raised. He felt that articles 18 and 19 of the 1954 Convention worked well in practice. He felt no need for creation of machinery similar to that of the New York Convention in this case. He did not feel that intervention of a Central Authority entailed all steps necessary under internal law to enforce an order as is the case under the New York Convention. He proposed the words 'through intervention of the Central Authority' be deleted.

Le Président constate que deux questions distinctes sont posées. La première concerne l'extension des fonctions de l'Autorité centrale au-delà d'un simple rôle de transmission. Et la seconde le recouvrement des frais causés par l'instance en exequatur elle-même.
Sur le premier point, le Président met aux voix la proposition de M. Duchek tendant à la suppression de toute référence aux Autorités centrales dans le premier alinéa de l'article 15 du projet qui serait ainsi aligné sur le texte de la Convention de 1954.

Vote

Le premier vote aboutit à un partage égal des voix, 11 délégations s'étant prononcées en faveur de l'amendement (République fédérale d'Allemagne, Australie, Autriche, Finlande, Hongrie, Israël, Italie, Japon, Royaume-Uni, Tchécoslovaquie, URSS*), 11 autres s'étant prononcées contre (Belgique, Danemark, Egypte, Espagne, France, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse, Yougoslavie) et une délégation s'étant abstenue (Canada).*

Mr Dobson (United Kingdom) felt that the close division of opinion evidenced through the vote showed confusion regarding the task of the Central Authority in the requested State. He felt it would be most unsatisfactory to take a second vote until everyone was quite clear as to the intention and effect of article 15 as it presently appears.

Le Président fait observer que l'interprétation des conventions qui instituent des Autorités centrales soulève fréquemment des difficultés de cet ordre. On s'interroge en effet sur le rôle exact de l'Autorité centrale. Lorsque la Convention indique que l'Autorité centrale intervient dans tel ou tel cas sans autre précision, cela ne fait que fixer la fonction minimale de l'Autorité centrale. Il suffit que les Etats s'y conforment pour satisfaire aux exigences de la Convention. Cependant, les Etats contractants demeurent libres de confier d'autres charges à leurs Autorités centrales.

M. Volken (Suisse) souligne qu'il s'agit d'une question fondamentale. Lorsqu'une demande d'exequatur d'une décision de condamnation aux frais et dépens du procès est formée, l'Etat requis doit agir *ex officio*, la partie elle-même n'ayant pas à intervenir. C'est là le sens et l'intérêt essentiel de la Convention de 1954. Si tous les délégués s'accordent, comme le pense M. Volken, sur ce point, il s'agirait d'une simple précision rédactionnelle.

Le Président fait observer qu'au contraire les opinions sont partagées sur ce point.

Mr Duchek (Austria) commented with respect to the 1954 Convention system that it was not his interpretation that the requested State act *ex officio*.

Le Président estime que tout ce qui n'est pas traité expressément par la Convention relève des droits internes des Etats contractants. Cela lui paraît être le cas de l'intervention *ex officio* des autorités de l'Etat requis.

M. Volken (Suisse) estime qu'au contraire la Convention de 1954 prend très clairement parti sur ce point, l'idée initiale étant que l'Etat requis agisse *ex officio*. Il s'attache à montrer que telle est bien la logique de la Convention de 1954. Le système d'exécution des condamnations aux frais et dépens qu'elle institue n'est en effet que la contrepartie de la dispense de la *cautio judicatum solvi*. En application de cette Convention, lorsqu'un ressortissant autrichien intente un procès en Suisse, il n'est pas tenu de fournir une caution susceptible de couvrir, pour le cas où il perdrait son procès, la charge des frais et dépens. A supposer que la partie de nationalité suisse gagne le procès, l'application de la Convention de 1954 la prive de cette garantie qu'elle trouvait dans la *cautio judicatum solvi*. Il n'est que justice que la Convention de 1954 mette en contrepartie à sa disposition un mécanisme lui permettant de recouvrer les frais exposés, sans avoir à engager lui-même une nouvelle procédure susceptible d'engendrer de nouveaux frais! Il est clair que la Convention de 1954 a entendu équilibrer le principe de la dispense de la *cautio judicatum solvi* d'une part et celui de l'exécution facilitée des condamnations aux frais et dépens du procès d'autre part. Sous peine de rompre cet équilibre, la procédure d'exécution doit être rapide et ne pas imposer aux plaideurs de saisir à nouveau un avocat pour diligenter une nouvelle procédure en leur nom. En d'autres termes, les autorités de l'Etat requis doivent intervenir *ex officio*. Toute l'histoire de la Convention de 1954 montre que tel est bien le système qu'elle a entendu mettre en place, la seule lacune qui reste à combler résidant dans l'absence de précision de l'autorité chargée d'intervenir dans l'Etat requis.

Le Président demande à M. Volken si sa question ne s'éloigne pas de celle qui est actuellement en discussion.

M. Volken (Suisse) indique à nouveau que les deux questions ne peuvent être dissociées. Mais que la question essentielle est celle du rôle de l'Autorité centrale.

Mr Duchek (Austria) asked for clarification of the meaning of *ex officio* in this context. He referred to article 18 of the 1954 Convention where a request for execution has to be sent. This was not *ex officio* but up to the party to present a request which must fulfil the requirements of the law of the State.

Le Président fait procéder à un second vote sur la question de savoir si la référence à l'intervention de l'Autorité centrale du pays requis doit être exclue de l'article 15, alinéa premier du projet, qui serait ainsi aligné sur l'article 19, premier alinéa, de la Convention de 1954.

Vote

La proposition est rejetée par 11 voix (Belgique, Danemark, Egypte, Espagne, France, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse et Yougoslavie) contre 10 (République fédérale d'Allemagne, Australie, Autriche, Finlande, Israël, Italie, Japon, Royaume-Uni, Tchécoslovaquie, URSS*) et 2 abstentions (Canada et Hongrie).*

Le texte actuel de l'article 15 est donc maintenu, les délégués qui le souhaiteraient étant toutefois invités à soumettre à la Commission un texte précis sur les fonctions de l'Autorité centrale.

M. Pocar (Italie) précise que la procédure d'exequatur simplifiée devrait s'appliquer également dans le cas visé par le troisième alinéa de l'article 14.

Mr Martens (Netherlands) suggested that the opening words of article 15 be reconsidered in light of the comments of the Italian Delegate.

Le Président renvoie la question au Comité de rédaction.

Mr van Loon (Secretary at the Permanent Bureau) noted that the drafters of the 1954 Convention did not provide for a hearing because it was supposed that there would always be an appeal.

Le Président passe ensuite à l'examen de l'article 16.

Mr Dobson (United Kingdom) thought that the purpose of article 16 was to ensure that nationals and habitual residents of Contracting States be treated on the same basis as nationals of the State where copies are required. He felt that this could be interpreted so that these others would get the documents free of charge. To avoid this the United Kingdom proposed that a full stop be placed after 'personal status', and then the sentence 'No legalization or analogous formality may be required' be added.

The Rapporteur noted that article 16 provided for the right to obtain documents on the same basis as for nationals, and that the article provides that documents are to be legalized without charge where necessary. He felt that it could not be stated in the article where demands are made to have documents legalized without charge.

Mr Dobson (United Kingdom) noted that no difficulty arose with use of the wording in the last paragraph of article 15.

M. Volken (Suisse) rappelle que le Rapporteur a bien précisé qu'en application de l'article 16 ces documents peuvent être utilisés en dehors d'un pays contractant alors que dans le cas de l'article 5 il s'agit toujours d'un Etat contractant. Dans cette dernière hypothèse, on peut renoncer beaucoup plus facilement à la légalisation, ce qui n'est pas le cas lorsqu'il s'agit des Etats tiers.

Le Président partage l'avis de M. Volken.

Mr Dobson (United Kingdom) commented on legalization of documents. If the matter was one of domestic law of the State where the documents are produced, it would be best in article 16 to have a full stop after 'personal status'. He felt free entitlement was not necessary here, as it was understood that documents could be obtained under the same conditions as for nationals.

Le Président observe que la proposition conduit à la suppression du membre de phrase: «ou, si nécessaire, faire légaliser sans frais ces pièces».

M. van Keer (Belgique) demande que l'on mentionne, là encore, les extraits des actes de l'état civil ou des décisions, comme cela avait été décidé à propos de l'article 12.

Le Président constate qu'en l'absence d'objections la suggestion du Délégué belge est *adoptée à l'unanimité.* Le Président propose ensuite de mettre aux voix la suggestion de M. Dobson qui consiste à supprimer les derniers mots de l'article 16.

Mr Martens (Netherlands) agreed with the remarks of Mr Dobson and noted that the question was one of drafting. He felt legalization of documents was to be included on a non-discriminatory basis.

Mr Dobson (United Kingdom) expressed agreement with the remarks of Mr Martens.

Le Président constate que, d'après cette proposition amendée, l'article 16 serait ainsi conçu: «Les ressortissants des Etats contractants ainsi que les personnes ayant leur résidence habituelle dans l'un de ces Etats peuvent, dans les mêmes conditions que les nationaux, se faire délivrer et, le cas échéant, faire légaliser des copies des actes de l'état civil ainsi que des copies de décisions ayant trait au statut personnel».

Le principe est adopté à l'unanimité.

La séance est levée à 12 h. 30.

Documents de travail Nos 19 à 23
Working Documents Nos 19 to 23

Distribués le mercredi 15 octobre 1980

Distributed on Wednesday 15 October 1980

No 19 – Proposal by the United Kingdom delegation

It is proposed that paragraph 2 of article 6 be amended by substituting 'not feasible' for 'impossible' in the first line of that paragraph.
As article 2 stands at present, the requested State is required to accept a translation of the application for legal aid and the necessary supporting documents into French and English only where it is impossible to obtain a translation of them in the requesting State.
It is submitted that this places too heavy a burden on the authorities in that State, for one can never be sure that it is impossible to obtain a translation of the documents. It should be sufficient that it is not feasible to obtain such a translation, more especially as under paragraph 3 of article 6 the requested State may object to the use of English or French if it makes the necessary reservation.

No 20 – Proposal of the Israeli delegation

Article 16

1 *In the heading to Chapter III, delete the words* 'relating to civil status'.

2 *For* 'copies of entries in civil registers' *substitute* 'copies of entries in public registers'.

3 *For* 'copies of decisions relating to personal status' *substitute* 'copies of judicial decisions'.

No 21 – Proposition de la délégation suisse
– Proposal of the Swiss delegation

Il convient de compléter le chapitre IV du projet de Convention par la disposition suivante:

Article 17 bis

Sauf-conduit

1 Un témoin ou expert, ressortissant d'un Etat contractant ou ayant sa résidence habituelle sur le territoire d'un Etat contractant, qui comparaît devant les tribunaux d'un autre Etat contractant à la suite d'une citation, ne peut être poursuivi, détenu ou soumis à une restriction quelconque de sa liberté individuelle sur le territoire de cet Etat pour des faits ou des condamnations antérieurs à son arrivée au territoire de l'Etat requérant.

2 L'immunité prévue à l'alinéa précédent cesse lorsque le témoin ou l'expert, après exécution des actes de procédure pour lesquels sa présence a été requise par le tribunal, quitte le territoire de l'Etat requérant et y retourne, ou continue à y demeurer alors qu'il aurait pu le quitter sans difficulté dans les quinze jours.

Chapter IV of the draft Convention should be completed by the following provision:

Article 17 bis

Safe conduct

1 A witness or expert, who is a national of a Contracting State or has his habitual residence in a Contracting State, appearing on a summons before the tribunals of another Contracting State shall not be prosecuted or detained or subjected to any other restriction of his personal liberty in the territory of that State in respect of acts or convictions anterior to his arrival on the territory of the requesting State.

2 The immunity provided for in paragraph 1 of this article shall cease, when the witness or expert, after execution of the acts of procedure for which his presence has been requested, and after having left the territory of the requested State returns there or remains there having had for a period of fifteen (consecutive) days an opportunity of leaving that territory without difficulty.

No 22 – Proposition de la délégation suisse
– Proposal of the Swiss delegation

Article 14 – insérer à l'alinéa premier:

Les condamnations aux frais et dépens du procès (...) seront, sur demande *de l'autorité compétente de l'Etat requérant ou de la partie intéressée, rendues gratuitement exécutoires dans chacun des Etats contractants.*

Article 14 – amend paragraph 1 as follows:

Orders for costs and expenses of the proceedings (...) shall upon request *made by the competent authorities of the requested State or by the interested party be rendered enforceable without charge in each of the Contracting States.*

No 23 – Proposition des délégations des Pays-Bas et de la Suisse
– Proposal of the Netherlands and Swiss delegations

Article 13a

1 Chaque Etat contractant désigne une Autorité centrale chargée de transmettre les demandes d'exequatur des frais et dépens prononcés dans cet Etat et de prendre les mesures nécessaires à ce que de telles demandes soient déclarées exécutoires sur le territoire de cet Etat.
2 Les Etats fédéraux...
3 En cas d'incompétence ...

Article 15

1 Les décisions relatives...
2 Lorsque la demande d'exequatur n'est pas soumise par la partie intéressée elle-même, elle sera soumise par l'Autorité centrale de l'Etat requis; celle-ci se chargera à ce qu'une décision définitive soit prise sur cette demande. A cet effet l'Autorité centrale est autorisée d'agir au nom de la partie intéressée.

Article 13a

1 Each Contracting State shall designate a Central Authority for the purpose of forwarding applications for enforcement of orders for costs and expenses made in that State and for the purpose of taking action on applications for rendering such orders enforceable in that State.
2 Federal States... etc.
3 If the Central Authority... etc.

Article 15

1 The order for costs and expenses shall be rendered enforceable without a hearing, but subject to subsequent appeal by the losing party in accordance with the legislation of the State where enforcement is sought.
2 Where an application for enforcement is not submitted by the interested party itself, it will be submitted by the Central Authority of the requested State which will see to it that a final decision on that application will be rendered. To this purpose the Central Authority has power of attorney to act on behalf of the interested party.

Procès-verbal No 7

Séance du mercredi 15 octobre 1980 (après-midi)
Meeting of Wednesday 15 October 1980 (afternoon)

La séance est ouverte à 15 h. sous la présidence de M. Böhmer (République fédérale d'Allemagne), le Rapporteur étant M. Möller (Finlande)

Le Président invite les délégués à examiner l'article 17 du projet élaboré par la Commission spéciale.

Mr Martens (Netherlands) commented on article 17, and stated that he was glad to be able to report that the Netherlands Government had recently decided to introduce a bill repealing the discriminating provisions on arrest to aliens in the Dutch Civil Code. He submitted, however, that article 17 be retained as it stands, to provide an extra safeguard.

Mr Goldwater (Israel) drew the attention of delegates to the proposal of the Israeli delegation in Working Document No 20, which relates to article 16. He felt it would be best if this were dealt with now before article 17 was considered.

Le Président ne voit aucune objection à traiter cette question dès à présent et invite les délégués à consulter le Document de travail No 20.

Mr Goldwater (Israel) stated that the Israeli proposal would lead to an extension of the scope of article 16. He felt the wording of the draft article 16 was too narrow, and he did not see a reason for this wording other than that it was similar to that used in the 1905 and 1954 Conventions. He pointed out that article 16 was confined to matters of personal status, and he wanted this widened with respect to registers, and also with respect to decisions to include any judicial decisions.

Le Président observe que la proposition tend à élargir le champ d'application de l'article 16 qui vise les copies des actes de l'état civil ainsi que les copies de décisions ayant trait au statut personnel. Si ce texte était étendu à tous les registres publics, comme le propose M. Goldwater, cela engloberait notamment le livre foncier dans les Etats qui connaissent un tel système de publicité foncière.

Mr Duchek (Austria) seconded the Israeli proposal. He stated that it dealt with the question of non-discrimination, and did not go to a question of substantive law. He therefore gave support to the non-discrimination clause which would widen the article.

Le Président invite les délégués à faire connaître leur avis sur la question de savoir s'il convient d'étendre le domaine d'application de l'article 16 à toutes les décisions de justice.

M. van Keer (Belgique) approuve la proposition israé-

lienne. Il ne lui paraît pas justifié de s'en tenir aux décisions ayant trait au statut personnel. L'article 16 pourrait également être très utile en matière de baux, d'accidents de la circulation routière, en matière sociale, etc.

Le Président demande s'il existe des délégués qui entendent se prononcer contre l'extension du domaine de l'article 16.

Mr van Loon (Secretary at the Permanent Bureau) raised the point that if the word 'civil' were replaced by 'public', this change of wording could have the effect of narrowing the article.

Le Président fait observer que le registre des actes de l'état civil est toujours public.

M. Volken (Suisse) estime que la proposition de la délégation israélienne donne assurément quelque intérêt à ce troisième chapitre relatif aux copies des actes et des jugements. Cependant, la proposition est entièrement nouvelle. L'élargissement lui paraît si important par rapport au texte antérieur qu'il ne serait pas en mesure de se prononcer immédiatement sur ce point.

M. Khamanev (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) se prononce pour sa part contre l'amendement proposé. Il rappelle que la présente Commission est chargée de la revision des chapitres III à VI de la Convention de 1954 relative à la procédure civile. Or, cette Convention traite des matières civiles et commerciales. Il s'interroge sur le sens que pourrait revêtir une mention des «registres publics». Une formule aussi large pourrait viser toutes sortes d'informations et s'étendre notamment à la matière pénale. Une telle extension excéderait donc le domaine de la présente Convention. Il entend préciser que la délivrance de copies des actes de l'état civil et de décisions de justice prévue par l'article 16 n'a plus rien à voir avec les dispositions du chapitre premier du projet qui, seul, concerne l'assistance judiciaire. En revanche, les dispositions de l'article 16 sont liées au statut personnel de l'intéressé. Si un requérant demandait copie d'un document concernant une affaire pénale, l'article 16 ne devrait pas s'appliquer. Il ne suffirait donc pas de viser sans autre précision les «décisions judiciaires». Cela engloberait en effet les décisions rendues en matière pénale, voire les sentences des tribunaux militaires. Un tel élargissement du domaine d'application de l'article 16 ne lui paraît pas acceptable. Aussi lui paraît-il préférable de s'en tenir aux décisions ayant trait au statut personnel des intéressés, ainsi qu'en dispose le texte actuel.

Le Président demande à M. Goldwater s'il accepterait que l'on restreigne le champ d'application de sa proposition aux matières civiles et commerciales.

Mr Goldwater (Israel) stressed that the essential element in the Israeli proposal was the principle of non-discrimination. He was quite prepared to have the Draft revised, and agreed that it should be limited to civil matters, to which the Convention is confined.

Le Président demande quelle serait la formulation adaptée pour rendre compte d'une telle idée.

M. Volken (Suisse) estime qu'il serait peut-être préférable d'inviter le Comité de rédaction ou la délégation israélienne à formuler une proposition concrète de cette proposition amendée qui pourrait être examinée à nouveau au cours de la seconde lecture.

Le Président demande à M. Goldwater si une telle suggestion aurait son agrément.

Mr Goldwater (Israel) expressed agreement to having the wording referred to the Drafting Committee.

Mr Duchek (Austria) agreed that article 16 should be limited to civil matters so as not to exceed the scope of the Convention. He was in favour of extending the principle of non-discrimination.

Le Président partage l'avis de M. Duchek. Il lui paraît opportun de procéder à un vote sur le principe de l'extension du champ d'application de l'article 16, étant entendu que l'on pourrait s'en tenir à la matière civile et commerciale.

M. D'Almeida Ribeiro (Portugal) estime qu'il peut être extrêmement utile de disposer de documents de nature pénale au cours d'une instance civile ou commerciale. Il prend l'exemple d'un accident de la route. La demande tend à l'obtention de dommages-intérêts. Sa nature civile n'est pas contestable. Il n'en est pas moins nécessaire, s'il existe un jugement de condamnation pénale du conducteur d'un véhicule, d'obtenir une telle décision qui pourrait, le cas échéant, être jointe à une demande d'assistance judiciaire. Cela ne signifie pas que l'on sorte pour autant du domaine d'application de la Convention. Par ailleurs, lorsque l'on évoque les *«civil registers»*, c'est uniquement pour souligner que la mention des actes de l'état civil est infiniment trop restrictive. Ainsi, par exemple, dans certains Etats, la preuve de la propriété suppose la délivrance d'un extrait d'un registre foncier. De la même manière, la preuve de l'identité du propriétaire d'une automobile peut être faite à l'aide d'un registre spécial. Cela n'excède nullement le domaine d'application de la présente Convention.

Le Président relève qu'il s'agirait seulement pour la Convention de poser un principe de non-discrimination, sans entrer dans le détail des droits internes.

M. Khamanev (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) ne partage pas l'avis exprimé par M. D'Almeida Ribeiro. La preuve de l'existence d'un délit pénal excède le domaine d'application de la Convention. Il insiste par ailleurs sur le fait que l'article 16 n'a plus rien à voir avec les dispositions du titre premier relatives à l'aide judiciaire. L'objet de l'article 16 est de donner aux étrangers et aux apatrides une possibilité de se faire délivrer des actes relatifs à leur statut personnel, indépendamment de toute demande d'assistance judiciaire.

M. D'Almeida Ribeiro (Portugal) précise que, s'il a pu évoquer l'assistance judiciaire dans sa précédente intervention, il est clair que l'article 16 a en effet un domaine d'application plus large et qu'il concerne n'importe quelle action. Cela n'infirme en rien l'exemple cité.

Le Président fait procéder à un vote sur le principe de l'extension du champ d'application de l'article 16 (voir Doc. trav. No 20).

Vote

Le principe est adopté à l'unanimité, 10 délégations s'étant prononcées en sa faveur (Autriche, Belgique, Finlande, France, Israël, Pays-Bas, Portugal, Suède, Tchécoslovaquie, URSS) *et 13 délégations s'étant abstenues*

(République fédérale d'Allemagne, Australie, Canada, Danemark, Espagne, Grèce, Italie, Japon, Luxembourg, Maroc, Norvège, Royaume-Uni, Suisse).

Le Président passe ensuite à l'examen de l'article 17 du projet.

Mr van Loon (Secretary at the Permanent Bureau) noted that no representative of the Irish Government was present, and referred to the remarks made by the Irish Government in Preliminary Document No 9 relating to article 17. It was suggested that, in order to make the second sentence correspond in substance and drafting more closely to the first, the words 'a national domiciled in such a country' should be changed to 'a national of, or a person having his habitual residence in the latter State'. He suggested that if this proposal was approved, the matter could be referred to the Drafting Committee.

Le Président constate que la majorité des experts se prononcent en faveur d'une telle modification dont le principe est *adopté*.
Il suggère ensuite à la Commission de revenir aux questions qui avaient été laissées en suspens au cours de la précédente réunion. Il s'agit en premier lieu de se prononcer sur la proposition australienne tendant à dissocier les chapitres II, III et IV de la Convention du chapitre premier qui concerne l'aide judiciaire ou de permettre à un Etat contractant de formuler une réserve sur le second chapitre (voir Doc. trav. No 18).
Le Président rappelle que la question a déjà été abordée par la Commission et que la plupart des délégués qui s'étaient prononcés en faveur d'une telle position estimaient que cela devait concerner l'intégralité du chapitre II.

Mr Martens (Netherlands) referred to the Australian proposal in Working Document No 18 and stated that if accepted other States should have the possibility of not applying Part II to those States who have reservations. He proposed that words be added to the Australian proposal to make the matter in effect one of reciprocity.

Le Président constate que cela reviendrait à élargir le domaine de la proposition australienne.

Mr Bangert (Denmark) supported the comments of Mr Martens for constitutional reasons. He noted that the Danish Civil Procedure Code provided for reciprocity to enter conventions on that subject. One could not go to Parliament to enter a new convention without reciprocity on this point.

M. Barile (Italie) estime pour sa part que le principe de réciprocité va de soi. Il ne lui paraît donc pas nécessaire d'ajouter quoi que ce soit à la Convention sur ce point.

Le Président fait observer que les termes de la réserve pourraient cependant susciter une confusion qu'il ne serait pas inutile de dissiper en ajoutant une précision dans le texte même de la Convention.

M. Barile (Italie) se range à l'avis du Président.

Mr Bennett (Australia) stated that he was happy to have the question of the precise drafting referred to the Drafting Committee. As a matter of principle, he had no objections to the principle of reciprocity suggested by the Netherlands Delegate.

Mr Dobson (United Kingdom) agreed with Mr Bennett and Mr Martens as to reciprocity. He also proposed that powers should exist to enable a reservation of the whole, or part of, Part II. He felt that some articles might be acceptable to the United Kingdom Government, for example article 13, but expressed some concern over article 14.

Mr Duchek (Austria) feared difficulties would arise under the reservation, and through the reciprocity principle, in practice. He gave as an example a situation involving Australia, Austria and France, assuming that all three were Parties to the Convention, and that Australia had made a reservation with respect to Part II; if a French citizen in Australia brought an action in Vienna, and was granted legal aid, but lost the case, the respondent would have to recover costs in Australia, but would be unable to do so because of the Australian reservation.

Le Président suggère au Comité de rédaction de proposer à la Commission un texte précis en distinguant trois questions: le principe même de l'utilisation d'une réserve, son caractère total ou partiel, et la question de la réciprocité. Il demande à M. Bangert, Président du Comité de rédaction, s'il accepte de prendre en charge une telle mission.

M. Bangert (Danemark) répond que le Comité de rédaction fera de son mieux.

Le Président passe alors à l'examen des trois propositions laissées en suspens lors de la discussion de l'article 14. La première proposition a été formulée par la délégation suisse. Elle figure au Document de travail No 22.

M. Volken (Suisse) précise qu'il s'agit d'un amendement de caractère rédactionnel destiné à préciser quelle est l'autorité ou la personne qui effectue la demande visée à l'article 14 du projet. Il lui paraît suffisant de spécifier que la demande émane «de l'autorité compétente de l'Etat requérant de la partie intéressée» sans qu'il soit nécessaire de faire par ailleurs référence, à la fin du premier alinéa, à «l'autorité compétente» chargée de rendre exécutoire la condamnation.

M. Weitzel (Luxembourg) demande à M. Volken s'il entend modifier le texte figurant au Document de travail No 22.

M. Volken (Suisse) répond que sa dernière précision concernait la rédaction figurant dans le projet.

Le Président souligne qu'il s'agit d'une simple question de rédaction.

M. Volken (Suisse) explicite sa proposition. Comparant le texte du projet et le texte de sa proposition, il montre que la référence à l'autorité compétente pour rendre les condamnations exécutoires, qui figure dans le texte de la Commission spéciale, n'a pas été reproduite dans sa proposition.

Mr McClean (Commonwealth Secretariat) pointed out that in Working Document No 22 the English text reads 'request*ed* State', while the French text reads 'request*ing* State'. He assumed that the French text was the correct one.

M. Volken (Suisse) déclare s'en tenir au texte français.

Procès-verbal No 7

Il constate que la version anglaise comporte une erreur. Il faut lire *«requesting State»* et non *«requested State»*.

Le Président met au vote la proposition de la délégation suisse (Doc. trav. No 22).

Vote

La proposition est adoptée par 13 voix contre une, les autres délégués s'étant abstenus.

M. Lemontey (France) entend revenir brièvement sur l'article 13. Il interroge le Président sur la mission qui a été confiée au Comité de rédaction. N'est-il pas prématuré de charger le Comité de rédaction d'une réserve alors que le principe même ne semble pas avoir été voté par la Commission? N'ayant pas suivi l'intégralité des travaux, il demande au Président si la question a été débattue par la Commission.

Le Président indique que la question a été abordée au cours de la dernière séance.

M. Lemontey (France) demande si la question a été expressément tranchée par un vote. On voit mal en effet comment elle pourrait être renvoyée au Comité de rédaction si la Commission ne s'est pas prononcée sur le principe. Il relève par ailleurs que la délégation française qui avait demandé, au cours de la discussion de l'article premier, l'introduction d'une réserve en matière d'assistance judiciaire s'est vue répondre qu'il s'agirait là d'une régression inadmissible. Or, certaines délégations proposent aujourd'hui l'introduction d'une réserve générale sur le chapitre II. M. Lemontey rappelle que la Convention de 1954 ne prévoyait pas d'autres réserves que celles de l'article 32 dont la portée est relativement limitée. L'introduction d'une réserve générale permettant l'exclusion de l'intégralité du chapitre II lui paraît constituer la véritable régression à une époque où l'on tend à assurer la gratuité de la justice et à abolir la *cautio judicatum solvi*.

Le Président rappelle qu'il est apparu essentiel à plusieurs Etats de se réserver la possibilité d'exclure le chapitre II pour pouvoir ratifier la Convention. M. Bennett (Australie) a proposé l'introduction d'une réserve. Après avoir constaté que cette Commission était encline à accepter une telle réserve dans le souci de permettre au plus grand nombre d'Etats possible de ratifier la Convention, le Président avait donc chargé le Comité de rédaction de proposer un texte précis sur lequel la Commission pourra se prononcer en connaissance de cause. Il précise cependant qu'aucun vote n'est encore intervenu sur le sujet.

M. Lemontey (France) prend acte du fait que la mission confiée au Comité de rédaction sur l'article 13 est purement exploratoire et qu'elle ne préjuge en rien de la décision qui sera prise sur ce texte.

Le Président répond que tel est bien le cas. Allant plus loin, il rappelle que la Commission a décidé de procéder à plusieurs lectures successives du projet élaboré par la Commission spéciale et que l'on se trouve encore au stade de la première lecture. Revenant à la question de l'article premier, il précise qu'une décision de principe a effectivement été prise par la Commission et que le Comité de rédaction a en conséquence été chargé de lui présenter une formulation plus élaborée sur laquelle la Commission devra encore se prononcer en seconde lecture. En revanche, sur la question de l'introduction d'une éventuelle réserve concernant le chapitre II le Président tient à confirmer qu'aucune décision, fût-elle de principe, n'a encore été prise.

M. Weitzel (Luxembourg) insiste sur le fait que la proposition tendant à assortir l'article premier d'une condition de réciprocité ou de permettre aux Etats de formuler une réserve sur ce point a bel et bien été repoussée par la Commission.

Le Président confirme que la Commission a effectivement voté sur le principe de l'article premier mais qu'aucun texte définitif n'a encore été arrêté par la Commission.

M. Weitzel (Luxembourg) se réserve la possibilité de revenir sur ce point en seconde lecture.

Le Président invite alors les délégués à examiner la proposition des délégations des Pays-Bas et de la Suisse (Doc. trav. No 23).

Mr Martens (Netherlands) introduced the joint proposal of the Netherlands and Swiss delegations in Working Document No 23. He referred to the previous day's discussion of the question of transmission of these applications through Central Authorities, and noted that article 14 was left as originally proposed. The words 'through intervention of a Central Authority of the requested State' were retained in article 15. However, he felt the need for further clarification and therefore suggested the proposed article 13*a* and article 15.
He noted that the proposed article 13*a* could be included after article 13, or could come after article 14, and that the question could be left with the Drafting Committee. Some States might not want to have the same Central Authorities under this chapter as are designated under Chapter I because of the separate subject-matter. They may wish to designate different organs or ministries as Central Authorities. This proposal would make this possible. He referred to the proposed article 15 and noted that the French text of article 15(1) was the same as in the 1954 Convention, and that the English text was from a translation provided by the Permanent Bureau. He felt that article 15, paragraph 2 would provide clarification for the wording 'through intervention of the Central Authorities'. It would be the task of the Central Authority to submit the application for an enforcement order in a requested State, and in case of an appeal to see that someone appeared. Thus the Central Authority would have the power of attorney.

M. Volken (Suisse) estime que M. Martens a si bien rendu compte du sens de la proposition conjointe des Pays-Bas et de la Suisse qu'il se contentera pour sa part de répondre aux éventuelles questions qu'elle pourrait susciter.

Le Président estime que les deux questions des articles 13*a* et 15 peuvent être traitées successivement.

Mr Dobson (United Kingdom) wished clarification as to how article 13*a* was to be attached to article 13. He noted that article 13 dealt with a non-discrimination situation regarding a requirement for security for costs; a different situation than that envisaged in article 13*a*. He did not see any room for the machinery provisions in article 13*a*.

Mr Martens (Netherlands) explained that whether the proposed article appeared after article 13, of after article 14, was a matter to be left to the Drafting Committee.

Mr Dobson (United Kingdom) noted the clarification with respect to article 13. However, he raised the concern as to which task was envisaged by the Central Authority with respect to making orders enforceable. In a matter of an order for costs made abroad to be enforced in a requesting State, he felt no disagreement. However, he felt this machinery would not make them enforceable under United Kingdom procedures. He felt it was purposeless to set up machinery of yet another Central Authority, and to include provisions with the effect of making decisions enforceable, without explaining how such a situation could come about. He felt that the United Kingdom may be in a situation which would require them to make reservations on all these articles.

Le Président fait observer qu'il existe dans tous les Etats des règles internes permettant de régler la question. Dans le silence de la Convention, ce sont ces règles qui doivent s'appliquer.

M. Khamanev (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) n'est pas foncièrement hostile à la proposition faite par les délégations des Pays-Bas et de la Suisse. Cependant, la création d'«Autorités centrales du chapitre II» qui viendraient s'ajouter à celles du chapitre I lui paraît alourdir considérablement le système mis en place par la Convention. L'intérêt limité du dédoublement des Autorités centrales ne lui paraît pas justifier une telle complication. Aussi le texte retenu par la Commission spéciale lui paraît-il préférable.

Mr Duchek (Austria) felt it was unfortunate that the discussion had been turned to the same matter which had led to two votes on the previous day. He referred to article 13*a* and expressed his concern that the Central Authority should have more obligations than just that of a transmitting agency. He noted the link with article 13*a* and article 15(2). He stressed the importance of drawing conclusions from existing practice. He referred to the practice of Austria, where a specific application for an order for enforcement must be made, including very specific details as to, for example, goods to be seized. If enforcement duties are to be those of the Central Authority, they would have to carry out such tasks as finding employers, under article 15(2). He felt the Central Authority would have to take all the steps necessary to enforce an order.

Mr Martens (Netherlands) wished to avoid the same misunderstandings which had arisen on the previous day. He stressed that from the French text it was quite clear that all that was being considered in this situation were 'applications for enforcement of orders' in the sense of an exequatur *i.e.* leave to enforce. The Commission was not concerned with the enforcement itself, but with execution!

Mr Duchek (Austria) expressed doubts as to whether the system would work in legal systems without executory proceedings. He felt that even if it would work in, for example, the Dutch legal system, it would not in one like Austria's, which required more than a mere application to make an order enforceable.

M. Volken (Suisse) fait observer que la question mérite d'être approfondie et qu'il serait sans doute préférable de reprendre la discussion au cours de la prochaine séance.

La séance est levée à 16 h. 25.

Documents de travail Nos 24 à 27
Working Documents Nos 24 to 27

Distribués le 17 octobre 1980
Distributed on 17 October 1980

No 24 – Proposal of the Japanese delegation

1 With respect to paragraph 1 of article 8, the Japanese delegation wishes to propose that the following be clearly stated in the Report of the Second Commission.

A consul (of a Contracting State) in a non-Contracting State is not obliged to transmit an application for legal aid if its transmission is in contradiction with the rules of public international law concerning consular relations.

2 The reasons for the proposal above are as following:

1 The present text of article 8, paragraph 1 is so broadly formulated as to carry the impression that a consul in a non-Contracting State is unconditionally *obliged to transmit an application for legal aid submitted by an applicant who is not a national of his country for the courts of a third State (see* Procès-verbal *No 5, Intervention of the Commonwealth Secretariat). However it was not the intention of the Special Commission which drafted the present text (see Prel. Doc. No 5). Nor is it the understanding of this Commission.*

2 On the other hand according to the generally recognized rules of public international law, consular functions consist, in particular, in (a) *protecting in the receiving State the interests of the* sending State and of its nationals, *and* (b) *transmitting judicial and extrajudicial documents* for the courts of the sending State. *(See article 5, paragraph (a) and (j) of the Vienna Convention on Consular Relations.) It is true that a consul may perform a function entrusted to a consular post by the sending State which is not generally recognized by the rules of public international law, but he can do so only when no objection is taken by the receiving State to the exercise of that function. (See article 5, paragraph (m) and article 8 of the said Vienna Convention.) Accordingly, where a receiving State does object, there arises a serious doubt whether a consul in a non-Contracting State of the Convention which we are making may transmit an application for legal aid for the courts of a third State. By the same token, there is a serious doubt whether a consul in a non-Contracting State may transmit an application submitted by an applicant who is not a national of his country.*

No 25 – Proposition de la délégation française

Article ... – dispositions finales

Tout Etat peut déclarer que les personnes mentionnées à l'article premier qui ne sont pas ressortissantes des Etats contractants mais qui ont ou qui ont eu leur résidence habituelle sur le territoire de l'un de ces Etats sont admises au bénéfice de l'assistance judiciaire sous

condition de réciprocité entre l'Etat où la procédure est ou doit être engagée et l'Etat dont le bénéficiaire de l'assistance judiciaire est ressortissant.

No 26 – Proposal of the delegation of the Federal Republic of Germany

II SECURITY FOR COSTS

Article 13

... (as before)

Article 14

... (first paragraph only)

Article 14a

1 Each Contracting State shall designate one or more transmitting authorities as well as a central receiving authority.

2 The transmitting authority of a Contracting State shall transmit applications for rendering enforceable an order for costs and expenses made in that State to the Central Authority of another Contracting State where (finally) the enforcement (execution) shall take place.

3 If the authority to whom an application ... *(art. 6 Evidence Convention)*

4 Federal States and States .... *etc.*

5 Nothing in the foregoing provisions shall prevent applications for rendering enforceable... unless a Contracting State has made an objection *(art. 14, paragraph 3 of the Draft).*

Article 15

1 The Central Authority of the requested State shall seek to ensure that the order for costs and expenses be rendered enforceable without a hearing... (rest of art. 15, paragraph 1, draft Convention).

2 Where an application for rendering enforceable an order for costs and expenses is not submitted by the interested party itself, the Central Authority of the requested State shall take the appropriate steps to secure that a final decision on that application will be rendered.

3 The party requesting the enforceability of an order for costs and expenses shall furnish... (follows art. 15, paragraphs 2, 3 and 4 of the Draft)

Article 15a

To the request made under article 14 that the order for costs and expenses be rendered enforceable may be joined the party's request for assistance in obtaining execution upon tangible property.
The competent authority of the requested State shall take, after the order has been rendered enforceable, all steps necessary for the enforcement of the order for costs and expenses, in accordance with the legislation in force in that State.
Together with the costs fixed in the order for costs and expenses, the other costs of the enforcement proceedings may be recovered. No advance against costs may be required.

No 27 – Proposal of the Finnish delegation

Article 17bis

1 A witness or expert who is a national of a Contracting State and has his habitual residence in a Contracting State, appearing before a tribunal of another Contracting State on a summons issued by that tribunal or by a party with the leave of the tribunal shall not be prosecuted or detained or subjected to any other restriction of his personal liberty in the territory of that State in respect of acts or convictions anterior to his arrival on the territory of the requesting State.

2 *(As in Doc. trav. No 21.)*

Document de travail No 28

Distribué le 17 octobre 1980

Texte établi par le Comité de rédaction

Article 1

1 Les ressortissants d'un Etat contractant ainsi que les personnes y ayant leur résidence habituelle sont admis au bénéfice de l'assistance judiciaire en matière civile et commerciale dans tout autre Etat contractant au même titre et dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet Etat ou, si leur statut est plus favorable, que les personnes y ayant leur résidence habituelle.

2 Les personnes auxquelles les dispositions de l'alinéa premier du présent article ne s'appliquent pas mais qui ont eu leur résidence habituelle dans un Etat contractant dans lequel une procédure judiciaire est ou sera engagée, seront néanmoins admises au bénéfice de l'assistance judiciaire aux conditions prévues à l'alinéa premier, si les faits de la cause découlent de cette ancienne résidence habituelle.

3 Dans les Etats où l'assistance judiciaire existe en matière administrative, sociale ou fiscale, les dispositions du présent article s'appliquent aux affaires portées devant les tribunaux compétents en ces matières.

Article 2

L'article premier s'applique à la consultation juridique si le requérant est présent dans l'Etat où la consultation est demandée.

Article 3

1 Chaque Etat contractant désigne une Autorité centrale chargée de recevoir les demandes d'assistance judiciaire qui lui sont présentées conformément à la présente Convention et d'y donner suite.

2 Les Etats fédéraux et les Etats dans lesquels plusieurs systèmes de droit sont en vigueur, ont la faculté de désigner plusieurs Autorités centrales.

3 En cas d'incompétence de l'Autorité centrale saisie, celle-ci transmet la demande à l'Autorité centrale compétente du même Etat contractant.

Article 4

1 Chaque Etat contractant désigne une ou plusieurs autorités expéditrices chargées de transmettre les demandes d'assistance judiciaire à l'Autorité centrale compétente dans l'Etat requis.

2 Les demandes d'assistance judiciaire sont transmises, sans intervention d'aucune autre autorité, à

Working Document No 28

Distributed on 17 October 1980

Text drawn up by the Drafting Committee

Article 1

1 Nationals of any Contracting State and persons habitually resident in any Contracting State shall be entitled to legal aid for court proceedings in civil and commercial matters in any other Contracting State on the same terms and conditions as a person who is a national of or habitually resident in that State, whichever is the more favourable to them.

2 Persons to whom paragraph 1 does not apply, but who formerly had their habitual residence in a Contracting State in which court proceedings are to be or have been commenced, shall nevertheless be entitled to legal aid as provided by paragraph 1 if the cause of action arose out of their former habitual residence in that State.

3 In States where legal aid is provided in administrative, social or fiscal matters, the provisions of this article shall apply to cases brought before the courts or tribunals competent in such matters.

Article 2

Article 1 shall apply to legal advice provided the person seeking advice is present in the State where advice is sought.

Article 3

1 Each Contracting State shall designate a Central Authority to receive, and take action on, applications for legal aid submitted under this Convention.

2 Federal States and States which have more than one legal system may designate more than one Central Authority.

3 If the Central Authority to which an application is submitted is not competent to deal with it, it shall forward the application to whichever other Central Authority in the same Contracting State is competent to do so.

Article 4

1 Each Contracting State shall designate one or more transmitting authorities for the purpose of forwarding applications for legal aid to the appropriate Central Authority in the requested State.

2 Applications for legal aid shall be transmitted, without the intervention of any other authority, in the

l'aide de la formule modèle annexée à la présente Convention.

3 Si des circonstances exceptionnelles l'exigent, chaque Etat contractant a la faculté d'utiliser, aux mêmes fins, la voie diplomatique.

Article 5

1 Lorsqu'il n'est pas présent dans l'Etat requis, le demandeur à l'assistance judiciaire peut – sans préjudice de toute autre voie par laquelle il pourrait soumettre sa demande à l'autorité compétente de cet Etat – présenter sa requête à une autorité expéditrice de l'Etat contractant où il a sa résidence habituelle.

2 La demande est établie conformément à la formule modèle annexée à la présente Convention et est accompagnée de tous documents nécessaires, sous réserve du droit pour l'Etat requis de demander des informations ou des documents complémentaires dans les cas appropriés.

3 Chaque Etat contractant a la faculté de faire connaître que son Autorité centrale réceptrice peut être saisie par toute autre voie ou moyen.

Article 6

1 L'autorité expéditrice assiste le demandeur afin que soient joints tous les documents et informations qui, à la connaissance de cette autorité, sont nécessaires à l'appréciation de la demande. Elle vérifie leur régularité formelle.

2 Elle peut refuser de transmettre la demande au cas où celle-ci lui paraît manifestement mal fondée.

3 Le cas échéant, elle assiste le demandeur pour une traduction sans frais des documents.

4 Elle répond aux demandes de renseignements complémentaires qui émanent de l'Autorité centrale réceptrice de l'Etat requis.

Article 7

1 La demande d'assistance judiciaire, les documents à l'appui ainsi que les communications en réponse aux demandes de renseignements complémentaires doivent être rédigés dans la langue ou dans l'une des langues officielles de l'Etat requis ou accompagnés d'une traduction faite dans l'une de ces langues.

2 Toutefois, lorsque dans l'Etat requérant il est impossible d'obtenir une traduction dans la langue de l'Etat requis, ce dernier doit accepter que ces pièces soient rédigées en langue française ou anglaise ou accompagnées d'une traduction dans l'une de ces langues.

3 Tout Etat peut néanmoins s'opposer à l'usage de ces langues en faisant la réserve prévue à l'article ...

4 Les communications émanant de l'Autorité centrale réceptrice peuvent être rédigées dans la langue ou dans l'une des langues officielles de cet Etat, en anglais ou en français. Toutefois, lorsque la demande transmise par l'autorité expéditrice est rédigée en français ou en anglais ou accompagnée d'une traduction dans l'une de ces langues, les communications émanant de l'Autorité centrale réceptrice sont également rédigées dans l'une de ces langues.

5 Les frais de traductions entraînés par l'application des alinéas précédents demeurent à la charge de l'Etat

form of the model annexed to this Convention.

3 Nothing in this article shall prevent an application from being submitted through diplomatic channels if exceptional circumstances so require.

Article 5

1 Where the applicant for legal aid is not present in the requested State, he may submit his application in the Contracting State where he has his habitual residence, without prejudice to any other means open to him of submitting his application to the competent authority in the requested State.

2 The application shall be in the form of the model annexed to this Convention and shall be accompanied by any necessary documents, without prejudice to the right of the requested State to require further information or documents in appropriate cases.

3 Any Contracting State may declare that its receiving Central Authority will accept applications submitted by other channels or methods.

Article 6

1 The transmitting authority shall assist the applicant in ensuring that the application is accompanied by all the information and documents known by it to be necessary for consideration of the application. It shall ensure that formal requirements are met.

2 If it appears to the transmitting authority that the application is manifestly unfounded, it may refuse to transmit the application.

3 It shall assist the applicant in obtaining without charge a translation of the documents where such assistance is appropriate.

4 It shall reply to requests for further information from the receiving Central Authority in the requested State.

Article 7

1 The application, the supporting documents and any communications in response to requests for further information shall be in the official language or in one of the official languages of the requested State or be accompanied by a translation into one of those languages.

2 However, where in the requesting State it is impossible to obtain a translation into the language of the requested State, the latter shall accept the documents in either English or French, or a translation into one of those languages.

3 A Contracting State may nonetheless object to the use of these languages by making the reservation provided in article ...

4 Communications emanating from the receiving Central Authority may be drawn up in the official language or one of the official languages of the requested State or in English or French. However, where the application forwarded by the transmitting authority is in either English or French, or is accompanied by a translation into one of those languages, communications emanating from the receiving Central Authority shall also be in one of those languages.

5 The costs of translation arising from the application of the preceding paragraphs shall be borne by the re-

requérant. Toutefois les traductions éventuellement opérées par l'Etat requis demeurent à sa charge.

Article 8

1 L'Autorité centrale réceptrice statue sur la demande d'assistance judiciaire ou prend les mesures nécessaires pour qu'il soit statué sur celle-ci par l'autorité compétente de l'Etat requis.

2 Elle transmet les demandes de renseignements complémentaires à l'autorité expéditrice et l'informe de toute difficulté relative à l'examen de la demande ainsi que de la décision prise.

Article 9

1 Lorsqu'il ne réside pas dans un Etat contractant, le demandeur à l'assistance judiciaire peut, sans préjudice de toute autre voie par laquelle il pourrait soumettre sa demande à l'autorité compétente de l'Etat requis, transmettre sa requête par la voie consulaire.

2 Chaque Etat contractant a la faculté de faire connaître que son Autorité centrale réceptrice peut être saisie par toute autre voie ou moyen.

Article 10

Les documents transmis en application du présent chapitre sont dispensés de toute légalisation et de toute formalité analogue.

Article 11

L'intervention des autorités compétentes pour transmettre, recevoir et statuer sur les demandes d'assistance judiciaire en vertu du présent chapitre est gratuite.

Article 12

L'instruction des demandes d'assistance judiciaire est effectuée d'urgence.

Article 13

1 Lorsque l'assistance judiciaire a été accordée dans les conditions du présent chapitre, les notifications et significations, quelle qu'en soit la forme, relatives au procès du bénéficiaire et qui seraient à faire dans un autre Etat contractant, ne peuvent donner lieu à aucun remboursement. Il en va de même des commissions rogatoires et enquêtes sociales à l'exception des indemnités payées aux experts [et interprètes];

[2 Toute personne ayant été admise à l'assistance judiciaire dans un Etat contractant a l'occasion d'une procédure ayant donné lieu à une décision, bénéficie, sans nouvel examen, de l'assistance judiciaire dans tout autre Etat contractant où il sollicite la reconnaissance ou l'exécution de cette décision.]

3 Lorsque l'assistance judiciaire a été accordée dans les conditions du présent chapitre, les copies ou extraits d'actes de l'état civil ou de décisions ayant trait au statut personnel, relatives au procès du bénéficiaire sont délivrées sans frais dans tout autre Etat contractant et, le cas échéant, légalisées gratuitement.

questing State, except that any translations made in the requested State shall not give rise to any claim for reimbursement on the part of that State.

Article 8

1 The receiving Central Authority shall determine the application or shall take such steps as are necessary to obtain its determination by a competent authority in the requested State.

2 It shall transmit requests for further information to the transmitting authority and shall inform it of any difficulty relating to the examination of the application and of the decision taken.

Article 9

1 Where the applicant for legal aid does not reside in a Contracting State, he may submit his application through consular channels, without prejudice to any other means open to him of submitting his application to the competent authority in the requested State.

2 Any Contracting State may declare that its receiving Central Authority will accept applications submitted by other channels or methods.

Article 10

All documents forwarded under this Chapter shall be exempt from legalization or any analogous formality.

Article 11

No charges shall be made for the transmission, reception and determination of applications for legal aid under this Chapter.

Article 12

Applications for legal aid shall be handled expeditiously.

Article 13

1 Where legal aid has been granted in accordance with this Chapter service of documents in any other Contracting State in pursuance of the legally aided person's proceedings shall not give rise to any charges regardless of the manner in which service is effected.
The same applies to letters of request and social enquiry reports, except for fees paid to experts [and interpreters].

[2 Where a person has received legal aid for proceedings in a Contracting State and a decision has been given in those proceedings, he shall, without any further examination of his circumstances, be entitled to legal aid in any other Contracting State in which he seeks to secure the recognition or enforcement of that decision.]

3 Where legal aid has been granted in accordance with this Chapter copies of or extracts from entries in civil registers and copies of or extracts from decisions involving civil status which are relevant to the legally aided person's proceedings shall in any other Contracting State be delivered and, if necessary, legalized, without charge.

Procès-verbal No 8

Séance du vendredi 17 octobre 1980 (après-midi)
Meeting of Friday 17 October 1980 (afternoon)

La séance est ouverte à 15 h. sous la présidence de M. Böhmer (République fédérale d'Allemagne), le Rapporteur étant M. Möller (Finlande).

Le Président ouvre la séance par l'examen de la proposition conjointe des délégations des Pays-Bas et de la Suisse (Doc. trav. No 23). Il constate que la délégation allemande a déposé une proposition sur le même sujet (Doc. trav. No. 26) et donne tout d'abord la parole au Rapporteur.

The Rapporteur pointed out that there were no provisions in Chapter II for the actual designation of Central Authorities, nor were their tasks outlined. He understood the meaning of 'render enforceable' to be limited to a situation where the Central Authority should transmit applications to authorities competent to act in the matter, which would be either a court or administrative body, depending on the State, and that some States have no executory procedure. He stressed the importance of clearly distinguishing 'render enforceable' from *enforcement* itself.

Mrs Adlerstein (Federal Republic of Germany) expressed full agreement with the Swiss and Dutch proposal in Working Document No 23, but stated that as its aim was to clarify the situation, it should go even further in that regard. She commented on the difference between the transmitting authority and the Central Authority. She referred to the proposal of the German delegation in Working Document No 26, whereby each Contracting State shall designate one or more transmitting authorities as well as a central receiving authority. She felt that making this explicit would lessen the confusion.

Mr Martens (Netherlands) noted that when the Swiss-Dutch proposal was being drafted it was felt sufficient to have one transmitting authority in each Contracting State which could also act as a Central Authority for the purposes of Chapter II. However, he felt that if some States wished to designate more than one transmitting authority for these tasks, the Netherlands would be prepared to support the German delegation.

Le Président compare les textes figurant dans les Documents de travail Nos 23 et 26. La proposition initiale ne distingue pas «autorité expéditrice» et «autorité réceptrice», alors que la seconde reprend ces deux catégories qui figurent déjà au chapitre premier. Le Président demande aux auteurs de la première proposition si l'amendement suggéré par la délégation allemande leur paraît acceptable.

M. Martens (Pays-Bas) exprime son accord en ce qui concerne l'article 13*a*.

Le Président réplique qu'il s'agit seulement de la précision sur la distinction des autorités expéditrices et des autorités réceptrices.

Mr Dobson (United Kingdom) expressed his opposition to the proposal because he did not see any purpose in further Central Authorities for transmitting and receiving these applications. He preferred to leave the details of these requests out of the Convention. He felt unclear as to how executory procedures worked in some States. He suggested that articles 14 and 15 be left as they stand at present.

M. Volken (Suisse) rappelle que, dans le système de la Convention de 1954, la transmission des demandes passait par la voie diplomatique. La Commission spéciale a remplacé la voie diplomatique par le système des Autorités centrales. Tel était le point de départ de la réflexion (Doc. prél. No 5). On peut cependant se demander aujourd'hui si les Autorités centrales visées aux articles 13 et suivants sont les mêmes que celles qui ont été instituées aux articles 2 et 3. Le Délégué du Royaume-Uni s'est lui-même posé la question. Il existe bel et bien une ambiguïté sur la nature de ces autorités. Pourtant si l'on consulte les documents de la Commission spéciale, on s'aperçoit que l'on pensait bien aux mêmes Autorités centrales dans les différents chapitres, même si les tâches qui leur sont confiées diffèrent. Il est donc aujourd'hui utile de préciser leur nature exacte. A la vérité, il n'est sans doute pas très élégant d'un point de vue législatif, de disséminer les dispositions relatives aux Autorités centrales dans les différents chapitres de la Convention mais, du moins à ce stade de son élaboration, il paraît néanmoins utile de retenir le principe.

Le Président exprime son désaccord avec l'opinion émise par M. Volken. Dans le chapitre premier l'Autorité centrale désigne toujours l'autorité réceptrice. Les autorités expéditrices sont au contraire désignées comme telles. Sauf précision contraire, la même terminologie devrait prévaloir dans le chapitre II. La décision de confier de nouvelles fonctions à ces «Autorités centrales» suppose donc un éclaircissement. En conséquence, le Président interroge les délégués pour savoir s'ils souhaitent qu'une précision en ce sens soit apportée au projet.

M. Martens (Pays-Bas) demande dans quel sens devrait aller la proposition. S'agit-il de voter sur le Document de travail No 26?

Le Président précise qu'il s'agit d'un vote purement indicatif destiné à lui faire connaître la tendance de la Commission. Six délégués s'étant prononcés en faveur de la précision et six autres en sens contraire, le Président invite la Commission à poursuivre l'examen de la question.

Mr Dobson (United Kingdom) noted that the Drafting Committee would wish to propose certain changes to Preliminary Document No 5 in the Draft it is attempting at present. It did not wish an exact reproduction of articles 14 and 15 now found in Preliminary Document No 5. However, he felt that that did not necessarily mean support for the proposal in Working Document No 23, even though his objections were not on the same ground as those put forward by Mr Volken. He stressed the complete difference between Central Authorities in Part

I and Part II; those in Part I would be wholly distinct and, in the United Kingdom, quite separate from those set up for legal aid in Part II. The United Kingdom would find it necessary to vote against the proposal in Working Document No 23 despite the fact that the Drafting Committee does not wish articles 14 and 15 reproduced in their present form because of difficulties in interpretation.

Le Président observe que M. Dobson lui-même constate la nécessité d'une précision. Il lui demande ce qu'il souhaiterait ajouter au texte existant pour le compléter.

Mr Dobson (United Kingdom) wished to have the aim of articles 14 and 15 clarified, as well as the meaning of 'enforceable'. He felt unclear as to the exact implications of these two articles. He opposed including in articles 14 and 15 any further details with respect to setting up Central Authorities. However, he felt there was a great need for clarification in the articles as regards the underlying purpose.

Mr McClean (Commonwealth Secretariat) wished to clarify the situation under the common law and he outlined the features of the Commonwealth countries' schemes. He noted the distinction between 'registration' and 'execution', and felt that they overlapped in enforcement. In most Commonwealth countries no hearing is required. The effect of registration is that it makes the order subject to the procedures of the country. This is the same effect as execution procedures. He noted that for certain matters such as maintenance, the actual channel for Commonwealth countries is spelt out, and is thus similar to the situation of the Central Authority.
He remarked that the expression 'Central Authority' was a frightening one because it brings up images of a building with a large staff. He noted however that all that was really needed was an address or a desk and someone to work there.

M. El-Mejboud (Maroc) demande ce qu'il faut entendre par «enregistrement».

Le Président répond qu'il s'agit d'un exequatur simplifié.

Mr McClean (Commonwealth Secretariat) pointed out that in Commonwealth countries registration of a foreign order means that it has the court's stamp and therefore for execution purposes is treated the same as in the requesting State. He noted that registration is legally similar to recognition but that recognition alone would not open an order up for enforcement.

M. Khodakov (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) constate que les différents systèmes législatifs divergent considérablement sur ce point. Il lui paraît donc préférable de maintenir le texte actuel qui, s'il laisse subsister une certaine ambiguïté, confère, en contrepartie, à chacun des Etats, une grande latitude dans la désignation des Autorités centrales et dans la définition de leur rôle. Cette souplesse lui paraît préférable à un luxe excessif de détails qui risqueraient d'obscurcir la situation au lieu de la clarifier. Il objecte par ailleurs à M. Volken que la voie diplomatique n'a pas été totalement écartée, la Commission s'étant même prononcée par un vote sur cette question, à propos de la discussion de l'article 3.

Mr Bennett (Australia) wished to add a further point to Mr McClean's explanation. He pointed out that it was normal in Australia that a fee be paid for registration. The registration is usually done by a solicitor, which entails costs. He pointed out the need to keep in mind, in phrasing an obligation for a Contracting State, that the obligation be kept free from any court fees or solicitors fees.

Mr Duchek (Austria) noted that executory procedures were common in many civil law countries, but were not used in Austria. The system in Austria is governed by treaties whereby a foreign decision is enforceable in Austria because it has the same legal value as one of Austria's and it is therefore not necessary to take further steps to render it enforceable; it is on the same footing from the beginning. He did not oppose the formulas here because the Austrian Central Authority would not have anything to do because the order was already enforceable. He had voted against the Swiss and Dutch proposal because he was equally as content with the shorter formula.

Le Président propose à la Commission de se prononcer successivement sur les articles 13*a* et 15 tels qu'ils figurent au Document de travail No 23.

Mr Martens (Netherlands) pointed out that article 13*a* in Working Document No 23 was to be replaced by article 14*a* in Working Document No 26.

Le Président fait observer que l'Autorité centrale est toujours réceptrice mais qu'elle n'est pas nécessairement la même dans les chapitres I et II du projet de Convention.

Mr Martens (Netherlands) asked whether, if article 14*a* was put to a vote and rejected, it would be understood that article 14, paragraph 2 and article 15, paragraph 1 referred to the same Central Authority as that in article 2 and article 3 of the present text. He felt that if this was the situation, and article 14 was rejected, there should be a paragraph to explain this.

The Rapporteur noted that when the Convention was first drafted in the Special Commission it was thought obvious that the same Central Authority would operate in both Chapters. The matter had not been thoroughly discussed. He felt that if different Central Authorities were wanted for the operation in Chapter II, the text was not clear enough on the point. He felt that this was a lacuna in the Draft which should be cleared up. It was necessary to mention more precisely the system governing the Central Authorities. In some States it is impossible to use the same machinery under Chapter I and Chapter II, and it is thus necessary that the situation be clarified.

Mrs Adlerstein (Federal Republic of Germany) commented on the proposed system under article 14*a*. She repeated that article 14*a* is much clearer than article 14, paragraph 2 in the draft Convention; the latter is limited to 'shall be transmitted through Central Authorities'. The discussion during the previous days had centered around the meaning of these words. The proposed article 14*a* formulated the machinery which should be used under Chapter II. She felt that it was necessary that the tasks of the Central Authority and the transmitting authorities should be made clear, and stressed that it was a different matter than for enforcement, registration, etc.

M. Barile (Italie) approuve Mme Adlerstein. Le texte qui figure au Document de travail No 26 lui paraît beau-

coup plus clair que celui du Document No 23.

Le Président met au vote l'article 14*a* tel qu'il figure au Document de travail No 26.

Vote

La proposition est adoptée par 13 voix (République fédérale d'Allemagne, Belgique, Danemark, Finlande, France, Italie, Japon, Luxembourg, Maroc, Pays-Bas, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie) contre 2 (Autriche et Portugal) et 6 abstentions (Australie, Canada, Espagne, Norvège, Royaume-Uni, URSS*).*

A la demande de **M. Barile** (Italie), **le Président** précise que les dispositions de l'ancien article 14 seront harmonisées avec celles de l'article 14*a* adopté par la Commission.

M. Khodakov (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) relève que la Commission a pris la décision d'adopter pour le chapitre II un système analogue à celui du chapitre premier. Il lui paraît logique, dans ces conditions, de reproduire dans cet article la clause qui avait été ajoutée à l'article 3 pour permettre l'utilisation subsidiaire de la voie diplomatique.

M. Volken (Suisse) indique qu'il y aurait une autre façon d'harmoniser ces dispositions entre elles. On pourrait en effet concevoir la création d'un nouveau chapitre qui traiterait du rôle et de la nature des Autorités centrales. Pour satisfaire la préoccupation du Délégué de l'URSS, il suffirait peut-être d'ajouter une mention sur la voie diplomatique dans ces dispositions générales.

Mr van Loon (Secretary at the Permanent Bureau) noted that some States may still wish to designate different authorities for the different tasks.

M. Volken (Suisse) fait observer que la Convention a pour objet de poser les principes, chaque pays conservant la possibilité de préciser le rôle dévolu à ses Autorités centrales.

Mr Martens (Netherlands) felt that if as he understood the Swiss delegate to propose, there would be a *general provision* instituting the transmitting authorities and one Central Authority under the Convention, this general provision would exclude the possibility of having two Central Authorities, one for Chapter I and one for Chapter II. He felt that the whole idea behind the Swiss and Dutch proposals was to provide a possibility for each State to designate more than one authority if they so wished. He therefore opposed Mr Volken's idea.

Le Président relève que cela laisse entière la question posée par la délégation soviétique.

Mr Martens (Netherlands) felt that on a reading of article 14, paragraph 3, and article 14*a*, paragraph 5 the possibility existed for applications to be made directly by the interested party, and thus suggested that diplomatic channels be kept open.

M. Khodakov (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) approuve le principe énoncé par M. Martens.

M. Barile (Italie) demande une précision sur la suggestion de M. Martens.

M. Khodakov (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) estime que cela relève de la compétence du Comité de rédaction.

Le Président demande à M. Bangert, Président du Comité de rédaction, s'il accepte de se charger de cette tâche.

Mr Bangert (Denmark), as Chairman of the Drafting Committee, accepted the task on its behalf.

Mr van Loon (Secretary at the Permanent Bureau) noted that each Contracting State would be able to use diplomatic channels.

M. Barile (Italie) estime que le recours à la voie diplomatique est la voie de transmission par excellence, prévue par le droit international général. Notre Convention ne devrait-elle pas simplifier la voie de la transmission?

Le Président est d'un avis contraire. Si elle n'exclut pas la voie diplomatique, la Convention n'en donne pas moins la primauté à la transmission par le canal des Autorités centrales.

M. Barile (Italie) remercie le Président et souligne que le renvoi à la voie diplomatique aurait, donc, une fonction résiduelle.

Le Président constate qu'en l'absence d'opposition, la proposition soviétique tendant à permettre l'utilisation subsidiaire de la voie diplomatique est *adoptée à l'unanimité*. Il invite ensuite la Commission à se prononcer sur la proposition d'amendement de l'article 15 proposée par les délégations des Pays-Bas et de la Suisse (Doc. trav. No 23).

M. Weitzel (Luxembourg) constate une discordance entre la version anglaise et la version française du texte proposé.

Le Président indique que si l'article 15, alinéa premier, ne figure que dans la version anglaise, c'est que l'idée d'intervention de l'Autorité centrale peut faire l'objet d'un alinéa distinct, sans que le sens ne s'en trouve substantiellement modifié.

M. Volken (Suisse) indique que l'article 15 est inspiré de la Convention de 1954 mais qu'il faut aujourd'hui tenir compte de la décision prise par la Commission de maintenir la référence à l'intervention de l'Autorité centrale. Aussi, est-il tout disposé à retirer sa proposition en faveur de l'article 15, alinéa premier, de la proposition allemande déposée plus récemment (voir Doc. trav. No 26).

Mr Martens (Netherlands) fully agreed with Mr Volken. He pointed out one difference between the two texts: in the Dutch and Swiss proposal article 15, paragraph 2, provided that the Central Authority had power of attorney to act for the interested party. The main reason for this proposal was that the text of the Draft as it stood provided for an appeal. As he understood that Draft this meant that there was to be always a possibility of an appeal. Now if the losing party appealed, the winning party should be represented by the Central Authority. The power of attorney had not been included in the German proposal.
In the Drafting Committee it had appeared that his understanding of the Draft on this point was not shared by all others. It had therefore been decided to ask for a clarification as to whether under the Convention there is always the right to an appeal or whether the matter is one of internal law. If the matter is to be decided by internal law that law must also provide that the ap-

peal can be carried out, and therefore it would not be necessary to have a provision on the power of attorney in the Convention. In such a case he would support the German proposal (*i.e.* subject to the Commission's decision with respect to the right of appeal). If, on the other hand, the Conference would decide that the Convention should give a right of appeal, he reserved the right to propose inclusion of a provision on the power of attorney.

Le Président prend acte de la réserve énoncée par M. Martens.

Mrs Adlerstein (Federal Republic of Germany) referred to the German proposal in Working Document No 26 and stressed, as did the Rapporteur, the fact that Chapter II, in articles 14 and 15, only deals with *rendering enforceable* an order for costs; it was limited to the first step, that is enforceability, and did not deal with the actual enforcement. States should help the winning party by transmitting the order to the State concerned. Article 15, paragraph 2 adds the idea that if a State has the procedure to render enforceable an order and then there is an appeal, the State should take the steps to provide for this.

Mr Martens (Netherlands) noted that the Drafting Committee had spent considerable time on alterations of articles 14 and 15. He pointed out the need for these now with respect to the German proposal.

Le Président demande si le Comité de rédaction serait d'ores et déjà en mesure de soumettre un texte à la Commission.

M. Martens (Pays-Bas) répond que le texte est prêt mais qu'il doit encore être dactylographié.

Le Président invite la Commission à se prononcer par un vote sur le principe exprimé à l'article 15 de la proposition allemande (Doc. trav. No 26), après avoir spécifié que cela ne valait pas approbation de la formulation retenue dans ce document.

Vote

Le principe est adopté à l'unanimité par 8 voix (République fédérale d'Allemagne, Belgique, France, Luxembourg, Maroc, Pays-Bas, Portugal, et Suisse) et 13 abstentions (Australie, Autriche, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, Italie, Japon, Norvège, Royaume-Uni, Suède, Tchécoslovaquie et URSS*).*

M. Volken (Suisse) fait alors observer que l'on ne s'est pas encore prononcé sur l'article 15*a* qui constitue le dernier aspect de la proposition allemande (voir Doc. trav. No 26).

Mrs Adlerstein (Federal Republic of Germany) commented on article 15*a* in Working Document No 26. She noted that the procedure of rendering enforceable was often a very long one, as was often the execution or enforcement itself. They were often time and money consuming, requiring lawyers, and translation in some cases, and bills could amount to more than the sum executed. She raised the principle of mutual assistance in the execution itself. A Contracting State in which the request to render enforcement is sent must also ensure that the execution is itself applicable, and thus only one request would be required.

Le Président constate que, jusqu'à présent, la Commission s'était bornée à régir l'exequatur du chef de décisions concernant les frais et dépens sans se préoccuper de son exécution elle-même. L'article 15*a* tend au contraire à combler cette lacune.

M. Weitzel (Luxembourg) observe que les délégués ne disposent pas d'un temps suffisant pour étudier utilement les propositions sur lesquelles ils sont appelés à se prononcer. Il suggère donc que les documents de travail soient, dans la mesure du possible, distribués à l'avance.

M. Volken (Suisse) approuve M. Weitzel sur le principe. Cependant, en ce qui concerne l'article 15*a*, il fait observer que la question avait déjà été abordée par le Document préliminaire No 9, point 59.

M. Weitzel (Luxembourg) n'est pas opposé à ce que l'on discute immédiatement de la proposition allemande, son observation ayant un caractère très général. Il ne voit pas davantage d'objection à ce que l'on traite de la proposition française sur l'article premier qui, à la vérité, ne lui paraît pas tout à fait nouvelle.

Le Président suggère à la Commission de passer tout d'abord à l'examen de la proposition suisse qui tend à l'introduction d'une disposition sur le sauf-conduit (voir Doc. trav. No 21).

M. Volken (Suisse) développe l'idée qu'il a déjà eu l'occasion d'exposer à la Commission spéciale et à laquelle M. Möller a consacré de substantiels développements dans son Rapport (voir Doc. prél. No 5). Un témoin ou un expert doit pouvoir se déplacer librement lorsqu'il se rend dans un pays étranger pour comparaître devant un tribunal Or, des poursuites pénales ont pu être engagées contre lui dans cet Etat. Il serait donc utile que le témoin ou l'expert appelé à comparaître devant les tribunaux d'un Etat contractant à la suite d'une citation ne puisse être poursuivi ou détenu lorsqu'il se rend dans cet Etat. L'idée n'est pas nouvelle. On la retrouve dans de très nombreux traités bilatéraux en matière pénale. Si le principe du sauf-conduit est admis en matière pénale, il doit l'être *a fortiori* en matière civile. Du reste, l'immunité serait purement temporaire. M. Volken n'ignore pas que la Convention de La Haye du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger permet la transmission de commissions rogatoires à l'étranger. D'aucuns estimeront que cette possibilité prive de tout intérêt le déplacement en personne de l'expert ou du témoin. M. Volken reste cependant convaincu que la comparution personnelle du témoin qui pourrait le cas échéant être ainsi confronté à d'autres témoins, de même que l'audition personnelle de l'expert, est parfois indispensable.

The Rapporteur spoke as Finnish delegate and commented on the proposal of the Finnish delegation in Working Document No 27. He noted the advantage of the immunity clause which would make it possible for an important witness to appear before a court in a State where otherwise he would be unable to appear because of the possibility of prosecution for a previous crime committed in that State. Finland was in favour of such a safe conduct proposal, but felt that it should be limited as outlined in Working Document No 27. He felt that immunity should be granted only if the witness was summoned by a court or tribunal, or by a party with the leave of the court or tribunal. Without this safeguard a witness with unlimited immunity could be summoned by a party, not because of the necessity of his appearing as a witness, but to provide a method of entering a country

without the risk of prosecution. He noted an agreement that operated between Finland and the USSR which provides immunity for a witness only if he/she was called by a judicial authority, who decides whether the witness is necessary. Such a provision would make it easier to avoid any abuse of the privilege.

M. Weitzel (Luxembourg), après avoir considéré un certain nombre d'objections, opine en définitive en faveur de la proposition suisse. En premier lieu, M. Weitzel s'est demandé si la Commission était bien habilitée à examiner une telle question. En effet, l'Acte final de la Treizième session garde le silence sur ce point que la Convention de 1954, qu'il s'agit aujourd'hui de reviser, n'évoque pas davantage. Pourtant, la question est si intimement liée à la procédure civile, au sens large, qu'il paraît opportun de pouvoir la trancher sans attendre. Du reste, un principe analogue a déjà été adopté par la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale. Sur le fond, M. Weitzel considère que les témoins ont le même rôle à jouer en matière civile qu'en matière pénale. Dans l'un et l'autre cas, ils doivent contribuer à la manifestation de la vérité. Il est donc de l'intérêt d'une bonne administration de la justice que les tribunaux puissent entendre personnellement les témoins et les experts et puissent au besoin les confronter. Selon la procédure luxembourgeoise, les témoins sont cités, en matière pénale, par le Procureur d'Etat, par les prévenus ou par la partie civile. En matière civile, ils sont cités uniquement par les parties. Cependant, une réforme imminente de la procédure civile luxembourgeoise devrait permettre au juge civil de jouer un rôle actif dans l'administration des preuves, comme c'est déjà le cas en France. Aussi M. Weitzel peut-il se prononcer aujourd'hui en faveur de la proposition suisse. Il n'ignore pas cependant les dangers inhérents à l'octroi d'un sauf-conduit. Il n'est pas exclu que l'on tente de détourner cette procédure de ses fins pour permettre le retour sur le territoire d'un Etat d'une personne qui s'y trouve menacée de poursuites pénales. L'éventualité de tels abus ne lui paraît pas cependant devoir condamner le principe qui a son utilité. Allant plus loin, M. Weitzel se prononce en faveur d'une extension de la proposition suisse aux parties elles-mêmes.

M. El-Mejboud (Maroc) estime au contraire que le système des commissions rogatoires est largement suffisant. Il ne lui paraît pas opportun d'introduire dans une convention de procédure civile des notions qui relèvent du droit pénal. S'agissant d'un conflit d'intérêts privés, il ne lui paraît pas nécessaire que l'Etat octroie une telle immunité en matière civile.

Le Président estime pour sa part que la comparution personnelle est souvent beaucoup plus efficace que la commission rogatoire.

Mr Dobson (United Kingdom) felt that the principle underlying the Swiss proposal, and its modification proposed by the Finnish delegation, were totally unacceptable to the United Kingdom delegation. He found it a startling proposal that a person who has committed an offence be immune from prosecution. It would increase cases where persons could hide in a foreign country immune from the processes of justice. He referred to problems arising in Northern Ireland, where crimes were being committed but where the people committing them escaped across the border. Such situations in the United Kingdom would arouse stiff opposition to such a proposal in this case. He referred to the proposal of the Finnish delegation, that a witness be granted immunity only if summoned by a court. He felt that the court was not a competent authority to decide whether criminal action should be taken; the question of prosecution was one for wholly independent prosecuting authorities. He felt the Civil Procedure Rules in the United Kingdom were adequate to allow written evidence from a witness in another country. He concluded that the proposal was wholly unacceptable to the United Kingdom, and objectionable in principle.

Le Président demande à M. Dobson s'il trouverait acceptable que l'on permette aux Etats de formuler une réserve sur ce point.

Mr Dobson (United Kingdom) felt it was essential that a power of reservation be given with respect to this proposal.

Mr Hosokawa (Japan) understood the concern behind the Swiss and Finnish proposals. However, he was hesitant to accept them because he thought they had nothing to do with legal aid or security for costs, and that the mere existence of such a provision would lead to a situation which might prevent many States from ratifying the Convention. He shared the views of the United Kingdom delegation, that if the provision were combined with the reservation, Japan would find it acceptable.

Mr Bennett (Australia) felt that these proposals went beyond the 'revision of Chapters III to VI of the 1954 Convention'. He felt that such a proposal would have far-reaching implications in Australia, similar to those in the United Kingdom. He supported the inclusion of a power of reservation with respect to this article.

Mr Bangert (Denmark) had hesitations, because he felt that the proposal went beyond what was being dealt with in the Convention. He did not oppose the principle, and noted that it was already included in some conventions to which Denmark was a party. However, he felt serious doubts when it was extended to parties in this case. He gave as an example a situation where a father before his divorce case was heard, took the child outside the country, and would afterwards be able to appear in a Danish court while still hiding the child. He felt such a situation would meet much opposition in Denmark, and was therefore against the extension.

The Rapporteur commented that Finland would be able to accept the situation in the Finnish proposal, but would be forced to vote against the Swiss proposal.

Le Président, ayant réservé les trois amendements proposés sur lesquels il conviendra de voter le cas échéant, suggère à la Commission de se prononcer d'abord sur le principe. Auparavant, il donne la parole à M. Volken pour répondre aux critiques qui ont été adressées à sa proposition.

M. Volken (Suisse) n'est pas hostile à la proposition finlandaise. Il est prêt à admettre que l'octroi de sauf-conduit soit subordonné à une citation sur ordre du tribunal. En revanche, le cumul des conditions de nationalité et de résidence lui paraît aller à l'encontre de l'esprit des travaux de la Commission qui, au contraire, met sur un même plan les ressortissants d'un Etat et les personnes qui ont leur résidence habituelle dans cet Etat. Il se prononcera ultérieurement sur la proposition élargie de M. Weitzel. Sur le fond, les objections formulées à l'encontre de son texte ne le convainquent

pas. Il serait injuste de faire subir au plaideur qui pourrait avoir besoin du témoignage ou de l'expertise d'une personne poursuivie pénalement les conséquences de la poursuite pénale. Quant à la compétence de la Commission, elle ne lui paraît pas douteuse. Le sujet ne touche à la procédure pénale que de manière indirecte, pas plus que la contrainte par corps traitée par la Convention de 1954.

Mr Hosokawa (Japan) questioned whether the vote was to be on a combined proposal (the Swiss proposal *plus* the reservation).

Le Président fait procéder au vote sur le principe de la proposition suisse (Doc. trav. No 21), après avoir réservé la question des amendements et de l'adjonction d'une éventuelle réserve.

Vote

Le principe est adopté par 11 voix (République fédérale d'Allemagne, Belgique, Finlande, France, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, URSS) *contre 4 (Australie, Espagne, Japon, Royaume-Uni) et 4 abstentions (Autriche, Danemark, Maroc, Norvège).*

Mr Dobson (United Kingdom) wanted it put on record that the United Kingdom still wished the reservation to be provided for this article.

Le Président précise qu'il sera voté ultérieurement sur la question de la réserve et des amendements.

The Rapporteur pointed out an error in Working Document No 27. In the second line of article 17*bis*, paragraph 1, the word 'or' should appear instead of 'and'.

La séance est levée à 17 h. 30.

Procès-verbal No 9

Séance du samedi 18 octobre 1980 (matin)
Meeting of Saturday 18 October 1980 (morning)

La séance est ouverte à 9 h. sous la présidence de M. Böhmer (République fédérale d'Allemagne), le Rapporteur étant M. Möller (Finlande).

Le Président propose à la Commission d'achever l'examen en première lecture du projet élaboré par la Commission spéciale afin de permettre au Comité de rédaction de poursuivre sa tâche. La prochaine réunion sera consacrée à l'étude du projet élaboré par la Commission spéciale d'avril 1980 sur les informations destinées à accompagner les documents notifiés à l'étranger (Doc. prél. No 8). La seconde lecture du projet concernant la revision des chapitres III à VI de la Convention de 1954 ne sera abordée qu'à la séance du mardi.
Le Président rappelle que le principe de l'introduction d'un article 17*bis* sur le sauf-conduit (Doc. trav. No 21) a été adopté lors de la précédente réunion et qu'il reste à se prononcer sur les différents amendements proposés qui tendent tantôt à restreindre, tantôt à élargir la proposition initiale.

The Rapporteur pointed out the difference between the Finnish proposal in Working Document No 27 and the Swiss proposal in Working Document No 21. Under the Swiss proposal a party may summon a witness without leave of a court. Under the Finnish proposal the summons must be issued by a court or tribunal, or with the leave of the court or tribunal.

M. Volken (Suisse) remercie M. Möller d'avoir soulevé cette question. Il avoue qu'en rédigeant le texte qui figure au Document de travail No 21, il avait à l'esprit les dispositions du droit suisse. Il ne pensait pas à la situation dans laquelle une partie cite directement un témoin. Dans ce cas, il lui paraît en effet nécessaire d'introduire un minimum de contrôle judiciaire. Aussi n'est-il nullement hostile à la proposition de M. Möller.

Mr Martens (Netherlands) referred to the safe conduct clause in the Finnish proposal which provides that a witness summoned with leave of a tribunal is granted immunity. He referred to the practice in the Netherlands, where leave to call witnesses is granted without the names of the actual witnesses being specified. Under the Finnish proposal, it would be necessary that the court grant leave to summon a specific witness. This would raise practical difficulties as it differs from the system in the Netherlands.

The Rapporteur, speaking as the Finnish Delegate, stated that the aim of the Finnish proposal was to provide a control through the court to prevent any risk of abuse of the safe conduct privilege. Safe conduct would be provided only if the court decided it was necessary for

the case to hear the witness. Without the Finnish proposal there was too great a risk of abuse.

Le Président remercie les orateurs pour les éclaircissements et donne la parole à M. Dobson.

Mr Dobson (United Kingdom) stated that the proposal was wholly unacceptable to the United Kingdom delegation in *principle*, in both the Finnish and Swiss forms. He referred to the practice in the United Kingdom, where witnesses are formally summoned by a court at the instance of a party. He felt the Finnish proposal to be marginally more acceptable than the Swiss. He stated that the Hague Conference was concerned with problems of private international law and not problems of political policy which should be dealt with in a detached manner. The problem raised in the Swiss proposal had been addressed by the Special Commission, but there was no record of a full discussion on the point. He understood the feeling of the Commission to be that it was essential for justice to be done that a witness, regardless of the crime he may have committed, must be *present* at the court hearing, without considering whether written evidence taken on commission and made available in the subsequent court proceedings would be adequate. United Kingdom law provides for this. He was opposed to this 'mediaeval system of sanctuary' in a Convention which he felt had nothing to do with this problem. The Commission did not appear to have considered procedures in Contracting States with respect to the taking of evidence outside the State. He felt it was a revolutionary proposal to provide safe conduct to a witness regardless of the crimes he may have committed, and stressed the United Kingdom's opposition.

Le Président rappelle que le principe a d'ores et déjà été adopté au cours de la précédente réunion et qu'il s'agit à présent de se prononcer uniquement sur les amendements.

M. Weitzel (Luxembourg) estime superflu de revenir sur les raisons pour lesquelles il s'est prononcé en faveur de la proposition suisse. Il souligne cependant qu'il ne s'agit nullement d'une question nouvelle. Il suffit de se reporter au Document préliminaire No 7, paragraphe *e*, pour constater que la question a été largement débattue par la Commission spéciale. Dans le premier alinéa de ce paragraphe, on lit que «plusieurs experts appuyèrent fortement la proposition suisse. D'autres estimèrent qu'elle outrepassait le mandat donné à la Commission et/ou que le principe n'était valable qu'en matière pénale». Revenant à la proposition finlandaise qui fait l'objet de la présente discussion, M. Weitzel indique qu'au Luxembourg, les parties sont admises, tant en matière civile qu'en matière pénale, à citer des témoins. L'introduction de dispositions analogues à celles du nouveau Code de procédure civile français augmentera sans doute les pouvoirs du juge, les parties pourront cependant toujours citer directement des témoins. Aussi M. Weitzel se prononcera-t-il contre la proposition d'amendement formulée par M. Möller.

M. Volken (Suisse) entend faire deux observations en réponse à l'intervention de M. Dobson. Le Délégué du Royaume-Uni a insisté sur le fait que la présente Commission devait traiter du droit international privé. Il est vrai que le thème de la Convention en cours d'élaboration appartient formellement au droit international privé. On ne saurait cependant perdre de vue le fait qu'elle tend essentiellement à accorder des garanties aux individus, notamment en posant un principe de non-discrimination. L'article 17*bis* ne fera pas autre chose. M. Volken insiste en second lieu sur le fait qu'il n'appartient pas à la Convention de préciser les cas dans lesquels un témoin ou un expert peut ou doit être cité. Il s'agit là d'une question abandonnée aux droits internes. En revanche, lorsque l'intéressé peut ou doit comparaître, l'article 17*bis* prévoit qu'une garantie minimale lui sera accordée. Cela lui paraît parfaitement conforme à l'esprit des travaux de cette Commission.

Mr Bennett (Australia) stated that the Australian delegation could not accept the Swiss proposal, nor the Finnish proposal, for reasons expressed by Mr Dobson. He remarked further on the difference in procedure in common law and civil law countries. In common law countries the court has a less active role with respect to summoning of witnesses than in civil law countries. For example, in Australia whether a witness is considered necessary is up to the party, court involvement is a mere formality. In civil law countries a court is more involved, and this may give rise to the Finnish proposal. He pointed out a further concern regarding the Finnish proposal: he questioned whether a summons served on a witness in another country would be effective without a special Convention, because the summons of one country would not be enforceable in another.

Le Président demande à M. Bennett si le droit australien permet aux parties de citer des témoins en l'absence de toute intervention du tribunal. Si la proposition finlandaise était adoptée, ce cas excéderait alors le domaine d'application de l'article 17*bis*.

Mr Bennett (Australia) stated that the wording in the Finnish proposal 'summons issued by that tribunal' would be sufficiently wide to cover the summons procedure in Australia, but stressed that in Australia no judicial decision is made on the matter, as the Finnish proposal suggests would be necessary. The court in Australia looks merely to the regularity of the documents.

The Rapporteur noted that he had voted in favour of the principle in the Swiss proposal, and pointed out that the Finnish proposal was narrower than the Swiss. He felt that if there was no control by a court (that is if no decision was made that it was necessary to hear the witness), the provision could lead to difficulties in accepting the principle of the Swiss proposal. He gave as an example the situation where a former offender outside Finland would be given leave to enter the country, without it having been determined that he was absolutely necessary as a witness. He felt that the safe conduct provision was unacceptable unless the court made a decision.

M. Volken (Suisse), répondant à la question de M. Bennett indique qu'à sa connaissance il n'existe pas de convention internationale permettant de contraindre un témoin ou un expert à se rendre dans un pays étranger. N'étant pas légalement tenu de le faire, il ne se déplace à l'étranger que dans l'intérêt des parties. C'est donc leur faciliter la tâche que d'octroyer à l'expert ou au témoin les garanties de l'article 17*bis*. M. Volken n'en reconnaît pas moins l'utilité de la précision apportée par M. Möller; du moins en ce qu'elle vise «*a summons issued by a tribunal*». Pour le reste, la Suisse ne connaît pas le système évoqué par les termes «*by a party with the leave of the tribunal*» mais la précédente discussion a montré que cette précision avait également son utilité.

M. D'Almeida Ribeiro (Portugal) constate que les divers systèmes nationaux divergent considérablement sur ce point. Selon le droit portugais, personne ne peut être obligé à faire une déposition ou une expertise à l'étranger. On utilise alors le système de la commission rogatoire qui, du reste, peut être utilisé à l'intérieur du pays. Les parties ne peuvent faire citer des témoins qu'après avoir indiqué leurs noms et adresses au tribunal qui est maître de la décision. Il ne lui paraît pas souhaitable de laisser les parties, dans le système de l'article 17*bis*, citer des témoins ou des experts sans aucun contrôle judiciaire. Des abus pourraient très facilement en résulter surtout si l'on donne un délai de quinze jours à l'intéressé pour regagner son pays. Ce délai lui paraît excessif. Un terroriste poursuivi dans un pays pourrait ainsi être cité par l'un de ses amis pour lui permettre de rendre visite à sa famille ou de régler ses affaires dans ce pays.

Le Président rappelle que le principe a déjà été adopté et qu'il n'est pas nécessaire d'y revenir.

M. D'Almeida Ribeiro (Portugal) fait observer que divers délégués ont déjà enfreint cette règle et qu'en indiquant que le délai de quinze jours lui paraît excessif, il se préoccupe bien d'une modalité et non du principe lui-même.

M. Pocar (Italie) indique qu'il n'a pas pu voter hier sur le principe, étant retenu par les travaux d'une autre Commission. Il n'entend pas revenir pour autant sur ce vote et se bornera à se prononcer sur la proposition finlandaise en comparant cette proposition avec les dispositions de la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale. Si l'on oblige les témoins à se rendre à l'étranger, il est nécessaire de prévoir en contrepartie une immunité assez large. En revanche, si les témoins ne sont tenus d'aucune obligation de ce genre, l'immunité paraît inutile. La conclusion naturelle de ce raisonnement serait de dire que l'immunité doit être repoussée. Cependant, M. Pocar ne le dit pas car le principe a d'ores et déjà été adopté. Il est cependant d'avis de réduire la portée de l'immunité dans toute la mesure du possible. Aussi partage-t-il l'opinion de M. D'Almeida Ribeiro en ce qui concerne la durée de l'immunité et se prononce-t-il en faveur de l'introduction d'un contrôle de l'autorité judiciaire sur la convocation d'un témoin ou d'un expert dans le pays.

The Rapporteur noted that in the European Agreement for Mutual Assistance in Criminal Matters no coercion could be used against a witness who does not appear. He felt that the situation would be no different under his proposal.

Mr van Loon (Secretary at the Permanent Bureau) drew the delegates' attention to an error in Working Document No 27. In the second line of article 17*bis* the word 'and' should be replaced with the word 'or'.

Le Président fait procéder au vote sur la proposition finlandaise tendant à préciser à l'article 17*bis* que la citation doit être faite *«by that tribunal or by a party with the leave of the tribunal»* (Doc. trav. No 27).

Vote

La proposition finlandaise est adoptée par 9 voix (République fédérale d'Allemagne, Danemark, Finlande, Portugal, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, URSS *et Yougoslavie) contre 6 (Australie, Espagne, Grèce, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni) et 6 abstentions (Autriche, Belgique, Canada, Irlande, Italie, Japon).*

Le Président demande alors à M. Weitzel s'il maintient sa proposition tendant à élargir le principe du sauf-conduit aux parties.

M. Weitzel (Luxembourg) retire sa proposition d'amendement.

Le Président estime que la question de la réserve pourrait être abordée à la fin des travaux.

Mr Martens (Netherlands) felt that it would be a simple matter to vote on the reservation at this point. He said that it was better for the Drafting Committee if it knew exactly which articles were subject to a reservation.

M. Weitzel (Luxembourg) estime, comme M. Martens, qu'il y a lieu de voter immédiatement sur le principe de la réserve.

Le Président donne alors la parole à M. Möller, Rapporteur.

The Rapporteur stated that the reservation would apply so that a State could exclude the provisions relating to immunity for witnesses.

Le Président fait procéder à un vote à main levée.

Le principe de l'introduction d'une réserve concernant l'article 17bis est adopté par 13 voix contre 3.

Le Président invite alors les délégués à reprendre l'examen de l'article 15*a* tel qu'il résulte de la proposition de la délégation allemande (Doc. trav. No 26).

Mr Martens (Netherlands) raised certain questions regarding the German proposal in article 15*a*. He referred to the second paragraph of article 15*a*. He said that in the Draft reference to 'the competent authority of the requested State' as a rule meant the competent judicial authority. He therefore asked whether the text did not in reality mean: the central receiving authority of the requested State. He also raised a further point under article 15*a*, paragraph 2, which deals with the tasks of the authority. He suggested that it be added that the Central Authority have power of attorney to act for the interested party. He thought that this question should not be left to local law but should be regulated in the Convention, if only for the sake of uniformity. He also asked that article 15*a*, paragraph 3, which states that 'No advance against costs may be required' be clarified.
He concluded that the German proposal was a good one and merited support. He noted that although countries such as Austria may have had some bad experiences with the Central Authority machinery, he felt it would be effective in many States. He felt that it was the Commission's task to make the machinery more effective, and thus supported the German proposal.

Mrs Adlerstein (Federal Republic of Germany) responded to Mr Martens' concerns. As to what is meant by 'the competent authority' in article 15*a*, paragraph 2, she felt that from her reading of article 14 it would follow that article 15*a*, paragraph 2 refers to the central receiving authority. As to all necessary steps in article 15*a*, paragraph 2, she explained that the authority which had enforced the order and recovered any money, should send it to the party. As regards 'No advance against costs may be required,' in article 15*a*, paragraph 3 she felt that the winning party should not be requested to pay all the costs arising from the procedure, the losing party should be asked to pay as well. Thus a State

was not to ask the requesting party for costs in advance.

M. Volken (Suisse) rappelle qu'il était entendu que l'on ne discuterait que sur le principe. Aussi se réserve-t-il de revenir sur les questions de rédaction. Il entend cependant soutenir le principe de la proposition allemande. Il rappelle, une fois encore, que la procédure de recouvrement des frais et dépens à l'étranger n'est que la contrepartie de la dispense de la *cautio judicatum solvi*. Il entend réfuter l'argument selon lequel les Autorités centrales instituées par la présente Convention ne seraient pas adaptées pour remplir des missions de cet ordre. Pour sa part, il se déclare très optimiste. En effet, la Quatrième commission a décidé que des réunions pourraient se tenir périodiquement sur le fonctionnement des différentes Conventions qui mettent en cause des Autorités centrales. Il sera donc possible pour les responsables des Autorités centrales, de se rencontrer en personne, ce qui devrait permettre d'aplanir un certain nombre de difficultés. Une des raisons du mauvais fonctionnement des autorités mises en place en application de la Convention de New York réside précisément dans le fait que les responsables de ces autorités ne se connaissent pas personnellement.

Mr Duchek (Austria) noted the remarks of the Netherlands' Delegate, and wished to clear up any misunderstanding which may have arisen from his own remarks in the previous meeting. He wished it to be clarified that he had not meant to imply that the Austrian system of transmitting and receiving authorities has not worked well in practice. He merely wished to point out difficulties which could arise under the proposed machinery.
He referred to the German proposal and noted that the system proposed therein would be similar to that of the New York Convention. He referred to the machinery set up in Austria to fulfil its obligations as a receiving authority under the New York Convention, and felt it would be similar to the machinery contemplated under article 15*a*. In Austria, the Ministry of Justice is the receiving authority. It is impossible for the Ministry of Justice to act on behalf of a foreign applicant and appear before a court on his behalf because of constitutional difficulties; therefore another person acts for the foreign applicant before the court. Usually a practising lawyer is appointed to represent the foreign applicant without entailing any costs.
He referred to the practice of the Austrian Government over the last twenty years and noted that only a few cases had been sent abroad under article 17 of the 1954 Hague Convention. Most of these were international contract cases involving companies. No practical problems with respect to enforcement of orders for costs had arisen in foreign countries. Sometimes a lawyer in the other country represented the applicant, and in these cases the embassies arranged for practising lawyers to represent the applicant before the foreign court. He felt that if a New York-type system were introduced here, which would apply not just for legal aid matters but also for foreign companies, it would raise many questions in practice. Such a question could be whether in a case not involving legal aid a lawyer could be ordered to take up the case. The Austrian Government opposed the extension of duties of a receiving authority because of difficulties in establishing the machinery.

Mr Dobson (United Kingdom) welcomed the discussion on the problems of articles 15 and 15*a*, and felt a need for clarification. He referred to his remarks made at previous sessions as to the problems of article 15. He referred to the remarks of Mr McClean from the Commonwealth Secretariat, and the system of common law countries. However, he felt a great need for further clarification of article 15*a*, paragraph 2 as to which competent authorities are referred to.

The Chairman commented that it had been made clear by Mrs Adlerstein that it was referring to the receiving Central Authority.

Mr Dobson (United Kingdom) commented that a receiving Central Authority would not be a court, but another body set up by the requesting State to take steps to enforce an order for costs. He felt that difficulties arising from article 15*a* had not been fully canvassed, though the Austrian procedure had been explained. He raised one of his main concerns: that the matter had nothing to do with legal aid and therefore a person with an order may be fully capable of enforcing the order on his own. He felt it was unnecessary that the Central Authority should have to take these steps. He referred to the last sentence in article 15*a* which provided that a person entitled to the benefit of an order did not have to pay costs for steps to enforce the order. He felt there was no justification for this proposal which imposes considerable expense in enforcing an order for someone who may be perfectly able to pay for it himself. He felt that articles 14 and 15 should provide a machinery for automatic registration, leaving the interested party to take such steps as were necessary to have the order enforced. He felt it a dangerous and undesirable precedent to require a Contracting State to set up Central Authorities to take active steps at their own expense for orders which are essentially a private matter. He found article 15*a*, paragraph 2 totally unacceptable.

Mr Martens (Netherlands) apologised for any misunderstanding which had arisen from his reference to the Austrian Central Authority machinery. He clarified that he had been referring to the remarks made by the Austrian Delegate as to sad experiences the Austrian authorities had had with some foreign Central Authorities, and not to the practice of the Austrian authorities themselves.

Le Président invite les délégués à reprendre la discussion sur l'article 15*a*.

Mr Lambe (Sweden) stated that the system in article 15*a* would give rise to many practical difficulties in Sweden. There the receiving authority was the Ministry of Foreign Affairs, and there was no possibility for it to take the steps under article 15*a*. The authorities' duties were restricted to forwarding the order to the competent authority for execution and nothing more. It would be necessary to appoint a lawyer to take over the matter (as outlined by the Austrian Delegate), without a charge for the interested party. He felt that the proposed system was very unsuitable for Sweden.

Mr Dobson (United Kingdom) felt that the procedure of articles 14 and 15 would only come into play if the foreign plaintiff is not ordered to give security for costs because of article 13. He therefore felt it essential to understand the effect of article 13. He interpreted the article to mean that no court in a Contracting State can make an order to give security by reason *only* of foreign nationality or absence of domicile or residence in the country. However, he felt that this would not prevent a court from considering the whole case; article 13 as it presently read would not prevent the appli-

cation of internal law and a request for security for costs. He noted that articles 14 and 15 depend on article 13. He understood from a conversation with Mr Volken from Switzerland that the Swiss court has power to order security if the plaintiff is outside Switzerland. This could only be restricted under a Convention. He felt that there was nothing in article 13 to prevent the power of an English court to order security for costs if it so desired. The decision with respect to security for costs for foreign plaintiffs was still a matter for the courts. He also felt concern for a situation arising when a foreign party fails to pay costs. This would then require the Central Authority in another Contracting State to pursue the party. Even if no security for costs is ordered under article 13, he feels it unjustifiable that the full machinery in another Contracting State must be invoked to recover the costs for the benefit of a foreign party who may be perfectly capable of paying the costs himself.

The Rapporteur noted the remarks of Mr Dobson and attempted to clarify article 13. He stated that article 13 was basically a non-discriminatory provision whereby security for costs or deposits of any kind could not be imposed by reason of foreign nationality or absence of domicile or residence in the country. He pointed out the link between articles 13 and 14; when a person with habitual residence in another Contracting State is exempted from security for costs, the court order should be made enforceable in a State where he has habitual residence.

M. Volken (Suisse) se déclare très reconnaissant à M. Dobson d'avoir insisté sur la relation étroite qui existe entre l'article 13 et les articles suivants, y compris la proposition allemande sur l'article 15*a*. La *cautio judicatum solvi* ne peut être imposée en raison de la qualité d'étranger ou du défaut de domicile ou de résidence dans le pays où la procédure a lieu. Peut-être faudrait-il faire un pas de plus et se préoccuper du contenu des procédures internes. En Suisse, une caution peut être demandée dans deux hypothèses différentes. La première est celle du demandeur qui est suspecté de ne pouvoir supporter les frais du procès. C'est le cas de la personne insolvable ou en faillite. La seconde hypothèse est celle dans laquelle le demandeur a sa résidence à l'étranger. Sans avoir procédé à des statistiques précises, M. Volken indique que cette seconde hypothèse concerne la majorité des cas. Bien qu'elle ne fasse que poser un principe de non-discrimination, la présente Convention, comme celle de 1954, aura donc une incidence pratique très importante. Enfin, M. Volken exprime sa surprise de voir certains Etats demander d'une part la dispense de la *cautio judicatum solvi* mais d'autre part refuser le système de recouvrement simplifié des frais et dépens à l'étranger. Reprenant un exemple qu'il a déjà eu l'occasion de citer, il montre qu'il serait extrêmement choquant, dans le cas d'un procès intenté en Suisse contre un Suisse par le ressortissant d'un Etat étranger, que ce dernier soit dispensé de la *cautio judicatum solvi* sans qu'une procédure adéquate soit mise à la disposition de la partie suisse pour recouvrir, s'il sort victorieux du procès, les frais et dépens exposés au cours de la procédure. La *cautio judicatum solvi* lui aurait évité de tels tracas. Il n'est que justice d'accompagner la dispense de la *cautio judicatum solvi*, dont bénéficie le ressortissant d'un Etat, d'une procédure simplifiée dans le recouvrement des frais et dépens dans cet Etat pour éviter que la partie privée de la garantie de la caution n'ait besoin d'intenter une nouvelle procédure et d'engager de nouveaux frais pour recouvrir les anciens.

Mr Bennett (Australia) welcomed Mr Dobson's raising the question as to the meaning of article 13 because of the considerable difference of opinion amongst delegates. He referred to his intervention during previous discussions of article 13, where he took account of the word 'only', but still felt concern for the working of the article. He felt that the Australian system was similar to that of the United Kingdom, but that the two delegations had opposite views as to the meaning of article 13. He understood Mr Dobson to mean that when a United Kingdom court requires security for costs, it was not only because the plaintiff was outside the jurisdiction, but also because he had no assets in the jurisdiction; thus being outside the jurisdiction is not the only reason. He felt that this interpretation was different than that of other delegates such as Mr Volken.
He referred to the practice in Australia where security for costs was required *because* the plaintiff was outside the jurisdiction; no question arose if he was inside the jurisdiction. However, if the plaintiff has ample assets within the jurisdiction and even if he is outside the jurisdiction, security for costs may not be required. He opposed the German proposal regarding article 15*a*. He agreed with Mr Dobson and Mr Duchek. He also noted the particular problem due to Australia's vast geography – it was a problem to provide machinery throughout the whole country. He noted that with so many difficulties in providing machinery for Australians, it would be equally or more difficult to provide it for foreigners.

M. Volken (Suisse) répond qu'il s'agit d'un malentendu. L'hypothèse dans laquelle la *cautio judicatum solvi* est exigée parce que le demandeur n'a pas de biens ne tombe pas sous le coup de l'article 13.

Mr Bennett (Australia) commented on the remarks of Mr Volken and wished to make it clear that the Australian system does discriminate against people not resident in the jurisdiction. That fact alone is enough to require security for costs.

Mr van Loon (Secretary at the Permanent Bureau) referred to article 13, paragraph 1, and to the fact that problems seemed to be arising from the fact that 'no security or deposit of any kind may be imposed, by reason only ... *of the absence of domicile or residence in the country*'.

Mr Goldie (Canada) stated that the Canadian position was the same as the Australian. He also noted that each province had jurisdiction, and that security for costs would be required from someone not resident in the province making the order.

M. Khamanev (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) estime que la proposition de la délégation de la République fédérale d'Allemagne est parfaitement acceptable pour sa délégation. Répondant au Délégué de la Suède, M. Khamanev indique qu'en URSS également, c'est le Ministère des Affaires étrangères qui ferait office d'Autorité centrale. L'exécution des jugements ne rentre pas dans ses attributions ordinaires. Aussi comprend-il le texte en discussion comme signifiant que l'Autorité centrale prend les mesures nécessaires, conformément à la législation de son pays, pour faire exécuter le jugement. Cela ne signifie pas nécessairement qu'il l'exécute lui-même. L'Autorité centrale peut en effet donner des instructions aux autorités compétentes pour faire exécuter la décision. Du moins est-ce de cette façon qu'il avait compris la pro-

position de la délégation de la République fédérale d'Allemagne.

Mme Adlerstein (République fédérale d'Allemagne) répond que c'est exactement le sens de sa proposition.

Mr Bangert (Denmark) commented that if article 15*a* were accepted, Danish law would have to be amended to introduce the new machinery, thus raising the question as to whether Parliament would accept it. He agreed with the Swiss Delegate with respect to the connection between article 13 and article 15*a*. He felt it was rather a late moment to introduce a new system. He did not want a further extension of the Convention which would prevent some States from ratification. He noted that a new article is often introduced at the last moment at the Hague Conference, and that this may require some States to change their position and prevent some States from ratifying.

Mrs Adlerstein (Federal Republic of Germany) commented on the remarks of Mr Dobson with respect to article 15*a*, paragraph 2. She pointed out that the competent authority was the one in article 14*a* of the German proposal. She agreed with Mr Dobson that it was not a matter of legal aid, but that the matter was equivalent to exemption from security for costs. She referred to the proposed article 15, paragraph 3, whereby costs were to be contributed to by the defendant or losing party. Bailiffs may find the party is without assets and therefore costs must be paid, but this would be the only case. She proposed that article 15, paragraph 3 could be changed to provide for an advance if the party has no assets.

M. Evrigenis (Grèce) prie le Président de l'excuser de prendre la parole à un stade si tardif de la discussion sur la proposition allemande, mais il éprouve la nécessité d'exprimer ses doutes tant sur la philosophie générale de cet article que sur sa rédaction. Cette dernière pièce ajoutée au mécanisme de l'avant-projet lui paraît transformer de façon radicale la structure et la fonction des Autorités centrales. Il a écouté avec beaucoup d'intérêt les observations formulées par les délégations soviétique et allemande mais, en relisant l'article 15*a*, il constate que le texte impose indiscutablement une nouvelle obligation à l'Autorité centrale qui doit prendre l'initiative de l'exécution. Quoi qu'on en dise, cela modifie donc bien le rôle des Autorités centrales. Par ailleurs, dans sa rédaction actuelle, cet article serait difficilement conciliable avec les dispositions procédurales de certains Etats. En ne visant par exemple que l'exécution *«upon a tangible property»*, le texte introduit une limitation quant aux biens saisissables inconnue de certaines législations. Enfin, M. Evrigenis revient sur l'articulation de l'article 13 et des textes subséquents. Ceux-ci s'appliquent-ils également à l'égard des personnes qui n'auraient pas été soumises à la *cautio judicatum solvi* même en l'absence de l'article 13? La délégation grecque n'est pas hostile au principe de la proposition allemande mais elle estime que l'on irait au-devant de graves difficultés en voulant trop bien faire.

M. Pocar (Italie) partage la perplexité de M. Evrigenis sur la nécessité d'introduire un article 15*a* dans la Convention. Reprenant la question soulevée par le Délégué grec il ajoute qu'en Italie la *cautio judicatum solvi* a été abolie comme contraire à la Constitution. Si le bénéfice de la procédure d'exécution simplifiée ne devait bénéficier qu'aux personnes qui n'en auraient pas été dispensées en l'absence des dispositions de l'article 13, elle ne jouerait jamais en faveur des ressortissants italiens. Si telle était l'interprétation à donner à ces textes, l'Italie ne pourrait pas accepter de telles dispositions.

M. Weitzel (Luxembourg) partage entièrement le point de vue exprimé quelques instants plus tôt par le Délégué danois.

Mr Martens (Netherlands) commented that at the beginning of the session he felt he would vote in favour of the proposal, but now after the discussion, he felt many hesitations and would therefore abstain.

Le Président fait procéder à un vote sur le principe de l'adjonction d'un article 15*a* tel qu'il figure au Document de travail No 26.

Vote

La proposition est rejetée par 13 voix (Australie, Autriche, Canada, Danemark, Finlande, Grèce, Italie, Japon, Luxembourg, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Yougoslavie) contre 5 (République fédérale d'Allemagne, Belgique, Suisse, Tchécoslovaquie, URSS) *et 2 abstentions (Espagne et Pays-Bas).*

Mr van Loon (Secretary at the Permanent Bureau) drew the attention of delegates to the fact that Monday morning's session would be concerned with Preliminary Document No 8. He asked that any suggested amendments be presented to him in writing before the session.

Le Président lève la séance à 12 h. 05, après avoir rappelé que la prochaine réunion aurait lieu le lundi à 9 h. 30 et qu'elle porterait sur la proposition du Conseil de l'Europe, la seconde lecture du projet de revision des chapitres III à VI de la Convention de 1954 et la question des réserves étant renvoyées à la séance du mardi.

Document de travail No 31*
Working Document No 31*

Distribué le 21 octobre 1980
Distributed on 21 October 1980

Proposition de la délégation française

Article ...-Dispositions finales

Tout Etat peut déclarer que les personnes mentionnées à l'article premier qui ne sont pas ressortissantes d'un Etat contractant mais qui ont ou qui ont eu leur résidence habituelle sur le territoire d'un autre Etat contractant sont admises au bénéfice de l'assistance judiciaire sous condition de réciprocité entre l'Etat où la procédure est ou doit être engagée et l'Etat dont le bénéficiaire de l'assistance judiciaire est ressortissant.

* Les Documents de travail Nos 29 et 30 ont trait à la matière traitée dans la Deuxième partie de ce tome, voir *infra*, p. 323 et 324.

Working Documents Nos 29 and 30 concern the matters dealt with in Part two of this volume, see *infra*, p. 323 and 324.

Document de travail No 32

Distribué le 21 octobre 1980

Proposition du Comité de rédaction

II CAUTION *JUDICATUM SOLVI* ET EXEQUATUR DES CONDAMNATIONS AUX FRAIS ET DÉPENS

Article 14

1 Aucune caution ni aucun dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être exigée en raison de leur seule qualité d'étranger ou de leur seul défaut de domicile ou de résidence dans l'Etat où l'action est intentée, personnes, physiques ou morales, ayant leur résidence habituelle dans l'un des Etats contractants qui seront demandeurs ou intervenants devant les tribunaux d'un autre Etat contractant.

2 La même règle s'applique au versement, qui serait exigé des demandeurs ou des intervenants pour garantir les frais judiciaires.

3 Les Conventions, par lesquelles des Etats contractants auraient stipulé pour leurs ressortissants la dispense de la caution *judicatum solvi* ou du versement des frais judiciaires sans conditions de domicile ou de résidence habituelle continueront à s'appliquer.

Article 15

Les condamnations aux frais et dépens du procès, prononcées dans l'un des Etats contractants contre toute personne dispensée de la caution, du dépôt ou du versement en vertu soit de l'article 14, soit de la loi de l'Etat où l'action est intentée, seront, à la demande du créancier, rendues gratuitement exécutoires dans l'Etat requis.

Article 16

1 Chaque Etat contractant désigne une ou plusieurs autorités expéditrices chargées de transmettre les demandes d'exequatur visées par l'article 15 à l'Autorité centrale compétente dans l'Etat requis.

2 Chaque Etat contractant désigne une Autorité centrale chargée de recevoir les demandes et de prendre les mesures appropriées pour qu'une décision définitive soit prise à cet égard.

3 Les Etats fédéraux et les Etats dans lesquels plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ont la faculté de désigner plusieurs Autorités centrales. En cas d'incompétence de l'Autorité centrale saisie, celle-ci transmet la demande à l'Autorité centrale compétente dans l'Etat requis.

Working Document No 32

Distributed on 21 October 1980

Proposal of the Drafting Committee

II SECURITY FOR COSTS AND ENFORCEABILITY OF ORDERS FOR COSTS

Article 14

1 No security, bond or deposit of any kind may be required, by reason only of their foreign nationality or of their not being domiciled or resident in the State in which proceedings are commenced, from persons (including legal persons) having their habitual residence in a Contracting State who are plaintiffs or parties intervening in proceedings before the courts or tribunals of another Contracting State.

2 The same rule shall apply to any payment required of plaintiffs or intervening parties as security for court fees.

[3 All Conventions under which Contracting States have agreed that their nationals will be exempt from providing security for costs or from payment of court fees regardless of domicile or habitual residence shall continue to apply.]

Article 15

Orders for payment of costs or expenses of proceedings, made in one of the Contracting States against any person exempt from the provision of security or payment under article 14 or under the law of the State where the proceedings have been commenced shall, at the request of the person entitled to the benefit of the order, be rendered enforceable without charge in any other Contracting State.

Article 16

1 Each Contracting State shall designate one or more transmitting authorities for the purpose of forwarding to the appropriate Central Authority in the requested State applications for rendering enforceable orders to which article 15 applies.

2 Each Contracting State shall designate a Central Authority to receive such applications and to take the appropriate steps to ensure that a final decision on them is reached.

3 Federal States and States which have more than one legal system may designate more than one Central Authority. If the Central Authority to which an application is submitted is not competent to deal with it, it shall forward the application to whichever other Central Authority in the requested State is competent to do so.

4 Les demandes sont transmises sans intervention d'aucune autre autorité. Cependant, chaque Etat contractant a la faculté d'utiliser aux mêmes fins la voie diplomatique.

5 A moins que l'Etat requis n'ait déclaré s'y opposer, les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à ce que la demande d'exequatur soit présentée directement par le créancier.

Article 17

1 Les demandes d'exequatur doivent être accompagnées:

a d'une expédition conforme de la partie de la décision faisant apparaître les noms et qualités des parties, ainsi que le dispositif se rapportant aux frais et dépens;

b de tout document de nature à prouver que la décision ne peut plus faire l'objet d'un recours ordinaire dans l'Etat d'origine et qu'elle y est exécutoire;

c d'une traduction certifiée conforme de ces documents dans la langue de l'Etat requis lorsqu'ils ne sont pas rédigés dans cette langue.

2 L'autorité compétente de l'Etat requis statue sur les demandes d'exequatur sans entendre les parties. Elle se borne à vérifier que les pièces ont été produites. A la requête du demandeur, elle évalue le montant des frais d'attestation, de traduction et de certification, qui sont assimilés aux frais et dépens du procès. Aucune légalisation ou formalité analogue ne peut être imposée.

3 Les parties n'ont d'autres recours que ceux qui leur sont ouverts par la législation du pays requis.

III COPIES D'ACTES ET DE DÉCISIONS DE JUSTICE

Article 18

En matière civile ou commerciale, les ressortissants d'un Etat contractant, ainsi que les personnes ayant leur résidence habituelle sur le territoire d'un Etat contractant, peuvent, dans les mêmes conditions que les nationaux, se faire délivrer et, le cas échéant, faire légaliser des copies ou extraits de registres publics ou de décisions de justice dans un autre Etat contractant.

IV CONTRAINTE PAR CORPS ET SAUF-CONDUIT

Article 19

La contrainte par corps, soit comme moyen d'exécution, soit comme mesure simplement conservatoire, ne pourra pas, en matière civile ou commerciale, être appliquée aux ressortissants d'un Etat contractant ou aux personnes ayant leur résidence habituelle dans un Etat contractant, dans le cas où elle ne serait pas applicable aux ressortissants de cet Etat. Tout fait qui pourrait être invoqué par un ressortissant ayant sa résidence habituelle dans cet Etat pour obtenir la levée de la contrainte par corps doit produire le même effet au profit d'un ressortissant d'un Etat contractant ou d'une personne ayant sa résidence habituelle dans un Etat contractant, même si ce fait s'est produit à l'étranger.

Article 20

1 Lorsqu'un témoin ou un expert, ressortissant d'un Etat contractant ou ayant sa résidence habituelle sur

4 Applications under this article shall be transmitted without the intervention of any other authority, without prejudice to an application being transmitted through diplomatic channels.

5 Nothing in this article shall prevent applications from being made directly by the person entitled to the benefit of the order unless the requested State has stated that it will not accept applications made in this manner.

Article 17

1 Every application under article 15 shall be accompanied by

a a true copy of the relevant part of the decision showing the names and capacities of the parties and of the order for payment of costs or expenses;

b any document necessary to prove that the decision is no longer subject to the ordinary forms of review in the State of origin and that it is enforceable there;

c a translation, certified as true, of the above-mentioned documents into the language of the requested State, if they are not in that language.

2 The application shall be determined without a hearing and the competent authority in the requested State shall be limited to examining whether the required documents have been produced. If so requested by the applicant, that authority shall determine the amount of the costs of attestation, translation and certification, which shall be treated as costs and expenses of the proceedings. No legalization of analogous formality may be required.

3 There shall be no right of appeal against the decision of the competent authority except in accordance with the law of the requested State.

III COPIES OF ENTRIES AND DECISIONS

Article 18

Nationals of any Contracting State and persons habitually resident in any Contracting State may obtain in any other Contracting State, on the same terms and conditions as its nationals, copies of or extracts from entries in public registers and decisions relating to civil or commercial matters and may have such documents legalized, where necessary.

IV PHYSICAL DETENTION AND SAFE-CONDUCT

Article 19

Arrest and detention, whether as a means of enforcement or simply as a precautionary measure, shall not, in civil or commercial matters, be employed against nationals of a Contracting State or persons having their habitual residence in a Contracting State in circumstances where they cannot be employed against nationals of the arresting and detaining State. Any fact which may be invoked by a national habitually resident in such State to obtain release from arrest or detention may be invoked with the same effect by a national of a Contracting State or a person having his habitual residence in a Contracting State even if it occurred abroad.

Article 20

1 A person who is a national of or habitually resident in a Contracting State and who is summoned by name

le territoire d'un Etat contractant, est cité nommément par un tribunal ou avec l'autorisation d'un tribunal à comparaître devant les tribunaux d'un autre Etat contractant, il ne peut être poursuivi, détenu ou soumis à une restriction quelconque de sa liberté individuelle sur le territoire de cet Etat pour des condamnations ou des faits antérieurs à son entrée sur le territoire de l'Etat requérant.

2 L'immunité prévue au présent article prend fin lorsque le témoin ou l'expert ayant eu la possibilité de quitter le territoire pendant [quinze jours] consécutifs, après que sa présence n'était plus requise par les autorités judiciaires, sera néanmoins demeuré sur ce territoire ou y sera retourné après l'avoir quitté.

by a court or tribunal in another Contracting State, or by a party with the leave of the court or tribunal, in order to appear as a witness or expert in proceedings in that State shall not be liable to prosecution or detention or subjected to any other restriction on his personal liberty, in the territory of that State in respect of any act or conviction occurring before his arrival in that State.

2 The immunity provided for in this article shall cease when the witness or expert having had for a period of [fifteen] consecutive days from the date when his presence is no longer required by the judicial authorities an opportunity of leaving, has nevertheless remained in the territory, or having left it, has returned.

Document de travail No 33
Working Document No 33

Distribué le 21 octobre 1980
Distributed on 21 October 1980

Texte du Comité de rédaction
Text of the Drafting Committee

Titre du chapitre I (articles 1–13) (Doc. trav. No 28):

ASSISTANCE JUDICIAIRE

Heading of Chapter I (articles 1–13) (Working Document No 28)

LEGAL AID

Procès-verbal No 11*

Séance du mardi 21 octobre 1980 (matin)
Meeting of Tuesday 21 October 1980 (morning)

La séance est ouverte à 9 h. 35 sous la présidence de M. Böhmer (République fédérale d'Allemagne), le Rapporteur étant M. Möller (Finlande).

Le Président annonce que l'ordre du jour de la séance comprendra la deuxième lecture du premier chapitre du projet de Convention (Doc. trav. No 28). Il invite M. Bangert (Danemark) à présenter ce document à la Commission.

Mr Bangert (Denmark) explained that he had agreed with the Rapporteur that he would give an introduction to the whole of Working Document No 28, containing the first 13 articles, and that the Rapporteur would then comment on each article as it arose for discussion.

* Le Procès-verbal No 10 a trait à la matière traitée dans la Deuxième partie de ce tome, voir *infra*, p. 325.

The *Procès-verbal* No 10 concerns the matters dealt with in Part two of this volume, see *infra*, p. 325.

He said that during the meetings of the Drafting Committee, there had been long discussions during which they had tried to avoid changes of substance. He considered that they had, to a great extent, been successful. Where the text contained matters of substance, which had been discussed in the Commission but not decided upon, that was indicated by the use of brackets. He pointed out that in some articles one could find slight differences of wording between the English and the French texts. The Drafting Committee had adopted the approach that when the United Kingdom member and the French member of the Drafting Committee agreed between themselves that the difference in use of wording merely reflected more elegant drafting, the Drafting Committee as a whole had accepted that. As Chairman of the Drafting Committee he strongly recommended that the Commission follow the same approach, thereby avoiding unnecessary loss of time on purely linguistic details.

Turning to the text itself, he explained that, in drafting the present article 1, the Drafting Committee was faced with three separate proposals, which had been accepted by the Commission. The Swiss proposal contained in Working Document No 14 had been inserted as the first paragraph, the Dutch proposal in Working Document No 9 constituted a new second paragraph, moving the former paragraph into third place in article 1. Although the Commission had decided that the Dutch proposal contained in Working Document No 15, which replaced Working Document No 8, was to be inserted as a new paragraph in article 1, the Drafting Committee had concluded that this proposal concerning legal advice would be more clearly expressed were it to constitute a new article. Consequently, it appeared as article 2. Further, the former terminology had been changed from 'resident' to 'present'. It was felt that such formulation more clearly expressed the wish of the Commission.

Drawing attention to the extensive discussions which had taken place on the succeeding articles of the proposal of the Drafting Committee, he explained that it had been the wish to place the problem requiring solution before the articles relating to the machinery thereto. That had proved to be impossible. Consequently, the Drafting Committee had maintained the order of the Draft prepared by the Special Commission. Article 3 had formerly been article 2.

A new third paragraph had been inserted along the lines of article 6 of the Evidence Convention, in conformity with the decision of the Commission (see *Procès-verbal* No 3). As regards article 4, paragraph 1 had been redrafted, the square brackets appearing in paragraph 2 had been deleted as had been decided (see *Procès-verbal* No 4), and in the new third paragraph, one could find the proposal of the USSR contained in Working Document No 12, as amended (see *Procès-verbal* No 4). He added that the Dutch proposal in Working Document No 9 had not been drafted but would appear in an article in the final clauses.

In article 5, paragraph 1 had been redrafted to meet the wishes of the Commission, and paragraph 3 remained unchanged.

No comment was required on article 6.

The drafting of article 7 gave rise to some matters of substance, some of which would probably be raised in the discussions (see Working Document No 19). The Austrian proposal contained in Working Document No 13 appeared in the third paragraph and the Japanese proposal in Working Document No 6, point 3, in paragraph 4.

He did not consider that the remaning articles required comment except for article 13, which had formerly been article 12. In paragraph 1 the Drafting Committee had placed fees for interpreters on an equal footing with the fees for experts. The question had previously been discussed in the meeting of 9th October. The Czechoslovak delegation had agreed to submit a proposal on that matter to the Drafting Committee and the provision had been drafted in anticipation of that proposal. Paragraph 2 contained the Luxembourg proposal contained in Working Document No 16, placed between brackets as no decision had been taken on that point (see *Procès-verbal* No 3). The proposal of the Belgian Delegate (see *Procès-verbal* No 3), appeared in the third paragraph.

He pointed out that the provisions falling under Chapter II had been drafted and indeed redrafted on the basis of the decisions taken on the previous Saturday. All that remained was to draft the article containing reservations, the general clauses, and changes in the Model Form annexed to the Convention.

The Chairman expressed his thanks to Mr Bangert and directed attention to the text proposed by the Drafting Committee.

Article 1, paragraph 1, was read.

M. Volken (Suisse) propose de modifier l'alinéa premier de la manière suivante: «Les ressortissants d'un Etat contractant ainsi que les personnes qui ont au moment de l'introduction de l'instance leur résidence habituelle...».

M. Weitzel (Luxembourg) pense qu'il serait préférable de modifier l'alinéa premier de la manière suivante: «Les ressortissants d'un Etat contractant ainsi que les personnes qui, au moment de l'introduction de l'instance, ont...».

Mr Dobson (United Kingdom) asked for clarification whether the proposed amendment had been accepted or not. He could offer an English text if that were thought necessary: the addition of 'at the time when proceedings are commenced'.

M. Pocar (Italie), reprenant l'idée défendue par M. Volken (Suisse), pense qu'il suffirait de rédiger le début de l'alinéa premier de la manière suivante: «Les ressortissants d'un Etat contractant ainsi que les personnes y ayant leur résidence habituelle au moment de l'introduction de l'instance...».

Mr Martens (Netherlands) questioned the necessity for the amendment. But if it were to be added, it should be re-worded for the decisive moment should not be the institution of the court proceedings in the requested State. He considered that the decisive moment ought to be that of requesting legal aid in one's own State and not that subsequent time when, after legal aid had been granted in the requested State, proceedings were initiated there.

Le Président invite les délégations à se prononcer sur la proposition d'amendement de la Suisse.

Vote

Par une voix pour (Suisse), 21 voix contre (République fédérale d'Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Egypte, Finlande, Grèce, Hongrie, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Tchécoslovaquie, URSS *et Yougoslavie) et 2 abstentions (Espagne et France), la Commission rejette cette proposition.*

Procès-verbal No 11

Relevant que l'alinéa premier de l'article premier ne soulève plus d'objection, le Président déclare que cette disposition est *adoptée.*
Puis il fait donner lecture de l'alinéa 2 de l'article premier. Cette disposition est *adoptée.*
Enfin, le Président fait donner lecture de l'alinéa 3 de l'article premier.

M. Volken (Suisse) propose que l'on supprime le mot «fiscale» (alinéa 3, deuxième ligne).

Le Président invite les délégations à se prononcer sur la proposition d'amendement de la Suisse.

Vote

Par 2 voix pour (Grèce et Suisse), 13 voix contre (République fédérale d'Allemagne, Belgique, Espagne, Finlande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède et Yougoslavie) et 9 abstentions (Australie, Autriche, Canada, Danemark, Egypte, France, Hongrie, Tchécoslovaquie et URSS), *la Commission rejette cette proposition.*

M. Battaglini (Italie) suggère à la Commission de remplacer le mot «tribunaux» par le terme «autorités» (alinéa 3, *in fine).*

M. Beraudo (France) se demande s'il ne serait pas préférable, pour donner satisfaction à la délégation italienne, de mettre à la fin de l'alinéa 3 «devant les autorités ou les tribunaux compétents...», au lieu de remplacer le mot «tribunaux» par le mot «autorités».

Le Président relève que la proposition de modification de l'alinéa 3 *in fine* n'émane plus de la délégation italienne mais de la France et qu'elle est appuyée par l'Italie.

Mr Duchek (Austria) requested clarification. He explained that in Austria, only the administrative authorities were competent to handle administrative matters, with the exception of the final court. If the text were to be amended as had been proposed, it might extend the thrust of the provision from the judicial into the administrative sphere. That possibility caused him to hesitate.

M. Battaglini (Italie) répond à M. Duchek qu'aux yeux de la délégation italienne on ne quitte pas le domaine de l'assistance judiciaire lorsque l'on parle d'une instance engagée devant un tribunal administratif, le Conseil d'Etat ou la Cour des Comptes.

Mr Martens (Netherlands) agreed with that statement. He did not understand why, if a State was prepared to grant legal aid for a case brought before an administrative authority on the ground that this State regarded such authority as being a judicial authority, the other Contracting States could have any interest to object to that qualification: were not their nationals and habitual residents entitled in that State to have the same legal aid? So what does it matter if in the eyes of the other Contracting States the proceedings before such administrative authority were not judicial at all?

M. Evrigenis (Grèce) déclare éprouver quelques hésitations quant au point de vue défendu par M. Martens. En effet, les mots «assistance judiciaire» ne visent pas uniquement les affaires portées devant des instances judiciaires. C'est pourquoi l'adjonction du mot «autorités» laisserait subsister un doute sur ce point. Afin de donner satisfaction à la délégation de l'Italie, le Délégué de la Grèce pense qu'il serait préférable de dire à l'alinéa 3 *in fine:* «devant les autorités judiciaires ou les tribunaux compétents...».

M. Khamanev (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) déclare que sa délégation souhaite le maintien du texte du Comité de rédaction. Il ne faut pas oublier en effet que le premier chapitre de la Convention est relatif à l'assistance judiciaire, c'est-à-dire aux affaires qui sont portées devant les tribunaux. Il n'est donc pas souhaitable d'introduire à l'alinéa 3 que l'article premier s'applique également aux affaires portées devant les autorités compétentes, notion qui peut recouvrir d'autres organismes que les tribunaux.

M. Beraudo (France) déclare qu'en France la première instance est dans certains cas confiée à des commissions sans que l'on sache exactement si elle mérite la qualification de tribunaux. Les décisions prises par ces commissions relèvent du contrôle de l'autorité judiciaire suprême. Ce sont peut-être de telles autorités que vise la proposition de la délégation italienne. Si tel était le cas, fait remarquer M. Beraudo, le problème pourrait peut-être être résolu au moyen d'une simple mention dans le Rapport. Quoiqu'il en soit, cette question semblant être propre au droit italien, il pense qu'il serait souhaitable que la délégation italienne reprenne cette proposition à son compte.

M. Battaglini (Italie) répond que les commissions dont M. Beraudo vient de faire état ont une fonction juridictionnelle en droit italien. Il se déclare tout à fait d'accord pour reprendre la proposition que la délégation française avait énoncée.

The Rapporteur proposed that the text should be amended to read as follows: 'before the courts or tribunals or other judicial authorities competent in such matters'.

M. D'Almeida Ribeiro (Portugal) ne voit pas de différence de sens entre les termes «les autorités judiciaires» et le mot «les tribunaux». C'est pourquoi la délégation du Portugal se dit favorable au maintien du texte proposé par le Comité de rédaction.

Le Président invite les délégations à se prononcer sur la proposition de l'Italie.

Vote

Par 3 voix pour (Belgique, Italie et Pays-Bas), 10 voix contre (Australie, Autriche, Danemark, Luxembourg, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Tchécoslovaquie, URSS *et Yougoslavie) et 10 abstentions (République fédérale d'Allemagne, Canada, Egypte, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Japon et Suisse), la Commission rejette cette proposition.*

Le Président relève que la proposition de la délégation finlandaise, relative à la modification de l'alinéa 3 *in fine* par l'adjonction des mots «et autres autorités judiciaires...», ne reçoit l'appui d'aucune délégation et, de ce fait, *est écartée.*
Puis, le Président invite la délégation de la France à présenter le Document de travail No 31.

M. Beraudo (France) signale à la Commission que le Document de travail No 31 ne fait que reprendre, sous réserve de deux modifications d'ordre rédactionnel, la proposition contenue au Document de travail No 25. Il signale que cette proposition, si elle était acceptée,

deviendrait l'un des articles des dispositions finales.
Le texte proposé par le Comité de rédaction reconnaît les mêmes droits, en ce qui concerne l'assistance judiciaire, aux ressortissants d'un Etat contractant et aux personnes qui ont leur résidence habituelle dans un autre Etat contractant. La proposition de la délégation de la France tend à créer une réserve en permettant à un Etat de déclarer que les personnes mentionnées à l'article premier qui ne sont pas ressortissantes d'un Etat contractant mais qui ont ou qui ont eu leur résidence habituelle dans le territoire d'un autre Etat contractant sont admises au bénéfice de l'assistance judiciaire sous condition de réciprocité de fait ou de droit entre l'Etat où la procédure est ou doit être engagée et l'Etat dont le bénéficiaire de l'instance judiciaire est ressortissant.
La délégation française fait valoir que la raison qui justifie cette proposition est essentiellement d'ordre financier. En effet jusqu'en 1970, en France, la charge financière de l'assistance judiciaire incombait aux professionnels de la justice. Devant l'augmentation du coût des procès, ces professionnels, ne pouvant plus supporter cette charge, ont demandé à l'Etat d'assurer la rémunération des auxiliaires de justice. Certes, l'un des principes fondamentaux qui animent la Conférence de La Haye de droit international privé est d'assurer l'accès à la justice, mais les alinéas 1 et 2 de l'article premier ont fait craindre aux autorités françaises que l'on fasse un saut dans l'inconnu et que l'on se trouve devant un gouffre financier. Après des consultations au plus haut niveau en France, il a été décidé de demander l'inclusion de cette réserve. M. Beraudo fait valoir que, même si beaucoup d'Etats l'utilisent, la nouvelle Convention constituera un progrès par rapport à celle de 1954 étant donné que les bénéficiaires de l'assistance judiciaire ne seront plus uniquement les nationaux mais les résidents d'un Etat.
Enfin, M. Beraudo estime que la demande française de faire une réserve n'est pas la première de ce genre puisque beaucoup d'autres ont été admises par la Commission, notamment à propos de la *cautio judicatum solvi*. Eu égard à ces raisons, M. Beraudo demande aux autres délégations de bien vouloir faire preuve de compréhension.

Le Président fait remarquer que la proposition française n'a pas pour objet de faire une réserve qui viserait tous les résidents qui peuvent obtenir l'assistance judiciaire, mais a pour seul but de faire une réserve en ce qui concerne les personnes qui ont ou qui ont eu leur résidence habituelle sur le territoire d'un autre Etat contractant.

Mr Weitzel (Luxembourg) déclare que la délégation du Luxembourg appuiera la proposition française. D'une part en effet on ne peut nier que les incidences financières que comporte l'article premier de la Convention peuvent empêcher certains Etats de la ratifier. D'autre part, il ne faut pas oublier que, pour les pays de *common law*, la Commission a accepté des réserves sur tout un chapitre *(cautio judicatum solvi)*.
D'une manière générale, M. Weitzel considère qu'il vaut mieux traiter le problème des Etats qui menacent de ne pas ratifier la Convention si l'on n'accepte pas une réserve, en essayant d'obtenir un terrain d'entente avec eux plutôt qu'en refusant d'accepter leurs propositions. Il fait valoir que la France a ratifié les Conventions de 1954, 1965 et 1970 et que vraisemblablement elle ratifiera la nouvelle Convention. Il y a sans doute là une raison supplémentaire pour appuyer sa proposition.

Mr Martens (Netherlands) stated that, as the question had already been debated, he would confine himself to making just three observations. Firstly, he deplored the fact that such a reservation had been proposed, because he felt that by extending the scope of the Convention to all habitual residents the Commission had made very real progress towards greater justice. That extension was a translation into the international sphere of the principle of non-discrimination, to which all the States subscribed and under which most countries already granted legal aid to all inhabitants, whatever their nationality. He therefore deplored the proposed reservation on such a fundamental point. Secondly, he could not help thinking that the financial burden of such an extension as proposed would in fact be very small. It would seldom happen that a national of a non-Contracting State, having his habitual residence in Contracting State A, would initiate proceedings before a court in Contracting State B. Thirdly, however, if the French persisted he would not vote against them, however much he deplored the proposal. He would abstain because he hoped that they would adhere to the Commission.

M. Battaglini (Italie) rappelle que la délégation italienne s'était opposée, lors de la première réunion, à la proposition de Mme Thérin. Il s'agissait peut-être alors d'un malentendu. Tout en reprenant l'argument développé par M. Martens, la délégation de l'Italie dit qu'elle appuiera la proposition française.

Le Président invite les délégations à se prononcer sur la proposition française (Doc. trav. No 31).

Vote

Par 9 voix pour (République fédérale d'Allemagne, Espagne, France, Grèce, Hongrie, Israël, Italie, Luxembourg et Portugal) et 15 abstentions (Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Egypte, Finlande, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, URSS *et Yougoslavie), la Commission adopte cette proposition.*

Relevant l'absence d'autres objections, le Président déclare que l'article premier du projet du Comité de rédaction est *adopté*.
Il relève qu'il existe une complémentarité entre, d'une part, les articles premier et 2 et d'autre part, les articles 3 à 13. Il suggère que le Comité de rédaction mette un sous-titre en tête de chacun des ces groupes d'articles.
Le Président fait donner lecture de l'article 2, puis des alinéas 1 et 2 de l'article 3 du projet du Comité de rédaction. Ces dispositions sont *adoptées*. Puis il fait donner lecture de l'alinéa 3 de l'article 3.

Mr Duchek (Austria) apologised for intervening but explained that he had been prevented from being present at the discussions and sought clarification of the issues involved. If there appeared to be no good reason for the present division into three paragraphs, then he would propose that paragraphs two and three be combined.

M. Pocar (Italie) déclare que la délégation italienne appuie la proposition de M. Duchek.

Mr Dobson (United Kingdom) said that, as he read the text, he could not really see that there could be any doubt on the point.

Le Président invite les délégations à se prononcer sur la proposition autrichienne tendant à faire de l'alinéa

2 de l'article 3 la deuxième phrase de l'alinéa premier de cet article.

Vote

Par 13 voix pour (République fédérale d'Allemagne, Autriche, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Italie, Luxembourg, Suède, Tchécoslovaquie, URSS *et Yougoslavie), 3 voix contre (Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni) et 7 abstentions (Australie, Belgique, Canada Egypte, Israël, Japon et Suisse), la Commission adopte cette proposition.*

Puis, le Président fait donner lecture de l'alinéa premier de l'article 4 du projet du Comité de rédaction.

M. Evrigenis (Grèce) demande s'il y a une concordance entre les versions anglaise et française quant aux mots «*appropriate Central Authority*» et les mots «Autorité centrale compétente».

Mr Dobson (United Kingdom) explained that the Drafting Committee had considered the fact that there might be several competent Central Authorities, and concluded that it would be desirable in such a case that the application be transmitted to the appropriate authority. In reply to the Chairman, he agreed that one could discern here a difference between competence *in abstracto* and a more particularised competence.

M. Evrigenis (Grèce) propose que l'on utilise le terme «*competent*» plutôt que le mot «*appropriate*» pour des raisons de concordance avec d'autres dispositions où le terme français «compétent» est traduit en anglais par «*competent*».

Le Président, relevant que la proposition de la Grèce n'a pas été appuyée par une délégation, la déclare *rejetée.*

Mr Martens (Netherlands) pointed out that in the discussions in the Drafting Committee it had been explained that '*compétente*' bore the same meaning as 'appropriate'. In reply to the Chairman, he agreed that the two terms did have the same meaning, not that they could have the same meaning.

Le Président demande au Rapporteur de mentionner dans son Rapport qu'il y a une équivalence entre les versions anglaise et française de l'alinéa premier de l'article 4.
Cette disposition est *adoptée.*
Puis le Président fait donner lecture des alinéas 2 et 3 de l'article 4 du projet du Comité de rédaction. La première de ces dispositions est *adoptée.*

M. Khamanev (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) déclare que la Convention devrait inclure toutes les voies possibles de communication entre les Etats en ce qui concerne l'assistance judiciaire. Vraisemblablement, la voie principale sera la communication entre les Autorités centrales établie par la Convention. Mais il paraît souhaitable de ne pas se borner à cette seule voie et de donner la possibilité d'utiliser le canal diplomatique, voire la remise directe de la demande par le demandeur à une Autorité centrale. A la lecture de l'alinéa 3, il apparaît que cette possibilité est très limitée puisque la faculté d'utiliser la voie diplomatique est soumise à l'exigence de circonstances exceptionnelles. Eu égard à cette raison et aux difficultés que risque de soulever la preuve que les conditions de l'utilisation de la voie diplomatique sont remplies, la délégation de l'URSS suggère que l'on supprime les mots «si des circonstances exceptionnelles l'exigent».

Le Président relève que la délégation de la Yougoslavie appuie la proposition de l'URSS.

Mr Martens (Netherlands) recalled that, when voting on the USSR proposal to introduce the notion of submission through diplomatic channels, it had been stated quite clearly by the Soviet delegation that there was no objection to introducing the qualification of restrictive possibility to exceptional circumstances. If that were correct, then the matter could not simply be reopened for discussion.

Le Président soumet au vote des délégations la proposition de l'URSS tendant à la suppression, à l'alinéa 3 de l'article 4, des mots «si des circonstances exceptionnelles l'exigent».

Vote

Par 12 voix pour (Autriche, Espagne, Finlande, Hongrie, Israël, Japon, Luxembourg, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, URSS *et Yougoslavie), 6 voix contre (Australie, Belgique, Danemark, Italie, Pays-Bas et Royaume-Uni) et 4 abstentions (République fédérale d'Allemagne, France, Grèce et Portugal), la Commission adopte cette proposition.*

Le Président demande au Rapporteur de bien vouloir mentionner dans son Rapport que, pour la Commission, c'est en premier lieu la voix ordinaire qui prévaut mais qu'en fonction des circonstances de l'espèce il est possible d'utiliser la voie diplomatique. Sous réserve de l'amendement qui vient d'être voté, l'alinéa 3 de l'article 4 du projet du Comité de rédaction est *adopté.*

M. van Keer (Belgique) fait valoir que, d'un point de vue chronologique, il serait souhaitable de permuter les articles 3 et 4. En effet, l'article 3 vise les Autorités centrales réceptrices, alors que la disposition suivante concerne les Autorités centrales expéditrices.

M. Weitzel (Luxembourg) déclare appuyer la proposition de la Belgique. Il fait également valoir que les articles 5 et 7 sont relatifs aux autorités expéditrices et que, de ce fait, il est souhaitable de placer l'article 3 après l'article 7.

Le Président demande à la délégation luxembourgeoise de suspendre sa proposition jusqu'à ce que la Commission étudie l'article 7.

Mr Bangert (Denmark) emphasised that the problem of the correct order had been discussed extensively within the Drafting Committee and that, failing to reach a decision on another structure, it had been decided to adopt the order already accepted in the two Special Commissions. He strongly recommended that the Commission avoid long discussions on the matter and stated that he would vote against a change of order.

Mr Martens (Netherlands) drew attention to the fact that if the order were to be changed, an additional burden would be placed on the Drafting Committee, for the provisions had been drafted with a conception of the order in mind, and a change would inevitably require redrafting.

Mr van Loon (Secretary at the Permanent Bureau) indicated a typing error in the second line of article 5, paragraph 1. The phrase 'to a transmitting authority'

had been omitted and should appear between 'application in'. He added that the French text was correct.

Article 5, paragraph 1, as corrected, was read and adopted.
Article 5, paragraph 2, was read and adopted.
Article 5, paragraph 3, was read.

Le Président fait donner lecture des alinéas 1 et 2 de l'article 5 du projet du Comité de rédaction. Relevant l'absence d'objection de la part de la Commission, il déclare que les dispositions sont *adoptées*. Puis le Président fait donner lecture de l'alinéa 3 de l'article 5.

Mr Duchek (Austria) apologised once more that he had not been able to be present at the discussions and asked what was intended by 'other channels or methods'. It was obviously not intended to cover diplomatic channels, having regard to article 4, paragraph 3, as presently amended.

Le Président répond à M. Duchek que l'alinéa 3 de l'article 5 vise la voie directe par l'intermédiaire d'un avocat.

The Rapporteur explained that the reason for its insertion was to allow for more rapid ways of transmitting an application. For example, the applicant himself could transmit his own application. He pointed out that in the Special Commission Draft, there had been a similar provision in another article and that the intention was to indicate to the States that they should not be too formalistic in this regard.

Mr Duchek (Austria) did not see the necessity for making a declaration. If the text as presented by the Drafting Committee were accepted, did that mean that the States would be capable of accepting other methods without the necessity for making the declaration or was the declaration a condition of acceptance of other methods?

Le Président fait remarquer à M. Duchek que l'alinéa 3 de l'article 5 a trait a une question de publicité, plus précisément dit qu'un Etat doit faire connaître sa décision d'autoriser que l'on saisisse son Autorité centrale réceptrice par toute autre voie ou moyen. La question relative aux modalités d'une telle déclaration sera traitée dans une clause finale de la Convention.

Mr Goldwater (Israel) drew attention to the fact that the Convention Abolishing the Requirement of Legalisation for Foreign Public Documents of 1961 and the Convention on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters of 1965 both contained model documents in their annexes and also stated specifically that the documents to be transmitted might be drawn up in the language of the requested authority, whereas the present Draft, in article 7, stipulated that the language to be used was the official language of the requested State. He considered that this was a matter to be given some attention, either by the Drafting Committee or in the Rapporteur's Report.

The Rapporteur explained that the language provision of article 7 was not intended to deal with the language of the model form.

Le Président fait remarquer que la question soulevée par M. Goldwater est relative à la formule modèle, alors que l'article 7 du projet du Comité de rédaction traite des documents et des communications qui accompagnent la formule en question. En ce qui concerne cette dernière, la Commission a décidé qu'elle figurerait en tant que partie intégrale de la Convention. De ce fait, la question des langues a été réglée, c'est-à-dire que la formule modèle sera rédigée en anglais et en français.
Le Président, relevant que l'article 5 ne soulève plus d'objection, déclare que la Commission a *adopté* cette disposition. Le Comité de rédaction devra néanmoins tenir compte du fait que l'alinéa 3 de cet article est en relation avec l'une des dispositions finales.
Puis, le Président fait donner lecture des deux premiers alinéas de l'article 6 du projet du Comité de rédaction. L'alinéa premier est *adopté*.

M. Evrigenis (Grèce) se demande si les mots «mal fondée» correspondent au terme anglais *«unfounded»* ou s'il ne fallait pas les traduire par *«ill-founded»*.

Le Président, relevant que l'alinéa 2 de l'article 6 du projet du Comité de rédaction ne soulève plus d'objection, le déclare *adopté*.
Puis, il fait donner lecture de l'alinéa 3.

Mr Goldwater (Israel) proposed that paragraph 3 should state in full, 'The transmitting authority' in place of the present abbreviated form, 'It'.

M. Volken (Suisse) répond que le Comité de rédaction a étudié la question de savoir s'il fallait répéter aux alinéas 2 à 4 de l'article 6 les mots «autorité expéditrice». A la réflexion, il a préféré les remplacer par le pronom personnel «elle». La délégation de la Suisse considère qu'il serait souhaitable de conserver le texte en l'état.

Le Président, relevant qu'aucune délégation n'appuie la proposition de M. Goldwater, la déclare *rejetée*.
Puis il fait donner lecture des alinéas 3 et 4 de l'article 6. Ces dispositions ne soulevant aucune objection de la part de la Commission, le Président déclare que l'article 6 est *adopté*.
Puis il fait donner lecture de l'alinéa premier de l'article 7.

M. Volken (Suisse) propose que l'on remplace les mots «de l'Etat requis» par les termes «de l'autorité requise». En effet, fait valoir M. Volken, dans certains pays, tels la Belgique, le Canada ou la Suisse, il y a une répartition linguistique au plan géographique. Si l'on suit le texte qui est proposé par le Comité de rédaction, on pourrait très bien envoyer une demande d'assistance judiciaire rédigée en français à l'autorité réceptrice d'Anvers ou envoyer une telle demande à l'autorité réceptrice de Zurich. Etant donné la réserve que la Commission a décidé d'inclure à l'alinéa 3 de l'article 7, la délégation de la Suisse fait valoir qu'il n'y a plus de raison de ne pas exiger que la demande d'assistance judiciaire soit rédigée dans la langue officielle de l'autorité requise.

Le Président demande à M. Volken si l'autorité expéditrice doit vérifier quelle est la langue officielle de l'autorité réceptrice ou si elle peut prendre l'une des langues officielles de l'Etat auquel cette autorité appartient.

M. Volken (Suisse) fait valoir qu'étant donné la réserve qui a été mise à l'alinéa 3 de l'article 7, réserve dont l'Allemagne et l'Autriche feront vraisemblablement usage, il paraît normal que l'on exige l'utilisation de la langue de l'autorité requise. Ainsi une demande d'as-

sistance judiciaire adressée à l'autorité de Genève devrait être rédigée en langue française, alors que la même demande expédiée à l'autorité réceptrice de Zurich devrait être rédigée en langue allemande.

The Rapporteur pointed out that article 6, paragraph 1, of Preliminary Document No 5 spoke of the official language of the authority, whereas in paragraph 2 it spoke of the official language of the State. When that discrepancy had been considered in the Drafting Committee, a choice had been made in favour of the language of the State. The issue of substance raised by Mr Volken had not been resolved in the Drafting Committee.

M. Khamanev (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) soulève un problème d'ordre rédactionnel. Il pense qu'il serait souhaitable d'harmoniser les versions française et anglaise de l'alinéa premier de l'article 7, étant donné que la première contient les mots «la demande d'assistance judiciaire» alors que la seconde utilise le terme *«the application»*. La délégation soviétique fait remarquer, à titre d'exemple, que l'alinéa 2 de l'article 5 est identique dans ses versions anglaise et française, alors que l'alinéa premier de l'article 7 est plus large dans sa version française.

Mr Dobson (United Kingdom) considered that the reference in article 7 to the application was perfectly clear and that minor textual differences ought not to take up too much time of the Commission. He considered that it would be most unfortunate to add superfluous words to either text.

M. Beraudo (France) déclare partager les préoccupations de la délégation de l'URSS lorsqu'elle fait valoir la nécessité d'harmoniser les textes. Néanmoins, fait remarquer M. Beraudo, il serait souhaitable de conserver dans la version française les mots «la demande d'assistance judiciaire» en la mettant toutefois au pluriel comme les mots qui suivent.

M. Volken (Suisse), en tant que membre du Comité de rédaction, fait remarquer que le mot «demande» se trouve deux fois à l'alinéa premier de l'article 7 alors qu'il est utilisé dans des sens différents. C'est pourquoi il a été nécessaire de préciser chaque fois qu'il s'agissait soit d'une demande d'assistance judiciaire, soit de demandes de renseignements. Toutefois, le Comité de rédaction se déclare prêt à recevoir toute suggestion permettant d'améliorer la formulation de l'alinéa premier.

Le Président lève la séance à 12 h.

Procès-verbal No 12

Séance du mardi 21 octobre 1980 (après-midi)
Meeting of Tuesday 21 October 1980 (afternoon)

La séance est ouverte à 16 h. sous la présidence de M. Böhmer (République fédérale d'Allemagne), le Rapporteur étant M. Möller (Finlande).

Le Président souhaite la bienvenue à M. le professeur Jessurun d'Oliveira et à ses étudiants venus visiter la Conférence de La Haye. A leur intention, il présente brièvement le travail entrepris par la Deuxième commission. Il rappelle ensuite que la Commission qui poursuit sa seconde lecture du projet de Convention en se prononçant sur le texte proposé par le Comité de rédaction (Doc. trav. No 28) doit à présent examiner la proposition suisse tendant à remplacer à la cinquième ligne du premier alinéa de l'article 7 «l'Etat requis» par «l'autorité requise».

M. Volken (Suisse) précise qu'il serait préférable encore de viser la langue de «l'Autorité centrale réceptrice compétente de l'Etat requis».

M. van Keer (Belgique) indique qu'à la suite de la très récente réforme constitutionnelle qui a institué des autorités officielles dans les différentes régions, il n'est pas exclu que la Belgique institue, dans un proche avenir, plusieurs autorités réceptrices employant une langue différente. Aussi soutient-il la proposition de M. Volken.

Le Président fait alors procéder au vote.

Vote

La proposition est rejetée par 12 voix (République fédérale d'Allemagne, Danemark, Finlande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Tchécoslovaquie, URSS), *contre 4 (Belgique, Grèce, Suisse, Yougoslavie) et 5 abstentions (Australie, Autriche, Canada, Espagne, Pays-Bas).*

Passant ensuite à la seconde proposition faite par l'URSS, le Président demande à M. Bangert, le Président du Comité de rédaction, si ce dernier a trouvé un texte permettant de régler cette question.

Mr Bangert (Denmark) spoke as Chairman of the Drafting Committee and stated that it had been agreed that it was best to let the different formulations in the two texts stand. He noted that it was sometimes necessary to have a difference in the two texts. He preferred that the present text stand with no change, as the result would be the same because no difference in substance was involved.

M. Volken (Suisse) propose de mettre au pluriel les deux premiers mots du premier alinéa de l'article 7, qui se lirait: «les demandes d'assistance...». Cette tournure lui paraît plus française.

Le Président constate qu'en l'absence de toute opposition la proposition de M. Volken est adoptée.

Mr Dobson (United Kingdom) pointed out that this was not in the English text but only in the French text.

M. Khamanev (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) indique que la version française du projet lui paraît plus claire que la version anglaise. Si le projet devait être traduit dans son pays, on partirait certainement du texte français.

Le Président réplique qu'en effet les Etats qui ne connaissent ni la langue française ni la langue anglaise choisissent toujours la version la plus claire comme point de départ de la traduction.
Il est donné lecture de l'alinéa 2 de l'article 7.

Mr Dobson (United Kingdom) referred to the Proposal of the United Kingdom delegation in Working Document No 19. It was proposed that paragraph 2 of article 7 be amended by substituting 'not feasible' for 'impossible' in the first line of that paragraph. He stated that the reasons underlying the proposal were contained in Working Document No 19.

Le Président demande s'il s'agirait de modifier uniquement le texte anglais. Il indique qu'en français, le terme «infaisable» lui paraît très malheureux.

Mr Bangert (Denmark) stated that the question had been discussed in the Drafting Committee where it had been decided that the United Kingdom proposal be put forward as a matter of substance. He felt it was a matter of slightly different wording than that now in article 7, which would lead to a better text. He therefore supported the United Kingdom proposal. He noted that as regards the French translation the Drafting Committee felt the words *'pratiquement impossible'* would be best.

Le Président relève qu'en effet le terme «impossible» est excessivement restrictif.
Il serait possible de lever l'équivoque en utilisant la formule «pratiquement impossible».

Mr Martens (Netherlands) pointed out that the same words were used in the draft Child Abduction Convention. There the French text reads *'difficilement réalisable'*. He proposed to use the same French words here.

Le Président constate que la délégation italienne soutient la proposition de M. Martens tendant à la substitution de l'expression «difficilement réalisable» à celle d'«impossible».

Mr Dobson (United Kingdom) stated that the aim of the proposal was to have 'impossible' deleted and replaced by 'not feasible'.

Le Président fait procéder au vote sur la proposition qui tend à la substitution à l'alinéa 2 de l'article 7 des termes «difficilement réalisable» dans la version française et *«not feasible»* aux termes d'«impossible» (voir Doc. trav. No 19).

Vote

La proposition est adoptée par 17 voix (Australie, Autriche, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, Grèce, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Tchécoslovaquie, URSS*), contre 2 voix (Belgique, Yougoslavie) et 2 abstentions (République fédérale d'Allemagne, Suisse).*

M. Evrigenis (Grèce) relève une discordance entre le texte français et le texte anglais à la fin de l'alinéa 2 de l'article 7. Le texte français parle des pièces «accompagnées d'une traduction» alors que le texte anglais n'utilise pas les termes *«accompanied by (a translation)»*.

Le Président constate qu'en l'absence d'opposition les termes *«accompanied by»* seront ajoutés à l'alinéa 2 de l'article 7 dans la version anglaise. Il est donné lecture de l'alinéa 3 de l'article 7.

M. Evrigenis (Grèce) fait observer que l'expression «ces langues» n'est pas tout à fait satisfaisante. S'agissant d'un alinéa distinct, il lui paraît nécessaire de préciser de quelles langues il s'agit. Aussi convient-il soit de joindre les alinéas 2 et 3 de l'article 7 soit de préciser «les langues visées à l'article 2».

Le Président lui demande de choisir entre les deux branches de sa proposition.

M. Evrigenis (Grèce) préfère soumettre à la Commission la proposition de remplacer l'expression «ces langues» par «les langues mentionnées à l'alinéa précédent».

M. van Keer (Belgique) estime pour sa part qu'il serait utile de préciser que l'on peut n'exclure que l'une de ces langues.

Le Président réplique que cela va de soi. Qui peut le plus, peut le moins.

Le Rapporteur confirme l'interprétation du Président et indique qu'il le spécifiera dans son Rapport.

Mr Bennett (Australia) felt that article 7, paragraph 2, referred to three languages: English, French and the language of the requested State. He supported the present text, as he felt that attempts at improvement could lead to unnecessary difficulties in the wording.

M. Battaglini (Italie) se réfère à l'alinéa 2 de l'article 4 de la Convention du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger. Dans un souci d'harmonisation il lui paraît préférable d'en reproduire le texte et d'ajouter à l'alinéa 2 les mots «à moins qu'il ne s'y soit opposé en faisant la réserve prévue à l'article ...».

Le Président propose à la Commission de se prononcer tout d'abord sur la suggestion de M. Evrigenis.

M. Evrigenis (Grèce) retire sa proposition au profit de celle de la délégation italienne.

M. Volken (Suisse) demande s'il faut comprendre que la proposition italienne tend à la suppression de l'alinéa 3 de l'article 7 qui serait remplacé par la formule figurant à l'alinéa 2 de l'article 4 de la Convention de 1970.

Mr Duchek (Austria) seconded the Italian proposal. He felt that it raised the question of whether the reservation should be retained in article 7 or the end of the Convention in the Final Clauses. He noted that this reservation was the first to be accepted by the Commission, and that although this one was included within the article itself, the subsequent reservations appeared at the

end of the Convention. He felt it was much better to deal with all reservations in the same manner.

M. Battaglini (Italie), soutenu par **M. Vogl** (Tchécoslovaquie), répète que sa proposition consisterait à remplacer l'alinéa 3 de l'article 7 par l'adjonction à la fin de l'alinéa 2 des termes: «à moins qu'il ne s'y soit opposé en faisant la réserve prévue à l'article ...».

Vote

La proposition italienne est rejetée par 9 voix (Australie, Danemark, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Yougoslavie) contre 4 (Espagne, Grèce, Italie, Tchécoslovaquie) et 8 abstentions (République fédérale d'Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, Finlande, Israël, Suisse, URSS).

M. Volken (Suisse) suggère d'ajouter le mot «contractant» après «tout Etat» au début de l'alinéa 3 de l'article 7.

La proposition est acceptée à l'unanimité.

Il est donné lecture de l'alinéa 4 de l'article 4 qui est *adopté* sans modification.

Il est donné lecture de l'alinéa 5 de l'article 7.

M. Evrigenis (Grèce) fait observer que le texte anglais utilise deux expressions différentes *«shall be borne»* et *«shall not give rise to any claim for reimbursement»*. La seconde expression pourrait laisser croire qu'il subsiste une obligation naturelle. Au contraire, le texte français utilise les mêmes termes pour désigner la même idée. Aussi, le Délégué de la Grèce estime-t-il que le texte anglais devrait également utiliser les mots *«shall be borne»* dans les deux cas.

The Rapporteur referred to the French text of article 6, paragraph 5 (now article 7, paragraph 5) in Preliminary Document No 5. He noted that in the Drafting Committee the francophone members had not approved of the form on the basis of the language used.

M. Pocar (Italie) a l'impression que l'expression utilisée dans le texte français pour traduire une idée relativement simple est bien contournée. En premier lieu, le terme «éventuellement» lui paraît malheureux. En second lieu, il fait observer que l'idée est que chaque Etat supportera les frais de traduction qu'il aura exposés en obligation des articles précédents. Il lui paraît inutile de le répéter à propos de chacun des Etats concernés.

Le Président demande au Délégué italien s'il entend formuler une proposition en bonne et due forme sur ce point.
Il suggère que la question soit reprise ultérieurement pour donner à la délégation italienne le temps d'élaborer un texte précis.

M. Pocar (Italie) remercie le Président. Il proposera une nouvelle rédaction de l'alinéa 5 de l'article 7.

M. Weitzel (Luxembourg) estime que l'ordre de présentation des différents articles n'est pas satisfaisant. Il estime que les articles 4 à 7 devraient précéder l'article 3 pour suivre l'ordre logique du déroulement des opérations décrites par ces textes. La première autorité qui intervient est l'autorité expéditrice. Les autorités réceptrices n'interviennent qu'ultérieurement. Les textes qui les concernent doivent donc figurer en seconde position. M. Weitzel cite à l'appui de sa proposition un certain nombre de précédents: l'Accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire qui traite en son article 3, paragraphe 1, des autorités expéditrices et en son article 3, paragraphe 2, de l'autorité réceptrice; la Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger qui observe le même ordre chronologique.

M. van Keer (Belgique) appuie la proposition luxembourgeoise. Il retire la proposition voisine qu'il avait formulée le matin même et soutient la proposition luxembourgeoise.

Vote

La proposition luxembourgeoise est rejetée par 9 voix (République fédérale d'Allemagne, Australie, Danemark, Finlande, Grèce, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède), contre 3 (Autriche, Belgique, Luxembourg) et 9 abstentions (Canada, Espagne, Israël, Italie, Japon, Suisse, Tchécoslovaquie, URSS, *Yougoslavie).*

Il est ensuite donné lecture du premier alinéa de l'article 8 qui demeure inchangé et du second alinéa de l'article 8.

Mr Bennett (Australia) proposed that the word 'It' at the beginning of article 8, paragraph 2, be deleted and replaced with the words 'The receiving Central Authority'. He noted that although it had been decided with respect to article 6 that the words would not be repeated in that context, he felt that they should be repeated here to avoid ambiguity.

Le Président constate que la proposition de la délégation australienne est appuyée par la proposition de la délégation israélienne.

M. Volken (Suisse) fait observer qu'une telle répétition n'est peut-être pas nécessaire dans le texte français.

Le Président, après avoir constaté que la proposition australienne ne concernait que le texte anglais, fait procéder au vote.

Vote

La proposition australienne tendant à la substitution du mot «It» par les mots «The receiving Central Authority» au second alinéa de l'article 8 est adoptée par 9 voix (Australie, Autriche, Canada, Grèce, Israël, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni, Tchécoslovaquie) et 12 abstentions (République fédérale d'Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Italie, Luxembourg, Portugal, Suède, Suisse, URSS, *Yougoslavie).*

Il est ensuite donné lecture du premier alinéa de l'article 9.

Mr Bennett (Australia) asked whether 'consular channels' in article 9, paragraph 1, were the same channels as those referred to as 'diplomatic channels' in article 4, paragraph 3. He noted that the two provisions were proposed by different delegations who could have envisaged different tasks; for example, diplomatic channels to be used for political purposes and consular channels for business purposes. He asked for clarification as to whether consular channels in article 9, paragraph 1, were to include diplomatic channels.

The Rapporteur stated that consular channels did not refer to diplomatic channels. He noted that an applicant for legal aid can address the consulate of his country to help him forward the application. He pointed out

that in the 1954 Convention, consular channels were the principal ones used, though diplomatic channels could also be used. He felt that consular channels referred to here were those of the State to which the applicant belonged.

M. Martinez Agulló (Espagne) estime que la voie consulaire ne peut être la seule à être visée. Dans certains Etats, ce sont les ambassades qui sont chargées de cette tâche.

Mr Bennett (Australia) asked that it be clarified whether under article 9 an applicant for legal aid would be able to submit his application through diplomatic channels. He noted that if the USSR delegation did not express disagreement, then perhaps there was no problem.

Le Président observe qu'en effet il est toujours possible d'utiliser la voie diplomatique, la question précise se posant en l'espèce étant de savoir si la transmission peut être faite par la voie diplomatique à l'Autorité centrale réceptrice.

Mr Hosokawa (Japan) submitted the proposal of the Japanese delegation in Working Document No 24. He pointed out that the Japanese proposal referred to article 8, which has been re-numbered to read article 9. With respect to paragraph 1 of article 9 the Japanese delegation proposed that the following be clearly stated in the Report of the Second Commission: 'A consul (of a Contracting State) in a non-Contracting State is not obliged to transmit an application for legal aid if its transmission is in contradiction with the rules of public international law concerning consular relations.'
The reasons behind the proposal were outlined as the following: the present text of article 9, paragraph 1, is so broadly formulated as to carry the impression that a consul in a non-Contracting State is *unconditionally obliged* to transmit an application for legal aid submitted by an applicant who is not a national of his country for the courts of a third State. However it was not the intention of the Special Commission which drafted the present text, nor was it the understanding of this Commission. On the other hand according to the generally recognised role of public international law, consular functions consist, in particular, in protecting in the receiving State the interests of the sending State and of its nationals, and transmitting judicial and extrajudicial documents for the courts of the sending State. He felt that it is true that a consul may perform a function entrusted to a consular post by the sending State which is not generally recognised by the rules of public international law, but he can do so only when no objection is taken by the receiving State to the exercise of that function. Accordingly, where a receiving State does object, there arises a serious doubt about whether a consul in a non-Contracting State of the Convention which we are making may transmit an application for legal aid for the courts of a third State. By the same token, there is a serious doubt whether a consul in a non-Contracting State may transmit an application submitted by an applicant who is not an national of his country. He pointed out that the Japanese delegation had proposed that the words 'of his country' be added at the end of article 9, paragraph 1, but the proposal had been rejected. He felt it was important that the proposal of the Japanese delegation in Working Document No 24 be clearly stated in the Report of the Second Commission.

Le Président demande s'il existe des délégués qui s'opposent à ce que la précision figurant au Document de travail No 24 soit reprise par le Rapport. En l'absence de toute objection, c'est ce système qui est adopté. Il est donné lecture de l'alinéa 2 de l'article 9.

Mr Bennett (Australia) pointed out that the wording of article 9, paragraph 2, is identical to that of article 5, paragraph 3. He noted that article 5, paragraph 3, refers to diplomatic channels. He asked that the relationship between these two paragraphs be clarified.

The Rapporteur noted that through those paragraphs receiving Central Authorities may accept applications through different channels. Article 9, paragraph 2, relates to article 9, paragraph 1, where the applicant for legal aid does not reside in the Contracting State. Article 5, paragraph 3, relates to article 5, paragraph 1, where the applicant for legal aid is not present in the requested State.

Le Président concède que, du point de vue de la technique juridique, cette disposition pourrait figurer au rang des règles générales. On a cependant opté pour un autre système. C'est pourquoi la clause a été répétée aux articles 5 et 9.

Mr Bennett (Australia) noted that as he understood the Chairman's explanation, there would be a need in some circumstances to make two separate declarations. He suggested that it would be simpler to avoid this situation by including after 'consular channels' in article 9, paragraph 1, the words 'or diplomatic channels'.

Le Président confirme qu'en effet le système adopté implique que les Etats fassent deux déclarations.

Mr Dobson (United Kingdom) pointed out that article 5, paragraph 3, and article 9, paragraph 2, were both directed at the same situation, which could arise in different circumstances. He felt that the difference did not turn on the distinction between diplomatic and consular channels. The point, he felt was in both cases a State may decide to accept applications for legal aid directly without going through any transmitting or receiving authorities.

Le Président indique que les clauses finales devront introduire une possibilité de déclaration tant en application de l'article 5 que de l'article 9.

M. Khamanev (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) estime qu'il n'est pas très heureux d'avoir, au sein d'une même convention, deux textes absolument identiques. Les juristes n'essaient-ils pas d'éviter les répétitions dans la mesure du possible? Il propose en conséquence de compléter l'article 3 qui traite de la réception des demandes par la disposition reproduite tant à l'article 5 qu'à l'article 9 du projet présenté par le Comité de rédaction. On couvrirait ainsi tous les cas en évitant une répétition inutile.

Le Président fait observer cependant que certains Etats pourraient souhaiter faire une déclaration pour l'article 5 et non pour l'article 9.
Le délégation de l'URSS ne souhaitant pas tirer de son observation une proposition expresse, le texte du Comité de rédaction demeure inchangé.
Il est donné lecture de l'article 10, qui est *adopté* sans modification, et de l'article 11.

Mr Bennett (Australia) proposed that the word 'and' in article 11 be changed to 'or'.

Le Président constate qu'en l'absence d'objection la proposition de la délégation australienne est *adoptée à l'unanimité.*
Il est ensuite donné lecture de l'article 12 qui est *adopté* sans modification et de l'alinéa premier de l'article 13.

M. Khamanev (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) estime qu'il n'est pas exact de viser au premier alinéa de l'article 13 les conditions «du présent chapitre», alors qu'il suffirait de mentionner «dans les conditions de l'article premier».

Le Président constate que la rectification est d'ordre purement rédactionnel et demande si des délégués entendent s'y opposer.

M. Evrigenis (Grèce) ne s'oppose pas à la proposition soviétique, mais entend distinguer deux questions différentes. La première est mineure. Il s'agit de la référence au seul article premier. Ne faudrait-il pas viser également l'article 2?

Le Président fait observer que l'article 2 ne concerne que la consultation juridique et non l'aide judiciaire proprement dite.

M. Evrigenis (Grèce) retire sa première objection et se contente de faire observer que la modification des mots «du présent chapitre» suppose une harmonisation dans l'ensemble des dispositions de ce chapitre.

Mr Martens (Netherlands) expressed opposition to the Soviet proposal and said it would be better if the text was left as it presently stood.

Le Président rappelle que la proposition soviétique consiste à remplacer au premier alinéa de l'article 13 les mots: «du présent chapitre» par «dans les conditions de l'article premier». Naturellement, si une telle harmonisation devait s'avérer nécessaire, il conviendrait de modifier également les dispositions correspondantes des autres articles.

M. Khamanev (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) précise que la modification proposée par la délégation de l'URSS ne concerne que la disposition de l'article 13 et nullement les autres textes proposés par le Comité de rédaction.

Mr Duchek (Austria) pointed out that article 10 dealt with documents forwarded under this chapter, which dealt with another thing. He felt that there was nothing much to be changed in the Commission's acceptance of the Soviet proposal.

Le Président, après avoir constaté qu'elle avait reçu le soutien de la délégation tchécoslovaque, fait procéder à un vote sur la proposition soviétique tendant à la substitution des mots «du présent chapitre» par «de l'article premier» au premier alinéa de l'article 13.

Vote

La proposition soviétique est adoptée par 9 voix (Australie, Autriche, Canada, Grèce, Japon, Royaume-Uni, Suisse, Tchécoslovaquie, URSS*) contre deux (Italie, Pays-Bas) et 10 abstentions (République fédérale d'Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Israël, Luxembourg, Portugal, Suède, Yougoslavie).*

La question de savoir si les mots figurant entre crochets à la fin du premier alinéa de l'article 13 doivent ou non être maintenus est renvoyée à la prochaine réunion de la Commission qui aura lieu le mercredi 22 octobre à 11 h., de façon à ce que le Comité de rédaction puisse achever son travail sur les clauses finales.
Le Président rappelle qu'il conviendra de se prononcer également sur la proposition italienne concernant l'alinéa 5 de l'article 7.

La séance est levée à 18 h.

Documents de travail Nos 34 à 41
Working Documents Nos 34 to 41

Distribués le 22 octobre 1980
Distributed on 22 October 1980

No 34 – Proposal of the Netherlands delegation

Article 13, paragraph 3

replace: 'civil registers' *('de l'état civil') by* 'public registers' *('registres publics') and: 'involving civil status' ('ayant trait au statut personnel') by* 'relating to civil or commercial matters' *('en matière civile ou commerciale').*

Comments

The proposal is made in order to bring the text of article 13, paragraph 3 (= article 12, paragraph 3, of the Special Commission's Draft) in conformity with article 18 as drafted by the Drafting Committee in accordance with the acceptance of the Israeli amendments to article 16 of the Special Commission's Draft (cf. Working Document No 20).

No 35 – Proposal of the Netherlands delegation

In article 17, paragraph 3, of the text of the Drafting Committee delete: 'no' *and* 'except'

Comments

Article 15, paragraph 1, of the Draft Provisions (Prel. Doc. No 5) reproduces article 19 of the 1954 Convention which in its turn has been taken from the 1905 Convention. These articles lay down that orders for costs shall be rendered enforceable without a hearing, *but on the other hand they secure a* right of appeal *against the decision to render the order enforceable. Both provisions are closely connected: to refuse a hearing is only acceptable if there is a right to appeal.*
In the Draft submitted by the Drafting Committee this connection has been severed: under article 17 (3) of that Draft there will be no *right of appeal unless the law of the requested State provides for such a right.*
It may be argued that it is up to the requested State to decide whether or not it wishes to grant its inhabitants a right to appeal from decisions made against them without a hearing. It is submitted, however, that nevertheless it is unacceptable to leave to the discretion of the Contracting States whether or not they will grant a right to appeal, because the interested party should be guaranteed *a right to appeal in case its application is refused.*

No 36 – Proposal of the Drafting Committee

This Working Document is incorporated in Working Document No 32.

No 37 – Proposal of the Australian delegation

Security for costs and enforceability of orders for costs

Article 15

The following amendments to the text proposed by the Drafting Committee are proposed:

1 line 1 – after the word 'for' *insert* 'payment of'.

2 line 1 – delete 'the'.

3 lines 2 and 3 – delete 'exempt from the provision of security or payment under article 14 or under the', *and substitute* 'exempt from requirements as to security, bond, deposit or payment by virtue of article 14 or of the ...'.

4 line 5 – delete 'at the request' *and substitute* 'on the application'.

5 lines 6 and 7 – delete 'the requested State', *and substitute* 'any other Contracting State'.

With the foregoing amendments the article would read as follows:

Orders for payment of costs and expenses of proceedings, made in one of the Contracting States against any person exempt from requirements as to security, bond, deposit or payment by virtue of article 14 or of the law of the State where the proceedings have been commenced shall, on the application of the person entitled to the benefit of the order, be rendered enforceable without charge in any other Contracting State.

No 38 – Proposal of the Finnish delegation

Article 23a

A Contracting State may, by declaration, specify the language or languages other than those referred to in articles 7 and 17 in which documents may be sent to its Central Authority.

No 39 – Proposition de la délégation suisse

Clauses finales – article ...

Tout Etat contractant qui a plusieurs langues officielles et qui ne peut, pour des raisons de droit interne, accepter les demandes d'assistance judiciaire dans l'une de ces langues pour l'ensemble de son territoire, doit faire connaître au moyen d'une déclaration faite au moment de la signature ou de la ratification la langue dans laquelle celles-ci doivent être rédigées ou traduites en vue de leur présentation dans les parties de son territoire qu'il a déterminées.

No 40 – Proposition de la délégation italienne
– Proposal of the Italian delegation

Les frais de traduction supportés par chaque Etat, en application des alinéas précédents, ne peuvent donner lieu à aucun remboursement.
Costs of translation borne by a State, in application of the preceding paragraphs, shall not give rise to any claim for reimbursement.

No 41 – Proposition du Secrétaire général

Proposition de rédaction concernant le texte français de l'article 1, alinéas 1 et 2:

Article 1

1 Les ressortissants d'un Etat contractant ainsi que les personnes ayant leur résidence habituelle *dans un tel Etat* sont admis au bénéfice de l'assistance judiciaire en matière civile et commerciale dans tout autre Etat contractant au même titre et dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet Etat ou *que les personnes y ayant leur résidence habituelle si le statut de ces dernières leur est plus favorable.*

2 Les personnes auxquelles les dispositions de l'alinéa *précédent* ne s'appliquent pas mais qui ont eu leur résidence habituelle dans un Etat contractant dans lequel une procédure judiciaire est ou sera engagée, seront néanmoins admises au bénéfice de l'assistance judiciaire aux conditions prévues à l'alinéa *précédent,* si la cause *de l'action* découle de cette ancienne résidence habituelle.

3 (sans changement)

Documents de travail Nos 34 à 41

Document de travail No 42

Distribué le 22 octobre 1980

Proposition du Comité de rédaction

Article 1

1 Les ressortissants d'un Etat contractant, ainsi que les personnes ayant leur résidence habituelle *dans un Etat contractant* sont admis au bénéfice de l'assistance judiciaire en matière civile et commerciale dans chaque Etat contractant *comme s'ils étaient eux-mêmes ressortissants de cet Etat et y résidaient habituellement.*

Article 13

1 Lorsque l'assistance judiciaire a été accordée dans les conditions de l'article premier, les notifications et significations, quelle qu'en soit la forme, relatives au procès du bénéficiaire et qui seraient à faire dans un autre Etat contractant, ne peuvent donner lieu à aucun remboursement. Il en va de même des commissions rogatoires et enquêtes sociales à l'exception des indemnités payées aux experts et interprètes.

2 Lorsqu'une personne a été admise en application de l'article premier, au bénéfice de l'assistance judiciaire dans un Etat contractant à l'occasion d'une procédure ayant donné lieu à une décision, elle bénéficie, sans nouvel examen, de l'assistance judiciaire dans tout autre Etat contractant où elle sollicite la reconnaissance ou l'exécution de cette décision.

3 *(supprimé)*

Working Document No 42

Distributed on 22 October 1980

Proposal of the Drafting Committee

Article 1

1 Nationals of any Contracting State and persons habitually resident *in any Contracting State* shall be entitled to legal aid for court proceedings in civil and commercial matters in each Contracting State *as if they themselves were nationals of and habitually resident in that State.*

Article 13

1 Where legal aid has been granted in accordance with article 1, service of documents in any other Contracting State in pursuance of the legally aided person's proceedings shall not give rise to any charges regardless of the manner in which service is effected. The same applies to letters of request and social enquiry reports, except for fees paid to experts and interpreters.

2 Where a person has received legal aid in accordance with article 1 for proceedings in a Contracting State and a decision has been given in those proceedings, he shall, without any further examination of his circumstances, be entitled to legal aid in any other Contracting State in which he seeks to secure the recognition or enforcement of that decision.

3 *(deleted)*

Procès-verbal No 13

Séance du mercredi 22 octobre 1980 (matin)

Meeting of Wednesday 22 October 1980 (morning)

La séance est ouverte à 11 h. 15 sous la présidence de M. Böhmer (République fédérale d'Allemagne), le Rapporteur étant M. Möller (Finlande).

Le Président invite la Commission à poursuivre l'étude de l'article 13, alinéa premier, du projet du Comité de rédaction (Doc. trav. No 28). Il demande aux délégations si elles ont des propositions d'amendements à formuler relativement à cette disposition.

Mr Bangert (Denmark) said that the square brackets had been inserted because the question had been discussed before the Commission, and the Czechoslovakian Delegate had proposed putting interpreters' fees on the same footing as experts' fees. Personally, he was in favour of this suggestion.

Le Président remarque que la délégation de la Tchécoslovaquie appuie la proposition de M. Bangert.
Relevant que cette proposition ne soulève pas d'objections, le Président la déclare *adoptée*.
Puis le Président fait donner lecture de l'alinéa 2 de l'article 13 du projet du Comité de rédaction.

M. Weitzel (Luxembourg) rappelle que l'alinéa 2 de l'article 13 est issu d'une proposition de la délégation luxembourgeoise. Son objet est de permettre à la personne qui a bénéficié de l'assistance judiciaire dans un Etat contractant à l'occasion d'une procédure ayant donné lieu à une décision, de recevoir, sans nouvel examen, l'assistance judiciaire dans tout autre Etat contractant où elle sollicite la reconnaissance ou l'exécution de cette décision. La raison qui sous-tend une telle disposition, fait valoir M. Weitzel, est d'éviter qu'une personne qui a déjà bénéficié de l'assistance judiciaire à l'occasion d'une procédure ayant donné lieu à une décision, se voit opposer un refus d'assistance judiciaire lorsqu'il s'agit d'obtenir l'exécution de ladite décision. Il fait valoir que cette solution a été également adoptée par d'autres conventions, notamment la Convention de La Haye sur la reconnaissance et l'exécution des jugements, celle de Bruxelles sur la reconnaissance et l'exécution des jugements en matière civile et commerciale et certaines conventions bilatérales sur l'exécution des jugements.

Mr Goldwater (Israel) said that he would like to have a clarification on this paragraph. It seemed well-founded in principle. But supposing a person obtained a decision in his favour, and invoked this decision in a second State, would there not have to be in this second State a *prima facie* examination of the decision before enforcement (for instance, as to whether the first State had international jurisdiction), or would access to legal aid be automatic in this case?

M. Weitzel (Luxembourg) répond à M. Goldwater que la délégation luxembourgeoise ne voit aucun inconvénient à ce que l'assistance judiciaire soit accordée automatiquement à une personne qui sollicite la reconnaissance ou l'exécution d'une décision lorsque cette dernière a déjà obtenu le bénéfice de l'assistance judiciaire à l'occasion de la procédure ayant donné lieu à ladite décision. A l'instar du système mis en place par l'article 44 de la Convention de Bruxelles précitée, il suffira que l'intéressé prouve que l'assistance judiciaire lui a déjà été accordée dans l'Etat d'origine.

M. van Keer (Belgique) déclare appuyer la proposition de la délégation du Luxembourg. Il rappelle à la Commission que la solution qui se trouve à l'alinéa 2 de l'article 13 avait été déjà adoptée par la Convention de La Haye concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions relatives aux obligations alimentaires envers les enfants (article 9).

M. D'Almeida Ribeiro (Portugal) déclare également soutenir la proposition luxembourgeoise.

Mr Bangert (Denmark) said that before the question was put to the vote, he would like to clarify his position. He was absolutely in favour of the proposal, but he would abstain since in Denmark the procedure of exequatur did not exist.

Mr van Loon (Secretary at the Permanent Bureau) said that although he was quite sympathetic to the Luxembourg proposal, he felt it raised two difficulties. The first touched upon what Mr Goldwater had said. There was a great difference between making an enforcement convention and adding a provision on legal aid, and making a convention on legal aid and extending the benefit of this convention to enforcement. He emphasised that where there existed no conventional rules on execution, as was the case in a legal aid convention, the costs of execution could well be considerable, since in some countries it might well be necessary to re-open proceedings. This was obviously not the case if conventional rules existed, as they would in an enforcement convention. The second point he wished to make was that the proposal did not make clear enough the form and extent of the legal aid to which the person legally aided in the first State would be entitled in the enforcement State. For instance, if this person received partial aid in the first State, what would his situation be in the second?

Mr Dobson (United Kingdom) said he was grateful for delegates and Mr van Loon for pointing out the difficulties which arose in connection with this proposal. The Drafting Committee had endeavoured to put into form the decisions which had been taken by the Commission. But the United Kingdom would vote against this proposal, since the implications were far-reaching and had not been seriously considered. These included serious financial consequences.

The Rapporteur observed that it might be possible to avoid these practical difficulties by adopting the solution which appeared in article 15 of the Maintenance Enforcement Convention. This solution consisted in according the most favourable aid of the State of enforcement.

Le Président déclare que la proposition de la délégation luxembourgeoise ne peut être simplement renvoyée au Comité de rédaction. Il est nécessaire que la Commission se prononce par un vote sur ce point.

M. Pocar (Italie) déclare soutenir la proposition de la délégation luxembourgeoise et rappelle qu'une disposition similaire se trouve à l'article 18 de la Convention sur l'exequatur.

M. Evrigenis (Grèce) se déclare favorable à la proposition de la délégation luxembourgeoise. Toutefois il pense qu'il serait souhaitable de préciser, puisque telle semble être l'interprétation que l'on doit donner de l'alinéa 2 de l'article 13, qu'il s'agit de l'assistance judiciaire conformément à la présente Convention.

M. Weitzel (Luxembourg) confirme l'interprétation que M. Evrigenis vient de donner de la proposition luxembourgeoise.

Mr van Loon (Secretary at the Permanent Bureau) felt bound once again to stress the considerable difference between providing for legal aid in an enforcement convention, and providing for the extension of legal aid to execution within the context of a legal aid convention. He wished to underline this point to make it quite clear that the proposal would have far-reaching consequences. He added that even with the modification proposed by Mr Evrigenis, it remained unclear what the form and the extent of the legal aid in the country of enforcement was to be.

Le Secrétaire général estime que la proposition de la délégation luxembourgeoise est dangereuse. Il fait valoir que lorsqu'on élabore une convention sur la reconnaissance et l'exécution des jugements, une telle disposition est tout à fait normale car on présume qu'en réclamant l'exécution d'une décision, le demandeur est dans son droit. Au contraire, imaginer une semblable décision dans une convention sur l'assistance judiciaire revient à dire, si on prend un exemple, qu'un individu qui obtient une décision en France peut entamer des procédures d'exequatur, tout en bénéficiant de l'assistance judiciaire, dans tous les pays d'Europe alors que l'on sait parfaitement qu'il n'obtiendra pas gain de cause parce que les conditions de fond de l'exequatur ne sont pas remplies.

M. Weitzel (Luxembourg) fait valoir qu'il est possible que l'assistance judiciaire soit refusée dans le pays où l'exequatur est demandé. Dans un tel cas, la personne qui a obtenu une décision en sa faveur ne pourra cependant pas obtenir son exécution.

M. van Loon (Secrétaire au Bureau Permanent) répond à M. Weitzel que cette personne n'aura qu'à invoquer l'article premier de la Convention dans le pays où l'exequatur est demandé.

Le Président invite les délégations à se prononcer sur la proposition luxembourgeoise (article 13, alinéa 2, du projet du Comité de rédaction).

Vote

Par 8 voix pour (Belgique, Grèce, Italie, Luxembourg, Portugal, Tchécoslovaquie, URSS *et Yougoslavie), 6 voix contre (République fédérale d'Allemagne, Australie, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède) et 8 abstentions (Autriche, Canada, Danemark, Egypte, France, Hongrie, Israël et Suisse), la Commission adopte cette proposition.*

M. Volken (Suisse) fait remarquer qu'il serait souhaitable de remplacer, à la dernière ligne de l'alinéa 2 de l'article 13, le pronom personnel «il» par le pronom «elle»,

M. Khodakov (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) demande si le texte (article 13, alinéa 2) a été adopté en tenant compte de la proposition de M. Evrigenis.

M. Evrigenis (Grèce) rappelle que, selon la proposition de sa délégation, il convient d'ajouter, à la deuxième ligne de l'alinéa 2 de l'article 13, après les mots «Etat contractant», les termes «en conformité avec l'article premier».

M. Khodakov (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) propose qu'on lise le début de l'alinéa de l'article 13 de la manière suivante: «Lorsque l'assistance judiciaire a été accordée conformément à l'article premier dans un Etat contractant...».

Mr Bangert (Denmark) said that as Chairman of the Drafting Committee he found the proceedings very unsatisfactory. The Drafting Committee was responsible for drawing up the translation of the text.

Le Président relève que l'article 13, alinéa 2, a été adopté dans les termes de la proposition de la délégation du Luxembourg. Il invite les délégations qui sont opposées à la formulation retenue de faire des propositions d'amendements écrites qui seront discutées au cours de la séance de l'après-midi. Puis le Président fait donner lecture de l'alinéa 3 de l'article 13 du projet du Comité de rédaction.

Mr Martens (Netherlands) wished to bring into line article 13 of the Draft with article 18. Article 18 referred to decisions in civil and commercial matters, whereas article 13, paragraph 3, referred simply to decisions involving civil status. In addition, article 13, paragraph 3, referred to *civil* registers, while article 18 referred to *public* registers. The texts should be harmonised on both points.

M. Pocar (Italie) déclare appuyer la proposition de M. Martens.

M. Khamanev (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) fait remarquer à la Commission que l'alinéa 3 de l'article 13 n'a pas de rapport direct avec l'article 18, lequel relève d'un autre chapitre de la Convention sans relation avec l'admission de l'assistance judiciaire en matière civile et commerciale. C'est pourquoi la délégation de l'URSS se déclare favorable au maintien du texte du Comité de rédaction.

Mr Martens (Netherlands) said that he saw no reason why different wordings should be maintained in the different chapters. Particularly, he did not see why the text of article 13, paragraph 3, restricted the extension of legal aid to decisions involving civil status. Why should there not be the same possibilities for all decisions in civil and commercial matters?

Mr Hosokawa (Japan) opposed the suggestion made by the Netherlands Delegate. Article 18 made for the assimilation of foreign residents and nationals. In many countries, even a legally-aided person had to pay certain costs, for the obtention of documents, etc. So, if the country in which the applicant obtained his decision provided for a total exemption of costs, the legally-aided person would be entitled to a more favourable treatment than the nationals of the country in which he sought enforcement. This was certainly a case to limit article 13. He had already proposed deleting the

paragraph. This proposal had been rejected. But he firmly opposed the extension.

The Rapporteur said that the Japanese Delegate had already said essentially what he wished to say. However, he would emphasise that there was no need to render article 13 identical to article 18. There was a good reason for maintaining a difference. A rule of non-discrimination could be much broader than a rule aiming at assimilation in connection with costs of documents. Personally, he had no strong view either way. He just wished to point out that there was no interdependence between these provisions, and thus differences in their formulation were perfectly acceptable.

Mr Dobson (United Kingdom) suggested leaving the text to the Drafting Committee and voting on the principle, to save time.

M. Weitzel (Luxembourg) propose également de renvoyer l'alinéa 2 de l'article 13 au Comité de rédaction.

Le Président se déclare en accord avec la proposition de M. Weitzel. Puis il invite les délégations à se prononcer sur le principe de la proposition de la délégation des Pays-Bas (Doc. trav. No 34).

Vote

Par 11 voix pour (Autriche, Belgique, Danemark, Grèce, Israël, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni et Suède), 5 voix contre (Hongrie, Japon, Tchécoslovaquie, URSS *et Yougoslavie) et 6 abstentions (République fédérale d'Allemagne, Australie, Canada, Egypte, Finlande et Suisse), la Commission adopte cette proposition.*

M. Khodakov (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) fait une remarque touchant à la forme et au fond de l'alinéa 3 de l'article 13 du projet du Comité de rédaction.
Dans la législation de certains pays, dont l'URSS, les nationaux, même lorsqu'ils bénéficient de l'assistance judiciaire, ne se voient pas délivrer gratuitement les copies des actes et jugements relatifs à l'état civil. En effet, l'obtention de ces copies est très peu onéreuse et c'est le tribunal de l'affaire qui peut les délivrer. Or, fait remarquer M. Khodakov, si l'on garde le texte du Comité de rédaction, les étrangers auront plus de droits que les nationaux. Une telle solution serait intolérable pour un Etat souverain. C'est pourquoi, la délégation de l' URSS suggère que l'on ajoute après les mots «Etat contractant», à l'avant-dernière ligne de la version française de l'alinéa 3 de l'article 13, les termes «aux mêmes conditions qu'aux nationaux...».

Mr Dobson (United Kingdom) supported the observations of the Soviet Delegate. He himself had made this point earlier. He felt it was quite unacceptable to put persons entitled under article 1 of the Convention in a better position than nationals of the State of enforcement or than persons receiving aid under domestic legislation.

Le Président invite les délégations à se prononcer sur la proposition de l'URSS.

Vote

Par 16 voix pour (République fédérale d'Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Espagne, Grèce, Israël, Japon, Luxembourg, Portugal, Royaume-Uni, Suisse, Tchécoslovaquie, URSS *et Yougoslavie), 1 voix contre (Pays-Bas) et 6 abstentions (Danemark, Egypte, Finlande, Hongrie, Italie et Suède), la Commission accepte cette proposition.*

M. Pocar (Italie) suggère que l'on permute les alinéas 2 et 3 de l'article 13, étant donné que l'alinéa 2 se réfère au moment de l'exécution du jugement.

Le Président répond à M. Pocar que sa proposition sera étudiée au cours de la séance de l'après-midi.

La séance est levée à 12 h. 20.

Documents de travail Nos 43 à 45
Working Documents Nos 43 to 45

Distibués le 22 octobre 1980 (après-midi)
Distributed on 22 October 1980 (afternoon)

No 43 – Proposition de la délégation de la République fédérale d'Allemagne
– Proposal of the delegation of the Federal Republic of Germany

Clause finale

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, a la faculté d'exclure l'application de l'article 13, alinéa 2.

Motifs

L'article 13, alinéa 2 aurait pour conséquence qu'une personne qui a obtenu l'assistance judiciaire conformément à la Convention serait privilégiée par rapport à des personnes à qui l'assistance judiciaire a été accordée par un tribunal allemand en vertu du droit interne. Selon les règles procédurales allemandes, l'octroi de l'assistance judiciaire n'est pas étendu automatiquement à l'exécution. Une nouvelle décision judiciaire doit être prise relative à l'assistance judiciaire pour l'exécution.

Final clause

A State may, at the time of signature, ratification or accession exclude the application of the provision of article 13, paragraph 2.

Comments

The result of article 13, paragraph 2, would be that a person to whom legal aid had been granted in a Contracting State in accordance with the Convention is privileged compared to those having received legal aid for proceedings in Germany under the internal procedural provisions. Legal aid for proceedings is not automatically extended to the enforcement of the decision. A new decision has to be taken by the court when the party applies for legal aid for the enforcement. That includes a new examination of the legal conditions for legal aid.

No 44 – Proposition de la délégation suisse
– Proposal of the Swiss delegation

Article 1

1 Les ressortissants d'un Etat contractant, ainsi que les personnes ayant leur résidence habituelle *dans un tel Etat* sont admis au bénéfice de l'assistance judiciaire en matière civile et commerciale dans tout autre Etat contractant *comme s'ils étaient eux-mêmes ressortissants de cet autre Etat et y résident habituellement.*

Commentaire

Cf. Procès-verbal No 3 du 9 octobre 1980. Article 21 de l'avant-projet de Convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants (Doc. prél. No. 6).

Article 1

1 Nationals of any Contracting State and persons habitually resident *in such a State* shall be entitled to legal aid for court proceedings in civil and commercial matters in any other Contracting State *as if they themselves were nationals of and habitually resident in that State.*

Comments

Cf. Procès-verbal *No 3 of October 9, 1980. Article 21 of the preliminary draft Convention on the civil aspects of international child abduction (Prel. Doc. No 6).*

No 45 – Proposal of the Czechoslovak delegation

I *Article 20*

1 *to use the term* 'judicial authorities' *instead of* 'court or tribunal' – *lines 1, 2, 3 (English text) – to have the same wording in paragraphs 1 and 2.*

II *Article 20*

2 *to add the word* 'voluntarily' *as a last word of English text (Working Document No 32).*

III *Article 20*

2 *line 3* ... when he was informed by the judicial authority that his presence is no longer required an opportunity ...

Procès-verbal No 14

Séance du mercredi 22 octobre 1980 (après-midi)
Meeting of Wednesday 22 October 1980 (afternoon)

La séance est ouverte à 15 h. sous la présidence de M. Böhmer (République fédérale d'Allemagne), le Rapporteur étant M. Möller (Finlande).

Le Président invite les délégations à reprendre l'étude de l'article 13 du Comité de rédaction.

Mr Bangert (Denmark), as Chairman of the Drafting Committee, pointed out the heavy work load that was burdening the Committee. He stressed the importance of the Drafting Committee producing a full Draft and he asked that new proposals be presented after the Draft was presented.

Le Président, après avoir remercié le Comité de rédaction pour son travail, rappelle à la Commission qu'il lui reste à étudier, en ce qui concerne le premier chapitre, la question des formules annexées à la Convention.

M. Weitzel (Luxembourg) intervient au nom de la Commission spéciale qui a été chargée de modifier les formules annexées à la Convention.
M. Weitzel fait tout d'abord remarquer que la délégation japonaise a retiré sa proposition de modification de la formule contenue au Document préliminaire No 5, car elle est devenue sans objet.
En ce qui concerne la proposition de la délégation de l'Autriche, M. Weitzel rappelle qu'elle consiste à préciser dans la formule contenue au Document préliminaire No 5, No 23*a*, la nature du prêt. La Commission spéciale a accepté cette proposition. Elle reviendrait à lire la formule de la manière suivante: *a*) prêt (mentionnez nature et montant...).

Le Président relevant qu'aucune délégation ne soulève d'objection à l'égard de la proposition de la délégation de l'Autriche la déclare *adoptée.*

M. Weitzel (Luxembourg) rappelle aux délégations que les Pays-Bas ont soumis quatre propositions à la Commission spéciale.
La première d'entre elles consiste à mettre au No 3*b* de la formule contenue au Document préliminaire No 5, les mots «nécessaire pour l'appréciation de la demande». M. Weitzel fait valoir que pour la Commission spéciale il n'y a pas de différence substantielle entre le texte actuel et celui de la proposition des Pays-Bas. C'est pourquoi la Commission spéciale s'est déclarée favorable au maintien du texte actuel.

Le Président relève que la Commission rejette cette première proposition de la délégation des Pays-Bas.

M. Weitzel (Luxembourg) énonce la deuxième propo-

sition de la délégation des Pays-Bas. Cette proposition consiste à supprimer les mots «relatifs au litige» au No 4 de la formule contenue dans le Document de travail No 5. Elle considère en effet que cette restriction ne se justifie pas et qu'il serait préférable de mentionner certains délais, tels ceux relatifs à la prescription. Cependant, fait valoir M. Weitzel, la Commission spéciale, estimant que la proposition des Pays-Bas était trop vague, s'est prononcée pour le maintien du texte actuel.

Le Président relève que les délégations soutiennent le point de vue de la Commission spéciale qui déclare que le texte est maintenu.

M. Weitzel (Luxembourg) énonce la troisième proposition de la délégation des Pays-Bas.
Elle consiste à ajouter au chiffre 5 de la version anglaise de la formule contenue au Document préliminaire No 5, le mot «*any*». M. Weitzel fait valoir que cette proposition a reçu l'appui de la Commission spéciale.

Le Président déclare que la Commission adopte cette proposition de la délégation des Pays-Bas.

M. Weitzel (Luxembourg) fait état de la quatrième proposition de la délégation des Pays-Bas.
Elle consiste à mettre au No 12 de la formule contenue au Document préliminaire No 5, une indication concernant la résidence habituelle antérieure. La Commission spéciale a estimé que cette proposition était utile. C'est pourquoi elle suggère que cette formule soit rédigée de la manière suivante dans la version française: *12a résidence habituelle (date du début de la résidence); b résidence habituelle antérieure (date du début et de la fin de la résidence).*
La version anglaise se présenterait de la manière suivante: 12*a habitual residence (date of the beginning of the residence); b formal habitual residence (date of commencement and termination of the residence).*

Le Président relève que la Commission adopte cette proposition de la délégation des Pays-Bas.

Mr Hosokawa (Japan) raised a point in relation to No 3*a* of the model form in Preliminary Document No 5. He noted that 'subject-matter' could be interpreted as merely requiring, for example, 'divorce', but he felt that sometimes this would not provide enough information on which to decide whether legal aid should be granted. He felt that more details should be required as that it is sometimes necessary to have information to show connection, for example.

Le Président répond au Délégué du Japon qu'il est difficile de compléter le texte qui se trouve au chiffre 3 de la formule contenue au Document préliminaire No 5, étant donné la trop grande diversité des cas d'espèces. Toutefois, le Président demande au Rapporteur de bien vouloir faire état dans son Rapport de l'intervention de la délégation japonaise. Puis il invite la Commission à se prononcer sur le titre du chapitre premier de la Convention (Assistance judiciaire). Il relève que les délégations acceptent ce titre.
Enfin, le Président demande à la Commission de choisir le titre de la Convention. A cet égard, il invite les délégués à se reporter aux suggestions qui figurent dans le Rapport complémentaire établi par M. Gustaf Möller à la suite de la Commission spéciale d'avril 1980 (Doc. prél. No 7, paragraphe *a*).
Après avoir fait procéder à un tour de table à titre d'information, le Président relève que les délégations se partagent entre les trois dernières suggestions qui figurent au Rapport précité.

Mr Dobson (United Kingdom) recommended adoption of the second title 'Convention on International Legal Aid and Certain Other Matters of Legal Co-operation', because it conveyed more accurately what the Convention is primarily concerned with. He noted that the other titles were not as specific.

Mr Martens (Netherlands) felt that 'Convention to Facilitate International Access to Justice and Certain Other Matters of Legal Co-operation' was preferable as it was more balanced with respect to the first and second chapters.

Le Président invite les délégations à choisir, dans un premier temps, entre les mots «Convention tendant à faciliter l'accès international à la justice» et les mots «Convention sur l'assistance judiciaire internationale et sur certaines autres matières d'entraide judiciaire».

Vote

Treize délégations se prononcent pour le premier titre (République fédérale d'Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, Grèce, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie et URSS*). Huit délégations se prononcent pour la deuxième solution (Australie, Canada, Espagne, Israël, Japon, Maroc, Portugal et Royaume-Uni).*

Puis le Président invite les délégations à choisir entre la solution qui vient de recueillir le plus de voix et le titre suivant «Convention relative à la procédure civile».

Vote

Seize délégations se prononcent en faveur de la première solution (République fédérale d'Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, Grèce, Italie, Japon, Luxembourg, Maroc, Pays-Bas, Portugal, Suède, Tchécoslovaquie et URSS*). Deux délégations se prononcent pour la deuxième possibilité (Israël et Suisse). Trois délégations s'abstiennent de voter (Canada, Danemark et Royaume-Uni).*

Le titre de la Convention sera donc: *Convention tendant à faciliter l'accès international à la justice.*
Enfin, le Président invite les délégués à passer à l'étude du chapitre II du projet de Convention (Doc. trav. No 32 et No 36). Il fait donner lecture de l'alinéa premier de l'article 14 du projet du Comité de rédaction.

M. Volken (Suisse) dit qu'il faut ajouter l'article «des» avant le mot «personnes» qui se trouve à la cinquième ligne de l'alinéa premier de l'article 14.

The Rapporteur pointed out the inclusion in brackets of 'including legal persons', and also the inclusion of the words 'bond or deposit of any kind' as used in other Hague Conventions.

Le Président relevant que l'alinéa premier de l'article 14 ne soulève pas d'objection, le déclare *adopté* par la Commission.
Puis le Président fait donner lecture des alinéas 2 et 3 de l'article 14. La première de ces dispositions est *adoptée* par la Commission.

Mr Bangert (Denmark) pointed out a mistake in the French text: no brackets had been included. He noted that the Drafting Committee felt that article 14, paragraph 3, should be deleted because it had drafted a new later article, which had not as yet been distributed. He

suggested that the vote on article 14, paragraph 3, be left until the later article was distributed.

M. Weitzel (Luxembourg) suggère qu'on ajoute une virgule après le mot «habituelle» qui se trouve à la cinquième ligne de l'alinéa 3.

Mr Bangert (Denmark) felt that it would be better to wait until the full Commission had the text of the Drafting Committee.

Le Président dit que l'on doit mettre la version française de l'alinéa 3 de l'article 14 entre crochets, à l'instar de la version anglaise.
Puis il fait donner lecture de l'article 15 du projet du Comité de rédaction.

Mr Bennett (Australia) referred to the proposals of the Australian delegation in Working Document No 37. He pointed out that three of these proposals, numbered 1, 2 and 5, had been directed at the old Draft, and not the new Draft now under consideration. He then submitted the proposal numbered 3: he proposed that the wording 'exempt from the provision of security or payment under article 14 or under the' be deleted and substituted with 'exempt from requirements as to security, bond, deposit or payment by virtue of article 14 or of the'. He pointed out that this would provide for the exempted person to be described differently. He noted that as the article refers back to article 14, the same language should be used. He submitted the proposal No 4: that the words 'at the request' be deleted from line 4 and substituted with 'on the application'. He felt that because subsequent articles speak of the application, it would be best to use 'application' here. He also submitted a proposal not included in Working Document No 37. He proposed that the word 'orders' at the beginning of article 15 be substituted with 'an order' because 'the order' is used in the singular later in the article.

Le Président relève que la Commission *adopte* la proposition de la délégation de l'Australie tendant à remplacer le mot *«orders»* qui se trouve au début de l'article 15 du Document de travail No 36, par le terme *«an order»*.

M. Volken (Suisse) demande s'il est nécessaire d'adapter le texte français à la version anglaise en mettant au début de l'article 15 les mots «une condamnation».

M. Weitzel (Luxembourg) se déclare favorable au maintien du pluriel dans la version française, ainsi que la Conférence l'a déjà fait dans la Convention de 1954.

Le Président déclare que la version française de l'article 15 est *maintenue* en l'état.
Puis il relève que la proposition de la délégation de l'Australie qui se trouve au No 3 du Document de travail No 37 est *acceptée* par la Commission. Seule la version anglaise subit une modification. Enfin, le Président soumet à la Commission la troisième proposition de la délégation de l'Australie (Doc. trav. No 37, 4) tendant à remplacer *«at the request»* par les mots *«on the application»*. Cette proposition est *acceptée* par la Commission.

Mrs Adlerstein (Federal Republic of Germany) drew the attention of delegates to the Swiss proposal in Working Document No 22 which had been accepted by the Commission. She asked why the wording approved in that proposal was not used in the present Draft.

The Rapporteur noted that the Drafting Committee had decided there would be too many difficulties if the exact expressions in Working Document No 22 were used. For example, 'interested party' is used later in the Convention in a different sense, which would present many difficulties. He therefore felt the present text was preferable.

Le Président fait donner lecture des quatre premiers alinéas de l'article 16 du projet du Comité de rédaction (Doc. trav. Nos 32 et 36). Les trois premiers alinéas sont *acceptés* par la Commission.

Mr Bangert (Denmark) pointed out with respect to article 14, paragraph 4, that it had been drafted in line with the Soviet proposal in article 4, paragraph 3.

Le Président relève que la Commission *accepte* l'alinéa 4 de l'article 16 du projet du Comité de rédaction.
Puis il fait donner lecture de l'alinéa 5 de cet article. Cette disposition est *acceptée*.
Puis le Président fait donner lecture des lettres *a* et *b* de l'alinéa premier de l'article 17. La première de ces dispositions est *acceptée*. En ce qui concerne le *b* de l'alinéa premier, le Président demande au Rapporteur si un certificat passé en force de chose jugée est recouvert par l'expression «tout document».

The Rapporteur stated that both requirements were included in article 17, paragraph 1*b*, to cover a situation which could arise where even though the decision is no longer subject to the ordinary forms of review in the State of origin it must also be shown that it is enforceable there.

Le Président relève que la Commission *accepte* la disposition qui se trouve au *b* de l'article 17.
Puis il fait donner lecture du *c* de l'alinéa premier de l'article 17. Cette disposition est *adoptée*.
Enfin, le Président fait donner lecture des deux derniers alinéas de l'article 17 du projet du Comité de rédaction. La première de ces dispositions est *acceptée*.

M. Khamanev (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) demande pour quelle raison le Comité de rédaction n'a pas fait figurer, dans la version française de l'alinéa 3 de l'article 17, les mots «la décision de l'autorité compétente» ainsi que cela a été fait dans la version anglaise.

Mr Martens (Netherlands) referred to the remarks made by Mr Bangert as to when in the Danish Supreme Court they have a difficult case, one justice speaks for one side while another defends the other side. He noted that it was in this spirit that he introduced this proposal in order to elicit a decision of the Conference on a question of principle. He felt that the text of article 15 as drafted by the Special Commission is ambiguous. One may read it thus: that the Convention gives a right to appeal, leaving further particulars of this appeal to the local law. One may read it, however, also as saying that the question of whether there is a right to appeal is left to the local law. He pointed out that the Drafting Committee had chosen the latter construction, and in order to get a decision of the Conference he wished to defend the former. He gave two reasons in favour of the view that the Convention should grant a right of appeal. The first reason is that it is a fundamental human right that no judicial decision shall be given without a fair hearing of the parties. Therefore, if the Convention says that the decision to render an order for costs enforceable shall be given without a hearing,

it should at least guarantee the possibility of a hearing on appeal. This is, historically, how the text of the 1954 Convention should be construed. The second reason is that every Contracting State renounces the right to demand a *cautio judicatum solvi* in return for having orders for costs easily rendered enforceable in the country where the defeated plaintiff has his residence. He pointed out that then the defendant who was refused his application should be sure that he may appeal. He felt that that should not be left to the discretion of the local law. He pointed out that here again the principle is all that matters. The words may, perhaps, be left to the Drafting Committee, if the Conference agreed to the principle that there should be a right of appeal, the procedure of which will be left to local law.

Mr Dobson (United Kingdom) noted that he had explained his difficulties with the articles as originally drafted in previous sessions. After many discussions in the Drafting Committee, he now felt that he had a better idea of what was intended. He gave as an example the situation where an order for costs was made against a plaintiff who had not had to give security for costs because of the law in the State, and who is now outside that State. If the defendant now wants to pursue his order for costs in another State, where the plaintiff is to be found, he goes to that State's competent authority to have the order registered. He noted the discussion in previous sessions with respect to whether the Central Authority would actually have to enforce the order. He noted that United Kingdom procedure provided for registration of the order. He noted that under the terms of the Convention, in article 15, the applicant must apply certain particulars and provided these are in the proper form, the authority in the State concerned must register the order, and this entails costs. He noted that there was no discretion in the United Kingdom; if the foreign order was properly made the authority must take the steps to make it enforceable. He was concerned as to what room there would be for a right of appeal in this case with respect to purely mechanical functions taken by the competent authority (for example, stamping the order). He felt that providing an appeal in a Convention would be a great interference with the law in other States. If the law of the State provided for an appeal, there would be no objection, but there should be no duty for the Convention to provide one. He stressed that the Convention should not interfere with the legislation of the State where enforcement is sought.

M. D'Almeida Ribeiro (Portugal) répond à M. Dobson que dans bien des pays continentaux, à la différence de la loi britannique qui connaît un système d'enregistrement automatique pour l'exequatur, il est nécessaire qu'une cour d'appel se prononce sur ce point.

Le Président soumet aux délégations la proposition de M. Martens, consistant à supprimer à l'alinéa 3 de l'article 17 dans la version anglaise les mots «*no*» et «*except*».

Vote

Par 5 voix pour (République fédérale d'Allemagne, Israël, Italie, Pays-Bas et Portugal), 9 voix contre (Australie, Autriche, Italie, Grèce, Japon, Luxembourg, Royaume-Uni, Suède et Suisse) et 8 abstentions (Belgique, Canada, Danemark, Egypte, Espagne, Maroc, Tchécoslovaquie et URSS*), la Commission rejette cette proposition.*

Puis le Président invite les membres du Comité de rédaction à répondre à la question soulevée par la délégation de l'URSS, relative à la différence entre les versions anglaise et française de l'article 17.

M. Volken (Suisse) fait remarquer qu'il apparaît clairement dans la version française que l'article 17 est consacré au problème de l'exequatur. C'est pourquoi, il semble inutile de dire à l'alinéa 3 de cet article qu'il s'agit de recours contre une décision d'exequatur, tout comme il n'est pas nécessaire de dire qu'il s'agit de la décision rendue par l'autorité compétente. La délégation de la Suisse déclare préférer que l'on supprime dans la version anglaise les mots qui ne figurent pas dans le texte français, ce dernier devant rester en l'état.

Mr Duchek (Austria) did not feel that the matter presented a major problem, as Austria felt it could go along with both texts. However, he strongly supported the Swiss proposal, as he felt that the texts should at least look similar. He noted that in some texts the French required only a few lines, where the English text was very long. He asked if this was necessary.

Le Président se demande s'il n'est pas possible d'adapter les versions anglaise et française de l'alinéa 3 de l'article 17.

Mr Dobson (United Kingdom) noted that although he did not feel competent to criticise the French text, he felt that to say 'no right of appeal' would be very open-ended. He felt that any difference in the length of the two texts would not raise any difficulties.

M. Pocar (Italie) est d'avis que l'on amende la version française en insérant après le mot «recours» les termes «contre la décision rendue par l'autorité compétente...».

M. Weitzel (Luxembourg) déclare appuyer la proposition de la délégation de l'Italie.

M. Volken (Suisse) se reportant à la proposition de l'Italie déclare préférer que l'on ajoute à l'alinéa 3 de l'article 17 après le mot «recours», les termes «contre la décision d'exequatur...».

Le Président invite les délégations à se prononcer sur la proposition de l'Italie.

Vote

Par 20 voix pour (République fédérale d'Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Egypte, Espagne, Finlande, Grèce, Italie, Japon, Luxembourg, Maroc, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Tchécoslovaquie et URSS*) et 2 abstentions (Israël et Suisse), la Commission adopte cette proposition.*

M. Volken (Suisse) suggère que l'on remplace le mot «pays» qui se trouve à la fin de l'alinéa 3 de l'article 17 par le mot «Etat».

Le Président, relevant que l'article 17 ne soulève plus d'objections, le déclare *adopté* par la Commission.

La séance est levée à 17 h. 45.

Distribué le 23 octobre 1980

Proposition établie par le Comité de rédaction (suite)

CHAPITRE V – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 21

Sous réserve des dispositions de l'article 22, aucune disposition de la présente Convention ne sera interprétée comme limitant les droits relatifs aux matières réglées par la présente Convention qui pourraient être reconnus à une personne conformément aux lois d'un Etat contractant ou à toute autre Convention à laquelle cet Etat est ou sera Partie.

Article 22

La présente Convention remplace, dans les rapports entre les Etats qui l'auront ratifiée, les articles 17 à 24 de la Convention du 17 juillet 1905 ou les articles 17 à 26 de la Convention relative à la procédure civile signée à La Haye le premier mars 1954, pour les Etats qui sont Parties à l'une ou l'autre de ces Conventions, même si la réserve au deuxième alinéa de l'article 26, lettre *b* est faite.

Article 23

Les accords additionnels aux Conventions de 1905 et de 1954, conclus par les Etats contractants, sont considérés comme également applicables à la présente Convention, dans la mesure où ils lui sont compatibles, à moins que les Etats intéressés n'en conviennent autrement.

Article 24

Un Etat contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent aux matières régies par cette Convention pourra, au mòment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout momente modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration. Ces déclarations seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas et indiqueront expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

Article 25

Lorsqu'un Etat contractant a un système de gouvernement en vertu duquel les pouvoirs exécutif, judiciaire et législatif sont partagés entre des Autorités centrales et d'autres autorités de cet Etat, la signature, la ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion à la

Distributed on 23 October 1980

Text drawn up by the Drafting Committee (continued)

CHAPTER V – GENERAL PROVISIONS

Article 21

Without prejudice to the provisions of article 22, nothing in this Convention shall be construed as limiting any rights in respect of matters governed by this Convention which may be conferred upon a person under the law of any Contracting State or under any other Convention to which it is, or becomes, a Party.

Article 22

Between Parties to this Convention who are also Parties to one or both of the Conventions on Civil Procedure signed at The Hague on the 17th of July 1905 and the 1st of March 1954, this Convention shall replace articles 17 to 24 of the Convention of 1905 or articles 17 to 26 of the Convention of 1954 even if the reservation provided for under paragraph 2*b* of article 26 of this Convention has been made.

Article 23

Supplementary agreements between Parties to the Conventions of 1905 and 1954 shall be considered as equally applicable to the present Convention, to the extent that they are compatible therewith, unless the Parties otherwise agree.

Article 24

If a Contracting State has two or more territorial units in which different systems of law are applicable in relation to matters dealt with in this Convention, it may at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession declare that this Convention shall extend to all its territorial units or only to one or more of them and may amend this declaration by submitting another declaration at any time. Any such declaration shall be notified to the Ministry for Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands and shall state expressly the territorial units to which the Convention applies.

Article 25

Where a Contracting State has a system of government under which executive, judicial and legislative powers are distributed between central and other authorities within that State, its signature or ratification of acceptance, approval or accession to this Convention, or its

Convention, ou une déclaration, faite en vertu de l'article 24, n'emportera aucune implication quant au partage interne des pouvoirs dans cet Etat.

Article 26

1 Tout Etat contractant pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion se réserver le droit d'exclure l'application de l'article premier aux personnes qui ne sont pas ressortissantes d'un Etat contractant mais qui ont leur résidence habituelle dans un Etat contractant autre que celui qui a fait la réserve ou qui ont eu leur résidence habituelle dans l'Etat qui a fait la réserve, s'il n'y a aucune réciprocité entre l'Etat qui a fait la réserve et l'Etat dont le demandeur de l'assistance est le ressortissant.

2 Tout Etat contractant pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, se réserver le droit d'exclure:

a l'usage de l'anglais, du français ou de ces deux langues tel que prévu à l'alinéa 2 de l'article 7;

b l'application des dispositions du chapitre II;

c l'application de l'article 20.

3 Lorsqu'un Etat:

a – aura exclu l'usage des langues anglaise et française en faisant la réserve prévue à la lettre *a* de l'alinéa précédent, tout autre Etat affecté par celle-ci pourra appliquer la même règle à l'égard de l'Etat qui aura fait la réserve;

[– aura fait la réserve prévue à la lettre *a* de l'alinéa précédent tout autre Etat affecté par celle-ci pourra appliquer la même règle à l'égard de l'Etat qui aura fait la réserve.]

b aura fait la réserve prévue à la lettre *b* de l'alinéa précédent tout autre Etat affecté par celle-ci pourra refuser d'appliquer les dispositions du chapitre II aux ressortissants de l'Etat qui aura fait la réserve ainsi qu'aux personnes ayant leur résidence habituelle dans cet Etat.

4 Aucune autre réserve ne sera admise.

5 Tout Etat contractant pourra, à tout moment, retirer une réserve qu'il aura faite.
Ce retrait sera notifié au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.
L'effet de la réserve cessera le premier jour du troisième mois du calendrier après cette notification.

Article 27

1 Tout Etat contractant indiquera au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas, soit au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, soit ultérieurement, les autorités prévues aux articles 3, 4 et 16.

2 Il notifiera, le cas échéant, dans les mêmes conditions:

a les déclarations visées aux articles 5, 9 et 16;

b tout retrait ou modification des désignations et déclarations mentionnées ci-dessus;

c tout retrait de réserves.

Article 28

1 Les formules modèles annexées à la présente Convention pourront être amendées par décision d'une

making of any declaration under article 24 shall carry no implication as to the internal distribution of powers within that State.

Article 26

1 Any Contracting State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, reserve the right to exclude the application of article 1 in the case of persons who are not nationals of a Contracting State but who have their habitual residence in a Contracting State other than the reserving State or formerly had their habitual residence in the reserving State, if there is no reciprocity of treatment between the reserving State and the State of which the applicants for legal aid are nationals.

2 Any Contracting State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, reserve the right to exclude –

a the use of English or French or both under paragraph 2 of article 7;

b the application of Chapter II;

c the application of article 20.

3 Where a State has made a reservation –

a – under paragraph 2 of this article, excluding the use of both English and French, any other State affected thereby may apply the same rule against the reserving State, or

[– under paragraph 2*a* of this article, any other State affected thereby may apply the same rule against the reserving State.]

b under paragraph 2*b* of this article, any other State may refuse to apply Chapter II to persons who are nationals of or habitually resident in the reserving State.

4 No other reservation shall be permitted.

5 Any Contracting State may at any time withdraw a reservation it has made. The withdrawal shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.
The reservation shall cease to have effect on the first day of the third calendar month after this notification.

Article 27

1 Every Contracting State shall, at the time of the deposit of its instrument of ratification or accession, or at a later date, inform the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands of the designation of authorities, pursuant to articles 3, 4 and 16.

2 It shall likewise inform the Ministry, where appropriate, of the following –

a declarations pursuant to articles 5, 9 and 16;

b any withdrawal or modification of the above designations and declarations;

c the withdrawal of any reservation.

Article 28

1 The model forms annexed to this Convention may be amended by a decision of a Special Commission

Commission spéciale sur le fonctionnement des Conventions en matière d'entraide judiciaire [et administrative] convoquée par le Secrétaire général de la Conférence de La Haye, à la condition que la proposition d'amender les formules ait été portée à l'ordre du jour joint à la convocation.

2 Les amendements seront adoptés par la Commission spéciale à la majorité des Etats contractants présents et prenant part au vote. Ils entreront en vigueur trois mois après la date à laquelle le Secrétaire général les aura communiqués à tous les Etats contractants.

3 Au cours du délai prévu à l'alinéa précédent, tout Etat contractant pourra notifier par écrit au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas qu'il entend faire une réserve sur cet amendement. L'Etat qui aura fait une telle réserve sera traité, en ce qui concerne cet amendement, comme s'il n'était pas Partie à la présente Convention jusqu'à ce que la réserve ait été retirée.

on the practical operation of Conventions in matters of judicial [and administrative] co-operation convoked by the Secretary General of the Hague Conference, provided that the notice of the proposal to amend the form is included in the agenda for the meeting.

2 Amendments adopted by a majority of the Contracting States present and voting at the Special Commission shall come into force for all Contracting States three months after the date of their communication by the Secretary General to all Contracting States.

3 During the period of three months provided for by paragraph 2 any Contracting State may by notification in writing to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands make a reservation with respect to the amendment. A Party making such reservation shall until the reservation is withdrawn be treated as a State not a Party to the present Convention with respect to that amendment.

Documents de travail Nos 47 et 48
Working Documents Nos 47 and 48

Distribués le 23 octobre 1980
Distributed on 23 October 1980

No 47 – Proposal by the Austrian delegation
– Proposition de la délégation autrichienne

Article X – Final Clauses

Any Contracting State may reserve the right not to apply wholly or partly the provisions of article 7, paragraph 2. When a Contracting State has made this reservation, any other Contracting State may apply the same reservation with respect to that State.

Tout Etat contractant pourra se réserver le droit de ne pas appliquer en tout ou en partie des dispositions de l'article 7, alinéa 2. Lorsqu'un Etat contractant fait cette réserve, tout autre Etat contractant peut appliquer la même réserve à l'égard de cet Etat.

No 48 – Proposition de la délégation luxembourgeoise
– Proposal of the Luxembourg delegation

Il y lieu de modifier l'article 20, alinéa 2 comme suit:

L'immunité prévue au présent article commence trois jours avant la date fixée pour l'audition du témoin ou de l'expert et prend fin lorsque le témoin ou l'expert ayant eu la possibilité de quitter le territoire pendant [3 jours] consécutifs, après que sa présence n'était plus requise par les autorités judiciaires, sera néanmoins demeuré sur ce territoire ou y sera retourné après l'avoir quitté.

Article 20, paragraph 2, should be amended as follows:

The immunity provided for in this article shall commence three days before the date fixed for the hearing of the witness or expert and shall cease when the witness or expert having had for a period of three consecutive days from the date when his presence is no longer required by the judicial authorities an opportunity of leaving has nevertheless remained in the territory, or having left it, has returned.

Distribué le 23 octobre 1980

Distributed on 23 October 1980

Texte établi par le Comité de rédaction (suite)

CHAPITRE VI – CLAUSES FINALES

Article 29

La Convention est ouverte à la signature des Etats qui étaient Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Quatorzième session ainsi que des Etats non-membres invités à son élaboration.

Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 30

Tout autre Etat pourra adhérer à la Convention.
L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.
L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérant et les Etats contractants qui n'auront pas élevé d'objection à son encontre dans les douze mois après la réception de la notification prévue au chiffre 2 de l'article 34. Une telle objection pourra également être élevée par tout Etat membre au moment d'une ratification, acceptation ou approbation de la Convention, ultérieure à l'adhésion. Ces objections seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 31

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, pourra déclarer que la Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment où elle entre en vigueur pour cet Etat.
Cette déclaration, ainsi que toute extension ultérieure, seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 32

La Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion prévu par les articles 29 et 30.
Ensuite, la Convention entrera en vigueur:

1 pour chaque Etat ratifiant, acceptant, approuvant ou adhérant postérieurement le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt de son instru-

Text drawn up by the Drafting Committee (continued)

CHAPTER VI – FINAL CLAUSES

Article 29

The Convention shall be open for signature by the States which were Members of the Hague Conference on Private International Law at the time of its Fourteenth Session and by non-Member States which were invited to participate in its preparation.
It shall be ratified, accepted or approved and the instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Article 30

Any other State may accede to the Convention.
The instrument of accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.
Such accession shall have effect only as regards the relations between the acceding State and those Contracting States which have not raised an objection to its accession in the twelve months after the receipt of the notification referred to in sub-paragraph 2 of article 34. Such an objection may also be raised by Member States at the time when they ratify, accept or approve the Convention after an accession. Any such objection shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Article 31

Any State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, declare that the Convention shall extend to all the territories for the international relations of which it is responsible, or to one or more of them. Such a declaration shall take effect at the time the Convention enters into force for that State.
Such declaration, as well as any subsequent extension, shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Article 32

The Convention shall enter into force on the first day of the third calendar month after the deposit of the third instrument of ratification, acceptance, approval or accession referred to in articles 29 and 30.
Thereafter the Convention shall enter into force –

1 for each State ratifying, accepting, approving or acceding to it subsequently, on the first day of the third calendar month after the deposit of its instrument of

ment de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

2 pour les territoires auxquels la Convention a été étendue conformément à l'article 31, le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification visée dans cet article.

Article 33

La Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 32, alinéa premier, même pour les Etats qui l'auront postérieurement ratifiée, acceptée ou approuvée ou qui y auront adhéré.
La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.
La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas. Elle pourra se limiter à certains territoires ou unités territoriales auxquels s'applique la Convention.
La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 34

Le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas notifiera aux Etats Membres de la Conférence, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 30:

1 les signatures, ratifications, acceptations et approbations visées à l'article 29;

2 les adhésions visées à l'article 30;

3 la date à laquelle la Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 32;

4 les extensions visées à l'article 31;

5 les déclarations mentionnées à l'article 27;

6 les réserves et le retrait des réserves prévus aux articles 26 et 28;

7 les communications notifiées en application de l'article 27;

8 les dénonciations visées à l'article 33.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le ..... 1980, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Quatorzième session.

ratification, acceptance, approval or accession;

2 for a territory to which the Convention has been extended in conformity with article 31, on the first day of the third calendar month after the notification referred to in that article.

Article 33

The Convention shall remain in force for five years from the date of its entry into force in accordance with the first paragraph of article 32 even for States which subsequently have ratified, accepted, approved it or acceded to it.
If there has been no denunciation, it shall be renewed tacitly every five years.
Any denunciation shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands, at least six months before the expiry of the five year period. It may be limited to certain of the territories or territorial units to which the Convention applies.
The denunciation shall have effect only as regards the State which has notified it. The Convention shall remain in force for the other Contracting States.

Article 34

The Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands shall notify the States Members of the Conference, and the States which have acceded in accordance with article 30, of the following –

1 the signatures and ratifications, acceptances and approvals referred to in article 29;

2 the accessions referred to in article 30;

3 the date on which the Convention enters into force in accordance with article 32;

4 the extensions referred to in article 31;

5 the declarations referred to in article 27;

6 the reservations and withdrawals referred to in articles 26 and 28;

7 the information communicated under article 27;

8 the denunciations referred to in article 33.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done at The Hague, on the ..... day of ..... 1980, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Netherlands, and of which a certified copy shall be sent, through the diplomatic channel, to each of the States Members of the Hague Conference on Private International Law at the date of the Fourteenth Session.

Distribué le 23 octobre 1980

Proposition de la Commission II

VŒUX A SOUMETTRE A LA SÉANCE PLÉNIÈRE

H Les vœux suivants concernant les Conventions d'entraide judiciaire:

La Quatorzième session,

Considérant que par l'établissement de la *Convention tendant à faciliter l'accès international à la justice* l'oeuvre de revision des Conventions du 17 juillet 1905 et du premier mars 1954 relatives à la procédure civile est achevée,

Considérant que chacune des nouvelles *Conventions du 15 novembre 1965 relative à la notification à l'étranger, du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger et du 25 octobre 1980 tendant à faciliter l'accès international à la justice,* remplace ou remplacera dans les rapports entre les Etats qui l'ont ou l'auront ratifiée les parties correspondantes des anciennes Conventions de 1954 et de 1905,

Considérant d'une part que lesdites nouvelles Conventions de 1965, de 1970 et de 1980 constituent un ensemble coordonné et systématique de règles visant à moderniser et à faciliter l'entraide judiciaire internationale et l'accès international à la justice et qu'il est donc souhaitable que les Etats qui sont liés par une ou deux de ces Conventions deviennent également Parties aux autres ou à la troisième,

Considérant d'autre part que, par souci d'éliminer dans la mesure du possible, la juxtaposition des traités et le danger de conflit entre Conventions, anciennes et modernes, il est hautement souhaitable que les Conventions de 1905 et de 1954 soient effectivement et totalement remplacées par le système des trois nouvelles Conventions,

Emet les voeux suivants:

1 que les Etats qui sont déjà Parties à la Convention de 1965 sur la notification à l'étranger ou celle de 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger, s'ils sont liés par une seule de ces Conventions, deviennent Parties à l'autre et à la Convention de 1980 tendant à faciliter l'accès international à la justice, et s'ils sont liés par les Conventions de 1965 et de 1970, deviennent également Parties à celle de 1980;

2 que les Etats qui ne sont encore liés par aucune des nouvelles Conventions mais qui sont Parties à celle de 1905 ou celle de 1954 deviennent Parties aux trois nouvelles Conventions;

Distributed on 23 October 1980

Proposal of Commission II

WISHES TO BE SUBMITTED TO THE PLENARY SESSION

H The following wishes concerning Conventions in matters of judicial cooperation:

The Fourteenth Session,

Considering that with the establishment of the *Convention on International Access to Justice* the work of revision of the Conventions of July 17, 1905 and March 1, 1954 relating to Civil Procedure is completed,

Considering that each of the new *Conventions of 15 November 1965 on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters, of 18 March 1970 on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters and of 25 October 1980 on International Access to Justice* replace or will replace, in the relations between States which have ratified or will ratify it, the corresponding parties of the old Conventions of 1954 and 1905 respectively,

Considering that, on the one hand, the new Conventions of 1965, 1970 and 1980 constitute a co-ordinated and systematic body of rules aiming at modernizing and facilitating international judicial co-operation and international access to justice and that it is therefore desirable that States which are bound by one or two of these Conventions also become Parties to the others or to the third,

Considering that, on the other hand, in order to eliminate to the extent possible the juxtaposition of treaties and the danger of conflict between old and modern Conventions, it is highly desirable that the Conventions of 1905 and 1954 be effectively and totally replaced by the system of the three new Conventions,

Expresses the following wishes:

1 that those States which are already Parties to the Convention of 1965 on the Service Abroad of Documents or to that of 1970 on the Taking of Evidence Abroad, if they are bound by only one of these Conventions, become Parties to the other and to the Convention of 1980 on International Access to Justice, and if they are bound by the Conventions of 1965 and 1970, also become Parties to that of 1980;

2 that those States which are not yet bound by any of the new Conventions, but which are Parties to the Convention of 1905 or of 1954 become Parties to the three new Conventions;

Charge le Secrétaire général de transmettre ce voeu aux Etats Parties aux Conventions susmentionnées qui ne sont pas Membres de la Conférence et qui n'ont pas participé à la Quatorzième session.

Charges the Secretary General to transmit this recommendation to the States Parties to the above-mentioned Conventions which are not Members of the Conference and which have not participated in the Fourteenth Session.

Procès-verbal No 15

Séance du jeudi 23 octobre 1980 (matin)

Meeting of Thursday 23 October 1980 (morning)

La séance est ouverte à 9 h. 30 sous la présidence de M. Böhmer (République fédérale d'Allemagne), le Rapporteur étant M. Möller (Finlande).

Le Président porte à la connaissance des délégués l'ordre du jour qui vient d'être arrêté pour la dernière séance de la Commission. Dans un premier temps, il s'agira de procéder à la seconde lecture des chapitres III et IV de la Convention (Doc. trav. Nos 32 et 36). Puis la Commission étudiera la nouvelle formulation de l'alinéa premier de l'article premier et celle de l'article 13 proposée par le Comité de rédaction (Doc. trav. No 42). Enfin, les délégations devront se prononcer sur les clauses finales de la Convention.
Le Président fait donner lecture du titre du chapitre III du projet de Convention et de l'article 18 (Doc. trav. Nos 32 et 35).

M. Weitzel (Luxembourg) propose que l'on mette une virgule après les mots «le cas échéant» qui se trouvent à l'article 18 (Doc. trav. No. 32).

Le Président, relevant que le titre du chapitre III et l'article 18 ne soulèvent pas d'objection, déclare que la Commission les a *adoptés*. Puis il fait donner lecture du titre du chapitre IV et de l'article 19 (Doc. trav. Nos 32 et 36).

Mr Bennett (Australia) proposed that the word 'it' in the very last line of article 19 be replaced with 'the fact'.

Le Président relève que la proposition de M. Bennett, tendant à remplacer le mot «*it*» par le terme «*the fact*» (article 19 *in fine*, Doc. trav. No 36), est acceptée. Il relève également que la Commission vient *d'adopter* l'article 19.
Puis le Président fait donner lecture de l'article 20, alinéa premier, du projet du Comité de rédaction (Doc. trav. Nos 32 et 36).

Mr Vogl (Czechoslovakia) referred to Working Document No 45, and the proposal of the Czechoslovakian delegation in I. He proposed, in order to harmonise the text of article 20, paragraph 1, and article 20, paragraph 2, the use of the term 'judicial authorities' instead of 'court or tribunal'.

Le Président relève que la première proposition de la délégation de la Tchécoslovaquie (Doc. trav. No 45) consiste à remplacer, à l'alinéa premier de l'article 20, le terme «*court or tribunal*» par «*judicial authorities*», dans la version anglaise, et le mot «tribunal» par «autorité judiciaire» dans la version française.

Mr Vogl (Czechoslovakia) pointed out that although the Czechoslovakian proposal in Working Document No 45 is only written in English and refers only to the English text, the proposal was also intended to cover the French text.

Mr Bangert (Denmark) expressed opposition to this proposal because the aim of the article was to have

a court itself decide whether or not the specifically named witness was necessary.

Mr Vogl (Czechoslovakia) stated that the aim of his proposal was really to harmonise the texts.

M. Weitzel (Luxembourg) se déclare favorable au maintien du texte français car les autorités judiciaires dont il est question à l'alinéa 2 de l'article 20 ne peuvent être que les tribunaux dont il est question à l'alinéa premier de cet article.

M. D'Almeida Ribeiro (Portugal) dit que la délégation du Portugal s'oppose également à la proposition de la Tchécoslovaquie. En effet, fait valoir M. Ribeiro, un juge d'instruction est une autorité judiciaire mais ce n'est pas un tribunal. C'est pourquoi afin de conserver au texte un sens précis, il est nécessaire de maintenir le mot «tribunal».

The Rapporteur felt that even though he preferred the use of 'court or tribunal' he had no objections to the use of 'judicial authorities' because that wording was used in article 20, paragraph 2, and because it would also provide the necessary control.

Mr Vogl (Czechoslovakia) stated that either term was acceptable to the Czechoslovakian delegation, as long as one was used consistently in both paragraphs. He therefore changed the Czechoslovakian proposal to have the same term used in both article 20, paragraph 1 and paragraph 2.

Le Président invite les délégations à se prononcer sur la première proposition de la Tchécoslovaquie (Doc. trav. No 45), tendant à substituer aux mots «*courts or tribunals*» les termes «*judicial authorities*» à l'alinéa premier de l'article 20.

Vote

Par 4 voix pour (Finlande, Hongrie, Tchécoslovaquie et URSS) *11 voix contre (Australie, Canada, Danemark, Grèce, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni et Suède) et 5 abstentions (République fédérale d'Allemagne, Autriche, Belgique, Egypte et Yougoslavie), la Commission rejette cette proposition.*

Le Président relève que la Commission vient d'*adopter* l'alinéa premier de l'article 20 du projet du Comité de rédaction (Doc. trav. Nos 32 et 36).
Puis il fait donner lecture de l'alinéa 2 de l'article 20.

M. Weitzel (Luxembourg), faisant valoir que les moyens de transport modernes permettent de quitter un pays en un temps relativement bref, propose de remplacer le délai de quinze jours qui se trouve à l'alinéa 2 de l'article 20 par un délai de trois jours.
De plus, la délégation luxembourgeoise, faisant remarquer que dans certains pays les témoins et experts sont cités à comparaître parfois six mois ou un an avant de faire leur déposition, propose de fixer un délai à partir duquel ils sont protégés par le sauf-conduit. Pour M. Weitzel, ce délai pourrait être également de trois jours.

The Rapporteur stated that the Drafting Committee had put fifteen in brackets because of hesitations with respect to the time period. It was felt that perhaps the time period should be shorter. He referred to the European Agreement and noted that in the draft Convention no date on which immunity begins had been fixed. He felt that a person granted immunity should not have an opportunity to be in the country for a long period before it was necessary that he be heard.

M. D'Almeida Ribeiro (Portugal) déclare appuyer les deux propositions de la délégation du Luxembourg. Cependant, fait remarquer le Délégué du Portugal, on pourrait même être plus restrictif en ce qui concerne la durée de l'immunité postérieure à la déposition. Celle-ci pourrait être de 48 heures à partir du moment où le juge dispense le témoin ou l'expert de sa présence.

M. Weitzel (Luxembourg) répond au Rapporteur que les délais sont fixés par les législations nationales et qu'il n'est donc pas possible d'y déroger.
Ainsi, au Luxembourg, les délais peuvent être de six mois, voire d'un an. M. Weitzel propose de rédiger l'alinéa 2 de l'article 20 de la manière suivante:

L'immunité prévue au présent article commence trois jours avant la date fixée pour l'audition du témoin ou de l'expert et prend fin lorsque le témoin ou l'expert ayant eu la possibilité de quitter le territoire pendant trois jours consécutifs, après que sa présence n'était plus requise par les autorités judiciaires, sera néanmoins demeuré sur ce territoire ou y sera retourné après l'avoir quitté.

M. Khodakov (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) déclare s'opposer à la proposition de la délégation du Luxembourg que vient d'appuyer M. D'Almeida Ribeiro, car elle soulève des inconvénients aussi bien théoriques que pratiques.
Tout d'abord, cette proposition manque de réalisme. En effet, il ne faut pas perdre de vue que lorsqu'un Etat a un territoire aussi étendu que celui de l'URSS, du Canada ou des Etats-Unis, accorder un délai de trois jours à un témoin ou un expert pour quitter un tel Etat est nettement insuffisant. A titre d'exemple, M. Khodakov fait valoir que dans les accords bilatéraux passés par l'URSS le délai est fixé à quinze jours.
Ensuite, fait valoir M. Khodakov, le but de la Convention est de donner la plus grande garantie possible à l'individu, conformément aux Pactes sur les droits de l'homme, et de ce fait il n'est pas souhaitable de fixer expressément un délai à partir duquel son immunité prend fin. C'est pourquoi, la délégation de l'URSS se déclare favorable au texte du projet du Comité de rédaction à la condition que l'on supprime les crochets qui s'y trouvent. Enfin, M. Khodakov déclare que sa délégation souhaite voir adopter la proposition de la Tchécoslovaquie relative à l'harmonisation des deux alinéas de l'article 20.

Le Président rappelle que la proposition de la Tchécoslovaquie tend à remplacer à la quatrième ligne de l'alinéa 2 de l'article 20, dans la version française, les mots «autorités judiciaires» par le terme «tribunaux», et, dans la version anglaise, à la quatrième ligne de l'alinéa 2, les mots «*judicial authorities*» par les termes «*court or tribunal*».

Mr Martens (Netherlands) stated that he was against this proposal for the reasons expressed by Mr D'Almeida Ribeiro. He felt that the broader expression was the better one.

Le Président invite les délégations à se prononcer sur la proposition de la Tchécoslovaquie.

Vote

Par 3 voix pour (Tchécoslovaquie, URSS *et Yougoslavie), 9 voix contre (Australie, Autriche, Danemark, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni et*

Suède) et 9 abstentions (République fédérale d'Allemagne, Belgique, Canada, Egypte, Finlande, Grèce, Hongrie, Italie et Suisse), la Commission rejette cette proposition.

Puis le Président invite le Délégué de la Tchécoslovaquie à présenter la deuxième proposition contenue au Document de travail No 45.

Mr Vogl (Czechoslovakia) pointed out that with respect to proposals II and III in Working Document No 45, they relate to both the English and French texts.

Le Président dit que la proposition de la Tchécoslovaquie reviendrait à ajouter, dans la version française, l'adverbe «volontairement» après le mot «retournée».
Il relève que cette proposition ne soulevant pas d'objections, la Commission l'a *adoptée.*
Puis le Président invite le Délégué de la Tchécoslovaquie à présenter la troisième proposition contenue au Document de travail No 45.

Mr Vogl (Czechoslovakia) stated that the aim of the Czechoslovakian proposal was to specify the moment when the immunity date is fixed after the end of the hearing. He suggested that this could be done through a court order.

M. Weitzel (Luxembourg) souhaite l'ajournement du vote sur cette proposition afin qu'elle soit soumise à la Commission en même temps que celle de la délégation luxembourgeoise.

M. Evrigenis (Grèce) reconnaît que la proposition de la Tchécoslovaquie attire la sympathie de la délégation de la Grèce car l'idée qui la sous-tend est de clarifier une disposition relative aux libertés individuelles du témoin ou de l'expert. Toutefois, cette proposition n'est pas acceptable au plan de la procédure civile et commerciale. En effet, en droit grec, le fait que le témoin achève sa déposition, bien que se déroulant sous les auspices du tribunal, résulte en réalité de la décision des avocats et des conseils des parties. C'est pourquoi, M. Evrigenis se déclare opposé à la proposition de la Tchécoslovaquie qui ne ferait qu'entraîner des difficultés dues à une inclusion dans le domaine des droits fondamentaux. Enfin, en ce qui concerne l'adjonction de l'adverbe «volontairement» que vient de décider la Commission, M. Evrigenis pense qu'elle rend le texte confus car tout retour du témoin ou de l'expert dans le pays où il a fait sa déposition devrait mettre fin à l'immunité, même si ce retour était involontaire.

M. D'Almeida Ribeiro (Portugal) se déclare en désaccord avec le point de vue défendu par la délégation de la Grèce. En effet, l'article 20 du projet du Comité de rédaction est une disposition qui préserve les libertés individuelles des témoins et des experts.

M. Evrigenis (Grèce) fait remarquer au Délégué du Portugal qu'il n'a pas dit que l'article 20 n'a pas pour but de protéger les droits de l'homme. Il rappelle que selon la délégation de la Grèce cette disposition donne l'impression de n'avoir pas été suffisamment réfléchie.

Mr Duchek (Austria) stated that although he could go along with both proposals, he felt some concern from a practical point of view. He gave as an example a situation of a witness summoned in Austria for a hearing on a given date. He felt that when a witness arrived was up to him, but that on the date of the hearing either of two situations could arise. In the first, the hearing could take place and be finished on that date but no formal order with respect to the fact that the witness is no longer needed would be given. Does this mean that he is informed by implication because the hearing is finished? The second situation would be that the hearings are prolonged and the judge asks him to remain until he is heard in a few days' time.

M. Khamanev (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) dit que la Convention doit comporter une date exacte à partir de laquelle la présence du témoin ou de l'expert n'est plus nécessaire pour le tribunal. En effet il est indispensable que l'intéressé soit informé de cette date, surtout si l'on retient un délai de trois jours, afin de garantir les droits et libertés des citoyens contre des actions illicites.
La délégation de l'URSS déclare que la proposition de la Tchécoslovaquie améliore substantiellement l'article 20, alinéa 2, du projet de Convention et déclare donc qu'elle la soutiendra.

Le Président invite la Commission à se prononcer sur la proposition luxembourgeoise contenue au Document de travail No 48.

M. Weitzel (Luxembourg) propose de faire passer les délais qui se trouvent au Document de travail No 48, de trois jours à sept jours.

M. Mathys (Canada) déclare appuyer la proposition luxembourgeoise.

M. Volken (Suisse) déclare que les propositions d'amendement de l'alinéa 2 de l'article 20 ne font que compliquer cette disposition. Il relève qu'en maintenant le texte du projet du Comité de rédaction, on aurait une harmonie entre le domaine pénal et le domaine civil. En ce qui concerne la durée de l'immunité qui commence avant la date fixée pour l'audition, M. Volken fait valoir qu'il n'est pas nécessaire de la préciser puisque de toute façon le témoin ou l'expert réduit au maximum sa présence dans le pays en question. C'est pourquoi la délégation de la Suisse se déclare opposée à la proposition du Luxembourg.

Le Président met au vote la proposition de la délégation du Luxembourg (Doc. trav. No 48) qui introduit un délai quant au commencement et à la fin de l'immunité.

Vote

Par 13 voix pour (Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Egypte, Grèce, Israël, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni), 7 voix contre (République fédérale d'Allemagne, Finlande, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, URSS *et Yougoslavie) et 1 abstention (Hongrie), la Commission adopte cette proposition.*

Mr van Loon (Secretary at the Permanent Bureau) pointed out that if the Luxembourg proposal is adopted it would be necessary to include 'voluntarily' at the end of the article, as the Czech proposal had been accepted.

Mr Vogl (Czechoslovakia) clarified that with respect to the English text the Czechoslovakian proposal was to be included in the last line of the Luxembourg proposal.

Le Président invite les délégations à se prononcer sur la proposition de la Tchécoslovaquie (Doc. trav. No 45) qui s'ajouterait, si elle était adoptée, à la proposition contenue au Document de travail No 48.

Vote

Par 9 voix pour (Australie, Belgique, Canada, Israël, Italie, Royaume-Uni, Tchécoslovaquie, URSS *et Yougoslavie), 2 voix contre (Luxembourg et Suisse) et 12 abstentions (République fédérale d'Allemagne, Autriche, Danemark, Egypte, Espagne, Finlande, Grèce, Hongrie, Japon, Pays-Bas, Portugal et Suède), la Commission adopte cette proposition.*

L'article 20, alinéa 2, se lit donc comme suit:

L'immunité prévue au présent article commence 7 jours avant la date fixée pour l'audition du témoin ou de l'expert et prend fin lorsque le témoin ou l'expert ayant eu la possibilité de quitter le territoire pendant 7 jours consécutifs, après avoir été informé par les autorités judiciaires que sa présence n'est plus requise, sera néanmoins demeuré sur ce territoire ou y sera retourné volontairement après l'avoir quitté.

Puis le Président invite la Commission à passer à l'étude du Document de travail No 42. Il fait donner lecture de l'alinéa premier de l'article premier.

Mr Bangert (Denmark) drew the delegates' attention to the proposal of the Drafting Committee in Working Document No 42. He stated the proposal relating to article 1, paragraph 1, arose when the Drafting Committee was working on the French reservation in the general provisions and discovered a mistake which led to ambiguity in their Draft of article 1, paragraph 1. He referred to Preliminary Document No 5 where the words 'a Contracting State' were used in line 4 of article 1, paragraph 1. He pointed out that the task undertaken by the Drafting Committee was to insert the Swiss proposal in Working Document No 14 into article 1, paragraph 1. However when this was done the words 'any other Contracting State' were inserted and this changed the whole substance of the text. He felt that Working Document No 42 would repair the mistake and restore the original meaning without opening the whole debate on article 1, paragraph 1. He also asked that Working Documents No 44 and No 41 be dealt with at the same time with respect to article 1.

The Rapporteur pointed out that the original wording in article 1 found in the Draft in Preliminary Document No 5 was 'a Contracting State'. He noted that it had never been decided in the Commission that this wording should be changed. The change in wording arose through a mistake of the Drafting Committee and their present proposal was to return to the original text.

M. Volken (Suisse) fait savoir à la Commission que si la proposition du Comité de rédaction (Doc. trav. No 42) était acceptée, la délégation de la Suisse retirerait la proposition contenue au Document de travail No 44.

Le Président fait remarquer aux délégations que la proposition contenue au Document de travail No 42 n'est pas substantiellement différente du texte qui a été adopté. Ce dernier nécessiterait une nouvelle rédaction car il ne reflétait pas exactement le principe que la Commission avait accepté.

Mr Bangert (Denmark) noted that there was a further drafting problem in the English text and asked Mr Dobson to explain.

Mr Dobson (United Kingdom) pointed out an unintended consequence of the wording in the proposal in Working Document No 42. When the error was being corrected, by an oversight 'on the same terms and conditions' were left out. He felt that although it was necessary to include such a clause, it was not necessary to say 'terms and conditions' and therefore proposed that 'on the same conditions' be inserted in article 1, paragraph 1, of the proposal in Working Document No 42.

M. Volken (Suisse) souhaite que l'on remplace à l'alinéa premier de l'article premier (Doc. trav. No 42) les mots «comme s'ils étaient» par l'expression «dans les mêmes conditions que s'ils étaient», afin d'harmoniser les versions anglaise et française.

Le Président invite les délégations à se prononcer sur la proposition du Comité de rédaction contenue dans le Document de travail No 42.

Vote

Par 20 voix pour (République fédérale d'Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Danemark, Egypte, Espagne, Finlande, Hongrie, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie et URSS*) et 2 abstentions (Canada et Grèce), la Commission adopte cette proposition.*

M. Volken (Suisse) propose que l'on remplace à l'alinéa 2 de l'article premier (Doc. trav. No 28) les mots «de l'alinéa premier du présent article» par les mots «de l'alinéa précédent», à l'instar de la suggestion du Secrétaire général (Doc. trav. No 41).

Le Président, relevant que cette proposition ne soulève pas d'objection, la déclare *adoptée.*

M. Volken (Suisse) propose que l'on mette à la deuxième ligne de l'article premier de l'alinéa 2 du Document de travail No 28, les mots «alinéa précédent» à la place des termes «alinéa premier».

Le Président, relevant que cette proposition ne soulève pas d'objection, la déclare *adoptée.*

M. Volken (Suisse) propose que l'on supprime à l'avant-dernière ligne de l'article premier, alinéa 2, du Document de travail No 28 les mots «les faits de».

Le Président, relevant que cette proposition ne soulève pas d'objection, la déclare *adoptée.*

The Rapporteur proposed that article 13, paragraph 3, be deleted as it was now superfluous because it had been decided in a previous session that if legal aid was provided in State A, a person could get documents on the same terms as a national who has been granted legal aid in a Contracting State. The first two paragraphs were to remain the same. He stressed the essential principle was one of non-discrimination.

M. Pocar (Italie) partage l'avis du Rapporteur. Il observe par ailleurs que la suppression du troisième alinéa de l'article 13 prive d'objet sa proposition d'intervertir les deux derniers alinéas.

Mrs Adlerstein (Federal Republic of Germany) drew the attention of delegates to the proposal of the German delegation in Working Document No 43. The proposal was that provision be made in the final clauses for a State to exclude the application of article 13, paragraph 2, at the time of signature, ratification or accession. She

noted that the result of article 13, paragraph 2, would be that a person to whom legal aid has been granted in a Contracting State in accordance with the Convention is privileged compared to those having received legal aid for proceedings in Germany under the internal procedural provisions. Legal aid for proceedings is not automatically extended to the enforcement of the decision. A new decision has to be taken by the court when the party applies for legal aid for the enforcement period. That includes a new examination of the legal conditions for legal aid. She noted that in Germany the law with respect to legal aid had recently been changed. The extension of legal aid to enforcement has been abolished, and therefore it would be very difficult to get Parliament to accept the provisions in the draft Convention. For these reasons she asked that it be possible to exclude the application of article 13, paragraph 2.

Le Président propose à la Commission de voter sur le principe d'une réserve concernant le second alinéa de l'article 13.

Mr Dobson (United Kingdom) supported the German proposal for the same reasons as outlined by Mrs Adlerstein. He felt that article 13, paragraph 2, carried serious consequences and that an opportunity to reserve ought to be provided.

Mr Bennett (Australia) supported the proposal for the same reasons.

Le Président constate que la proposition de la délégation allemande tendant à l'introduction d'une réserve concernant l'article 13, alinéa 2 (Doc. trav. No. 43) est *adoptée.*

M. Evrigenis (Grèce) fait observer que la rédaction actuelle de l'article 13 n'est pas satisfaisante. En l'absence de la précision que le remboursement ne pourrait être fait «par l'Etat requérant à l'Etat requis» (ancien art. 12, Doc. prél. No 5), le texte pourrait être compris comme introduisant une immunité de frais dans les droits internes. Une telle interprétation ne devrait certainement pas prévaloir.

M. Volken (Suisse) rappelle qu'il restait à se prononcer sur une proposition de la délégation italienne.

M. Pocar (Italie) n'ose plus insister sur cette question de pure forme qui avait déjà été ajournée à plusieurs reprises. Le cinquième alinéa de l'article 7 (Doc. trav. No 28) lui paraît particulièrement redondant. On y lit que les frais de traduction entraînés par l'application des alinéas précédents seront à la charge de l'Etat requérant et que les traductions éventuellement opérées par l'Etat requis demeurent également à sa charge. Ne serait-il pas plus simple de combiner les deux dispositions et de se borner à indiquer que «les frais de traduction exposés par chaque Etat, en application des alinéas précédents, ne peuvent donner lieu à aucun remboursement» (Doc. trav. No 40). Le texte serait ainsi considérablement allégé.

Mr Martens (Netherlands) stated that he was firmly opposed to the Italian proposal. He felt that more than a matter of form was involved; it also concerned the essential principle that costs of translation as a rule are to be paid by the requesting State. He felt that the Draft here was better than the European Convention because here this important principle was explicitly stated in the text. The text as proposed by the Italian Delegate would blur this principle.

Le Président observe qu'en effet le changement de rédaction pourrait avoir une incidence sur le fond.

M. Pocar (Italie) n'a nullement l'intention de compliquer les choses. Il s'agit simplement de les simplifier. Si certaines délégations pensent que la simplification complique c'est sans doute qu'il vaut mieux s'en tenir à la construction actuelle de la phrase. Pourtant, à titre subsidiaire, M. Pocar, qui persiste à penser que ce texte est inutilement redondant, propose que le terme «éventuellement» soit remplacé par l'expression «le cas échéant».

Le Président constate que la dernière proposition du Délégué italien est soutenue par la délégation grecque.

M. Mathys (Canada) indique qu'il conviendrait alors de placer cette expression immédiatement après l'adverbe «toutefois».

M. van Loon (Secrétaire au Bureau Permanent) fait observer que cela pourrait alors modifier le sens du texte original.

M. Pocar (Italie) indique que la deuxième phrase devrait se lire ainsi: «toutefois les traductions opérées, le cas échéant, par l'Etat requis demeurent à sa charge».

La séance est suspendue de 12 h. 45 à 13 h. 15.

Le Président invite la Commission à se prononcer en seconde lecture sur les dispositions générales du chapitre V (Doc. trav. No 46).

Il est donné lecture de l'article 21.

M. Huss (Luxembourg) entend faire une observation de pure forme. Il lui paraît plus correct de répéter le mot «conformément» de façon à ce que la fin de l'article 21 vise les droits «qui pourraient être reconnus à une personne conformément aux lois d'un Etat contractant ou *conformément* à toute autre convention à laquelle cet Etat est ou sera partie».

Le Président constate que la proposition de la délégation luxembourgeoise est adoptée par la Commission.

M. Bangert (Danemark) rappelle que la Commission a approuvé les dispositions du chapitre II mais qu'elle a réservé la question de la suppression de l'article 14, alinéa 3 (voir Doc. trav. No 32).

Le Président constate que *la suppression du troisième alinéa de l'article 14 est décidée à l'unanimité.*

Il est donné lecture de l'article 22.

Mr Duchek (Austria) felt that a question of substance as well as many practical difficulties arose through the provisions in articles 22 and 26. Het stated with respect to the reservation provided for in article 26, paragraph 2*b*, concerning the application of Chapter II, that common law countries wished to make such a reservation. He could understand this, but felt concerned as to possible consequences to the 1954 Convention. He felt that the text of article 22 as it now stands leaves open the possibility of the 1954 Convention being diminished. He shared the views of the French Delegate Mr Lemontey. He gave as an example a situation where a French national with habitual residence in a Contracting State A of the 1954 Convention brings an action in Austria, assuming that France, Austria and State A

are Contracting States of the 1954 Convention. Because the French national is a national and habitual resident of a Contracting State he is entitled not to have to pay security for costs. Now State A which is a Party to the 1954 Convention can make a reservation under article 26, paragraph 2*b*, and Austria would be obliged to reciprocate under article 26, paragraph 3*b*. However, the Austrian would now have to pay security for costs, as he understands that the Draft says that the 1954 Convention would have precedence. He proposed that a reservation under Chapter II should be open only to States not Parties to the 1954 Convention. He felt to do otherwise would be a step backwards for Contracting States to the 1954 Convention.

Le Président relève qu'en effet une telle interprétation serait théoriquement concevable. Cependant le risque de voir des Etats parties à la Convention de 1954 faire cette réserve pour se soustraire aux obligations que la Convention de 1954 met à leur charge, lui paraît infime. Il exprime au contraire sa pleine confiance dans ces Etats qui, dans un esprit de coopération internationale, n'agiront certainement pas de la sorte.

The Rapporteur did not feel that it would be a step backwards and referred to article 17 in the 1954 Convention.

Mr van Loon (Secretary at the Permanent Bureau) felt that an answer could be found in article 32 of the 1954 Convention where a reservation had been made possible. He did not feel that the matter would lead to any dangers.

Mr Duchek (Austria) stated that his aim had been to point out the existence of any risk.

Mr Martens (Netherlands) felt that the situation referred to by Mr Duchek would arise under article 26, paragraph 2*c*.

Il est donné lecture de l'article 23, qui est *adopté* sans modification, et de l'article 24.

M. Khamanev (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) déclare ne pas comprendre le sens exact de l'article 24. Il ne s'agit que du cas des Etats fédéraux et des Etats dans lesquels plusieurs systèmes juridiques sont en vigueur. Il n'avait jusqu'alors pas été question d'«unités territoriales». Cette formulation ne lui paraît pas acceptable. En tenant compte des dispositions de l'article 3, alinéa 2, il propose de rédiger l'article 24 en ces termes: «les Etats fédéraux et les Etats dans lesquels plusieurs systèmes de droit sont en vigueur pourront, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation, de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'appliquera à tout leur territoire ou à une partie de ce territoire et pourront à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration. Ces déclarations seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas et indiqueront expressément les parties du territoire auxquelles la Convention s'applique».

Mr Bangert (Denmark) drew attention to the fact that the provisions in article 24 and article 25 reproduce the articles proposed by the Fourth Commission with respect to Federal States. He did not feel that the wording should be changed.

M. Mathys (Canada) s'associe aux propos tenus par M. Bangert. Ainsi pour le Canada il lui paraît indispensable de maintenir le libellé actuel de l'article 22.

M. Volken (Suisse) rappelle que les articles 24 et 25 du Document de travail No 46 ont été établis par la Quatrième commission. Ils seront repris mot pour mot dans les autres Conventions élaborées lors de la présente Session. Il lui paraît impossible d'en modifier les termes.

Le Président fait procéder au vote sur la proposition de la délégation soviétique tendant à amender l'article 24.

Vote

La proposition est rejetée par 3 voix (Hongrie, Tchécoslovaquie et URSS), *contre 11 (République fédérale d'Allemagne, Australie, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Grèce, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni) et 7 abstentions (Autriche, Egypte, Finlande, Italie, Japon, Suède, Suisse).*

Le Président propose ensuite de passer à l'examen de la proposition de la délégation finlandaise (Doc. trav. No 38).

The Rapporteur noted that the proposal of the Finnish delegation in Working Document No 38 was similar to article 4 in the Taking of Evidence Convention. He proposed that a Contracting State may by declaration be able to specify the language or languages other that those referred to in articles 7 and 17 in which documents may be sent to the Central Authority. He pointed out that under this proposal it would be possible for States to declare they accept other languages besides French, English and other official languages.

Le Président constate que la proposition finlandaise (Doc. trav. No 38) est *acceptée*, sous réserve des questions de rédaction.

M. Volken (Suisse) attire l'attention de la Commission sur la proposition de la délégation suisse (Doc. trav. No 39). La proposition de la délégation finlandaise qui vient d'être adoptée par la Commission avait notamment pour but d'harmoniser la Convention en cours d'élaboration et la Convention de 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger. Cette même Convention de 1970 dispose également, au troisième alinéa de son article 4, que tout Etat contractant qui a plusieurs langues officielles et ne peut pour des raisons de droit interne accepter les commissions rogatoires dans l'une de ces langues pour l'ensemble de son territoire, doit faire connaître au moyen d'une déclaration, la langue dans laquelle la Commission rogatoire doit être rédigée ou traduite en vue de son exécution dans les parties de son territoire qu'il a déterminées. La proposition suisse n'est que la transposition de ce texte au cas de l'assistance judiciaire. Il est souhaitable que les Conventions de 1965 sur la notification de 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger et la Convention en cours d'élaboration constituent un ensemble coordonné de règles. Tel est le sens de la proposition de la Deuxième commission adressée à la Séance plénière (Doc. trav. No 50). Sur le fond, cela suppose que l'on tienne compte de la situation de la Suisse. M. Volken rappelle que l'on a accepté le principe d'une réserve sur l'article premier pour satisfaire la délégation française, sur les langues visées à l'article 7 pour satisfaire la délégation autrichienne, sur le second chapitre pour tenir compte du voeu de certains pays anglo-saxons. On a adopté le matin même une réserve pour donner satisfaction à la délégation de la République fédérale d'Allemagne. Il serait injuste

de ne pas accorder aux Etats qui connaissent plusieurs systèmes juridiques de ne pas introduire, en matière d'assistance judiciaire un système analogue à celui que le troisième alinéa de l'article 4 de la Convention du 18 mars 1970 a institué en matière de commissions rogatoires.

Mr Bangert (Denmark) felt that the proposal of Working Document No 38 was bringing the Convention in line with the situation in Nordic countries where they are prepared to accept documents in all languages. He felt that this was quite a different provision and therefore should be in a separate article.

Le Président constate qu'en l'absence d'opposition la proposition de la délégation suisse figurant au Document de travail No 39 est *adoptée* à l'unanimité.

M. Pocar (Italie) souhaite revenir à l'article 24. Il ne propose aucune modification mais s'interroge sur l'interprétation qu'il convient de donner à ce texte. Ce texte ouvre la possibilité aux Etats fédéraux de modifier leur déclaration initiale en faisant une nouvelle déclaration. N'y a-t-il pas là un pouvoir de dénonciation partielle qui se trouverait dispensée du respect de la procédure de dénonciation.

Le Secrétaire général ne doute pas que cette disposition ait été faite pour faciliter la ratification et non la dénonciation. Si un Etat veut dénoncer la Convention il doit se conformer aux exigences du texte qui traite de la dénonciation. Il est vrai que l'on aurait pu indiquer expressément que les déclarations ne pouvaient jouer que dans le sens de l'extension. Cependant, un tel perfectionnisme aurait pu produire des effets fâcheux. La précision risquait en effet de laisser entendre *a contrario*, pour tous les cas dans lesquels la précision n'avait pas été faite, que la règle est différente. Aussi lui paraît-il préférable de s'en tenir au texte existant en dépit de ses imperfections.

M. Mathys (Canada) approuve entièrement les propos du Secrétaire général.

Il est ensuite donné lecture de l'article 25, qui est *adopté* sans modification, et de l'article 26.

Mr Bangert (Denmark) remarked on the drafting of article 25, paragraph 2, which provides for a reservation of the application of Chapter II. He understood the meaning of article 7 as providing the possibility to exclude one of those languages. He noted that because of the close connection between the paragraphs of Chapter II, a reservation of part of the Chapter would not make sense. Therefore it was recommended that the reservation be applied to the whole Chapter.

Mr van Loon (Secretary at the Permanent Bureau) noted that article 26, paragraph 2, would have to be extended as a result of the acceptance of the German proposal in Working Document No 43, and provide for a reservation in respect of article 13, paragraph 2.

The Rapporteur noted that article 26, paragraph 3*a*, only applies to a State which has excluded both English *and* French. Article 26, paragraph 3 [*a*], follows more closely the provisions in the other Hague Conventions and the European Convention.

Mr Bangert (Denmark) stated that the majority of the Drafting Committee supported the first possibility which would lead to retortion only if both languages were excluded. He felt there was difficulty in determining the result of the second possibility – if only one language is excluded. He pointed out that the articles were presented in this way (in square brackets) to determine the decision of the Commission.

Le Président constate que la Commission se prononce en faveur de la première solution présentée sous la lettre *a* du troisième alinéa de l'article 26.
Le texte qui figure entre crochets est supprimé.

M. Volken (Suisse) constate qu'après l'adoption du texte figurant à la lettre *a*, au troisième alinéa, l'article 7 devenait inutile. La référence à une réserve à cette place ne lui paraît pas satisfaisante. Aussi propose-t-il de biffer le troisième alinéa de l'article 7.

Mr Duchek (Austria) pointed out as he had in previous sessions, that it did not make sense that one reservation (*i.e.* that in article 7, paragraph 3) be included in the text of the article while all other reservations were in one article in the general provisions.

Le Président constate l'accord de la Commission pour *supprimer le troisième alinéa de l'article 7.*

Mr Martens (Netherlands) pointed out that in the French text of article 26, paragraph 3*b*, the words *'affecté par celle-ci'* were to be deleted. He noted that the English text uses 'any other State'.

Il est donné lecture du quatrième alinéa de l'article 26, qui est *adopté* sans modification, ainsi que du cinquième alinéa de ce même article.

Mr Vogl (Czechoslovakia) noted that because of the acceptance of the German proposal with respect to article 13, paragraph 2, the sequence and the substance of article 26 would be changed. However he pointed out that the Czechoslovakian delegation felt the same reciprocity should be granted to article 13 (2) which deals with the extension of legal aid in enforcement of decisions. He suggested therefore that a clause of reciprocity with respect to a State who has made a reservation be included in article 26, paragraph 3.

Vote

La proposition de la délégation tchécoslovaque est adoptée par 8 voix pour (République fédérale d'Allemagne, Australie, Autriche, Finlande Grèce, Hongrie, Tchécoslovaquie, URSS), *2 voix contre (Pays-Bas, Royaume-Uni) et 11 abstentions (Belgique, Canada, Danemark, Egypte, Espagne, Italie, Japon, Luxembourg, Portugal, Suède, Suisse).*

Mr Martens (Netherlands) noted that the drafting should be changed to provide a corresponding and consecutive order in article 26, paragraphs 2 and 3.

Mr Dobson (United Kingdom) pointed out the difference in wording in article 26, paragraph 5, and article 28, paragraph 2, with respect to time provisions. He noted that such discrepancies should be avoided and that it was best to have the same wording in each article.

Mr Hosokawa (Japan) noted the discrepancy between article 24 and article 26, paragraph 5. He preferred that 'Kingdom of the Netherlands' be included in article 26, paragraph 5, as it is used in article 24.

M. Volken (Suisse) est d'accord avec M. Dobson sur la nécessité d'harmoniser les articles 26, alinéa 5 et 28,

alinéa 2. Il propose cependant de procéder à l'inverse et de maintenir l'article 26, alinéa 5 dans sa rédaction actuelle, qui est parfaitement claire, et d'y adapter l'article 28, alinéa 2. Si personne ne s'y oppose, il reviendra sur cette question lors de la discussion de l'article 28.

Il est donné lecture du premier alinéa de l'article 27 *adopté* sans modification, ainsi que du second alinéa de l'article 27.

M. Volken (Suisse) indique qu'il conviendra d'ajouter à la lettre *a* les articles X et Y adoptés par la Quatrième commission.

Il est donné lecture du premier alinéa de l'article 28.

M. Weitzel (Luxembourg) rappelle qu'il propose la question de la revision de la formule modèle. De nombreux délégués avaient exprimé leur inquiétude sur les conséquences d'ordre constitutionnel de cet article dont il propose la suppression pure et simple.

Une courte discussion s'instaure entre **le Président**, **MM. van Loon** (Secrétaire au Bureau Permanent), **Martens** (Pays-Bas), **Volken** (Suisse) et **Pocar** (Italie) d'où il ressort que la proposition de la délégation luxembourgeoise ne peut être adoptée sans que la majorité absolue des délégations présentes lors du vote se prononce en faveur de la remise en discussion de la proposition, conformément à l'article 16 du Règlement intérieur.

Vote

N'ayant recueilli que 8 voix (Belgique, Grèce, Japon, Luxembourg, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, URSS) *contre 5 (République fédérale d'Allemagne, Danemark, Espagne, Italie, Pays-Bas) et 8 abstentions (Australie, Autriche, Canada, Egypte, Finlande, Hongrie, Portugal et Royaume-Uni), la proposition de rouvrir les débats sur le principe de l'article 28 est rejetée en application de l'article 16 du Règlement intérieur*

M. Evrigenis (Grèce) demande s'il ne serait pas préférable de préciser la composition de la Commission spéciale qui se voit confier une tâche quasi législative.

Le Président précise qu'en toute hypothèse l'ensemble des Etats contractants seront invités.

M. Evrigenis (Grèce) indique que la Première commission a adopté une formule quelque peu différente.

M. Volken (Suisse) soulève la question des délais. Si l'on indique au second alinéa de l'article 28 que les amendements «entreront en vigueur trois mois après la date à laquelle le Secrétaire général les aura communiqués à tous les Etats contractants», cela signifie que ceux-ci auront deux mois pour se prononcer. Si une procédure parlementaire est nécessaire, ce délai est trop court. Le Délégué de la Suisse estime qu'un délai minimum de six mois serait nécessaire.

Le Président constate l'accord de la Commission pour retenir un délai de *six mois*.

The Rapporteur stated that it was the understanding of the Drafting Committee that States that have ratified the Convention should be included even if they are not Members of the Conference, but not Conference Members who are not Parties to the Convention.

Le Président rappelle que les Etats contractants feront nécessairement partie de la Commission spéciale.

M. Volken (Suisse) observe que cela n'exclut pas que les autres Membres de la Conférence soient invités.

Le Président confirme cette interprétation.

Mr Martens (Netherlands) drew attention to the brackets around the words 'and administrative' in article 28, paragraph 1, and noted that they had not been added by the Drafting Committee.

Le Secrétaire général souhaite très vivement que les termes figurant entre crochets au premier alinéa de l'article 30 soient maintenus. Il lui paraît utile en effet de pouvoir convoquer les Commissions susceptibles de se prononcer sur plusieurs conventions qui peuvent toucher aux matières administratives. Cependant, lorsqu'il s'agira de la revision de la présente Convention, seuls auront voix délibérative les Etats qui seront Parties à cette Convention.

M. Volken (Suisse) remercie le Secrétaire général pour ces explications. Il se demande s'il est nécessaire de viser la matière administrative dans cette Convention. L'absence d'une telle mention ne s'oppose pas à ce que la Commission spéciale puisse, le cas échéant, se prononcer également sur d'autres conventions touchant à la matière administrative.

Le Secrétaire général observe qu'il suffirait d'indiquer que les formules modèles annexées à la Convention pourront être amendées par décision d'une Commission spéciale à laquelle seront invités tous les Etats contractants et tous les Etats membres de la Conférence de La Haye et de préciser que cette Commission sera convoquée par le Secrétaire général de la Conférence de La Haye.

M. Volken (Suisse) prend à son compte la proposition du Secrétaire général.

Vote

La proposition est adoptée par 14 voix (République fédérale d'Allemagne, Australie, Autriche, Canada, Danemark, Hongrie, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, URSS*) contre 1 (Grèce) et 6 abstentions (Belgique, Egypte, Espagne, Finlande, Japon, Portugal).*

M. Evrigenis (Grèce) tient à expliquer son vote. Il estime qu'une Commission à laquelle on confie un tâche quasi législative devrait être institutionnalisée par la Convention. Ce n'est donc pas une opposition de principe, mais simplement cette préoccupation qui justifie sa prise de position.

M. Pocar (Italie) comprend la préoccupation du Délégué de la Grèce mais fait observer que la fin du texte répond à ce souci puisqu'il précise que la proposition d'abandonner les formules doit être portée à l'ordre du jour joint à la convocation.

M. Khamanev (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) propose que soit inséré au premier alinéa de l'article 30 la précision que «tous les systèmes de droit en vigueur dans tous les Etats parties à la Convention doivent être représentés à la Commission spéciale».

Le Secrétaire général précise que tous les Etats non-Membres de la Conférence mais Parties à la Convention seront naturellement invités à de telles Commissions spéciales. Les Etats membres de la Conférence seront également invités. Il arrive en effet, compte tenu des résultats obtenus par les Etats qui étaient Parties à une Convention, que d'autres Etats entendent ratifier cette Convention. Cependant, il est bien entendu que seuls les Etats parties à la Convention ne pourront prendre part au vote sur la modification des formules modèles. Cela n'empêche pas que ces travaux se déroulent dans le cadre de la réunion d'une commission chargée d'étudier de manière plus générale le fonctionnement des Conventions en matière d'entraide judiciaire.

M. Khamanev (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) souhaite que soit inséré dans le texte de l'article à l'alinéa premier la précision que «dans la Commission spéciale doivent être représentés les systèmes de droit en vigueur dans les Etats parties à la Convention».

M. van Loon (Secrétaire au Bureau Permanent) réplique que l'intention du texte actuel était d'aller plus loin. La Commission pourrait englober en effet à la fois les Etats contractants et les Etats membres de la Conférence.

M. Khamanev (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) indique qu'il accepte de retirer sa proposition à la condition que l'on précise dans le texte lui-même que seront invités tous les Etats contractants et tous les Etats membres de la Conférence de La Haye.

Le Président constate que la Commission *adopte la proposition de la délégation soviétique.*
Il invite ensuite la Commission à examiner les clauses finales qui figurent au Document de travail No 9. Ces clauses sont communes à toutes les conventions. Il n'est donc pas opportun de les modifier dans cette enceinte.

Le Secrétaire général indique qu'en effet les clauses finales ont atteint un certain degré de «standardisation». Il signale cependant que deux modifications ont été apportées aux clauses finales pour les adapter à la présente Convention. Les Etats non-Membres de la Conférence mais Parties à la Convention de 1954 ayant été invités, il était naturel d'ajouter une référence à ces Etats dans les clauses finales. On observe par ailleurs que le système de l'adhésion prévu à l'article 30 est celui de «l'opposition individuelle possible» qui a été adopté lors de la Treizième session. En revanche, pour des raisons qui lui sont propres, la Première commission a adopté le système plus lourd de l'acceptation individuelle. Le système de l'«opposition individuelle possible» qui facilite l'adhésion n'en est pas moins conforme à la tradition de la Conférence.

Le Président remercie très chaleureusement M. Bangert, Vice-président de la Commission et Président du Comité de rédaction, M. Möller, le Rapporteur, ainsi que tous les autres membres du Comité de rédaction, tous les délégués, les interprètes et les membres du secrétariat.

M. Huss (Luxembourg) adresse également ses plus vives félicitations au Président qui a conduit les débats avec dynamisme et adresse sans jamais se départir d'une extrême amabilité. Il félicite également M. Bangert, Président du Comité de rédaction et M. Möller ainsi que l'ensemble de ceux qui ont travaillé dans cette Commission.

Le Président tient à ajouter qu'il a sans doute commis quelques maladresses. En russe, on utilise les mêmes mots pour dire «adieu» et pour dire «excusez-moi». Ce sont ces mots qu'il exprime à la Commission.

La séance est levée à 15 h. 30.

Séance plénière

Documents de travail Nos 8 à 11[1]

Distribués le 24 octobre 1980 (après-midi)

Projet de Convention tendant à faciliter l'accès international à la justice, adopté par la Deuxième commission

Document de travail No 8 – Articles 1 à 13

CONVENTION TENDANT A FACILITER L'ACCÈS INTERNATIONAL A LA JUSTICE

Les Etats signataires de la présente Convention,

Désirant faciliter l'accès international à la justice,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes:

CHAPITRE I – ASSISTANCE JUDICIAIRE

Article premier

Les ressortissants d'un Etat contractant, ainsi que les personnes ayant leur résidence habituelle dans un Etat contractant sont admis au bénéfice de l'assistance judiciaire en matière civile et commerciale dans chaque Etat contractant dans les mêmes conditions que s'ils étaient eux-mêmes ressortissants de cet Etat et y résidaient habituellement.

Les personnes auxquelles les dispositions de l'alinéa précédent du présent article ne s'appliquent pas mais qui ont eu leur résidence habituelle dans un Etat contractant dans lequel une procédure judiciaire est ou sera engagée, seront néanmoins admises au bénéfice de l'assistance judiciaire aux conditions prévues à l'alinéa précédent, si la cause de l'action découle de cette ancienne résidence habituelle.

Dans les Etats où l'assistance judiciaire existe en matière administrative, sociale ou fiscale, les dispositions du présent article s'appliquent aux affaires portées devant les tribunaux compétents en ces matières.

Article 2

L'article premier s'applique à la consultation juridique si le requérant est présent dans l'Etat où la consultation est demandée.

Article 3

Chaque Etat contractant désigne une Autorité centrale

[1] Ne sont reproduits ici que les Documents de travail ayant trait au projet de Convention tendant à faciliter l'accès international à la justice. Les autres Documents de travail sont publiés dans les autres tomes relatifs à la Quatorzième session.

Working Documents Nos 8 to 11[1]

Distributed on 24 October 1980 (afternoon)

Draft Convention on International Access to Justice, adopted by the Second Commission

Working Document No 8 – Articles 1 to 13

CONVENTION ON INTERNATIONAL ACCESS TO JUSTICE

The States signatory to this Convention,

Desiring to facilitate international access to justice,

Have resolved to conclude a Convention for this purpose and have agreed upon the following provisions –

CHAPTER I – LEGAL AID

Article 1

Nationals of any Contracting State and persons habitually resident in any Contracting State shall be entitled to legal aid for court proceedings in civil and commercial matters in each Contracting State on the same conditions as if they themselves were nationals of and habitually resident in that State.

Persons to whom paragraph 1 does not apply, but who formerly had their habitual residence in a Contracting State in which court proceedings are to be or have been commenced, shall nevertheless be entitled to legal aid as provided by paragraph 1 if the cause of action arose out of their former habitual residence in that State.

In States where legal aid is provided in administrative, social or fiscal matters, the provisions of this article shall apply to cases brought before the courts or tribunals competent in such matters.

Article 2

Article 1 shall apply to legal advice provided the person seeking advice is present in the State where advice is sought.

Article 3

Each Contracting State shall designate a Central Au-

[1] Only the Working Documents containing the draft Convention on International Access to Justice are reproduced here. The other Working Documents will be found in the remaining volumes dealing with the Fourteenth Session.

chargée de recevoir les demandes d'assistance judiciaire qui lui sont présentées conformément à la présente Convention et d'y donner suite.
Les Etats fédéraux et les Etats dans lesquels plusieurs systèmes de droit sont en vigueur, ont la faculté de désigner plusieurs Autorités centrales. En cas d'incompétence de l'Autorité centrale saisie, celle-ci transmet la demande à l'Autorité centrale compétente du même Etat contractant.

Article 4

Chaque Etat contractant désigne une ou plusieurs autorités expéditrices chargées de transmettre les demandes d'assistance judiciaire à l'Autorité centrale compétente dans l'Etat requis.
Les demandes d'assistance judiciaire sont transmises, sans intervention d'aucune autre autorité, à l'aide de la formule modèle annexée à la présente Convention.
Chaque Etat contractant a la faculté d'utiliser, aux mêmes fins, la voie diplomatique.

Article 5

Lorsqu'il n'est pas présent dans l'Etat requis, le demandeur à l'assistance judiciaire peut – sans préjudice de toute autre voie par laquelle il pourrait soumettre sa demande à l'autorité compétente de cet Etat – présenter sa requête à une autorité expéditrice de l'Etat contractant où il a sa résidence habituelle.
La demande est établie conformément à la formule modèle annexée à la présente Convention et est accompagnée de tous documents nécessaires, sous réserve du droit pour l'Etat requis de demander des informations ou des documents complémentaires dans les cas appropriés.
Chaque Etat contractant a la faculté de faire connaître que son Autorité centrale réceptrice peut être saisie par toute autre voie ou moyen.

Article 6

L'autorité expéditrice assiste le demandeur afin que soient joints tous les documents et informations qui, à la connaissance de cette autorité, sont nécessaires à l'appréciation de la demande. Elle vérifie leur régularité formelle.
Elle peut refuser de transmettre la demande au cas où celle-ci lui paraît manifestement mal fondée.

Le cas échéant, elle assiste le demandeur pour une traduction sans frais des documents.

Elle répond aux demandes de renseignements complémentaires qui émanent de l'Autorité centrale réceptrice de l'Etat requis.

Article 7

Les demandes d'assistance judiciaire, les documents à l'appui ainsi que les communications en réponse aux demandes de renseignements complémentaires doivent être rédigés dans la langue ou dans l'une des langues officielles de l'Etat requis ou accompagnés d'une traduction faite dans l'une de ces langues.
Toutefois, lorsque dans l'Etat requérant il est difficilement réalisable d'obtenir une traduction dans la langue de l'Etat requis, ce dernier doit accepter que ces pièces soient rédigées en langue française ou anglaise ou accompagnées d'une traduction dans l'une de ces langues.
Les communications émanant de l'Autorité centrale réceptrice peuvent être rédigées dans la langue ou dans

thority to receive, and take action on, applications for legal aid submitted under this Convention.

Federal States and States which have more than one legal system may designate more than one Central Authority. If the Central Authority to which an application is submitted is not competent to deal with it, it shall forward the application to whichever other Central Authority in the same Contracting State is competent to do so.

Article 4

Each Contracting State shall designate one or more transmitting authorities for the purpose of forwarding applications for legal aid to the appropriate Central Authority in the requested State.
Applications for legal aid shall be transmitted, without the intervention of any other authority, in the form of the model annexed to this Convention.
Nothing in this article shall prevent an application from being submitted through diplomatic channels.

Article 5

Where the applicant for legal aid is not present in the requested State, he may submit his application to a transmitting authority in the Contracting State where he has his habitual residence, without prejudice to any other means open to him of submitting his application to the competent authority in the requested State.
The application shall be in the form of the model annexed to this Convention and shall be accompanied by any necessary documents, without prejudice to the right of the requested State to require further information or documents in appropriate cases.

Any Contracting State may declare that its receiving Central Authority will accept applications submitted by other channels or methods.

Article 6

The transmitting authority shall assist the applicant in ensuring that the application is accompanied by all the information and documents known by it to be necessary for consideration of the application. It shall ensure that formal requirements are met.
If it appears to the transmitting authority that the application is manifestly unfounded, it may refuse to transmit the application.
It shall assist the applicant in obtaining without charge a translation of the documents where such assistance is appropriate.
It shall reply to requests for further information from the receiving Central Authority in the requested State.

Article 7

The application, the supporting documents and any communications in response to requests for further information shall be in the official language or in one of the official languages of the requested State or be accompanied by a translation into one of those languages.
However, where in the requesting State it is not feasible to obtain a translation into the language of the requested State, the latter shall accept the documents in either English or French, or the documents accompanied by a translation into one of those languages.

Communications emanating from the receiving Central Authority may be drawn up in the official language or

l'une des langues officielles de cet Etat, en anglais ou en français. Toutefois, lorsque la demande transmise par l'autorité expéditrice est rédigée en français ou en anglais ou accompagnée d'une traduction dans l'une de ces langues, les communications émanant de l'Autorité centrale réceptrice sont également rédigées dans l'une de ces langues.
Les frais de traductions entraînés par l'application des alinéas précédents demeurent à la charge de l'Etat requérant. Toutefois les traductions opérées, le cas échéant, par l'Etat requis demeurent à sa charge.

Article 8

L'Autorité centrale réceptrice statue sur la demande d'assistance judiciaire ou prend les mesures nécessaires pour qu'il soit statué sur celle-ci par l'autorité compétente de l'Etat requis.
Elle transmet les demandes de renseignements complémentaires à l'autorité expéditrice et l'informe de toute difficulté relative à l'examen de la demande ainsi que de la décision prise.

Article 9

Lorsqu'il ne réside pas dans un Etat contractant, le demandeur à l'assistance judiciaire peut, sans préjudice de toute autre voie par laquelle il pourrait soumettre sa demande à l'autorité compétente de l'Etat requis, transmettre sa requête par la voie consulaire.
Chaque Etat contractant a la faculté de faire connaître que son Autorité centrale réceptrice peut être saisie par toute autre voie ou moyen.

Article 10

Les documents transmis en application du présent chapitre sont dispensés de toute légalisation et de toute formalité analogue.

Article 11

L'intervention des autorités compétentes pour transmettre, recevoir et statuer sur les demandes d'assistance judiciaire en vertu du présent chapitre est gratuite.

Article 12

L'instruction des demandes d'assistance judiciaire est effectuée d'urgence.

Article 13

Lorsque l'assistance judiciaire a été accordée dans les conditions de l'article premier, les notifications et significations, quelle qu'en soit la forme, relatives au procès du bénéficiaire et qui seraient à faire dans un autre Etat contractant, ne peuvent donner lieu à aucun remboursement. Il en va de même des commissions rogatoires et enquêtes sociales à l'exception des indemnités payées aux experts et interprètes.
Lorsqu'une personne a été admise en application de l'article premier, au bénéfice de l'assistance judiciaire dans un Etat contractant à l'occasion d'une procédure ayant donné lieu à une décision, elle bénéficie, sans nouvel examen, de l'assistance judiciaire dans tout autre Etat contractant où elle sollicite la reconnaissance ou l'exécution de cette décision.

one of the official languages of the requested State or in English or French. However, where the application forwarded by the transmitting authority is in either English or French, or is accompanied by a translation into one of those languages, communications emanating from the receiving Central Authority shall also be in one of those languages.
The costs of translation arising from the application of the preceding paragraphs shall be borne by the requesting State, except that any translations made in the requested State shall not give rise to any claim for reimbursement on the part of that State.

Article 8

The receiving Central Authority shall determine the application or shall take such steps as are necessary to obtain its determination by a competent authority in the requested State.
The receiving Central Authority shall transmit requests for further information to the transmitting authority and shall inform it of any difficulty relating to the examination of the application and of the decision taken.

Article 9

Where the applicant for legal aid does not reside in a Contracting State, he may submit his application through consular channels, without prejudice to any other means open to him of submitting his application to the competent authority in the requested State.
Any Contracting State may declare that its receiving Central Authority will accept applications submitted by other channels or methods.

Article 10

All documents forwarded under this Chapter shall be exempt from legalization or any analogous formality.

Article 11

No charges shall be made for the transmission, reception or determination of applications for legal aid under this Chapter.

Article 12

Applications for legal aid shall be handled expeditiously.

Article 13

Where legal aid has been granted in accordance with article 1, service of documents in any other Contracting State in pursuance of the legally aided person's proceedings shall not give rise to any charges regardless of the manner in which service is effected. The same applies to letters of request and social enquiry reports, except for fees paid to experts and interpreters.

Where a person has received legal aid in accordance with article 1 for proceedings in a Contracting State and a decision has been given in those proceedings, he shall, without any further examination of his circumstances, be entitled to legal aid in any other Contracting State in which he seeks to secure the recognition or enforcement of that decision.

CHAPITRE II – CAUTION *JUDICATUM SOLVI* ET EXEQUATUR DES CONDAMNATIONS AUX FRAIS ET DÉPENS

Article 14

Aucune caution ni aucun dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être exigée en raison de leur seule qualité d'étranger ou de leur seul défaut de domicile ou de résidence dans l'Etat où l'action est intentée, des personnes, physiques ou morales, ayant leur résidence habituelle dans l'un des Etats contractants qui seront demandeurs ou intervenants devant les tribunaux d'un autre Etat contractant.
La même règle s'applique au versement qui serait exigé des demandeurs ou des intervenants pour garantir les frais judiciaires.

Article 15

Les condamnations aux frais et dépens du procès, prononcées dans l'un des Etats contractants contre toute personne dispensée de la caution, du dépôt ou du versement en vertu soit de l'article 14, soit de la loi de l'Etat où l'action est intentée, seront, à la demande du créancier, rendues gratuitement exécutoires dans l'Etat requis.

Article 16

Chaque Etat contractant désigne une ou plusieurs autorités expéditrices chargées de transmettre les demandes d'exequatur visées par l'article 15 à l'Autorité centrale compétente dans l'Etat requis.

Chaque Etat contractant désigne une Autorité centrale chargée de recevoir les demandes et de prendre les mesures appropriées pour qu'une décision définitive soit prise à cet égard.
Les Etats fédéraux et les Etats dans lesquels plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ont la faculté de désigner plusieurs Autorités centrales. En cas d'incompétence de l'Autorité centrale saisie, celle-ci transmet la demande à l'Autorité centrale compétente dans l'Etat requis.
Les demandes sont transmises sans intervention d'aucune autre autorité. Cependant, chaque Etat contractant a la faculté d'utiliser aux mêmes fins la voie diplomatique.
A moins que l'Etat requis n'ait déclaré s'y opposer, les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à ce que la demande d'exequatur soit présentée directement par le créancier.

Article 17

Les demandes d'exequatur doivent être accompagnées:

a d'une expédition conforme de la partie de la décision faisant apparaître les noms et qualités des parties, ainsi que le dispositif se rapportant aux frais et dépens;

b de tout document de nature à prouver que la décision ne peut plus faire l'objet d'un recours ordinaire dans l'Etat d'origine et qu'elle y est exécutoire;

c d'une traduction certifiée conforme de ces documents dans la langue de l'Etat requis lorsqu'ils ne sont pas rédigés dans cette langue.

L'autorité compétente de l'Etat requis statue sur les demandes d'exequatur sans entendre les parties. Elle se

CHAPTER II – SECURITY FOR COSTS AND ENFORCEABILITY OF ORDERS FOR COSTS

Article 14

No security, bond or deposit of any kind may be required, by reason only of their foreign nationality or of their not being domiciled or resident in the State in which proceedings are commenced, from persons (including legal persons) habitually resident in a Contracting State who are plaintiffs or parties intervening in proceedings before the courts or tribunals of another Contracting State.
The same rule shall apply to any payment required of plaintiffs or intervening parties as security for court fees.

Article 15

An order for payment of costs and expenses of proceedings, made in one of the Contracting States against any person exempt from requirements as to security, bond, deposit or payment by virtue of article 14 or of the law of the State where the proceedings have been commenced shall, on the application of the person entitled to the benefit of the order, be rendered enforceable without charge in any other Contracting State.

Article 16

Each Contracting State shall designate one or more transmitting authorities for the purpose of forwarding to the appropriate Central Authority in the requested State applications for rendering enforceable orders to which article 15 applies.
Each Contracting State shall designate a Central Authority to receive such applications and to take the appropriate steps to ensure that a final decision on them is reached.
Federal States and States which have more than one legal system may designate more than one Central Authority. If the Central Authority to which an application is submitted is not competent to deal with it, it shall forward the application to whichever other Central Authority in the requested State is competent to do so.
Applications under this article shall be transmitted without the intervention of any other authority, without prejudice to an application being transmitted through diplomatic channels.
Nothing in this article shall prevent applications from being made directly by the person entitled to the benefit of the order unless the requested State has declared that it will not accept applications made in this manner.

Article 17

Every application under article 15 shall be accompanied by

a a true copy of the relevant part of the decision showing the names and capacities of the parties and of the order for payment of costs or expenses;

b any document necessary to prove that the decision is no longer subject to the ordinary forms of review in the State of origin and that it is enforceable there;

c a translation, certified as true, of the above-mentioned documents into the language of the requested State, if they are not in that language.

The application shall be determined without a hearing and the competent authority in the requested State

borne à vérifier que les pièces ont été produites. A la requête du demandeur, elle évalue le montant des frais d'attestation, de traduction et de certification, qui sont assimilés aux frais et dépens du procès. Aucune légalisation ou formalité analogue ne peut être imposée.

Les parties n'ont d'autres recours contre la décision rendue par l'autorité compétente que ceux qui leur sont ouverts par la législation de l'Etat requis.

shall be limited to examining whether the required documents have been produced. If so requested by the applicant, that authority shall determine the amount of the costs of attestation, translation and certification, which shall be treated as costs and expenses of the proceedings. No legalization or analogous formality may be required.
There shall be no right of appeal against the decision of the competent authority except in accordance with the law of the requested State.

CHAPITRE III – COPIES D'ACTES ET DE DÉCISIONS DE JUSTICE

Article 18

En matière civile ou commerciale, les ressortissants d'un Etat contractant, ainsi que les personnes ayant leur résidence habituelle sur le territoire d'un Etat contractant, peuvent, dans les mêmes conditions que les nationaux, se faire délivrer et, le cas échéant, faire légaliser des copies ou des extraits de registres publics ou de décisions de justice dans un autre Etat contractant.

CHAPTER III – COPIES OF ENTRIES AND DECISIONS

Article 18

Nationals of any Contracting State and persons habitually resident in any Contracting State may obtain in any other Contracting State, on the same terms and conditions as its nationals, copies of or extracts from entries in public registers and decisions relating to civil or commercial matters and may have such documents legalized, where necessary.

CHAPITRE IV – CONTRAINTE PAR CORPS ET SAUF-CONDUIT

Article 19

La contrainte par corps, soit comme moyen d'exécution, soit comme mesure simplement conservatoire, ne pourra pas, en matière civile ou commerciale, être appliquée aux ressortissants d'un Etat contractant ou aux personnes ayant leur résidence habituelle dans un Etat contractant dans le cas où elle ne serait pas applicable aux ressortissants de cet Etat. Tout fait qui pourrait être invoqué par un ressortissant ayant sa résidence habituelle dans cet Etat pour obtenir la levée de la contrainte par corps doit produire le même effet au profit d'un ressortissant d'un Etat contractant ou d'une personne ayant sa résidence habituelle dans un Etat contractant, même si ce fait s'est produit à l'étranger.

Article 20

Lorsqu'un témoin ou un expert, ressortissant d'un Etat contractant ou ayant sa résidence habituelle sur le territoire d'un Etat contractant, est cité nommément par un tribunal ou avec l'autorisation d'un tribunal à comparaître devant les tribunaux d'un autre Etat contractant, il ne peut être poursuivi, détenu ou soumis à une restriction quelconque de sa liberté individuelle sur le territoire de cet Etat pour des condamnations ou des faits antérieurs à son entrée sur le territoire de l'Etat requérant.
L'immunité prévue à l'alinéa précédent commence sept jours avant la date fixée pour l'audition du témoin ou de l'expert et prend fin lorsque le témoin ou l'expert ayant eu la possibilité de quitter le territoire pendant sept jours consécutifs après que les autorités judiciaires l'auront informé que sa présence n'était plus requise, sera néanmoins demeuré sur ce territoire ou y sera revenu volontairement après l'avoir quitté.

CHAPTER IV – PHYSICAL DETENTION AND SAFE-CONDUCT

Article 19

Arrest and detention, whether as a means of enforcement or simply as a precautionary measure, shall not, in civil or commercial matters, be employed against nationals of a Contracting State or persons habitually resident in a Contracting State in circumstances where they cannot be employed against nationals of the arresting and detaining State. Any fact which may be invoked by a national habitually resident in such State to obtain release from arrest or detention may be invoked with the same effect by a national of a Contracting State or a person habitually resident in a Contracting State even if the fact occurred abroad.

Article 20

A person who is a national of or habitually resident in a Contracting State and who is summoned by name by a court or tribunal in another Contracting State, or by a party with the leave of the court or tribunal, in order to appear as a witness or expert in proceedings in that State shall not be liable to prosecution or detention, or subjected to any other restriction on his personal liberty, in the territory of that State in respect of any act or conviction occurring before his arrival in that State.
The immunity provided for in the preceding paragraphs shall commence seven days before the date fixed for the hearing of the witness or expert and shall cease when the witness or expert having had, for a period of seven consecutive days from the date when he was informed by the judicial authorities that his presence is no longer required, an opportunity of leaving has nevertheless remained in the territory, or having left it, has returned voluntarily.

CHAPITRE V – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 21

Sous réserve des dispositions de l'article 22, aucune disposition de la présente Convention ne sera interprétée comme limitant les droits relatifs aux matières réglées par la présente Convention qui pourraient être reconnus à une personne conformément aux lois d'un Etat contractant ou conformément à toute autre convention à laquelle cet Etat est ou sera partie.

Article 22

La présente Convention remplace, dans les rapports entre les Etats qui l'auront ratifiée, les articles 17 à 24 de la Convention du 17 juillet 1905 ou les articles 17 à 26 de la Convention relative à la procédure civile signée à La Haye le premier mars 1954, pour les Etats qui sont Parties à l'une ou l'autre de ces Conventions, même si la réserve du deuxième alinéa de l'article 28, lettre *c* est faite.

Article 23

Les accords additionnels aux Conventions de 1905 et de 1954, conclus par les Etats contractants, sont considérés comme également applicables à la présente Convention, dans la mesure où ils lui sont compatibles, à moins que les Etats intéressés n'en conviennent autrement.

Article 24

Tout Etat contractant peut, au moyen d'une déclaration, faire connaître la ou les langues autres que celles prévues aux articles 7 et 17 dans lesquels les documents qui seront adressés à son Autorité centrale devront être rédigés ou traduits.

Article 25

Tout Etat contractant qui a plusieurs langues officielles et qui ne peut, pour des raisons de droit interne, accepter pour l'ensemble de son territoire les documents visés aux articles 7 et 17 d'assistance judiciaire dans l'une de ces langues, doit faire connaître au moyen d'une déclaration la langue dans laquelle ceux-ci doivent être rédigés ou traduits en vue de leur présentation dans les parties de son territoire qu'il a déterminées.

Article 26

Un Etat contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent aux matières régies par cette Convention pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration. Ces déclarations seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas et indiqueront expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

Article 27

Lorsqu'un Etat contractant a un système de gouvernement en vertu duquel les pouvoirs exécutif, judiciaire et législatif sont partagés entre des Autorités centrales

CHAPTER V – GENERAL PROVISIONS

Article 21

Without prejudice to the provisions of article 22, nothing in this Convention shall be construed as limiting any rights in respect of matters governed by this Convention which may be conferred upon a person under the law of any Contracting State or under any other convention to which it is, or becomes, a party.

Article 22

Between Parties to this Convention who are also Parties to one or both of the Conventions on Civil Procedure signed at The Hague on the 17th of July 1905 and the 1st of March 1954, this Convention shall replace articles 17 to 24 of the Convention of 1905 or articles 17 to 26 of the Convention of 1954 even if the reservation provided for under paragraph 2*c* of article 28 of this Convention has been made.

Article 23

Supplementary agreements between Parties to the Conventions of 1905 and 1954 shall be considered as equally applicable to the present Convention, to the extent that they are compatible therewith, unless the Parties otherwise agree.

Article 24

A Contracting State may by declaration specify the language or languages other than those referred to in articles 7 and 17 in which documents sent to its Central Authority shall be drawn up or translated.

Article 25

A Contracting State which has more than one official language and cannot, for reasons of internal law, accept for the whole of its territory documents referred to in articles 7 and 17 and drawn up in one of those languages, may by declaration specify the language in which such documents or translations thereof shall be drawn up for submission in the specified parts of its territory.

Article 26

If a Contracting State has two or more territorial units in which different systems of law are applicable in relation to matters dealt with in this Convention, it may at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession declare that this Convention shall extend to all its territorial units or only to one or more of them and may amend that declaration by submitting another declaration at any time. Any such declaration shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands and shall state expressly the territorial units to which the Convention applies.

Article 27

Where a Contracting State has a system of government under which executive, judicial and legislative powers are distributed between central and other authorities

et d'autres autorités de cet Etat, la signature, la ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion à la Convention, ou une déclaration faite en vertu de l'article 26, n'emportera aucune conséquence quant au partage interne des pouvoirs dans cet Etat.

Article 28

Tout Etat contractant pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion se réserver le droit d'exclure l'application de l'article premier aux personnes qui ne sont pas ressortissantes d'un Etat contractant mais qui ont leur résidence habituelle dans un Etat contractant autre que celui qui a fait la réserve ou qui ont eu leur résidence habituelle dans l'Etat qui a fait la réserve, s'il n'existe aucune réciprocité entre l'Etat qui a fait la réserve et l'Etat dont le demandeur à l'assistance judiciaire est le ressortissant.
Tout Etat contractant pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, se réserver le droit d'exclure:

a l'usage de l'anglais, du français ou de ces deux langues, tel que prévu à l'alinéa 2 de l'article 7;

b l'application des dispositions de l'alinéa 2 de l'article 13;

c l'application des dispositions du chapitre II;

d l'application de l'article 20.

Lorsqu'un Etat:

a aura exclu l'usage des langues anglaise et française en faisant la réserve prévue à la lettre *a* de l'alinéa précédent, tout autre Etat affecté par celle-ci pourra appliquer la même règle à l'égard de l'Etat qui aura fait la réserve;

b aura fait la réserve prévue à la lettre *b* de l'alinéa précédent tout autre Etat pourra refuser d'appliquer l'alinéa 2 de l'article 13 aux ressortissants de l'Etat qui aura fait la réserve, ainsi qu'aux personnes ayant leur résidence habituelle dans cet Etat;

c aura fait la réserve prévue à la lettre *c* de l'alinéa précédent tout autre Etat pourra refuser d'appliquer les dispositions du chapitre II aux ressortissants de l'Etat qui aura fait la réserve, ainsi qu'aux personnes ayant leur résidence habituelle dans cet Etat.

Aucune autre réserve ne sera admise.
Tout Etat contractant pourra, à tout moment, retirer une réserve qu'il aura faite. Ce retrait sera notifié au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas. L'effet de la réserve cessera le premier jour du troisième mois du calendrier après cette notification.

within that State, its signature or ratification of, acceptance, approval or accession to this Convention, or its making of any declaration under article 26 shall carry no implication as to the internal distribution of powers within that State.

Article 28

Any Contracting State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, reserve the right to exclude the application of article 1 in the case of persons who are not nationals of a Contracting State but who have their habitual residence in a Contracting State other than the reserving State or formerly had their habitual residence in the reserving State, if there is no reciprocity of treatment between the reserving State and the State of which the applicants for legal aid are nationals.

Any Contracting State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, reserve the right to exclude

a the use of English or French, or both, under paragraph 2 of article 7;

b the application of paragraph 2 of article 13;

c the application of Chapter II;

d the application of article 20.

Where a State has made a reservation –

a under paragraph 2*a* of this article, excluding the use of both English and French, any other State affected thereby may apply the same rule against the reserving State;

b under paragraph 2*b* of this article, any other State may refuse to apply paragraph 2 of article 13 to persons who are nationals of or habitually resident in the reserving State;

c under paragraph 2*c* of this article, any other State may refuse to apply Chapter II to persons who are nationals of or habitually resident in the reserving State.

No other reservation shall be permitted.
Any Contracting State may at any time withdraw a reservation it has made. The withdrawal shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands. The reservation shall cease to have effect on the first day of the third calendar month after the notification.

Document de travail No 11 – Articles 29 à 36

Article 29

Tout Etat contractant indiquera au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas, soit au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, soit ultérieurement, les autorités prévues aux articles 3, 4 et 16.
Il notifiera, le cas échéant, dans les mêmes conditions:

a les déclarations visées aux articles 5, 9, 16, 24, 25 et 26;

Working Document No 11 – Articles 29 to 36

Article 29

Every Contracting State shall, at the time of the deposit of its instrument of ratification or accession, or at a later date, inform the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands of the designation of authorities, pursuant to articles 3, 4 and 16.
It shall likewise inform the Ministry, where appropriate, of the following –

a declarations pursuant to articles 5, 9, 16, 24, 25 and 26;

b tout retrait et toute modification des désignations et déclarations mentionnées ci-dessus;

c tout retrait de réserves.

Article 30

Les formules modèles annexées à la présente Convention pourront être amendées par décision d'une Commission spéciale à laquelle seront invités tous les Etats contractants et tous les Etats membres de la Conférence de La Haye et qui sera convoquée par le Secrétaire général de la Conférence de La Haye. La proposition d'amender les formules devra être portée à l'ordre du jour qui sera joint à la convocation.
Les amendements seront adoptés par la Commission spéciale à la majorité des Etats contractants présents et prenant part au vote. Ils entreront en vigueur le premier jour du septième mois après la date à laquelle le Secrétaire général les aura communiqués à tous les Etats contractants.
Au cours du délai prévu à l'alinéa précédent, tout Etat contractant pourra notifier par écrit au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas qu'il entend faire une réserve sur cet amendement. L'Etat qui aura fait une telle réserve sera traité, en ce qui concerne cet amendement, comme s'il n'était pas Partie à la présente Convention jusqu'à ce que la réserve ait été retirée.

CHAPITRE VI – CLAUSES FINALES

Article 31

La Convention est ouverte à la signature des Etats qui étaient Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Quatorzième session ainsi que des Etats non-membres invités à son élaboration.

Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

Article 32

Tout autre Etat pourra adhérer à la Convention. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérant et les Etats contractants qui n'auront pas élevé d'objection à son encontre dans les douze mois après la réception de la notification prévue au chiffre 2 de l'article 36. Une telle objection pourra également être élevée par tout Etat membre au moment d'une ratification, acceptation ou approbation de la Convention, ultérieure à l'adhésion. Ces objections seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

Article 33

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, pourra déclarer que la Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment où elle entre en vigueur pour cet Etat.
Cette déclaration, ainsi que toute extension ultérieure, seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

b any withdrawal or modification of the above designations and declarations;

c the withdrawal of any reservation.

Article 30

The model forms annexed to this Convention may be amended by a decision of a Special Commission convoked by the Secretary General of the Hague Conference to which all Contracting States and all Member States shall be invited. Notice of the proposal to amend the forms shall be included in the agenda for the meeting.

Amendments adopted by a majority of the Contracting States present and voting at the Special Commission shall come into force for all Contracting States on the first day of the seventh calendar month after the date of their communication by the Secretary General to all Contracting States.
During the period provided for by paragraph 2, any Contracting State may by notification in writing to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands make a reservation with respect to the amendment. A Party making such reservation shall until the reservation is withdrawn be treated as a State not a Party to the present Convention with respect to that amendment.

CHAPTER VI – FINAL CLAUSES

Article 31

The Convention shall be open for signature by the States which were Members of the Hague Conference on Private International Law at the time of its Fourteenth Session and by non-Member States which were invited to participate in its preparation.
It shall be ratified, accepted or approved and the instruments of ratification, accession or approval shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

Article 32

Any other State may accede to the Convention.
The instrument of accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.
Such accession shall have effect only as regards the relations between the acceding State and those Contracting States which have not raised an objection to its accession in the twelve months after the receipt of the notification referred to in sub-paragraph 2 of article 36. Such an objection may also be raised by Member States at the time when they ratify, accept or approve the Convention after an accession. Any such objection shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

Article 33

Any State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, declare that the Convention shall extend to all the territories for the international relations of which it is responsible, or to one or more of them. Such a declaration shall take effect at the time the Convention enters into force for that State.
Such declaration, as well as any subsequent extension, shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

Article 34

La Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion prévu par les articles 31 et 32.
Ensuite, la Convention entrera en vigueur:

1 pour chaque Etat ratifiant, acceptant, approuvant ou adhérant postérieurement le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

2 pour les territoires auxquels la Convention a été étendue conformément à l'article 33, le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification visée dans cet article.

Article 35

La Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 34, alinéa premier, même pour les Etats qui l'auront postérieurement ratifiée, acceptée ou approuvée ou qui y auront adhéré.
La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.
La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas. Elle pourra se limiter à certains territoires ou unités territoriales auxquels s'applique la Convention.
La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 36

Le Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas notifiera aux Etats Membres de la Conférence, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 32:

1 les signatures, ratifications, acceptations et approbations visées à l'article 31;

2 les adhésions et les objections aux adhésions visées à l'article 32;

3 la date à laquelle la Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 34;

4 les extensions visées à l'article 33;

5 les réserves et le retrait des réserves prévus aux articles 28 et 30;

6 les communications notifiées en application de l'article 29;

7 les dénonciations visées à l'article 35.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.
Fait à La Haye, le ..... 1980, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Quatorzième session ainsi qu'à tout autre Etat ayant participé à l'élaboration de la présente Convention lors de cette Session.

Article 34

The Convention shall enter into force on the first day of the third calendar month after the deposit of the third instrument of ratification, acceptance, approval or accession referred to in articles 31 and 32.
Thereafter the Convention shall enter into force –

1 for each State ratifying, accepting, approving or acceding to it subsequently, on the first day of the third calendar month after the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession;

2 for a territory to which the Convention has been extended in conformity with article 33, on the first day of the third calendar month after the notification referred to in that article.

Article 35

The Convention shall remain in force for five years from the date of its entry into force in accordance with the first paragraph of article 34 even for States which subsequently have ratified, accepted, approved it or acceded to it.
If there has been no denunciation, it shall be renewed tacitly every five years.
Any denunciation shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands, at least six months before the expiry of the five year period. It may be limited to certain of the territories or territorial units to which the Convention applies.
The denunciation shall have effect only as regards the State which has notified it. The Convention shall remain in force for the other Contracting States.

Article 36

The Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands shall notify the States Members of the Conference, and the States which have acceded in accordance with article 32, of the following –

1 the signatures and ratifications, acceptances and approvals referred to in article 31;

2 the accessions and objections raised to accessions referred to in article 32;

3 the date on which the Convention enters into force in accordance with article 34;

4 the extensions referred to in article 33;

5 the reservations and withdrawals referred to in articles 28 and 30;

6 the information communicated under article 29;

7 the denunciations referred to in article 35.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.
Done at The Hague, on the .... day of ..... 1980, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Kingdom of the Netherlands and of which a certified copy shall be sent, through diplomatic channels, to each of the States Members of the Hague Conference on Private International Law at the date of the Fourteenth Session and to each other State having participated in the preparation of this Convention at this Session.

ANNEXES A LA CONVENTION TENDANT A FACILITER L'ACCÈS INTERNATIONAL A LA JUSTICE

FORMULES MODÈLES

ANNEXES TO THE CONVENTION ON INTERNATIONAL ACCESS TO JUSTICE

MODEL FORMS

FORMULE DE TRANSMISSION DE DEMANDE
D'ASSISTANCE JUDICIAIRE

Convention tendant à faciliter l'accès international à la justice, signée à La Haye, le..... 198..

Identité et adresse de l'aūtorité expéditrice	Adresse de l'Autorité centrale réceptrice

L'autorité expéditrice soussignée a l'honneur de faire parvenir ci-joint à l'Autorité centrale réceptrice la demande d'assistance judiciaire ainsi que son annexe (déclaration concernant la situation économique du demandeur), aux effets du chapitre I de la Convention précitée.

Observations éventuelles se rapportant à la demande et à la déclaration:

Autres observations:

Fait à....., le .....

Signature et/ou cachet

FORM FOR TRANSMISSION OF APPLICATION
FOR LEGAL AID

Convention on International Access to Justice, signed at The Hague, the ..... 198..

Identity and address of the transmitting authority	Address of the receiving Central Authority

The undersigned transmitting authority has the honour to transmit to the receiving Central Authority the attached application for legal aid and its annex (statement concerning the applicant's financial circumstances), for the purpose of Chapter I of the above-mentioned Convention.

Remarks concerning the application and the statement, if any:

Other remarks, if any:

Done at ....., the .....

Signature and/or stamp

FORMULE DE DEMANDE D'ASSISTANCE JUDICIAIRE

Convention tendant à faciliter l'accès international à la justice, signée à La Haye, le..... 198..

1 Nom et adresse du demandeur d'assistance judiciaire

2 Juridiction où le litige a été ou doit être introduit (si connue)

3 *a* Objet(s) du litige; montant du litige, le cas échéant

b Le cas échéant, énumération des pièces à l'appui relatives au litige introduit ou envisagé*

c Nom et adresse de la partie adverse*

4 Tous délais ou dates relatifs au litige entraînant des conséquences juridiques pour le demandeur, justifiant une urgence particulière dans le traitement de la demande*

5 Toute autre information utile*

6 Fait à....., le .....

7 Signature du demandeur

* Rayer les mentions inutiles

APPLICATION FOR LEGAL AID

Convention on International Access to Justice, signed at The Hague, the .....198..

1 Name and address of the applicant for legal aid

2 Court or tribunal in which the proceedings have been or will be initiated (if known)

3 *a* Subject-matter(s) of proceedings; amount of the claim, if applicable

b If applicable, list of supporting documents pertinent to commenced or intended proceedings*

c Name and address of the opposing party*

4 Any date or time-limit relating to proceedings with legal consequences for the applicant, calling for speedy handling of the application*

5 Any other relevant information*

6 Done at ....., the .....

7 Applicant's signature

* Delete if inappropriate

Déclaration concernant la situation économique du demandeur

I *Situation personnelle*

8 nom (nom de jeune fille, s'il y a lieu)

9 prénom(s)

10 date et lieu de naissance

11 nationalité

12 *a* résidence habituelle (date du début de la résidence)

b résidence habituelle antérieure (date du début et de la fin de la résidence)

13 état civil (célibataire, marié(e), veuf(veuve), divorcé(e), séparé(e))

14 nom et prénom(s) du conjoint

15 noms, prénoms et date de naissance des enfants à charge de l'intéressé(e)

16 autres personnes à charge de l'intéressé(e)

17 renseignements complémentaires sur la situation familiale

Annex to the application
for legal aid

Statement concerning the applicant's financial circumstances

I *Personal situation*

8 name (maiden name, if applicable)

9 first name(s)

10 date and place of birth

11 nationality

12 *a* habitual residence (date of commencement of the residence)

b former habitual residence (date of commencement and termination of the residence)

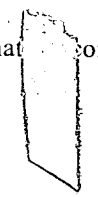
13 civil status (single, married, widow(er), divorced, separated)

14 name and first name(s) of the spouse

15 names, first names and dates of birth of children dependent on the applicant

16 other persons dependent on the applicant

17 supplementary information concerning the family situation



II *Situation financière*

18 activité professionnelle

19 nom et adresse de l'employeur ou lieu d'exercice de l'activité professionnelle

20 revenus	de l'intéressé(e)	du conjoint	des personnes à charge de l'intéressé(e)
a traitements, salaires (y inclus avantages en nature)	.....	.....	.....
b pensions de retraite, pensions d'invalidité, pensions alimentaires, rentes, rentes viagères	.....	.....	.....
c allocations de chômage	.....	.....	.....
d revenus des professions non salariées	.....	.....	.....
e revenus des valeurs et capitaux mobiliers	.....	.....	.....
f revenus fonciers et immobiliers	.....	.....	.....
g autres sources de revenus	.....	.....	.....

II *Financial circumstances*

18 occupation

19 name and address of employer or place of exercise of occupation

20 income	of the applicant	of the spouse	of the persons dependent on the applicant
a salary (including payments in kind)	.....	.....	.....
b pensions, disability pensions, alimonies, allowances, annuities	.....	.....	.....
c unemployment benefits	.....	.....	.....
d income from non-salaried occupations	.....	.....	.....
e income from securities and floating capital	.....	.....	.....
f income from real property	.....	.....	.....
g other sources of income	.....	.....	.....

21 biens immobiliers	de l'intéressé(e)	du conjoint	des personnes à charge de l'intéressé(e)
(mentionner valeur(s) et charge(s))	.....	.....	.....

22 autres biens	de l'intéressé(e)	du conjoint	des personnes à charge de l'intéressé(e)
(titres, participations, créances, comptes bancaires, fonds de commerce, etc.)	.....	.....	.....

23 dettes et autres charges financières	de l'intéressé(e)	du conjoint	des personnes à charge de l'intéressé(e)
a prêts (mentionner nature, montant restant à payer et remboursements annuels/mensuels)	.....	.....	.....
b obligations alimentaires (mentionner montants mensuels)	.....	.....	.....
c loyers (y inclus coûts de chauffage, électricité, gaz et eau)	.....	.....	.....
d autres charges périodiques	.....	.....	.....

21 real property	of the applicant	of the spouse	of the persons dependent on the applicant
(please state value(s) and obligations)	.....	.....	.....

22 other assets	of the applicant	of the spouse	of the persons dependent on the applicant
(securities, sharings in profits, claims, bank accounts, business capital, etc.)	.....	.....	.....

23 debts and other financial obligations	of the applicant	of the spouse	of the persons dependent on the applicant
a loans (state nature, balance to be paid and annual/monthly repayments)	.....	.....	.....
b maintenance obligations (state monthly payments)	.....	.....	.....
c house rent (including costs of heating, electricity, gas and water)	.....	.....	.....
d other recurring obligations	.....	.....	.....

24 impôts sur revenus et contributions à la sécurité sociale *de l'année précédente*

25 observations de l'intéressé(e)

26 le cas échéant, énumération des documents à l'appui

27 Je soussigné(e), informé(e) des conséquences pénales d'une fausse déclaration, certifie sur l'honneur que la présente déclaration est complète et exacte.

28 Fait à ..... (lieu)

29 le ..... (date)

30 ..... (signature de l'intéressé(e))

24 income tax and social security contributions *for the previous year*

25 remarks of the applicant

26 if applicable, list of supporting documents

27 The undersigned, being fully aware of the penalties provided by law for the making of a false statement, declares that the above statement is complete and correct.

28 Done at ..... (place)

29 the ..... (date)

30 ..... (applicant's signature)

Procès-verbal No 3

Séance du vendredi 24 octobre 1980 (après-midi)
Meeting of Friday 24 October 1980 (afternoon)

EXTRAIT: DISCUSSIONS RELATIVES AU PROJET DE CONVENTION TENDANT A FACILITER L'ACCÈS INTERNATIONAL A LA JUSTICE[1]

EXTRACT: DISCUSSIONS DEALING WITH THE DRAFT CONVENTION ON INTERNATIONAL ACCESS TO JUSTICE[1]

Puis **le Président de la Quatorzième session,** M. Schultsz, donne la parole à M. Böhmer, Président de la Deuxième commission, afin qu'il présente les Documents de travail Nos 8 à 11 représentant l'œuvre de cette Commission.

M. Böhmer (République fédérale d'Allemagne) indique brièvement que ce travail est la dernière étape de la revision de la Convention de 1954 sur la procédure civile. Il rappelle que la base de discussion a été pour la Commission l'avant-projet établi par une Commission spéciale et le Rapport de M. Möller. Les Etats non-Membres de la Conférence mais Parties à la Convention de 1954 (Hongrie, Maroc, Saint-Siège et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques) ont été invités à participer à cette Commission et ont activement pris part à ses travaux.

Il indique que le Comité de rédaction était composé, sous la présidence de **M. Bangert** (Danemark), de **MM. Dobson** (Royaume-Uni), **Martens** (Pays-Bas), **Volken** (Suisse), **Möller** (Rapporteur) et de **Mme Thérin** (France).

Le titre de la Convention, l'intitulé du chapitre I et le texte de l'article 1 sont lus et adoptés après rectification d'une simple erreur matérielle dans le texte français.

L'article 2 est lu et adopté après une simple toilette du texte français.

L'article 3 est lu et adopté.

L'article 4 est lu et adopté.

L'article 5 est lu.

M. Evrigenis (Grèce) propose la substitution du terme «demande» à «requête».

L'article 5 est adopté après cette amélioration rédactionnelle.

L'article 6 est lu et adopté.

L'article 7 est lu et adopté après une amélioration purement rédactionnelle du texte français.

L'article 8 est lu et adopté.

L'article 9 est lu et adopté.

L'article 10 est lu et adopté.

L'article 11 est lu et adopté, après alignement de son texte français sur le texte anglais.

L'article 12 est lu et adopté.

L'article 13 est lu et adopté, après une simple toilette du texte français.

L'article 14 est lu.

M. Evrigenis (Grèce), tout en déclarant partager la responsabilité de la rédaction de cette disposition, fait remarquer que l'élargissement de la disposition aux personnes morales est susceptible de soulever des problèmes. L'application aux personnes morales du critère de la résidence habituelle était jusqu'à présent inconnue aussi bien de la pratique que de la doctrine du droit international privé. Il paraît au Délégué grec que l'incompatibilité logique entre le rattachement de la résidence habituelle et le concept de personne morale posera des problèmes en pratique.

The Rapporteur explained that this point had been discussed extensively in the Drafting Committee. It had been realised that the supplementary protocol to the Enforcement Convention contained a definition of the habitual residence of a legal person (see article 5). That was not a precedent on all fours with the present situation, for on that occasion there was no reference in the text of the Convention itself. However, the matter would be fully explained in the Report.

L'article 14 est adopté.

L'article 15 est lu et adopté après alignement du texte français sur le texte anglais.

L'article 16 est lu et adopté.

L'article 17 est lu et adopté.

Le titre du chapitre III et l'article 18 sont lus et adoptés, après une légère amélioration rédactionnelle du texte français de l'article 18.

Le titre du chapitre IV et l'article 19 sont lus et adoptés.

Le texte de l'article 20 est lu et adopté, après alignement de l'alinéa premier du texte français sur le texte anglais.

L'article 21 est lu et adopté.

L'article 22 est lu et adopté, après alignement du texte français sur le texte anglais.

L'article 23 est lu et adopté, après une simple toilette du texte français.

[1] Le début de ce Procès-verbal est consacré aux discussions de la Commission sur les affaires générales et la politique de la Conférence.

The first part of this meeting was devoted to the work of the Commission on general matters and the policy of the Conference.

Procès-verbal No 3

L'article 24 est lu et adopté, après substitution du verbe «pouvoir» à «devoir» dans le dernier membre de phrase des versions française et anglaise.

L'article 25 est lu et adopté, après une simple rectification matérielle dans le texte français et alignement du texte anglais sur le texte français.

L'article 26 est lu et adopté.

L'article 27 est lu et adopté.

L'article 28 est lu et adopté.

L'article 29 est lu et adopté.

L'article 30 est lu et adopté, après alignement du texte français sur le texte anglais.

L'article 31 est lu et adopté.

L'article 32 est lu et adopté.

L'article 33 est lu.

Mr Khamanev (Union of Soviet Socialist Republics) stated that the formula used in article 33 was a very old one and dit not correspond with reality. Furthermore it was contrary to the Declaration on the Independence of Colonial Countries and Peoples, approved by the United Nations Assembly in December 1960, as well as to the practice of the United Nations in that field and to international law. He proposed deletion of the entire article.

Le Secrétaire général rappelle brièvement que les dispositions de cet article 33 figurent dans toutes les Conventions de la Conférence de La Haye, et qu'elles ont été notamment maintenues par les Douzième et Treizième sessions. Il est, en effet, apparu que l'extension du bénéfice des Conventions de la Conférence ne pouvait qu'être profitable pour ses bénéficiaires et destinataires.

Mr Růžička (Czechoslovakia) stated that he supported the proposal of the USSR for deletion and for the reasons already explained.

M. Böhmer (République fédérale d'Allemagne) précise que la Quatrième commission a décidé globalement l'intégration au texte de la Convention des clauses finales communes à toutes les Conventions de la Conférence. Mais cette décision a été prise sous la réserve d'un retour possible sur chacun des articles pris isolément. Puis il dit que, si l'on peut regretter certaines situations réelles dans le monde, celles-ci n'en existant pas moins, l'objet poursuivi par la Quatrième commission a été d'étendre le bénéfice des droits accordés par la Convention.

Mr Dobson (United Kingdom) added that some of the territories for whose international relations the United Kingdom was responsible could in no way be described as colonial. Nor had they ever been colonial territories. Pertinent examples were the Isle of Man and the Channel Islands. It should not be forgotten that article 33 had application to territories other than colonial territories.

Le Président soumet au vote de la Séance plénière la proposition de la délégation soviétique de supprimer l'article 33.

Vote

Par 12 voix contre (République fédérale d'Allemagne, Australie, Belgique, Canada, Danemark, France, Grèce, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni), 6 voix pour (Espagne, Hongrie, Tchécoslovaquie, URSS, *Venezuela et Yougoslavie) et 5 abstentions (Autriche, Finlande, Irlande, Italie et Suisse), la proposition de suppression de l'article 33 est rejetée.*

L'article 33 est donc adopté.

L'article 34 est lu et adopté.

L'article 35 est lu et adopté.

L'article 36 est lu et adopté.

La formule finale est lue et adoptée.

Puis le Président précise qu'il n'est pas dans la tradition de la Conférence de lire toutes les Annexes d'une Convention. Aussi propose-t-il, si aucune délégation ne s'y oppose, que la Séance plénière vote sur l'ensemble de la Convention et de ses Annexes.

Aucune délégation ne s'oppose à cette façon de procéder.

Vote

A l'unanimité des délégations, la Séance plénière approuve la Convention tendant à faciliter l'accès international à la justice, et ses Annexes.

Convention

Convention adoptée par la Quatorzième session et signée le 25 octobre 1980[1]

CONVENTION TENDANT A FACILITER L'ACCÈS INTERNATIONAL A LA JUSTICE

Les Etats signataires de la présente Convention,

Désirant faciliter l'accès international à la justice,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes:

[1] Extrait de l'Acte final de la Quatorzième session, signé le 25 octobre 1980; pour le texte complet de l'Acte final, voir *Actes et documents de la Quatorzième session (1980)*, tome I, *Matières diverses*.

Convention adopted by the Fourteenth Session and signed on the 25th of October 1980[1]

CONVENTION ON INTERNATIONAL ACCESS TO JUSTICE

The States signatory to this Convention,

Desiring to facilitate international access to justice,

Have resolved to conclude a Convention for this purpose and have agreed upon the following provisions –

[1] Extract from the Final Act of the Fourteenth Session, signed on the 25th of October 1980; for the complete text of the Final Act, see *Acts and Documents of the Fourteenth Session (1980)*, Book I, *Miscellaneous matters*.

Article premier

Les ressortissants d'un Etat contractant, ainsi que les personnes ayant leur résidence habituelle dans un Etat contractant, sont admis au bénéfice de l'assistance judiciaire en matière civile et commerciale dans chaque Etat contractant dans les mêmes conditions que s'ils étaient eux-mêmes ressortissants de cet Etat et y résidaient habituellement.
Les personnes auxquelles les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas, mais qui ont eu leur résidence habituelle dans un Etat contractant dans lequel une procédure judiciaire est ou sera engagée, seront néanmoins admises au bénéfice de l'assistance judiciaire aux conditions prévues à l'alinéa précédent, si la cause de l'action découle de cette ancienne résidence habituelle.
Dans les Etats où l'assistance judiciaire existe en matière administrative, sociale ou fiscale, les dispositions du présent article s'appliquent aux affaires portées devant les tribunaux compétents en ces matières.

Article 2

L'article premier s'applique à la consultation juridique, à la condition que le requérant soit présent dans l'Etat où la consultation est demandée.

Article 3

Chaque Etat contractant désigne une Autorité centrale chargée de recevoir les demandes d'assistance judiciaire qui lui sont présentées conformément à la présente Convention et d'y donner suite.
Les Etats fédéraux et les Etats dans lesquels plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ont la faculté de désigner plusieurs Autorités centrales. En cas d'incompétence de l'Autorité centrale saisie, celle-ci transmet la demande à l'Autorité centrale compétente du même Etat contractant.

Article 4

Chaque Etat contractant désigne une ou plusieurs autorités expéditrices chargées de transmettre les demandes d'assistance judiciaire à l'Autorité centrale compétente dans l'Etat requis.
Les demandes d'assistance judiciaire sont transmises, sans intervention d'aucune autre autorité, à l'aide de la formule modèle annexée à la présente Convention.
Chaque Etat contractant a la faculté d'utiliser aux mêmes fins la voie diplomatique.

Article 5

Lorsqu'il n'est pas présent dans l'Etat requis, le demandeur à l'assistance judiciaire peut, sans préjudice de toute autre voie par laquelle il pourrait soumettre sa demande à l'autorité compétente de cet Etat, présenter sa demande à une autorité expéditrice de l'Etat contractant où il a sa résidence habituelle.
La demande est établie conformément à la formule modèle annexée à la présente Convention. Elle est accompagnée de tous les documents nécessaires, sous réserve du droit pour l'Etat requis de demander des informations ou des documents complémentaires dans les cas appropriés.
Chaque Etat contractant a la faculté de faire connaître que son Autorité centrale réceptrice peut être saisie par toute autre voie ou moyen.

Article 1

Nationals of any Contracting State and persons habitually resident in any Contracting State shall be entitled to legal aid for court proceedings in civil and commercial matters in each Contracting State on the same conditions as if they themselves were nationals of and habitually resident in that State.

Persons to whom paragraph 1 does not apply, but who formerly had their habitual residence in a Contracting State in which court proceedings are to be or have been commenced, shall nevertheless be entitled to legal aid as provided by paragraph 1 if the cause of action arose out of their former habitual residence in that State.

In States where legal aid is provided in administrative, social or fiscal matters, the provisions of this Article shall apply to cases brought before the courts or tribunals competent in such matters.

Article 2

Article 1 shall apply to legal advice provided the person seeking advice is present in the State where advice is sought.

Article 3

Each Contracting State shall designate a Central Authority to receive, and take action on, applications for legal aid submitted under this Convention.

Federal States and States which have more than one legal system may designate more than one Central Authority. If the Central Authority to which an application is submitted is not competent to deal with it, it shall forward the application to whichever other Central Authority in the same Contracting State is competent to do so.

Article 4

Each Contracting State shall designate one or more transmitting authorities for the purpose of forwarding applications for legal aid to the appropriate Central Authority in the requested State.
Applications for legal aid shall be transmitted, without the intervention of any other authority, in the form of the model annexed to this Convention.
Nothing in this Article shall prevent an application from being submitted through diplomatic channels.

Article 5

Where the applicant for legal aid is not present in the requested State, he may submit his application to a transmitting authority in the Contracting State where he has his habitual residence, without prejudice to any other means open to him of submitting his application to the competent authority in the requested State.
The application shall be in the form of the model annexed to this Convention and shall be accompanied by any necessary documents, without prejudice to the right of the requested State to require further information or documents in appropriate cases.

Any Contracting State may declare that its receiving Central Authority will accept applications submitted by other channels or methods.

Article 6

L'autorité expéditrice assiste le demandeur afin que soient joints tous les documents et informations qui, à la connaissance de cette autorité, sont nécessaires à l'appréciation de la demande. Elle vérifie leur régularité formelle.
Elle peut refuser de transmettre la demande au cas où celle-ci lui paraît manifestement mal fondée.

Le cas échéant, elle assiste le demandeur pour une traduction sans frais des documents.

Elle répond aux demandes de renseignements complémentaires qui émanent de l'Autorité centrale réceptrice de l'Etat requis.

Article 7

Les demandes d'assistance judiciaire, les documents à l'appui, ainsi que les communications en réponse aux demandes de renseignements complémentaires, doivent être rédigés dans la langue ou dans l'une des langues officielles de l'Etat requis ou accompagnés d'une traduction faite dans l'une de ces langues.
Toutefois, lorsque dans l'Etat requérant l'obtention d'une traduction dans la langue de l'Etat requis est difficilement réalisable, ce dernier doit accepter que ces pièces soient rédigées en langue française ou anglaise ou accompagnées d'une traduction dans l'une de ces langues.
Les communications émanant de l'Autorité centrale réceptrice peuvent être rédigées dans la langue ou dans l'une des langues officielles de cet Etat, en anglais ou en français. Toutefois, lorsque la demande transmise par l'autorité expéditrice est rédigée en français ou en anglais ou accompagnée d'une traduction dans l'une de ces langues, les communications émanant de l'Autorité centrale réceptrice sont également rédigées dans l'une de ces langues.
Les frais de traductions entraînés par l'application des alinéas précédents demeurent à la charge de l'Etat requérant. Toutefois, les traductions opérées, le cas échéant, par l'Etat requis demeurent à sa charge.

Article 8

L'Autorité centrale réceptrice statue sur la demande d'assistance judiciaire ou prend les mesures nécessaires pour qu'il soit statué sur celle-ci par l'autorité compétente de l'Etat requis.
Elle transmet les demandes de renseignements complémentaires à l'autorité expéditrice et l'informe de toute difficulté relative à l'examen de la demande, ainsi que de la décision prise.

Article 9

Lorsqu'il ne réside pas dans un Etat contractant, le demandeur à l'assistance judiciaire peut, sans préjudice de toute autre voie par laquelle il pourrait soumettre sa demande à l'autorité compétente de l'Etat requis, transmettre sa demande par la voie consulaire.
Chaque Etat contractant a la faculté de faire connaître que son Autorité centrale réceptrice peut être saisie par tous autres voie ou moyen.

Article 10

Les documents transmis en application du présent chapitre sont dispensés de toute légalisation et de toute formalité analogue.

Article 6

The transmitting authority shall assist the applicant in ensuring that the application is accompanied by all the information and documents known by it to be necessary for consideration of the application. It shall ensure that formal requirements are met.
If it appears to the transmitting authority that the application is manifestly unfounded, it may refuse to transmit the application.
It shall assist the applicant in obtaining without charge a translation of the documents where such assistance is appropriate.
It shall reply to requests for further information from the receiving Central Authority in the requested State.

Article 7

The application, the supporting documents and any communications in response to requests for further information shall be in the official language or in one of the official languages of the requested State or be accompanied by a translation into one of those languages.
However, where in the requesting State it is not feasible to obtain a translation into the language of the requested State, the latter shall accept the documents in either English or French, or the documents accompanied by a translation into one of those languages.

Communications emanating from the receiving Central Authority may be drawn up in the official language or one of the official languages of the requested State or in English or French. However, where the application forwarded by the transmitting authority is in either English or French, or is accompanied by a translation into one of those languages, communications emanating from the receiving Central Authority shall also be in one of those languages.
The costs of translation arising from the application of the preceding paragraphs shall be borne by the requesting State, except that any translations made in the requested State shall not give rise to any claim for reimbursement on the part of that State.

Article 8

The receiving Central Authority shall determine the application or shall take such steps as are necessary to obtain its determination by a competent authority in the requested State.
The receiving Central Authority shall transmit requests for further information to the transmitting authority and shall inform it of any difficulty relating to the examination of the application and of the decision taken.

Article 9

Where the applicant for legal aid does not reside in a Contracting State, he may submit his application through consular channels, without prejudice to any other means open to him of submitting his application to the competent authority in the requested State.
Any Contracting State may declare that its receiving Central Authority will accept applications submitted by other channels or methods.

Article 10

All documents forwarded under this Chapter shall be exempt from legalization or any analogous formality.

Article 11

L'intervention des autorités compétentes pour transmettre, recevoir ou statuer sur les demandes d'assistance judiciaire en vertu du présent chapitre est gratuite.

Article 12

L'instruction des demandes d'assistance judiciaire est effectuée d'urgence.

Article 13

Lorsque l'assistance judiciaire a été accordée en application de l'article premier, les notifications et significations, quelle qu'en soit la forme, relatives au procès du bénéficiaire et qui seraient à faire dans un autre Etat contractant, ne peuvent donner lieu à aucun remboursement. Il en va de même des commissions rogatoires et enquêtes sociales, à l'exception des indemnités payées aux experts et aux interprètes.
Lorsqu'une personne a été admise, en application de l'article premier, au bénéfice de l'assistance judiciaire dans un Etat contractant à l'occasion d'une procédure ayant donné lieu à une décision, elle bénéfice, sans nouvel examen, de l'assistance judiciaire dans tout autre Etat contractant où elle sollicite la reconnaissance ou l'exécution de cette décision.

CHAPITRE II – CAUTION *JUDICATUM SOLVI* ET EXEQUATUR DES CONDAMNATIONS AUX FRAIS ET DÉPENS

Article 14

Aucune caution ni aucun dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être exigé en raison de leur seule qualité d'étranger ou de leur seul défaut de domicile ou de résidence dans l'Etat où l'action est intentée, des personnes, physiques ou morales, ayant leur résidence habituelle dans l'un des Etats contractants qui seront demandeurs ou intervenants devant les tribunaux d'un autre Etat contractant.
La même règle s'applique au versement qui serait exigé des demandeurs ou des intervenants pour garantir les frais judiciaires.

Article 15

Les condamnations aux frais et dépens du procès, prononcées dans l'un des Etats contractants contre toute personne dispensée de la caution, du dépôt ou du versement en vertu soit de l'article 14, soit de la loi de l'Etat où l'action est intentée, seront, à la demande du créancier, rendues gratuitement exécutoires dans tout autre Etat contractant.

Article 16

Chaque Etat contractant désigne une ou plusieurs autorités expéditrices chargées de transmettre les demandes d'exequatur visées par l'article 15 à l'Autorité centrale compétente dans l'Etat requis.

Chaque Etat contractant désigne une Autorité centrale chargée de recevoir les demandes et de prendre les mesures appropriées pour qu'une décision définitive soit prise à cet égard.
Les Etats fédéraux et les Etats dans lesquels plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ont la faculté de désigner plusieurs Autorités centrales. En cas d'incompétence de l'Autorité centrale saisie, celle-ci transmet la demande à l'Autorité centrale compétente dans l'Etat requis.

Article 11

No charges shall be made for the transmission, reception or determination of applications for legal aid under this Chapter.

Article 12

Applications for legal aid shall be handled expeditiously.

Article 13

Where legal aid has been granted in accordance with Article 1, service of documents in any other Contracting State in pursuance of the legally aided person's proceedings shall not give rise to any charges regardless of the manner in which service is effected. The same applies to Letters of Request and social enquiry reports, except for fees paid to experts and interpreters.

Where a person has received legal aid in accordance with Article 1 for proceedings in a Contracting State and a decision has been given in those proceedings, he shall, without any further examination of his circumstances, be entitled to legal aid in any other Contracting State in which he seeks to secure the recognition or enforcement of that decision.

CHAPTER II – SECURITY FOR COSTS AND ENFORCEABILITY OF ORDERS FOR COSTS

Article 14

No security, bond or deposit of any kind may be required, by reason only of their foreign nationality or of their not being domiciled or resident in the State in which proceedings are commenced, from persons (including legal persons) habitually resident in a Contracting State who are plaintiffs or parties intervening in proceedings before the courts or tribunals of another Contracting State.
The same rule shall apply to any payment required of plaintiffs or intervening parties as security for court fees.

Article 15

An order for payment of costs and expenses of proceedings, made in one of the Contracting States against any person exempt from requirements as to security, bond, deposit or payment by virtue of Article 14 or of the law of the State where the proceedings have been commenced shall, on the application of the person entitled to the benefit of the order, be rendered enforceable without charge in any other Contracting State.

Article 16

Each Contracting State shall designate one or more transmitting authorities for the purpose of forwarding to the appropriate Central Authority in the requested State applications for rendering enforceable orders to which Article 15 applies.
Each Contracting State shall designate a Central Authority to receive such applications and to take the appropriate steps to ensure that a final decision on them is reached.
Federal States and States which have more than one legal system may designate more than one Central Authority. If the Central Authority to which an application is submitted is not competent to deal with it, it shall forward the application to whichever other Central Authority in the requested State is competent to do so.

Les demandes sont transmises sans intervention d'aucune autre autorité. Cependant, chaque Etat contractant a la faculté d'utiliser aux mêmes fins la voie diplomatique.
A moins que l'Etat requis n'ait déclaré s'y opposer, les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à ce que la demande d'exequatur soit présentée directement par le créancier.

Article 17

Les demandes d'exequatur doivent être accompagnées:

a d'une expédition conforme de la partie de la décision faisant apparaître les noms et qualités des parties, ainsi que le dispositif se rapportant aux frais et dépens;

b de tout document de nature à prouver que la décision ne peut plus faire l'objet d'un recours ordinaire dans l'Etat d'origine et qu'elle y est exécutoire;

c d'une traduction certifiée conforme de ces documents dans la langue de l'Etat requis, lorsqu'ils ne sont pas rédigés dans cette langue.

L'autorité compétente de l'Etat requis statue sur les demandes d'exequatur sans entendre les parties. Elle se borne à vérifier que les pièces ont été produites. A la requête du demandeur, elle évalue le montant des frais d'attestation, de traduction et de certification, qui sont assimilés aux frais et dépens du procès. Aucune légalisation ou formalité analogue ne peut être imposée.

Les parties n'ont d'autres recours contre la décision rendue par l'autorité compétente que ceux qui leur sont ouverts par la législation de l'Etat requis.

CHAPITRE III – COPIES D'ACTES ET DE DÉCISIONS DE JUSTICE

Article 18

En matière civile ou commerciale, les ressortissants d'un Etat contractant, ainsi que les personnes ayant leur résidence habituelle dans un Etat contractant, peuvent, dans les mêmes conditions que les nationaux, se faire délivrer et, le cas échéant, faire légaliser des copies ou des extraits de registres publics ou de décisions de justice dans un autre Etat contractant.

CHAPITRE IV – CONTRAINTE PAR CORPS ET SAUF-CONDUIT

Article 19

La contrainte par corps, soit comme moyen d'exécution, soit comme mesure simplement conservatoire, ne pourra pas, en matière civile ou commerciale, être appliquée aux ressortissants d'un Etat contractant ou aux personnes ayant leur résidence habituelle dans un Etat contractant dans le cas où elle ne serait pas applicable aux ressortissants de cet Etat. Tout fait qui pourrait être invoqué par un ressortissant ayant sa résidence habituelle dans cet Etat pour obtenir la levée de la contrainte par corps doit produire le même effet au profit d'un ressortissant d'un Etat contractant ou d'une personne ayant sa résidence habituelle dans un Etat contractant, même si ce fait s'est produit à l'étranger.

Applications under this Article shall be transmitted without the intervention of any other authority, without prejudice to an application being transmitted through diplomatic channels.
Nothing in this Article shall prevent applications from being made directly by the person entitled to the benefit of the order unless the requested State has declared that it will not accept applications made in this manner.

Article 17

Every application under Article 15 shall be accompanied by –

a a true copy of the relevant part of the decision showing the names and capacities of the parties and of the order for payment of costs or expenses;

b any document necessary to prove that the decision is no longer subject to the ordinary forms of review in the State of origin and that it is enforceable there;

c a translation, certified as true, of the above-mentioned documents into the language of the requested State, if they are not in that language.

The application shall be determined without a hearing and the competent authority in the requested State shall be limited to examining whether the required documents have been produced. If so requested by the applicant, that authority shall determine the amount of the costs of attestation, translation and certification, which shall be treated as costs and expenses of the proceedings. No legalization or analogous formality may be required.
There shall be no right of appeal against the decision of the competent authority except in accordance with the law of the requested State.

CHAPTER III – COPIES OF ENTRIES AND DECISIONS

Article 18

Nationals of any Contracting State and persons habitually resident in any Contracting State may obtain in any other Contracting State, on the same terms and conditions as its nationals, copies of or extracts from entries in public registers and decisions relating to civil or commercial matters and may have such documents legalized, where necessary.

CHAPTER IV – PHYSICAL DETENTION AND SAFE-CONDUCT

Article 19

Arrest and detention, whether as a means of enforcement or simply as a precautionary measure, shall not, in civil or commercial matters, be employed against nationals of a Contracting State or persons habitually resident in a Contracting State in circumstances where they cannot be employed against nationals of the arresting and detaining State. Any fact which may be invoked by a national habitually resident in such State to obtain release from arrest or detention may be invoked with the same effect by a national of a Contracting State or a person habitually resident in a Contracting State even if the fact occurred abroad.

Article 20

Lorsqu'un témoin ou un expert, ressortissant d'un Etat contractant ou ayant sa résidence habituelle dans un Etat contractant, est cité nommément par un tribunal ou par une partie avec l'autorisation d'un tribunal à comparaître devant les tribunaux d'un autre Etat contractant, il ne peut être poursuivi, détenu ou soumis à une restriction quelconque de sa liberté individuelle sur le territoire de cet Etat pour des condamnations ou des faits antérieurs à son entrée sur le territoire de l'Etat requérant.

L'immunité prévue à l'alinéa précédent commence sept jours avant la date fixée pour l'audition du témoin ou de l'expert et prend fin lorsque le témoin ou l'expert, ayant eu la possibilité de quitter le territoire pendant sept jours consécutifs après que les autorités judiciaires l'auront informé que sa présence n'était plus requise, sera néanmoins demeuré sur ce territoire ou y sera revenu volontairement après l'avoir quitté.

CHAPITRE V – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 21

Sous réserve des dispositions de l'article 22, aucune disposition de la présente Convention ne sera interprétée comme limitant les droits relatifs aux matières réglées par celle-ci qui pourraient être reconnus à une personne conformément aux lois d'un Etat contractant ou conformément à toute autre convention à laquelle cet Etat est ou sera partie.

Article 22

La présente Convention remplace, dans les rapports entre les Etats qui l'auront ratifiée, les articles 17 à 24 de la *Convention relative à la procédure civile,* signée à La Haye le 17 juillet 1905, ou les articles 17 à 26 de la *Convention relative à la procédure civile,* signée à La Haye le premier mars 1954, pour les Etats qui sont Parties à l'une ou l'autre de ces Conventions, même si la réserve du deuxième alinéa de l'article 28, lettre *c* est faite.

Article 23

Les accords additionnels aux Conventions de 1905 et de 1954, conclus par les Etats contractants, sont considérés comme également applicables à la présente Convention, dans la mesure où ils sont compatibles avec celle-ci, à moins que les Etats intéressés n'en conviennent autrement.

Article 24

Tout Etat contractant peut, au moyen d'une déclaration, faire connaître la ou les langues autres que celles prévues aux articles 7 et 17 dans lesquelles les documents qui seront adressés à son Autorité centrale peuvent être rédigés ou traduits.

Article 25

Tout Etat contractant qui a plusieurs langues officielles et qui ne peut, pour des raisons de droit interne, accepter pour l'ensemble de son territoire les documents visés aux articles 7 et 17 d'assistance judiciaire dans l'une de ces langues, doit faire connaître au moyen d'une déclaration la langue dans laquelle ceux-ci doivent être rédigés ou traduits en vue de leur présentation dans les parties de son territoire qu'il a déterminées.

Article 20

A person who is a national of or habitually resident in a Contracting State and who is summoned by name by a court or tribunal in another Contracting State, or by a party with the leave of the court or tribunal, in order to appear as a witness or expert in proceedings in that State shall not be liable to prosecution or detention, or subjected to any other restriction on his personal liberty, in the territory of that State in respect of any act or conviction occurring before his arrival in that State.

The immunity provided for in the preceding paragraph shall commence seven days before the date fixed for the hearing of the witness or expert and shall cease when the witness or expert having had, for a period of seven consecutive days from the date when he was informed by the judicial authorities that his presence is no longer required, an opportunity of leaving has nevertheless remained in the territory, or having left it, has returned voluntarily.

CHAPTER V – GENERAL PROVISIONS

Article 21

Without prejudice to the provisions of Article 22, nothing in this Convention shall be construed as limiting any rights in respect of matters governed by this Convention which may be conferred upon a person under the law of any Contracting State or under any other convention to which it is, or becomes, a party.

Article 22

Between Parties to this Convention who are also Parties to one or both of the *Conventions on civil procedure* signed at The Hague on the 17th of July 1905 and the 1st of March 1954, this Convention shall replace Articles 17 to 24 of the Convention of 1905 or Articles 17 to 26 of the Convention of 1954 even if the reservation provided for under paragraph 2*c* of Article 28 of this Convention has been made.

Article 23

Supplementary agreements between Parties to the Conventions of 1905 and 1954 shall be considered as equally applicable to the present Convention, to the extent that they are compatible therewith, unless the Parties otherwise agree.

Article 24

A Contracting State may by declaration specify a language or languages other than those referred to in Articles 7 and 17 in which documents sent to its Central Authority may be drawn up or translated.

Article 25

A Contracting State which has more than one official language and cannot, for reasons of internal law, accept for the whole of its territory documents referred to in Articles 7 and 17 drawn up in one of those languages shall by declaration specify the language in which such documents or translations thereof shall be drawn up for submission in the specified parts of its territory.

Article 26

Un Etat contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent aux matières régies par cette Convention pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.
Ces déclarations seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas et indiqueront expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

Article 27

Lorsqu'un Etat contractant a un système de gouvernement en vertu duquel les pouvoirs exécutif, judiciaire et législatif sont partagés entre des Autorités centrales et d'autres autorités de cet Etat, la signature, la ratification, l'acceptation ou l'approbation de la Convention, ou l'adhésion à celle-ci, ou une déclaration faite en vertu de l'article 26, n'emportera aucune conséquence quant au partage interne des pouvoirs dans cet Etat.

Article 28

Tout Etat contractant pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion se réserver le droit d'exclure l'application de l'article premier aux personnes qui ne sont pas ressortissantes d'un Etat contractant, mais qui ont leur résidence habituelle dans un Etat contractant autre que celui qui a fait la réserve ou qui ont eu leur résidence habituelle dans l'Etat qui a fait la réserve, s'il n'existe aucune réciprocité entre l'Etat qui a fait la réserve et l'Etat dont le demandeur à l'assistance judiciaire est le ressortissant.
Tout Etat contractant pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, se réserver le droit d'exclure:

a l'usage de l'anglais, du français, ou de ces deux langues, tel que prévu à l'alinéa 2 de l'article 7;

b l'application des dispositions de l'alinéa 2 de l'article 13;

c l'application des dispositions du chapitre II;

d l'application de l'article 20.

Lorsqu'un Etat:

e aura exclu l'usage des langues anglaise et française en faisant la réserve prévue à la lettre *a* de l'alinéa précédent, tout autre Etat affecté par celle-ci pourra appliquer la même règle à l'égard de l'Etat qui aura fait la réserve;

f aura fait la réserve prévue à la lettre *b* de l'alinéa précédent, tout autre Etat pourra refuser d'appliquer l'alinéa 2 de l'article 13 aux ressortissants de l'Etat qui aura fait la réserve, ainsi qu'aux personnes ayant leur résidence habituelle dans cet Etat;

g aura fait la réserve prévue à la lettre *c* de l'alinéa précédent, tout autre Etat pourra refuser d'appliquer les dispositions du chapitre II aux ressortissants de l'Etat qui aura fait la réserve, ainsi qu'aux personnes ayant leur résidence habituelle dans cet Etat.

Aucune autre réserve ne sera admise.

Article 26

If a Contracting State has two or more territorial units in which different systems of law are applicable in relation to matters dealt with in this Convention, it may at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession declare that this Convention shall extend to all its territorial units or only to one or more of them and may modify that declaration by submitting another declaration at any time.

Any such declaration shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands and shall state expressly the territorial units to which the Convention applies.

Article 27

Where a Contracting State has a system of government under which executive, judicial and legislative powers are distributed between central and other authorities within that State, its signature or ratification, acceptance, or approval of, or accession to this Convention, or its making of any declaration under Article 26 shall carry no implication as to the internal distribution of powers within that State.

Article 28

Any Contracting State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, reserve the right to exclude the application of Article 1 in the case of persons who are not nationals of a Contracting State but who have their habitual residence in a Contracting State other than the reserving State or formerly had their habitual residence in the reserving State, if there is no reciprocity of treatment between the reserving State and the State of which the applicants for legal aid are nationals.

Any Contracting State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, reserve the right to exclude –

a the use of English or French, or both, under paragraph 2 of Article 7;

b the application of paragraph 2 of Article 13;

c the application of Chapter II;

d the application of Article 20.

Where a State has made a reservation –

e under paragraph 2*a* of this Article, excluding the use of both English and French, any other State affected thereby may apply the same rule against the reserving State;

f under paragraph 2*b* of this Article, any other State may refuse to apply paragraph 2 of Article 13 to persons who are nationals of or habitually resident in the reserving State;

g under paragraph 2*c* of this Article, any other State may refuse to apply Chapter II to persons who are nationals of or habitually resident in the reserving State.

No other reservation shall be permitted.

Tout Etat contractant pourra, à tout moment, retirer une réserve qu'il aura faite. Ce retrait sera notifié au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas. L'effet de la réserve cessera le premier jour du troisième mois du calendrier après cette notification.

Article 29

Tout Etat contractant indiquera au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas, soit au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, soit ultérieurement, les autorités prévues aux articles 3, 4 et 16.
Il notifiera, le cas échéant, dans les mêmes conditions:

a les déclarations visées aux articles 5, 9, 16, 24, 25, 26 et 33;

b tout retrait et toute modification des désignations et déclarations mentionnées ci-dessus;

c le retrait de toute réserve.

Article 30

Les formules modèles annexées à la présente Convention pourront être amendées par décision d'une Commission spéciale à laquelle seront invités tous les Etats contractants et tous les Etats Membres de la Conférence de La Haye et qui sera convoquée par le Secrétaire général de la Conférence de La Haye. La proposition d'amender les formules devra être portée à l'ordre du jour qui sera joint à la convocation.
Les amendements seront adoptés par la Commission spéciale à la majorité des Etats contractants présents et prenant part au vote. Ils entreront en vigueur pour tous les Etats contractants le premier jour du septième mois après la date à laquelle le Secrétaire général les aura communiqués à tous les Etats contractants.
Au cours du délai prévu à l'alinéa précédent, tout Etat contractant pourra notifier par écrit au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas qu'il entend faire une réserve à cet amendement. L'Etat qui aura fait une telle réserve sera traité, en ce qui concerne cet amendement, comme s'il n'était pas Partie à la présente Convention jusqu'à ce que la réserve ait été retirée.

CHAPITRE VI – CLAUSES FINALES

Article 31

La Convention est ouverte à la signature des Etats qui étaient Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Quatorzième session, ainsi que des Etats non-Membres invités à son élaboration.

Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

Article 32

Tout autre Etat pourra adhérer à la Convention.
L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérant et les Etats contractants qui n'auront pas élevé d'objection à son encontre dans les douze

Any Contracting State may at any time withdraw a reservation it has made. The withdrawal shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands. The reservation shall cease to have effect on the first day of the third calendar month after the notification.

Article 29

Every Contracting State shall, at the time of the deposit of its instrument of ratification or accession, or at a later date, inform the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands of the designation of authorities pursuant to Articles 3, 4 and 16.
It shall likewise inform the Ministry, where appropriate, of the following –

a declarations pursuant to Articles 5, 9, 16, 24, 25, 26 and 33;

b any withdrawal or modification of the above designations and declarations;

c the withdrawal of any reservation.

Article 30

The model forms annexed to this Convention may be amended by a decision of a Special Commission convoked by the Secretary General of the Hague Conference to which all Contracting States and all Member States shall be invited. Notice of the proposal to amend the forms shall be included in the agenda for the meeting.

Amendments adopted by a majority of the Contracting States present and voting at the Special Commission shall come into force for all Contracting States on the first day of the seventh calendar month after the date of their communication by the Secretary General to all Contracting States.
During the period provided for by paragraph 2 any Contracting State may by notification in writing to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands make a reservation with respect to the amendment. A Party making such reservation shall until the reservation is withdrawn be treated as a State not a Party to the present Convention with respect to that amendment.

CHAPTER VI – FINAL CLAUSES

Article 31

The Convention shall be open for signature by the States which were Members of the Hague Conference on Private International Law at the time of its Fourteenth Session and by non-Member States which were invited to participate in its preparation.
It shall be ratified, accepted or approved and the instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

Article 32

Any other State may accede to the Convention.
The instrument of accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.
Such accession shall have effect only as regards the relations between the acceding State and those Contracting States which have not raised an objection to its

mois après la réception de la notification prévue au chiffre 2 de l'article 36. Une telle objection pourra également être élevée par tout Etat Membre au moment d'une ratification, acceptation ou approbation de la Convention, ultérieure à l'adhésion. Ces objections seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

Article 33

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, pourra déclarer que la Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment où elle entre en vigueur pour cet Etat.
Cette déclaration, ainsi que toute extension ultérieure, seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

Article 34

La Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion prévu par les articles 31 et 32.
Ensuite, la Convention entrera en vigueur:

1 pour chaque Etat ratifiant, acceptant, approuvant ou adhérant postérieurement le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

2 pour les territoires ou les unités territoriales auxquels la Convention a été étendue conformément à l'article 26 ou 33, le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification visée dans ces articles.

Article 35

La Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 34, alinéa premier, même pour les Etats qui l'auront postérieurement ratifiée, acceptée ou approuvée ou qui y auront adhéré.
La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.
La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas. Elle pourra se limiter à certains territoires ou unités territoriales auxquels s'applique la Convention.
La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 36

Le Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas notifiera aux Etats Membres de la Conférence, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 32:

1 les signatures, ratifications, acceptations et approbations visées à l'article 31;

2 les adhésions et les objections aux adhésions visées à l'article 32;

3 la date à laquelle la Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 34;

4 les déclarations mentionnées aux articles 26 et 33;

accession in the twelve months after the receipt of the notification referred to in sub-paragraph 2 of Article 36. Such an objection may also be raised by Member States at the time when they ratify, accept or approve the Convention after an accession. Any such objection shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

Article 33

Any State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, declare that the Convention shall extend to all the territories for the international relations of which it is responsible, or to one or more of them. Such a declaration shall take effect at the time the Convention enters into force for that State.
Such declaration, as well as any subsequent extension, shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

Article 34

The Convention shall enter into force on the first day of the third calendar month after the deposit of the third instrument of ratification, acceptance, approval or accession referred to in Articles 31 and 32.
Thereafter the Convention shall enter into force –

1 for each State ratifying, accepting, approving or acceding to it subsequently, on the first day of the third calendar month after the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession;

2 for any territory or territorial unit to which the Convention has been extended in conformity with Article 26 or 33, on the first day of the third calendar month after the notification referred to in that Article.

Article 35

The Convention shall remain in force for five years from the date of its entry into force in accordance with the first paragraph of Article 34 even for States which subsequently have ratified, accepted, approved it or acceded to it.
If there has been no denunciation, it shall be renewed tacitly every five years.
Any denunciation shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands, at least six months before the expiry of the five year period. It may be limited to certain of the territories or territorial units to which the Convention applies.
The denunciation shall have effect only as regards the State which has notified it. The Convention shall remain in force for the other Contracting States.

Article 36

The Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands shall notify the States Members of the Conference, and the States which have acceded in accordance with Article 32, of the following –

1 the signatures and ratifications, acceptances and approvals referred to in Article 31;

2 the accessions and objections raised to accessions referred to in Article 32;

3 the date on which the Convention enters into force in accordance with Article 34;

4 the declarations referred to in Articles 26 and 33;

5 les réserves et le retrait des réserves prévus aux articles 28 et 30;

6 les communications notifiées en application de l'article 29;

7 les dénonciations visées à l'article 35.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le 25 octobre 1980, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Quatorzième session, ainsi qu'à tout autre Etat ayant participé à l'élaboration de la présente Convention lors de cette Session.

5 the reservations and withdrawals referred to in Articles 28 and 30;

6 the information communicated under Article 29;

7 the denunciations referred to in Article 35.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done at The Hague, on the 25th day of October, 1980, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Kingdom of the Netherlands and of which a certified copy shall be sent, through diplomatic channels, to each of the States Members of the Hague Conference on Private International Law at the date of its Fourteenth Session and to each other State having participated in the preparation of this Convention at this Session.

ANNEXES A LA CONVENTION TENDANT A FACILITER L'ACCÈS INTERNATIONAL A LA JUSTICE

FORMULES-MODÈLES

ANNEXES TO THE CONVENTION ON INTERNATIONAL ACCESS TO JUSTICE

MODEL FORMS

FORMULE DE TRANSMISSION DE DEMANDE
D'ASSISTANCE JUDICIAIRE

Convention tendant à faciliter l'accès international à la justice, signée à La Haye, le 25 octobre 1980.

Identité et adresse de l'autorité expéditrice	Adresse de l'Autorité centrale réceptrice

L'autorité expéditrice soussignée a l'honneur de faire parvenir ci-joint à l'Autorité centrale réceptrice la demande d'assistance judiciaire ainsi que son annexe (déclaration concernant la situation économique du demandeur), aux effets du chapitre I de la Convention précitée.

Observations éventuelles se rapportant à la demande et à la déclaration:

Autres observations:

Fait à....., le .....

Signature et/ou cachet

FORM FOR TRANSMISSION OF APPLICATION
FOR LEGAL AID

Convention on International Access to Justice, signed at The Hague, the 25th of October 1980.

Identity and address of the transmitting authority	Address of the receiving Central Authority

The undersigned transmitting authority has the honour to transmit to the receiving Central Authority the attached application for legal aid and its annex (statement concerning the applicant's financial circumstances), for the purpose of Chapter I of the above-mentioned Convention.

Remarks concerning the application and the statement, if any:

Other remarks, if any:

Done at ....., the .....

Signature and/or stamp

FORMULE DE DEMANDE D'ASSISTANCE JUDICIAIRE

Convention tendant à faciliter l'accès international à la justice, signée à La Haye, le 25 octobre 1980.

1 Nom et adresse du demandeur d'assistance judiciaire

2 Juridiction où le litige a été ou doit être introduit (si connue)

3 *a* Objet(s) du litige; montant du litige, le cas échéant

b Le cas échéant, énumération des pièces à l'appui relatives au litige introduit ou envisagé*

c Nom et adresse de la partie adverse*

4 Tous délais ou dates relatifs au litige entraînant des conséquences juridiques pour le demandeur, justifiant une urgence particulière dans le traitement de la demande*

5 Toute autre information utile*

6 Fait à....., le .....

7 Signature du demandeur

* Rayer les mentions inutiles

APPLICATION FOR LEGAL AID

Convention on International Access to Justice, signed at The Hague, the 25th of October 1980.

1 Name and address of the applicant for legal aid

2 Court or tribunal in which the proceedings have been or will be initiated (if known)

3 *a* Subject-matter(s) of proceedings; amount of the claim, if applicable

b If applicable, list of supporting documents pertinent to commenced or intended proceedings*

c Name and address of the opposing party*

4 Any date or time-limit relating to proceedings with legal consequences for the applicant, calling for speedy handling of the application*

5 Any other relevant information*

6 Done at ....., the .....

7 Applicant's signature

* Delete if inappropriate

Annexe à la demande
d'assistance judiciaire

Déclaration concernant la situation économique du demandeur

I *Situation personnelle*

8 nom (nom de jeune fille, s'il y a lieu)

9 prénom(s)

10 date et lieu de naissance

11 nationalité

12 *a* résidence habituelle (date du début de la résidence)

b résidence habituelle antérieure (date du début et de la fin de la résidence)

13 état civil (célibataire, marié(e), veuf(veuve), divorcé(e), séparé(e))

14 nom et prénom(s) du conjoint

15 noms, prénoms et date de naissance des enfants à charge de l'intéressé(e)

16 autres personnes à charge de l'intéressé(e)

17 renseignements complémentaires sur la situation familiale

Annex to the application
for legal aid

Statement concerning the applicant's financial circumstances

I *Personal situation*

8 name (maiden name, if applicable)

9 first name(s)

10 date and place of birth

11 nationality

12 *a* habitual residence (date of commencement of the residence)

b former habitual residence (date of commencement and termination of the residence)

13 civil status (single, married, widow(er), divorced, separated)

14 name and first name(s) of the spouse

15 names, first names and dates of birth of children dependent on the applicant

16 other persons dependent on the applicant

17 supplementary information concerning the family situation

II *Situation financière*

18 activité professionnelle

19 nom et adresse de l'employeur ou lieu d'exercice de l'activité professionnelle

20 revenus	de l'intéressé(e)	du conjoint	des personnes à charge de l'intéressé(e)
a traitements, salaires (y inclus avantages en nature)	.....	.....	.....
b pensions de retraite, pensions d'invalidité, pensions alimentaires, rentes, rentes viagères	.....	.....	.....
c allocations de chômage	.....	.....	.....
d revenus des professions non salariées	.....	.....	.....
e revenus des valeurs et capitaux mobiliers	.....	.....	.....
f revenus fonciers et immobiliers	.....	.....	.....
g autres sources de revenus	.....	.....	.....

II *Financial circumstances*

18 occupation

19 name and address of employer or place of exercise of occupation

20 income	of the applicant	of the spouse	of the persons dependent on the applicant
a salary (including payments in kind)	.....	.....	.....
b pensions, disability pensions, alimonies, allowances, annuities	.....	.....	.....
c unemployment benefits	.....	.....	.....
d income from non-salaried occupations	.....	.....	.....
e income from securities and floating capital	.....	.....	.....
f income from real property	.....	.....	.....
g other sources of income	.....	.....	.....

21 biens immobiliers	de l'intéressé(e)	du conjoint	des personnes à charge de l'intéressé(e)
(mentionner valeur(s) et charge(s))	.....	.....	.....
22 autres biens	de l'intéressé(e)	du conjoint	des personnes à charge de l'intéressé(e)
(titres, participations, créances, comptes bancaires, fonds de commerce, etc.)	.....	.....	.....
23 dettes et autres charges financières	de l'intéressé(e)	du conjoint	des personnes à charge de l'intéressé(e)
a prêts (mentionner nature, montant restant à payer et remboursements annuels/mensuels)	.....	.....	.....
b obligations alimentaires (mentionner montants mensuels)	.....	.....	.....
c loyers (y inclus coûts de chauffage, électricité, gaz et eau)	.....	.....	.....
d autres charges périodiques	.....	.....	.....

21 real property	of the applicant	of the spouse	of the persons dependent on the applicant
(please state value(s) and obligations)	.....	.....	.....
22 other assets	of the applicant	of the spouse	of the persons dependent on the applicant
(securities, sharings in profits, claims, bank accounts, business capital, etc.)	.....	.....	.....
23 debts and other financial obligations	of the applicant	of the spouse	of the persons dependent on the applicant
a loans (state nature, balance to be paid and annual/monthly repayments)	.....	.....	.....
b maintenance obligations (state monthly payments)	.....	.....	.....
c house rent (including costs of heating, electricity, gas and water)	.....	.....	.....
d other recurring obligations	.....	.....	.....

24 impôts sur revenus et contributions à la sécurité sociale *de l'année précédente*

25 observations de l'intéressé(e)

26 le cas échéant, énumération des documents à l'appui

27 Je soussigné(e), informé(e) des conséquences pénales d'une fausse déclaration, certifie sur l'honneur que la présente déclaration est complète et exacte.

28 Fait à ..... (lieu)

29 le ..... (date)

30 ..... (signature de l'intéressé(e))

24 income tax and social security contributions *for the previous year*

25 remarks of the applicant

26 if applicable, list of supporting documents

27 The undersigned, being fully aware of the penalties provided by law for the making of a false statement, declares that the above statement is complete and correct.

28 Done at .....(place)

29 the .....(date)

30 ..... (applicant's signature)

Rapport

Explanatory Report by Gustaf Möller

I Introduction

The first object of the present Report is to describe – in a concentrated way – the preparatory work and the final discussions which led to the establishment of the Convention on International Access to Justice. It is impossible to recount all the trends which made their appearance in the course of the Fourteenth Session of the Conference, and the Report has to be confined essentially to the ideas that were retained in the Convention. Those who wish to enter into a more detailed study will have to refer to the *Procès-verbaux* and documents published in the *Actes et documents* of the Conference. Yet the definitive Report ought to stand on its own. In so far as principles defined by the Special Commission have been followed without discussion, it appears essential to explain them also in the present Report. In order to understand why and how the Convention was prepared, it is necessary to have some knowledge about the previous development in this field. Therefore the Report also tries to give a short description of that development.

The object of this Report is, furthermore, to put at the disposal of those who will have to apply the Convention short commentaries on the articles of the Convention. Within the scope of this object, there will be less concern with tracing the origin of diverse provisions than with clarifying the text of the Convention. The Rapporteur has tried to clarify the content of the articles and to point out their principal aims and purposes but has avoided discussing at length rare and unusual situations. The Report has, as is the custom, been prepared following the Fourteenth Session on the basis of the *Procès-verbaux* and the Rapporteur's personal notes. Accordingly, it has not been approved by the Conference. The Rapporteur must perforce render the opinions of the latter as faithfully as possible but it is inevitable that certain passages may be coloured by his personal judgment. The Rapporteur has thus to bear the full responsibility for the opinions expressed in the Report.

A *Origin of the Convention*

Questions relating to international litigation had been studied by the Hague Conference on private international law already at the end of the nineteenth century. The work of the Conference led as early as 14 November 1896 to a Convention on Civil Procedure. This Convention was replaced by a new Convention of 17 July 1905 on the same subject. The 1905 Convention as well as the 1896 Convention dealt with 1) service of documents abroad; 2) the taking of evidence abroad;

Rapport explicatif de M. Gustaf Möller

TRADUCTION DU BUREAU PERMANENT

I Introduction

Le présent Rapport a pour objet principal de décrire brièvement les travaux préparatoires et les discussions finales qui ont abouti à la conclusion de la Convention tendant à faciliter l'accès international à la justice. Il est impossible de retracer ici toutes les tendances qui se sont fait jour au cours de la Quatorzième session de la Conférence: notre Rapport doit nécessairement se borner à exposer les idées qui ont été retenues dans la Convention. Ceux qui voudraient se livrer à une étude plus approfondie devront se référer aux procès-verbaux et aux documents publiés dans les *Actes et documents* de la Conférence. Mais ce Rapport définitif doit se suffire à lui-même. Dans la mesure où les principes définis par la Commission spéciale ont été admis sans discussion, il semble essentiel de les exposer dans ce Rapport. Pour comprendre pourquoi et comment la Convention a été conclue, il est nécessaire d'avoir une idée de l'évolution qui s'était produite auparavant en ce domaine. C'est pourquoi nous cherchons aussi à décrire cette évolution dans ce Rapport.

Notre Rapport a également pour objet de mettre à la disposition de ceux qui auront à appliquer la Convention quelques brefs commentaires portant sur les articles qui la composent. Dans le cadre de ces commentaires, nous nous préoccuperons moins de rechercher l'origine des diverses dispositions que de rendre plus clair le texte même de la Convention. Le Rapporteur a cherché à clarifier le contenu des articles et à mettre en lumière leurs objectifs et leurs intentions, mais il a évité de s'étendre sur des situations peu fréquentes et inhabituelles. Le Rapport a été rédigé, comme d'habitude, après la clôture de la Quatorzième session, en s'appuyant sur les procès-verbaux et sur les notes personnelles du Rapporteur. Ce Rapport par conséquent, n'a pas été soumis à l'approbation de la Conférence. Le Rapporteur est donc tenu d'exposer le plus fidèlement possible les opinions de la Conférence, mais il est inévitable que certains passages portent la marque de ses idées personnelles. Le Rapporteur assume, par conséquent, la responsabilité totale des opinions qui sont exprimées dans son Rapport.

A *Les origines de la Convention*

Dès la fin du dix-neuvième siècle, la Conférence de La Haye de droit international privé avait déjà étudié la question des litiges internationaux. Les travaux de la Conférence avaient déjà abouti, le 14 novembre 1896, à la conclusion d'une Convention relative à la procédure civile. Celle-ci fut ensuite remplacée par une nouvelle Convention sur le même sujet, en date du 17 juillet 1905. La Convention de 1905, tout comme celle de 1896, portait sur 1) la signification et la notification des do-

3) security for costs; 4) legal aid, and 5) physical detention. These five areas were again reviewed in 1954, and this led to a very slightly revised Convention on Civil Procedure of 1 March 1954. Moreover, the 1954 Convention provides that indigent persons who are nationals of one of the Contracting States shall in any other Contracting State be entitled under the same conditions as nationals, to have provided to themselves free of charge extracts from the records of civil status and, with regard to the documents necessary for the purposes of their marriage, have these documents legalized without charge by the diplomatic officers or consular agents of the Contracting States.

The 1954 Convention has previously undergone partial revision. The Convention on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters, of 15 November 1965, replaces articles 1 to 7 of the afore-mentioned 1954 Convention, *i.e.* it effectively takes the place of Chapter I, entitled 'Service of Judicial and Extrajudicial Documents'. The Convention on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters, of 18 March 1970, replaces Chapter II of the 1954 Convention entitled 'Letters of Request'.

Having regard to the proposal and suggestions put forward in the deliberations of the Fourth Commission, the Thirteenth Session of the Conference requested the Netherlands Government Standing Committee on Private International Law to study the desirability *of including in the Agenda of the Fourteenth Session the preparation of a Convention on Legal Aid and Security for Costs.*[1] Following that decision the Permanent Bureau prepared a *Report on legal aid and security for costs (Prel. Doc. No 1).* In this Report it was observed that if it were desired that a new instrument, supplementary to the Conventions of 1965 and 1970, achieve the total replacement of the 1954 Convention, it would also be necessary to examine the questions which occur in Chapter V of this Convention, at article 25, entitled 'Free issue of extracts from documents on civil status', and in Chapter VI, at article 26, entitled 'Physical detention', though the Final Act of the Thirteenth Session did not expressly mention these matters. Thus, also these questions were considered in that Report.

As a result of the decisions of the Thirteenth Session, a Special Commission was set up to deal with the revision of Chapters III to VI of the 1954 Convention. As regards the work of the Special Commission, which held two sessions, reference may be made to the Reports following the meetings of the Special Commission.[2]
At the Fourteenth Session of the Hague Conference, held from 6–25 October 1980,[3] the topic was dealt with by Commission II under the chairmanship of Dr Christof Böhmer, of the Federal Republic of Germany, who had already sat as Chairman of the Special Commission. As Vice-Chairman of the Commission was appointed Justice Johs. Bangert of Denmark. The undersigned was confirmed in his office as Rapporteur. Mr J. H. A. van Loon, Secretary at the Permanent Bureau, who

cuments à l'étranger; 2) l'obtention des preuves à l'étranger; 3) la caution *judicatum solvi;* 4) l'assistance judiciaire gratuite et 5) la contrainte par corps. En 1954, ces cinq domaines firent l'objet d'un nouvel examen qui aboutit le premier mars 1954 à la Convention relative à la procédure civile. La Convention de 1954 prévoyait au surplus dans son article 25 que les indigents ressortissants de chacun des Etats contractants pourraient, dans les mêmes conditions que les nationaux, se faire délivrer gratuitement des extraits des actes de l'état civil et que les pièces nécessaires à leur mariage seraient, le cas échéant, légalisées sans frais par les agents diplomatiques ou consulaires des Etats contractants.
La Convention de 1954 avait déjà fait l'objet de revisions partielles. La Convention relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale du 15 novembre 1965 s'est substituée aux articles 1 à 7 de la Convention de 1954, c'est-à-dire qu'elle a effectivement remplacé le chapitre I intitulé «Communication d'actes judiciaires et extrajudiciaires». D'autre part, la Convention sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale du 18 mars 1970 a remplacé le chapitre II de la Convention de 1954 ayant pour titre «Commissions rogatoires».
Compte tenu des propositions et des suggestions faites au cours des délibérations de la Quatrième commission, la Treizième session de la Conférence demanda à la Commission d'Etat néerlandaise de droit international privé d'étudier l'opportunité *de porter à l'ordre du jour de la Quatorzième session la préparation d'une Convention sur l'assistance judiciaire et la caution judicatum solvi*[1]. Faisant suite à cette décision, le Bureau Permanent élabora un *Rapport sur l'assistance judiciaire et la caution judicatum solvi (Doc. prél. No 1).* On fit observer dans ce Rapport que si l'on désirait qu'un nouvel instrument, complétant les Conventions de 1965 et de 1970, remplace totalement la Convention de 1954, il serait nécessaire de se pencher aussi sur les questions que soulève le chapitre V de cette Convention, c'est-à-dire l'article 25 intitulé «Délivrance gratuite d'extraits des actes de l'état civil» ainsi que le chapitre VI, c'est-à-dire l'article 26 intitulé «Contrainte par corps», bien que l'Acte final de la Treizième session n'en ait pas fait expressément mention. C'est pourquoi ces questions furent également examinées dans ce Rapport.
A la suite des décisions de la Treizième session, une Commission spéciale fut créée pour procéder à la revision des chapitres III à VI de la Convention de 1954. En ce qui concerne les travaux de cette Commission spéciale qui tint deux sessions, on pourra se référer aux rapports rédigés à la clôture de ses sessions[2].
A la Quatorzième session de la Conférence de La Haye tenue du 6 au 25 octobre 1980[3], la matière fut soumise à la Commission II présidée par le Dr Christof Böhmer, de la République fédérale d'Allemagne, qui avait déjà été le Président de la Commission spéciale. Le Juge Johs. Bangert, du Danemark, se vit confier la vice-présidence. Le soussigné fut confirmé dans ses fonctions de Rapporteur. M. J. H. A. van Loon, Secrétaire au Bureau Permanent, qui avait préparé le travail par des

[1] This matter had been dealt with in a Note drawn up by the Permanent Bureau in June 1976 *(Preliminary Document A of June 1976).*
[2] See *Prel. Doc. No 5* and *Prel. Doc. No 7.* The matter of legal aid has also been subject to very important studies within the framework of the Council of Europe. As to the work of the Council of Europe, see *Prel. Doc. No 5, infra,* p.295.
[3] The following States were represented: Argentina, Australia, Austria, Belgium, Canada, Czechoslovakia, Denmark, the Arab Republic of Egypt, Finland, France, the Federal Republic of Germany, Greece, Ireland, Israel, Italy, Japan, Luxembourg, the Kingdom of the Netherlands, Norway, Portugal, Spain, Sweden, Switzerland, Suriname, Turkey, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the United States of America and, as invited Parties, Hungary, Morocco, the Holy See and the Union of Soviet Socialist Republics.

[1] Cette question a fait l'objet d'une Note rédigée par le Burau Permanent au mois de juin 1976 *(Document préliminaire A de juin 1976).*
[2] Voir *Doc. Prél. No 5* et *Doc. Prél. No 7.* La matière de l'assistance judiciaire a aussi fait l'objet d'études très approfondies au sein du Conseil de l'Europe. Au sujet des travaux du Conseil de l'Europe, voir *Doc. Prél. No 5, infra,* p.295.
[3] Les Etats suivants étaient représentés: République fédérale d'Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Egypte, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Grèce, Irlande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse, Suriname, Tchécoslovaquie et Turquie. La Hongrie, le Maroc, le Saint-Siège et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques étaient invités.

had prepared the work by means of significant documents[4], represented the Secretariat in the Commission.
The Second Commission proceeded, in the course of nine meetings, through a first reading of the Preliminary Draft of the Special Commission. It set up a Drafting Committee which, as the work advanced, put the texts in good order[5] and a Committee to study the forms annexed to the draft Convention.[6] A further five meetings were devoted to the discussion of the Preliminary Draft[7] of the Drafting Committee and the annexed forms, as well as to final clauses based on a model prepared by an *ad hoc* Committee.[8]

The final text of the draft Convention was unanimously adopted during the Plenary Session of 24 October 1980. Only minor changes, mainly of a linguistic character, were made in the text presented by the Commission. On 25 October 1980, the delegates signed the Final Act of the Fourteenth Session containing the draft Convention.
The draft Conventions adopted at the Fourteenth Session were, as a change from the earlier practice of the Conference, opened for signature immediately after the Closing Session. The Convention on International Access to Justice was on that occasion signed by the following three States – France, the Federal Republic of Germany and Greece. The Convention was thus concluded on 25 October 1980. It has subsequently been signed by Luxembourg on 13 April 1981.

B *General purposes of the Convention*

The fundamental purpose of the Convention is to finalise the revision and modernization of the Hague Conventions on Civil Procedure of 1905 and 1954. As mentioned above Chapters I and II of those Conventions have already previously been revised.

Chapter I was revised at the Tenth Session of the Conference in 1964 as the Convention on Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters.

Chapter II was revised at the Eleventh Session of the Conference in 1968, as the Convention on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters.

Chapters III to VI of the 1954 Convention, entitled Security for Costs, Legal Aid, Free Issue of Extracts from Civil Status Records and Physical Detention, and the corresponding articles of the 1905 Convention, are the subject-matter of the present Convention.

In broad outline, the Convention seeks to –

a grant nationals of any Contracting State and persons habitually resident in any Contracting State, regardless of their nationalities, legal aid for court proceedings in civil or commercial matters in each Contracting State on the same conditions as if they themselves were nationals of and habitually resident in that State;

documents de valeur[4], fut chargé du Secrétariat de la Commission.
La Deuxième commission procéda, au cours de neuf séances, à une première lecture du projet de texte élaboré par la Commission spéciale. Elle créa un Comité de rédaction qui, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, donna forme aux textes adoptés[5], ainsi qu'un Comité dont la tâche était d'étudier les formules modèles annexées au projet de Convention[6]. Cinq séances supplémentaires furent consacrées à la discussion du projet de texte[7] élaboré par le Comité de rédaction, et des formules modèles qui y sont annexées, ainsi que des clauses finales rédigées sur le modèle établi par un Comité *ad hoc*[8].
Le texte définitif du projet de Convention fut adopté, à l'unanimité, à la séance du 24 octobre 1980. Seules quelques modifications mineures de forme furent apportées au texte présenté par la Commission. Le 25 octobre 1980, les délégués signèrent l'Acte final de la Quatorzième session qui contenait le projet de Convention.

Les projets de Conventions, adoptés à la Quatorzième session furent, contrairement à la pratique habituelle, ouvert à la signature immédiatement après la Session de clôture. La Convention tendant à faciliter l'accès international à la justice fut signée en cette occasion par les trois Etats suivants: la France, la République fédérale d'Allemagne et la Grèce. La Convention a ainsi été conclue le 25 octobre 1980. Elle a été signée plus tard par le Luxembourg, le 13 avril 1981.

B *Objectifs généraux de la Convention*

Le but fondamental de la Convention est d'achever la revision et la modernisation des Conventions de La Haye relatives à la procédure civile de 1905 et de 1954. Comme nous l'avons exposé plus haut, les chapitres I et II de ces Conventions avaient déjà fait l'objet de revisions.
Le chapitre I avait été revisé en 1964, à la Dixième session de la Conférence, par la Convention relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale.
Quant au chapitre II, il avait été revisé en 1968 à la Onzième session de la Conférence par la Convention sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale.
Les chapitres III à VI de la Convention de 1954, intitulés respectivement Caution *judicatum solvi*, Assistance judiciaire gratuite, Délivrance gratuite d'extraits des actes de l'état civil et Contrainte par corps, et les articles correspondants de la Convention de 1905, sont les matières sur lesquelles porte la présente Convention.
D'une manière générale, la Convention cherche à:

a admettre les ressortissants de chacun des Etats contractants, ainsi que les personnes ayant leur résidence habituelle dans un Etat contractant, quelle que soit leur nationalité, au bénéfice de l'assistance judiciaire en matière civile et commerciale dans chaque Etat contractant, dans les mêmes conditions que s'ils étaient eux-mêmes ressortissants de cet Etat et y résidaient habituellement;

[4] *Prel. Doc. No 9* and *Prel. Doc. No 9 – Add 1.*
[5] The Drafting Committee, under the chairmanship of the Vice-Chairman, was comprised of Mr Dobson (United Kingdom), Mr Martens (Netherlands), Mrs Thérin (France), Mr Volken (Switzerland), the Rapporteur, Mr van Loon, Secretary at the Permanent Bureau, and several *secrétaires-rédacteurs*, in particular Mr E. Gaillard and Miss P. Kingston, lent extremely valuable assistance.
[6] The Committee on Forms was comprised of Messrs Hosokawa (Japan), D'Almeida Ribeiro (Portugal) and Weitzel (Luxembourg) (Chairman).
[7] Working Documents Nos 28, 32, 33, 36, 42 and 46.
[8] Working Document No 49.

[4] *Doc. Prél. No 9* et *Doc. Prél. No 9, Add 1.*
[5] Le Comité de rédaction, présidé par le Vice-Président, était composé de M. Dobson (Royaume-Uni), M. Martens (Pays-Bas), Mme Thérin (France), M. Volken (Suisse), du Rapporteur, de M. van Loon, secrétaire au Bureau Permanent, et de plusieurs secrétaires rédacteurs, notamment M. E. Gaillard et Mlle P. Kingston, qui lui apportèrent une aide précieuse.
[6] Le Comité sur les Formulaires était composé de MM. Hosokawa (Japon), D'Almeida Ribeiro (Portugal) et Weitzel (Luxembourg) (Président).
[7] Document de travail Nos 28, 32, 33, 36, 42 et 46.
[8] Document de travail No 49.

b grant legal advice to all persons referred to under *a*, provided they are present in that State where legal advice is sought;

c abandon the strict idea of indigence as a condition for legal aid as it was in the 1954 Convention, and to replace it by a flexible system of assessing a person's financial situation;

d provide for a speedy and cheap method for the transmission of applications for legal aid abroad;

e extend the benefit of exemption from security for costs, required from plaintiffs or parties intervening by reason only of their foreign nationality or lack of domicile or residence in the State in which proceedings are commenced, to all persons (including legal persons) habitually resident in a Contracting State;

f provide for a speedy procedure to get an order for payment of costs and expenses of proceedings, handed down in one of the Contracting States against any person, exempted from requirements as to security for costs by virtue of the Convention or of the law of the State where the proceedings have been commenced, rendered enforceable without charge in any other Contracting State;

g grant nationals of any Contracting State and persons habitually resident in any Contracting State the right to obtain in any other Contracting State, on the same terms and conditions as the latter's nationals, copies of or extracts from entries in public registers and decisions relating to civil or commercial matters and to have such documents legalized, where necessary;

h forbid the use of arrest and detention, whether as a means of enforcement or simply as a precautionary measure in civil or commercial matters against nationals of a Contracting State and persons habitually resident in a Contracting State, in circumstances where such procedures cannot be employed against nationals of the arresting or detaining State; and

i secure safe-conduct for persons who are nationals of or habitually resident in a Contracting State and who are summoned by a court or tribunal in another Contracting State, or by a party with the leave of the court or tribunal, in order to appear as a witness or expert in proceedings in that State.

Among the other significant novelties in the Convention are the introduction of the Central Authority as a receiving agent for applications for legal aid and applications to make orders for payment of costs and expenses of proceedings rendered enforceable in another Contracting State, as well as the introduction of transmitting authorities for the purpose of forwarding such applications to the appropriate Central Authorities in other Contracting States.

C *Relationship between the present Convention and Conventions of 1905 and 1954*

The present Convention will replace articles 17 to 24 of the Convention of 1905 and articles 17 to 26 of the Convention of 1954 as between States which are Parties to one or both of these earlier Conventions and also become Parties to the present Convention, even if the application of Chapter II of the present Convention has been excluded by a reservation provided for under

b admettre au bénéfice de la consultation juridique toutes les personnes visées à l'alinéa *a*, à la condition qu'elles soient présentes dans l'Etat où la consultation est demandée;

c abandonner l'idée étroite de l'indigence comme condition au bénéfice de l'assistance judiciaire que l'on trouve dans la Convention de 1954 et la remplacer par un système souple pour déterminer la situation financière des intéressés;

d prévoir une méthode rapide et peu coûteuse de transmission à l'étranger des demandes d'assistance judiciaire;

e étendre le bénéfice de la dispense de la caution exigée des demandeurs ou des intervenants en raison de leur seule qualité d'étranger ou de leur seul défaut de domicile ou de résidence dans l'Etat où l'action est intentée, à toutes les personnes physiques ou morales ayant leur résidence habituelle dans un Etat contractant;

f prévoir une procédure rapide pour que les condamnations aux frais et dépens prononcées dans l'un des Etats contractants contre toute personne dispensée de la caution en vertu, soit de la loi de l'Etat où l'action est intentée, soit de la Convention, soient rendues gratuitement exécutoires dans tout autre Etat contractant;

g accorder aux ressortissants d'un Etat contractant, ainsi qu'aux personnes ayant leur résidence habituelle dans un Etat contractant, le droit de se faire délivrer et, le cas échéant, de faire légaliser, dans les mêmes conditions que les nationaux, des copies ou des extraits de registres publics ou de décisions de justice dans un autre Etat contractant;

h interdire l'application de la contrainte par corps, soit comme moyen d'exécution, soit comme simple mesure conservatoire, en matière civile ou commerciale, aux ressortissants d'un Etat contractant ou aux personnes ayant leur résidence habituelle dans l'un de ces Etats, dans le cas où elle ne serait pas applicable aux ressortissants du pays; et à

i obtenir un sauf-conduit pour tout ressortissant d'un Etat contractant ou ayant sa résidence habituelle dans un Etat contractant cité, par un tribunal ou par une partie avec l'autorisation du tribunal, à comparaître comme témoin ou comme expert dans une instance intentée dans cet Etat.

Parmi les innovations significatives adoptées par la Convention figurent la création d'une Autorité centrale chargée de recevoir tant les demandes d'assistance judiciaire que les demandes tendant à ce que les condamnations aux frais et dépens prononcées dans l'un des Etats contractants soient rendues exécutoires dans tout autre Etat contractant, ainsi que l'institution d'autorités expéditrices chargées de transmettre ces demandes à l'Autorité centrale compétente dans un autre Etat contractant.

C *Rapports entre la présente Convention et les Conventions de 1905 et de 1954*

La présente Convention remplacera les articles 17 à 24 de la Convention de 1905 ou les articles 17 à 26 de la Convention de 1954, entre les Etats qui sont Parties à l'une de ces Conventions antérieures ou aux deux, et qui deviennent aussi Parties à la présente Convention, même si l'application du chapitre II de cette dernière a été exclue par la réserve prévue à l'alinéa 2

paragraph 2*c* of article 28 of the present Convention (article 22). Thus the provisions on security for costs of those earlier Conventions will not remain in force between Contracting States, which also are Parties to those earlier Conventions, even if such a State when becoming a Party to the present Convention excludes Chapter II thereof. This was regarded as necessary due to the practical difficulties which otherwise might arise. Further, it was felt that there is no risk that a State which is a Party to one or both of those earlier Conventions will, when becoming a Party to the present Convention, make use of the option to exclude Chapter II. Supplementary agreements executed under the Conventions of 1905 and 1954 will remain effective as between States which also become Parties to the present Convention, to the extent that they are compatible therewith, unless the States concerned agree otherwise (article 23).

D *Parties to the Convention*

The Convention is not a 'closed' convention. The Convention is open for signature by those States which were Members of the Hague Conference on private international law at the time of its Fourteenth Session and by non-Member States which were invited to participate in its preparation (article 31).[9] Any other State may accede to the Convention. Such accession shall, however, have effect only as regards the relations between the acceding State and those Contracting States which have not raised an objection to its accession within the twelve months after they have been notified by the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands of the accession in accordance with paragraph 2 of article 36 (article 32).[10]

E *Structure of the Convention*

The Convention, as it was adopted by the Plenary Session, contains six chapters –

- Chapter I: Legal Aid (articles 1–13)
- Chapter II: Security for Costs and Enforceability of Orders for Costs (articles 14–17)
- Chapter III: Copies of Entries and Decisions (article 18)
- Chapter IV: Physical Detention and Safe-Conduct (articles 19–20)
- Chapter V: General Provisions (articles 21–29)
- Chapter VI: Final Clauses (articles 31–36)

The two main chapters of the Convention, Chapter I and Chapter II, have a different character from the point of view of States wishing to join the Convention. Chapter I is 'obligatory', *i.e.* it is not possible to accept the Convention and exclude Chapter I. The scope of

[9] All non-Member States Parties to the 1905 or 1954 Convention were invited to participate with full powers, including the right to vote, in the preparation of the present Convention. Of the non-Member States, the Holy See, Hungary, Morocco and USSR were represented by delegations at the Fourteenth Session.

[10] The Convention can thus be regarded as being more open than the Convention on the Civil Aspects of International Child Abduction, which also was adopted at the Fourteenth Session, and than the Convention on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters of 18 March 1970. An accession to the latter two Conventions will have effect only as regards the relations between the acceding State and such Contracting States as will have declared their acceptance of the accession (article 38, fourth paragraph, of the Convention on Civil Aspects of International Child Abduction and article 39, fourth paragraph, of the Convention on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters).

de l'article 28, lettre *c*, de la présente Convention (article 22). Par conséquent, les dispositions relatives à la caution *judicatum solvi* de ces Conventions antérieures cesseront d'être en vigueur entre les Etats contractants qui sont aussi Parties à ces Conventions antérieures, même si un de ces Etats, en devenant Partie à la présente Convention, en a exclu le chapitre II. Cette règle fut jugée nécessaire en raison des difficultés d'ordre pratique auxquelles on aurait autrement pu se heurter. De plus, on estima qu'on ne risquait pas de voir un Etat, qui était Partie à l'une des Conventions antérieures, ou aux deux, avoir recours au droit d'exclure le chapitre II de la présente Convention en devenant Partie à celle-ci. Les Accords additionnels conclus en vertu des Conventions de 1905 et de 1954 resteront en vigueur entre les Etats qui sont aussi devenus Parties à la présente Convention, dans la mesure où ces Accords sont compatibles avec celle-ci, à moins que les Etats intéressés n'en conviennent autrement (article 23).

D *Parties à la Convention*

La Convention n'est pas une convention «fermée». Elle est ouverte à la signature des Etats qui étaient Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de la Quatorzième session, ainsi que des Etats non-membres invités à son élaboration (article 31)[9]. Tout autre Etat peut adhérer à la Convention. Cependant, cette adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérant et les Etats contractants qui n'auront pas élevé d'objection à son adhésion, dans les douze mois de la réception de la notification qui leur aura été faite par le Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas, conformément au chiffre 2 de l'article 36 (article 32)[10].

E *Structure de la Convention*

La Convention, telle qu'elle a été adoptée par la Session plénière, comprend six chapitres:

- Chapitre I: Assistance judiciaire (articles 1 à 13)
- Chapitre II: Caution *judicatum solvi* et exequatur des condamnations aux frais et dépens (articles 14 à 17)
- Chapitre III: Copies d'actes et de décisions de justice (article 18)
- Chapitre IV: Contrainte par corps et sauf-conduit (articles 19 à 20)
- Chapitre V: Dispositions générales (articles 21 à 30)
- Chapitre VI: Clauses finales (articles 31 à 36)

Les deux principaux chapitres de la Convention, c'est-à-dire le chapitre I et le chapitre II, ont un caractère différent, du point de vue des Etats qui désirent adhérer à la Convention. Le chapitre I est «obligatoire» en ce sens qu'il n'est pas possible d'accepter la Convention

[9] Tous les Etats non-membres Parties à la Convention de 1905 ou celle de 1954 furent invités à participer, avec pleins pouvoirs, et notamment le droit de vote, à la préparation de la présente Convention. Parmi les Etats non-membres, la Hongrie, le Saint-Siège, le Maroc et l'Union Soviétique furent représentés par des délégations à la Quatorzième session.

[10] La Convention peut donc être considérée comme plus ouverte que la Convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants qui fut, elle aussi, adoptée à la Quatorzième session, ainsi que la Convention sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile et commerciale du 18 mars 1970. Une adhésion à ces deux dernières Conventions n'a d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérant et les Etats contractants qui ont déclaré accepter cette adhésion (article 38, alinéa 4, de la Convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants et article 39, alinéa 4, de la Convention sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale).

application of Chapter I may, however, as set forth below, be limited to a certain extent by means of reservations according to the first and second paragraphs of article 28. On the contrary, Chapter II is 'optional'. The second paragraph of article 28 gives a Contracting State the right to exclude the application of Chapter II. The right to exclude Chapter II is due to the fact that delegates of some common law States pointed out that, in view of the traditional discretion left to courts in those countries as regards security for costs, it may be difficult for those countries to accept treaty obligations in respect of security for costs.

II Article by article commentary on the Convention

A CHAPTER I – LEGAL AID (ARTICLES 1 TO 13)

A comparison of Chapter I, as it was adopted by the Conference, with the corresponding Section of the Preliminary Draft presented by the Special Commission (*Preliminary Document No 5,* February 1980), shows *inter alia* that the scope of application of the chapter, *ratione personae,* has been widened to cover persons who are neither nationals of nor habitually resident in any Contracting State but who formerly had their habitual residence in a Contracting State in which court proceedings are to be or have been commenced, if the cause of action arose out of their former habitual residence in that State (for an example, see *infra,* p. 266). Further, the extension of article 1 to legal advice (article 2) brings a novelty in comparison with the aforesaid Preliminary Draft. Also, some other modifications and improvements both in form and in substance have, in comparison with the Draft, been made in the chapter.

Article 1 – Persons entitled to legal aid

This article deals with the availability of legal aid for court proceedings. The term 'legal aid' has, however, a different meaning in a number of States (*e.g.* in common law countries the term includes the assistance of a lawyer, whereas in other countries it does not always do so, and it may include only the court costs other than lawyer's fees, or both). There is, however, no definition of 'legal aid' in the article. This is due to the fact that the aim of the Convention is not to harmonize the internal laws on legal aid but to abolish any discrimination against those persons covered by the article as to the benefits of legal aid, by reason of their foreign nationality or lack of residence in the Contracting State where legal aid is sought.

It is on one hand quite clear from the text of the article that, as provided under article 20 of the 1954 Convention, legal aid in accordance with article 1 will only be granted in connection with proceedings before a court. On the other hand, proceedings before any court or tribunal or even a sole judge are covered by the words 'court proceedings'. Thus, for instance, even proceedings

et d'exclure le chapitre I. Mais le domaine d'application du chapitre I, nous le verrons plus loin, peut être limité, dans une certaine mesure, par des réserves en vertu des deux premiers alinéas de l'article 28. Par contre, le chapitre II est «optionnel». L'alinéa 2 de l'article 28 donne à un Etat contractant le droit d'exclure l'application du chapitre II. Le droit d'exclure le chapitre II est dû au fait que les représentants de certains Etats où la *common law* est en vigueur firent observer qu'en raison du pouvoir discrétionnaire reconnu aux tribunaux de ces Etats en matière de caution pour les frais de justice, il pourrait être difficile pour ces pays d'accepter les obligations imposées par la Convention au sujet de la caution *judicatum solvi.*

II Commentaires sur la Convention, article par article

A CHAPITRE I – ASSISTANCE JUDICIAIRE (ARTICLES 1 A 13)

En comparant le chapitre premier, tel que la Conférence l'a adopté, à la partie correspondante du projet de texte présenté par la Commission spéciale *(Document préliminaire No 5,* février 1980), on se rend notamment compte que l'application de ce chapitre, *ratione personae,* a été étendue de telle sorte qu'elle vise des personnes qui ne sont ni des ressortissants d'un Etat contractant, ni des personnes qui ont leur résidence habituelle dans un tel Etat, mais qui ont eu leur résidence habituelle dans un Etat contractant dans lequel une procédure judiciaire est ou sera engagée, si la cause de l'action découle de cette ancienne résidence. (On trouvera un exemple *infra* p. 266). De plus, l'extension de l'article premier à la consultation juridique (article 2) constitue une innovation par rapport au projet de la Commission. Le chapitre premier de la Convention a apporté quelques autres modifications et améliorations au texte du projet, tant en la forme que sur le fond.

Article premier – Personnes pouvant bénéficier de l'assistance judiciaire

Cet article prévoit les cas dans lesquels le bénéfice de l'assistance judiciaire en matière civile et commerciale peut être accordé. L'expression «assistance judiciaire» a une signification différente dans un certain nombre d'Etats: ainsi, dans les pays de *common law,* l'assistance judiciaire comprend l'assistance d'un avocat, alors que ce n'est pas toujours le cas dans d'autres pays où l'assistance judiciaire peut seulement porter soit sur les seuls frais de justice, autres que ceux d'honoraires d'avocats, soit sur les deux. Cependant, on cherchera en vain une définition de «l'assistance judiciaire» dans l'article premier. La raison en est que la Convention ne cherche pas à harmoniser les droits internes, mais à faire disparaître en matière d'assistance judiciaire toute discrimination contre les personnes visées au chapitre premier, en raison de leur nationalité étrangère ou parce qu'elles n'ont pas leur résidence habituelle dans l'Etat contractant où la procédure est engagée.
Le texte de l'article montre clairement, d'une part, que le bénéfice de l'assistance judiciaire ne sera accordé, comme le prévoit l'article 20 de la Convention de 1954, que pour des affaires portées devant les tribunaux. D'autre part, toutes affaires portées devant toute cour, tout tribunal ou même devant un juge unique, sont visées par les mots «procédure judiciaire». C'est ainsi, par

for recognition and enforcement of a foreign decision are covered by these words.

According to paragraph 1 of the article, legal aid shall be granted to persons covered by the article on the same conditions as if they themselves were nationals of and habitually resident in that State.[11] The words 'legal aid for court proceedings' should be understood to cover any form of legal services which the Contracting State where legal aid is sought, *i.e.* the State in which court proceedings are to be or have been commenced, grants to its own nationals who are habitually resident in its territory.

Most of the Member States of the Conference make provision, although with very considerable differences, for the granting of partial legal aid. This may, for example, take the form of paying a specific contribution towards the total costs of the proceedings or waiving the obligation to pay certain fees or paying certain incidental expenses. Even though the article does not expressly refer to these very widespread systems, it is obvious that the article also covers partial legal aid.

The only change in substance in paragraph 1 of the article, in comparison with the corresponding paragraph of the Preliminary Draft, is that legal aid should be granted to persons covered by the article, not only on the same conditions as if they were nationals of the State where legal aid is sought, but also as if they were habitually resident in that State. This amendment was due to the fact that under the law of some States legal aid is granted only to persons habitually resident in that State, regardless of their nationality. Thus paragraph 1 of the article also imposes an obligation on a Contracting State to grant legal aid to its own nationals who are habitually resident abroad, on the same conditions as if they were habitually resident in that State.

The persons entitled to legal aid under paragraph 1 are *firstly* nationals of any Contracting State, and *secondly* persons habitually resident in any Contracting State regardless of their nationality. Thus, the provision also covers the situation where a national of a non-Contracting State has his habitual residence in a Contracting State other than the State where the proceedings are to be or have been commenced.

According to paragraph 2 of the article, persons who are neither nationals of nor habitually resident in any Contracting State, but who formerly had their habitual residence in a Contracting State in which court proceedings are to be or have been commenced, shall nevertheless be entitled to legal aid on the same conditions as if they were nationals of or habitually resident in that State, if the cause of action arose out of their former habitual residence in that State. This extension is a novelty in comparison with the Preliminary Draft and concerns persons who do not possess the nationality of any Contracting State, and are no longer habitually resident in any Contracting State. The provision precludes

[11] Legal persons such as companies and associations are, however, not covered by Chapter I. On the contrary, in Chapter II of the Convention the word 'persons' also includes legal persons.

exemple, que cette expression s'applique même aux actions tendant à faire reconnaître ou à rendre exécutoires des décisions étrangères.

Aux termes du premier alinéa de l'article premier, sont admises au bénéfice de l'assistance judiciaire, les personnes visées par cet article, dans les mêmes conditions que si elles étaient elles-mêmes des ressortissants de l'Etat et y résidaient habituellement[11]. Les mots «assistance judiciaire» doivent être considérés comme visant toute aide judiciaire que l'Etat contractant dans lequel l'assistance judiciaire est demandée, c'est-à-dire l'Etat de la procédure, accorde à ses propres ressortissants, dans la mesure où ceux-ci sont également des résidents habituels de cet Etat.

La plupart des Etats membres de la Conférence se rallient au principe de l'assistance judiciaire partielle, bien qu'il existe de profondes différences en la matière. Cette assistance partielle, par exemple, peut ne porter que sur une certaine partie du montant total des frais de la procédure, ou prendre la forme d'une dispense de certains droits ou du paiement de certains frais accessoires. Bien que l'article ne fasse pas expressément référence à ces systèmes très largement répandus, il est évident que l'article vise aussi l'assistance judiciaire partielle.

La seule modification de fond apportée par le premier alinéa de l'article à l'alinéa correspondant du projet est d'admettre au bénéfice de l'assistance judiciaire les personnes visées par cet article, non seulement dans les mêmes conditions que si elles étaient elles-mêmes des ressortissants de l'Etat dans lequel l'assistance judiciaire est demandée, mais aussi si elles résidaient habituellement dans cet Etat. Cet amendement est dû au fait qu'en vertu de la loi de certains Etats, l'assistance judiciaire n'est accordée qu'aux personnes résidant habituellement dans cet Etat, quelle que soit leur nationalité. En conséquence, le premier alinéa de l'article a également pour effet d'obliger un Etat contractant à admettre au bénéfice de l'assistance judiciaire ses propres ressortissants qui résident habituellement à l'étranger, dans les mêmes conditions que s'ils résidaient habituellement dans cet Etat.

Les personnes qui peuvent bénéficier de l'assistance judiciaire en vertu de l'alinéa premier sont *tout d'abord* les ressortissants d'un Etat contractant et, en *second lieu,* les personnes qui ont leur résidence habituelle dans un Etat contractant, quelle que soit leur nationalité. Par conséquent, cette disposition s'applique aux ressortissants d'un Etat non contractant qui ont leur résidence habituelle dans un Etat contractant autre que celui dans lequel une procédure judiciaire est, ou sera, engagée.

Aux termes du second alinéa de l'article premier, les personnes qui ne sont pas des ressortissants d'un Etat contractant et n'ont pas leur résidence habituelle dans un tel Etat, mais qui ont eu leur résidence habituelle dans un Etat contractant dans lequel une procédure judiciaire est ou sera engagée, seront néanmoins admis au bénéfice de l'assistance judiciaire dans les mêmes conditions que s'ils étaient des ressortissants de cet Etat et y résidaient habituellement, si la cause de l'action découle de cette ancienne résidence habituelle dans cet Etat. Cette extension constitue une innovation par rapport au projet de la Commission, et elle vise les personnes qui ne sont pas des ressortissants d'un Etat con-

[11] Les personnes morales, c'est-à-dire les sociétés et les associations, ne sont cependant pas visées par le chapitre I. Par contre, dans le chapitre II de la Convention, le mot «personnes» comprend aussi les personnes morales.

the loss of the right to legal aid in the Contracting State where the person concerned has had his habitual residence and where the cause of action has arisen, if he has moved to a non-Contracting State. One may think here of questions of dismissal or social security arising from employment contracts to be performed in the Contracting State where the applicant formerly had his habitual residence.

To illustrate, let us assume that a person who is a national of a non-Contracting State has been habitually resident in a Contracting State. Since he was unlawfully dismissed from his job in the latter State, he has moved to a non-Contracting State. It may, however, be possible that he thereafter wants to commence a lawsuit in the Contracting State where he formerly had his habitual residence against his former employer because of the illegal dismissal. Since the cause of action arose in that State, he will according to paragraph 2 of the article be entitled to legal aid as provided by paragraph 1, even though he is neither a national of nor any longer habitually resident in a Contracting State. It should however, in this context be observed that according to paragraph 1 of article 28 a Contracting State may reserve the right to exclude the obligation of article 1 in the case of persons who are not nationals of a Contracting State but who have their habitual residence in a Contracting State *other than the reserving State*, or formerly had their habitual residence in the reserving State, if there is no reciprocity of treatment between the reserving State and the State of which the applicants for legal aid are nationals. The reservation may of course be limited to the exclusion *either* of paragraph 1 of article 1 (persons who are not nationals of a Contracting State but who have their habitual residence in a Contracting State other than the reserving State) *or* of paragraph 2 of that article (persons who are neither nationals of nor habitually resident in any Contracting State but who formerly had their habitual residence in the reserving State).

According to paragraph 1, legal aid shall be granted in civil and commercial matters, and according to paragraph 3, in States where legal aid is provided in administrative, social or fiscal matters, the provisions of the Convention on legal aid shall also apply to cases brought before the courts or tribunals competent in such matters. Criminal matters are not covered by the Convention. Proceedings by a 'civil party' in conjunction with a criminal proceeding, as known in some legal systems, already considered to be 'civil matters' under the 1954 Convention, are nevertheless under the present Convention still to be considered to be civil in nature.

Article 2 – Legal advice

This article makes article 1, which deals with legal aid for court proceedings, applicable to legal advice, provided that the person seeking advice is present in the State where advice is sought.
The reason why presence in the Contracting State where advice is sought is a condition for the application of article 1 to legal advice is that some States have made presence on their territory a condition for granting legal

tractant, et qui ont cessé d'avoir leur résidence habituelle dans un Etat contractant. Cette disposition permet à une personne qui a eu sa résidence habituelle dans l'Etat contractant dans lequel la cause de l'action a pris naissance et qui réside dans un Etat non contractant, de ne pas perdre le droit d'obtenir l'assistance judiciaire dans cet Etat. Il peut, par exemple, s'agir de litiges en matière de licenciement ou de sécurité sociale découlant de contrats de location de services dans l'Etat contractant dans lequel le requérant a eu sa résidence habituelle.
Supposons, pour prendre un exemple, que le ressortissant d'un Etat non contractant ait eu sa résidence habituelle dans un Etat contractant. Après avoir été l'objet d'un licenciement injustifié dans cet Etat, il s'est installé dans un Etat non contractant. Il peut néanmoins vouloir engager, dans l'Etat contractant où il résidait autrefois, une action en justice contre son ancien employeur en raison de son licenciement abusif. Comme la cause de l'action a pris naissance dans cet Etat, l'alinéa 2 de l'article premier lui donne le droit d'être admis au bénéfice de l'assistance judiciaire visé au premier alinéa de cet article, bien qu'il ne soit pas un ressortissant d'un Etat contractant et qu'il n'ait plus sa résidence habituelle dans un Etat contractant. Il convient cependant de signaler ici qu'aux termes du premier alinéa de l'article 28, tout Etat contractant peut se réserver le droit d'exclure l'application de l'article premier aux personnes qui ne sont pas ressortissants d'un Etat contractant, mais qui ont leur résidence habituelle dans un Etat contractant *autre que celui qui a fait la réserve* ou qui ont eu leur résidence habituelle dans l'Etat qui a fait la réserve, s'il n'existe aucune reciprocité entre l'Etat qui a fait la réserve et l'Etat dont le demandeur à l'assistance judiciaire est le ressortissant. Bien entendu, en l'absence de telle réciprocité, la réserve peut être limitée *soit* à l'exclusion de l'alinéa premier de l'article premier (les personnes qui ne sont pas des ressortissants d'un Etat contractant, mais qui ont leur résidence habituelle dans un Etat contractant autre que celui ayant fait la réserve), *soit* à l'exclusion du deuxième alinéa de cet article (les personnes qui ne sont ni ressortissants d'un Etat contractant ni résidents habituels d'un Etat contractant, mais qui ont eu leur résidence habituelle dans l'Etat ayant fait la réserve).
Aux termes du premier alinéa de l'article premier, l'assistance judiciaire sera accordée en matière civile et commerciale, alors qu'en vertu de l'alinéa 3, dans les Etats où l'assistance judiciaire existe en matière administrative, sociale ou fiscale, les dispositions sur l'assistance judiciaire de la Convention s'appliquent aussi aux affaires portées devant les tribunaux compétents en ces matières. La Convention ne s'applique pas en matière pénale. Néanmoins, la constitution de «partie civile», dans une procédure pénale qui est prévue dans quelques systèmes de droit, avait été considérée par la Convention de 1954 comme une «matière civile», et elle est aussi considérée comme une matière civile par la présente Convention.

Article 2 – Consultation juridique

Aux termes de l'article 2, l'article premier qui traite de l'assistance judiciaire, s'applique aussi à la consultation juridique, à la condition que le requérant soit présent dans l'Etat où la consultation est demandée.
La raison pour laquelle la personne qui demande le bénéfice de la consultation juridique doit être présente dans l'Etat est due au fait que dans certains Etats, la consultation juridique n'est accordée qu'à cette condi-

advice, even where their own nationals and residents are concerned.

Legal advice is normally defined as assistance in legal matters outside of or prior to court proceedings. The systems of legal advice are, however, in many States not limited to cases where court proceedings are actually envisaged. A large number of problems in civil, commercial, administrative and fiscal matters, *e.g.* concerning family problems, inheritance, insurance, taxes, etc., can easily be settled if the person involved is able to get legal information from a qualified person. Also, where the legal problem is of such a nature that it would normally involve a reference to a court in order to have it settled, legal advice at an early stage might eliminate the need for actual court proceedings.

Although nearly all Member States of the Conference have a more or less formalised system of legal aid, the ways in which legal advice is offered, and whether there is any provision to make it available to persons in an economically weak position, differ widely from State to State. In some States certain aspects of legal advice are not even undertaken by public bodies but by private organisations.

Because of the diversity of arrangements under which legal advice is given in different States, no definition of the term 'legal advice' has been given in the Convention. The aim of the Convention is not to harmonize the internal arrangements for legal advice in the different States but to put those foreigners covered by article 1, when they are present in the State where advice is sought, on an equal footing with persons who are nationals of and habitually resident in that State. Therefore there was no need to define the term 'legal advice' in the Convention.

Since persons covered by article 1 are according to article 2 entitled to legal advice in a Contracting State *only* if they are present in the State where advice is sought, the Convention does not impose an obligation on a Contracting State to give legal advice by correspondence to foreigners who are abroad, even if the State grants such legal advice to its own nationals or residents abroad. The remaining articles of Chapter I, dealing *inter alia* with transmission of applications for legal aid, are not applicable to legal advice.

Article 3 – Central Authorities

This article provides, together with article 4, the machinery for the transmission of applications for legal aid and supporting documents. This machinery is, on the international level, of considerable practical importance for litigants. Those mechanisms which employ as the means of transmission diplomatic officers or consular agents no longer fulfil the needs of present international communication. There was thus in this context an excellent opportunity to improve the practice under the 1954 Convention.
The Hague Conference introduced new elements in this area by creating, in the 1965 Convention on the Service

tion, même quand il s'agit de leurs propres ressortissants ou de personnes qui résident habituellement dans cet Etat.
On définit le plus souvent la consultation juridique comme une assistance accordée en matière de droit même si aucune procédure n'a encore été engagée devant un tribunal, ou avant qu'elle ne soit engagée. Cependant, dans de nombreux pays, les systèmes de consultation juridique ne sont pas limités aux cas où une procédure judiciaire est déjà envisagée. Un grand nombre de problèmes en matière civile, commerciale, administrative et fiscale, portant notamment sur des problèmes de famille, de succession, d'assurance, d'impôts *etc.*, peuvent être réglés sans difficulté si la personne intéressée a la possibilité de se renseigner auprès d'une personne compétente. Au surplus, lorsque le problème de droit qui se pose devrait normalement faire l'objet d'une instance devant un tribunal, une consultation juridique, obtenue dès le début du différend, peut faire disparaître la nécessité de porter l'affaire en justice.
Bien que les Etats membres de la Conférence possèdent presque tous un système de consultation juridique plus ou moins réglementé, les moyens par lesquels les consultations juridiques peuvent être obtenues diffèrent sensiblement d'un Etat à un autre; de même, il n'existe pas partout des dispositions qui permettent aux personnes économiquement faibles de bénéficier de ces consultations. Dans certains Etats, ce ne sont même pas les organismes publics qui se chargent des consultations juridiques, mais des organisations privées.
C'est en raison de la diversité des moyens prévus pour obtenir le bénéfice de la consultation juridique dans les différents Etats qu'aucune définition de l'expression «consultation juridique» n'a été donnée dans la Convention. Celle-ci ne cherche pas à harmoniser dans les différents Etats les dispositions du droit interne en matière de consultation juridique, mais de mettre les étrangers visés par l'article premier, quand ils sont présents dans l'Etat où la consultation est demandée, sur un pied d'égalité avec les ressortissants de cet Etat qui y résident habituellement. C'est pourquoi il n'a pas été nécessaire de définir l'expression «consultation juridique» dans la Convention.
Du moment que les personnes visées par l'article premier ne sont, aux termes de l'article 2, admises au bénéfice de la consultation juridique *que si* elles sont présentes dans l'Etat où la consultation est demandée, la Convention n'impose pas à un Etat contractant l'obligation de donner une consultation juridique par correspondance aux étrangers qui sont hors du pays, même si cet Etat accorde ce bénéfice à ses propres ressortissants quand ils sont à l'étranger ou qu'ils y résident habituellement. Les autres articles du chapitre premier, qui portent notamment sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire, ne sont pas applicables à la consultation juridique.

Article 3 – Les Autorités centrales

Cet article 3, tout comme l'article 4, concerne les mécanismes pour la transmission des demandes d'assistance judiciaire et des documents qui l'accompagnent. Ces mécanismes revêtent une importance pratique considérable dans l'ordre international. Les mécanismes qui utilisent surtout comme agents de transmission les agents diplomatiques ou consulaires ne répondent plus au besoin des communications internationales actuelles. L'occasion était donc excellente d'améliorer la pratique établie en vertu de la Convention de 1954.
La Conférence de La Haye avait innové en cette matière en créant, dans la Convention de 1965, au sujet de la

of Documents and in the 1970 Convention on the Taking of Evidence, Central Authorities with the task of receiving directly applications for service of judicial and extrajudicial documents or letters of request originating from other Contracting States. The Central Authority system has met with success to the extent that the Member States of the Council of Europe agreed to make use of it in the *European Agreement on the Transmission of Applications for Legal Aid* of 27 January 1977 (referred to below as the 'European Agreement'), to which several States already have become Parties.

Since the Central Authority technique is ideally applicable to the transmission of applications for legal aid, each Contracting State shall, according to paragraph 1 of the article, designate a Central Authority to receive, and take action on, applications for legal aid submitted under the Convention.[12] In order to facilitate the transmission of the applications, a State (as under the 1965 and 1970 Convention and the European Agreement) may designate only one Central Authority. This rule may, however, be waived in respect of Federal States and States with a non-unified legal system. Thus, according to paragraph 2 of the article, Federal States and States which have more than one legal system, shall be free to designate more than one Central Authority. As to Federal States this exception has also been made in the 1965 and 1970 Conventions. The privilege for Federal States in this respect is due to the constitutional problems with respect to the division of powers between the Federal Government and the various States. The extension of this privilege also to States with more than one legal system is due to the practical difficulties for some of such States to designate only one Central Authority because of the decentralisation of the administration.

If any State entitled thereto should exercise the privilege to designate more than one Central Authority, any practical difficulty which might arise would be easily resolved. If the State has for instance six or more different Central Authorities, with territorial limitations, it is easily possible for the transmitting authority in the State of origin to choose the wrong Central Authority. In that case the second sentence of paragraph 2 of the article provides the remedy. The Central Authority which receives the application will immediately perceive the error and, knowing its own law, will know exactly which of the other Central Authorities in its country will be the proper authority to administer the application. It will then forward the application to whichever Central Authority in the same Contracting State is competent to deal with the application. A similar provision as to letters of request is included in article 6 of the 1970 Convention.[13]

Article 4 – Transmitting authorities

This article, which provides for transmitting authorities, introduces a novelty into the machinery employed in

[12] According to article 29 of the Convention, every Contracting State shall, at the time of the deposit of its instrument of ratification or accession, or at a later date, inform the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands of the designation of the Central Authorities pursuant to article 3 and of any withdrawal of modification of such a designation.

[13] The technique of the present Convention differs in this respect from the Hague Convention of October 25, 1980 on the Civil Aspects of International Child Abduction. According to paragraph 2 of article 6 of the latter Convention, a State which has appointed more than one Central Authority shall designate the Central Authority to which applications may be addressed for transmission to the appropriate Central Authority.

notification des actes, et dans la Convention de 1970, au sujet des commissions rogatoires, des Autorités centrales chargées de recevoir directement les demandes de notification d'actes judiciaires ou les commissions rogatoires en provenance d'autres Etats contractants. Le système de l'Autorité centrale a connu un tel succès que les Etats membres du Conseil de l'Europe se sont entendus pour l'utiliser dans un *Accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire*, signé le 27 janvier 1977 (appelé ci-après «d'Accord européen») et auquel plusieurs Etats ont adhéré.

Comme la technique de l'Autorité centrale est théoriquement applicable à la transmission des demandes d'assistance judiciaire, chaque Etat contractant doit, en vertu du premier alinéa de l'article, désigner une Autorité centrale chargée de recevoir les demandes d'assistance judiciaire qui lui sont présentées conformément à la première Convention et d'y donner suite[12]. Afin de faciliter la transmission des demandes, un Etat ne peut désigner qu'une seule Autorité centrale (ce qui avait déjà été prévu dans les Conventions de 1965 et de 1970 et l'Accord européen). Cette règle peut, cependant, ne pas être imposée aux Etats fédéraux et aux Etats où plus d'un système de droit est en vigueur. C'est ainsi qu'aux termes de l'alinéa 2 de l'article 3, «les Etats fédéraux et les Etats dans lesquels plusieurs systèmes de droit sont en vigueur, ont la faculté de désigner plusieurs Autorités centrales». Cette exception avait déjà été prévue dans les Conventions de 1965 et de 1970 mais elle était toutefois réservée aux seuls Etats fédéraux. Le privilège accordé aux Etats fédéraux sur ce point est dû aux problèmes constitutionnels que soulève, dans certains pays, la répartition des pouvoirs entre le Gouvernement fédéral et les divers Etats. L'extension de ce privilège aux Etats dans lesquels plusieurs systèmes de droit sont en vigueur est due aux difficultés pratiques auxquelles certains Etats se heurteraient pour désigner une seule Autorité centrale, en raison de la décentralisation de l'administration.

Si un Etat use du privilège qui lui est accordé de désigner plus d'une Autorité centrale, il sera facile de résoudre les difficultés pratiques qui pourront se présenter. Si l'Etat possède, par exemple, six différentes Autorités centrales, ou davantage, chacune ayant une compétence territoriale limitée, l'autorité expéditrice dans l'Etat d'origine pourrait facilement se tromper dans le choix de l'Autorité centrale à saisir. En pareil cas, la solution est donnée par la seconde phrase de l'alinéa 2 de l'article 3. L'Autorité centrale saisie comprendra immédiatement l'erreur commise, et connaissant son propre droit, il lui sera facile de savoir quelle autorité est compétente pour recevoir la demande. Elle transmettra celle-ci à l'Autorité centrale compétente pour qu'elle y donne suite. La Convention de 1970 (article 6) contient une disposition semblable en matière de commission rogatoire[13].

Article 4 – Autorités expéditrices

Cet article, qui concerne les autorités chargées de la transmission, apporte une innovation dans le mécanis-

[12] Aux termes de l'article 29 de la Convention, tout Etat contractant indiquera au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas, soit au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, soit ultérieurement, les autorités prévues aux articles 3, 4 et 16 et tout retrait ou modification de ces désignations.

[13] La technique de la présente Convention est différente, à cet égard, de celle de la Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Aux termes de l'alinéa 2 de l'article 6 de cette dernière Convention, un Etat qui a désigné plus d'une seule Autorité centrale désignera l'Autorité centrale à laquelle les demandes peuvent être présentées pour être transmises à l'Autorité centrale compétente.

the 1965 and 1970 Conventions. In these two Conventions, the Central Authority is only a receiving authority either for the application for service or for the letter of request originating from abroad. In principle, decentralized authorities of each of the originating States (process server, *huissier,* or court) send these documents directly to the foreign Central Authority, However, a number of Member States have, without being obliged to do so, routed the applications for service abroad or letters of requests originating from their national authorities to their own Central Authorities. Consequently these authorities have taken on the function of a transmitting authority which sends the documents to' the foreign Central Authority.
As in the European Agreement, this system has been generalized in the present Convention. Thus each Contracting State shall, according to paragraph 1 of the article, designate at least one transmitting authority charged with forwarding applications for legal aid directly to the appropriate[14] receiving Central Authority in the State where legal aid is sought designated under article 3.[15] In order to take account of the decentralization of the administrations in certain States, any State may, however, designate several transmitting authorities. The receiving Central Authority, may of course be designated as the transmitting authority, but each State is free to designate other organs to act as transmitting authorities, in addition to or instead of the receiving Central Authority.

Paragraph 2 of this article provides that the application shall be transmitted 'without the intervention of any other authority'. It excludes deliberately the intervention of any other authority of the State of the transmitting authority (*the requesting State*) and of the State where legal aid is sought (*the requested State*), prior to the receipt of the application by the Central Authority addressed. Neither the diplomatic officers nor consular agents of the requesting State, nor those of the requested State posted in the State of origin, are to participate in the initial receipt of the applications. The Central Authority of the requested State will be the first agency of that State to see or receive the application.
According to paragraph 3 of the article, nothing in this article shall, however, prevent an application being submitted through diplomatic channels. This provision, which was inserted in the Convention at the request of the delegation of the USSR, envisages the transmission of the application for legal aid to the diplomatic representative of the requesting State in the requested State. The provision permits the diplomatic officer to present the application to the Ministry of Foreign Affairs of the State where he is posted, but to no one else in that country in the absence of specific authorization from the latter. The Ministry of Foreign Affairs of the requested State is then obliged to take care of the transmission of the application to the competent authority in that State. However, it is the clear intent of the Convention that the direct transmission from a transmitting authority in the requesting State to the appropriate receiving Central Authority in the requested State shall be the normal channel for the transmission of applications for legal aid and that the diplomatic channels shall be used

me prévu par les Conventions de 1965 et de 1970. Dans ces deux dernières Conventions, l'Autorité centrale n'est qu'une autorité chargée de recevoir les demandes de notification ou les commissions rogatoires en provenance de l'étranger. En principe, ce sont les autorités décentralisées de chacun des Etats émetteurs *(process server,* huissier, ou tribunal) qui envoient directement les documents à l'Autorité centrale étrangère. Cependant, un certain nombre d'Etats membres, sans en avoir l'obligation, canalisaient les requêtes provenant de leurs autorités nationales vers leur propre Autorité centrale. Par conséquent, cette autorité a assumé les fonctions d'une autorité de transmission qui achemine les pièces vers l'Autorité centrale étrangère.
La présente Convention, tout comme l'Accord européen, a généralisé ce système. Ainsi, aux termes du premier alinéa de l'article 4, chaque Etat contractant désignera au moins une autorité expéditrice chargée de transmettre directement les demandes d'assistance judiciaire à l'Autorité centrale compétente[14] de l'Etat dans lequel l'assistance judiciaire est sollicitée, désignée en vertu de l'article 3[15]. Afin de tenir compte de la décentralisation de l'administration dans certains Etats, tous les Etats peuvent cependant désigner plusieurs autorités de transmission. L'Autorité centrale réceptrice peut, bien entendu, être désignée comme une autorité chargée de la transmission, mais chaque Etat demeure libre de désigner d'autres organes pour agir en qualité d'autorités de transmission, en plus, ou à la place, de l'Autorité centrale réceptrice.
L'alinéa 2 de l'article 4 prévoit que les demandes d'assistance judiciaire seront transmises «sans intervention d'aucune autre autorité». Il exclut délibérément l'intervention de tout autre autorité de l'Etat de l'autorité expéditrice (*l'Etat requérant*) et de l'Etat dans lequel l'assistance judiciaire est sollicitée (*l'Etat requis*) avant que l'Autorité centrale ait reçu la demande qui lui est adressée. Ni les agents diplomatiques ou consulaires de l'Etat requérant, ni ceux de l'Etat requis qui sont en poste dans l'Etat émetteur, n'ont à participer à la réception initiale des demandes. L'Autorité centrale de l'Etat requis sera le premier organisme de cet Etat à voir ou à recevoir les requêtes.
Cependant, aux termes de l'alinéa 3 de l'article, rien n'interdit la transmission d'une requête par voie diplomatique. Cette disposition, qui fut inscrite dans la Convention à la demande de la délégation de l'URSS, signifie que la demande d'assistance judiciaire sera transmise aux représentants diplomatiques de l'Etat requérant dans l'Etat requis. Cette disposition permet à l'agent diplomatique de remettre la demande au Ministère des Affaires étrangères de l'Etat auprès duquel il occupe son poste, mais à personne d'autre dans le pays en l'absence d'une autorisation particulière de celui-ci. Le Ministère des Affaires étrangères de l'Etat requis est alors tenu d'assurer la transmission de la demande à l'autorité compétente de cet Etat. Il est cependant évident que la Convention entend que la transmission directe par l'autorité de transmission dans l'Etat requérant à l'Autorité centrale réceptrice compétente dans l'Etat requis, soit la voie normale pour la transmission des demandes d'assistance judiciaire, la voie diplomatique ne devant être utilisée que dans des cas excep-

[14] The French text uses the word '*compétente*'. There is, however, no difference in substance between the English and French texts.
[15] Every Contracting State shall according to article 29, at the time of the deposit of its instrument of ratification or accession, or at a later date, inform the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands of the designation of transmitting authorities pursuant to this article. It shall likewise inform the Ministry of any withdrawal or modification of such a designation.

[14] Le texte français emploie le mot «compétente» et le texte anglais le mot «*appropriate*». Il n'y a, cependant, aucune différence de fond entre les deux textes.
[15] Aux termes de l'article 29, tout Etat contractant indiquera au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas, soit au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, soit ultérieurement, les autorités prévues à l'article 4. Il notifiera, dans les mêmes conditions, tout retrait et toute modification de ces désignations.

only in exceptional cases.[16] The requested State has under no circumstances the right to demand that applications for legal aid be transmitted to it through diplomatic channels.
There is no mention of consular channels in this article. The only reference to consular channels in Chapter I is in article 9, which deals with the situation where the applicant does not reside in a Contracting State. In other situations, the consular channel has not been specifically made available under this Convention, as an alternative conventional channel for the transmission of applications for legal aid. If the consular channel is available, either through a declaration pursuant to paragraph 3 of article 5, or through the internal law of the requested State or another convention under article 21, or through applicable rules of public international law, it may be used as an alternative to the transmitting authority – Central Authority route or the diplomatic channels.
To facilitate the transmission of applications for legal aid, a model form for transmission of applications for legal aid shall be used by the transmitting authorities. This form (Form for Transmission of Application for Legal Aid) is annexed to the Convention. According to paragraph 1 of article 30, this form may be amended by a decision of a Special Commission convoked by the Secretary General of the Hague Conference. As to the procedure for amending the form, see *infra*, p. 272.

Article 5 – Submission of the application

This article deals with the submission of applications for legal aid when the applicant for legal aid is not present in the requested State. According to paragraph 1 of the article, the applicant may in that case submit the application in the Contracting State where he has his habitual residence. This provision corresponds to article 1 of the European Agreement. According to article 4 of the Preliminary Draft, a condition for the use of this means of transmission was that the applicant for legal aid not *reside* in the requested State. Since the need to use this means of transmission is not dependent on the fact that the applicant does not reside in the requested State but on the fact that he is not *present* there, it was regarded more appropriate to make simple absence, instead of lack of residence, a condition for the right to submit an application to a transmitting authority in the Contracting State where the applicant has his habitual residence.
The possibility for an applicant for legal aid who is not present in the requested State to submit an application to a transmitting authority in the State where he has his habitual residence does not prevent him submitting his application by any other means open to him for submitting his application to the authority competent to determine his application in the requested State. The words 'without prejudice to any other means open to him of submitting his application to the competent authority in the requested State' are designated to exclude an argument that the ratification of the Convention will repeal or modify any law of any State or any

[16] The article, however, unlike article 9 of the 1965 Convention, does not explicitly provide that diplomatic channels may be used only, if exceptional circumstances so require. This is due to the fact that it may be difficult for the requesting State to prove that the circumstances in a given case are exceptional.

tionnels[16]. L'Etat requis n'a, en aucun cas, le droit de demander que les demandes d'assistance judiciaire lui soient transmises par la voie diplomatique.

L'article 4 ne fait pas mention de la voie consulaire. La seule référence, dans le chapitre premier, à la voie consulaire, se trouve à l'article 9 et elle vise le cas où le demandeur ne réside pas dans un Etat contractant. Dans tous les autres cas, la voie consulaire n'a pas été expressément désignée par la Convention comme une voie alternative pour la transmission des demandes d'assistance judiciaire. Si la voie consulaire est ouverte, soit au moyen d'une déclaration faite aux termes de l'alinéa 3 de l'article 5, soit en vertu du droit interne de l'Etat requis, ou d'une autre convention, aux termes de l'article 21, ou encore en vertu des règles applicables du droit international public, cette voie peut être choisie de préférence à celle de l'Autorité centrale chargée de la transmission, ou à la voie diplomatique.
Afin de faciliter la transmission des demandes d'assistance judiciaire, les autorités expéditrices devront se servir d'une formule modèle. Cette formule modèle (formule de transmission de demande d'assistance judiciaire) est annexée à la Convention. Aux termes de l'alinéa premier de l'article 30, cette formule pourra être amendée par décision d'une Commission spéciale qui sera convoquée par le Secrétaire général de la Conférence de La Haye pour la procédure d'amendement (voir *infra* p. 272).

Article 5 – Présentation de la demande

Cet article concerne la présentation de la demande d'assistance judiciaire lorsque le demandeur n'est pas présent dans l'Etat requis. Le premier alinéa de l'article prévoit que, dans ce cas, le demandeur doit présenter sa demande à une autorité expéditrice de l'Etat contractant où il a sa résidence habituelle. Cette disposition correspond à l'article premier de l'Accord européen. Aux termes de l'article 4 du projet de texte, le demandeur à l'assistance judiciaire ne pouvait avoir recours à ce mode de transmission lorsqu'il ne *résidait* pas dans l'Etat requis. Comme la nécessité de recourir à ce mode de transmission ne dépend pas du fait que le demandeur ne réside pas dans l'Etat requis, mais du fait qu'il n'est pas *présent* dans cet Etat, on estima plus approprié de faire de la simple absence, plutôt que de l'absence de résidence dans l'Etat, la condition permettant de présenter la demande à une autorité expéditrice de l'Etat contractant où le demandeur a sa résidence habituelle.
La possibilité pour un demandeur d'assistance judiciaire qui n'est pas présent dans l'Etat requis de présenter sa demande à une autorité expéditrice de l'Etat contractant où il a sa résidence habituelle, ne lui interdit cependant pas de la présenter par toute autre voie qui lui serait ouverte, à l'autorité compétente pour statuer sur sa demande dans l'Etat requis. Les mots «sans préjudice de tout autre voie par laquelle il pourrait soumettre sa demande à l'autorité compétente» de l'Etat requis sont destinés à réfuter l'argument selon lequel la ratification de la Convention abrogerait, ou modifierait, la règle de tout Etat, ou de toute Convention,

[16] Cependant, contrairement à l'article 9 de la Convention de 1965, l'article ne prévoit pas explicitement que les voies diplomatiques ne peuvent être utilisées que si des circonstances exceptionnelles l'exigent. Cela est dû au fait qu'il peut être difficile, pour l'Etat requérant, d'établir que, dans un cas donné, les circonstances sont exceptionnelles.

Convention which affords the applicant other means of submitting his application.
In this context it may also be observed that article 21 recognizes the effectiveness of any right in matters governed by this Convention which may be conferred upon a person under the law of any Contracting State or any other Convention to which it is, or becomes, a Party.
However, such provisions in the internal law cannot modify the obligation under articles 3 and 4 to maintain the transmitting authority and Central Authority systems in operation. The scheme of the Convention is to set up the transmitting authority and Central Authority systems as the norm and the minimum obligation. Any two or more States can, as between themselves, set up other and different schemes and techniques for transmission of applications for legal aid, if they please. But this will never relieve them of the obligation to provide the transmitting authority and Central Authority systems as far as a Contracting State is concerned, which is not a party to an outside agreement or convention.

According to paragraph 2 of the article the application for legal aid shall be in the form of the model annexed to the Convention and shall be accompanied by any necessary documents. The form of the application shall be signed by the applicant and be properly filled in. The application will thus, *inter alia,* contain quite detailed information on the applicant's financial situation and replace the certificate of indigence provided for in article 21 of the 1954 Convention. This was regarded as necessary, since in most States the granting of legal aid is no longer made dependent on total indigence but varies according to certain financial limits, which are moreover susceptible to relaxation, or form the subject of a subjective evaluation in each case. The draft model form annexed to the preliminary draft Convention was accepted with minor amendments, partly of a linguistic character. The most important amendment of substance was the addition of No 12*b*, 'former habitual residence (date of commencement and termination of residence)'. This addition was due to the extension of Chapter I of the Convention to persons referred to in paragraph 2 of article 1. In this connection it may also be mentioned that the Japanese delegation noted in relation to No 3*a* of the model form that 'subject-matter' could be interpreted as merely requiring, for example, that the corresponding blank be filled in with the word 'divorce', and stressed that sometimes this would not provide enough information on which to decide whether legal aid should be granted. The Japanese delegation thought that more details should be required, as it is sometimes necessary to have more information about the subject-matter. No amendment of No 3*a* in the model was, however, made because of the too great diversity of cases in which legal aid may be sought.

According to article 30, this model may be amended in the same way as the model form referred to in article 4, by a decision of a Special Commission convoked by the Secretary General of the Hague Conference to which all Contracting States and all Member States shall be invited. A notice of the proposal to amend the form shall be included in the agenda for the meeting.
According to paragraph 2 of article 30, amendments adopted by a majority of the Contracting States present and voting at the Special Commission shall come into

qui donne au demandeur la possibilité de présenter sa demande par d'autres moyens.
Dans ce contexte, il convient aussi de signaler que l'article 21 ne limite pas les droits relatifs aux matières réglées par la Convention qui pourraient être reconnus à une personne conformément aux lois d'un Etat contractant ou conformément à toute autre Convention à laquelle cet Etat est ou sera Partie.
Néanmoins des dispositions de la loi interne ne peuvent pas modifier l'obligation imposée par les articles 3 et 4 de maintenir en vigueur les systèmes des autorités expéditrices et de l'Autorité centrale. La Convention entend que les systèmes de l'autorité expéditrice et de l'Autorité centrale soient considérés comme la norme et l'obligation minimale. Deux Etats, ou davantage, peuvent, s'ils le désirent, convenir entre eux d'autres procédés ou d'autres techniques pour la transmission des demandes d'assistance judiciaire. Mais ils ne seront jamais relevés pour autant de l'obligation qui leur incombe de créer les systèmes d'autorités expéditrices et d'Autorités centrales, envers un Etat contractant qui n'a pas adhéré à un accord ou à une convention conclu en dehors de la Convention.
Aux termes de l'alinéa 2 de l'article 5, la demande d'assistance judiciaire sera établie conformément à la formule modèle annexée à la Convention et sera accompagnée de tous les documents nécessaires. La formule de demande sera signée par le demandeur et devra être convenablement remplie. C'est ainsi que la requête contiendra notamment des renseignements assez précis sur la situation économique du demandeur et elle remplacera le certificat d'indigence, prévu à l'article 21 de la Convention de 1954. Cela fut considéré nécessaire parce que, dans la plupart des pays, le bénéfice de l'assistance judiciaire n'est plus subordonné à une indigence totale, mais dépend, dans certaines limites variables, des ressources financières, lesquelles, au surplus, sont susceptibles d'être rendues moins étroites, ou qui font l'objet d'une évaluation subjective dans chaque cas particulier. Le projet de formule modèle, annexé au projet de texte, fut accepté avec quelques légers amendements, surtout d'ordre linguistique. La modification la plus importante sur le fond fut d'ajouter le No 12*b* «résidence habituelle antérieure (date du début et de la fin de la résidence)». La raison de cette addition est l'extension du chapitre premier de la Convention aux personnes visées par l'alinéa 2 de l'article premier. On peut aussi signaler, à ce sujet, que la délégation japonaise fit observer que le No 3*a* de la formule, «l'objet du litige», pourrait être interprété comme demandant simplement de remplir le blanc correspondant, par exemple par le mot «divorce»; la délégation souligna que cela ne fournirait pas toujours les renseignements nécessaires pour décider si l'assistance judiciaire devait être accordée. La délégation japonaise estimait qu'il fallait exiger des détails plus précis car des renseignements plus complets sur la question sont parfois nécessaires. Cependant, le No 3*a* de la formule ne fut pas amendé, en raison de la trop grande diversité d'affaires dans lesquelles l'assistance judiciaire peut être demandée.

L'article 30 prévoit que cette formule modèle pourra être amendée de la même façon que la formule modèle visée à l'article 4, c'est-à-dire par décision d'une Commission spéciale convoquée par le Secrétaire général de la Conférence de La Haye, à laquelle tous les Etats contractants et tous les Etats membres seront invités. La proposition d'amender la formule devra être portée à l'ordre du jour de cette Commission spéciale.
Conformément à l'alinéa 2 de l'article 30, les amendements adoptés par la Commission spéciale à la majorité des Etats contractants présents et ayant pris part

force for all Contracting States on the first day of the seventh calendar month after the date of their communication by the Secretary General to all Contracting States. During that period any Contracting State may, according to paragraph 3 of article 30, by notification in writing to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands, make a reservation with respect to the amendment. A Party making such reservation shall, until the reservation is withdrawn, be treated as a State not a Party to the Convention with respect to that amendment.[17]

Even though the application, according to paragraph 2 of article 4, always shall be in the form of the model annexed to the Convention, the requested State is allowed to require any further information it deems necessary to make a decision upon the application. The words 'without prejudice to the right of the requested State to require further information or documents in appropriate cases' in paragraph 2 of the article leave it open to authorities of that State to require any additional information necessary according to the internal law or practice of the requested State. The agreed model does thus not even preclude a requested State from having its own form to provide further information and asking the applicant to complete it.

A Central Authority is, under the present Convention, only obliged to receive and take action on applications for legal aid submitted through a transmitting authority designated under article 4. According to paragraph 3 of article 5, a Contracting State may however declare that its receiving Central Authority will accept applications submitted by other channels or methods. A State may thus, for instance, declare that its receiving Central Authority will accept applications submitted through consular channels, directly by a private lawyer or by the applicant himself.[18]

Article 6 – Assistance to the applicant

This article deals with the role of the transmitting authority in connection with the transmission of applications for legal aid. Since in most countries the granting of legal aid is no longer based on the absolute indigence of the applicant, it will in fact be necessary to take account of the very diverse rules instituted by each Contracting State with regard to the financial conditions applied to the granting of legal aid. Left to himself, the applicant would have practically no possibility of knowing, for example, the financial limits instituted in this or that country or the necessary documents to be produced, in order that his application might be evaluated with due regard to his income and the probable cost of the proceedings. The transmitting authority will, on the basis of the information supplied by other Contracting States, be able to inform the applicant by means of a preliminary check, and be able to assist him in assembling the documents necessary for the success of his application. Therefore, the transmitting authority

au vote, entreront en vigueur pour tous les Etats contractants le premier jour du septième mois après la date à laquelle le Secrétaire général les aura communiqués à tous les Etats contractants. Au cours de ce délai, tout Etat contractant pourra, conformément à l'alinéa 3 de l'article 30, notifier par écrit au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas qu'il entend faire une réserve à cet amendement. L'Etat qui aura fait une telle réserve sera traité, en ce qui concerne cet amendement, comme s'il n'était pas Partie à la Convention jusqu'à ce que la réserve ait été retirée[17].

Bien qu'aux termes de l'alinéa 2 de l'article 4, les demandes doivent toujours être établies à l'aide de la formule modèle annexée à la Convention, l'Etat requis est autorisé à demander les informations complémentaires qu'il estime indispensables pour statuer sur la demande. Les mots «sous réserve du droit pour l'Etat requis de demander des informations ou des documents complémentaires dans les cas appropriés» de l'alinéa 2 de l'article 5 laisse aux autorités de cet Etat le droit de demander les informations plus complètes exigées par la loi interne, ou par la pratique, dans l'Etat requis. La formule modèle convenue n'interdit même pas à un Etat requis de posséder ses propres formules demandant des informations complémentaires, et d'exiger du demandeur qu'il remplisse ces formules.

Une Autorité centrale est uniquement tenue, en vertu de la présente Convention, de recevoir et de donner suite aux demandes d'assistance judiciaire présentées par l'autorité expéditrice désignée à l'article 4. Aux termes de l'alinéa 3 de l'article 5, chaque Etat contractant a la faculté de faire connaître que son Autorité centrale réceptrice peut être saisie par toute autre voie ou moyen. Un Etat peut, par conséquent, déclarer que son Autorité centrale acceptera les demandes directement présentées, par les voies consulaires, par un avocat ou par le demandeur lui-même[18].

Article 6 – Fonction de l'autorité expéditrice

Cet article précise le rôle que doit jouer l'autorité expéditrice à l'occasion de la transmission de la demande d'assistance judiciaire. Etant donné que, dans la plupart des pays, l'octroi de l'assistance judiciaire n'est plus subordonné à l'indigence totale de l'intéressé, il sera, en fait, nécessaire, dans chaque cas particulier, de prendre en considération les diverses règles établies dans chacun des Etats contractants au sujet des conditions financières fixées pour l'octroi de l'assistance judiciaire. S'il était laissé à lui-même, le demandeur serait pratiquement incapable de connaître, par exemple, la limite des ressources financières fixée dans tel ou tel pays, ou de savoir quels documents doivent être produits pour que sa demande puisse être appréciée, compte tenu de ses revenus et du coût probable de la procédure. Par contre, l'autorité expéditrice peut être en mesure, après un examen préalable du dossier et grâce aux informations fournies par d'autres Etats contractants, de renseigner le demandeur et de l'aider à réunir les do-

[17] Article 17 of the Convention on the Conservation of European Wildlife and Natural Habitats was used as a model for article 30 of the present Convention. In this context it may be observed that the Fourteenth Session, in the Final Act under H, *inter alia*, expressed the wish that the Secretary General of the Conference convoke at regular intervals Special Commissions to study the practical operation of Conventions and Recommendations in matters of judicial or administrative co-operation.

[18] The Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands shall, according to article 29, paragraph 2*a*, at the time of the deposit of the instrument of ratification or accession of the State concerned or at a later date be informed of such a declaration.

[17] L'article 17 de la Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe a été pris pour modèle pour rédiger l'article 30 de la présente Convention. A cet égard, il faut souligner que la Quatorzième session, dans son Acte final, *sub.* H., a notamment exprimé le Voeu que le Secrétaire général de la Conférence puisse convoquer à intervalles réguliers des Commissions spéciales pour étudier le fonctionnement pratique des Conventions et des Recommandations en matière d'entraide judiciaire ou administrative.

[18] L'alinéa 2*a* de l'article 29 prévoit que cette déclaration sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas soit au moment du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion de l'Etat intéressé, soit ultérieurement.

shall, according to paragraph 1 of the article, assist the applicant.[19]

This duty to render assistance implies first of all that the transmitting authority shall ensure that the request is properly constituted, *i.e.* check that formal requirements are met. It also implies that the authority assist the applicant in ensuring that the application is accompanied by all the information and documents known by it to be necessary for the consideration of his application.
Even though the transmitting authority shall ensure that formal requirements are met, it shall not be charged with the task of checking the substantive truth of the information to be transmitted. As mentioned before, the application form shall be signed by the applicant and the statement therein, as well as any accompanying information on his financial situation, shall be declared by him to be true and correct. If it appears, however, to the transmitting authority that the application is manifestly unfounded, it may according to paragraph 2 of the article refuse to transmit the application. The transmitting authority may, however, not refuse to transmit the application because of the fact that the underlying substantive claim appears to it to be manifestly unfounded. The transmitting authority has no power to decide as to whether the applicant has a good cause of action. The ground for refusal under this paragraph is thus that the application for legal aid itself is manifestly unfounded. In this context, it should also be observed that the transmitting authority is not competent to deal with the domestic law on legal aid of the requested State and thus does not have the power – at least in marginal cases – to take it on itself to decide a matter of domestic law of the requested State. The power to refuse the transmission of an application can thus mainly be used only in cases where the applicant has not completed the form correctly. In such cases the transmitting authority should refuse the transmission of the application until the form has been correctly completed. When the transmitting authority has doubts about the substantive truth of the information given by the applicant in the form, it may be appropriate for that authority to mention this when transmitting the application.
Even though the Convention, as a ground for refusal, uses the expression 'manifestly unfounded' and not the terminology of the European Agreement (where as a ground for refusal to transmit the application is mentioned (article 3, paragraph 1) that 'it appears to be manifestly not made in good faith'), there does not seem to be any fundamental difference in practice between the terminology used in these two instruments.[20] It should also be emphasized that, in case of refusal by the transmitting authority, the applicant can always use the other existing means of submitting his request, *i.e.* by addressing himself directly to the competent authorities of the other State. In other words, the refusal to transmit the request shall not be treated as a refusal of legal aid.
According to paragraph 3, the duty to render assistance also implies that the transmitting authority shall assist the applicant in obtaining necessary translations of the

[19] The duty of the transmitting authority to assist the applicant is also performed when that authority has arranged to have the applicant assisted by an appropriate agency.
[20] The English text of the European Agreement does not, however, agree with its French text on this point, the latter reading as follows – *'au cas où celle-ci lui apparaît manifestement téméraire'*.

cuments nécessaires pour que sa demande soit admise. C'est pourquoi, aux termes de l'alinéa premier de l'article 5, l'autorité expéditrice doit assister le demandeur[19].
Ce devoir d'assistance oblige tout d'abord l'autorité de s'assurer que la requête présentée est régulière, c'est-à-dire que les conditions de forme ont été observées. L'autorité est, de plus, tenue de prêter assistance au demandeur en s'assurant que la requête est accompagnée de tous les documents et informations qui, à la connaissance de cette autorité, sont nécessaires pour apprécier la demande.
Bien que l'autorité expéditrice doive s'assurer que les conditions de forme sont remplies, elle ne sera pas tenue de vérifier la véracité substantielle des informations à transmettre. La requête doit, nous l'avons vu, être signée par le demandeur et celui-ci doit déclarer que les renseignements qu'elle contient, ainsi que toutes les informations complémentaires qu'il fournit sur ses ressources financières, sont sincères et exactes. Néanmoins, l'autorité expéditrice peut, si la demande lui paraît manifestement mal fondée, refuser de la transmettre aux termes de l'alinéa 2 de l'article 6. L'autorité ne peut cependant pas refuser de transmettre la demande pour le motif que l'action sur laquelle elle s'appuie lui semble manifestement mal fondée. L'autorité expéditrice n'est pas qualifiée à décider si l'action du demandeur est fondée. Le motif du refus, en vertu de cet alinéa, est que la demande d'assistance judiciaire elle-même est manifestement mal fondée. A cet égard, il convient encore de relever que l'autorité expéditrice n'a pas compétence pour statuer sur le droit interne relatif à l'assistance judiciaire de l'Etat requis, et qu'il n'a donc pas le droit – tout au moins dans des cas marginaux – de prendre de son propre chef une décision portant sur le droit interne de l'Etat requis. Par conséquent, le droit de refuser de transmettre la demande peut surtout être utilisé si le demandeur n'a pas convenablement rempli la formule. Dans un tel cas l'autorité expéditrice devrait refuser de transmettre la demande tant que la formule n'a pas été correctement remplie. Si l'autorité expéditrice a des doutes sur la véracité des informations fournies par le demandeur dans la formule, cette autorité devrait signaler ses doutes quand elle transmet la demande.

Bien que la Convention, pour désigner le motif d'un refus de transmission, utilise l'expression «manifestement mal fondée» et ne reprenne pas la terminologie de l'Accord européen (où le motif du refus de transmettre la requête est «au cas où elle lui apparaît manifestement téméraire» (article 3, alinéa premier)), aucune différence essentielle n'apparaît en pratique entre les terminologies employées dans ces deux instruments[20]. Il faut aussi souligner que si l'autorité expéditrice refuse de transmettre la requête, le demandeur peut toujours utiliser l'autre moyen dont il dispose pour la présenter, c'est-à-dire s'adresser directement aux autorités compétentes de l'autre Etat. Autrement dit, refuser de transmettre la requête ne sera pas considéré comme un refus d'accorder l'assistance judiciaire.
Aux termes de l'alinéa 3, le devoir d'assister le demandeur oblige aussi l'autorité à aider le demandeur à obtenir les traductions nécessaires des documents. Cette

[19] L'autorité expéditrice remplit aussi son devoir d'assistance envers le demandeur quand elle s'arrange pour que le demandeur reçoive l'assistance d'une autorité compétente.
[20] Le texte anglais de l'Accord Européen selon lequel l'autorité expéditrice *«may refuse to transmit the application if it appears to be manifestly not made in good faith»* diffère cependant du texte français sur ce point, ce dernier étant «au cas où celle-ci lui apparaît manifestement téméraire».

documents. This provision does not require that translations be prepared by the authority itself. The costs of translations, which are very often considerable, should not as a rule be borne by the applicant. Therefore, the transmitting authority shall, according to paragraph 3 of the article, assist the applicant in obtaining without charge a translation of the documents, where such assistance is appropriate. The responsibility for obtaining a translation, as well as the costs, shall thus be borne by the requesting State and not by the requested State.
According to paragraph 4, the transmitting authority shall reply to requests for further information from the requested Central Authority, *e.g.* for such information as is necessary to make a decision upon the application.

Article 7 – The language problem

This article deals with the question of languages and translations in connection with applications for legal aid.
Paragraph 1 of the article contains a fixed, definite, conventional rule. The application, the supporting documents and any communications in response to requests for further information shall be made in the official language or in one of the official languages of the requested State or be accompanied by a translation into one of those languages. This is also the general principle, *inter alia*, of article 4, paragraph 1, of the 1970 Convention as well as of paragraph 2 of article 23 of the 1954 Convention, read in conjunction with article 10 of that Convention.
Then follows a series of modifications and loosenings of this rigid rule.
The first modification is in paragraph 2. This relates to the possible difficulties for the applicant and transmitting authority in obtaining a translation into the language of the requested State. It provides in such cases for English and French as subsidiary languages. A requested State is thus, where it in the requesting State is not feasible to obtain a translation into the language of the requested State, obliged to accept the documents (including the application itself) in either English or French, or a translation into one of those languages, unless it makes a reservation under paragraph 2*b* of article 28. According to that paragraph any Contracting State may reserve the right to exclude the use of English or French, or both, under paragraph 2 of article 7.[21] As to the procedure for making and withdrawing of reservations, see *infra* under E.

Where a State has made a reservation, excluding the use of *both* English *and* French under paragraph 2 of article 7, any other State affected thereby may according to paragraph 2*e* of article 28 apply the same rule against the reserving State. If thus a Contracting State has reserved the right to exclude the use of *either* English *or* French but not both, a State affected thereby *is not allowed* to apply the same rule against the reserving State.
To illustrate, let us assume that Spain or Italy has made a reservation excluding English, and Denmark has

[21] The Convention on the Civil Aspects of International Child Abduction, referred to above, allows a Contracting State to object to the use of either French or English, but not both, in any application, communication or other document sent to its Central Authority.

disposition n'oblige pas l'autorité à faire établir elle-même les traductions. Le coût des traductions, qui est souvent considérable, ne doit pas, en règle générale, être à la charge du demandeur. C'est pourquoi l'autorité expéditrice, aux termes de l'alinéa 3, assiste le cas échéant, le demandeur pour obtenir une traduction sans frais des documents. La responsabilité d'obtenir une traduction, ainsi que celle de son coût, est ainsi mise à la charge de l'Etat requérant et non à celle de l'Etat requis.

L'alinéa 4 prévoit que l'autorité expéditrice devra répondre aux demandes de renseignements complémentaires qui émanent de l'Autorité centrale réceptrice de l'Etat requis, par exemple les renseignements nécessaires pour prendre une décision au sujet de la requête.

Article 7 – Le problème de la langue

Cet article traite de la question des langues à utiliser dans la demande d'assistance judiciaire ainsi que celle des traductions.
Le premier alinéa énonce une règle immuable, définitive et conventionnelle. Les demandes d'assistance judiciaire, les documents à l'appui, ainsi que les communications complémentaires, doivent être rédigés dans la langue, ou dans l'une des langues officielles, de l'Etat requis ou accompagnés d'une traduction faite dans l'une de ces langues. On trouve ce même principe dans le premier alinéa de l'article 4 de la Convention de 1970 et dans l'alinéa 2 de l'article 23 de la Convention de 1954, conjugué avec l'article 10 de la même Convention.

Suit alors une série de modifications et d'atténuations à cette règle sévère.
On trouve la première modification à l'alinéa 2. Elle prévoit le cas où l'obtention d'une traduction dans la langue de l'Etat requis est difficilement réalisable pour le demandeur et l'autorité expéditrice. La langue française ou anglaise peut alors être utilisée. Un Etat requis doit dans ce cas accepter que les documents (y compris la requête elle-même) soient rédigés en langue française ou anglaise ou soient accompagnés d'une traduction dans l'une de ces langues, lorsqu'il est difficilement réalisable d'obtenir dans l'Etat requérant une traduction dans la langue de l'Etat requis, à moins que celui-ci n'ait fait la réserve prévue à l'alinéa 2*a* de l'article 28. Aux termes de cet alinéa, tout Etat contractant pourra se réserver le droit d'exclure l'usage de l'anglais, du français ou de ces deux langues, tel que prévu à l'alinéa 2 de l'article 7[21]. On trouvera plus bas (E) la procédure à suivre pour faire et pour retirer une telle réserve.
Lorsqu'un Etat a exclu l'usage *tant* de la langue anglaise *que* de la langue française en faisant une réserve selon l'alinéa 2 de l'article 7, tout autre Etat affecté pourra, aux termes de l'alinéa 2*e* de l'article 28, appliquer la même règle à l'égard de l'Etat qui aura fait la réserve. Ainsi, si un Etat contractant s'est réservé le droit d'exclure *soit* l'anglais, *soit* le français, mais pas les deux, tout autre Etat affecté *n'aura pas le droit* d'appliquer la règle à l'égard de l'Etat qui aura fait la reserve.
Supposons, pour donner un exemple, que l'Espagne, ou l'Italie, ait exclu la langue anglaise et que le Da-

[21] La Convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, citée plus haut (article 24) autorise un Etat contractant à s'opposer à l'utilisation soit du français, soit de l'anglais, mais pas des deux langues, dans toute demande, communication ou autre document adressé à son Autorité centrale.

made no reservation. In that case Denmark cannot refuse to accept an application in French or English transmitted to its Central Authority by a transmitting authority in Spain or Italy, if it is not feasible to obtain a translation into Danish in Spain or Italy. If on the other hand Spain or Italy has under that paragraph made a reservation excluding the use of both English and French, Denmark is entitled to insist that the documents should be drawn up in Danish even though obtaining a translation into Danish would appear to be not feasible in Spain or Italy.

The modification of paragraph 2 of article 7 will be very helpful if the State of the transmitting authority and the State of the receiving Central Authority have accepted it without reservation. Whereas it may for instance be difficult to find Hungarian translators in Japan or Japanese translators in Hungary, there should be little, if any, difficulty in finding skilled translators of English or French in both countries. Thus for instance if an application for legal aid in English is sent from Japan to Hungary the Central Authority in Hungary should have no difficulty in retranslating the documents into Hungarian for the use of the Hungarian authority competent to determine the application.

The real value of paragraph 2 of this article will become clear, if ratifications or accessions are executed, without reservation, at least by the States which do not have English or French as official languages.

The next modification is in article 24. This permits a State, by filing a simple declaration, to list additional languages in which applications may be sent to its Central Authorities. Illustrations are Luxembourg, which probably will accept documents in German, and the Scandinavian countries, which probably will accept documents in all Scandinavian languages.

Article 25 regulates the problem of the State with more than one official language and which requires different languages in different parts of its territory. Switzerland was the conspicuous trilingual example and Belgium the bilingual one. Here, the State may file a declaration specifying which language must be used for designated parts of its territory.

Paragraph 3 of article 7 regulates the language in which communications emanating from the receiving Central Authority may be drawn up. The paragraph starts with the rule that communications emanating from the receiving Central Authority may be drawn up in the official or one of the official languages of the requested State or in English or in French. This rule does not, however, apply if the application forwarded by the transmitting authority is either in English or French or is accompanied by a translation into one of those languages. In that case communications emanating from the receiving Central Authority shall also be in one of those languages. This provision covers the situation where the application and supporting documents have been drawn up in English or French or have been translated into one of these languages due to the fact that it has not been feasible to obtain a translation into the language or one of the official languages of the requested State.
To illustrate, let us assume that the transmitting authority of Czechoslovakia has transmitted an application to the Japanese receiving Central Authority in English, since it has not been feasible to obtain a trans-

nemark n'ait pas fait de réserve. En pareil cas, le Danemark ne peut pas refuser d'accepter une demande en français ou en anglais transmise à son Autorité centrale par une autorité expéditrice en Espagne ou en Italie, s'il est difficilement réalisable de faire établir une traduction en langue danoise en Espagne ou en Italie. Par contre, si l'Espagne ou l'Italie a, par une réserve, exclu en vertu de l'alinéa 2, l'usage tant de l'anglais que du français, le Danemark est en droit d'insister pour que les documents soient rédigés en danois, même si l'obtention d'une traduction en danois est difficilement réalisable en Espagne ou en Italie.
La modification apportée par l'alinéa 2 de l'article 7 sera très utile lorsque l'Etat de l'autorité expéditrice et l'Etat de l'Autorité centrale réceptrice l'ont accepté sans faire de réserve. Alors qu'il peut, par exemple, être difficile de trouver des traducteurs hongrois au Japon ou des traducteurs japonais en Hongrie, il ne devrait y avoir aucune difficulté à trouver des traducteurs qualifiés en anglais ou en français dans ces deux pays. Ainsi, si, par exemple une demande d'assistance judiciaire en anglais est transmise du Japon en Hongrie, l'Autorité centrale en Hongrie n'aura aucune difficulté à faire retraduire les documents en langue hongroise afin que les autorités hongroises compétentes soient en mesure de statuer sur la demande.
On comprendra mieux l'utilité réelle de l'alinéa 2 de l'article 7 si des ratifications ou des adhésions se produisent sans que des réserves soient faites, tout au moins par des Etats dont la langue officielle n'est pas l'anglais ou le français.
La modification suivante se trouve à l'article 24. Celui-ci permet à tout Etat, au moyen d'une simple déclaration, de faire connaître la ou les langues additionnelles dans lesquelles les documents qui seront adressés à son Autorité centrale peuvent être rédigés ou traduits. Ce sera, par exemple, le cas du Luxembourg qui acceptera probablement des documents en allemand, et celui des pays scandinaves qui accepteront probablement des documents rédigés ou traduits dans l'une quelconque des langues scandinaves.
L'article 25 règle le problème des Etats qui ont plusieurs langues officielles et qui exigent une langue différente dans les différentes parties de leur territoire. La Suisse était l'exemple le plus frappant d'un Etat trilingue et la Belgique celui d'un Etat bilingue. Dans ce cas, l'Etat doit faire connaître, au moyen d'une déclaration, quelle langue doit être utilisée dans les diverses parties de son territoire.
L'alinéa 3 de l'article 7 indique la langue dans laquelle doivent être rédigées les communications émanant de l'Autorité centrale réceptrice. Cet alinéa énonce tout d'abord une règle, selon laquelle les communications émanant de l'Autorité centrale réceptrice peuvent être rédigées dans la langue ou dans l'une des langues officielles de l'Etat requis, ou en anglais ou en français. Cette règle n'est cependant pas applicable lorsque la demande transmise par l'autorité expéditrice est rédigée en français ou en anglais, ou est accompagnée d'une traduction dans l'une de ces langues. En pareil cas, les communications émanant de l'Autorité centrale réceptrice devront également être rédigées dans l'une de ces langues. Cette disposition vise le cas où la requête et les documents qui l'accompagnent ont été rédigés en anglais ou en français ou traduits dans l'une de ces deux langues, en raison du fait qu'il n'a pas été possible d'obtenir une traduction dans la langue, ou l'une des langues officielles, de l'Etat requis.
Supposons, pour donner un exemple, que l'Autorité centrale de la Tchécoslovaquie ait transmis une demande en langue anglaise à Autorité centrale japonaise, parce qu'il n'a pas été possible d'obtenir en Tchéco-

lation into Japanese in Czechoslovakia. If the Japanese Central Authority feels the need for more information and therefore communicates with the transmitting authority in Czechoslovakia in Japanese, then the latter authority would encounter a problem of obtaining a translation from Japanese into one of the official languages of Czechoslovakia. When the communication from the Japanese Central Authority, however, is drawn up in English or French or is accompanied by a translation into one of those languages, the transmitting authority in Czechoslovakia would, if necessary, have no difficulty in translating or retranslating the documents into one of the official languages of Czechoslovakia. Nothing is said in the Convention about certification of translations. It is thus left to the internal law and practice of each receiving State to decide when a translation is to be regarded as being reliable. It should, however, be noted that under article 10 all documents forwarded under Chapter I shall be exempt from legalization or any analogous formality.

Paragraph 4 of the article deals with the costs of translation arising from the application of the preceding paragraphs. The rule is that those costs should be borne by the requesting State. This solution is very fair, for it will divide the financial costs resulting from the legal aid between the two countries concerned; the requesting State will bear the costs as regards the translation and the requested State will bear the costs of the proceedings. However, where translations are made in the requested State, the costs of these translations shall be borne by the requested State and will not give rise to any claim for reimbursement on the part of that State.
The need to translate documents in the requested State may arise if the documents according to paragraph 2 of the article have been transmitted to the requested State in English or French and not in the language of that State. In that case it may firstly be necessary to translate the documents into the language of the requested State. Secondly, it may be necessary to translate communications emanating from the requested State into English or French. In both cases the requested State shall arrange the translation, and bear the costs.

Article 8 – Action by the Central Authority

The question of which authority determines an application for legal aid in the requested State depends on the internal law of that State. This may be the task of the Central Authority or any other authority in the requested State. According to paragraph 1 of the article the duty of the receiving Central Authority is either to determine the application, if it is within its competence, or in other cases to take such steps as are necessary to obtain a determination of the application by a competent authority.
According to paragraph 2 of the article, the Central Authority shall transmit requests for further information to the transmitting authority and inform it of any difficulty relating to the examination of the application and of the decision taken.

Article 9 – Applicants not residing in a Contracting State

Whereas article 5 deals with applicants habitually resident in a Contracting State, this article deals with the question of the channels through which applicants who do not reside in a Contracting State, *i.e.* nationals of Contracting States who do not reside in a Contracting

slovaquie une traduction en langue japonaise. Si l'Autorité centrale japonaise a estimé nécessaire d'obtenir des renseignements complémentaires et a adressé en conséquence une communication en langue japonaise à l'autorité expéditrice en Tchécoslovaquie, il sera difficile à celle-ci de la traduire du japonais dans une des langues officielles en Tchécoslovaquie. Mais, si la communication émanant de l'Autorité centrale japonaise est rédigée en anglais ou en français, ou si elle est accompagnée d'une traduction rédigée dans l'une de ces deux langues, l'autorité expéditrice en Tchécoslovaquie n'aura aucune difficulté à traduire ou à retraduire les documents dans l'une des langues officielles de ce pays.
La Convention est muette sur la question de la certification des traductions. Il appartient donc à l'Etat récepteur, conformément à sa loi interne, et à la pratique, de décider si la traduction doit être considérée comme fidèle. Il faut cependant signaler qu'aux termes de l'article 10, tous les documents transmis en application du chapitre premier sont dispensés de toute légalisation et de toute formalité analogue.
L'alinéa 4 de l'article 7 traite des frais de traduction entraînés par l'application des alinéas précédents. La règle est que ces frais demeurent à la charge de l'Etat requérant. Cette solution est équitable, car elle répartit entre les deux Etats intéressés les dépenses résultant de la demande d'assistance judiciaire: l'Etat requérant supporte le coût des traductions et l'Etat requis les frais de la procédure. Toutefois les traductions opérées, le cas échéant, par l'Etat requis demeurent à sa charge et ne pourront pas faire l'objet d'une demande de remboursement de la part de cet Etat.

La nécessité de traduire les documents dans l'Etat requis peut se présenter si les documents lui ont été transmis en anglais ou en français, plutôt que dans la langue de cet Etat, en vertu de l'alinéa 2 de l'article 7. En pareil cas, il peut tout d'abord être nécessaire de traduire les documents dans la langue de l'Etat requis. Il peut d'autre part être nécessaire de traduire en anglais ou en français les communications émanant de l'Etat requis. Dans les deux cas, l'Etat requis fera établir les traductions dont les frais resteront à sa charge.

Article 8 – Fonctions de l'Autorité centrale réceptrice

La question de savoir quelle autorité, dans l'Etat requis, statue sur la demande d'assistance judiciaire dépend du droit interne de cet Etat. Cette décision pourrait être soit de la compétence de l'Autorité centrale, soit de celle d'une autre autorité de l'Etat requis. Conformément à l'alinéa premier de l'article 8, l'Autorité centrale réceptrice statue sur la demande d'assistance judiciaire, si celle-ci est de sa compétence ou, dans le cas contraire, elle prend les mesures nécessaires pour que l'autorité compétente statue sur cette demande.
L'alinéa 2 de l'article prévoit que l'Autorité centrale réceptrice transmet les demandes de renseignements complémentaires à l'autorité expéditrice et l'informe de toutes les difficultés relatives à l'examen de la demande, ainsi que de la décision qui aura été prise.

Article 9 – Ressortissants ne résidant pas dans un Etat contractant

Alors que l'article 5 concerne les demandeurs qui ont leur résidence habituelle dans un Etat contractant, l'article 9 détermine les voies par lesquelles les demandeurs qui ne résident pas dans un Etat contractant, c'est-à-dire les ressortissants d'Etats contractants qui ne résí-

State and persons referred to in paragraph 2 of article 1, may submit applications for legal aid. Such persons, may, according to paragraph 1 of the article, submit their applications to the receiving Central Authority in the requested State through consular channels.

This provision does, however, not impose any obligation on a consul to transmit an application for legal aid made by a person who is not a national of the State of the respective consular agent. It only imposes an obligation on the Central Authority of the requested State to receive and take action on applications for legal aid submitted through consular channels when the applicant does not reside in a Contracting State. Thus it goes without saying that a consul (of a Contracting State) in a non-Contracting State is not obliged to transmit an application for legal aid if its transmission is in contradiction with the rules of public international law concerning consular relations. It was even discussed whether it should be explicitly mentioned in the article that the applicant can only address the consul of his country (*i.e.* the State of which the applicant is a national). It was, however, realized that difficulties may arise in practice if reference is made only to the consul of the State of which the applicant is a national, *inter alia*, since British consular channels are often used by citizens of Commonwealth countries.

The words 'may submit his application through consular channels' means that the normal procedural requirements of consular channels are to be observed, *i.e.* the consul is not allowed to transmit the application directly to the authorities of a State where he is not posted.
To illustrate, let us assume that the Federal Republic of Germany and Greece are Contracting States, whereas Mexico is a non-Contracting State. Thus, for instance, a Greek living in Mexico seeking legal aid in Germany can address the Greek consul in Mexico City, who will help him to transmit the application to the appropriate Greek consul in Germany, who will then transmit it to the appropriate German Central Authority.

However, any means open to an applicant who does not reside in a Contracting State of submitting his application to the competent authority in the requested State, be it under the internal law of that State or be it under another convention agreement, can according to paragraph 1 of the article be used by him. This appears from the words 'without prejudice to any other means open to him of submitting his application to the competent authority in the requested State', at the end of the paragraph. Having regard to paragraph 3 of article 4, an applicant covered by this paragraph may also submit his application through diplomatic channels.
Any Contracting State may, under paragraph 2 of this article, declare that its receiving Central Authority will accept applications submitted by other channels or methods. Thus, for instance, a Contracting State may declare that the applicant himself may submit his application directly to the Central Authority of the requested State, which authority will take action thereon. The wording of this paragraph is identical to that of article 5, paragraph 3.[22]

[22] The Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands shall, according to article 29, paragraph 2*a*, at the time of the deposit of the instrument of ratification or accession of the State concerned or at a later date be informed of such a declaration.

dent pas dans un Etat contractant et les personnes visées à l'alinéa 2 de l'article premier, peuvent soumettre leur demande d'assistance judiciaire. Ces personnes, aux termes de l'alinéa premier de l'article 9, peuvent soumettre leurs demandes à l'autorité compétente de l'Etat requis par la voie consulaire.
Cette disposition n'impose cependant pas à un consul l'obligation de transmettre une demande d'assistance judiciaire soumise par une personne qui n'est pas un ressortissant de l'Etat que le consul représente. Elle impose seulement à l'Autorité centrale de l'Etat requis de recevoir et de donner suite aux demandes d'assistance judiciaire présentées par la voie consulaire lorsque le demandeur ne réside pas dans un Etat contractant. Il va sans dire, par conséquent, qu'un consul représentant un Etat contractant dans un Etat non contractant, n'est pas tenu de transmettre une demande d'assistance judiciaire si cette transmission est contraire aux règles du droit international public en matière de relations consulaires. Même le point de savoir si l'article aurait expressément dû prévoir que le demandeur ne pourrait s'adresser qu'au consul qui représente son propre pays (c'est-à-dire l'Etat dont le demandeur est un ressortissant) a été discuté. On se rendit cependant compte que, dans la pratique, des difficultés pourraient naître si seul le consul représentant l'Etat dont le demandeur est un ressortissant était mentionné, notamment en raison du fait que les voies consulaires britanniques sont souvent utilisées par les pays du Commonwealth.
Les mots «pourrait ... transmettre sa demande par la voie consulaire» signifient que les procédures habituelles pour la transmission par la voie consulaire doivent être suivies, c'est-à-dire que le consul n'est pas autorisé à transmettre directement la demande aux autorités d'un Etat dans lequel il ne serait pas en poste.
Pour prendre un exemple, supposons que la République fédérale d'Allemagne et la Grèce soient des Etats contractants, alors que le Mexique est un Etat non contractant. Si un Grec, vivant au Mexique, cherche à obtenir l'assistance judiciaire en Allemagne, il peut s'adresser au consul de Grèce à Mexico, qui l'aidera à transmettre sa demande en Allemagne au consul de Grèce qualifié, lequel la transmettra alors à l'Autorité centrale allemande compétente.
Cependant, un demandeur qui ne réside pas dans un Etat contractant peut, aux termes de l'alinéa premier de l'article 9, soumettre sa demande à l'autorité compétente dans l'Etat requis par tous les moyens dont il dispose, soit en vertu du droit interne de cet Etat, soit en vertu d'une autre convention ou d'un autre accord. C'est ce qui ressort des mots «sans préjudice de toute autre voie par laquelle il pourrait soumettre sa demande à l'autorité compétente de l'Etat requis». Compte tenu de l'alinéa 3 de l'article 4, un demandeur visé par cet alinéa peut donc soumettre sa demande par la voie diplomatique.
Aux termes de l'alinéa 2 de l'article 9, chaque Etat contractant a la faculté de faire connaître que son Autorité centrale réceptrice «peut être saisie par tous autres voie ou moyen». Un Etat contractant a ainsi la faculté de déclarer, par exemple, que le demandeur peut directement soumettre sa demande à l'Autorité centrale de l'Etat requis, et celle-ci donnera suite à cette demande. Le texte de cet alinéa est identique à celui de l'alinéa 3 de l'article 5[22].

[22] Aux termes de l'alinéa 2*a* de l'article 29, le Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas sera informé d'une telle déclaration, soit au moment du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion de l'Etat intéressé, soit ultérieurement.

Article 10 – Legalization

This article eliminates any necessity for legalization or any analogous formality as concerns documents forwarded under this Chapter of the Convention. The term 'any analogous formality' covers *inter alia* that provided in the 1961 Hague Convention abolishing the requirement of legalization for foreign public documents.[23]

Article 11 – Charges

As in the case with article 5 of the European Agreement, services rendered under this Chapter, *i.e.* the transmission, reception and determination of an application for legal aid, shall not give rise to any charges. This article does not present any problems which require discussion in this Report.

Article 12 – Speed of handling

According to this article, applications for legal aid shall be handled expeditiously. This provision is directed to any authority dealing with the application, *e.g.* the receiving Central Authority and the court or authority which determines the application.

Article 13 – Extension of legal aid

This article deals with costs for legal assistance abroad in pursuance of proceedings, for which legal aid has been granted in accordance with article 1. Paragraph 1, which corresponds to article 24 of the 1954 Convention, provides firstly that service of documents in any other Contracting State in pursuance of the legally aided person's proceedings shall not give rise to any charges, regardless of the manner in which service is effected. Secondly, it provides as a rule that the same applies to letters of request and social enquiry reports. The only two exceptions from this rule are fees paid to experts (as in the 1954 Convention) and interpreters. The exclusion of the fees of interpreters was regarded as being necessary in the light of the high fees paid for oral interpretation. 'Interpreters' as used in this article does not include translators of documents.

Where a decision has been given in proceedings where a person has received legal aid in accordance with article 1, paragraph 2 of article 13 extends the benefit of legal aid to proceedings for recognition and enforcement of that decision in any other Contracting State. A similar provision is very common in conventions on recognition and enforcement of foreign judgments. Thus provisions on such an extension of legal aid are included *inter alia* in the Hague Convention on the Recognition and Enforcement of Foreign Judgments in Civil and Commercial Matters of 1971 (article 18) and in the Convention on the Jurisdiction and Enforcement

[23] A similar provision is included in many Hague Conventions, *inter alia* in article 23 of the aforementioned Convention on the Civil Aspects of International Child Abduction.

Article 10 – Légalisation

Cet article dispense de toute légalisation et de toute formalité analogue les documents transmis en application du chapitre premier de la Convention. L'expression «toute formalité analogue» vise, entre autres, les formalités indiquées dans la Convention de La Haye de 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers[23].

Article 11 – Frais

Cet article prévoit, comme l'article 5 de l'Accord Européen, que l'intervention des autorités compétentes pour transmettre, recevoir ou statuer sur les demandes d'assistance judiciaire en application du chapitre premier de la Convention est gratuite. Ce texte ne soulève aucun problème qui mérite discussion dans ce Rapport.

Article 12 – Urgence de l'instruction

Cet article stipule que l'instruction des demandes d'assistance judiciaire est effectuée d'urgence. Cette disposition s'adresse à toute autorité saisie de la demande, à savoir l'Autorité centrale réceptrice et tout tribunal ou autorité qui statue sur la demande.

Article 13 – Extension de l'assistance judiciaire

Cet article traite des frais d'assistance judiciaire à l'étranger relatifs aux procès pour lesquels l'assistance judiciaire a été accordée en application du premier alinéa de l'article premier, qui correspond à l'article 24 de la Convention de 1954. Il prévoit tout d'abord que les notifications et significations, quelle qu'en soit la forme, relatives au procès du bénéficiaire et qui seraient à faire dans un Etat contractant, ne peuvent donner lieu à aucun remboursement. Il prévoit ensuite que la même règle s'applique aux commissions rogatoires et aux enquêtes sociales. Deux seules exceptions à cette règle sont énoncées, les mêmes que dans la Convention de 1954: il s'agit des indemnités payées aux experts et aux interprètes. On jugea nécessaire d'exclure les sommes versées aux interprètes en raison des honoraires élevés qui leur sont accordés. Les «interprètes» visés dans cet article ne comprennent pas les traducteurs de documents.
Lorsqu'une instance dans laquelle l'assistance judiciaire a été accordée à une personne en application de l'article premier a donné lieu à une décision, l'alinéa 2 de l'article 13 étend le bénéfice de l'assistance judiciaire dans tout autre Etat contractant où cette personne sollicite la reconnaissance ou l'exécution de cette décision. On trouve fréquemment une disposition de ce genre dans les conventions relatives à la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers. C'est ainsi qu'une disposition portant sur une extension de l'assistance judiciaire figure à l'article 18 de la Convention sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers

[23] Des dispositions semblables figurent dans plusieurs Conventions de La Haye, notamment dans l'article 23 de la Convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants.

of Judgments in Civil and Commercial Matters, done in Brussels on 27 September 1968 (article 44).

Paragraph 2 of this article is 'optional'. Paragraph 2*b* of article 28 gives any Contracting State the right to exclude its application by making a reservation. Where a State has made this reservation, any other State may, according to paragraph 2*f* of article 28, refuse to apply paragraph 2 of article 13 to persons who are nationals of or habitually resident in the reserving State. As to the procedure for making and withdrawing reservations, see *infra* under E.

The need to make this reservation possible was due to the fact that the acceptance of this provision was felt by some delegates to have very far-reaching financial consequences. It was pointed out in Commission II that there was a great difference between providing in an enforcement convention for such an extension of legal aid granted in the proceedings where the judgment has been given, and providing for such an extension within the context of a legal aid convention. Where there exist no conventional rules on recognition and enforcement of the decisions, as is the case in the present Convention, the costs for securing recognition and enforcement in another Contracting State may be, according to some delegates, considerable, since in some countries it may well be necessary to reopen proceedings. It was further pointed out that it may sometimes very well in advance be quite clear that the person seeking to secure the recognition and enforcement in another Contracting State of a decision, given in the proceedings where he was granted legal aid in accordance with article 1, has no possibility to succeed, since the conditions for recognition and enforcement are not fulfilled. Furthermore paragraph 2 of the article may give those persons who have been granted legal aid in accordance with article 1 more rights than persons who are nationals of and habitually resident in the State where legal aid has been granted and the proceedings have taken place.

en matière civile et commerciale du premier février 1971, ainsi qu'à l'article 44 de la Convention sur la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, conclue à Bruxelles le 27 septembre 1968.

L'alinéa 2 de cet article est «optionnel». L'alinéa 2*b* de l'article 28 donne à tout Etat contractant le droit d'en exclure l'application en faisant une réserve. Lorsqu'un Etat a fait cette réserve, tout autre Etat pourra, aux termes de l'alinéa *f* de l'article 28, refuser d'appliquer l'alinéa 2 de l'article 13 aux ressortissants de l'Etat qui a fait la réserve, ainsi qu'aux personnes ayant leur résidence habituelle dans cet Etat. Pour la procédure à suivre pour faire et retirer une réserve, voir *infra, sub.* E.

La nécessité de pouvoir faire cette réserve est due au fait que certains délégués estimèrent que l'acceptation de cette disposition pourrait entraîner de sérieuses conséquences financières. On fit observer, au sein de la Commission II, qu'il y avait une profonde différence entre prévoir, dans une convention en matière d'exécution, l'extension de l'assistance judiciaire accordée dans une procédure ayant donné lieu à une décision et prévoir une telle extension dans le cadre d'une convention sur l'assistance judiciaire. Si, dans une convention, il n'existe aucune règle relative à la reconnaissance et l'exécution des décisions, comme c'est le cas de la présente Convention, les frais pour obtenir la reconnaissance ou l'exécution dans un autre Etat contractant pourraient, à en croire certains délégués, être considérables, puisque dans certains pays il serait peut-être nécessaire de rouvrir les débats. D'autre part, on fit observer qu'il sera parfois évident, longtemps à l'avance, que la personne qui sollicite la reconnaissance ou l'exécution, dans un autre Etat contractant d'une décision rendue dans une instance pour laquelle cette personne a obtenu le bénéfice de l'assistance judiciaire conformément à l'article premier, n'a pas la moindre chance d'obtenir satisfaction parce que les conditions nécessaires pour la reconnaissance et l'exécution ne sont pas réunies. Au surplus, l'alinéa 2 de l'article 13 pourrait conférer des droits plus étendus aux personnes auxquelles l'assistance judiciaire a été accordée conformément à l'article premier, qu'aux ressortissants qui résident habituellement dans l'Etat où l'assistance judiciaire a été accordée et dans lequel l'instance a pris place.

B CHAPTER II – SECURITY FOR COSTS AND ENFORCEABILITY OF ORDERS FOR COSTS (ARTICLES 14 TO 17)

This Chapter deals with security for costs (*cautio judicatum solvi*) and enforceability of orders for costs and revises Chapter III, articles 17 to 19, of the 1954 Convention; the rules of that Chapter reproduce those which had already appeared in the 1905 Convention.

It has already been remarked (*supra*, I, E) that the whole of Chapter II is optional for the Contracting States. The reasons therefore are set forth above (see I,E). The rule which provides for this optional character is paragraph 2*c* of article 28, according to which a Contracting State may reserve the right to exclude the application of Chapter II. Where a State has made this reservation, any other State may, according to paragraph 2*g* of article 28, refuse to apply Chapter II to persons who are nationals of or habitually resident in the reserving State. As to the procedure for making and withdrawing reservations, see *infra* under E.

B CHAPITRE II – CAUTION *JUDICATUM SOLVI* ET EXÉCUTION DES CONDAMNATIONS AUX FRAIS ET DÉPENS (ARTICLES 14 A 17)

Le chapitre II concerne la garantie des frais judiciaires (caution *judicatum solvi*) et l'exécution des condamnations aux frais et dépens; il revise le chapitre III (articles 17 à 19) de la Convention de 1954, dont les règles reproduisaient celles énoncées dans la Convention de 1905.

Nous avons déjà signalé (*supra*, I,E) que le chapitre II tout entier est optionnel pour les Etats contractants. Nous en avons exposé les raisons plus haut (voir I,E). Ce caractère optionnel résulte de l'alinéa 2*c* de l'article 28, aux termes duquel tout Etat contractant pourra se réserver le droit d'exclure l'application des dispositions du chapitre II. Lorsqu'un Etat aura fait cette réserve, tout autre Etat pourra, conformément à l'alinéa 2*g* de l'article 28 refuser d'appliquer les dispositions du chapitre II aux ressortissants de l'Etat qui aura fait la réserve, ainsi qu'aux personnes ayant leur résidence habituelle dans cet Etat. On trouvera ci-dessous, *sub.* E, la procédure pour faire ou retirer une réserve.

Under the 1954 Convention it is not possible to exclude completely the provisions on security for costs. According to article 32 a Contracting State may reserve the right to limit the application of article 17, which deals with exemption from security for costs of the nationals of Contracting States having their habitual residence in its territory. Such a limited reservation is of course possible also under the present Convention.

The system of the 1954 Hague Convention is founded on a sensible balance between exemption from security and ease of enforcement of judgments relating to costs and expenses. This balance has been preserved in Chapter II of the present Convention. However, the new provisions bring a modernisation to two areas: *firstly*, the extension of the benefit of exemption from requirements for security, *secondly*, the transmission of applications for enforcement of court orders for the payment of costs and expenses.

Article 14 – Exemption from giving security for costs

In its modern sense, the *cautio judicatum solvi* is the obligation placed on the plaintiff in an action at law to deposit a certain sum for the purpose of guaranteeing to the defendant the settlement without complication of the costs and expenses which the non-suited plaintiff may be ordered to pay. Article 17 of the 1954 Convention confers the benefit of exemption from security upon nationals of the Contracting States who are domiciled in one of those States and who are plaintiffs or parties intervening before the courts of another of those States. In this article of the present Convention this benefit, granted to persons who are both nationals of and habitual resident in a Contracting State, has been preserved. This benefit has moreover been extended to nationals of a non-Contracting State habitually resident in a Contracting State.
Paragraph 1 of this article does not in substance differ from the corresponding article (article 13) of the Preliminary Draft presented by the Special Commission but the drafting has been considerably improved in order to make the provision quite clear. Among other things, reference has explicitly been made to legal persons, *e.g.* companies and associations, in order to clarify that the provision applies not only to 'natural' persons but also to legal ones.

There is, however, no provision as to the question where a legal person for the purpose of the present Convention is considered to have his habitual residence. Thus this question has to be resolved by the law of the State where proceedings are to be or have been commenced. In this context it may, however, be mentioned that the criterion 'habitual residence' has already previously been applied as to legal persons, *inter alia*, in the Hague Convention on the Recognition and Enforcement of Foreign Judgments in Civil and Commercial Matters of 1971. The Supplementary Protocol to that Convention contains a definition of the habitual residence of a legal person (see paragraph 5 of that Protocol). This definition is, however, not necessarily a precedent which also applies to the present provision.

Paragraph 2 of this article is copied directly from paragraph 2 of article 17 of the 1954 Convention. According to this provision, persons (including legal persons) referred to in paragraph 1 are exempt from requirements as to security, bond or deposit of any kind of court fees. Thus those persons are exempt from security, bond or deposit not only as to the defendant's

La Convention de 1954 ne permet pas d'exclure complètement les dispositions relatives à la caution *judicatum solvi*. Aux termes de son article 32, un Etat contractant peut se réserver le droit de limiter l'application de l'article 17, qui concerne la caution *judicatum solvi*, aux nationaux des Etats contractants ayant leur résidence habituelle sur son territoire. Une telle réserve limitée est, bien entendu, possible en application de la présente Convention.
Le système de la Convention de 1954 est fondé sur un équilibre judicieux entre la dispense de caution et la facilité d'exécution des décisions relatives aux frais et dépens. Mais les nouvelles dispositions apportent à ce système une modernisation sur deux points: *tout d'abord*, elles élargissent le champ d'application de la dispense de caution et *deuxièmement*, elles visent la transmission des demandes pour l'exécution des décisions relatives aux frais et dépens.

Article 14 – Droit à la dispense de caution

Dans son acception actuelle, la caution *judicatum solvi* est l'obligation imposée au demandeur, dans une action en justice, de déposer une somme d'argent destinée à garantir au défendeur que les frais et dépens auxquels le demandeur débouté peut être condamné ne resteront pas à sa charge. L'article 17 de la Convention de 1954 accorde la dispense de la caution aux nationaux des Etats contractants ayant leur domicile dans l'un de ces Etats, qui sont demandeurs ou intervenants devant les tribunaux d'un Etat contractant. L'article 14 de la présente Convention maintient le bénéfice de cette dispense aux personnes qui, à la fois, sont des nationaux d'un Etat contractant et résident habituellement dans un de ces Etats. Ce bénéfice est, de plus, étendu aux nationaux d'un Etat non contractant qui ont leur résidence habituelle dans un Etat contractant.
L'alinéa premier de cet article ne diffère pas, sur le fond, de l'article correspondant (article 13) du projet de texte présenté par la Commission spéciale, mais sa rédaction a été considérablement améliorée, afin de rendre cette disposition tout à fait claire. En particulier, le texte mentionne expressément les personnes morales, c'est-à-dire les sociétés et les associations, afin de montrer clairement que la disposition ne s'applique pas seulement aux personnes «physiques» mais aussi aux personnes morales.
Cependant, aucune disposition ne porte sur la question de savoir, aux fins de la présente Convention, où une personne morale est considérée avoir sa résidence habituelle. Par conséquent, la réponse à cette question doit être cherchée dans la loi de l'Etat où la procédure doit être ou a été engagée. Il convient néanmoins de signaler, à cet égard, que le critère de la «résidence habibuelle» a déjà été utilisé au sujet des personnes morales, notamment dans la Convention sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale de 1971. L'alinéa 5 du Protocole additionnel de cette Convention donne une définition de la résidence habituelle d'une personne morale. Cette définition ne constitue cependant pas nécessairement un précédent applicable à la présente disposition.
L'alinéa 2 de l'article 14 reproduit textuellement l'alinéa 2 de l'article 17 de la Convention de 1954. Aux termes de cette disposition, les personnes (y compris les personnes morales) visées au premier alinéa sont dispensées du versement qui serait exigé d'elles pour garantir les frais judiciaires. C'est ainsi que ces personnes sont dispensées de cautions ou de dépôts, non seulement

costs and expenses which the non-suited plaintiff or a party intervening may be ordered to pay, but also as far as court fees are concerned.
It should, however, be observed that the exemption from giving security for costs under this article concerns only such situations where the internal law of the State where the proceedings are to be or have been commenced requires security for costs *by reason only* of the foreign nationality or of the absence of domicile or residence in that country on the part of persons who are plaintiffs and intervening parties. If thus, for instance, the internal law of the State where the proceedings are to be or have been commenced requires security for costs from all plaintiffs or parties intervening, wether aliens or nationals and whether domiciled resident or not in the State of the proceedings, such a regulation does not introduce any kind of discrimination into international relations and is not covered by the article.
In this context it may, however, be observed that according to article 21 nothing in this Convention shall be construed as limiting any rights in respect of matters governed by this Convention which may be conferred upon a person under the law of any Contracting State or under any other convention to which it is, or becomes, a party. Therefore, an explicit provision according to which all conventions under which Contracting States have agreed that the nationals will be exempt from providing security for costs or for payment of court fees regardless of domicile (or residence) shall continue to apply, similar to paragraph 3, article 17 of the 1954 Convention, was not regarded as necessary in the article.

Article 15 – Enforceability of orders for costs and expenses

The foremost argument for certain legal systems to require security for costs by reason of a foreign element connected with the person of the plaintiff[24] is the fact that a plaintiff who is neither a national of nor habitually resident in the State where proceedings are to be or have been commenced does not usually in that State have any income or assets which can be distrained if the plaintiff is non-suited and therefore ordered to pay costs and expenses. Therefore the exemption from security for costs has to be compensated for by ease of enforcement of orders relating to costs and expenses in a State where such a plaintiff usually has his assets, *i.e.* in general, the State where the non-suited plaintiff has his habitual residence. Therefore the exemption from security for costs in article 14 is limited to persons habitually resident in a Contracting State. There is, however, no reason to limit the ease of enforcement of such an order to the State where the non-suited plaintiff has his habitual residence since it may well be that he has tangible property in another Contracting State. Therefore the article provides, together with articles 16 and 17 – as was previously done in articles 18 and 19 of the 1954 Convention – for ease of enforcement in any other Contracting State of an order for payments of costs and expenses of proceedings, made in one of the Con-

[24] What is said about a plaintiff also applies to an intervening party.

pour les frais et dépens auxquels les demandeurs ou les intervenants déboutés pourraient être condamnés, mais aussi pour les frais judiciaires.
Relevons cependant que la dispense de caution ou de dépôt pour garantir les frais judiciaires prévue par l'article 14 ne concerne que les cas où la loi interne de l'Etat où l'action doit être ou sera intentée impose cette garantie *à raison uniquement,* soit de la qualité d'étranger, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays, aux personnes qui seront demandeurs ou intervenants. Si, par exemple, la loi interne de l'Etat où l'action doit être ou sera intentée impose une caution pour les frais et dépens à tous les demandeurs, qu'il s'agisse d'étrangers ou de nationaux et qu'ils soient ou non domiciliés dans l'Etat de la procédure, une telle réglementation n'apporte aucune discrimination dans l'ordre international, de sorte que l'article 14 n'entre pas en jeu.
Mais il convient de relever à ce sujet qu'aux termes de son article 21, aucune disposition de la présente Convention ne sera interprétée comme limitant les droits relatifs aux matières réglées par celle-ci qui pourraient être reconnus à une personne conformément aux lois d'un Etat contractant ou conformément à toute autre convention à laquelle cet Etat est, ou sera, partie. C'est pourquoi on jugea inutile de faire figurer, dans l'article 14, une disposition qui précisait que les conventions par lesquelles des Etats contractants auraient stipulé pour leurs ressortissants la dispense de la caution *judicatum solvi* ou de versement des frais judiciaires sans condition de domicile, continueraient à s'appliquer, comme le fait l'alinéa 3 de l'article 17 de la Convention de 1954.

Article 15 – Exécution des décisions relatives aux frais et dépens

Dans certains systèmes judiciaires, l'argument principal pour exiger une caution pour les frais judiciaires, en raison d'un élément étranger concernant la personne du demandeur[24] est le fait qu'un demandeur qui n'est pas un ressortissant de l'Etat où la procédure est, ou doit être, engagée, et qui n'a pas sa résidence habituelle dans cet Etat, ne dispose pas, le plus souvent, dans cet Etat, de revenus ou de biens, qui pourraient être saisis si le demandeur était débouté et, en conséquence, condamné aux frais et dépens. C'est pourquoi, pour compenser la dispense de caution pour les frais judiciaires, on facilite l'exécution des décisions concernant les frais dans un Etat où un tel demandeur possède généralement ses biens, c'est-à-dire, le plus souvent, l'Etat où le demandeur débouté a sa résidence habituelle. C'est la raison pour laquelle, dans l'article 14, la dispense de caution est limitée aux personnes ayant leur résidence habituelle dans l'un des Etats contractants. Il n'y a cependant aucune raison de limiter les facilités d'exécution d'une décision relative aux frais à l'Etat où le demandeur débouté a sa résidence habituelle, puisqu'il pourrait fort bien avoir des biens saisissables dans un autre Etat contractant. C'est la raison pour laquelle l'article 15, en conjugaison avec les articles 16 et 17 – qui correspondent aux articles 18 et

[24] Ce qui est dit d'un demandeur s'applique aussi à un intervenant.

tracting States against any person exempt from requirements as to security, bond, deposit or payment by virtue of article 14 or of the law of the State where proceedings have been commenced. Such an order shall thus, according to the present article, on the application of the person entitled to the benefit of the order, be rendered enforceable without charge in any other Contracting State. A corresponding provision is included in paragraph 1 of article 18 of the 1954 Convention.

The words 'or of the law of the State where the proceedings have been commenced' covers also the situation where the *cautio judicatum solvi* in general terms does not even exist in that State. Thus also those States, which are not acquainted with the *cautio judicatum solvi* have full benefit of this provision, since the orders for costs and expenses referred to in the article will, even when made in those States, be recognized and rendered enforceable in any other Contracting State.
It should be observed that the article does not cover orders against persons who are nationals of and domiciled, as well as resident, in the State where the proceedings have been commenced. It appears from article 15, read together with article 14, that also the first-mentioned article only relates to persons who are either not nationals of or not domiciled or resident in the State where the proceedings have been commenced.
The words 'the person entitled to the benefit of the order' cover both natural and legal persons. Thus the person concerned may also be a State or one of its authorities.
Moreover, it should be observed that the words 'be rendered enforceable without charge' only relate to the *exequatur* procedure, *i.e.* the procedure for obtaining an order for enforcement, but not to the enforcement itself.

The provision presupposes that a special procedure for rendering an order enforceable is necessary in the Contracting State concerned. Such a procedure is, however, unknown in some States. For instance, in Austria and Denmark no special procedure will be necessary to render an order for payment of costs and expenses referred to in the article enforceable, since such an order will be on the same footing as a domestic one from the beginning. The article does not impose any obligation upon those Contracting States where a special procedure for rendering a foreign court order enforceable is unknown and an order referred to in the article will be enforceable without any special procedure.

Article 16 – Machinery

This article provides the machinery for the transmission of applications for rendering enforceable orders to which article 15 applies. This machinery is exactly the same as that provided in articles 3 and 4 for the transmission of applications for legal aid. Thus each Contracting State shall, according to paragraph 1 of the article, designate one or more transmitting authorities for the purpose of forwarding to the appropriate Central Authority in the requested State (*i.e.* the State where the enforcement order is sought) applications for rendering enforceable orders to which article 15 applies and, according to paragraph 2, shall designate a Central Authority to receive such applications and to take the appropriate steps to ensure that a final decision on them is reached. Even those States where no special procedure for rendering a foreign court order enforceable

19 de la Convention de 1954 – prévoit de faciliter l'exécution, dans tout autre Etat contractant, des condamnations aux frais et dépens prononcées dans l'un des Etats contractants contre toute personne dispensée de la caution, du dépôt ou du versement, en vertu soit de l'article 14, soit de la loi de l'Etat où l'action est intentée. Conformément au présent article, une telle décision sera, à la demande du créancier, rendue gratuitement exécutoire dans tout Etat contractant. On trouve dans le premier alinéa de l'article 18 de la Convention de 1954 une disposition correspondante.
Les mots «soit de la loi de l'Etat où l'action est intentée» visent aussi le cas où la caution *judicatum solvi* n'existe pas, fut-ce en termes généraux, dans cet Etat. Par conséquent, même les Etats qui ne connaissent pas la caution *judicatum solvi* ont le bénéfice intégral de cette disposition, puisque les condamnations aux frais et dépens visées par l'article 15, même lorsqu'elles sont prononcées dans ces Etats, seront reconnues et rendues exécutoires dans tout autre Etat contractant.
Il faut signaler que l'article ne concerne pas les condamnations prononcées contre les personnes qui sont des nationaux et qui ont aussi leur résidence dans l'Etat où l'action a été intentée. En conjuguant l'article 15 avec l'article 14, il semblerait que le premier de ces articles ne concerne aussi que les personnes qui ne sont pas des nationaux de l'Etat où l'action a été intentée ou qui n'ont ni domicile ni résidence dans cet Etat.
Les mots «toute personne dispensée de la caution» visent tant les personnes «physiques» que les personnes «morales». Par conséquent, il peut s'agir d'un Etat ou de l'un de ses organes.
Il faut, au surplus, faire observer que les mots «seront ... rendues gratuitement exécutoires» ne visent que la procédure d'exequatur, c'est-à-dire la procédure permettant de rendre une décision exécutoire, mais ils ne concernent pas l'exécution elle-même.
La disposition présuppose qu'une procédure spéciale pour rendre une décision exécutoire est nécessaire dans l'Etat contractant intéressé. Cependant, une telle procédure est inconnue dans certains Etats. C'est ainsi, par exemple, qu'en Autriche et au Danemark, aucune procédure spéciale n'est nécessaire pour rendre exécutoire la condamnation aux frais et dépens mentionnée à l'article 15, puisqu'une telle décision sera, dès le début, sur un pied d'égalité avec une décision rendue dans le pays. L'article n'impose aucune obligation aux Etats contractants où une procédure spéciale pour rendre exécutoire une décision prononcée par un tribunal étranger est inconnue, et toute décision que l'article concerne sera donc exécutoire sans recours à une procédure spéciale.

Article 16 – Mécanismes

Cet article crée les mécanismes pour la transmission des demandes d'exequatur visées par l'article 15. Ces mécanismes sont exactement les mêmes que ceux établis par les articles 3 et 4 pour la transmission des demandes d'assistance judiciaire. C'est ainsi qu'aux termes du premier alinéa de l'article, chaque Etat contractant désigne une ou plusieurs autorités expéditrices chargées de transmettre les demandes d'exequatur visées par l'article 15 à l'Autorité centrale compétente dans l'Etat requis (c'est-à-dire l'Etat dans lequel la décision doit être prononcée). Cet Etat désigne aussi, en vertu de l'alinéa 2, une Autorité centrale chargée de recevoir les demandes et de prendre les mesures appropriées pour qu'une décision définitive soit prise à son égard. Même les Etats dans lesquels il n'existe aucune procédure spéciale pour rendre exécutoire une décision prononcée

exists have to designate these authorities. The task of the receiving Central Authority may in these States just be to confirm that the order is enforceable in the State concerned.
Paragraph 3 of the article is a literal reproduction of paragraph 2 of article 3.
Paragraph 4 provides that applications under this article shall be transmitted without the intervention of any other authority, without prejudice to an application being transmitted through diplomatic channels, and corresponds thus to paragraphs 2 and 3 of article 4.
A Contracting State may very well designate the same organs as transmitting authorities and receiving Central Authorities both under Chapter I and Chapter II of the Convention. This may be the most appropriate solution in many States. In other States, it may, however, be less appropriate or even impossible to designate the same organs as transmitting and receiving Central Authorities for the operation of both Chapter I and Chapter II. Therefore it was necessary to give Contracting States the possibility to designate organs to act as transmitting authorities and receiving Central Authorities for the operation of Chapter II different from those designated for the operation of Chapter I. The reproduction of articles 3 and 4 was therefore found necessary in this article.

In many cases it may, however, be more convenient for the person entitled to the benefit of the order not to use the machinery provided for in the article, but to make the application directly to the competent authority in the requested State. Therefore, paragraph 4 of the article provides that nothing in the article shall prevent applications from being made directly by the person entitled to the benefit of the order, unless the requested State has declared that it will not accept applications made in this manner. According to paragraph 2*a* of article 29, every Contracting State shall at the time of deposit of its instrument of ratification or accession, or at a later date, inform the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands of such a declaration.

Article 17 – Exequatur *proceedings*

This article revises article 19 of the 1954 Convention. The principle of the unilateral enforcement system, which allows for a simple and speedy procedure, has been preserved in this article. The recourse to the Central Authority of the requested State, which is accustomed to relations with foreign judicial authorities, has made it possible to avoid the rather heavy formalities for legalization and certification of documents envisaged in article 19, paragraph 2, of the 1954 Convention.
Paragraph 1 of the article specifies the documents by which an application for an enforcement order shall be accompanied. An application has firstly to be accompanied by a true copy of the relevant part of the decision, showing the names and capacities of the parties, and of the order for payment of costs and expenses. It is thus not necessary for the applicant to submit a complete text of the decision. Secondly, the applicant has to furnish any document necessary to prove that the decision is no longer subject to the ordinary forms of review in the State of origin and that it is enforceable there. The words 'no longer subject to the ordinary forms of review' mean that the decision has the force of *res judicata (force de chose jugée, Rechtskraft)*. Thus any form of review which may be possible after the decision has the force of *res judicata, e.g. restitutio in integrum (Wiederaufnahme)* is not to be regarded as an

par un tribunal étranger doivent désigner une Autorité. Le rôle de celle-ci, dans ces Etats, se bornera à confirmer que la décision est exécutoire dans l'Etat intéressé.
L'alinéa 3 de l'article 16 reproduit textuellement l'alinéa 2 de l'article 3.
L'alinéa 4 prévoit que les demandes sont transmises sans intervention d'aucune autre autorité. Cependant chaque Etat contractant a la faculté d'utiliser, aux mêmes fins, la voie diplomatique, conformément aux alinéas 2 et 3 de l'article 4.
Un Etat contractant peut désigner les mêmes organismes comme autorités expéditrice et réceptrice, tant en vertu du chapitre I que du chapitre II de la Convention. Dans de nombreux Etats, cette solution semblerait être la meilleure. Mais dans certains Etats, il pourrait être peu approprié, ou même impossible, de désigner les mêmes organismes pour jouer le rôle d'autorité tant expéditrice que réceptrice, conformément aux dispositions du chapitre I et du chapitre II. C'est pourquoi il a été nécessaire de donner aux Etats contractants la faculté de désigner des organismes différents pour agir comme Autorités centrales chargées de la transmission et comme Autorités centrales chargées de la réception, conformément au chapitre II d'une part et au chapitre I de l'autre. Il fut donc jugé nécessaire de reproduire dans l'article 16 les dispositions des articles 3 et 4.
Cependant, dans de nombreux cas, il peut être préférable pour le bénéficiaire de la décision de ne pas avoir recours aux mécanismes prévus par l'article, mais de présenter directement sa demande à l'Autorité compétente de l'Etat requis. C'est pourquoi l'alinéa 5 de l'article 16 prévoit que les dispositions des alinéas précédents ne font pas obstacle à ce que la demande d'exequatur soit présentée directement par le créancier, à moins que l'Etat requis n'ait déclaré s'y opposer. Aux termes de l'alinéa 2*a* de l'article 29, tout Etat contractant notifiera une telle déclaration au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas, soit au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, soit ultérieurement.

Article 17 – Procédure de l'exequatur

Cet article modifie l'article 19 de la Convention de 1954. Le principe d'un système unilatéral d'exécution assurant une procédure simple et rapide a été maintenu. Le recours à l'Autorité centrale de l'Etat requis, habituée à entretenir des rapports avec les autorités judiciaires étrangères, permet d'éviter les assez lourdes formalités de légalisation et de certification des documents visées par l'alinéa 2 de l'article 19 de la Convention de 1954.

Le premier alinéa de l'article désigne les documents qui doivent accompagner une demande d'exequatur. Toute demande doit d'abord être accompagnée d'une expédition conforme de la partie de la décision faisant apparaître les noms et qualités des parties, ainsi que du dispositif se rapportant aux frais et dépens. Le demandeur n'est pas tenu de présenter le texte intégral de la décision. En second lieu, le demandeur doit produire tout document de nature à prouver que la décision ne peut plus faire l'objet d'un recours ordinaire dans l'Etat d'origine et qu'elle est exécutoire. Les mots «ne plus faire l'objet d'un recours ordinaire» signifient que la décision a l'autorité de la chose jugée. Par conséquent, tout recours qui reste possible après que la décision a acquis l'autorité de la chose jugée (par exemple l'action *restitutio in integrum*) ne doit pas être considéré comme un recours ordinaire. Enfin, le demandeur devra produire une traduc-

ordinary form of review. Thirdly, the party shall furnish a translation, certified as true, of the above-mentioned documents into the language of the requested State, if they are not in that language.
As mentioned above, the procedure for rendering enforceable an order to which article 15 applies is unilateral. Thus, paragraph 2 of the article provides that the application shall be determined without a hearing. The competent authority in the requested State shall further be limited to examining whether the Convention is applicable to the order and whether the required documents have been produced. If the application has been refused due to the fact that the required documents have not been produced, this does of course not prevent the applicant from making a new application, accompanied by all the required documents.
As is the case with paragraph 4 of article 19 of the 1954 Convention, the authority competent to determine the application for an enforcement order shall, if so requested by the applicant, determine the amount of the costs of attestation, translation and certification. Those costs shall be treated as costs and expenses of the proceedings.
As mentioned above, the rather heavy formalities for the legalization and certification of documents envisaged in article 19, paragraph 2, of the 1954 Convention have been avoided in the new Convention. Thus, paragraph 4 of the article further contains a provision according to which 'no legalization or analogous formality may be required'.
The article does not, as does paragraph 1 of article 19 of the 1954 Convention, provide for an appeal by the losing party. This solution was regarded as appropriate because of the mechanical functions of the authority competent to determine the application. As mentioned above, the competence of this authority is limited to examining whether the Convention applies and whether the required documents have been produced, and it has no further discretionary powers. If the application is properly made, this authority must take the steps to make an order to which article 15 applies enforceable. The question of whether a decision made by the authority competent to determine the application is subject to appeal by the losing party depends completely on the internal law of the requested State. Thus, paragraph 3 of the article provides that there shall be no right of appeal against the decision of the competent authority, except in accordance with the law of the requested State.

tion certifiée conforme de ces documents, dans la langue de l'Etat requis, lorsqu'ils ne sont pas rédigés dans cette langue.

Comme nous l'avons signalé ci-dessus la procédure d'exequatur d'une décision à laquelle l'article 15 est applicable est unilatérale. C'est ainsi que l'alinéa 2 de l'article prévoit que l'autorité compétente de l'Etat requis statue sur les demandes d'exequatur sans entendre les parties. Elle se borne à examiner si les pièces requises ont été produites et si la Convention est applicable à la décision. Si la demande a été rejetée du fait que les documents requis n'ont pas été produits, le demandeur demeure libre de présenter une nouvelle demande accompagnée de tous les documents nécessaires.

L'autorité compétente pour statuer sur une demande d'exequatur évaluera – tout comme le prévoit l'alinéa 4 de l'article 19 de la Convention de 1954 – le montant des frais d'attestation, de traduction et de certification, qui sont assimilés aux frais et dépens du procès.

Nous venons de le souligner, les assez lourdes formalités de légalisation et de certification visées par l'alinéa 2 de l'article 19 de la Convention de 1954 ont été évitées dans la nouvelle Convention. L'alinéa 4 de l'article prévoit ainsi qu'«aucune légalisation ou formalité analogue ne peut être imposée».

Contrairement à l'alinéa premier de l'article 19 de la Convention de 1954, l'article 17 ne prévoit aucun recours pour la partie condamnée. Cette solution a été considérée appropriée du fait que l'autorité compétente pour statuer sur la demande se contente de vérifier la régularité apparente de la demande. En effet, nous l'avons vu, le rôle de l'autorité compétente se borne à examiner si la Convention s'applique et si les documents requis ont été produits: elle n'a aucun autre pouvoir discrétionnaire. Si la demande présentée semble régulière, cette autorité doit prendre les mesures nécessaires pour rendre exécutoire une décision à laquelle l'article 15 est applicable. Dans ces conditions, la question de savoir si une décision, rendue par l'autorité compétente pour statuer, est susceptible d'un recours dépend entièrement du droit interne de l'Etat requis. C'est pourquoi l'alinéa 3 de l'article prévoit que les parties n'ont d'autres recours contre la décision rendue par l'autorité compétente que ceux qui lui sont ouverts par la législation de l'Etat requis.

C CHAPTER III – COPIES OF ENTRIES AND DECISIONS RELATING TO CIVIL STATUS (ARTICLE 18)

Article 18

This article deals with the right for nationals of and persons habitually resident in any Contracting State to obtain copies of or extracts from entries in public registers and decisions relating to civil or commercial matters in another Contracting State. The article guarantees the right to obtain the documents covered by the article in another Contracting State, on the same terms and conditions as the nationals of that State. Thus, a national of a Contracting State or a person having his habitual residence in a Contracting State may in another Contracting State obtain a document referred to in the article without charge, on the same conditions as a national of that State. In those cases where a na-

C CHAPITRE III – COPIES DES ACTES ET JUGEMENTS RELATIFS A L'ETAT CIVIL (ARTICLE 18)

Article 18

Ce chapitre traite du droit pour les ressortissants de tout Etat contractant et pour les personnes qui y résident habituellement de se faire délivrer des copies ou des extraits de registres publics ou de décisions de justice dans un autre Etat contractant. L'article garantit le droit d'obtenir les documents visés dans les mêmes conditions que les nationaux. C'est ainsi que les ressortissants d'un Etat contractant et les personnes ayant leur résidence dans un Etat contractant pourront obtenir gratuitement un document mentionné, aux mêmes conditions que les nationaux de cet Etat. Si un ressortissant de l'Etat contractant est tenu de payer un droit pour se faire délivrer ce document, il ne pourra être exigé d'une personne

tional of the Contracting State from which the document is requested has to pay a fee to obtain such a document, no higher fee may be imposed on a person mentioned in the article by reason of his foreign nationality.
Further, the article guarantees a national of a Contracting State or any person having his habitual residence in a Contracting State the right to have the documents referred to in the article legalized, where necessary.

mentionnée dans cet article un droit plus élevé en raison de sa nationalité étrangère.

L'article garantit, au surplus, à un ressortissant d'un Etat contractant ou à une personne ayant sa résidence habituelle dans un Etat contractant, le droit de faire légaliser les documents mentionnés dans l'article lorsqu'une telle légalisation est nécessaire.

D CHAPTER IV – PHYSICAL DETENTION AND SAFE-CONDUCT (ARTICLES 19 AND 20)

This Chapter replaces Chapter VI of the 1954 Convention. The provision in article 20 on safe-conduct is, however, a novelty which does not exist in previous Hague Conventions.

Article 19 – Physical detention

This article revises article 26 of the 1954 Convention. As an indirect means of collecting debts of money, imprisonment for debt has been entirely abrogated in most of the Member States of the Conference. In most of those countries where it still exists it seems to be imposed only very rarely and entirely without discrimination between aliens and nationals. The Dutch Civil Code[25] and the Civil Code of Suriname nevertheless continue to be acquainted today with a system which as regards imprisonment for debt is discriminatory against aliens having no fixed domicile in the State concerned. Since the institution of a discriminatory system as regards imprisonment for debt is still positive law in the Netherlands and Suriname, it was found necessary that the provision of article 26 of the 1954 Convention should be retained in the present Convention. The scope of the provision abolishing the discrimination as regards the imprisonment for debt has, however, *ratione personae*, in this article been extended to cover, besides any national of the Contracting State, also any person having his habitual residence in a Contracting State. The advantage of this extension is that foreign workers who participate in the economy of the Contracting State where they have their habitual residence will not be subjected, in the case of debts contracted in States still practising imprisonment for debts, to a harsh and discriminatory procedure.

Article 20 – Safe-conduct

This article provides on certain conditions for safe-conduct for a person who is a national of or habitually resident in a Contracting State and who is summoned in order to appear as a witness or expert in proceedings in another Contracting State. Even though Chapter II of the 1954 Convention and as well the Convention on the Taking of Evidence Abroad of 1970 provide for

D CHAPITRE IV – CONTRAINTE PAR CORPS (ARTICLES 19 ET 20)

Ce chapitre remplace le chapitre VI de la Convention de 1954. Cependant, la disposition de l'article 20 relative au sauf-conduit constitue une innovation: on ne la trouve pas dans les précédentes Conventions de La Haye.

Article 19 – Contrainte par corps

Cet article modifie l'article 26 de la Convention de 1954. La contrainte par corps, comme moyen indirect de recouvrement des créances monétaires, a été entièrement abrogée dans la plupart des pays de la Conférence. Dans les quelques pays où elle existe encore, elle ne semble être appliquée que très rarement et sans aucune discrimination entre nationaux et étrangers. Le Code de procédure civile néerlandais[25] et le Code de procédure civile du Suriname continuent néanmoins à connaître aujourd'hui un système discriminatoire en matière de contrainte par corps à l'égard des étrangers sans domicile fixe dans le pays concerné. L'institution d'un système discriminatoire à l'encontre des étrangers étant encore de droit positif aux Pays-Bas et au Suriname, on jugea nécessaire de maintenir les dispositions de l'article 26 de la Convention de 1954 dans la présente Convention. La portée de la disposition de cet article éliminant toute discrimination en matière de contrainte par corps a cependant été, *ratione personae*, étendue de manière à ce qu'elle vise, non seulement les nationaux d'un Etat contractant, mais aussi toute personne ayant sa résidence habituelle dans un Etat contractant. L'avantage d'une telle extension est d'éviter que des travailleurs qui participent à l'économie des Etats contractants, où ils ont leur résidence habituelle, ne soient soumis, à l'occasion de dettes contractées dans des pays qui connaissent encore la contrainte par corps, à une procédure rigoureuse et discriminatoire.

Article 20 – Sauf-conduit

Cet article fixe certaines conditions relatives à l'immunité accordée à un ressortissant d'un Etat contractant ou à une personne qui a sa résidence habituelle dans un Etat contractant, cité à comparaître comme témoin ou expert devant les tribunaux d'un autre Etat contractant. Bien que le chapitre II de la Convention de 1954 ainsi que la Convention de 1970 sur l'obtention

[25] The Netherlands Government has recently decided to introduce a bill repealing the discriminatory provisions on arrest of aliens in the Dutch Civil Code.

[25] Le Gouvernement néerlandais a récemment décidé de déposer un projet de loi abrogeant les dispositions discriminatoires du Code de procédure néerlandais relatives à la contrainte par corps pour les étrangers.

letters of request, it may sometimes be very appropriate that a witness or an expert appear in person before the foreign court where the proceedings are to take place. If a person who is summoned as a witness or expert before a court in a foreign country runs the risk of being prosecuted or detained or subjected to any other restriction on his personal liberty in that country, he will usually not appear. Therefore, paragraph 1 of the article provides that a person who is a national of or habitually resident in a Contracting State and who is summoned by a court or a tribunal in another Contracting State, or with the leave of the court or tribunal, in order to appear as a witness or expert in proceedings in that State, shall not be liable to prosecution or detention or subjected to any other restriction of his personal liberty in the territory of that State, in respect of any act or conviction occurring before his arrival in that State.

This principle has been adopted in some bilateral and multilateral treaties and conventions, *inter alia*, in the European Convention on Mutual Assistance in Criminal Matters (article 12).
It should, however, be observed that this principle only applies when the witness or expert has been summoned *by name* by a court or tribunal in another Contracting State, or by a party with the leave of the court or tribunal. This safeguard is due to the fact that a person could otherwise be summoned by a party, not because of the necessity of his appearing as a witness or expert in the proceedings but in order to provide for him a method of entering the country without risk of prosecution or enforcement of sentence. Further, it should be observed that the immunity provided for in the article only applies to acts or convictions occuring *before* the person's arrival in the territory of the State where the proceedings take place.
The time for the immunity provided for in paragraph 1 of the article is limited. It shall, according to paragraph 2 of the article, commence seven days before the day fixed for the hearing of the witness or expert and shall cease when the witness or expert, having had, for a period of seven days from the date he was informed by the judicial authority that his presence is no longer required, an opportunity of leaving, has nevertheless remained in the territory or having left it, has returned voluntarily.
Article 20 is optional for the Contracting States. The rule which provides for this optional character is article 28, paragraph 1*d*, according to which a Contracting State may reserve the right to exclude the application of article 20. As to the procedure for making and withdrawing reservations, see *infra*, under E.

des preuves à l'étranger en matière civile et commerciale aient prévu les commissions rogatoires, il peut parfois être très utile qu'un témoin ou un expert comparaisse en personne devant un tribunal étranger où un procès est plaidé. Si une personne, citée à titre de témoin ou d'expert devant les tribunaux d'un pays étranger, court le risque d'être poursuivie ou détenue ou soumise à une restriction quelconque de sa liberté individuelle dans ce pays, elle refusera, le plus souvent, de comparaître. C'est pourquoi l'alinéa premier de l'article prévoit que lorsqu'un témoin ou un expert ressortissant d'un Etat contractant ou ayant sa résidence habituelle dans un Etat contractant est cité par un tribunal, ou par une partie avec l'autorisation d'un tribunal à comparaître dans un procès qui se déroule dans cet Etat, il ne peut être poursuivi, détenu ou soumis à une restriction quelconque de sa liberté individuelle sur le territoire de cet Etat pour des condamnations ou des faits antérieurs à son entrée sur le territoire de cet Etat.
Ce principe a été adopté dans quelques traités et conventions bilatéraux et multilatéraux, notamment dans l'article 12 de la Convention Européenne d'entraide judiciaire en matière pénale.
Il faut souligner, cependant, que ce principe ne s'applique que si le témoin ou l'expert a été cité *nommément* par un tribunal d'un autre Etat contractant ou par une partie avec l'autorisation d'un tribunal. Cette réserve est due au fait qu'une personne pourrait être citée par une partie, non pas parce que sa comparution comme témoin ou expert dans un procès est nécessaire, mais pour lui fournir le moyen d'entrer dans un pays sans risquer des poursuites ou l'exécution d'une condamnation. Il faut remarquer, au surplus, que l'immunité accordée par l'article ne s'applique qu'à des faits ou des condamnations *antérieurs* à l'entrée de la personne sur la territoire de l'Etat où le procès se déroule.

La durée de l'immunité accordée par l'alinéa premier de l'article est limitée. Aux termes de l'alinéa 2, elle commence sept jours avant la date fixée pour l'audition du témoin ou de l'expert et prend fin lorsque le témoin, ayant eu la possibilité de quitter le territoire pendant sept jours consécutifs après que les autorités judiciaires l'auront informé que sa présence n'était plus requise, sera néanmoins demeuré sur ce territoire ou y sera revenu volontairement après l'avoir quitté.

L'article 20 est optionnel pour les Etats contractants. La règle qui prévoit ce caractère optionnel est l'article 28, alinéa *d* selon lequel tout Etat contractant pourra se réserver le droit d'exclure l'application de l'article 20. En ce qui concerne la procédure à suivre pour faire, ou pour retirer une réserve, voir *infra, sub.* E.

E CHAPTER V – GENERAL PROVISIONS (ARTICLES 21 TO 30)

The most important general provisions have already been fully considered in the preceding discussions and will not be discussed again here.

Article 21 has been covered in the discussion of articles 5 and 14.
This is a most important article, which provides that nothing in this Convention shall be construed as limiting any rights in respect of matters governed by this Convention which may be conferred upon a person under the law of any Contracting State or under any other convention to which it is, or becomes, a party.

E CHAPITRE V – DISPOSITIONS GÉNÉRALES (ARTICLES 21 A 30)

Nous avons déjà étudié d'une façon approfondie, dans l'exposé qui précède, les dispositions générales les plus importantes. Nous n'y reviendrons pas.

L'article 21 a été examiné dans les commentaires sur les articles 5 à 14.
Il s'agit d'un article d'une grande importance qui énonce qu'aucune disposition de la Convention ne sera interprétée comme limitant les droits relatifs aux matières réglées par celle-ci, qui pourraient être reconnus à une personne conformément aux lois d'un Etat contractant ou à une autre convention à laquelle cet Etat est ou sera partie.

Articles 22 and 23 have been discussed in the introduction (I,C).

Articles 24 and 25 have been discussed in connection with article 7.

Article 26 deals with a need which may arise in the case of a composite State, and it has appeared in a number of other Hague Conventions. Its purpose is to meet the needs of States which lack the power to bind their territorial units by treaty, as well as to facilitate ratification of the Convention by a State containing some territorial units which favour the Convention and others which oppose it.

The provision in *article 27* has not appeared in previous Hague Conventions. This provision was, however, included as well in the Convention on the Civil Aspects of International Child Abduction. The aim of this article is to stress that the signature or ratification, acceptance or approval of, or accession to this Convention or making of any declaration under article 26 shall carry no implication as to the internal distribution of powers within the State concerned, when it has a system of government under which executive, judicial and legislative powers are distributed between central and other authorities in that State. This seemed to most delegations to be self-evident without any explicit provision. The provision was, however, adopted in order to avoid any constitutional difficulties, which possibly in this respect otherwise may occur in some countries.

Article 28, which provides reservations, has been discussed in connection with articles 1, 7 and 13, Chapter II and article 20. The reservation may be made only at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession and not thereafter. A reservation may be withdrawn at any time.

Article 29 contains conventional clauses dealing with the administration of the Convention by the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands. It does not seem to present any problems which require special additional comments.

Article 30 has been discussed in connection with articles 4 and 5.

F CHAPTER VI - FINAL CLAUSES (ARTICLES 31 TO 36)

The final clauses in *articles 31 to 36* were prepared by a general Committee on final clauses, set up by the Fourth Commission of the Conference. These articles correspond on the whole with the final clauses in other recent Hague Conventions.

Helsinki, 10 June 1981

GUSTAF MÖLLER

Les articles 22 et 23 ont été étudiés dans l'introduction (I,C).

Les articles 24 et 25 ont été examinés à l'occasion du commentaire sur l'article 7.

L'article 26 traite d'une nécessité qui peut naître dans le cas d'un Etat composite; cette disposition figure dans plusieurs autres Conventions de La Haye. Son objet est de satisfaire les besoins d'Etats qui n'ont pas le pouvoir de lier par traité les unités territoriales qui les composent, ainsi que de faciliter la ratification de la Convention par un Etat composite qui comprend des unités territoriales en faveur de la Convention et d'autres qui y sont opposées.

Les dispositions de *l'article 27* ne figurent dans aucune précédente Convention de La Haye. On les trouve cependant dans la Convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Cet article a pour objet de souligner que la signature, la ratification, l'acceptation ou l'approbation de la Convention, ou l'adhésion à celle-ci, ou une déclaration faite en vertu de l'article 26, n'emportera aucune conséquence quant au partage interne des pouvoirs dans un Etat, lorsque celui-ci a un système de gouvernement en vertu duquel les pouvoirs exécutif, judiciaire et législatif sont partagés entre les Autorités centrales et d'autres autorités de cet Etat. La plupart des délégations estimèrent que cette conclusion allait de soi sans qu'une disposition explicite soit nécessaire. La disposition fut cependant adoptée, afin d'éviter toutes difficultés constitutionnelles, possibles en ce domaine.

L'article 28, qui prévoit le droit de faire des réserves, a été étudié en même temps que les articles premier, 7 et 13, le chapitre II et l'article 20. Les réserves ne peuvent être faites qu'au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, et pas plus tard. Une réserve peut être retirée à tout moment.

L'article 29 contient les dispositions traditionnelles au sujet de la mise en application de la Convention, confiée au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas. Cet article ne semble soulever aucun problème nécessitant des commentaires additionnels.

Nous avons examiné *l'article 30* en étudiant les articles 4 et 5.

F CHAPITRE VI - CLAUSES FINALES (ARTICLES 31 A 36)

Les clauses finales des *articles 31 à 36* furent élaborées par le Comité sur les clauses finales, créé par la Quatrième commission de la Conférence. Dans l'ensemble, ces clauses correspondent aux autres clauses finales qui figurent dans d'autres récentes Conventions de La Haye.

Helsinki, 10 juin 1981

GUSTAF MÖLLER

Contents of the Report

		page
I	**Introduction**	260
A	*Origin of the Convention*	260
B	*General purposes of the Convention*	262
C	*Relationship between the present Convention and Conventions of 1905 and 1954*	263
D	*Parties to the Convention*	264
E	*Structure of the Convention*	264
II	**Article by article commentary on the Convention**	265
A	CHAPTER I – LEGAL AID (ARTICLES 1 TO 13)	265
	Article 1 – Persons entitled to legal aid	265
	Article 2 – Legal advice	267
	Article 3 – Central Authorities	268
	Article 4 – Transmitting authorities	269
	Article 5 – Submission of the application	271
	Article 6 – Assistance to the applicant	273
	Article 7 – The language problem	275
	Article 8 – Action by the Central Authority	277
	Article 9 – Applicants not residing in a Contracting State	277
	Article 10 – Legalization	279
	Article 11 – Charges	279
	Article 12 – Speed of handling	279
	Article 13 – Extension of legal aid	279
B	CHAPTER II – SECURITY FOR COSTS AND ENFORCEABILITY OF ORDERS FOR COSTS (ARTICLES 14 TO 17)	280
	Article 14 – Exemption from giving security for costs	281
	Article 15 – Enforceability of orders for costs and expenses	282
	Article 16 – Machinery	283
	Article 17 – Exequatur *proceedings*	284

Table du Rapport

		page
I	**Introduction**	260
A	*Les origines de la Convention*	260
B	*Objectifs généraux de la Convention*	262
C	*Rapports entre la présente Convention et les Conventions de 1905 et de 1954*	263
D	*Parties à la Convention*	264
E	*Structure de la Convention*	264
II	**Commentaires sur la Convention, article par article**	265
A	CHAPITRE I – ASSISTANCE JUDICIAIRE (ARTICLES 1 A 13)	265
	Article premier – Personnes pouvant bénéficier de l'assistance judiciaire	265
	Article 2 – Consultation juridique	267
	Article 3 – Les Autorités centrales	268
	Article 4 – Autorités expéditrices	269
	Article 5 – Présentation de la demande	271
	Article 6 – Fonction de l'autorité expéditrice	273
	Article 7 – Le problème de la langue	275
	Article 8 – Fonctions de l'Autorité centrale réceptrice	277
	Article 9 – Ressortissants ne résidant pas dans un Etat contractant	277
	Article 10 – Légalisation	279
	Article 11 – Frais	279
	Article 12 – Urgence de l'instruction	279
	Article 13 – Extension de l'assistance judiciaire	279
B	CHAPITRE II – CAUTION *JUDICATUM SOLVI* ET EXÉCUTION DES CONDAMNATIONS AUX FRAIS ET DÉPENS (ARTICLES 14 A 17)	280
	Article 14 – Droit à la dispense de caution	281
	Article 15 – Exécution des décisions relatives aux frais et dépens	282
	Article 16 – Mécanismes	283
	Article 17 – Procédure de l'exequatur	284

page

C CHAPTER III – COPIES OF ENTRIES AND DECISIONS RELATING TO CIVIL STATUS (ARTICLE 18) 285

Article 18 285

D CHAPTER IV – PHYSICAL DETENTION AND SAFE-CONDUCT (ARTICLES 19 AND 20) 286

Article 19 – Physical detention 286

Article 20 – Safe-conduct 286

E CHAPTER V – GENERAL PROVISIONS (ARTICLES 21 TO 30) 287

F CHAPTER VI – FINAL CLAUSES (ARTICLES 31 TO 36) 288

page

C CHAPITRE III – COPIES DES ACTES ET JUGEMENTS RELATIFS A L'ETAT CIVIL (ARTICLE 18) 285

Article 18 285

D CHAPITRE IV – CONTRAINTE PAR CORPS (ARTICLES 19 ET 20) 286

Article 19 – Contrainte par corps 286

Article 20 – Sauf-conduit 286

E CHAPITRE V – DISPOSITIONS GÉNÉRALES (ARTICLES 21 A 30) 287

F CHAPITRE VI – CLAUSES FINALES (ARTICLES 31 A 36) 288

Deuxième partie

Informations destinées à accompagner les documents notifiés à l'étranger

Part two

Information to accompany documents served abroad

Quatorzième session

Travaux préliminaires

Liste des documents préliminaires[1]

Note sur la proposition du Secrétaire général du Conseil de l'Europe relative aux informations destinées à accompagner les documents judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale transmis, signifiés ou notifiés à l'étranger. – *(Document préliminaire No 5 de novembre 1979 à l'intention de la Commission spéciale sur les travaux futurs et autres questions générales engageant la politique de la Conférence), infra* p. 295.

Projet de texte adopté par la Commission spéciale d'avril 1980 et Rapport de M. Gustaf Möller. – *(Document préliminaire No 8 de juillet 1980), infra* p. 306 et 308.

Observations des Gouvernements sur le Document préliminaire No 8. – *(Document préliminaire No 10 d'octobre 1980), infra* p. 321.

[1] La table des matières se trouve à la fin du présent tome.

List of Preliminary Documents[1]

Note about the proposal of the Secretary General of the Council of Europe concerning information to accompany judicial and extrajudicial documents to be sent or served abroad in civil or commercial matters. – *(Preliminary Document No 5 of November 1979 for the attention of the Special Commission on future work and other general questions involving the policy of the Conference), infra* p. 295.

Draft text adopted by the Special Commission of April 1980 and Report by Gustaf Möller. – *(Preliminary Document No 8 of July 1980), infra* pp. 306 and 308.

Comments of the Governments on Preliminary Document No 8. – *(Preliminary Document No 10 of October 1980), infra* p. 321.

[1] The Table of contents appears at the end of this volume.

Note sur la proposition du Secrétaire général du Conseil de l'Europe relative aux informations destinées à accompagner les documents judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale transmis, signifiés ou notifiés à l'étranger*

ETABLIE PAR LE BUREAU PERMANENT

1 Le Comité d'experts sur l'accès à la justice[1], établi au sein du Conseil de l'Europe dans le cadre du Comité européen de coopération juridique (CDCJ), s'est penché sur une proposition émanant de plusieurs délégations tendant à établir un système d'information devant accompagner les documents judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale transmis, signifiés ou notifiés à l'étranger.

2 Le Comité d'experts a pensé qu'il serait intéressant et utile de joindre à la notification un document avertissant le destinataire qu'il reçoit un acte susceptible d'affecter ses droits et intérêts et lui donnant des informations de base sur l'acte ainsi transmis, notamment les démarches qu'il peut faire pour protéger ses intérêts. Ce document serait utile dans tous les cas non seulement lorsque la notification se fait selon les modalités de la Convention de La Haye de 1965 mais également lorsqu'elle se fait d'une autre manière notamment par la voie postale. En effet le sommaire de l'acte à signifier prévu par la Convention de 1965 n'est transmis que dans le cas où on utilise le procédé de l'Autorité centrale. Or la Convention de 1965 réserve d'autres moyens de transmission traditionnels, encore largement utilisés, notamment la voie postale et la voie consulaire. Le Comité d'experts du Conseil de l'Europe a néanmoins hésité à traiter lui-même du problème pour deux raisons essentielles: tout d'abord pour éviter de créer dans l'esprit des practiciens une confusion entre le sommaire de l'acte à signifier prévu dans le cadre de la Convention de La Haye de 1965 et un nouveau document établi par une autre organisation internationale. Ensuite il lui a semblé qu'à raison de sa technicité en matière d'entraide judiciaire internationale et du cadre géographique plus large des Etats qui la composent que la Conférence de La Haye constituait un terrain particulièrement favorable à l'élaboration d'un document destiné à faciliter l'accès à la justice dans les relations internationales.

3 Le Comité d'experts du Conseil de l'Europe a donc décidé d'établir un Rapport qui donne un aperçu des problèmes que pose la transmission, la signification ou la notification de documents à l'étranger et qui contient des propositions assez structurées qui pourraient servir de base utile aux discussions de la Conférence.
Dans sa réunion de juillet 1979 le CDCJ a décidé de recommander au Comité des Ministres du Conseil de

* Ce document a fait l'objet du *Document préliminaire No 5* qui a été soumis à la Commission spéciale de février 1980 sur les travaux futurs et autres questions générales engageant la politique de la Conférence: voir *Actes et documents de la Quatorzième session*, tome I, *Matières diverses*, p. I-101.

[1] Ce Comité est à l'origine des travaux importants du Conseil de l'Europe relatifs notamment à l'assistance judiciaire et à la consultation juridique.

Note about the proposal of the Secretary General of the Council of Europe concerning information to accompany judicial and extrajudicial documents to be sent or served abroad in civil or commercial matters*

DRAWN UP BY THE PERMANENT BUREAU

1 The Committee of Experts on access to justice[1], established at the Council of Europe within the framework of the European Committee on Legal Co-operation (CDCJ), took under consideration a proposal emanating from several delegations under which there would be established a system for information to accompany judicial and extrajudicial documents to be sent or served abroad in civil or commercial matters.

2 The Committee of Experts thought that it would be interesting and useful for the document served to be accompanied by a notice informing the recipient that the document he has received may affect his rights of interests and giving him the basic information about the document so served, in particular the steps which he may take to protect his interests. This document would be useful not only in cases where the service is effected by the methods provided in the 1965 Hague Convention, but also where it is carried out in another way, in particular by mail. Indeed the summary of the document to be served as provided in the 1965 Convention is transmitted only when the procedures through the Central Authority are used. Now the 1965 Convention allows for other traditional means of transmission, still broadly utilised, in particular postal and consular channels. The Committee of Experts of the Council of Europe nevertheless hesitated to deal with the problem itself for two basic reasons: first, to avoid creating in the minds of practitioners confusion between the summary of the document to be served provided under the 1955 Hague Convention and a new document established by another international organization. Then, it seemed to the Committee that by reason of its technical experience in matters of international judicial co-operation and the larger geographic breadth of the States which belong to it, the Hague Conference was a particularly favourable plave for the preparation of a docuemnt designed to facilitate access to justice in international relations.

3 The Committee of Experts of the Council of Europe decided therefore to prepare a Report which would give an overview of the problems posed by the transmission and service of documents abroad, and which would contain rather tailored proposals which might serve as a useful base for the discussions of the Conference.
In its July 1979 meeting the CDCJ decided to recommend to the Committee of Ministers of the Council of Europe

* This document was issued as *Preliminary Document No 5* and submitted to the Special Commission of February 1980 on future work and other general questions involving the policy of the Conference: see *Acts and Documents of the Fourteenth Session*, Book I, *Miscellaneous matters*, p. I-101.

[1] This Committee was the source of significant work done by the Council of Europe concerning legal aid and advice.

l'Europe que soient transmis au Secrétaire général de la Conférence de La Haye le Rapport et les propositions en question. Ce qui fut fait par lettre du Secrétaire général du Conseil de l'Europe en date du 31 octobre 1979. Ces documents sont joints à la présente Note (voir *Addenda* I et II).

4 L'idée d'établir une note d'information destinée à accompagner les documents judiciaires à signifier ou notifier à l'étranger est digne d'intérêt dans la mesure où la formule utilisée tend à attirer l'attention du destinataire et à lui faciliter la compréhension d'un acte souvent obscur même s'il est rédigé dans sa propre langue. Malgré les efforts entrepris au niveau national ou international, la langue des actes judiciaires reste en effet souvent fort obscure. Si un Français, un Néerlandais ou un Italien reçoit par la poste un acte judiciaire en danois, pour pouvoir savoir simplement de quoi il s'agit, une importante dépense de frais de traduction devra être engagée. Si l'acte est complété par une notice en anglais et en français, il pourra soit de lui-même, soit aidé d'un ami ou d'un conseil, découvrir plus facilement ce qu'on réclame de lui et préparer sa défense.

Bien entendu l'établissement d'une telle note d'information soulève des problèmes importants qu'il conviendra de discuter plus à fond comme par exemple celui de la responsabilité de celui qui remplit la formule.
La question des traductions, qui a d'ailleurs partagé le Comité d'experts du Conseil de l'Europe, soulèvera comme à l'accoutumée de grandes difficultés.
Le règlement de ces questions techniques quelles qu'elles soient reste cependant tout à fait à la mesure des spécialistes de l'entraide judiciaire internationale qui ont l'habitude de se réunir à La Haye.

5 Un problème plus délicat et qui mérite spécialement l'examen de la Commission spéciale est celui de la politique à suivre dans l'élaboration d'un instrument éventuel.
La Conférence de La Haye, par tradition, élabore des conventions internationales. Cette tradition avait été mise en doute en 1960 par la délégation d'observateurs des Etats-Unis d'Amérique qui, à propos des méthodes de travail de la Conférence, avait proposé l'établissement de lois modèles. Ce problème a été examiné en détail lors de la Neuvième session et a donné lieu à des documents et rapports (voir *Actes et documents de la Neuvième session* (1960), tome I, p. 209 et s.). Finalement la Cinquième commission adopta une résolution en matière de lois modèles aux termes de laquelle «la Neuvième session reste convaincue de la nécessité de conserver à la Conférence un caractère diplomatique qui implique en tout premier lieu l'élaboration de conventions interétatiques sur la base de négociations et de concessions mutuelles» (*Actes et documents* préc., p. 249).

6 Il faut toutefois constater que des procédés moins contraignants que la convention traditionnelle gagnent du terrain sur le plan de l'unification du droit et qu'ils ont donné, dans d'autres organisations, de bons résultats.
On citera par exemple les résolutions du Conseil de l'Europe sur l'abaissement de l'âge de la majorité ou sur l'harmonisation de la notion de domicile et la suppression du domicile légal de la femme mariée qui ont été très largement suivies d'effets dans la plupart des Etats membres après que le Comité des Ministres ait recommandé les principes communs élaborés par des Comités d'experts. Ce procédé prend d'ailleurs un grand développement notamment en matière d'harmo-

that the Report and the proposals in question be forwarded to the Secretary General of the Hague Conference. This was done by letter of the Secretary General of the Council of Europe dated 31 October 1979. These documents are attached to this Note (see *Addenda* I and II).

4 The idea of establishing an informative notice to accompany the judicial documents to be served abroad is worthy of interest in so far as the form utilised tends to draw attention of the recipient and facilitate his understanding of a document which is often obscure, even when is is written in his own language. In spite of the effort undertaken at the national and international levels, the language of judicial documents remains indeed often very obscure. If a Frenchman, a Dutchman, or an Italian receives through the mail a judicial document in Danish, in order to be able simply to know what it is about, he must incur significant translation expenses. If the document is complemented by a notice in English and in French, he will be able either by himself of with the aid of friends of counsel, to discover more easily what is being claimed from him and to prepare his defence.
To be sure the preparation of such an informative notice raises significant problems that should be discussed in more depth, as for example, the liability of the person who fills in the form.
The question of translations, on which the Committee of Experts of the Council of Europe was divided, will raise as always great difficulties.
The handling of these technical questions, whatever they may be, remains, however, fully within the measure of the specialists in international judicial co-operation who customarily meet at The Hague.

5 A more delicate problem, which deserves special attention from the Special Commission, is that of the policy to be followed in the preparation of a possible instrument.
The Hague Conference, by its tradition, prepares international conventions. This tradition was questioned in 1960 by the delegation of observers from the United States of America, who in respect of the working methods of the Conference, proposed the preparation of model laws. This problem was examined in detail at the Ninth Session and it gave rise to documents and reports (see *Acts and Documents of the Ninth Session* (1960), Book I, p. 209 and following). Finally, the Fifth Commission adopted a resolution dealing with model laws and stating that 'the Ninth Session remains convinced of the necessity of preserving for the Conference a diplomatic character which implies in the first place the preparation of inter-State conventions based on negotiations and mutual concessions' (*Acts and Documents*, cited above, p. 249 – translation by the Permanent Bureau).

6 It is necessary, however, to realise that methods which are less constraining than the traditional convention are gaining ground in the field of unification of law and that they have given, in other organizations, good results.
Mention may be made for example of the resolutions of the Council of Europe on the lowering of the age of majority or on the harmonization of the concept of domicile and the elimination of the domicile of dependency for married women, which were very broadly followed by effects in most of the Member States after the Committee of Ministers recommended the common principles prepared by the Committee of Experts. This process moreover has taken on a broad development,

nisation des règles destinées à faciliter l'accès à la justice (par exemple les Résolutions du 18 février 1976 et du 2 mars 1978 relatives à l'assistance judiciaire et à la consultation juridique). On peut relever également qu'au sein de la Commission des Nations Unies pour le droit du commerce international (CNUDCI) une tendance se dessine nettement pour développer le système d'unification non contraignant. On notera par exemple que les centres d'arbitrage pour le commerce international et le règlement d'arbitrage de la CNUDCI ont été créés et adoptés par résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies. La Recommandation de l'Assemblée générale a eu un effet positif certain puisque ces centres d'arbitrage installés à Singapour et au Caire fonctionnent aujourd'hui de manière très satisfaisante.

7 Le procédé de la recommandation a d'ailleurs été utilisé *de facto* au sein de la Conférence par la Commission spéciale chargée d'étudier le fonctionnement de la Convention de 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger. On sait que cette Commission a élaboré un modèle de commission rogatoire internationale et en a recommandé l'emploi aux Autorités centrales des Etats contractants. Quoique émanant d'une simple Commission spéciale, cette Recommandation n'est pas négligée et semble faire corps avec la Convention elle-même puisque les organisations internationales qui se préoccupent des travaux de la Conférence reprennent le modèle de commission rogatoire en même temps que le corps de la Convention (c'est ce qui se passe par exemple au sein de l'Asian African Legal Consultative Committee et du Commonwealth Secretariat).

8 On peut donc se demander s'il ne conviendrait pas d'étudier la possibilité, au sein de la Commission spéciale de février, de proposer à la Session plénière, non seulement d'étudier le problème soumis par le Conseil de l'Europe, mais de tenter de le résoudre par le moyen d'une résolution ou recommandation qui pourrait être formellement adoptée par la Quatorzième session.

9 Sur le plan technique la Conférence dispose actuellement d'une Commission spéciale d'experts d'entraide judiciaire qui achève la revision de la Convention de 1954 sur la procédure civile. Il a été prévu, sur le plan budgétaire, que cette Commission spéciale puisse tenir une seconde session d'une semaine au printemps prochain. Si elle l'estime opportun, la Commission spéciale pourrait donc proposer que l'on réunisse les experts pour qu'ils procèdent à une première étude de la question soumise par le Conseil de l'Europe. Si cette étude est fructueuse, il ne semblerait pas impossible d'aboutir à l'élaboration d'un instrument non contraignant qui pourrait être adopté en séance plénière à la Quatorzième session. L'élaboration d'une véritable convention internationale fondée ou non sur la réciprocité demanderait au contraire plus de temps pour sa réalisation.

particularly for the harmonization of rules intended to facilitate access to justice (for example, the Resolutions of 18 February 1976 and 2 March 1978 concerning legal aid and advice). Likewise, it may be pointed out that within the United Nations Commission on International Trade Law (UNCITRAL) a tendency is clearly emerging to develop a non-constraining system of unification. It will be noted for example that the arbitration centres for international commerce and the arbitration rules of UNCITRAL were created and adopted by resolution of the General Assembly of the United Nations. The General Assembly's Recommendation has had a definite positive effect since arbitration centres installed at Singapore and at Cairo are operating today in a very satisfactory manner.

7 The recommendation procedure was also utilised *de facto* within the Conference by the Special Commission charged with studying the operation of the 1970 Convention on the Taking of Evidence Abroad. As is known, this Commission prepared a model form for international letters of request and recommended its use to the Central Authorities of the Contracting States. Although emanating from a mere Special Commission, this recommendation was not neglected and it seems to be merging with the Convention itself, since the international organizations which consider the work of the Conference pick up the model for letters of request at the same time as they do the body of the Convention (this is what happened for example in the Asian-African Legal Consultative Committee and in the Commonwealth Secretariat).

8 One may then ask whether it would not be desirable to study the possibility, within the Special Commission of February, of proposing to the Plenary Session not only to study the problem submitted by the Council of Europe but to try to resolve it by means of a resolution or recommendation which might be formally adopted by the Fourteenth Session.

9 On the technical level the Conference has on hand at the present time a Special Commission of Experts in judicial co-operation who are completing the revision of the 1954 Convention on Civil Procedure. It was foreseen, from the budgetary point of view, that this Special Commission might hold a second session of one week in the coming spring. If it considered this to be desirable, the Special Commission of February might then propose that those experts be called together in order to make a first study of the question submitted by the Council of Europe. If this study bears fruit, it might be possible to proceed to the preparation of a non-constraining instrument which could be adopted in the plenary sitting at the Fourteenth Session. The preparation of a true international convention, whether or not it is based on reciprocity, would require on the other hand more time in order to be achieved.

Addendum I

Lettre du Secrétaire général du Conseil de l'Europe, en date du 31 octobre 1979

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'honneur de vous informer que le Comité des Ministres, lors de sa 309ème réunion, tenue au niveau des Délégués du 15 au 19 octobre 1979, a décidé de donner suite à la recommandation du Comité européen de coopération juridique (CDCJ) de transmettre au Secrétaire Général de la Conférence de La Haye de droit international privé le rapport sur les informations destinées à accompagner les documents judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale transmis, signifiés ou notifiés à l'étranger, en le priant de soumettre dans les meilleurs délais les propositions contenues dans ce rapport à l'examen de la Conférence de La Haye.

Le rapport a été élaboré par le Comité d'experts sur l'accès à la justice (CJ-AJ) dans le cadre de ses travaux au sujet d'un projet de Résolution du Comité des Ministres sur les informations destinées à accompagner les documents judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale transmis, signifiés ou notifiés à l'étranger. Ce projet de Résolution contenait un projet de formulaire devant accompagner les documents en question.

Le Comité d'experts a eu le souci de ne pas faire se chevaucher les travaux du Conseil de l'Europe et ceux de la Conférence de La Haye. En effet, un certain nombre d'Etats membres du Conseil ont ratifié la Convention de La Haye de 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale, qui prévoit également que le document à notifier ou à signifier doit être accompagné d'un résumé lorsqu'il est envoyé à l'autorité centrale dans l'Etat où la notification doit avoir lieu. Or, il est apparu clairement que s'il devait y avoir un texte recommandé par le Conseil de l'Europe différent de celui de la Convention de La Haye de 1965, cela aboutirait vraisemblablement à une certaine confusion. Les experts ont toutefois été d'avis que le projet de Résolution et notamment le projet de formulaire devant accompagner les actes transmis, signifiés, ou notifiés à l'étranger contenaient des idées très intéressantes qu'il conviendrait d'approfondir.

Le Comité d'experts a donc préféré se limiter à l'élaboration d'un rapport qui donne un aperçu des problèmes que posent la transmission, la signification ou la notification des documents à l'étranger et contient des propositions sur une Note d'information qui pourrait être jointe aux documents ainsi transmis, sur les informations à faire figurer dans cette Note ainsi que sur la présentation d'une telle Note.

Le Comité d'experts a également décidé de proposer au CDCJ de transmettre ce rapport à la Conférence de La Haye pour les suites à y donner.

Au cours de sa 31ème réunion, tenue du 2 au 6 juillet 1979, le CDCJ a examiné le rapport du Comité d'experts et a décidé de recommander au Comité des Ministres de donner une suite favorable à la proposition mentionnée ci-dessus.

La présente lettre vous est adressée conformément à la décision précitée du Comité des Ministres; vous trouverez également ci-joint un exemplaire en français et un exemplaire en anglais du rapport dont il s'agit.

Espérant faire votre connaissance lors de votre prochain séjour à Strasbourg et pouvoir ainsi examiner les possibilités d'une coopération encore plus étroite entre nos organisations, je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de ma haute considération.

(signé) F. KARASEK

Addendum II

Informations destinées à accompagner les documents judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale transmis, signifiés ou notifiés à l'étranger

Rapport établi par le Conseil de l'Europe et transmis à la Conférence de La Haye de droit international privé

INTRODUCTION

Le nombre de documents relatifs à des procédures judiciaires et extrajudiciaires concernant des personnes physiques ou morales dans des Etats autres que ceux où ils sont émis ne cesse de croître. Un grand nombre de traités bilatéraux conclus entre des Etats membres du Conseil de l'Europe contiennent des dispositions précisant la manière dont ces documents doivent être transmis, signifiés ou notifiés, soit par les autorités judiciaires ou administratives, soit par les voies consulaires ou diplomatiques, soit enfin directement à l'intéressé. Il y a lieu de citer également la Convention de La Haye de 1954 relative à la procédure civile et la Convention de La Haye de 1965 relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires.

Addendum II

Information to accompany judicial and extrajudicial documents to be sent or served abroad in civil or commercial matters

Report prepared by the Council of Europe and transmitted to the Hague Conference on private international law

INTRODUCTION

The number of documents relating to judicial and quasi-judicial proceedings in one State which concern a person or body in another State are increasing. There are a large number of bilateral treaties between Member States of the Council of Europe which provide, in some way, for the service of documents, whether through judicial or administrative authorities, through consular or diplomatic channels or direct to the intended recipient. There are also the Hague Convention on Civil Procedure of 1954 and the Hague Convention on Service of Documents Abroad of 1965.

Lorsqu'un document doit être signifié ou notifié par l'intermédiaire d'une autorité centrale du pays du destinataire, celui-ci est d'ordinaire informé qu'il s'agit d'un document juridique qui appelle une action de sa part. Même si cette information ne lui est pas officiellement communiquée, il a la possibilité de s'informer auprès de la personne chargée de lui remettre le document. La plupart des conventions multilatérales et des conventions bilatérales permettent la transmission des documents à leurs destinataires par d'autres voies que celles de la signification ou de la notification à personne. La méthode la plus courante utilisée à cet effet est la remise par les soins du service postal. Le document peut être posté dans l'Etat d'origine ou dans l'Etat dans lequel réside le destinataire.

Les conventions qui prévoient la signification ou la notification d'actes par une autorité centrale ou judiciaire permettent aux Etats d'exiger une traduction du document si celui-ci n'a pas été rédigé dans la langue du destinataire. Une telle exigence ne peut pas être étendue aux actes transmis par la poste. Même si une traduction est exigée par l'Etat dans lequel réside le destinataire, cette traduction peut ne pas être requise par la loi de l'Etat d'origine dont le code de procédure civile ou les dispositions concernant la signification ou la notification d'actes judiciaires et extrajudiciaires peuvent permettre d'expédier certains de ceux-ci par voie postale, même si le destinataire est à l'étranger. Le problème qui se pose ainsi au destinataire est de comprendre la nature de l'acte reçu et les conséquences de toute action qu'il peut entreprendre ou omettre d'entreprendre après réception et, ce qui est le plus important, de comprendre ce que le document exige de sa part.

Pour les raisons exposées ci-dessus, il est souhaitable que tout acte judiciaire ou extrajudiciaire concernant une affaire civile ou commerciale transmis, signifié ou notifié à l'étranger soit accompagné d'un document contenant des informations qui aident le destinataire à en comprendre la nature ou à connaître ce qu'il est censé faire.

Un tel document d'information serait particulièrement utile lorsque l'acte est transmis par la poste, mais en général quelle que soit la méthode d'envoi, l'information contenue dans le document même devrait être suffisante pour que le destinataire (ou son conseiller) puisse comprendre ce qu'il peut faire pour sauvegarder ses droits et intérêts.

A cette fin, les principes figurant en Annexe I mériteraient d'être pris en considération. L'Annexe II énumère les renseignements qui devraient figurer dans le document d'information adressé au destinataire.

Where personal service of a document is to be effected by a central authority, the recipient will usually be told that this is a legal document and that it is a matter upon which he should take some action. Even if he is not told he has the opportunity to ask the person who serves the document upon him. Most conventions, whether multilateral or bilateral, however, allow documents to be served in some way other than personally upon the intended recipient. The most usual method provided as an alternative is by use of the postal service. The document may be posted in the State of origin or by someone in the State of receipt.

The conventions which provide for service through a central or judicial authority allow States to require a translation of the document if it is not written in the language of the recipient. Such a requirement may not be imposed where service is allowed through the post. Even if a translation is required by the law of the State of receipt this may not be necessary under the law of the State of origin whose code of civil procedure, or rules as to service, may well allow service of a particular document by post even if the intended recipient is abroad. The problem for the recipient is to understand the nature of the document he receives, the consequences of any action he might, or might not, take upon receipt of it and, perhaps most importantly, what the document requires him to do.

For the reasons given above, it is desirable that any document of a judicial or quasi-judicial nature in relation to a civil or commercial matter sent or served abroad should be accompanied by a notice containing certain information which would help the recipient in understanding the nature of the document and what action he can take in connection with it.

The major use of the notice would be when service is effected by post but generally the information contained in the document itself should be sufficient to enable the recipient (or his adviser) to understand what he may do to protect his rights or interests.

For this purpose, these principles set out in Appendix I deserve to be taken into consideration. Appendix II lists the information which the notice sent to the recipient should contain.

COMMENTAIRES SUR LES PRINCIPES

Principe 1

L'élément le plus important est l'avertissement du destinataire que l'acte transmis, signifié ou notifié a un caractère juridique et qu'il peut affecter ses droits ou ses intérêts. A cet avertissement devrait être jointe une invitation à solliciter en cas de doute un conseil juridique en ce qui concerne le contenu de l'acte reçu. Il serait difficile de préciser les possibilités offertes en matière de conseil car celles-ci varient considérablement d'un Etat membre à l'autre et c'est dans l'Etat où réside le destinataire que le conseil devrait être recherché en premier lieu. Dans ce contexte, il convient de rappeler les possibilités offertes par l'Accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire. D'autre

COMMENTS ON THE PRINCIPLES

Principle 1

The most important function of the notice is to inform the recipient that the document he has received is of a legal nature and that this may affect his rights or interests. Coupled with this is a suggestion that he should seek legal advice if in any doubt. It would be difficult to give details of the facilities available for obtaining advice as they differ considerably between Member States and it is the State of the recipient where the advice should first be sought. In this respect note should be taken of the possibility of making use of the European Agreement on the transmission of applications for legal aid. On the other hand, it may well be that in the State from which the document was sent

part, il se peut que dans l'Etat où l'acte a été émis il existe un organe qualifié pour dispenser les renseignements nécessaires et cette possibilité est évoquée au principe 3 ci-après.

Principe 2

Il ne s'agit pas de reproduire dans le détail les dispositions du document transmis, signifié ou notifié qui peuvent, bien entendu, remplir plusieurs pages. Une simple description, telle que «citation», «jugement» ou «sommation de payer» serait suffisante.

Principe 3

Il est important que le destinataire sache quelle autorité ou personne a fait établir le document car cette information pourrait ne pas ressortir clairement du document principal. Aussi est-il proposé que le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de l'autorité ou de la personne soient indiqués. Dans certains cas, le document sera émis par un tribunal ou par un juriste agissant au nom d'une personne physique ou morale ou enfin par celle-ci.

Principe 4

Il se peut que le document transmis, signifié ou notifié au destinataire n'indique pas de façon suffisamment claire l'identité du demandeur ou de la partie adverse. Pour cette raison, le document d'accompagnement devrait contenir une indication claire précisant le nom de la partie adverse dans la procédure engagée. Dans le cas d'un jugement, ce sera le nom de la personne qui a obtenu le jugement ou qui veut en poursuivre l'exécution.

Principe 5

Le document d'accompagnement doit préciser le nom et l'adresse du destinataire. Cette indication permettra à celui qui reçoit un document de savoir avec certitude si ce document lui est vraiment destiné; cet élément d'information peut en fait ne pas ressortir clairement de l'acte transmis, signifié ou notifié. Ce point est, il va de soi, très important. Le droit des Etats membres concernant la personnalité juridique varie beaucoup d'un Etat à l'autre et peut avoir de profondes incidences sur les procédures. Il est donc nécessaire que le destinataire sache aussitôt que possible en quelle qualité il est censé prendre telle ou telle décision ou, ce qui est plus important encore, en quelle qualité un jugement a été pris à son encontre.

Principe 6

Pour que le destinataire ou son conseil puisse déterminer l'action à prendre pour protéger ses intérêts et ses droits, le document d'accompagnement devrait contenir un bref sommaire du contenu du document principal et de ses effets sur les droits et intérêts du destinataire. Il suffira dans la plupart des cas d'indiquer par exemple que la demande fait suite à un accident de la circulation survenu un certain jour à un certain lieu ou qu'il s'agit d'une demande de pension alimentaire résultant d'un mariage ou d'un divorce de conjoints dont les noms sont précisés.
Dans l'hypothèse où le document d'information contient des indications inexactes, la question s'est posée de savoir quelles en seraient les conséquences tant au regard de la responsabilité de l'autorité ou de la personne dont émane le document d'information qu'au regard de la situation du destinataire de l'acte; cette question devrait être tranchée.

there is an agency which could assist and this possibility is dealt with in Principle 3 below.

Principle 2

It is not intended that the notice should simply reproduce the detailed provisions of the document which may, of course, run to many pages. A simple description, such as summons, judgment or order to pay would be sufficient.

Principle 3

It is important that the recipient should know the authority or person who caused the document to be issued as this may not be clear from the document. It is suggested that the name, address and telephone number of that authority or person should be given. In some States the document will be issued by a court and in others by a lawyer acting on behalf of another party or by that party himself.

Principle 4

The identity of the plaintiff or the other party may not be clear from the document served upon the recipient. For that reason the notice should contain a clear indication of the name of the opponent in the proceedings. In the case of a judgment, it will be the name of the person entitled to the judgment.

Principle 5

The notice should state the name and address of the intended recipient. This will enable the recipient of a document to know whether or not this document was intended for him as it may not be clear from the document itself. This is clearly of great importance. The substantive law of Member States as to legal persons is very different and may be of considerable importance in relation to any proceedings. The recipient should therefore be enabled to know at the earliest possible stage in what capacity he is being required to take some step or, perhaps more importantly, in what capacity a judgment has been given against him.

Principle 6

In order that the recipient or his legal adviser can determine the steps which the recipient should take to protect his rights or interests, the notice should contain a brief summary of the contents of the main document and its effect on the recipient's rights and interests. For instance, it will, in most cases, be enough to say that it is a claim arising out of a motor accident which took place on a certain day at a certain place or that it is a claim for maintenance arising out of a particular marriage or that it is an order for divorce between specified spouses.
The consequences of a notice containing incorrect information should be considered and a decision taken concerning the liability of the authority or person who issued the notice and the position of the recipient of the document.

Principes 7 et 8

Le document notifié au destinataire exigera souvent de celui-ci qu'il prenne certaines mesures avant une date donnée. La date est d'une grande importance pour le destinataire et il importe que la notification attire son attention sur ce point. Au cas même où le document ne mentionnerait pas une date limite mais où les règles de procédure de l'Etat d'origine prévoiraient un délai quelconque ou spécifieraient l'action qui découlerait d'un non-respect de ce délai, ceci devrait figurer dans le document d'accompagnement. Il suffit par exemple de dire qu'il y aura un jugement par défaut pour non-comparution, un jour donné, ou encore qu'une procédure exécutoire pourra commencer, etc.

Principe 9

Si le destinataire sait alors qu'il doit prendre des mesures avant une certaine date et qu'il connaît les conséquences qui en découleraient pour lui, il importe qu'il sache ce qu'implique la mesure exigée par le document, ou par les règles de procédure de l'Etat d'origine. Il se peut qu'il lui soit demandé de déposer un document particulier près du Tribunal, ou de comparaître un jour fixé. Il se peut également que dans certains systèmes juridiques le défaut de paiement d'une somme d'argent, le retour de marchandises ou le renoncement à la possession d'un bien à la date spécifiée aboutissent à une forme quelconque de procédure exécutoire. S'il a connaissance de la mesure, il doit aussi savoir comment procéder. Ceci peut consister à donner le nom et l'adresse d'un Tribunal où il doit comparaître ou auprès duquel il doit déposer un document particulier. Les systèmes juridiques des Etats membres varient beaucoup et la structure de leurs Tribunaux peut très bien ne pas être connue d'une personne qui ne réside pas dans cet Etat. C'est la raison pour laquelle le document d'accompagnement doit donner le nom et l'adresse complète du Tribunal compétent. Il se peut fort bien que cette information soit la même que celle donnée en vertu du principe 3 ci-dessus.

Principe 10

Il a semblé souhaitable que la notification soit accompagnée d'un document d'information même si la notification est transmise par l'intermédiaire d'une autorité centrale, d'un agent diplomatique ou consulaire ou de tout autre organe dans l'Etat du destinataire.

Principe 11

Il y a peut-être d'autres informations qui devraient être fournies au destinataire, notamment la possibilité d'une assistance judiciaire ou d'une consultation juridique concernant le contenu du document. Ceci a pour but de donner au destinataire toutes les informations essentielles lui permettant de protéger ses droits et intérêts. Lorsque ces informations ne sont pas couvertes par l'une des rubriques précédentes, elles doivent néanmoins être données au destinataire.

QUESTIONS DE TRADUCTION

Manifestement, l'un des problèmes majeurs auxquels se heurtera le destinataire s'il veut comprendre la nature du document qui lui a été notifié est que, dans bien des cas, ce document sera rédigé dans une langue qu'il ne comprend pas. Les principes figurant en Annexe I ne contiennent pas de suggestions quant à la langue ou les langues dans lesquelles le document d'information devrait être rédigé.

Principles 7 and 8

Often the document served on the recipient will require him to take certain steps by a specified date. The date is of great importance to the recipient and it is important that the notice should draw this date to his attention. Even if the document itself does not contain a time-limit or specify what action shall follow if something is not done within a specified time, this should be set out in the notice. It is enough, for instance, to say that there will be a judgment in default of appearance upon a certain day, or that enforcement procedures might begin, etc.

Principle 9

If the recipient then knows that he must take steps before a certain date and the possible consequences for him, it is important that he should be clear as to the step required by the document, or by the procedural rules of the State of origin. It may be that he is required to file a particular document at the court or tribunal or that he must attend on a particular day. In certain legal systems that failure to pay a sum of money, to return goods, or to give up possession of a property by the date specified will result in some form of enforcement procedure. If he has knowledge of the step he must also know how to carry it out. This may involve giving the name and address of a court or tribunal at which he must attend or file a particular document. The legal systems of Member States vary a great deal and the structure of their courts and tribunals may well be strange to a person who does not reside in that State. For that reason the notice should give the full name and address of the tribunal or court. This information may well be the same as that given under Principle 3 above.

Principle 10

It was considered desirable that the notice should be sent with a document for service even if it is for service through a central authority or diplomatic or consular agent or some other body in the State of the recipient.

Principle 11

There may be other information which the recipient ought to be given, in particular the availability of legal aid and advice in relation to the content of the document. The intention is that the recipient should be given all the essential information to enable him to protect his rights and interests. Consequently, where such information is not covered by one of the foregoing principles, it should nevertheless be given to the recipient.

MATTERS RELATING TO TRANSLATION

Clearly, one of the major problems for the recipient in understanding the nature of the document served upon him is that it will, in many cases, be in a language which he does not understand. The principles contained in Appendix I do not provide any suggestions as to the language or languages in which the notice should be drafted.

A ce sujet, les deux points de vue suivants ont été avancés:
Selon l'un de ces points de vue, le document d'information devrait être rédigé dans les deux langues officielles du Conseil de l'Europe, à savoir le français et l'anglais et aussi dans la langue de l'Etat d'où émane le document.
Il a été avancé que cette solution permettrait le contrôle par le juge de l'Etat d'origine de l'exactitude des mentions figurant dans le document d'information. En outre, elle serait de nature à éviter au départ des erreurs de traduction.
Cette solution présente des avantages tant sur le plan pratique que sur le plan financier, compte tenu des difficultés que l'on pourrait rencontrer dans l'Etat d'où émane le document initial pour traduire le document d'information dans la langue de l'Etat destinataire. Elle a été concrétisée sous la forme du document qui figure en Annexe II au présent rapport et en partant de l'hypothèse que la langue de l'Etat d'où émanait le document d'information était le norvégien.
Selon l'autre point de vue, en plus du français et de l'anglais, le document d'information devrait être traduit dans la langue de l'Etat dans lequel se trouve le destinataire; en effet, celui-ci est censé connaître dans la plupart des cas la langue de l'Etat où il est établi. Par conséquent, cette solution permettrait au destinataire de comprendre immédiatement le contenu du document et d'agir en conséquence. Il s'agit d'une solution qui répondrait davantage aux préoccupations de faciliter l'accès à la justice du défendeur. En outre, elle constitue une garantie minimum dans l'hypothèse où le document principal n'est pas traduit dans la langue de l'Etat dans lequel se trouve le destinataire.
Dans le cadre de la solution préconisée par cette tendance, quelques doutes ont été exprimés quant à l'utilité d'une traduction vers le français et l'anglais, dans l'hypothèse où aucune de ces deux langues n'était la langue de l'Etat dans lequel se trouve le destinataire. Une telle traduction pourrait cependant avoir son utilité lorsque le destinataire n'est pas un ressortissant de l'Etat dans lequel il se trouve.

In this respect the two following views were put forward:
One view was that the notice should be drafted in the two official languages of the Council of Europe, *i.e.* English and French and also in the language of the State of the origin of the notice.

It was pointed out that this solution would allow the court in the State of origin to ensure that the details contained in the notice were correct. In addition it would avoid translation mistakes being made at the outset.
This solution was more advantageous from both a practical and financial point of view taking account of the difficulties which might be encountered in the State of the initial document to translate the notice into the language of the recipient State. This solution has been used in the notice contained in Appendix II to this report in a case where the language of the State of origin of the notice is Norwegian.

The other view was that in addition to English and French the notice should be translated into the language of the State where the recipient is to be found; in fact in most cases the recipient understands the language of the State where he is established. Accordingly this solution would enable the recipient to understand the contents of the document immediately and to take the necessary steps. This solution gives better effect to the desire to facilitate access to justice by the defendant. In addition, it provides a minimum guarantee in cases where the main document has not been translated into the language of the State where the recipient is to be found.
Some doubts were expressed as to the usefulness of a translation into English and French in cases where neither of these two languages was the language of the State in which the recipient was to be found. Such a translation might however be useful when the recipient was not a national of the State in which he is to be found.

ANNEXE I

Principes

1 Un clair avertissement prévenant le destinataire que le document transmis, signifié ou notifié avec la notice est un document juridique pouvant affecter ses droits et intérêts et l'invitant, s'il a le moindre doute sur sa propre situation, à solliciter une consultation juridique sur le contenu du document.

2 Une indication sur la nature du document transmis, signifié ou notifié, indication suffisante pour permettre au destinataire de comprendre le but du document.

3 Une indication de l'autorité ou de la personne compétente ayant émis le document. Les nom, adresse et numéro de téléphone devraient être mentionnés afin de permettre au destinataire d'y demander des renseignements complémentaires, par exemple sur la possibilité d'obtenir l'assistance judiciaire et la consultation juridique. Dans le cas où des informations complémentaires ne peuvent être fournies qu'à un autre endroit, les nom, adresse et numéro de téléphone de cet endroit devraient également être mentionnés.

4 Les nom et adresse de la personne qui a la qualité de demandeur ou a obtenu le jugement joint au document ou qui est à l'origine de la transmission, de la signification ou de la notification.

APPENDIX I

Principles

1 A clear warning to the recipient that the document sent or served with this notice is a legal document which may affect his rights or interests and an invitation to seek legal advice on its contents if in any doubt about his position.

2 An indication of the nature of the document sent or served with sufficient precision for the recipient to understand its purpose.

3 An indication of the authority or person competent from which the document emanates. The name, address and telephone number should be given so that the recipient may enquire there for further details (*e.g.* about the availability of legal aid and advice). In the event that the further information is only available elsewhere, then this name, address and telephone number should be given in addition.

4 The name and address of the person or body making the claim or entitled to the judgment in the enclosed document or causing it to be sent or served.

5 Les nom et adresse du destinataire.

6 Un aperçu sommaire du document, aperçu suffisant pour permettre au destinataire de comprendre les conséquences ou les effets du document sur ses droits et ses intérêts.

7 Toute date dans le document qui est utile pour le destinataire au moment de la réception ou tout délai pouvant entraîner des conséquences pour le destinataire s' il n'entreprend pas une action avant l'expiration de ce délai.

8 Dans leurs grandes lignes, les conséquences pour le destinataire à défaut d'entreprendre une action à la date mentionnée ou avant l'expiration du délai comme par exemple le prononcé du jugement par défaut en cas de non-comparution à la date prévue ou le fait que le jugement deviendra exécutoire si une voie de recours n'est pas exercée avant l'expiration du délai.

9 Si possible, une indication sur l'action à entreprendre afin de se conformer aux conditions et exigences du document. Cette indication devrait préciser la localisation du tribunal où le destinataire ou son représentant devrait se rendre, ou l'adresse complète à laquelle les communications écrites devraient être transmises.

10 Lorsque le document est transmis par l'intermédiaire d'une autorité centrale, d'un agent diplomatique ou consulaire, d'un officier judiciaire ou de toute autre personne compétente, une indication sur la question de savoir si le destinataire peut refuser de recevoir le document et sur les conséquences d'un tel refus.

11 Toute autre information complémentaire sur le document quant aux exigences de la loi de procédure de l'Etat d'origine qui pourraient affecter les droits et intérêts du destinataire.

5 The name and address of the intended recipient.

6 A brief summary of the contents of the document sufficient to enable the recipient to understand its consequences or its effects on his rights and interests.

7 Any date in the document which is relevant to the recipient at the time of receipt, or any time-limit which may affect the recipient were he not to take some action before its expiry.

8 The consequences, in outline, of a failure on the part of the recipient were he not to take any action by or on the given date or before the expiry of a time-limit; such as the fact that judgment would be obtained against him in default of his appearance on the given date or that the judgment will become enforceable unless an appeal is lodged before the expiry of a time-limit.

9 An indication, if possible, of the action to take to comply with the terms or requirements of the document. This should include the precise location of any court or tribunal which the recipient or his representatives is to attend or the full address to which any written communication should be sent.

10 Where the document is served through a central authority, diplomatic or consular agent, judicial officer or other competent person, a statement as to whether the recipient may refuse to receive the document and an indication of the consequences if he does so.

11 Any other relevant information in relation to the document as to the particular requirements of the law or procedure of the State of origin which may affect his rights or interests.

[recto/front]

NOTE D'INFORMATION DESTINÉE A ACCOMPAGNER LES DOCUMENTS JUDICIAIRES OU EXTRAJUDICIAIRES EN MATIÈRE CIVILE OU COMMERCIALE A TRANSMETTRE, SIGNIFIER OU NOTIFIER A L'ETRANGER

INFORMATION TO ACCOMPANY JUDICIAL AND EXTRAJUDICIAL DOCUMENTS TO BE SENT OR SERVED ABROAD IN CIVIL OR COMMERCIAL MATTERS

INFORMASJON SOM SKAL FØLGE MED RETTSLIGE OG UTENRETTSLIGE DOKUMENTER SOM I SIVILE SAKER SKAL SENDES TIL ELLER FORKYNNES I UTLANDET

IMPORTANT

Le document joint est de nature juridique et peut affecter vos droits et intérêts. Vous pourrez apprécier sa nature et ses effets éventuels en lisant ou en faisant traduire ce qui figure au verso de cette page. En cas de doute, demandez une consultation juridique.

TAKE NOTICE

The enclosed document is of a legal nature and may affect your rights or interests. You may find out the nature and possible effects of the document by reading or obtaining a translation of the information given overleaf. If in any doubt, take legal advice.

VIKTIG

Veedlagte dokument er av juridisk karakter og kan få betydning for Deres rettigheter eller interesser. De kan gjøre Dem kjent med hovedtrekkene i dokumentets innhold og med mulige virkninger av dokumentet ved å lese eller få oversatt det som står på baksiden av dette arket. Er De i tvil, søk juridisk hjelp.

[verso/back]

1. Nature of the document (e.g. summons, judgment, order, etc.)
Nature du document (par exemple citation, jugement, sommation de payer, etc.)
Hva slags dokument gjelder det (f.eks. stevning, dom, betalingsoppfordring)

2. Originating authority or person (name, address and telephone number)
The recipient may make application to the above (name, address and telephone number) for further information about this document.
Autorité ou personne ayant émis le document (nom, adresse, numéro de téléphone)
Le destinataire peut s'adresser à l'autorité mentionnée ci-dessus (nom, adresse et numéro de téléphone) pour obtenir des renseignements complémentaires à propos de ce document.
Myndighet eller person som har utferdiget dokumentet (navn, adresse og telefon
Mottakeren kan henvende seg til ovennevnte (navn, adresse og telefonnummer) for ytterligere informasjon om dette dokumentet.

3. a. Name and address of the claimant
Nom et adresse du demandeur
Navn og adresse på den som fremsetter kravet

b. Name and address of the intended recipient
Nom et adresse du destinataire du document
Navn og adresse på den som dokumentet er rettet til

4. Brief summary of contents of document
(e.g. claim or judgment for divorce, alimony or maintenance, or for damages arising out of a traffic accident, etc.)
Aperçu sommaire du contenu du document
(par exemple demande ou jugement de divorce, pension alimentaire, dommages et intérêts résultant d'un accident de circulation, etc.)
Kort sammendrag av dokumentets innhold
(f. eks. krav på eller dom for skilsmisse, bidrag eller erstatning som følge av en trafikkulykke)

5. Effect of the document:
Effets du document:
Dokumentets virkning:

a. Any date or time-limit in the document with legal consequences for the recipient
Tous délais ou dates mentionnés dans le document entraînant des conséquences juridiques pour le destinataire
Enhver dato eller tidsfrist i dokumentet som kan være av rettslig betydning for mottakeren

b. Consequences of not taking action on the document
(e.g. judgment by default or enforceability or judgment, etc.)
Conséquences de l'inaction du destinataire du document
(par exemple, jugement par défaut, jugement rendu exécutoire, etc.)
Konsekvensen av ikke å reagere på dokumentet
(f. eks. uteblivelsesdom, dokumentet blir tvangskraftig e.l.)

c. To take action on the document the recipient should
Pour agir, le destinataire devrait
For å reagere på dokumentet bør mottakeren

appear at (+)
comparaître à (+)
møte frem ved (+)

write to (+)
écrire à (+)
skrive til (+)

6. Other relevant information
(e.g. the availability of legal aid and advice or the consequences of refusal to accept the document)
Toute autre information utile
(par exemple, la possibilité d'obtenir l'assistance judiciaire et la consultation juridique, ou les conséquences découlant du refus par le destinataire de recevoir le document)
Andre informasjonet av betydning
(f. eks. muligheten til å få fri sakforsel eller fritt rettsråd, eller virkningen av at mottakeren nekter å ta i mot dokumentet)

(+) Delete whichever is inappropriate and indicate with precision full details of the court or tribunal concerned
Rayer la mention inutile et préciser par des informations détaillées la localisation du Tribunal ou de la Cour
Stryk ut det som ikke passer og beskriv nøyaktig hvilken domstol det er tale om.

Commission spéciale

Note du Bureau Permanent

Conformément à la tradition ne sont pas reproduits les Documents de travail et Procès-verbaux des séances de la Commission spéciale.

Notice by the Permanent Bureau

As in the past, the Working Documents and the Minutes of the Special Commission's meetings have not been reproduced in this volume.

Projet de texte adopté par la Commission spéciale d'avril 1980[1] et Rapport de M. Gustaf Möller

Document préliminaire No 8 de juillet 1980

Recommandation établie à l'intention de la Quatorzième session

La Conférence,

AYANT pris connaissance du Rapport établi par le Conseil de l'Europe relatif aux «Informations destinées à accompagner les documents judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale transmis, signifiés ou notifiés à l'étranger», transmis à la Conférence de La Haye par lettre du 31 octobre 1979;

CONSTATANT le progrès qu'a constitué, tant en matière juridique que sur le plan de l'information des justiciables, l'établissement d'une formule modèle sur les «éléments essentiels de l'acte» par la Convention de La Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale;

RECONNAISSANT qu'il est hautement souhaitable qu'une telle formule, susceptible d'être complétée, accompagne tout document de nature judiciaire ou extrajudiciaire [en matière civile ou commerciale] transmis ou notifié à l'étranger pour donner au destinataire de l'acte un premier aperçu de sa nature et de son objet;

ETANT CONVAINCUE qu'il est de l'intérêt d'une bonne administration de la justice qu'une seule formule soit utilisée, que la transmission de l'acte intervienne ou non par la voie des Autorités centales instaurées par la Convention de 1965;

CONSIDÉRANT que la modification de la formule des «éléments essentiels de l'acte» annexée à la Convention de 1965, impliquerait une revision de cette Convention, ce qu'il ne paraît pas opportun d'entreprendre;

[RECOMMANDE aux Etats membres qu'ils prennent] ou [EXPRIME le Voeu que tout Etat prenne] les mesures appropriées pour assurer que tout acte judiciaire ou extrajudiciaire [en matière civile ou commerciale], transmis ou notifié à l'étranger en application ou non de la Convention de 1965, sera dans tous les cas accom-

[1] Voir *supra*, Première partie, p. 51 la liste des participants à la Commission spéciale.

Draft text adopted by the Special Commission of April 1980[1] and Report by Gustaf Möller

Preliminary Document No 8 of July 1980

Recommendation drawn up for the attention of the Fourteenth Session

The Conference,

HAVING taken cognizance of the Report prepared by the Council of Europe on 'Information to accompany judicial and extrajudicial documents to be sent or served abroad in civil or commercial matters', transmitted to the Hague Conference by letter dated 31 October 1979;

TAKING note of the benefits that have been derived, both for legal proceedings and for the information of litigants, from the creation of a model 'Summary of the document' by the Hague Convention of 15 November 1965 on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters;

RECOGNIZING that it is highly desirable that such a form, capable of improvement, accompany any document of a judicial or extrajudicial nature [in relation to a civil or commercial matter] sent or served abroad in order to give the recipient a preliminary understanding of the nature and purpose of the document;

BEING CONVINCED that it is in the interests of good judicial administration that only one form of summary should be used, whether the service is made through the channels of the Central Authorities created under the 1965 Convention or not;

HAVING taken into consideration that to modify the form of the 'Summary of the document' annexed to the Service Abroad Convention would require revision of that Convention, which is not opportune to undertake;

[RECOMMENDS Member States to] or [EXPRESSES the Wish that all States will] take appropriate steps to ensure that any judicial or extrajudicial document [in relation to a civil or commercial matter] sent or served abroad – whether or not under the 1965 Convention – will always be accompanied by a summary in the form

[1] See *supra*, Part I, p. 51 the list of participants in the Special Commission meeting.

pagné de la formule annexée à cette Convention, formule ainsi complétée:

a identité et adresse du destinataire:

b l'*avertissement* suivant, qui sera rédigé en langue française et en langue anglaise, et qui pourra en outre être rédigé dans la langue ou une des langues officielles de l'Etat d'origine de l'acte:

TRÈS IMPORTANT

LE DOCUMENT CI-JOINT EST DE NATURE JURIDIQUE ET PEUT AFFECTER VOS DROITS ET OBLIGATIONS. LES «ÉLÉMENTS ESSENTIELS DE L'ACTE» VOUS DONNENT QUELQUES INFORMATIONS SUR SA NATURE ET SON OBJET. IL EST TOUTEFOIS INDISPENSABLE DE LIRE ATTENTIVEMENT LE TEXTE MÊME DU DOCUMENT. IL PEUT ÊTRE NÉCESSAIRE DE DEMANDER UN AVIS JURIDIQUE.

SI VOS RESSOURCES SONT INSUFFISANTES, RENSEIGNEZ-VOUS SUR LA POSSIBILITÉ D'OBTENIR L'ASSISTANCE JUDICIAIRE ET LA CONSULTATION JURIDIQUE SOIT DANS VOTRE PAYS SOIT DANS LE PAYS D'ORIGINE DU DOCUMENT.

[LES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS SUR LES POSSIBILITÉS D'OBTENIR L'AIDE JUDICIAIRE OU LA CONSULTATION JURIDIQUE DANS LE PAYS D'ORIGINE DU DOCUMENT PEUVENT ÊTRE ADRESSÉES: .....]

c les *éléments essentiels* de l'acte selon la formule modèle annexée à la Convention.
Les mentions imprimées dans cette formule seront rédigées en langue française et en langue anglaise et pourront, en outre, être rédigées dans la langue ou une des langues officielles de l'Etat d'origine de l'acte. Les blancs correspondant à ces mentions seront remplis soit dans la langue de l'Etat où le document doit être adressé, soit en langue française, soit en langue anglaise.

d dans les cas où la transmission de l'acte n'intervient pas par le jeu des Autorités centrales instaurées par la Convention, il convient d'ajouter à la première mention:

nom et adresse de l'autorité requérante [ou autorité ou personne ayant fait établir l'acte].**

as annexed to said Convention, the latter being supplemented as set forth hereinafter:

a identity and address of the addressee:

b the following *notice*, which is to be written in English and in French and which may, in addition, be written in the official language or one of the official languages of the State of origin of the document:

IMPORTANT

THE ENCLOSED DOCUMENT IS OF A LEGAL NATURE AND MAY AFFECT YOUR RIGHTS AND OBLIGATIONS. THE 'SUMMARY OF THE DOCUMENT TO BE SERVED' WILL GIVE YOU SOME INFORMATION ABOUT ITS NATURE AND PURPOSE. YOU SHOULD HOWEVER READ THE DOCUMENT ITSELF CAREFULLY. IT MAY BE NECESSARY TO SEEK LEGAL ADVICE.

IF YOUR FINANCIAL RESOURCES ARE INSUFFICIENT YOU SHOULD SEEK INFORMATION ON THE POSSIBILITY OF OBTAINING LEGAL AID OR ADVICE EITHER IN THE COUNTRY WHERE YOU LIVE OR IN THE COUNTRY WHERE THE DOCUMENT WAS ISSUED.

[ENQUIRIES ABOUT THE AVAILABILITY OF LEGAL AID OR ADVICE IN THE COUNTRY WHERE THE DOCUMENT WAS ISSUED MAY BE DIRECTED TO: .....]

c the *summary* of the document in accordance with the model form annexed to the Convention.
The standard terms in the model shall be written in English and French and may also be written in the official language, or in one of the official languages of the State in which the document originated. The corresponding blanks shall be completed either in the language of the State to which the document is to be sent, or in English or French.

d in the case where the transmission of the document is not made through a Central Authority created under the Convention, the following addition should be made to the first item:

name and address of the requesting authority [or authority or person who caused the document to be issued].**

Report of the Special Commission by Gustaf Möller

Rapport de la Commission spéciale établi par M. Gustaf Möller

TRADUCTION DU BUREAU PERMANENT

I INTRODUCTION

1 Following a decision made by the Committee of Ministers of the Council of Europe at its 309th Session, the Secretary General of the Council of Europe transmitted by letter dated 31 October 1979 to the Secretary General of the Hague Conference on Private International Law a Report on *Information to accompany judicial and extrajudicial documents to be sent or served abroad in civil or commercial matters*. This Report was prepared by the Committee of Experts on access to justice, established at the Council of Europe within the framework of the European Committee on Legal Co-operation (CDCJ). The Secretary General of the Council of Europe requested in his letter that the Secretary General of the Hague Conference submit the suggestions which were included in the above-mentioned Report for further study and examination within the Hague Conference.

2 Having regard to the letter of the Secretary General of the Council of Europe, the Permanent Bureau of the Hague Conference proposed a Note about this proposal. This Note, to which the above-mentioned Report and the letter of the Secretary General of the Council of Europe were annexed, were submited by the Permanent Bureau to the Governments of the Member States of the Conference.[1]

3 The Special Commission on Miscellany attached great importance to this new subject and requested the Secretary General to convene a Special Commission on the topic in April 1980; this body could also then study a few points left over by the Special Commission on the Revision of Chapters III to VI of the 1954 Convention on Civil Procedure which had met in May-June 1979.[2] it was moreover thought that the Special Commission should study the possibility for the Fourteenth Session to adopt a Resolution or Recommendation to deal with the proposal of the Council of Europe.

4 Following these conclusions the Special Commission of Experts which had already prepared the Re-

[1] Preliminary Document No 5 for the attention of the Special Commission on Miscellany, which sat at The Hague from February 4–8, 1980.
[2] See Preliminary Document No 7.

I INTRODUCTION

1 En raison d'une décision prise par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe au cours de sa 309ème Session, le Secrétaire général du Conseil de l'Europe, par lettre du 31 octobre 1979, a transmis au Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé, un Rapport sur les *Informations destinées à accompagner les documents judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale transmis, signifiés ou notifiés à l'étranger*. Ce Rapport avait été rédigé par le Comité d'experts sur l'accès à la justice, établi au sein du Conseil de l'Europe dans le cadre du Comité européen de coopération juridique (CDCJ). La lettre du Secrétaire général du Conseil de l'Europe demandait au Secrétaire général de la Conférence de La Haye de soumettre les suggestions contenues dans ce Rapport à la Conférence de La Haye pour un examen et une étude plus approfondis.

2 A la suite de la demande du Secrétaire général du Conseil de l'Europe, le Bureau Permanent de la Conférence de La Haye rédigea une Note au sujet de cette proposition. Cette Note, accompagnée du Rapport en question et de la lettre du Secrétaire général du Conseil de l'Europe, a été soumise aux Etats membres de la Conférence.[1]

3 La Commission spéciale sur les matières diverses s'est beaucoup intéressée à ce nouveau sujet et a prié le Secrétaire général de réunir, au mois d'avril 1980, une Commission spéciale sur la question. Cette Commission aurait ainsi l'occasion d'étudier certaines questions laissées en suspens par la Commission spéciale sur la revision des Chapitres III à VI de la Convention de 1954 sur la procédure civile, qui avait siégé aux mois de mai et de juin 1979.[2] De plus, pensait-on, cette Commission spéciale devrait étudier la possibilité pour la Quatorzième session d'adopter une Résolution ou une Recommandation au sujet de la proposition faite par le Conseil de l'Europe.

4 C'est dans ces conditions que la Commission spéciale d'experts, qui avait déjà préparé une revision des

[1] Document préliminaire No 5 porté à l'attention de la Commission spéciale sur les matières diverses, qui a siégé à La Haye du 4 au 8 février 1980.
[2] Voir Document préliminaire No 7.

vision of Chapters III to VI of the Hague Convention on Civil Procedure was convoked to meet at The Hague from April 14 to 18, 1980. Some remarks on the proposal of the Secretary General of the Council of Europe, presented by Mr J. H. A. van Loon, Secretary at the Permanent Bureau, were distributed to the members of the Special Commission before the meeting. At the opening of the Special Commission meeting observations and comments of the United States of America on the proposal of the Secretary General of the Council of Europe and points for consideration raised by Canada on that proposal were distributed to the experts. Fifteen Members of the Conference sent one or two expert representatives to the meeting.[3] Mr Christof Böhmer of the Federal Republic of Germany acted as the Chairman and Mr Gustaf Möller of Finland as Rapporteur. A Drafting Committee was named to prepare the text of a preliminary draft Resolution or Recommendation.[4]

II THE MAIN CONTENTS OF THE COUNCIL OF EUROPE'S PROPOSAL

5 Most conventions on service of documents abroad in civil or commercial matters allow documents to be served in some way other than personally upon the intended recipient. A method frequently used as an alternative is transmission through the postal services. For these reasons the Committee of Experts on access to justice of the Council of Europe considered that it was desirable that any document of a judicial or quasi-judicial nature in relation to a civil or commercial matter sent or served abroad be accompanied by a notice containing certain information which would help the recipient in understanding the nature of the document and what action he can take in connection with it. For this purpose the Committee of Experts on access to justice selected certain principles which ought to be taken into consideration in the preparation of such an informative notice. These principles were set out in Appendix I to the above-mentioned Report prepared by the Council of Europe. Moreover, a model form for a document drawn up in accordance with these principles was annexed to the aforesaid Report (Appendix II).

III THE CONTENTS OF THE SPECIAL COMMISSION'S DRAFT

6 The Hague Convention on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters of 15 November 1965 (the 'Service Abroad Convention') includes a model form for an informative notice to be served on the addressee of a document transmitted abroad in cases where the service is effected within the framework of that Convention, through the system of Central Authorities.
The Special Commission took note of the benefits that had been derived both for legal proceedings and for

[3] The following States were represented: Australia, Belgium, Czechoslovakia, Denmark, Finland, France, the Federal Republic of Germany, Greece, Luxembourg, the Netherlands, Portugal, Sweden, Switzerland, the United Kingdom and Yugoslavia. The Council of Europe and the *Union Internationale des Huissiers de Justice et Officiers Judiciaires* each sent one observer to the meeting.
[4] The following members were named to this Committee: Mr S. K. Martens of the Netherlands, Mr L. Chatin of France, Mr P. Graham Harris of the United Kingdom and, *ex officio*, the Rapporteur.

Chapitres III à VI de la Convention de La Haye sur la procédure civile, fut convoquée à La Haye pour une session tenue du 14 au 18 avril 1980. Quelques observations portant sur la proposition du Secrétaire général du Conseil de l'Europe, présentées par M. J. H. A. van Loon, secrétaire au Bureau Permanent, furent distribuées avant la réunion aux membres de la Commission spéciale. A l'ouverture de cette réunion, il fut distribué aux experts des observations et des commentaires émanant des Etats-Unis d'Amérique, qui portaient sur la proposition du Secrétaire général du Conseil de l'Europe, ainsi que quelques questions que le Canada désirait voir étudiées. Quinze Membres de la Conférence se firent représenter à cette réunion par un ou deux experts.[3] La réunion fut présidée par M. Christof Böhmer de la République fédérale d'Allemagne, alors que M. Gustaf Möller, de la Finlande, assumait les fonctions de Rapporteur. Un Comité de rédaction fut désigné pour établir le texte d'un projet de Résolution ou de Recommandation.[4]

II L'ESSENTIEL DE LA PROPOSITION DU CONSEIL DE L'EUROPE

5 La plupart des conventions sur la notification ou la signification à l'étranger des actes en matière civile ou commerciale permettent de notifier ou de signifier un acte autrement qu'en le remettant en personne à son destinataire. Un des procédés fréquemment utilisés est la transmission par les soins du service postal. C'est pourquoi le Comité d'experts sur l'accès à la justice du Conseil de l'Europe estimait souhaitable que tout document de nature judiciaire ou quasi judiciaire, relatif à des affaires civiles ou commerciales, transmis, signifié ou notifié à l'étranger, soit accompagné d'une note contenant des informations destinées à aider le destinataire à comprendre la nature du document et l'action qu'il devait entreprendre à son sujet. Dans ce but, le Comité d'experts sur l'accès à la justice fit un choix parmi les principes qui, à son avis, devaient être retenus dans cette note d'information. Ces principes avaient été énoncés dans l'Annexe I du Rapport rédigé par le Conseil de l'Europe et mentionné plus haut. De plus, une formule modèle, établie conformément à ces principes, avait été annexée à ce Rapport (Annexe II).

III LE CONTENU DES DISPOSITIONS DU PROJET DE LA COMMISSION SPÉCIALE

6 A la Convention de La Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale, est annexée la formule modèle d'une note d'information à remettre au destinataire d'un acte transmis à l'étranger quand sa signification ou sa notification est effectuée dans le cadre de cette Convention par l'intermédiaire des Autorités centrales.
La Commission spéciale constata le progrès qu'a constitué tant en matière juridique que sur le plan de

[3] Les Etats suivants étaient représentés: République fédérale d'Allemagne, Australie, Belgique, Danemark, Finlande, France, Grèce, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie et Yougoslavie. Le Conseil de l'Europe et l'Union Internationale des Huissiers de Justice et Officiers Judiciaires envoyèrent chacun un observateur à la réunion.
[4] Les membres suivants furent désignés pour siéger à ce Comité: M. S. K. Martens, Pays-Bas, M. L. Chatin, France, M. P. Graham Harris, Royaume-Uni, et, *ex officio*, le Rapporteur.

the information of litigants from that form *(Summary of the document to be served)* and recognized that it was highly desirable that such a form, though capable of improvement, accompany any document of a judicial or extrajudicial nature sent or served abroad – at least in those cases where the document is related to a civil or commercial matter – in order to give the recipient a preliminary understanding of the nature and the purpose of the document.

7 The Commission further took up the question of whether the recommended use of the Summary should be extended to cover matters which were not civil or commercial, such as administrative, fiscal and penal matters. After discussion, the inclusion of penal matters was rejected by a vote of 2 in favour, 11 against. No decision was made on the other areas and the words 'in relation to a civil or commercial matter' were left in square brackets.

8 The Commission agreed unanimously that it was in the interest of good judicial administration that only one form of summary be used, whether the service be made through the channels of the Central Authorities under the Service Abroad Convention or not.
The Commission realized, moreover, that a modification of the form of the 'Summary of the document' annexed to the Service Abroad Convention would require a revision of that Convention. The Commission, however, agreed unanimously that a revision of that Convention was not opportune, and in any case did not fall within its mandate. Therefore the Commission decided to recommend that it be proposed that all States take appropriate steps to ensure that any judicial or extrajudicial document in relation to a civil or commercial matter sent or served abroad – whether or not under the Service Abroad Convention – would always be accompanied by a summary in the form as annexed to the Convention, whether sent by Central Authorities or other officials, lawyers or even private persons.

9 The Commission realized, however, that the Summary of the Service Abroad Convention was capable of improvement. Thus the Commission agreed that certain elements of the principles proposed by the Council of Europe could and should be added to and precede this Summary, as a notice. The supplementation was proposed by the Commission to contain the elements set forth hereinafter:

10 *a* Following one of the suggestions made by the Council of Europe, the notice given to the recipient should state clearly the identity and address of the intended recipient. This will make it easier for the recipient of the document to know whether or not this document was indeed intended for him personally or in some specific capacity as this may not be clear from the document itself. This may be of great importance. The substantive law of different States as to legal persons is very different and the existing divergencies may be of considerable importance in relation to any proceedings. The recipient should therefore be enabled to know, at the earliest possible stage, in what capacity he is being required to take some steps or in what capacity a judgement has been given against him.

The Commission realized that this item might correspond to 'particulars of the parties' on the Service Abroad Convention's Summary. It was thought, however, that an *explicit* mention on the top of the notice

l'information des justiciables, l'établissement de cette formule modèle portant sur les «éléments essentiels de l'acte», et elle reconnut qu'il était hautement souhaitable qu'une telle formule, susceptible d'être complétée, accompagne tout acte de nature judiciaire ou extrajudiciaire – en matière civile ou commerciale tout au moins – pour donner au destinataire de l'acte un premier aperçu de sa nature et de son objet.

7 La Commission se demanda ensuite si l'emploi de la formule modèle recommandée devait être étendu à d'autres matières que les matières civile ou commerciale, notamment en matière administrative, fiscale ou pénale. Après discussion, la Commission décida, par 11 voix contre 2, de rejeter l'inclusion des matières pénales. Aucune décision ne fut prise au sujet des autres matières et les mots «en matière civile ou commerciale» furent maintenus, mais placés entre parenthèses.

8 De l'avis unanime de la Commission, il était de l'intérêt d'une bonne administration de la justice qu'une seule formule modèle soit utilisée, que la transmission de l'acte intervienne ou non par la voie des Autorités centrales instaurées par la Convention de 1965.
La Commission se rendit cependant compte qu'une modification de la formule modèle sur les «éléments essentiels de l'acte», annexée à la Convention de 1965, impliquerait une revision de cette Convention. La Commission estima cependant, à l'unanimité, que cette revision n'était en tout cas pas opportune et qu'elle n'entrait pas dans les limites de son mandat. Par conséquent, la Commission décida de recommander à tous les Etats de prendre les mesures appropriées pour assurer que tout acte judiciaire ou extrajudiciaire – en matière civile ou commerciale – transmis ou notifié à l'étranger en application ou non de la Convention de 1965, soit toujours accompagné de la formule annexée à cette Convention, que l'acte soit transmis par une Autorité centrale ou par des auxiliaires de justice, des avocats ou des personnes privées.

9 Pourtant, la Commission estimait que les «éléments essentiels de l'acte» de la Convention de 1965 pouvaient être améliorés. C'est ainsi que la Commission décida que certains éléments des principes proposés par le Conseil de l'Europe pouvaient, et devaient, compléter ces «éléments essentiels», sous la forme d'une note d'information qui les précéderait. La Commission proposa que ce supplément d'information porte sur les éléments suivants:

10 *a* Pour donner suite à une des suggestions du Conseil de l'Europe, la note d'information, remise au destinataire, devrait mentionner clairement l'identité et l'adresse de ce destinataire. Celui-ci pourrait alors se rendre plus facilement compte si l'acte lui était réellement destiné à titre personnel ou en quelque autre qualité, ce qui pouvait ne pas résulter clairement de l'acte lui-même. Ce point peut avoir une importance primordiale. Dans les divers Etats, le droit positif concernant les personnes morales présente de profondes différences qui peuvent jouer un rôle considérable dans un litige. Le destinataire doit donc être en mesure de savoir, le plus rapidement possible, en quelle qualité il lui est demandé de prendre telle ou telle mesure, ou en quelle qualité un jugement a été prononcé contre lui.
La Commission se rendit compte que cette mention pourrait faire double emploi avec la mention relative à «l'identité des parties» que l'on trouve dans la formule modèle de la Convention de 1965. Elle estima,

would be useful. Moreover, the recipient might sometimes not be a party but for instance a witness.

11 *b* The Summary of the 1965 Convention neither contains an explicit warning that the document is a legal document which may affect the recipient's rights or obligations, nor an invitation to seek legal advice. According to the principles set out in the aforesaid document prepared by the Council of Europe, such a notice coupled with an invitation to seek legal advice should accompany any judicial or extrajudicial document sent or served abroad in civil or commercial matters. The Commission agreed that such a notice should be added to the Summary. It was further agreed to recommend that the notice be written in English *and* French and that it might, in addition, be written in the official or one of the official languages of the State of origin of the document. The Commission decided, however, that this notice should be somewhat different from the warning suggested by the Council of Europe.[5] The Commission thought that it might be somewhat misleading to tell the recipient that he may find out the nature and the possible effects of the document by reading or obtaining a translation of the notice accompanying the document. Such information might have the effect that the recipient would deem it unnecessary to read or obtain a translation of the document itself. Therefore the Commission found it more appropriate that the recipient instead be told that the 'Summary of the document to be served' will give *some* information about the nature and purpose of the document. Moreover, the Commission found it necessary to stress in the notice that the recipient should read the document itself carefully, since it is possible that all the facts of importance for him are not included in the Summary.

Further the Commission did not regard it as being appropriate to urge the recipient to seek legal advice only if he had doubts as to the nature and possible effects of the document. It was regarded better simply to point out that it might be necessary to seek legal advice.

12 Since the recipient may be a person in an economically weak position, it was found necessary to remind the recipient of the possibility of obtaining the benefit of legal aid or advice, above all in the country where the document was issued. Certain experts thought, however, that it would not be appropriate only to draw the attention of the recipient to the possibility of getting legal aid or advice in that country, since it might deter some recipients from seeking legal aid in their own countries. Several formulations were considered, including one in which all references to the country where legal aid might be obtained would be eliminated. After several votes a strong majority decided (10 in favour, 4 against) that in this context reference should be made to the country where the recipient lives as well as to the country where the document was issued. A proposal to add the words 'free of charge' after 'legal aid or advice' did not meet

[5] The Council of Europe had suggested the following text: 'TAKE NOTICE - *The enclosed document is of a legal nature and may affect your rights or interests. You may find out the nature and possible effects of the document by reading or obtaining a translation of the information given overleaf. If in any doubt, take legal advice.*'

cependant, qu'une mention *expresse*, figurant au haut de la formule, serait utile. De plus, le destinataire n'est pas toujours une des parties au litige, mais peut par exemple être un simple témoin.

11 *b* La formule modèle annexée à la Convention de 1965 ne contient ni un avertissement explicite qu'il s'agit d'un acte juridique susceptible d'affecter les droits et les intérêts du destinataire, ni une invitation à consulter un conseiller juridique. Selon les principes énoncés dans le document établi par le Conseil de l'Europe mentionné ci-dessus, un tel avertissement, complété par le conseil de s'adresser à un conseiller juridique, devrait accompagner tout acte judiciaire ou extrajudiciaire transmis ou notifié à l'étranger en matière civile ou commerciale. La Commission fut d'avis qu'une note en ce sens soit ajoutée à la formule modèle. Elle décida également de recommander que cette note soit rédigée en anglais *et* en français et qu'elle puisse, au surplus, être rédigée dans la langue officielle (ou l'une des langues officielles) de l'Etat d'origine de l'acte. La Commission décida cependant que cette note devrait être quelque peu différente de l'avertissement suggéré par le Conseil de l'Europe.[5] La Commission estima qu'on risquait d'induire le destinataire en erreur si on lui affirmait qu'il comprendrait la nature et les effets possibles de l'acte en lisant, ou en se faisant traduire, la note qui l'accompagnait. Cette information pouvait donner à croire au destinataire qu'il était inutile qu'il lise ou qu'il se fasse traduire l'acte lui-même. C'est pourquoi la Commission estima plus opportun de dire au destinataire que la formule modèle lui fournirait *certains* éléments essentiels sur la nature et l'objet de l'acte. De plus, la Commission jugea nécessaire de souligner, dans la note d'information, que le destinataire devait lire l'acte avec la plus grande attention, car il était possible que tous les faits qui avaient de l'importance pour lui n'aient pas été mentionnés dans la formule.
De plus, la Commission n'estima pas opportun d'inviter le destinataire à ne consulter un conseiller juridique que s'il avait des incertitudes sur la nature et les effets possibles de l'acte. Il parut préférable de lui dire simplement qu'il pourrait être nécessaire de prendre l'avis d'un conseiller juridique.

12 Comme le destinataire peut disposer de ressources insuffisantes, on jugea nécessaire de lui rappeler qu'il pourrait peut-être obtenir le bénéfice de l'assistance judiciaire ou d'une consultation juridique, et cela tout d'abord dans le pays d'origine de l'acte. Certains experts ont cependant pensé qu'il ne faudrait pas se borner à attirer l'attention du destinataire sur la possibilité d'obtenir l'assistance judiciaire ou une consultation juridique dans ce pays, car cela pourrait empêcher certains destinataires de la solliciter dans leur propre pays. Plusieurs formules furent discutées, notamment un texte où ne figurait aucune référence au pays où l'assistance judiciaire pouvait être obtenue. Après plusieurs tours de scrutin, il fut finalement décidé, à une forte majorité (10 voix contre 4) de se référer, dans le texte, tant au pays où le destinataire habite qu'au pays d'origine de l'acte. Une proposition d'ajouter le mot «gratuite»

[5] Le Conseil de l'Europe avait suggéré le texte suivant: «ATTENTION – *Le document joint est de nature juridique et peut affecter vos droits et intérêts. Vous pourrez apprécier sa nature et ses effets éventuels en lisant ou en faisant traduire ce qui figure au verso de cette page. En cas de doute, demandez une consultation juridique.*»

with support since legal aid or advice may be totally or partially free of charge.

13 It may often be difficult for the recipient to find out by himself where he can get information on the availability of legal aid or advice in the country where the document was issued. Therefore the Commission decided by a vote (8 in favour, 1 against) that the possibility of giving the recipient information, identifying the person to whom enquiries about the availability of legal aid or advice may be directed in the country where the document was issued, should be explicitly observed in the notice by a separate paragraph within square brackets. A final decision will have to be made by the Fourteenth Session on this matter. On the other hand, the Commission realized that it would usually not be possible to inform the recipient where he can get legal aid or advice in his own country.

14 *c* According to article 7, paragraph 1, of the 1965 Convention 'the standard terms in the model annexed to the present Convention shall in all cases be written *either* in French *or* in English. They may also be written in the official language, or one of the official languages, of the State in which the documents originate'. A proposal to the effect that this paragraph be simply copied in the draft text was rejected by 7 votes to 4. It was decided by a majority of 10 votes to recommend the use of *both* English *and* French, it being understood that the language of the State of origin might also be used.
As to the corresponding blanks in the Summary of the 1965 Convention, the Commission decided to follow the solution of the second paragraph of article 7, *i.e.* the corresponding blanks shall be completed either in the language of the State to which the document is to be sent, or in French or in English.

15 *d* The Convention Summary calls for the name and address of the requesting authority. This is because the request sent to a Central Authority under the Convention must originate with an authority or a judicial officer. The Summary in the form annexed to the Convention is as stated above; however, it has been proposed that it be recommended to accompany any judicial or extrajudicial document at least in civil or commercial matters also in such cases where the transmission of the document is not made through a Central Authority created under the Convention. Since it always is important that the recipient should know the authority or person who caused the document to be issued, the Commission decided that an addition with a view to such information should be made to the first item of the Summary in cases where the transmission of the document is not made through a Central Authority created under the Convention.

Suggestion

On reflection, this author doubts whether there is a need for an *explicit addition* to the first item of the Convention Summary. He would rather propose to include a reference to the authority or person who causes the document to be issued in the *instructions* (see *infra*, part IV, No 21).

après «assistance judiciaire ou consultation juridique» ne trouva pas d'appui, car l'assistance judiciaire, comme la consultation juridique, peuvent être totalement gratuites, mais peuvent ne l'être que partiellement.

13 Très souvent, le destinataire peut avoir du mal à découvrir, par lui-même, où il peut recueillir des renseignements sur sa possibilité d'obtenir l'assistance judiciaire ou une consultation juridique, dans le pays d'origine de l'acte. C'est pourquoi la Commission vota (à la majorité de 8 voix contre 1) qu'il fallait faire une mention expresse, dans un paragraphe séparé mis entre parenthèses, à la possibilité de fournir au destinataire des renseignements sur l'identité de la personne auprès de laquelle il pourrait s'adresser dans le pays d'origine de l'acte, pour s'assurer de son droit d'obtenir l'assistance judiciaire ou une consultation juridique. Il appartiendra à la Quatorzième session de prendre une décision définitive sur cette question. En revanche, la Commission se rendit compte qu'en général, il ne serait pas possible d'indiquer au destinataire à qui il devrait s'adresser pour obtenir l'assistance judiciaire ou une consultation juridique dans son propre pays.

14 *c* Aux termes du premier paragraphe de l'article 7 de la Convention de 1965 «les mentions imprimées dans la formule modèle annexée à la présente Convention sont obligatoirement rédigées *soit* en langue française, *soit* en langue anglaise. Elles peuvent, en outre, être rédigées dans la langue ou une des langues officielles de l'Etat d'origine». Une proposition tendant à reproduire purement et simplement ce paragraphe fut rejetée par 7 voix contre 4. A une majorité de 10 voix, il fut décidé de recommander *tant* l'emploi de la langue anglaise *que* de la langue française, étant entendu que la langue de l'Etat d'origine pourrait aussi être utilisée.
En ce qui concerne les blancs correspondant à ces mentions dans la formule modèle annexée à la Convention de 1965, la Commission décida d'adopter la solution qui figure au second paragraphe de l'article 7, c'est-à-dire que les blancs devront être remplis, soit dans la langue de l'Etat requis, soit en langue française, soit en langue anglaise.

15 *d* La formule modèle annexée à la Convention de 1965 demande d'indiquer le nom et l'adresse de l'autorité requérante: en effet, toute requête adressée à une Autorité centrale, en vertu de cette Convention, doit nécessairement avoir été établie par une autorité ou un officier judiciaire. C'est pourquoi la formule modèle annexée à la Convention de 1965 est rédigée en ces termes; il a cependant été proposé de recommander qu'elle accompagne tout acte judiciaire ou extrajudiciaire, tout au moins en matière civile ou commerciale, même si cet acte n'a pas été transmis par l'intermédiaire d'une Autorité centrale instaurée par la Convention de 1965. Comme il est toujours important que le destinataire sache quelle autorité ou quelle personne a fait établir l'acte, la Commission décida que la première mention figurant dans la formule modèle devrait être complétée, de telle sorte qu'elle fournisse ce renseignement quand l'acte n'est pas transmis par une Autorité centrale instaurée par la Convention.

Suggestion

A la réflexion, le soussigné se demande s'il est vraiment nécessaire de compléter de façon *explicite* la mention figurant dans la formule modèle de la Convention de 1965. Il proposerait plutôt d'indiquer dans les *instructions* (voir ci-dessous part. IV, No 21) l'autorité ou la personne qui a fait établir l'acte.

16 The Commission observed that the Summary of the 1965 Convention does not contain any information on the consequences of not taking action on the document. After a general discussion on this matter it was decided at one of the first meetings of the Commission, by 8 votes to 7, that it would be useful to provide the recipient of a legal document transmitted abroad with information in the notice on the *immediate* consequences of not taking action on the document.

As to the contents of the information on action to take on the document, the Commission observed that the Summary of the 1965 Convention does contain information on the date and place for entering appearance. It was decided by 9 votes to 1 at one of the first meetings of the Commission that it would be useful to provide the recipient with further information on the action to take.

17 The Drafting Committee considered the two aforesaid matters very carefully but found it better not to formulate a text which reflected the decisions of the Commission relating to those matters. The foremost reasons for this solution were the following:

Firstly, in many cases it is almost impossible to mention all the possible consequences of not taking action on the document even if one limits oneself to the immediate consequences. These consequences may in some cases be very different, and it may be for the court to decide on them. Thus it may in some cases even be misleading for the recipient if only some of the possible immediate consequences were mentioned in the Summary. Even if the obligation to give information were to be limited to the immediate *procedural* consequences, as was proposed by some experts, the Drafting Committee thought that the above-mentioned difficulties could not be overcome, since this concept is somewhat ambiguous and does not necessarily mean the same thing in different jurisdictions.

Secondly, an attempt to identify legal consequences for the recipient tends to bring on the possibility of legal liability for the author of the form, even though the legal liability for misleading the recipient might be litigated by procedural remedies available to the recipient in case of default. The interplay of these factors in different jurisdictions is not at all clear.

Thirdly, it should be borne in mind that the forms will usually be filled out by laymen or low-ranked officials, whom one cannot expect to give (often in a foreign language) precise, unequivocal information on these legal matters, to the recipient.

Fourthly, it should be stressed that the proposed form will have a very general application. The draft should not replace but rather supplement the more specific informative notices for limited areas prescribed by some national systems of procedural law.

As to further information on action to take on the document, *e.g.* information on legal representation in court,

16 La Commission constata que la formule modèle annexée à la Convention de 1965 ne faisait aucune mention des conséquences que pourrait entraîner le fait de n'entreprendre aucune action au sujet de l'acte. Cette question fit l'objet d'une discussion générale et il fut décidé, au cours d'une des premières réunions tenues par la Commission, à une majorité de 8 voix contre 7, qu'il serait utile que la note d'information donne au destinataire d'un acte transmis à l'étranger des renseignements sur les conséquences *immédiates* que pourrait entraîner pour lui le fait qu'il ne prenne aucune mesure au sujet de l'acte.
Quant au contenu des informations sur l'action à entreprendre au sujet de l'acte, la Commission fit observer que la formule modèle annexée à la Convention de 1965 contenait des informations sur la date et le lieu où le destinataire devait comparaître. Il fut décidé, par 9 voix contre 1, au cours d'une des premières réunions de la Commission, qu'il serait utile de fournir au destinataire d'autres renseignements sur les mesures qu'il devrait prendre.

17 Le Comité de rédaction se pencha très attentivement sur les deux questions que nous venons d'exposer, mais il jugea préférable de ne pas établir un texte qui refléterait les décisions prises par la Commission sur ces points. Cette solution s'appuyait sur les raisons suivantes:

Premièrement, il est très souvent impossible pratiquement de mentionner toutes les conséquences que pourrait entraîner le fait de n'entreprendre aucune action au sujet de l'acte, même si on se limite aux conséquences immédiates. Ces conséquences peuvent être très variables, et il appartiendra peut-être aux tribunaux de se prononcer sur elles. On risque donc d'induire le destinataire en erreur si on ne lui signale que quelques-unes des conséquences immédiates possibles. Même si l'obligation de fournir des informations ne porte que sur les conséquences qu'elle entraîne en matière de procédure, comme certains experts l'avaient proposé, le Comité de rédaction estima que les difficultés signalées plus haut ne pourraient pas être surmontées, car le concept en question est assez ambigu et il n'a pas nécessairement la même signification dans tous les pays.

Deuxièmement, en cherchant à déterminer les conséquences juridiques encourues par le destinataire, c'est la responsabilité de l'auteur de la formule qui pourrait être engagée, bien que la responsabilité encourue pour avoir induit le destinataire en erreur puisse être atténuée par les moyens de procédure que le destinataire pourrait invoquer s'il faisait défaut. De nombreux éléments entrent en jeu et il est très difficile de se faire une idée claire du rôle respectif qu'ils pourraient jouer dans les différents pays.

Troisièmement, il ne faut pas oublier que les formules seront, dans la plupart des cas, remplies par des particuliers ou des officiers de justice auxquels on ne saurait demander de fournir au destinataire (le plus souvent dans une langue étrangère) des informations précises et non équivoques sur les problèmes juridiques qui se posent.

Quatrièmement, il faut souligner que la note d'information et les «éléments essentiels» n'ont qu'un caractère très général – le projet ne doit pas remplacer, mais plutôt compléter, les notes d'information plus précises portant sur des domaines limités, prévues pas les règles de procédure de plusieurs systèmes nationaux.

Quant aux renseignements concernant les actions à entreprendre au sujet de l'acte, notamment comment se

the Drafting Committee thought that (even) such a requirement would cause problems similar to those which might arise from an obligation to giving information on the consequences of not taking action on the document.

18 Some experts felt that the draft text suffered from defects in this respect. Thus the Experts of Australia and Greece pointed out that the draft prepared by the Drafting Committee did not reflect the decisions taken in the Plenary. The Australian Expert moreover expressed strongly the view that it was both desirable and legally possible to formulate requirements along the lines of these proposed by the Council of Europe.[6] It was also suggested that the Summary be supplemented with a reference to the consequences of not respecting the time-limits stated in the document.

The Australian Expert proposed further the inclusion of a foot-note in the draft indicating the substantive decisions that had been taken by the Plenary on these points and explaining that the Special Commission did not have sufficient time to finalize a draft to implement these decisions. This proposal, however, was rejected by 11 votes to 2.

19 As to the question of possible liability on the part of the person preparing the form for any incorrect or misleading information it was decided after discussion to say nothing about it in the draft text, leaving the matter to the law of each State.

As indicated above, in the Commission's opinion the recipient should never be absolved from the task of reading the *original* document carefully. It would seem to follow, then, that in case of a discrepancy between the document and the notice, the recipient could not normally invoke the text of the notice against the text of the document itself.

IV INSTRUCTIONS TO FILL OUT THE SUMMARY

20 The Commission observed that the Summary of the Service Abroad Convention did not – as did the draft model form prepared by the Council of Europe – use examples to assist the person filling out the form. The Commission was in favour of the use of such examples and found it appropriate that these examples be given in separate instructions. It was further decided that these instructions should be given in this Report.

a Name and address of the requesting authority

21 In cases where the transmission of the document is not made through a Central Authority created under the Service Abroad Convention, the following addition should be made to this item: 'or authority or person who caused the document to be issued' (see *supra*, No 15*d*). Besides the name and address it is also recom-

[6] In this respect the Australian Expert drew attention to the form in which similar problems had been resolved in an annex (Form B) to the Additional Protocol to the Inter-American Convention on Letters Rogatory of 1975. That form contains *inter alia* the following standard terms: 'By this service, you are requested ...', 'In case of service on you as defendant you can answer the complaint before the judicial or administrative authority specified in ...' and 'If you fail to comply the consequences might be ...'.

faire représenter en justice, le Comité de rédaction a pensé que (même) une telle exigence soulèverait des problèmes semblables à ceux qui peuvent résulter de l'obligation de fournir des informations sur les conséquences que pourrait entraîner le fait de n'avoir pris aucune mesure au sujet de l'acte.

18 Certains experts ont jugé qu'à cet égard, le texte du projet présentait des défauts. Les experts représentant l'Australie et la Grèce ont notamment signalé que le texte préparé par le Comité de rédaction ne reflétait pas les décisions de la Session plénière. L'Expert australien, au surplus, affirma avec force qu'il était à la fois souhaitable et juridiquement possible de formuler des règles se rapprochant de celles proposées par le Conseil de l'Europe.[6] Il fut aussi suggéré de compléter les «éléments essentiels» par une référence aux conséquences qu'entraînerait le non-respect des délais indiqués dans l'acte.
De plus, l'Expert australien proposa d'insérer, dans le texte du projet, une note en bas de page qui mentionnerait les décisions les plus importantes que la Session plénière avait adoptées sur ces points, et expliquant que la Commission spéciale avait manqué du temps nécessaire pour établir un projet donnant une forme définitive à ces décisions. Mais cette proposition, mise aux voix, fut rejetée par 11 voix contre 2.

19 Quant à la responsabilité éventuelle encourue par la personne chargée d'établir la formule modèle, en raison des informations inexactes ou trompeuses qu'elle pourrait donner, il fut décidé, après discussion, de ne pas y faire allusion dans le texte du projet et de s'en remettre au droit de chacun des Etats.
Nous l'avons dit plus haut, la Commission estima que le destinataire ne devrait jamais être dégagé de l'obligation de lire attentivement l'acte *original*. Par conséquent, s'il existe une divergence entre l'acte et la note d'information, le destinataire, en principe, ne pourra pas invoquer le texte de la note pour l'opposer à celui de l'acte lui-même.

IV INSTRUCTIONS POUR REMPLIR LA FORMULE MODÈLE

20 La Commission constata que la formule modèle annexée à la Convention relative à la signification et la notification des actes à l'étranger – contrairement au projet préparé par le Conseil de l'Europe – fournissait des exemples pour aider à remplir cette formule. La Commission se déclara favorable à l'emploi de tels exemples et jugea opportun que ceux-ci fassent l'objet d'instructions séparées. Elle décida, au surplus, de faire figurer ces instructions dans le présent Rapport.

a Nom et adresse de l'autorité requérante

21 Chaque fois que la transmission de l'acte n'est pas effectuée par l'intermédiaire d'une Autorité centrale instaurée par la Convention de 1965, il faut compléter cette mention comme suit: «ou l'autorité ou la personne qui a fait établir l'acte» (voir ci-dessus, No 15*d*). En dehors du nom et de l'adresse, il est recommandé d'inscrire dans

[6] A cet égard, l'Expert australien attira l'attention sur la manière dont des problèmes similaires avaient été résolus dans l'annexe (Formule B) du Protocole Additionnel de la Convention Inter-américaine de 1975 sur les Commissions Rogatoires. Cette annexe contient notamment les mentions suivantes: «Dans la présente notification ou signification, il vous est demandé ...», «En cas d'assignation du défendeur, vous pouvez répondre à la demande ou requête devant l'autorité judiciaire ou administrative indiquée dans ...» et «Faute par vous de ce faire, les conséquences pourraient être ...».

mended to insert in the corresponding blank of this item the telephone number of the requesting authority or authoritative person who caused the document to be issued, so that the recipient may in a speedy and informal way enquire there for further details. In the event that further information is only available elsewhere, the name, address and telephone number of the person or authority concerned should be given in addition.

b Particulars of the parties

22 The corresponding blanks of this item should be completed with the names and addresses (perhaps sometimes also the telephone number) of the parties, *i.e.* the plaintiff and the respondent. In the case of a judgement it will be the names of the person entitled to the judgement and the person against whom the judgement is given. If the addressee is one of the parties and the notice has in accordance with the draft been completed with a reference to the recipient (identity and address of the addressee), and the corresponding blank to that item has been properly completed, it is of course unnecessary to complete this item with all the particulars of that party, *i.e.* the addressee.

c Judicial and extrajudicial documents

23 The Summary distinguishes between judicial and extrajudicial documents. Any document relating to litigation, including summary proceedings or *'juridiction volontaire'* (uncontested proceedings), *e.g.* summons, judgement, order or application, is regarded as a judicial document, whereas any other legal document is to be classified as an extrajudicial document. If the document to be sent or served is a judicial document, the standard terms relating to extrajudicial documents should be deleted, and *vice versa.*

d Nature and purpose of the document

24 The nature of the document means the legal classification of the document *e.g.* writ of summons, judgement order, etc. A brief summary of contents of the document (*e.g.* claim or judgement for divorce, alimony or maintenance, or for damages) falls under the 'purpose of the document'. When the document relates to legal proceedings, the reference to the purpose of the document may be expressed very briefly since the nature and purpose of the proceedings shall be described more in detail under the next item.

e Nature and purpose of the proceedings and, where appropriate, the amount in dispute

25 Under this item, which only relates to judicial documents, the remedy or relief sought by the claimant should be mentioned more in detail than under the preceding item. Thus for instance when a sum of money is claimed the exact sum should be mentioned and, where appropriate, briefly the ground for the claim, *e.g.* damages arising out of a traffic accident.

f Date and place for entering appearance

26 If the recipient who is to take action on the document sent or served abroad shall enter appearance before a court or an authority, the exact date and place for entering appearance should be mentioned under this item, which only relates to judicial documents. In order to avoid any misunderstanding, the *month* should be written in *letters.* If possible, it may moreover be ap-

le blanc correspondant à cette mention le numéro de téléphone de l'autorité requérante ou de la personne qualifiée qui a fait établir l'acte, afin que le destinataire puisse obtenir d'elle rapidement, et sans formalités, tous renseignements complémentaires. Si des informations complémentaires ne peuvent être obtenues qu'ailleurs, le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de l'autorité ou de la personne concernée devraient également être indiqués.

b Identité des parties

22 Les blancs correspondant à cette mention doivent être remplis en indiquant le nom et l'adresse (parfois aussi le numéro de téléphone) des parties, c'est-à-dire le requérant et la partie adverse. S'il s'agit d'un jugement, il faudra indiquer les noms des personnes au profit et à l'encontre desquelles il a été prononcé. Si la personne notifiée est l'une de ces parties et si la formule, conformément aux dispositions du projet, a été complétée en désignant le destinataire (identité et adresse) et si le blanc qui correspond à cette mention a été régulièrement rempli, il est bien entendu inutile de compléter cette mention en indiquant l'identité de cette partie, c'est-à-dire la partie adverse.

c Actes judiciaires et extrajudiciaires

23 La formule modèle fait encore une distinction entre les actes judiciaires et les actes extrajudiciaires. Tous les actes relatifs à un litige, y compris les procédures sommaires ou la juridiction volontaire – par exemple les citations en justice, les jugements, les ordonnances et les requêtes sont considérés comme des actes judiciaires, alors que tout autre document juridique doit être considéré comme un acte extrajudiciaire. Si l'acte à transmettre ou à notifier est un acte judiciaire, il faut rayer la mention relative aux actes extrajudiciaires, et inversement.

d Nature et objet de l'acte

24 La nature de l'acte signifie la catégorie d'acte juridique à laquelle il appartient, par exemple, citation en justice, jugement, ordonnance, etc. Un aperçu sommaire du contenu de l'acte (par exemple, demande ou jugement de divorce, de pension alimentaire, de dommages-intérêts) correspond à la mention «objet de l'acte». Quand l'acte concerne des poursuites judiciaires, la référence à son objet peut être très brève, puisque la nature et l'objet des poursuites seront indiqués de façon plus détaillée dans la rubrique suivante.

e Nature et objet de l'instance et, le cas échéant, le montant litigieux

25 Sous cette rubrique, qui ne concerne que les actes judiciaires, toute action ou tout recours exercé par le requérant doit être indiqué de façon plus détaillée que dans la rubrique précédente. Par exemple, si une somme d'argent est réclamée, son montant exact doit être indiqué, ainsi, le cas échéant, qu'un bref aperçu des causes de l'action, par exemple, des dommages-intérêts en raison d'un accident de la circulation.

f Date et lieu de la comparution

26 Si le destinataire de l'acte transmis ou notifié à l'étranger doit comparaître devant un tribunal ou une autorité, la date et le lieu exacts de la comparution doivent être indiqués dans cette rubrique, qui ne concerne que des actes judiciaires. Pour éviter tout malentendu, le *mois* doit être écrit en *lettres* et non en chiffres. De plus, il faudrait, le cas échéant, indiquer si possible la

propriate to mention the possible qualifications which are required of a representative, *e.g.* an advocate authorized by the court concerned.

g Court which has given judgement and date of judgement

27 These two items, which only relate to judicial documents do not seem to present any problems which have to be dealt with in this Report. In some cases it may, however, be appropriate to mention the address of the court, *e.g.* when the judgement is a default judgement and the person against whom the judgement is given has the possibility to apply to that court for the reopening of the judgement on the grounds of default.

h Time-limits stated in the document

28 This item may relate to both judicial and extrajudicial documents. Any time-limit stated in the document be it a *dies a quo* or a *dies ad quem*, for the institution of legal proceedings or review of a judgement or a decision, should be mentioned in the document under this item.

qualité exigée d'un représentant, par exemple, un avocat autorisé à comparaître devant le tribunal saisi.

g Juridiction qui a rendu la décision et date de la décision

27 Ces deux mentions – qui ne concernent que les actes judiciaires – ne semblent soulever aucun des problèmes étudiés dans le présent Rapport. Dans certains cas, cependant, il pourrait être opportun de donner l'adresse du tribunal si, par exemple, le jugement a été prononcé par défaut et si la personne contre laquelle il a été prononcé peut y faire opposition et demander la réouverture des débats.

h Délais indiqués dans l'acte

28 Cette mention concerne tant les actes judiciaires que les actes extrajudiciaires. Tout délai indiqué dans l'acte, qu'il s'agisse d'un délai *dies a quo* ou *dies ad quem*, fixé pour introduire une action en justice ou exercer un recours contre une décision, doit être indiqué dans cette rubrique.

ANNEXE

EXEMPLE DE LA FORMULE MODÈLE CONTENANT LES ÉLÉMENTS ESSENTIELS DE L'ACTE, COMPLÉTÉE PAR LA RECOMMANDATION

ANNEX

EXAMPLE OF THE FORM CONTAINING A SUMMARY OF THE DOCUMENT TO BE SERVED AS SUPPLEMENTED BY THE RECOMMENDATION

identité et adresse du destinataire
identity and address of the addressee

TRÈS IMPORTANT

LE DOCUMENT CI-JOINT EST DE NATURE JURIDIQUE ET PEUT AFFECTER VOS DROITS ET OBLIGATIONS. LES «ÉLÉMENTS ESSENTIELS DE L'ACTE» VOUS DONNENT QUELQUES INFORMATIONS SUR SA NATURE ET SON OBJET. IL EST TOUTEFOIS INDISPENSABLE DE LIRE ATTENTIVEMENT LE TEXTE MÊME DU DOCUMENT. IL PEUT ÊTRE NÉCESSAIRE DE DEMANDER UN AVIS JURIDIQUE.

SI VOS RESSOURCES SONT INSUFFISANTES, RENSEIGNEZ-VOUS SUR LA POSSIBILITÉ D'OBTENIR L'ASSISTANCE JUDICIAIRE ET LA CONSULTATION JURIDIQUE SOIT DANS VOTRE PAYS SOIT DANS LE PAYS D'ORIGINE DU DOCUMENT.

[LES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS SUR LES POSSIBILITÉS D'OBTENIR L'AIDE JUDICIAIRE OU LA CONSULTATION JURIDIQUE DANS LE PAYS D'ORIGINE DU DOCUMENT PEUVENT ÊTRE ADRESSÉES: .....]

IMPORTANT

THE ENCLOSED DOCUMENT IS OF A LEGAL NATURE AND MAY AFFECT YOUR RIGHTS AND OBLIGATIONS. THE 'SUMMARY OF THE DOCUMENT TO BE SERVED' WILL GIVE YOU SOME INFORMATION ABOUT ITS NATURE AND PURPOSE. YOU SHOULD HOWEVER READ THE DOCUMENT ITSELF CAREFULLY. IT MAY BE NECESSARY TO SEEK LEGAL ADVICE.

IF YOUR FINANCIAL RESOURCES ARE INSUFFICIENT YOU SHOULD SEEK INFORMATION ON THE POSSIBILITY OF OBTAINING LEGAL AID OR ADVICE EITHER IN THE COUNTRY WHERE YOU LIVE OR IN THE COUNTRY WHERE THE DOCUMENT WAS ISSUED.

[ENQUIRIES ABOUT THE AVAILABILITY OF LEGAL AID OR ADVICE IN THE COUNTRY WHERE THE DOCUMENT WAS ISSUED MAY BE DIRECTED TO: .....]

ELÉMENTS ESSENTIELS DE L'ACTE/*SUMMARY OF THE DOCUMENT TO BE SERVED*/----------

** Nom et adresse de l'autorité requérante .....
Name and address of the requesting authority .....
--- .....

* Identité des parties .....
Particulars of the parties .....
--- .....

** ACTE JUDICIAIRE/*JUDICIAL DOCUMENT*/----------

Nature et objet de l'acte .....
Nature and purpose of the document .....
--- .....

Nature et objet de l'instance, le cas échéant, le montant du litige
Nature and purpose of the proceedings and, where appropriate, the amount in dispute
---
.....
.....
.....

** Date et lieu de la comparution .....
Date and place for entering appearance .....
--- .....

** Juridiction qui a rendu la décision .....
Court which has given judgment .....
--- .....

** Date de la décision/*Date of judgment*/ --- .....

** Indication des délais figurant dans l'acte .....
Time-limits stated in the document .....
--- .....

** ACTE EXTRAJUDICIAIRE/*EXTRAJUDICIAL DOCUMENT*/----------

Nature et objet de l'acte .....
Nature and purpose of the document .....
--- .....

** Indication des délais figurant dans l'acte .....
Time-limits stated in the document .....
--- .....

* S'il y a lieu, identité et adresse de la personne intéressée à la transmission de l'acte.
If appropriate, identity and address of the person interested in the transmission of the document.

** Rayer les mentions inutiles/*Delete if inappropriate*/--- ----------

Contents of the Report

		page
I	INTRODUCTION	308
II	THE MAIN CONTENTS OF THE COUNCIL OF EUROPE'S PROPOSAL	309
III	THE CONTENTS OF THE SPECIAL COMMISSION'S DRAFT	309
IV	INSTRUCTIONS TO FILL OUT THE SUMMARY	314
a	*Name and address of the requesting authority*	314
b	*Particulars of the parties*	315
c	*Judicial and extrajudicial documents*	315
d	*Nature and purpose of the document*	315
e	*Nature and purpose of the proceedings and, where appropriate, the amount in dispute*	315
f	*Date and place for entering appearance*	315
g	*Court which has given judgement and date of judgement*	316
h	*Time-limits stated in the document*	316
ANNEX:		
	Example of the form containing a summary of the document to be served as supplemented by the Recommendation	317

Table du Rapport

		page
I	INTRODUCTION	308
II	L'ESSENTIEL DE LA PROPOSITION DU CONSEIL DE L'EUROPE	309
III	LE CONTENU DES DISPOSITIONS DU PROJET DE LA COMMISSION SPÉCIALE	309
IV	INSTRUCTIONS POUR REMPLIR LA FORMULE MODÈLE	314
a	*Nom et adresse de l'autorité requérante*	314
b	*Identité des parties*	315
c	*Actes judiciaires et extrajudiciaires*	315
d	*Nature et objet de l'acte*	315
e	*Nature et objet de l'instance, et le cas échéant, le montant litigieux*	315
f	*Date et lieu de la comparution*	315
g	*Juridiction qui a rendu la décision et date de la décision*	316
h	*Délais indiqués dans l'acte*	316
ANNEXE:		
	Exemple de la formule modèle contenant les éléments essentiels de l'acte, complétée par la Recommandation	317

Observations des Gouvernements sur le Document préliminaire No 8
Comments of the Governments on Preliminary Document No 8

Document préliminaire No 10 d'octobre 1980
Preliminary Document No 10 of October 1980

Norvège/Norway

The Norwegian Government supports the idea of submitting to the Fourteenth Session of the Hague Conference a *Recommendation of information to accompany documents served abroad.* As to the Draft Recommendation presented in Prel. Doc. No 8 we have the pleasure to submit the following comments:
The Norwegian Government would prefer that the Recommendation be limited to cover only documents sent or served abroad in *civil or commercial matters.*
Further, it is of the opinion that the term 'recommends' is preferable to the vaguer term 'expresses the wish'.

Note du Bureau Permanent

Conformément à une pratique qui a pris naissance lors de la Session extraordinaire de 1966, les interventions ont été résumées dans la langue, anglaise ou française, utilisée par les orateurs. De même les Documents de travail sont reproduits dans la langue utilisée par leur auteur, le Bureau Permanent ne disposant pas de service de traductions. Sont toutefois diffusés dans les deux langues les documents émanant des Président et Rapporteur, du Secrétariat et des Comités de rédaction.

Notice by the Permanent Bureau

In accordance with a practice which began during the Extraordinary Session of 1966, the speakers' remarks have been summarized in the languages which they have employed, respectively English or French. Likewise, Working Documents are reproduced only in the languages employed by their authors, since the Permanent Bureau has no translation service. However documents emanating from the Chairman, the Rapporteur, the Secretariat or the Drafting Committees have been distributed in both languages.

Document de travail No 29
Working Document No 29

Distribué le 20 octobre 1980
Distributed on 20 October 1980

Proposal of the Australian delegation

Information to accompany documents served

1 *Amend the Fourth Recital of the Proposed Recommendation by omitting the last two lines and substituting the following:*

'the service is effected under the 1965 Convention or not.'

(Note: This proposal goes only to drafting.)

2 *Amend the first sub-paragraph of paragraph* c *to read as follows:*

'the summary of the document in accordance with the model form annexed to the Convention and including, in addition, information on the following matters:

(i) Action requested by the document; and
(ii) Possible consequences if action requested is not taken.'

(Note: For reasons refer to Prel. Doc. No 8, paragraphs 16–18)

Document de travail No 30

Distribué le 20 octobre 1980

Suggestion du Secrétariat

Modifier le dernier alinéa de la Recommandation comme suit:

I 1 RECOMMANDE aux Etats membres qu'ils prennent les mesures appropriées pour assurer que tout acte judiciaire ou extrajudiciaire [en matière civile ou commerciale], transmis ou notifié à l'étranger en application ou non de la Convention de 1965, sera dans tous les cas accompagné de la formule annexée à cette Convention, formule complétée comme suit.

2 RECOMMANDE aux Etats membres d'informer le Bureau Permanent, le cas échéant, des mesures prises conformément à l'alinéa précédent.

II 1 EXPRIME LE VOEU que tout Etat et toute organisation et institution concernées prennent les mesures appropriées pour assurer que tout acte judiciaire ou extrajudiciaire [en matière civile ou commerciale], transmis ou notifié à l'étranger sera dans tous les cas accompagné d'un avertissement et des éléments essentiels de l'acte, comme suit;

2 [Exprime le voeu, etc. *cf.* I, 2]

3 CHARGE le Secrétaire général de transmettre ce voeu directement ou, dans les cas appropriés, par l'intermédiaire des organisations internationales compétentes, à tous les Etats et à toutes les organisations internationales concernées.

[*suit la formule modèle contenant les éléments essentiels de l'acte*]

Working Document No 30

Distributed on 20 October 1980

Suggestion of the Secretariat

Amend the last full paragraph of the Recommendation as follows:

I 1 RECOMMENDS Member States to take appropriate steps to ensure that any judicial or extrajudicial document [in relation to a civil or commercial matter] sent or served abroad – whether or not under the 1965 Convention – will always be accompanied by a summary in the form as annexed to said Convention, the latter being supplemented as set forth hereinafter.

2 RECOMMENDS Member States to inform the Permanent Bureau from time to time where appropriate regarding any steps taken pursuant to the previous paragraph.

II 1 EXPRESSES THE WISH that all States and international bodies and institutions whom it may concern, take appropriate steps to ensure that any judicial or extrajudicial document [in relation to a civil or commercial matter] sent or served abroad will always be accompanied by a warning and a summary of the document served as set forth hereinafter;

2 [Expresses the wish etc., *cf.* I, 2]

3 CHARGES the Secretary-General to transmit this wish directly or where appropriate through competent international organizations to all States and international bodies and institutions whom it may concern.

[*follows the form containing a summary of the document to be served*]

Procès-verbal No 10

Séance du lundi 20 octobre 1980 (matin)

Meeting of Monday 20 October 1980 (morning)

La séance est ouverte à 9 h. 30 par M. Böhmer (République fédérale d'Allemagne), le Rapporteur étant M. Möller (Finlande).

Le Président invite les délégués à étudier la Recommandation (*cf.* Doc. prél. No 8) élaborée par la Commission spéciale au cours du mois d'avril 1980.

The Rapporteur referred to the work of the Special Commission which met in April 1980. The Commission took note of the benefits that had been derived both for legal proceedings and for the information of litigants from the form 'Summary of the Document to be served' annexed to the Convention of 15 November 1965 on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters and recognised that it was highly desirable that such a form, though capable of improvement, accompany any document of a judicial or extrajudicial nature sent or served abroad – at least in those cases where the document is related to a civil or commercial matter – in order to give the recipient a preliminary understanding of the nature and the purpose of the document. The Special Commission agreed unanimously that it was in the interest of good judicial administration that only one form of summary be used, whether the service be made through the channels of the Central Authorities under the Service Abroad Convention or not. The Special Commission decided to recommend that it be proposed that all States take appropriate steps to ensure that any judicial or extrajudicial document in relation to a civil or commercial matter sent or served abroad – whether or not under the Service Abroad Convention – would always be accompanied by a summary in the form as annexed to the Convention, whether sent by Central Authorities or other officials, lawyers or even private persons. The Special Commission also realised that the Summary of the Service Abroad Convention was capable of improvement. The Special Commission agreed that certain elements of the principles proposed by the Council of Europe could and should be added to and precede this Summary, as a notice. The supplementation was proposed by the Commission to contain the elements set forth in Preliminary Document No 8.

Le Président rappelle à la Commission que les Etats invités aux travaux de la Deuxième commission, à savoir la Hongrie, le Maroc, le Saint-Siège et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, ont le statut d'Observateur en ce qui concerne les délibérations de ce matin.
Puis il présente aux Délégués une brève synthèse historique de la Recommandation contenue au Document préliminaire No 8. Le point de départ du débat remonte à la Convention de La Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale, à laquelle est notamment annexée une formule modèle sur les «Eléments essentiels de l'acte». Quelques années plus tard, le problème de l'information du justiciable s'est également posé pour le Conseil de l'Europe. Après avoir essayé dans un premier temps de le traiter, le Conseil de l'Europe a préféré laisser à la Conférence de La Haye le soin de le résoudre.
Le Président invite la Commission a étudier une proposition d'amendement de la Recommandation faite par la délégation de l'Australie (Doc. trav. No 29).

Mr Bennett (Australia) referred to the proposals of the Australian delegation in Working Document No 29. The first proposal concerned a matter of drafting and the second proposal a question of substance. He proposed that the first matter be dealt with at this time.
The first proposal is one to amend the fourth paragraph of the draft Recommendation by omitting the last two lines and substituting the following: 'the service is effected under the 1965 Convention or not'. He stated that the word 'made' does not seem to be an appropriate verb to be used with service. Service is effected, not made. He suggested the omission of 'through the channels of the Central Authorities created' to maintain consistency with the wording in the sixth paragraph. He felt that is would be best to use similar language.

Le Président demande aux délégations si l'une d'entre elles appuie la proposition de l'Australie.

Mr van Loon (Secretary at the Permanent Bureau) thanked the Australian Delegate for pointing out inconsistencies in the wording. However, he noted that the wording in the fourth paragraph was correct because it is only when Central Authorities are used that the Summary is obligatory under the Convention (article 5).

Mr Bennett (Australia) thought that either wording in this case would be agreeable as long as it was consistent, and if 'made' was changed to 'effected'.

Le Président estime que le premier point de la proposition contenue au Document de travail No 29 n'est pas, quant au fond, différente de la Recommandation. Il ne s'agit donc que d'une question de rédaction. Il invite les délégations qui veulent également amender la Recommandation à prendre la parole.

Mr Dobson (United Kingdom) felt some concern with the substance of the Special Commission's proposal to further the notice requirements. He pointed out that the United Kingdom regards the 1965 Convention as extremely valuable, in practice. However he felt that the form of the Summary annexed has proven to be rather less valuable, because of the difficulties in devising a form to suit all Contracting States. He noted the difficulties involved in producing a document which is really helpful and which also meets the requirements of the different procedures of Contracting States. The United Kingdom agreed that notice to accompany documents served abroad should contain as much information as practicable as to the nature of the notice, how it will affect the recipient, possibilities of obtaining legal aid, etc. He pointed out that the provisions of the United Kingdom civil procedure provide for this information at the present time. All documents now contain the information in the draft Recommendation. The United Kingdom goes further in providing that wherever a document is to be served abroad on someone who

is not a United Kingdom national it is to be written in the language of the country where served. The present Draft merely provides that the standard terms in the model shall be written in English and French and may also be written in the official language, or in one of the official languages, in the State in which the document originated. The United Kingdom supported the underlying purpose of the Draft here under consideration, but felt that it may not be appropriate to have one standard form. He proposed a recommendation that the notice contain the information herein without requiring that an actual form be used. He felt that under the 1965 Convention the summaries were not always completed by States in the correct manner, and that further difficulties would arise through further information requirements. He also felt concern that additional documents would add an additional burden to court staff who already carried a considerable burden.

Mr Martens (Netherlands) raised the matter of the wording [in relation to a civil or commercial matter] found in paragraph 3 and paragraph 6 of the Recommendation. The Netherlands delegation proposed that the words between brackets should be left out. If it is a good idea to include a summary when legal documents are sent abroad, it is true also in administrative, social and fiscal matters. He was not aware of any convention which provides for such a summary in such matters. He therefore felt that States should be asked to use the Summary also in those rare cases in which, in such matters, legal documents are sent abroad.

M. Volken (Suisse) dit que sa délégation soutient la proposition de la Norvège contenue au Document préliminaire No 10. En ce qui concerne le sort à réserver aux mots [en matière civile ou commerciale], contenus à l'alinéa 3 de la Recommandation, M. Volken estime qu'une distinction doit être faite. D'une part, il faut se souvenir que l'on veut améliorer la Convention de 1965 dont la formule modèle «Eléments essentiels de l'acte» ne vise que des matières civiles et commerciales. C'est pourquoi il est nécessaire, en ce qui concerne la Recommandation que l'on veut faire aux Etats membres et à ceux qui, tout en n'étant pas Membres, ont ratifié la Convention de supprimer les seuls crochets et donc de s'en tenir aux matières civiles et commerciales. D'autre part, en ce qui concerne les Etats non-membres qui n'ont pas ratifié la Convention de 1965, la Conférence peut exprimer un voeu couvrant les actes judiciaires ou extrajudiciaires non seulement en matière civile ou commerciale, mais également en matière administrative ou fiscale. Pour parvenir à ce dernier résultat, M. Volken considère que la Commission pourrait suivre la proposition de M. Martens.

The Rapporteur commented on Mr Dobson's remarks as to the language used in documents and notices. The proposed Recommendation provides that the standard terms in the model shall be written in English and French and may also be written in the official language, or in one of the official languages, of the State in which the document originated. He stated that this was to supplement the 1965 Convention text, and referred to article 7 of that Convention which provides for French or English as well as also providing that they may also be written in the official language of the State in which documents originate. The present Recommendation supplements this by providing for *both* French and English.
As Finnish Delegate, he supported the Dutch proposal for the reasons stated by Mr Martens. He also commented on difficulties in determining when a matter is civil, commercial, administrative, or fiscal. He felt that it often depended on how widely the terms were used in different jurisdictions.

Le Président rappelle que la Commission spéciale avait rejeté une proposition tendant à reproduire purement et simplement le premier paragraphe de l'article 7 de la Convention de 1965. A une forte majorité, elle avait préféré recommander tant l'emploi de la langue anglaise que de la langue française, étant entendu que la langue de l'Etat d'origine pourrait aussi être utilisée.

Mr Vogl (Czechoslovakia) pointed out that Czechoslovakia was not a Party to the 1965 Convention. One of the reasons for Czechoslovakia's hesitation in ratifying the Convention was because of doubts as to whether Czechoslovakian courts would be able to fulfil the language requirements. He felt that Czechoslovakia is now ready to ratify the 1965 Convention, but felt new hesitations in the draft proposal. He supported a simplified form.

Le Président rappelle à la Commission que le problème pour la Commission spéciale était de savoir de quelle manière on allait pouvoir améliorer la formule modèle «Eléments essentiels de l'acte» de la Convention de 1965. La réponse donnée à cette question fut de choisir la méthode de la Recommandation.

M. Weitzel (Luxembourg) déclare que la délégation luxembourgeoise n'appuiera pas la proposition néerlandaise car la Recommandation se rapporte à la Convention de 1965, laquelle vise uniquement la matière civile ou commerciale. En ce qui concerne le dernier alinéa de la Recommandation, M. Weitzel pense qu'il faudrait s'en tenir aux mots compris dans les premiers crochets ([Recommande aux Etats membres qu'ils prennent]) car il est difficilement concevable que la Conférence exprime un voeu qui s'adresse à des Etats non-membres.

Le Président dit qu'à son avis la Recommandation n'est pas uniquement un complément de la Convention de 1965. Il a été convenu en effet qu'elle aurait un champ d'application plus large que cet instrument.

Mr Martens (Netherlands) commented on the remarks made by the Swiss Delegate. He also felt that the proposed Recommendation had broader purposes than merely to extend the 1965 Convention; it was aimed at all States whether Parties to the 1965 Convention or not. The 1965 form was only used as a starting point to prevent States having ratified the 1965 Convention from having to use two forms. He stressed that here it was not a question of merely extending the 1965 Convention form. He felt that for these reasons the words [in relation to a civil or commercial matter] should be deleted. He referred to the sixth paragraph of the Recommendation and supported the wording 'recommends' in relation to Member States, and 'expresses the wish' in relation to other States. He felt both forms should be included.

M. Pocar (Italie) déclare partager tout à fait l'opinion du Président lorsqu'il affirme que la Recommandation, bien qu'étant historiquement liée à la Convention de 1965, peut avoir un domaine d'application plus large. Pour vérifier le bien-fondé de cette affirmation, il suffit de se reporter à ce qui est mentionné dans le Rapport sur ce point (*cf.* Doc. prél. No. 8). De plus, fait valoir le Délégué de l'Italie, les pays de la Communauté économique européenne savent parfaitement qu'il n'est pas

toujours facile de cerner les seules matières civile et commerciale, ainsi qu'il ressort de la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes concernant le domaine d'application de la Convention de Bruxelles de 1968 sur la compétence judiciaire et l'exécution des jugements en matière civile et commerciale. C'est pourquoi on a dû préciser la formule de l'article premier de la Convention dans la Convention d'adhésion des nouveaux Etats membres à la Convention de 1968. Enfin M. Pocar rappelle que son pays a entamé la procédure de ratification de la Convention de 1965, laquelle devrait aboutir, sous réserve de la décision parlementaire, dans un délai inférieur à un an. Si cette ratification était obtenue, l'Italie ne verrait aucune difficulté à suivre la Recommandation.

The Rapporteur commented on the history of the text. He noted that the matter had been dealt with by the Council of Europe's Committee of Experts on Access to Justice and had been transmitted to the Hague Conference because of the work already existing in the 1965 Convention. However, he stressed that the 1965 Convention was not to apply any limitations on the matter. For example, it was not necessary that the Recommendation be limited to civil and commercial matters. Therefore there would be no obstacle to a recommendation to include, for example, administrative matters.

Mr Dobson (United Kingdom) felt unclear as to the distinction between 'recommends' and 'expresses the wish' in paragraph 6 of the Recommendation. He noted that in Preliminary Document No 10 the Norwegian Government was of the opinion that the term 'recommends' is preferable to the vaguer term 'expresses the wish'. However he felt that in neither case could it require that an obligation be undertaken. The effect would be the same in both cases: the Conference hopes this form will be used. He noted Mr Martens' suggestion that 'expresses the wish' be used in referring to States not Parties to the 1965 Convention. He felt however that it was a distinction without a difference, and if there were any difference it should be made clear.

Mr Bennett (Australia) commented on the questions of whether the wording in brackets in the third paragraph should be included or omitted. He stated that Australia would not resist an extension of this Recommendation to administrative matters, referred to by the Rapporteur. He felt concerned, however, that if all that is done is to omit the words in the brackets the Recommendation could be extended to criminal matters. He felt that extradition treaties would make this inappropiate. As to the question of whether 'recommends' or 'expresses the wish' should be used in paragraph 6, he felt that the difference, if there was one, was so fine as not to be resorted to here. He suggested that it would be best to follow the title of the document, that is, Recommendation and to use the word 'recommends'. It should make recommendations to Member States whether or not they are Parties to the Convention. He felt it would be presumptuous to go any further.

Le Président invite la Commission à passer à l'étude du Document de travail No 30 contenant la suggestion présentée par le Secrétariat.

Mr van Loon (Secretary at the Permanent Bureau) stated that the suggestion of the Secretariat in Working Document No 30 was presented for technical reasons only: to clarify the wording in the sixth paragraph of the draft Recommendation. It was suggested that the sixth paragraph be broken down into two parts *viz* parts I and II in Working Document No 30. In addition paragraphs *a–d* of the Recommendation in Preliminary Document No 8 were to be replaced by the text in Annex of the same Preliminary Document.

Mr Dobson (United Kingdom) did not feel that the suggestion of the Secretariat in Working Document No 30 cleared up his confusion as to the distinction between 'recommends' and 'expresses the wish'. To the extent that any difference does exist, he felt that 'expresses the wish' would be the stronger of the two, though neither would impose an obligation. He preferred to see 'recommends' used because the United Kingdom already provides a notice as informative, if not more so, than that provided in the draft Recommendation. He did not feel that the form now used should be abandoned, he felt it better to use 'recommends' of which States may or may not take notice.

Le Président relève que c'est essentiellement le dernier alinéa de la Recommandation qui pose des problèmes. En ce qui concerne les cinq premiers alinéas, la seule difficulté qui a été soulevée est relative aux mots «[en matière civile ou commerciale]».

Mr Duchek (Austria) noted that although the Austrian Government did not feel that the transmission of information in this case was a very important matter, he wished to make one point with respect to the Secretariat's proposal in Working Document No 30. In Austria, there are many bilateral conventions with respect to service with States not Members of the Hague Conference. Even though the draft Recommendation would not interfere with other legal obligations, he felt that it could disturb the balance in Austria's relations with other countries. He noted that Austrian documents going into these other countries would be accompanied with the information in the Recommendation but that documents from such countries would not contain such information. He also asked for clarification of paragraph I, 2, of Working Document No 30 which recommends that Member States inform the Permanent Bureau from time to time where appropriate regarding any steps taken pursuant to the previous paragraph. If he understood this provision well, it meant that a State should inform the Permanent Bureau *when* and to what extent that State had taken such steps. One could not expect, however, that the States would give periodical information as to *whether* they had taken such steps.

Mr van Loon (Secretary at the Permanent Bureau) stated that the aim of the provision was to provide one centre where information would be available if needed.

M. Volken (Suisse) rappelle qu'une recommandation ne peut être faite par une organisation internationale que lorsqu'elle s'adresse à ses Etats membres et ne sort pas du cadre de ses activités normales. Eu égard au domaine d'activité qui est imparti à la Conférence de La Haye, il n'est guère convenable que la Recommandation recouvre le domaine pénal. Au contraire, en ce qui concerne le Voeu que la Conférence exprime, il est possible de sortir du domaine de la Recommandation.

M. Weitzel (Luxembourg) est très réservé à l'égard d'une extension de la Recommandation à d'autres matières que celles présentement visées.

Le Président rappelle à la Commission que la proposition de M. Martens (Pays-Bas), sur laquelle la Commission devra se prononcer, consiste en la suppression

des mots «[en matière civile ou commerciale]» qui se trouvent aux alinéas 3 et 6 de la Recommandation.

Mr Bennett (Australia) asked for point of clarification as to whether acceptance of Mr Martens' proposal would make the Recommendation applicable to penal matters.

Mr Martens (Netherlands) pointed out that this would not be the case because it was definitely felt by the Special Commission that penal matters were not to be included.

Le Président répond à M. Martens qu'il faudrait préciser que la Recommandation ne s'applique pas en matière pénale car cela dépasserait le cadre des activités de la Conférence de La Haye de droit international privé. Il suffirait peut-être qu'une mention soit faite dans le Rapport sur ce point.

Mr Bennett (Australia) felt that it would help if this matter was clarified in the Report, even though he would abstain in the vote.

M. Evrigenis (Grèce) fait remarquer que la proposition de M. Martens a l'inconvénient d'élargir le champ d'application de la Recommandation à un point tel qu'il est difficile d'en percevoir les limites. En effet, il ne faut pas oublier que cette Recommandation vise tant les documents de nature judiciaire qu'extrajudiciaire. Or, ces derniers sont innombrables si l'on sort du domaine des matières civiles ou commerciales.

Le Président rappelle à la Commission qu'elle n'élabore pas une convention mais une simple recommandation. C'est pourquoi il demande si, dans l'intérêt du destinataire, il est bien nécessaire de distinguer entre les différentes matières qu'elle recouvre.

M. Weitzel (Luxembourg) fait remarquer que, si la Recommandation s'applique aux documents de nature extrajudiciaire, cela entraînera vraisemblablement un surcroît considérable de travail pour les administrations.

M. Battaglini (Italie) pense qu'il serait nécessaire que l'on mentionne expressément dans la Recommandation qu'elle ne s'applique pas à la matière pénale. Une précision dans le Rapport sur ce point serait tout à fait insuffisante.

M. Volken (Suisse) suggère que l'on étende la proposition de la délégation de l'Italie à la matière fiscale. Il fait remarquer que, si la Commission devait se prononcer en faveur d'une large extension du champ d'application de la Recommandation, la délégation de la Suisse préférerait que l'on s'en tienne alors à un simple voeu.

Le Président met au vote la proposition de M. Martens (Pays-Bas) tendant à la suppression des mots «[en matière civile ou commerciale]».

Vote

Par 4 voix pour (Italie, Pays-Bas, Portugal et Suède), 11 voix contre (République fédérale d'Allemagne, Australie, Belgique, Canada, Danemark, Grèce, Japon, Luxembourg, Suisse, Tchécoslovaquie et Yougoslavie) et 2 abstentions (Finlande et Israël), la Commission rejette cette proposition.

Le Président constate qu'en effet les délégations veulent que la Recommandation soit limitée, dans les alinéas 3 et 6, aux seules matières civile et commerciale. Puis, il invite la Commission à se prononcer sur le Document de travail No 30, à la condition que la suggestion du Bureau Permanent soit reprise en tant que proposition par une délégation.

The Rapporteur stated that he was in favour of the Secretariat's proposal in Working Document No 30 and was prepared to take it up on his own and make the proposal therein.

Mr Bennett (Australia) asked for clarification with respect to the wording in Working Document No 30. He asked whether 'summary in the form...' in paragraph I, 1, was the same as 'summary of the document served as set forth hereinafter' in paragraph II, 1.

Mr van Loon (Secretary at the Permanent Bureau) stated that the same thing was being referred to in each case. He explained that the difference in the *wording* was due to the fact that the first paragraph was addressed to the Parties to the 1965 Convention who would of course be aware of the 'Summary of the Document to be Served' annexed to that Convention (see pages 94 and 95 of *Recueil des Conventions).* He felt reference to 'summary in the form ...' was appropriate here. Paragraph II, 1, is addressed to States which are not Parties to the 1965 Convention and here one could not, therefore, simply refer to the 1965 Convention and the annexed Summary. It had seemed most convenient in this case to avoid any such reference and to reproduce instead the full text of the (supplementary) Summary.

Mr Bennett (Australia) noted that the intention was that in both cases the Warning and the Summary be in the form. He was concerned as to whether it was presumptuous for this Conference to even express a wish that it be dealt with by other States. He drew the attention of delegates to the Additional Protocol to the Inter-American Convention on Letters Rogatory of 1975, and asked whether it was presumptuous to ask the States Parties to that Convention that our form be followed.

Mr Martens (Netherlands) questioned whether 'recommends' should be understood to apply to Member States only and 'expresses the wish' to other States.

M. Weitzel (Luxembourg) dit éprouver certaines hésitations devant une recommandation ou un voeu qui seraient adressés à des Etats non-membres de la Conférence. Il se demande si un tel procédé a déjà été utilisé par d'autres organisations internationales.

Mr Goldie (Canada) asked for a point of clarification as to whether the mandatory Recommendation in paragraph I, 1, of Working Document No 30 applies to the method of service referred to in articles 8, 9 and 10 and whether this would not require an amendment of article 10 of the 1965 Convention.

Mr van Loon (Secretary at the Permanent Bureau) stated that the Canadian Delegate was perfectly right in so far as paragraph I, 1, applied *inter alia* to all methods of service under the 1965 Convention, but thought that the document should not be termed mandatory; an amendment of the Convention was, therefore, not called for.

Le Président dit que le problème est de savoir si la Recommandation peut être faite uniquement aux Etats membres de la Conférence ou viser également d'autres

Etats, par exemple seulement les Etats ayant ratifié la Convention de 1965 ou tous les autres Etats.

M. Pocar (Italie) pense que la Recommandation devrait être faite à tous les Etats membres de la Conférence ainsi qu'aux Etats qui sont Parties à la Convention de 1965, tandis qu'un voeu pourrait également s'adresser à d'autres Etats, bien que son utilité soit douteuse.

Le Président invite la Commission à se prononcer sur le point de savoir si la Recommandation doit être étendue, sous la forme d'un voeu, aux Etats non-membres.

Vote

Par 9 voix pour (République fédérale d'Allemagne, Belgique, Danemark, Finlande, Israël, Portugal, Suède, Suisse et Yougoslavie), 2 voix contre (Australie et Grèce) et 6 abstentions (Canada, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas et Tchécoslovaquie), la Commission adopte cette proposition.

Le Président relève que le dernier alinéa de la Recommandation comprendra dorénavant deux parties, l'une relative à la Recommandation proprement dite faite aux Etats membres et l'autre ayant trait au Voeu adressé aux autres Etats. Il fait également remarquer qu'il faut supprimer les crochets qui se trouvent à la troisième ligne du I, 1 et à la quatrième ligne du II, 1 du Document de travail No 30.

M. Volken (Suisse) fait remarquer au Président qu'il est nécessaire d'ajouter au I, 1 du Document de travail No 30 les Etats non-membres qui seront Parties à la Convention de 1965.

Le Président répond à M. Volken par l'affirmative.

Mr Bennett (Australia) noted that in Working Document No 30 I, 1, it is proposed that the document 'be accompanied by a summary' while paragraph II, 1, provides that the document 'be accompanied by a warning and a summary'. He felt that the warning was just as important in I and should be included there as well.

Mr van Loon (Secretary at the Permanent Bureau) commented that part I of the draft Recommendation was addressed to States Parties to the 1965 Convention. It seemed appropriate here to refer to the Summary to the Convention in the first place, and to refer to the additions made to that Summary including the Warning by the words '... being supplemented as set forth hereinafter'. The 1965 Convention was not referred to in part II and one could therefore describe the notice independently from the Summary to that Convention, as a 'warning and a summary'.

Mr Bennett (Australia) felt that a warning should merit inclusion in I as well, but felt that is was a matter that could be dealt with by the Drafting Committee.

Le Président, relevant que la première partie de la suggestion du Secrétariat (Doc. trav. No 30) ne soulève plus d'observations, la déclare acceptée par la Commission.
Il invite les délégations à passer à l'étude du premier alinéa de la deuxième partie de ce document.

Mr Bennett (Australia) referred to 'served' in II, 1, and stated that the word 'served' is inappropriate and should be omitted. It was his understanding of Mr van Loon's explanation that because a summary of the document (*i.e.* the form) is referred to, and not the service itself, 'served' is inappropriate.

Mr van Loon (Secretary at the Permanent Bureau) agreed that is should be omitted.

M. Volken (Suisse) demande la suppression de l'alinéa 2 de la deuxième partie du Document de travail No 30.

Mr van Loon (Secretary at the Permanent Bureau) wished to clarify II, 2, and stated that it should read as follows: 'Expresses the Wish that all States and international bodies and institutions whom it may concern take appropriate steps to inform the Permanent Bureau from time to time, where appropriate, regarding any steps taken pursuant to the previous paragraph.' The Secretariat had felt some hesitation, however, about the need and propriety of this paragraph, and therefore it had been placed between brackets.

Le Président relève que la Commission est favorable à la suppression de l'alinéa 2 de la deuxième partie du Document de travail No 30. Puis, le Président invite la délégation japonaise à présenter sa proposition d'amendement du Document de travail No 30.

Mr Hosokawa (Japan) suggested that a provision be added to I, 1, and II, 2, to exclude the service of documents to nationals in a foreign country by adding the following wording: 'unless the document is to be served upon a national of the State in which the document originates through diplomatic or consular channels'.
He gave as an example the situation where a Japanese court sends a document to a Japanese national in The Hague through diplomatic channels in The Hague. This raised the question of the need to use English and French in this case. He felt that it was not necessary that such a document be accompanied by an English or French translation.

M. Evrigenis (Grèce) fait remarquer que le premier alinéa de la première partie de la suggestion du Secrétariat (Doc. trav. No 30) se réfère à la formule annexée à la Convention de 1965, formule qu'il convient de compléter et non de transformer. La proposition de la délégation japonaise tend à opérer une distinction selon que le requérant a ou n'a pas la qualité de ressortissant de l'Etat d'origine. La question qui se pose alors est de savoir si cette distinction existe dans la Convention de 1965. Si elle n'y est pas, estime M. Evrigenis, il est inutile de l'introduire car elle serait une source de complications.

Mr Hosokawa (Japan) wished to avoid any misunderstanding of the Japanese proposal and stressed that it applied only where the document was served through diplomatic or consular channels. He wished to make an exception in this case.

Mr van Loon (Secretary at the Permanent Bureau) pointed out, first, that the notice was of a non-mandatory character and, secondly, merely intended to facilitate a litigant's understanding of documents served upon him and not to complicate matters. In the example given by Mr Hosokawa there would certainly be no need whatsoever to use any other language than Japanese. He felt it would therefore not be necessary to include a proposal such as Mr Hosokawa had proposed.

Mr Hosokawa (Japan) stated that his aim had been to

raise this point. He withdrew the Japanese proposal on the understanding that is was not necessary to apply the Recommendation where it was not felt necessary.

Le Président demande au Rapporteur de bien vouloir mentionner dans son Rapport l'existence de la proposition japonaise et de préciser qu'elle a été retirée uniquement pour ne pas alourdir la Recommandation. Il demande à M. van Loon de bien vouloir expliquer la fin de la deuxième partie du Document de travail No 30.

Mr van Loon (Secretary at the Permanent Bureau) drew the attention of delegates to the text of the Recommendation in Preliminary Document No 8. Point *a* referred to the identity and address of the addressee and is reprinted in the Annex. The wording following point *b* is also reprinted in the Annex. However, the introductory phrase on language is not reprinted; he suggested that the language requirements be dealt with in a note at the bottom. Point *c* refers to the Summary of the document in accordance with the model form annexed to the Convention on the Service Abroad of Documents. This is set out in the model form in the Annex. Point *d* dealt with the case where the transmission of the document is not made through a Central Authority created under the Convention. He referred to the Rapporteur's suggestion in No 15 of Preliminary Document No 8, and questioned whether the entire paragraph in the text of the Recommendation was necessary to deal with this small problem.

Mr Bennett (Australia) submitted the second Australian proposal in Working Document No 29, and referred to the reasons leading to it in Preliminary Document No 8, paragraphs 16–18. He noted that when the matter had been discussed by the Special Commission, the question as to whether information to accompany documents served would (as envisaged by the Council of Europe) draw attention to the action sought by the recipient and the consequences to him if action was not taken. The Special Commission felt it desirable to require this information, but as Preliminary Document No 8 pointed out in paragraph 17, the Drafting Committee felt this would be too difficult to do adequately or safely. However Australia felt difficulties with this reasoning in the Special Commission and still felt concerned at this point. The Australian Delegate stressed the significance of the proposal. It relates to a person served with a document from another country who would be particularly concerned with what it is and its consequences. He stated that this was one of the main concerns of the Council of Europe. He felt that the difficulties of the Drafting Committee were perhaps exaggerated as we are here not concerned with a formal convention but with a recommendation. He referred to the Inter-American Convention on Letters Rogatory and suggested that it could be drawn upon. Working Document No 29 suggests wording to add to the efficacity of such a Recommendation.

Le Président rappelle à la délégation australienne que la Commission spéciale avait voulu insérer dans la Recommandation des précisions comparables à celles proposées au Document de travail No 29. Ayant étudié le problème, le Comité de rédaction n'a pas réussi à trouver une formule couvrant toutes les conséquences auxquelles peut donner lieu la notification d'un acte judiciaire ou extrajudiciaire. C'est pourquoi il a été décidé d'abandonner cette rubrique. Toutefois, la Commission serait très heureuse si la délégation australienne pouvait proposer une formule.

Mr Bennett (Australia) thanked the Chairman for his explanation but did not feel that the difficulties mentioned would arise. He noted that the proposal in Working Document No 29 referred to 'action requested by the document'. He explained that the proposal is merely to draw attention to what action is requested of the recipient, with the advantage that this would be singled out. He did not feel that this formulation in Working Document No 29 would give rise to the difficulties mentioned. With respect to possible consequences if action requested is not taken: he could see the argument which could arise if some consequences are overlooked, but stressed that here we were dealing not with a convention but with information to make a recipient understand the document he is receiving. This can be construed sensibly as has been shown by the parties to the Inter-American Convention.

Le Président demande à M. Bennett ce que l'on veut dire au défendeur lorsqu'on lui a notifié qu'une action était engagée contre lui.

Mr Bennett (Australia) gave as an example a document which states: 'If you wish to defend the action you should appear within 14 days'. He felt that the first step in the action required by the recipient was the most important to be conveyed.

Le Président demande à M. Bennett ce qu'il faut dire au défendeur des conséquences qui peuvent résulter de son inaction.

Mr Bennett (Australia) noted that if a person failed to take action certain consequences would be readily apparent. He did not feel that listing the possible consequences would go to the validity of the document. He stressed the usefulness of drawing recipients' attention to the probable consequences if action requested is not taken.

The Rapporteur noted that the draft Recommendation here would be more far-reaching than the Inter-American Convention. The form used here would accompany documents of many different types. Listing the possible consequences may be easier in some jurisdictions than others; it may raise problems in jurisdictions, for example, where the judge has discretion as to the consequences.

Mr Martens (Netherlands) stated that the Netherlands delegation think that it is unwise to try to ensure that indications will be given as to action to be taken by the recipient of the document and as to the consequences of not taking action. Not only because they think that it is well nigh impossible to draw up a form which covers sufficiently the manifold possibilities one should deal with, but also because they feel that it is not fair to demand this from a party who causes legal documents to be sent abroad whereas it would entail a heavy responsibility and liability for this party.

M. Evrigenis (Grèce) regrette de ne pouvoir se rallier à la proposition de la délégation de l'Australie. Partageant le point de vue défendu par M. Martens, le Délégué de la Grèce ajoute que la proposition australienne (Doc. trav. No 29, 2, *(i), (ii)*) recèle des conséquences pratiques que l'on ne saurait accepter. En effet, il est difficile de demander à un service administratif de se prononcer sur les conséquences qu'entraîne un document judiciaire ou extrajudiciaire. Cette détermination relève davantage des conseils des parties et du juge saisi que d'un service administratif.

M. D'Almeida Ribeiro (Portugal) se déclare favorable à la proposition de la délégation australienne car, fait-il valoir, le but poursuivi par la Commission n'est pas de chercher à donner un travail supplémentaire aux Autorités centrales mais d'élaborer un texte qui sera profitable aux justiciables. En pratique, les conséquences qu'entraîne la notification judiciaire ou extrajudiciaire ont toujours été portées à la connaissance de l'intéressé par le greffier ou l'huissier. Dès lors, il est souhaitable de les mentionner dans la Recommandation afin d'éviter qu'un justiciable subisse un préjudice.

Le Président dit que le problème est de savoir si la Commission est d'accord avec le principe contenu dans la proposition de M. Bennett. Dans l'affirmative, il ne s'agira plus que d'une question de rédaction.

M. Volken (Suisse) dit qu'il ne faut pas reprendre les discussions qui ont déjà eu lieu sur ce sujet au sein de la Commission spéciale. Toutefois, fait valoir le Délégué de la Suisse, la proposition de M. Bennett soulève un problème politique. En effet, à l'instar des travaux de la Commission III, il conviendrait d'étudier la possibilité d'une harmonisation de la Recommandation et de la Convention sur les commissions rogatoires élaborée par l'organisation des Etats américains.

Mr van Loon (Secretary at the Permanent Bureau) noted that the Australian delegation had referred to the Inter-American Convention in the April meeting of the Special Commission and that there had been a brief discussion in that meeting on the desirability of following that Convention. He pointed out that the present draft Recommendation was using the 1965 Convention as a starting point and was bound by that.

Le Président invite la Commission à se prononcer sur la proposition australienne (Doc. trav. No 29, 2, *(i), (ii)),* sous réserve d'adaptation par le Comité de rédaction.

Vote

Par 4 voix pour (Australie, Israël, Portugal et Suisse), 10 voix contre (République fédérale d'Allemagne, Danemark, Finlande, Grèce, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Suède et Yougoslavie) et 4 abstentions (Belgique, Canada, Royaume-Uni et Tchécoslovaquie), la Commission rejette cette proposition.

Le Président constate que la Commission a accepté la Recommandation, sous réserve de deux modifications d'ordre purement rédactionnel, l'une ayant trait aux Etats non-membres ayant ratifié la Convention de 1965, l'autre étant relative à la question des langues.

Mr Martens (Netherlands) raised the matter of the brackets in the last paragraph in the draft Recommendation. [Enquiries about the availability of legal aid or advice in the country where the document was issued may be directed to: ...] He suggested the deletion of the brackets so that the words that were in them would remain.

Le Président relève que la Commission est favorable à la suppression des crochets qui se trouvent à la fin de la Recommandation (Document préliminaire No 8).
Puis, le Président fait remarquer aux délégations que Mme Thérin ayant dû regagner Paris, il conviendrait de procéder à son remplacement au Comité de rédaction. Il suggère à la Commission de désigner M. Beraudo (France). M. Beraudo est élu à l'unanimité.

La séance est levée à 12 h. 45.

Séance plénière

Document de travail No 7[1]

Distribué le 23 octobre 1980 (après-midi)

Proposition de la Deuxième commission

G La Recommandation suivante sur les informations destinées à accompagner les documents judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale transmis, signifiés ou notifiés à l'étranger:

La Quatorzième session,

Ayant pris connaissance du Rapport établi par le Conseil de l'Europe relatif aux «Informations destinées à accompagner les documents judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale transmis, signifiés ou notifiés à l'étranger», transmis à la Conférence de La Haye par lettre du 31 octobre 1979;

Constatant le progrès qu'a constitué, tant en matière juridique que sur le plan de l'information des justiciables, l'établissement d'une formule modèle sur les «Eléments essentiels de l'acte» par la *Convention de La Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale;*

Reconnaissant qu'il est hautement souhaitable qu'une telle formule, susceptible d'être complétée, accompagne tout document de nature judiciaire ou extrajudiciaire en matière civile ou commerciale transmis ou notifié à l'étranger pour donner au destinataire de l'acte un premier aperçu de sa nature et de son objet;

Etant convaincue qu'il est de l'intérêt d'une bonne administration de la justice qu'une seule formule soit utilisée, que la transmission de l'acte intervienne ou non par la voie des Autorités centrales instaurées par la Convention de 1965;

Ayant pris en considération qu'une modification de la formule «Eléments essentiels de l'acte» annexée à la Convention de 1965 impliquerait une revision de cette Convention, ce qu'il n'est pas opportun d'entreprendre;

I 1 Recommande aux Etats membres ainsi qu'aux Etats non-membres mais Parties à la Convention de 1965 qu'ils prennent les mesures appropriées pour assurer que tout acte judiciaire ou extrajudiciaire en matière civile ou commerciale, transmis ou notifié à l'étranger, que la transmission de l'acte intervienne ou non

[1] N'est reproduit ici que le Document de travail ayant trait à la Recommandation sur les informations destinées à accompagner les documents judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale transmis, signifiés ou notifiés à l'étranger. Les autres Documents de travail sont publiés dans les autres tomes relatifs à la Quatorzième session.

Working Document No 7[1]

Distributed on 23 October 1980 (afternoon)

Proposal of the Second Commission

G The following Recommendation on information to accompany judicial and extrajudicial documents to be sent or served abroad in civil or commercial matters:

The Fourteenth Session,

Having taken cognizance of the Report prepared by the Council of Europe on 'Information to accompany judicial and extrajudicial documents to be sent or served abroad in civil or commercial matters', transmitted to the Hague Conference by letter dated 31 October 1979;

Taking note of the benefits that have been derived, both for legal proceedings and for the information of litigants, from the creation of a model 'Summary of the document' by the *Hague Convention of 15 November 1965 on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters;*

Recognizing that it is highly desirable that such a form, capable of improvement, accompany any document of a judicial or extrajudicial nature in relation to a civil or commercial matter sent or served abroad in order to give the recipient a preliminary understanding of the nature and purpose of the document;

Being convinced that it is in the interests of good judicial administration that only one form of summary should be used, whether the service is effected through the channels of the Central Authorities created under the 1965 Convention or not;

Having taken into consideration that modification of the form of the 'Summary of the document' annexed to the 1965 Convention would require revision of that Convention, which it is not opportune to undertake;

I 1 Recommends Member States and States who are not Members but Parties to the 1965 Convention to take appropriate steps to ensure that any judicial or extrajudicial document in relation to a civil or commercial matter sent or served abroad – whether or not the service is effected through the channels of the Central Au-

[1] Only the Working Document containing the Recommendation on information to accompany judicial and extrajudicial documents to be sent or served abroad in civil or commercial matters is reproduced here. The other Working Documents will be found in the remaining volumes dealing with the Fourteenth Session.

par la voie des Autorités centrales instaurées par la Convention de 1965, sera dans tous les cas accompagné de la formule annexée à cette Convention, formule complétée par un avertissement comme suit;

2 Recommande à ces Etats d'informer le Bureau Permanent, le cas échéant, des mesures prises conformément à l'alinéa précédent.

II 1 Exprime le Voeu que tout Etat, toute organisation et institution concernées prennent les mesures appropriées pour assurer que tout acte judiciaire ou extrajudiciaire en matière civile ou commerciale, transmis ou notifié à l'étranger sera dans tous les cas accompagné d'un avertissement et des éléments essentiels de l'acte, comme suit;

2 Charge le Secrétaire général de transmettre ce Voeu directement ou, dans les cas appropriés, par l'intermédiaire des organisations internationales compétentes, à tous les Etats et à toutes les organisations internationales concernées.

thority created under the 1965 Convention – will always be accompanied by a summary in the form as annexed to the said Convention, the latter being supplemented by a warning, as set forth hereinafter;

2 Recommends these States to inform the Permanent Bureau from time to time where appropriate regarding any steps taken pursuant to the previous paragraph.

II 1 Expresses the Hope that all States and international bodies and institutions whom it may concern, take appropriate steps to ensure that any judicial or extrajudicial document in relation to a civil or commercial matter sent or served abroad will always be accompanied by a warning and a summary of the document as set forth hereinafter;

2 Charges the Secretary General to make this Hope known, directly or where appropriate through competent international organizations, to all States and international bodies and institutions whom it may concern.

identité et adresse du destinataire
identity and address of the addressee

TRÈS IMPORTANT

LE DOCUMENT CI-JOINT EST DE NATURE JURIDIQUE ET PEUT AFFECTER VOS DROITS ET OBLIGATIONS. LES «ELÉMENTS ESSENTIELS DE L'ACTE» VOUS DONNENT QUELQUES INFORMATIONS SUR SA NATURE ET SON OBJET. IL EST TOUTEFOIS INDISPENSABLE DE LIRE ATTENTIVEMENT LE TEXTE MÊME DU DOCUMENT. IL PEUT ÊTRE NÉCESSAIRE DE DEMANDER UN AVIS JURIDIQUE.

SI VOS RESSOURCES SONT INSUFFISANTES, RENSEIGNEZ-VOUS SUR LA POSSIBILITÉ D'OBTENIR L'ASSISTANCE JUDICIAIRE ET LA CONSULTATION JURIDIQUE SOIT DANS VOTRE PAYS SOIT DANS LE PAYS D'ORIGINE DU DOCUMENT.

LES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS SUR LES POSSIBILITÉS D'OBTENIR L'AIDE JUDICIAIRE OU LA CONSULTATION JURIDIQUE DANS LE PAYS D'ORIGINE DU DOCUMENT PEUVENT ÊTRE ADRESSÉES: ....

IMPORTANT

THE ENCLOSED DOCUMENT IS OF A LEGAL NATURE AND MAY AFFECT YOUR RIGHTS AND OBLIGATIONS. THE 'SUMMARY OF THE DOCUMENT TO BE SERVED' WILL GIVE YOU SOME INFORMATION ABOUT ITS NATURE AND PURPOSE. YOU SHOULD HOWEVER READ THE DOCUMENT ITSELF CAREFULLY. IT MAY BE NECESSARY TO SEEK LEGAL ADVICE.

IF YOUR FINANCIAL RESOURCES ARE INSUFFICIENT YOU SHOULD SEEK INFORMATION ON THE POSSIBILITY OF OBTAINING LEGAL AID OR ADVICE EITHER IN THE COUNTRY WHERE YOU LIVE OR IN THE COUNTRY WHERE THE DOCUMENT WAS ISSUED.

ENQUIRIES ABOUT THE AVAILABILITY OF LEGAL AID OR ADVICE IN THE COUNTRY WHERE THE DOCUMENT WAS ISSUED MAY BE DIRECTED TO: .....

Il est recommandé que les mentions imprimées dans cette note soient rédigées en langue française et en langue anglaise et le cas échéant, en outre, dans la langue ou une des langues officielles de l'Etat d'origine de l'acte. Les blancs pourraient être remplis soit dans la langue de l'Etat où le document doit être adressé, soit en langue française, soit en langue anglaise.

It is recommended that the standard terms in the notice be written in English and French and where appropriate also in the official language, or in one of the official languages of the State in which the document originated. The blanks could be completed either in the language of the State to which the document is to be sent, or in English or French.

ELÉMENTS ESSENTIELS DE L'ACTE/*SUMMARY OF THE DOCUMENT TO BE SERVED*/----------

Nom et adresse de l'autorité requérante .....
Name and address of the requesting authority .....
--- .....

* Identité des parties .....
Particulars of the parties .....
--- .....

** ACTE JUDICIAIRE/*JUDICIAL DOCUMENT*/----------

Nature et objet de l'acte .....
Nature and purpose of the document .....
--- .....

Nature et objet de l'instance, le cas échéant, le montant du litige
Nature and purpose of the proceedings and, where appropriate, the amount in dispute
---
.....
.....
.....

** Date et lieu de la comparution .....
Date and place for entering appearance .....
--- .....

** Juridiction qui a rendu la décision .....
Court which has given judgment .....
--- .....

** Date de la décision/*Date of judgment*/--- .....

** Indication des délais figurant dans l'acte .....
Time-limits stated in the document .....
--- .....

** ACTE EXTRAJUDICIAIRE/*EXTRAJUDICIAL DOCUMENT*/----------

Nature et objet de l'acte .....
Nature and purpose of the document .....
--- .....

** Indication des délais figurant dans l'acte .....
Time-limits stated in the document .....
--- .....

* S'il y a lieu, identité et adresse de la personne intéressée à la transmission de l'acte.
If appropriate, identity and address of the person interested in the transmission of the document
---

** Rayer les mentions inutiles/*Delete if inappropriate*/----------

Procès-verbal No 3[1]

Séance du vendredi 24 octobre 1980 (après-midi)
Meeting of Friday 24 October 1980 (afternoon)

Extrait du/Extract of/Procès-verbal No 3

Puis **le Président de la Quatorzième session** introduit la discussion sur le Document de travail No 7.

M. Böhmer (République fédérale d'Allemagne), rappelant qu'il s'agit d'un sujet recommandé par le Conseil de l'Europe à la Conférence, expose l'objet de la formule et de la recommandation proposées par la Deuxième commission.

La Recommandation sur les informations destinées à accompagner les documents judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale transmis, signifiés ou notifiés à l'étranger (Doc. trav. No 7) *est lue et adoptée* après une légère amélioration rédactionnelle du texte français.

1 N'est reproduit ici qu'un extrait du Procès-verbal No 3 ayant trait à la Recommandation. La suite de ce Procès-verbal figure dans les Parties I et III de ce volume. Les autres Procès-verbaux sont publiés dans les autres tomes de la Quatorzième session.

Only an extract of *Procès-verbal* No 3 dealing with the Recommendation, is reproduced here. The complete text of this *Procès-verbal* appears in Parts I and III of this volume. The other *Procès-verbaux* will be found in the remaining volumes about the Fourteenth Session.

Extrait de l'Acte final

Recommandation adoptée par la Quatorzième session le 25 octobre 1980[1]

Recommandation sur les informations destinées à accompagner les documents judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale transmis, signifiés ou notifiés à l'étranger:

La Quatorzième session,

Ayant pris connaissance du Rapport établi par le Conseil de l'Europe relatif aux «Informations destinées à accompagner les documents judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale transmis, signifiés ou notifiés à l'étranger», transmis à la Conférence de La Haye par lettre du 31 octobre 1979,

Constatant le progrès qu'a constitué, tant en matière juridique que sur le plan de l'information des justicia-

[1] Extrait de l'Acte final de la Quatorzième session, signé le 25 octobre 1980; pour le texte complet de l'Acte final, voir *Actes et documents de la Quatorzième Session (1980)*, tome I, *Matières diverses*, p. 27.

Recommendation adopted by the Fourteenth Session October 25th, 1980[1]

Recommendation on information to accompany judicial and extrajudicial documents to be sent or served abroad in civil or commercial matters–

The Fourteenth Session,

Having taken cognizance of the Report prepared by the Council of Europe on 'Information to accompany judicial and extrajudicial documents to be sent or served abroad in civil or commercial matters', transmitted to the Hague Conference by letter dated 31 October 1979,

Taking note of the benefits that have been derived, both for legal proceedings and for the information of liti-

[1] Extract from the Final Act of the Fourteenth Session, signed on the 25th of October 1980; for the complete text of the Final Act, see *Acts and Documents of the Fourteenth Session (1980)*, Book I, *Miscellaneous matters*, p. 27.

bles, l'établissement d'une formule modèle sur les «Eléments essentiels de l'acte» par la *Convention de La Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale,*

Reconnaissant qu'il est hautement souhaitable qu'une telle formule, susceptible d'être complétée, accompagne tout document de nature judiciaire ou extrajudiciaire en matière civile ou commerciale transmis ou notifié à l'étranger pour donner au destinataire de l'acte un premier aperçu de sa nature et de son objet,

Etant convaincue qu'il est de l'intérêt d'une bonne administration de la justice qu'une seule formule soit utilisée, que la transmission de l'acte intervienne ou non par la voie des Autorités centrales instaurées par la Convention de 1965,

Ayant pris en considération qu'une modification de la formule «Eléments essentiels de l'acte» annexée à la Convention de 1965 impliquerait une revision de cette Convention, ce qu'il n'est pas opportun d'entreprendre,

I 1 Recommande aux Etats membres ainsi qu'aux Etats non-membres mais Parties à la Convention de 1965 de prendre les mesures appropriées pour assurer que tout acte judiciaire ou extrajudiciaire en matière civile ou commerciale, transmis ou notifié à l'étranger, que la transmission de l'acte intervienne ou non par la voie des Autorités centrales instaurées par la Convention de 1965, sera dans tous les cas accompagné de la formule annexée à cette Convention, formule complétée par un avertissement, figurant ci-après;

2 Recommande à ces Etats d'informer le Bureau Permanent, le cas échéant, des mesures prises conformément à l'alinéa précédent;

II 1 Exprime le Voeu que tout Etat, toute organisation et institution concernées prennent les mesures appropriées pour assurer que tout acte judiciaire ou extrajudiciaire en matière civile ou commerciale, transmis ou notifié à l'étranger, sera dans tous les cas accompagné d'un avertissement et des éléments essentiels de l'acte, figurant ci-après;

2 Charge le Secrétaire général de transmettre ce Voeu directement ou, dans les cas appropriés, par l'intermédiaire des organisations internationales compétentes, à tous les Etats et à toutes les organisations et institutions concernées.

gants, from the creation of a model 'Summary of the document to be served' by the *Hague Convention of 15 November 1965 on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters,*

Recognizing that it is highly desirable that such a form, capable of improvement, accompany any document of a judicial or extrajudicial nature in relation to a civil or commercial matter sent or served abroad in order to give the recipient a preliminary understanding of the nature and purpose of the document,

Being convinced that it is in the interests of good judicial administration that only one form of summary should be used, whether the service is effected through the channels of the Central Authorities created under the 1965 Convention or not,

Having taken into consideration that modification of the form of the 'Summary of the document to be served' annexed to the 1965 Convention would require revision of that Convention, which it is not opportune to undertake,

I 1 Recommends Member States and States who are not Members but Parties to the 1965 Convention to take appropriate steps to ensure that any judicial or extrajudicial document in relation to a civil or commercial matter sent or served abroad – whether or not the service is effected through the channels of the Central Authorities created under the 1965 Convention – will always be accompanied by a summary in the form as annexed to the said Convention, the latter being supplemented by a warning, as set forth hereinafter;

2 Recommends these States to inform the Permanent Bureau from time to time where appropriate regarding any steps taken pursuant to the previous paragraph;

II 1 Expresses the Hope that all States and bodies and institutions whom it may concern, take appropriate steps to ensure that any judicial or extrajudicial document in relation to a civil or commercial matter sent or served abroad will always be accompanied by a warning and a summary of the document as set forth hereinafter;

2 Charges the Secretary General to make this Hope known, directly or where appropriate through competent international organizations, to all States, bodies and institutions whom it may concern.

identité et adresse du destinataire
identity and address of the addressee

TRÈS IMPORTANT

LE DOCUMENT CI-JOINT EST DE NATURE JURIDIQUE ET PEUT AFFECTER VOS DROITS ET OBLIGATIONS. LES «ELÉMENTS ESSENTIELS DE L'ACTE» VOUS DONNENT QUELQUES INFORMATIONS SUR SA NATURE ET SON OBJET. IL EST TOUTEFOIS INDISPENSABLE DE LIRE ATTENTIVEMENT LE TEXTE MÊME DU DOCUMENT. IL PEUT ÊTRE NÉCESSAIRE DE DEMANDER UN AVIS JURIDIQUE.

SI VOS RESSOURCES SONT INSUFFISANTES, RENSEIGNEZ-VOUS SUR LA POSSIBILITÉ D'OBTENIR L'ASSISTANCE JUDICIAIRE ET LA CONSULTATION JURIDIQUE SOIT DANS VOTRE PAYS SOIT DANS LE PAYS D'ORIGINE DU DOCUMENT.

LES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS SUR LES POSSIBILITÉS D'OBTENIR L'ASSISTANCE JUDICIAIRE OU LA CONSULTATION JURIDIQUE DANS LE PAYS D'ORIGINE DU DOCUMENT PEUVENT ÊTRE ADRESSÉES: .....

IMPORTANT

THE ENCLOSED DOCUMENT IS OF A LEGAL NATURE AND MAY AFFECT YOUR RIGHTS AND OBLIGATIONS. THE 'SUMMARY OF THE DOCUMENT TO BE SERVED' WILL GIVE YOU SOME INFORMATION ABOUT ITS NATURE AND PURPOSE. YOU SHOULD HOWEVER READ THE DOCUMENT ITSELF CAREFULLY. IT MAY BE NECESSARY TO SEEK LEGAL ADVICE.

IF YOUR FINANCIAL RESOURCES ARE INSUFFICIENT YOU SHOULD SEEK INFORMATION ON THE POSSIBILITY OF OBTAINING LEGAL AID OR ADVICE EITHER IN THE COUNTRY WHERE YOU LIVE OR IN THE COUNTRY WHERE THE DOCUMENT WAS ISSUED.

ENQUIRIES ABOUT THE AVAILABILITY OF LEGAL AID OR ADVICE IN THE COUNTRY WHERE THE DOCUMENT WAS ISSUED MAY BE DIRECTED TO: .....

Il est recommandé que les mentions imprimées dans cette note soient rédigées en langue française et en langue anglaise et le cas échéant, en outre, dans la langue ou une des langues officielles de l'Etat d'origine de l'acte. Les blancs pourraient être remplis soit dans la langue de l'Etat où le document doit être adressé, soit en langue française, soit en langue anglaise.

It is recommended that the standard terms in the notice be written in English and French and where appropriate also in the official language, or in one of the official languages of the State in which the document originated. The blanks could be completed either in the language of the State to which the document is to be sent, or in English or French.

ELÉMENTS ESSENTIELS DE L'ACTE/*SUMMARY OF THE DOCUMENT TO BE SERVED*/----------

Nom et adresse de l'autorité requérante
Name and address of the requesting authority
---

* Identité des parties
Particulars of the parties

** ACTE JUDICIAIRE/*JUDICIAL DOCUMENT*/----------

Nature et objet de l'acte
Nature and purpose of the document

Nature et objet de l'instance, le cas échéant, le montant du litige
Nature and purpose of the proceedings and, where appropriate, the amount in dispute
---

** Date et lieu de la comparution
Date and place for entering appearance

** Juridiction qui a rendu la décision
Court which has given judgment

** Date de la décision/*Date of judgment*/---

** Indication des délais figurant dans l'acte
Time-limits stated in the document

** ACTE EXTRAJUDICIAIRE/*EXTRAJUDICIAL DOCUMENT*/----------

Nature et objet de l'acte
Nature and purpose of the document

** Indication des délais figurant dans l'acte
Time-limits stated in the document
---

* S'il y a lieu, identité et adresse de la personne intéressée à la transmission de l'acte
If appropriate, identity and address of the person interested in the transmission of the document
---

** *Rayer les mentions inutiles/Delete if inappropriate*/----------

Instructions for filling out the notice

Instructions for filling out the notice established by the author of the Report on the Recommendation, Mr Gustaf Möller (Finland)

a identity and address of the addressee

The *name* and *address* of the intended recipient should appear clearly on top of the warning.

In addition, where the document is not sent to or served upon the addressee in his private capacity, he should be informed that he is receiving it *e.g.* in his capacity as director of a company, tutor, representative of an estate, trustee, receiver in bankruptcy, etc.

b enquiries about the availability of legal aid or advice in the country where the document was issued may be directed to ...

Here the *name, address* and where appropriate the *telephone number* should be given of the authority or organization in the country where legal action is to be taken which is most qualified to give the recipient full details on the availability of legal aid or advice (*e.g.* court, legal aid bureau, law society).

c name and address of the requesting authority (where appropriate the words *'or authority or person who caused the document to be issued'* are to be added)

Besides the *name* and *address,* it is also recommended to insert in the corresponding blank of this item the *telephone number* of the requesting authority or of the authority (or person) who caused the document to be issued, so that the recipient may in a speedy and informal way enquire there for further details.

In the event that further information is only available elsewhere, the name, address and telephone number of the authority or person concerned should be given in addition.

d particulars of the parties

The corresponding blanks of this item should be completed with the *names* and *addresses* (perhaps sometimes also the *telephone numbers*) of the parties, *i.e.* the

Instructions pour remplir la formule modèle

Instructions pour remplir la formule modèle établies par l'auteur du Rapport sur la Recommandation, M. Gustaf Möller (Finlande)

a identité et adresse du destinataire

Le *nom* et l'*adresse* du destinataire doivent être clairement indiqués en tête de l'avertissement.

De plus, quand l'acte n'est ni transmis ni notifié au destinataire en son nom personnel, il doit être informé qu'il le reçoit en sa qualité, par exemple, de gérant de société, de tuteur, de liquidateur d'une succession, de *trustee,* de syndic d'une faillite, etc.

b les demandes de renseignements sur la possibilité d'obtenir l'assistance judiciaire ou une consultation juridique dans le pays d'origine du document peuvent être adressées à ...

En pareil cas il faut indiquer le *nom,* l'*adresse* et, le cas échéant, le *numéro de téléphone* de l'autorité ou de l'organisme qui, dans le pays où une action judiciaire doit être entreprise, est le plus qualifié pour donner au destinataire des renseignements complets sur sa possibilité d'obtenir l'assistance judiciaire ou une consultation juridique (par exemple, un tribunal, un bureau d'aide judiciaire, une *law society*).

c nom et adresse de l'autorité requérante (dans des cas appropriés il y a lieu d'ajouter les mots *«soit l'autorité soit la personne qui a fait établir l'acte»*)

En dehors du *nom* et de l'*adresse,* il est aussi recommandé d'indiquer dans l'espace blanc correspondant à cette mention le *numéro de téléphone* de l'autorité requérante ou de l'autorité (ou la personne) qui a fait établir l'acte, pour que le destinataire puisse s'adresser à elle pour obtenir officieusement et rapidement des renseignements supplémentaires.

Si ces renseignements supplémentaires ne peuvent être obtenus qu'ailleurs, le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de l'autorité ou de la personne concernée doivent également être indiqués.

d identité des parties

Les blancs correspondant à cette mention doivent être remplis en indiquant le *nom* et l'*adresse* (parfois aussi le *numéro de téléphone*) des parties, c'est-à-dire le re-

plaintiff and the respondent. Where an extrajudicial document is concerned, the name and address of the person interested in the transmission of the document should be stated. In the case of a judgment it will be the names of the person entitled to the judgment and the person against whom the judgment is given. If the addressee is one of the parties and the corresponding blank to the item *'identity and address of the addressee'* has been properly completed, it is of course unnecessary to complete this item with all the particulars of that party.

e judicial and extrajudicial documents

The 'SUMMARY OF THE DOCUMENT TO BE SERVED' distinguishes between a 'JUDICIAL DOCUMENT' and a 'EXTRAJUDICIAL DOCUMENT'.

Any document relating to litigation, including summary proceedings or uncontested proceedings, *e.g.* summons, judgment, order or application, is regarded as a *judicial document*. Any other legal document is to be classified as an *extrajudicial document*.

If the document to be sent or served is a judicial document, the capitals 'EXTRAJUDICIAL DOCUMENT' should be deleted, and *vice versa*.

f nature and purpose of the document

The nature and purpose of the document means the legal classification of the document, for example, writ of summons, judgment, order, etc. A brief summary of contents of the document (*e.g.* claim or judgment for divorce, alimony or maintenance, or for damages) falls under the 'purpose of the document'. When the document relates to legal proceedings, the reference to the purpose of the document may be expressed very briefly since the nature and purpose of the proceedings will be described more in detail under the next item (*g*).

g nature and purpose of the proceedings and, where appropriate, the amount in dispute

Under this item, which only relates to judicial documents, the remedy or relief sought by the claimant should be mentioned more in detail than under the preceding item. Thus, for instance, when a sum of money is claimed, the exact sum should be mentioned and, where appropriate, briefly the ground for the claim, *e.g.* damages arising out of a traffic accident.

h date and place for entering appearance

If inappropriate this item, which relates to judicial documents only, should be deleted.
If the recipient who is to take action on the document sent or served abroad is required to enter appearance before a court or an authority, the exact date and place for entering appearance should be mentioned under this item. In order to avoid any misunderstanding, the *month* should be written in *letters*. If possible it may moreover be appropriate to mention the possible qualifications which are required of a representative, *e.g.* a lawyer authorized by the court concerned.

quérant et la partie adverse. Quand il s'agit d'un acte extrajudiciaire, le nom et l'adresse de la personne intéressée par la transmission de l'acte doivent être indiqués. S'il s'agit d'un jugement, il faudra indiquer les noms des personnes au profit et à l'encontre desquelles le jugement a été prononcé. Si la personne notifiée est l'une de ces parties, et si le blanc qui correspond à la mention *«identité et adresse du destinataire»* a été régulièrement rempli, il est, bien entendu inutile de compléter cette mention en indiquant l'identité de cette partie, c'est-à-dire la partie adverse.

e actes judiciaires et extrajudiciaires

Dans les «ELÉMENTS ESSENTIELS DE L'ACTE» une distinction est faite entre les «ACTES JUDICIAIRES» et les «ACTES EXTRAJUDICIAIRES».

Tous les actes relatifs à un litige, y compris les procédures sommaires ou la juridiction volontaire – par exemple, les citations en justice, les jugements, les ordonnances et les requêtes – sont considérés comme des *actes judiciaires*. Tout autre document juridique doit être considéré comme un *acte extrajudiciaire*.

Si l'acte à transmettre ou à notifier est un acte judiciaire, il faut rayer la mention (figurant en lettres capitales) «ACTES EXTRAJUDICIAIRES» et vice-versa.

f nature et objet de l'acte

La nature et l'objet de l'acte notifié désigne la catégorie d'acte juridique à laquelle il appartient, par exemple, citation en justice, jugement, ordonnance, etc. Un aperçu sommaire du contenu de l'acte (par exemple demande ou jugement de divorce, de pension alimentaire, de dommages-intérêts) correspond à la mention «objet de l'acte». Quand l'acte concerne des poursuites judiciaires, la référence à son objet peut être très brève, puisque la nature et l'objet des poursuites seront indiqués, de façon plus détaillée, dans la rubrique suivante (*g*).

g nature et objet de l'instance et, le cas échéant, le montant litigieux

Sous cette rubrique, qui ne concerne que les actes judiciaires, toute action ou tout recours exercé par le requérant doit être indiqué de façon plus détaillée que dans la rubrique précédente. Par exemple, si une somme d'argent est réclamée, son montant exact doit être indiqué ainsi, le cas échéant, qu'un bref aperçu des causes de l'action, par exemple, des dommages-intérêts en raison d'un accident de la circulation.

h date et lieu de la comparution

Cette mention, qui ne concerne que des actes judiciaires, doit être rayée, s'il ne s'agit pas d'un tel acte.
Quand le destinataire de l'acte transmis ou notifié à l'étranger est requis de comparaître devant un tribunal, ou une autorité, la date et le lieu exacts de la comparution doivent être indiqués dans cette rubrique. Pour éviter tout malentendu, le *mois* doit être écrit en *lettres* et non en chiffres. De plus, il pourrait être opportun d'indiquer la qualité en laquelle peut éventuellement comparaître un représentant, par exemple, un avocat autorisé à comparaître devant le tribunal saisi.

i court which has given judgment and date of judgment

If inappropriate these items, which relate to judicial documents only, should be deleted.

These two items do not seem to present any problems which have to be dealt with in these instructions. In some cases it may, however, be appropriate to mention the *address* of the court, *e.g.* when the judgment is a default judgment and the person against whom the judgment is given has the possibility to apply to that court for the re-opening of the judgment on the grounds of default.

j time-limits stated in the document

If inappropriate this item, which may relate to both judicial and extrajudicial documents, should be deleted.

Any time-limit stated in the document for the institution of legal proceedings or review of judgment or a decision, should be mentioned under this item.

i juridiction qui a rendu la décision et date de la décision

Ces mentions, qui ne concernent que les actes judiciaires, doivent être rayées si tel n'est pas le cas.

Ces mentions ne semblent soulever aucun des problèmes sur lesquels portent les présentes instructions. Dans certains cas, cependant, il pourrait être opportun de donner l'*adresse* du tribunal si, par exemple, le jugement a été prononcé par défaut et si la personne contre laquelle il a été prononcé peut encore y faire opposition et demander la réouverture des débats.

j délais indiqués dans l'acte

Quand elle n'est pas appropriée, cette mention, qui concerne tant les actes judiciaires que les actes extrajudiciaires, doit être rayée.

Tout délai indiqué dans l'acte, fixé pour introduire une action en justice ou exercer un recours contre une décision, doit être indiqué dans cette rubrique.

Explanatory Report by Gustaf Möller

INTRODUCTION

1 The Recommendation which is the subject of this Report may be seen as one of the fruits of co-operation between two international organizations, the Council of Europe[1] and the Hague Conference on private international law[2].

2 It was in fact within the Council of Europe[3] that the idea was born of a *notice* which was to accompany any legal document sent or served abroad in civil or commercial matters. Such a notice, it was thought, would help the person (or body) for whom the document was intended first, to be aware of the legal nature of the document, second, to understand its contents and third, to know what action, if any, he might take in connection with it or what the consequences would be of his not taking action.

3 The Committee of Experts of the Council of Europe realized, however, that in a limited area such a notice existed already, this being within the framework of the transmission of legal documents through the system of Central Authorities set up under the Hague Convention of 15 November 1965 on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters (hereinafter referred to as the 'Service Abroad Convention'). This was why the Council of Europe decided to refer the subject to the Hague Conference and did so by letter of the Secretary General of the Council of Europe dated 31 October 1979, to which an extensive Report was attached. The larger geographical scope of the membership of the Hague Conference and of the Parties to the Service Abroad Convention could also be expected to enlarge the potential use and effectiveness of the notice.

4 A Special Commission of the Hague Conference met from 14–18 April 1980 to discuss the proposal of

[1] On 1 May 1981 the following States were Members of the Council of Europe: Austria, Belgium, Cyprus, Denmark, France, Federal Republic of Germany, Greece, Iceland, Ireland, Italy, Liechtenstein, Luxembourg, Malta, Netherlands, Norway, Portugal, Spain, Sweden, Switzerland, Turkey, United Kingdom.

[2] On 1 May 1981 the following States were Members of the Hague Conference on private international law: Argentina, Australia, Austria, Belgium, Canada, Czechoslovakia, Denmark, Egypt, Finland, France, Federal Republic of Germany, Greece, Ireland, Israel, Italy, Japan, Luxembourg, Netherlands, Norway, Portugal, Spain, Suriname, Sweden, Switzerland, Turkey, United Kingdom, United States, Venezuela, Yugoslavia.

[3] In the Committee of Experts on Access to Justice (previously known as the Committee of Experts on Economic and Other Obstacles to Civil Proceedings, *inter alia*, Abroad). The Hague Conference on private international law participated in the work of this Committee as an observer.

Rapport explicatif de M. Gustaf Möller

TRADUCTION DU BUREAU PERMANENT

INTRODUCTION

1 La Recommandation qui fait l'objet du présent Rapport peut être considérée comme le fruit d'une collaboration entre deux organisations internationales, le Conseil de l'Europe[1] et la Conférence de La Haye de droit international privé[2].

2 Ce fut, en fait, au sein du Conseil de l'Europe[3] que prit naissance l'idée d'une *note d'information* destinée à accompagner tous les actes juridiques en matière civile et commerciale transmis, signifiés ou notifiés à l'étranger. On pensait que cette note aiderait la personne (ou l'organisme) à laquelle l'acte était destiné, tout d'abord à connaître la nature juridique du document, ensuite à en comprendre le teneur et, troisièmement, à savoir quelle action elle pourrait, le cas échéant, entreprendre à son sujet, ou quelles seraient les conséqences pour elle si elle ne faisait rien.

3 Cependant, le Comité d'experts du Conseil de l'Europe se rendit compte que, dans une mesure plus limitée, une note de ce genre existait déjà au sujet de la transmission des actes juridiques par les Autorités centrales, dans le système créé par la Convention de La Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale, que nous appellerons ci-après la «Convention sur la notification à l'étranger». C'est la raison pour laquelle le Conseil de l'Europe décida de soumettre la question à la Conférence de La Haye, ce qui fut fait par une lettre du Secrétaire général du Conseil de l'Europe en date du 13 octobre 1979, à laquelle était joint un Rapport détaillé. Et, comme les Etats membres de la Conférence de La Haye et les Etats parties à la Convention sur la signification à l'étranger couvrent géographiquement une étendue plus vaste, on pouvait espérer que l'emploi de cette note d'information serait plus fréquent et son efficacité plus grande.

4 Une Commission spéciale de la Conférence de La Haye a siégé du 14 au 18 avril 1980, pour étudier la

[1] Au 1er mai 1981, les Etats suivants étaient Membres du Conseil de l'Europe: République fédérale d'Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie.

[2] Au 1er mai 1981, les Etats suivants étaient Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé: République fédérale d'Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Egypte, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Suriname, Tchécoslovaquie, Turquie, Venezuela, Yougoslavie.

[3] Comité d'experts sur l'accès à la justice (appelé auparavant Comité d'experts sur les obstacles économiques et autres en matière de procédure civile, notamment à l'étranger). La Conférence de La Haye a participé en observateur aux travaux de ce Comité.

the Council of Europe. It adopted a draft Recommendation for the attention of the Fourteenth Session of the Hague Conference. The present author wrote the Report on the meeting of the Special Commission (Preliminary Document No 8 for the attention of the Fourteenth Session). After a final discussion on Monday 20 October 1980, the Fourteenth Session of the Hague Conference produced the final text of a *'Recommendation on information to accompany judicial and extrajudicial documents to be sent or served abroad in civil or commercial matters'*. This Recommendation was prepared by its Commission II, of which Mr Christof Böhmer of the Federal Republic of Germany was Chairman and Mr Johannes Bangert of Denmark Vice Chairman. The writer of this Report was Rapporteur. The text prepared by the Commission was adopted, after a minor improvement of the French text during the Plenary Session of 24 October 1980. On 25 October 1980 the delegates signed the Final Act of the Fourteenth Session, containing the Recommendation.

5 The first object of this Report is to describe – in a concentrated way – the preparatory work and the final discussions which led to the adoption of the Recommendation. The reader who would like to make a more detailed study will, however, have to refer to the abovementioned Report of the Special Commission's meeting and the *Procès-verbaux* and Documents to be published in the *Actes et Documents* of the Fourteenth Session of the Hague Conference on private international law.

6 This Report offers, furthermore, short commentaries on the Recommendation. In order to assist persons and authorities filling out the notice, it was decided that the Rapporteur would also give certain examples and instructions. These instructions appear above, following the Recommendation. The commentaries and instructions are based upon the opinions prevailing during the Conference, and the Rapporteur has had the opportunity to have very valuable discussions about these matters with Mr J. H. A. van Loon, Secretary at the Permanent Bureau of the Conference. The Rapporteur has, however, to bear the full responsibility for the opinions expressed in this Report.

GENERAL PURPOSE OF THE RECOMMENDATION

7 The number of documents of a judicial or quasi-judicial nature in relation to a civil or commercial matter sent or served abroad has considerably increased and seems still to be increasing. The Hague Convention on Civil Procedure of 1954 and the Service Abroad Convention of 1965 provide for the service of such documents abroad.[4] Moreover, a large network of bilateral treaties provide, in various ways, for the service of documents, whether through judicial or administrative authorities, through consular or diplomatic channels or directly to the intended recipient.

[4] On the American Continent the Inter-American Convention on Letters Rogatory signed in Panama on January 30, 1975 and its Additional Protocol signed in Montevideo on May 8, 1979 deal with these matters.

proposition du Conseil de l'Europe. Elle adopta un Projet de Recommandation à l'intention de la Quatorzième session de la Conférence de La Haye. Le soussigné rédigea un Rapport sur la réunion tenue par la Commission spéciale (Document préliminaire No 8 à l'intention de la Quatorzième session). Le 20 octobre 1980, après une dernière séance, la Quatorzième session de la Conférence de La Haye établit le texte définitif d'une *«Recommandation sur les informations destinées à accompagner les documents judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale transmis, signifiés ou notifiés à l'étranger»*. Cette Recommandation a été rédigée par la Commission II, dont M. Christof Böhmer, de la République fédérale d'Allemagne, était le Président et M. Johannes Bangert, du Danemark, le Vice-Président. Le soussigné en était le Rapporteur. Le texte préparé par la Commission fut adopté, avec une légère amélioration de la version française, au cours de la Session plénière du 24 octobre 1980. Le 25 octobre 1980, les délégués signèrent l'Acte final de la Quatorzième session qui contient la Recommandation.

5 Le premier objet du présent Rapport est de décrire brièvement les travaux préparatoires et les discussions finales qui aboutirent à l'adoption de la Recommandation. Cependant, le lecteur qui désirerait faire une étude plus approfondie de ces textes devra se référer au Rapport sur la réunion de la Commission spéciale (mentionné *supra)* ainsi qu'aux procès-verbaux et aux textes qui seront publiés dans les Actes et Documents de la Quatorzième session de la Conférence de La Haye de droit international privé.

6 Ce présent Rapport offre, au surplus, quelques rapides commentaires sur la Recommandation. Pour aider les personnes et les autorités qui seraient amenées à remplir la formule modèle, il fut décidé que le Rapporteur fournirait aussi quelques exemples et avancerait certaines instructions. On trouvera ces instructions ci-dessus après le texte de la Recommandation. Ces commentaires et ces instructions reflètent les opinions les plus souvent exprimées au cours de la Conférence; en outre le Rapporteur eut l'occasion d'avoir des entretiens très utiles sur ces questions avec M. J. H. A. van Loon, Secrétaire au Bureau Permanent de la Conférence. Le Rapporteur entend cependant assumer l'entière responsabilité des idées exprimées dans le présent Rapport.

OBJET GÉNÉRAL DE LA RECOMMANDATION

7 Le nombre d'actes judiciaires ou extrajudiciaires en matière civile ou commerciale transmis, signifiés ou notifiés à l'étranger, s'est considérablement élevé et il semble en accroissement constant. La notification à l'étranger de ces actes est prévue par la Convention de La Haye de 1954 sur la procédure civile et la Convention de 1965 sur la notification à l'étranger[4]. De plus, un vaste réseau de traités bilatéraux porte, d'une façon ou d'une autre, sur la transmission des actes, que ce soit par l'intermédiaire des autorités judiciaires ou administratives, par les voies consulaires ou diplomatiques, ou directement à leur destinataire.

[4] Sur le continent américain, la Convention interaméricaine sur les commissions rogatoires, signée à Panama le 30 janvier 1975, et son Protocole additionnel signé à Montevideo le 8 mai 1979 portent sur ces matières.

8 Where service of a document is to be effected by a *Central Authority*, the recipient will usually be informed that this is a legal document and that it is a matter upon which he should take some action. Thus, as was already indicated above, the Service Abroad Convention includes a model form for an informative notice to be served on the addressee of a document transmitted abroad, in cases where service is effected within the framework of that Convention through the channels of the Central Authority created under the Convention. Most conventions, whether multilateral or bilateral, on service of documents abroad in civil or commercial matters, including the Service Abroad Convention, however, allow documents to be served in some *other* way. A method frequently used as an alternative is transmission through the *postal* services.

9 When service is effected through a central or judicial authority, the State where the service is to be effected may require a *translation* of the document if it is not written in the language of that State. Such a requirement may not be effectively imposed where service is made through the post.

10 The problem for the recipient in cases where service is not effected through a Central Authority is to understand the nature of the document he receives and what it requires him to do, so that he may either consult a lawyer or legal adviser, or take action on his own.

11 For the reasons given above, the Fourteenth Session shared the opinion of the Council of Europe that it was highly desirable that *any* legal document in relation to a civil or commercial matter sent or served abroad be accompanied by a notice containing certain information which would help the recipient in understanding the nature and purpose of the document.

CONTENTS OF THE RECOMMENDATION

12 As mentioned before, the Service Abroad Convention[5] includes a model form for an informative notice (*'Summary of the document to be served'*) to be served on the addressee of a document transmitted within the framework of that Convention through the system of Central Authorities (see also Articles 2 to 6 of the Convention, in particular Article 5, last paragraph). The Fourteenth Session took note of the benefits that had been derived both for legal proceedings and for the information of litigants from that form and recognized that it was desirable that such a form, though capable of improvement, accompany any document of a judicial or extrajudicial nature sent or served abroad, in order to give the recipient a preliminary understanding of the nature and the purpose of the document.

13 Further, the question was taken up as to whether

[5] On May 1, 1981 the following States were Parties to this Convention: Barbados, Belgium, Botswana, Denmark, Egypt, Finland, France, Federal Republic of Germany, Ireland, Israel, Italy, Japan, Luxembourg, Malawi, Netherlands, Norway, Portugal, Sweden, Turkey, United Kingdom, United States.

8 Quand la notification doit être effectuée par une *Autorité centrale*, le destinataire doit, en règle générale, être informé qu'il s'agit d'un acte juridique au sujet duquel il lui appartient d'entreprendre une action. C'est pourquoi, nous l'avons dit plus haut, la Convention sur la notification à l'étranger contient le modèle d'une note d'information qui doit être remise au destinataire d'un acte transmis à l'étranger lorsque la signification ou la notification est effectuée dans le cadre de cette Convention, par l'intermédiaire des Autorités centrales créées en vertu de la Convention. Mais la plupart des conventions, qu'elles soient multilatérales ou bilatérales, qui portent sur la signification à l'étranger d'actes en matière civile ou commerciale, permettent la notification de ces actes par d'*autres* voies. Un procédé fréquemment utilisé est la transmission par les soins du service *postal*.

9 Quand la notification est effectuée par l'intermédiaire d'une Autorité centrale ou judiciaire, l'Etat dans lequel la notification doit être faite peut exiger que l'acte soit *traduit* quand il n'est pas rédigé dans la langue de cet Etat. Il pourra donc être difficile d'imposer efficacement l'observation de cette condition quand la transmission est faite par voie postale.

10 Quand la transmission n'est pas effectuée par l'intermédiaire d'une Autorité centrale, le problème qui se pose au destinataire est de comprendre la nature de l'acte qu'il reçoit et de savoir ce qui est exigé de lui: il lui appartient alors de consulter un avocat ou un conseiller juridique, ou encore d'entreprendre lui-même une action.

11 Pour les raisons exposées plus haut, la Quatorzième session s'est rangée à l'opinion du Conseil de l'Europe qui jugeait extrêmement souhaitable que *tout* acte juridique concernant une matière civile ou commerciale, transmis, signifié ou notifié à l'étranger, soit accompagné d'une note contenant des informations destinées à aider le destinataire à comprendre la nature et l'objet de ce document.

CONTENU DE LA RECOMMANDATION

12 Nous l'avons déjà dit, la Convention sur la notification à l'étranger[5] contient une note d'information (*«Eléments essentiels de l'acte»*) qui doit être remise au destinataire d'un acte transmis, dans le cadre de cette Convention, par l'intermédiaire des Autorités centrales (voir aussi les articles 2 à 6 de la Convention et en particulier le dernier paragraphe de l'article 5). La Quatorzième session constata le progrès qu'a constitué tant en matière juridique que sur le plan de l'information des justiciables, l'établissement de cette formule modèle, et elle reconnut qu'il était hautement souhaitable qu'une telle formule modèle susceptible d'être complétée, accompagne tout acte de nature judiciaire ou extrajudiciaire transmis ou notifié à l'étranger, pour donner au destinataire de l'acte un premier aperçu de la nature de l'objet de celui-ci.

13 D'autre part, la question s'était posée de savoir si

[5] Au 1er mai 1981, les Etats suivants étaient parties à cette Convention: République fédérale d'Allemagne, Barbade, Belgique, Botswana, Danemark, Egypte, Etats-Unis, Finlande, France, Irlande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Malawi, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Turquie.

the recommended use of the Summary should be extended to cover matters which were not civil or commercial, such as administrative, social and fiscal matters. A proposal to that end was, however, rejected. The main reason for this rejection was the fear that the Recommendation would have too broad an application if it were not limited to civil or commercial matters. In particular, a large number of extrajudicial documents would be covered by the Recommendation if it were to include administrative, social and fiscal matters.

On the other hand it was suggested that a provision be added to I, 1, and II, 1, of the Recommendation to exclude the service of documents on nationals in a foreign country by adding the following wording: 'unless the document is to be served upon a national of the State in which the document originates through diplomatic or consular channels'. This proposal was however withdrawn, since it was found evident that it would not be necessary to apply the Recommendation in such cases.

14 It was unanimously agreed that it was in the interest of good judicial administration that only *one* form should be used, whether the service be made through the channels of Central Authorities under the Service Abroad Convention or not.

15 A modification of the form of the 'Summary of the document' annexed to the Service Abroad Convention would, however, require a revision of that Convention. It was thought that such a revision was neither opportune to undertake nor necessary in order to improve its usefulness. Instead, the Fourteenth Session decided to recommend that the Member States of the Conference and other States Parties to the 1965 Convention take appropriate steps to ensure that any judicial or extrajudicial document in relation to a civil or commercial matter sent or served abroad – whether or not the service was effected through the channels of Central Authorities created under the Service Abroad Convention – would always be accompanied by a summary in the form as annexed to the said Convention, the latter being *supplemented* in the ways indicated under Nos 16–19, below.

16 *a* Following one of the suggestions made by the Council of Europe, the notice given to the recipient should state clearly the *identity* and *address* of the *intended recipient*. This will make it easier for the recipient of the document to know whether or not this document was intended for him personally or in some specific capacity, as this may not be clear from the document itself.
This may be of great importance. For example, the substantive laws of different States as to legal entities are very different, and the existing divergencies may be of considerable importance in relation to any proceedings.

The recipient should therefore be enabled to know, at the earliest possible stage, in what capacity he is being required to take some steps or in what capacity a judgment has been given against him.
It was realized that this item might correspond to 'particulars of the parties' on the Service Abroad Convention's Summary. It was thought, however, that this was not sufficient and that an *explicit* entry at the top of the warning would be useful. Moreover, the recipient might sometimes not be a party but, for instance, a witness.

l'emploi de la formule modèle recommandée devait être étendu à d'autres matières que les matières civile et commerciale, notamment en matière administrative, sociale ou pénale. Une proposition en ce sens fut cependant rejetée. La raison principale de ce rejet fut la crainte d'une application trop étendue de la Recommandation si elle n'était pas limitée aux seules matières civile et commerciale. En particulier, si la Recommandation était applicable en matière administrative, sociale et fiscale, elle viserait un nombre très élevé d'actes extrajudiciaires.
Par ailleurs, il fut suggéré de compléter les paragraphes I, 1 et II, 1 de la Recommandation par une disposition qui interdirait de notifier des actes à certains ressortissants dans un Etat étranger en ajoutant les mots suivants: «sauf si l'acte doit être notifié, à un ressortissant de l'Etat d'origine de l'acte, par les voies diplomatiques ou consulaires». Mais cette proposition fut retirée, quand on se rendit compte qu'il ne serait pas nécessaire d'appliquer la Recommandation en pareils cas.

14 Il fut convenu, à l'unanimité, que dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, une *seule* formule soit utilisée, que la transmission de l'acte intervienne ou non par l'intermédiaire des Autorités centrales instaurées par la Convention sur la notification à l'étranger.

15 Comme toute modification de la formule «Eléments essentiels de l'acte» impliquerait une revision de la Convention sur la notification à l'étranger, il fut estimé qu'une telle revision ne serait ni opportune ni nécessaire pour accroître son utilité. La Quatorzième session décida, par contre, de recommander aux Etats membres de la Conférence et aux autres Etats parties à la Convention de 1965 de prendre les mesures appropriées pour assurer que tout acte judiciaire ou extrajudiciaire en matière civile ou commerciale, transmis ou signifié à l'étranger – que la transmission de l'acte intervienne ou non par la voie des Autorités centrales instaurées par la Convention sur la notification à l'étranger – soit, dans tous les cas, accompagné de la formule annexée à cette Convention, comme expliqué ci-dessous, aux paragraphes 16 à 19.

16 *a* Pour donner suite à une des suggestions du Conseil de l'Europe, la note d'information remise au destinataire doit clairement indiquer l'*identité* et l'*adresse* du *destinataire visé*. Ce destinataire pourrait alors se rendre plus facilement compte si l'acte lui était ou non réellement destiné à titre personnel ou en quelque autre qualité, ce qui pourrait ne pas résulter clairement de l'acte lui-même.
Ce point peut revêtir une importance primordiale. Par exemple, le droit positif concernant les personnes morales présente de profondes divergences dans les divers Etats, et ces divergences peuvent jouer un rôle considérable dans un litige.
Le destinataire doit donc être en mesure de savoir, le plus rapidement possible, en quelle qualité il lui est demandé de prendre telle ou telle mesure, ou en quelle qualité un jugement a été prononcé contre lui.
On se rendit compte que cette mention pourrait faire double emploi avec la mention relative à «l'identité des parties» que l'on trouve dans la formule modèle de la Convention sur la notification à l'étranger. On estima, cependant, qu'il serait utile de faire figurer sur ce point en tête de la formule une mention *expresse*. D'ailleurs, le destinataire n'est pas toujours une des parties au litige, mais il peut être, par exemple, un simple témoin.

17 *b* The Summary of the Service Abroad Convention neither contains an explicit warning that the document is a legal document which may affect the recipient's rights or obligations, nor a suggestion that he may need legal advice. According to the principles set out in the aforesaid document prepared by the Council of Europe, such a *warning* should accompany any judicial or extrajudicial document sent or served abroad in civil or commercial matters. The Fourteenth Session agreed that such a warning, coupled with the suggestion that legal advice may be needed, should be added to the Summary. In addition, the recipient is advised that the 'Summary of the document to be served' will give him *some* information about the nature and purpose of the document, but it was found necessary to stress in the warning that the recipient should *read the document itself carefully,* since it is possible that all the facts of importance for him are not included in the Summary.

18 *c* Since the recipient may be a person in an economically weak position, it was found necessary to remind the recipient of the possibility of obtaining the benefit of *legal aid or advice,* above all *in the country where the document was issued.*
It may very often be difficult for the recipient to find out by himself where he can get information on the availability of legal aid or advice in the country where the document was issued. Therefore it was deemed appropriate that the possibility of giving the recipient information, identifying the authority or person to whom enquiries about the availability of legal aid or advice may be directed in the country where the document was issued, should be explicitly mentioned in the warning, in a separate paragraph.

19 *d* It was further agreed to recommend the use of *both* English and French for the standard terms in the notice (warning and summary). It was understood, however, that these terms might also be written in the official language, or in one of the official languages, of the State in which the document originated. (The notice leaves space open for this purpose.)[6]

As to the corresponding blanks, it was deciced that these should be completed either in the language of the State to which the document is to be sent, or in English or French.[7]

20 The question as to whether the notice should contain any further information on action to take on the document – besides information on the date and place for entering appearance – and on consequences to the recipient of his not taking action was raised.

It was thought, however, *a)* that in many cases it is almost impossible to mention all the possible, or even the immediate, consequences of not taking action; *b)* that an attempt to further identify legal consequences for the recipient tends to bring on the possibility of

17 *b* La formule modèle annexée à la Convention sur la notification à l'étranger ne contient ni un avertissement explicite qu'il s'agit d'un acte juridique susceptible d'affecter les droits et les intérêts du destinataire, ni une invitation à consulter un conseiller juridique. Selon les principes énoncés dans le document établi par le Conseil de l'Europe mentionné ci-dessus, un tel *avertissement* doit accompagner tout acte judiciaire ou extrajudiciaire transmis ou signifié à l'étranger en matière civile ou commerciale. La Quatorzième session estima qu'une note en ce sens, complétée par la suggestion qu'une consultation juridique pourrait être nécessaire, devrait être ajoutée à la formule modèle. De plus, le destinataire doit être informé que les «Eléments essentiels de l'acte» lui fourniront *certains* renseignements importants sur la nature et l'objet de l'acte, mais il fut jugé nécessaire de souligner dans l'avertissement qu'il est indispensable que le destinataire *lise attentivement le texte même du document* car il est possible que tous les faits qui présentent de l'importance pour lui n'aient pas été mentionnés dans la formule.

18 *c* Comme le destinataire peut disposer de ressources insuffisantes, on jugea nécessaire de lui rappeler qu'il pourrait éventuellement obtenir le bénéfice de l'*assistance judiciaire ou d'une consultation juridique,* et cela, tout d'abord, *dans le pays d'origine de l'acte.*
Très souvent, le destinataire peut avoir du mal à découvrir lui-même auprès de qui il peut recueillir des renseignements sur ses chances d'obtenir l'assistance judiciaire ou une consultation juridique, dans le pays d'origine de l'acte. C'est pourquoi il fut jugé opportun d'indiquer au destinataire, au moyen d'une mention expresse, dans un paragraphe séparé de l'avertissement, à quelle autorité ou personne déterminée il pourrait s'adresser dans le pays d'origine de l'acte, pour se renseigner sur la possibilité d'obtenir le bénéfice de l'assistance judiciaire ou d'une consultation juridique.

19 *d* Il fut, de plus, convenu de recommander l'emploi *tant* de la langue anglaise *que* de la langue française pour les mentions habituelles figurant dans la formule modèle (avertissement et éléments essentiels de l'acte). Cependant, on admit que ces mentions pourraient également être rédigées dans la langue, ou une des langues officielles, de l'Etat d'origine de l'acte. (La note prévoit des espaces blancs à cet effet.)[6]
Il fut décidé que ces blancs devraient être remplis soit dans la langue de l'Etat où l'acte doit être transmis, soit en langue anglaise ou française.[7]

20 La question se pose de savoir si la formule devait contenir des renseignements supplémentaires sur l'action à entreprendre au sujet de l'acte – en dehors de la date et du lieu de la comparution – et sur les conséquences que pourrait avoir pour le destinataire le fait de n'entreprendre aucune action.
On estima cependant *a)* que, dans de nombreux cas, il est à peu près impossible d'indiquer les conséquences possibles, ou même les conséquences immédiates du fait de n'entreprendre aucune action; *b)* qu'en cherchant à déterminer les conséquences juridiques encou-

[6] According to Article 7, first paragraph, of the Service Abroad Convention, the standard terms in the model annexed to the Convention shall in all cases be written *either* in French *or* in English. They may also be written in the official language, or one of the official languages, of the State from which the document originates. To the extent, therefore, that the Recommendation requires the use of both French and English for the standard terms, it goes farther than the Convention.

[7] This is in conformity with Article 7, second paragraph, of the Service Abroad Convention.

[6] Aux termes de l'article 7, premier paragraphe, de la Convention sur la notification à l'étranger, les mentions imprimées dans la formule modèle annexée à la Convention devront obligatoirement être rédigées *soit* en langue française, *soit* en langue anglaise. Elles pourront aussi être rédigées dans la langue, ou une des langues officielles, de l'Etat d'origine de l'Acte. Par conséquent, dans la mesure où la Recommandation exige pour ces mentions l'emploi tant de la langue française que de la langue anglaise, elle va plus loin que la Convention.

[7] Ce qui est conforme au second paragraphe de l'article 7 de la Convention sur la notification à l'étranger.

legal liability for the author of the form and *c)* that in any case the notice was to have a very general application. The notice should not replace, but rather supplement, the more specific informative notices for certain types of writs and notices prescribed by some national systems of procedural law.

21 Furthermore the Fourteenth Session decided to recommend that Member States, as well as States Parties to the Service Abroad Convention, inform the Permanent Bureau from time to time, where appropriate, regarding any steps taken pursuant to the Recommendation. The aim of that provision was to provide one centre where information would be available if needed.

22 The Fourteenth Session also decided to extend the Recommendation in the form of a 'Hope' to States who are neither Members of the Conference nor Parties to the Service Abroad Convention, and to bodies and institutions whom it may concern (international courts or bodies performing judicial tasks, etc.).

rues par le destinataire, c'est la responsabilité de l'auteur de la note d'information qui pourrait être engagée et *c)* qu'en tout état de cause, l'application de cette note n'aurait qu'un caractère très général. La formule modèle ne doit pas remplacer, mais plutôt compléter, les notes d'information plus précises portant sur des domaines limités qui sont prévues par les règles de procédure de plusieurs systèmes nationaux.

21 Au surplus, la Quatorzième session décida de recommander à chaque Etat membre, ainsi qu'aux Etats parties à la Convention sur la notification à l'étranger, de donner de temps à autre, au moment opportun, au Bureau Permanent, des informations sur les mesures prises pour appliquer la Recommandation. Le but de cette disposition est de permettre la création d'un centre où des informations pourraient être obtenues si le besoin s'en fait sentir.

22 La Quatorzième session décida aussi, sous la forme d'un «Voeu», d'étendre la Recommandation à des Etats qui ne sont ni des Membres de la Conférence, ni des Parties à la Convention sur la notification à l'étranger, ainsi qu'aux organismes et institutions qu'elle pourrait concerner (cours internationales de justice ou organes exerçant des fonctions judiciaires, etc.).

Troisième partie

Fonctionnement des Conventions d'entraide judiciaire

Part three

Operation of the Conventions on judicial co-operation

Quatorzième session

Travaux préliminaires

Fonctionnement de la Convention du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale

Operation of the Convention of 15 November 1965 on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters

Liste des documents préliminaires

Observations des Gouvernements et Observateurs sur le fonctionnement de la Convention du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale. – *(Document préliminaire No 1 d'août 1977), infra.* p. 359.

Liste de points à discuter par la Commission spéciale. – *(Document préliminaire No 2 d'août 1977), infra* p. 374.

List of Preliminary Documents

Comments of the Governments and Observers on the operation of the Convention of 15 November 1965 on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters. – *(Preliminary Document No 1 of August 1977), infra* p. 359.

List of items for discussion by the Special Commission. – *(Preliminary Document No 2 of August 1977), infra* p. 374.

Observations des Gouvernements et Observateurs sur le fonctionnement de la Convention du 15 novembre 1965

Comments of the Governments and Observers on the operation of the Convention of 15 November 1965

Document préliminaire No 1 d'août 1977

Preliminary Document No 1 of August 1977

Observations des Gouvernements et Observateurs sur le fonctionnement de la Convention du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale

Comments of the Governments and Observers on the operation of the Convention of 15 November 1965 on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters

La **République Arabe d'Egypte,** le **Luxembourg** et la **Suède** ont fait connaître que le fonctionnement de la Convention n'avait pas donné lieu à de difficultés.

The **Arab Republic of Egypt, Luxembourg** and **Sweden** indicated that the operation of the Convention had not given rise to any difficulties.

Autriche/Austria

The Convention on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters of November 15, 1965 conforms more to Anglo-American legal thinking than the Hague Convention on Civil Procedure of March 1, 1954 and is, therefore, more difficult in its application by the States of the European Continent; besides, its wording is less clear. Extensive forms are required for service (request for service, summary of the document to be served, certificate of service); these forms have to be written in French or in English and they may also be written in the official language of the State in which the documents originate. Requests for service are to be forwarded by the authority or the judicial officer competent under the law of the State in which the documents originate direct to the Central Authority of the requested State. Obviously, article 3 does not permit the intermission of any Central Authority of the requesting State. The articles 15 and 16 interfere to some extent with the procedural laws of the requesting State: according to article 15, judgment shall not be entered where service had been requested abroad according to the Convention, as long as service or delivery has not been established. This regulation conforms somewhat with article 401, paragraph 1, No 1, of the Austrian Code of Civil Procedure, but it neither permits the rejection of an application for judgment by default nor the fixing of a time-limit, at the expiration of which the application would be rejected. While it would already be disagreeable that a special regime should be applied in the case of service having been requested according to the 1965 Convention, article 16 is still less acceptable. This article regulates the *restitutio in integrum* against judgments by default when a writ of summons or an equivalent document had to be served in accordance with the Convention and the defendant has not taken part in the proceedings. This regulation is not as well balanced as the articles 146 *et seq.* of the Austrian Code of Civil Procedure. Regarding various additional agreements to the Hague Convention of 1954 between Austria and other States Members the question arises whether the direct communication between the Ministries of Justice of the States concerned or even only between the tribunals of the two States provided in any such agreement remains untouched by the Convention of 1965 (despite the provision of its article 24), since the provisions of this Convention are based on the communication between the tribunals of the requesting State with the Central Authority of the requested State. The same can be said about the forms provided for by the Convention of 1965 and about the language question.

The Austrian Federal Ministry of Justice, therefore, would welcome a solution of the above-mentioned problems to be worked out at the intended meeting of a Special Commission of the Hague Conference. Such a solution would make it possible for Austria to consider the signature and ratification of the Convention. The Federal Ministry of Justice, therefore, will gladly participate in the proposed meeting.

Etats-Unis/United States

This memorandum is in response to the letter of July 11, 1977, from the Secretary General of the Hague Conference on Private International Law inviting the comments of the United States Central Authority with respect to the difficulties experienced in putting the Hague Service Convention into practice and soliciting proposals for avoiding such difficulties in the future.

We commence our discussion with an optimistic note; from the point of view of the United States the Convention has well-succeeded in accomplishing its purposes. We welcome, however, the opportunity to exchange views with our fellow Central Authorities in a mutual endeavour to correct certain – mostly minor – problems which we have encountered in the implementation of the Convention.

The Convention entered into force with respect to the United States on February 10, 1969. From that date until December 30, 1973 the functions of the Central Authority for the United States were performed by the United States Department of State. Effective December 31, 1973, the functions of the Central Authority were transferred to the United States Department of Justice, Washington, D.C. 20530. (See L.c. A. No 7(74) and L.c. ON. No 8(74), February 19, 1974.)

We understand that the Convention is now in force between the United States and the following 18 countries:

Country	*Date of Entry into Force*
Barbados	*October 1, 1969*
Belgium	*January 18, 1971*
Botswana	*September 1, 1969*
Denmark	*October 1, 1969*
Egypt (U.A.R.)	*February 10, 1969*
Fiji	*February 10, 1969*
Finland	*November 10, 1969*
France	*September 1, 1972*
Israel	*October 13, 1972*
Japan	*July 27, 1970*
Luxemburg	*September 7, 1975*
Malawi	*December 1, 1972*
Netherlands	*January 2, 1976*
Norway	*October 1, 1969*
Portugal	*February 25, 1974*
Sweden	*October 1, 1969*
Turkey	*April 28, 1972*
United Kingdom	*February 10, 1969*

(The United Kingdom has also extended the Convention to: *Antigua; Bermuda; British Honduras; British Solomon Islands Protectorate; British Virgin Islands; Cayman Islands; Central and Southern Line Islands; Falkland Islands and Dependencies; Gibraltar; Gilbert and Ellice Islands Colony; Guernsey; Hong Kong; Isle of Man; Jersey; Montserrat; Pitcairn; St. Helena and Dependencies; St. Vincent; Seychelles; and the Turks and Caicos Islands*).

We further understand that the following 8 countries have *signed*, but not yet ratified, the Convention: *Austria; Federal Republic of Germany; Greece; Italy; Ireland; Spain; Switzerland* and *Yugoslavia*.
As additional countries have joined the Convention, and as litigants and courts have become more fully acquainted with the time and money-saving features of the Convention, we have witnessed a steady increase in the annual number of Convention service requests.

Thus, for the period October 1, 1976 – September 1, 1977, we have received and processed in excess of 1,000 service requests from our Convention partners:

Country	*Number of Requests*
Barbados	*3*
Belgium	*162*
Denmark	*29*
Egypt	*22*
Finland	*65*
France	*340*
Israel	*16*
Netherlands	*104*
Norway	*54*
Portugal	*3*
Sweden	*104*
Turkey	*61*
United Kingdom	*54*
Total	*1,017*

It may also be of interest to note how many service requests were received during the same period from countries who have not yet joined the Convention:

Country	*Number of Requests*
Austria	*3*
Brazil	*4*
Bulgaria	*14*
Cyprus	*2*
West Germany	*106*
East Germany	*8*
Greece	*34*
Guatemala	*1*
Kuwait	*3*
Libya	*2*
Morocco	*12*
Nicaragua	*1*
Singapore	*1*
Spain	*5*
Thailand	*1*
Yugoslavia	*3*
Total	*200*

In the course of receiving and processing service requests from our Convention partners, we have noted the following recurring shortcomings:

1 *General.* It bears emphasis at the outset that the Central Authority for the United States deals exclusively with *incoming* Convention requests. As a result, we receive little information concerning how well (or how poorly) American litigants are complying with the Convention requirements. For example we have no way of knowing the number of Americans who avail themselves of the Convention or the degree of success or failure which they encounter abroad. Since the Convention is reciprocal, it would be of interest to learn how American requesting authorities are complying with the Convention. We have no doubt that other of our fellow Central Authorities share our interest in this regard. We are pleased to report that as of this writing we have not received from our counterparts abroad any real problems concerning the failure of our requesting authorities to comply with the terms of the Convention.

2 *Central Authority for the United States.* As previously noted, effective December 31, 1973, the United States Department of Justice, Washington, D.C. 20530, has been designated as the Central Authority for the United States under Article 2 of the Convention. Unfortunately, some requesting authorities have apparently not learned of this change and continue to transmit their Convention requests to the Department of State. While this is not a major problem, failure to transmit Convention requests directly to us results in unnecessary delay and inconvenience to foreign requesting authorities.

3 *Convention Forms.* Although article 3 of the Convention requires that all requests be accompanied by certain prescribed forms (*i.e.*, a 'Request', 'Summary' and 'Certificate', and that *both* the forms *and* the documents to be served be furnished in duplicate, we continue to receive Convention requests which either do not have the proper forms attached or which are not in duplicate. In such cases, our usual practice is to simply return the documents to the requesting authority for correction. Again, although the problem is not serious, it creates unnecessary delay and inconvenience for the requesting authority.

4 *Address Information.* We continue to receive 'Requests' forms which contain incomplete or erroneous address information. It is important for the prompt processing of service requests that the 'Request' form contain the following information: complete and properly

spelled name of the person to be served; complete residence address (*i.e.*, house and street number, avenue, etc.); name of city and state; and where available, postal 'zip' code. In addition, foreign requesting authorities frequently overlook the fact that the United States Marshals find it difficult – if not impossible – to serve documents at a post office box.

Finally, the United States Marshals are unable to serve persons or entities which are outside the territorial jurisdiction of United States courts, *e.g.*, military or civilian personnel who are stationed in diplomatic or consular missions or foreign countries with our armed forces. Thus, requesting authorities should not transmit to this office requests for service at 'APO' (Army Post Office) or 'FPO' (Fleet Post Office) addresses; such designations indicate that the subject resides outside of the United States. See the April 22, 1970 Note No 19 from the American Embassy at The Hague to the Royal Netherlands Ministry of Foreign Affairs, concerning the Convention, which provides, in pertinent part, that –

The United States Marshals only have access to persons who are physically present within their areas of jurisdiction. Therefore, it will not be possible for them to effect service on United States citizens or residents of the United States who are temporarily outside the country either by reason of service with the Armed Forces of the United States, employment with the United States Government, or in some other capacity.

In such cases, we suggest that the requesting authority direct the request to the Central Authority (or, if the country has not joined the Convention, to the foreign government through diplomatic channels) of the country in which the subject temporarily resides.

5 *Service on American Legal Entities.* It is important that requests for service on legal entities set forth with precision their identity. Experience teaches that the corporate officers decline to accept the service documents if the name on the request differs in any way – however minor – from the corporation's legal name.

6 *Air Mail.* Experience further teaches that all service requests should be sent via air mail to ensure prompt service. Inadvertent failure to send service requests by air has caused inordinate delays in the receipt of the request in Washington.

7 *Dates.* When European requesting authorities indicate a date numerically, they usually list the day, month and year (*e.g.*, November 2, 1943 would be 2/11/43), whereas the United States follows the practice of putting the month first (*e.g.*, November 2, 1943 would be 11/2/43). Such conflicting practices have a great potential for creating unnecessary difficulties and confusion – particularly when the service documents give notice of a hearing date. Therefore, we strongly recommend that *in all* date information appearing on requests the month be written out rather than stated numerically.

8 *Time Periods.* We continue to receive requests which cannot be timely executed because they arrive in Washington only *after* the service or hearing date which is specified in the 'Request' or 'Summary' form. To avoid this difficulty, we urge that all service requests which are designed to provide notice of a hearing date – or which must be served on or before a particular date – be dispatched (via air mail) to the Central Authority *at least* sixty (60) days in advance of the hearing service date.

9 *Time for Service.* Experience teaches that we can cause most Convention requests to be served anywhere in the United States within four (4) weeks of receipt in this office. Many requests can be executed sooner, and some only after the expiration of a longer period of time. We therefore recommend that requesting authorities allow sixty (60) days before sending status inquiries concerning whether a particular request has been executed.

10 *Service Fees.* The United States has established a fixed-fee of $ 15 for each service request. (See Note No 19, dated April 22, 1970 from the American Embassy at The Hague to the Royal Netherlands Ministry of Foreign Affairs.) This requirement has apparently created certain difficulties and confusion for certain requesting authorities in foreign countries. In an effort to resolve those difficulties, we invite the members' attention to the following points:

a Because the checks are negotiated by the United States Marshal Office which actually serves the documents, it is important that a separate $ 15 payment accompany each request. (Only one $ 15 payment is required, however, when all of the documents are to be served *on the same person at the same address.*) Thus, when a requesting authority sends multiple service requests in the same envelope, and when service is to be made on several different persons at different addresses, each request should be accompanied by a *separate* $ 15 payment.

b The payment check should be drawn on a correspondent bank in this country.

c Where possible, the check should be magnetically encoded to permit proper processing in accordance with American banking practices.

d The check should be made payable to 'The Treasurer of the United States'.

e The check must physically accompany (*i.e.*, be affixed to) the service request to which it pertains. (Some requesting authorities mistakenly cause the checks to be dispatched directly to the United States Treasury Department. In such cases, we have no choice but to return the service request, unexecuted, because we have no way of knowing whether payment has been made).

f Payment should not be made by *postal* money orders. In this connection, we invite the members' attention to L.c. ON. No 9(71)/L.c. A. No 4(71), dated April 14, 1971, which provides, in pertinent part, that –

The requirement that each request for service be accompanied by an international money order made payable to the 'Treasurer of the United States' in the sum of $15.00 was not intended to include international postal *money orders. The use of postal money orders is not feasible because the negotiable instrument does not physically accompany the request and is extremely difficult to correlate with a particular request for service. The appropriate means to remit payment of the Marshal's fee is an international money order or check – preferably a bank or certified check – which can accompany the request until service is made.*

g Finally, requesting authorities should ensure that the check is not 'stale' (*i.e.*, older than 6 months).

As far as we are aware, only the United States has established a fixed payment fee for service requests. Since American litigants frequently call upon us for information concerning the potential cost of obtaining service abroad under the Convention, we would wish to obtain information as to whether other countries impose any service fee, and if so, what the general range of costs is. In addition, we would wish to ascertain whether American requesting authorities have acted

promptly in making payment in cases where a service charge has been imposed.

11 *Who is a Proper 'Requesting Authority'?* On several occasions, our fellow Central Authorities have declined to execute American Convention requests for the reason that, in their view, the request did not emanate from a 'judicial officer'. This difficulty has arisen in instances where an American private attorney is a proper requesting authority under the law of the state where the suit is pending. The difficulty apparently finds its genesis in the fact that European countries require that certain documents *must* be served by court officials; they are unfamiliar with the practice of some American states which authorize service to be effected by private individuals.
Article 3 of the Convention provides, in pertinent part, that 'the authority or judicial officer *competent under the law of the State in which the documents originate* shall forward to the Central Authority of the State adressed ... [the request for service]' (emphasis added).
Since American laws may empower private individuals to serve judicial documents (in effect, such individuals become *ad hoc* officials 'officers of the court') we find nothing objectionable in the practice. Although this has not been a major problem, this matter should be raised with our fellow Central Authorities.

12 *Number of Service Endeavours.* We have instructed the United States Marshals to return Convention requests to us, unexecuted, if they are unable to locate the subject of the request after having made *three* unsuccessful endeavours to serve the documents. Although we believe this to be a reasonable policy, we welcome the opportunity to compare our practices in this regard with those of our Convention partners.

13 *Translations.* Experience teaches that the Convention is not very clear concerning the requirement for translations, and we have encountered different interpretations abroad. In our judgment, this is an area of serious potential difficulty which warrants careful examination.
The problem of translations takes on particular significance – at least under American law – where the party seeking to have the documents served hopes to obtain a judgment which he will subsequently enforce in this country. American law requires that a party who is served with judicial documents receive 'actual notice and an opportunity to defend'. Several of our courts have held that receipt of an untranslated foreign document does not constitute such notice and that any resulting foreign country judgment will not be recognized and enforced in this country. See, *e.g.*, the California state court case of *Julen v. Larson*, 25 C.A. 3d 325 (1972), in which the Court declined to enforce against an American defendant a money judgment rendered by a Swiss court where the only documents served upon the defendant in the United States were two certified documents written in the German language. In declining to enforce the Swiss court's judgment, the California court ruled that –

... the process served must give defendant sufficient notice of the pending foreign proceedings to satisfy the requirement of due process of law.
Notice to be effective must be informative. There is no evidence that defendant acquired knowledge in fact of the action pending against him in Switzerland. Defendant did not understand the language in which the legal documents were written, and the accompanying correspondence did not identify the documents as materials of legal significance.
...
Notice is legally sufficient if it is reasonably calculated to impart knowledge of an impending action [citing cases]. While we do not require documents in a foreign language to be translated into English in order to be validly served, we think at a minimum a defendant should be informed in the language of the jurisdiction in which he is served ... that a legal action of a specific nature is pending against him at a particular time and place. Normally this information should include the location of the pending action, the amount involved, the date defendant is required to respond, and the possible consequences of his failure to respond. Judged by this standard the notice given here was inadequate. We emphasize that no great amount of formality is required for effective notice.

Pointing specifically to the 'Summary' required by article 5 of the Convention, the California court continued:

While we do not believe translation of the documents themselves should be routinely required, we think that the summary served with the documents should normally be written in English, this is to say the language of the place of service. Translation of the summary into English, if necessary, imposes little burden on the process and yet insures that the essentials of the documents are known to the person served. [Id., at 330.]

Our concern with the question of translations stems from the following considerations:

a Translations are not *obligatory* under the Convention.

Article 7, however, requires that –

The standard terms in the model annexed to the present Convention shall in all cases *be written either in French or in English. They may also be written in the official language, or in one of the official languages, of the State in which the documents originate.*
The corresponding blanks shall *be completed* either *in the language of the State addressed* or *in French* or *in English. [Emphasis added.]*

b To the best of our knowledge, only Sweden has formally demanded that all documents to be served under the first paragraph of Article 5 must be written in, or translated into, Swedish. (See Swedish declaration of August 2, 1969.)

c Notwithstanding the absence of a formal declaration to the contrary, each Central Authority is specifically empowered under article 5 – and if it so chooses –

... to require the document to be written in, or translated into, the official language or one of the official languages of the state addressed: whenever the documents are to be served either –

(a) *by a method prescribed by its [*i.e., *the State addressed] internal law for the service of documents in domestic actions upon persons who are within its territory, or*

(b) *by a particular method requested by the applicant, unless such a method is incompatible with the law of the State addressed.*[1]

[1] The actual wording of article 5 appears to be more restrictive than the *travaux préparatoires* would otherwise lead one to believe, since the *travaux* seem to indicate that the State addressed should be able to demand a translation *only* when service is requested under the provisions of article 5(*a*). Thus –

On a même décidé que, quand la notification doit être faite selon la forme particulière demandée par le requérant ou par simple remise au destinataire qui l'accepte volontairement, *il n'y avait pas de raison d'accorder à l'Autorité centrale la faculté de demander la traduction.* Cette faculté a seulement été accordée à l'Autorité centrale pour les cas où l'on utilisera les formes normales prévues par la loi de procédure de son pays.
[Emphasis added.] (Report Taborda Ferreira, *Actes et documents de la Dixième session*, 1964, page 370.)

d A translation of the document into the language of the State adressed may not be required if service is to be made 'by delivery to an addressee who accepts it voluntarily' (*i.e.*, by *simple remise*) unless such method is 'incompatible with the law of the State addressed'.

e Under article 7, the standard terms of the forms required by the Convention (*i.e.*, 'Request', 'Summary' and 'Certificate') must be written in either English or in French. The requesting State is, however, at liberty to *add* a translation into its own language if it so chooses.[2]

f Under article 7, the blank spaces on the forms shall be completed in French, English or the language of the State addressed.[3]

Taken together, the foregoing leaves much room for confusion, misunderstanding, ambiguity and uncertainty. On the one hand, it appears there will be few instances where all of the documents to be served must be translated in their totality into the language of the State addressed. On the other hand, it would appear to be a reasonable and workable proposal to require that in *all cases* (even where service is to be made by *simple remise*) the *Summary* contain a translation of (or be written in) the language of the State addressed.
The subject of translations is of great interest to us, and we will welcome the opportunity to discuss this particular difficulty with our fellow Central Authorities.
If time permits, the United States Central Authority would propose a brief discussion concerning the following comments relative to the operation of the Hague Evidence Convention:

1 The Evidence Convention entered into force for the United States on October 7, 1972. The functions of the Central Authority for this Convention are also performed by the United States Department of Justice, Washington, D.C. 20530.

2 We understand that the Convention is now in force between the United States and the following nine countries:

Country	*Entered into Force*
Czechoslovakia	*July 11, 1976*
Denmark	*June 20, 1972*
Finland	*June 6, 1976*
France	*October 6, 1974*
Luxemburg	*September 24, 1977*
Norway	*October 7, 1972*
Portugal	*May 11, 1975*
Sweden	*July 1, 1975*
United Kingdom	*September 4, 1976*

We further understand that the Evidence Convention has been signed, but not yet ratified, by: *Spain* (October 21, 1976); *West Germany* (March 18, 1970) and *Italy* (February 6, 1975).

3 For the period October 1, 1976 – September 1, 1977 we have received evidence requests from the following countries:

Country	*Number of Requests*
Argentina	*2*
Austria	*8*
Belgium	*1*
Canada	*4*
Chile	*1*
France	*11*
East Germany	*1*
West Germany	*21*
Greece	*1*
Italy	*2*
Norway	*10*
Poland	*1*
Spain	*7*
United Kingdom	*2*
Venezuela	*2*
Total	*74*

The foregoing list reflects evidence requests received from all countries regardless of whether the countries are members of the Hague Evidence Convention. Because of the liberal United States policies with respect to honouring foreign requests for evidence, American courts have also honoured other evidence requests which were transmitted directly to the courts, although the number of such direct-referrals is unknown to this Department.

4 Our experience with the Evidence Convention has been extremely gratifying. In all respects, the Convention appears to be a great step forward in the area of international judicial assistance in civil and commercial matters.

5 Although the Convention does not require that the requesting authority furnish two complete copies of the letters of request, we propose that such a requirement be considered by the Convention members. (A similar requirement exists with respect to the Service Convention.)

6 Several countries which have joined the Convention continue to transmit their civil evidence requests through the time-consuming diplomatic or consular channel, resulting in great delays in the receipt of the requests in the Department.

7 The Evidence Convention does not contain a requirement that the letter of request be drafted in any particular format. We are of the opinion that a standardized format (such as that contained in the Service Convention) would greatly facilitate the processing and execution of requests. The United States Central Authority is prepared to submit a proposed format for discussion, if time permits.

8 Several evidence requests have led to litigation in United States courts. To date, the Department has assumed the responsibility for such litigation. It is not clear that we are required to represent foreign Central Authorities or foreign private litigants in adversary proceedings, either at trial or on appeal. There is also some question as a matter of American law about our standing to represent foreign private litigants before our courts. It would be of interest to us to obtain the views of foreign Central Authorities on that subject, and to ascertain what American litigants may expect abroad should contentious proceedings arise in a foreign tribunal as a result of an American request.

[2] The Convention does not require that the standard terms of the forms be written in both English and French. However, such a requirement may be implicit in the Convention. To this effect, the *travaux* contain the following comment: *'L'avant-projet ne mentionnait pas l'emploi obligatoire des deux langues, mais ce sens y était implicite.'*

[3] Thus, the *travaux* contain the statement that *'La convention laisse cependant aux Etats requérants la liberté de choisir la langue dans laquelle seront remplis les blancs.'*

France

La France a ratifié le 3 juillet 1972 la Convention de La Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale.
Le Ministère de la Justice, représenté par le Service civil de l'entraide judiciaire internationale, y joue le double rôle d'Autorité centrale réceptrice et expéditrice. Dans ce double rôle il résulte de la statistique de ce département que celui-ci achemine en moyenne vingt mille actes judiciaires et extrajudiciaires par an.
Sur un plan général, il apparaît que le mode d'acheminement des actes par la voie d'Autorités centrales spécialisées tel qu'il a été organisé par la Convention de 1965 répond parfaitement aux exigences de rapidité, de simplicité et d'efficacité qu'appelle le développement des relations d'entraide judiciaire internationale et permet de faire face à l'accélération du développement que connaissent depuis quelques années ces relations d'entraide. Les voies consulaires, diplomatiques ou privées ont continué, à titre subsidiaire, d'être utilisées et jouent un rôle utile mais d'appoint.
A l'expérience, l'application de la Convention suggère les commentaires suivants:

1 *Article premier – Domaine judiciaire et contentieux administratif – changement d'adresse*

En raison des dissemblances marquées que présentent les pouvoirs et la compétence des tribunaux administratifs dans les différents systèmes de droit, l'Autorité centrale française apprécie cas par cas la suite qu'il convient de réserver aux demandes d'entraide dont elle est saisie concernant la notification d'actes relevant du contentieux administratif.
Par ailleurs, si la Convention ne s'applique pas lorsque l'adresse du destinataire de l'acte est inconnue, néanmoins lorsque cette adresse est incomplète voire inexacte ou dans les cas fréquents de changement d'adresse, l'Autorité centrale française s'efforce de satisfaire à la demande dont elle est saisie. A cet effet, elle demande, le cas échéant, au requérant de fournir tous renseignements complémentaires de nature à permettre de localiser ou d'identifier la personne concernée.
Il apparaitrait souhaitable de connaître sur ces points la position des Etats contractants et l'application qui est faite par eux de la Convention de 1965.

2 *Article 5 – Notification par simple remise*

On constate actuellement entre les Etats contractants une disparité dans les conditions posées pour la notification des actes, plus particulièrement en ce qui concerne le remboursement des frais et l'exigence d'une traduction.
Pour harmoniser sur ces points les conditions d'application de la Convention, il paraît utile de dégager les principes qu'elle a posés et plus particulièrement de préciser la portée des dispositions de son article 5 relatif aux modes de notification.
Abstraction faite de la notification selon une forme spéciale demandée par le requérant qui constitue un cas particulier, la Convention reconnaît, à titre principal, deux modes de notification. Ces modes consistent dans la notification par voie de simple remise, c'est-à-dire selon un mode dépouillé de tout formalisme, et dans la notification accomplie selon les formes locales (alinéas premier et 2).
La Convention toutefois, au terme d'un compromis savamment dosé, ne place pas ces deux modes de notification sur le même plan. C'est ainsi que l'article 5, alinéa 2 dispose que «sauf le cas prévu à l'alinéa premier, lettre *b*, l'acte peut toujours être remis au destinataire qui l'accepte volontairement». Cette disposition rend obligatoire pour les Etats la notification par voie de simple remise dès lors que le destinataire l'accepte volontairement.
La notification par voie de simple remise prime dans une certaine mesure la notification selon les formes locales et apparaît comme le mode principal. Il en résulte deux séries de conséquences au plan des frais et des langues.

A *Frais (article 12)*

La notification par voie de simple remise est gratuite. Sans doute, la Convention prévoit-elle que l'intervention des officiers ministériels ou des personnes compétentes agissant dans le cadre des formes locales donne lieu au remboursement des frais exposés (article 12, alinéa 2*a*). Il s'agit là cependant d'une situation qui devrait être transitoire en attendant que les Etats contractants promeuvent dans leur législation interne le mode de notification par simple remise.
Actuellement, un certain nombre d'Etats parmi lesquels se trouve la France pratiquent la remise gratuite des actes; d'autres Etats dont font partie les pays de common law, exigent le remboursement ou l'avance des frais de notification.
Cette disparité fait échec au principe de la réciprocité et aboutit à une augmentation sensible des frais de notification due au cumul des frais de l'Etat d'origine avec ceux de l'Etat de destination.
Il apparaît qu'il conviendrait de recommander aux Etats contractants d'adopter sur ce point une attitude commune et de généraliser la prise en charge par l'Etat de destination des frais de notification par voie de simple remise.

B *Langue*

Des dispositions conjuguées des alinéas 2 et 3 de l'article 5, il résulte que la notification par voie de simple remise est effectuée dans la langue de l'Etat d'origine si le destinataire de l'acte l'accepte volontairement.
Les Autorités centrales ne peuvent, par voie de dispositions générales, imposer en toute hypothèse la traduction des actes, voire toute autre condition relative à la production soit d'un résumé de l'acte avec sa traduction, soit d'une attestation que le destinataire comprend la langue d'origine de l'acte. Ces conditions sont surajoutées à la Convention (travaux préparatoires de la Conférence, T. III, No 206).
Dans la pratique, l'exigence systématique d'une traduction est de nature à paralyser l'application de la Convention en raison de la charge pécuniaire prohibitive qu'elle fait peser sur les plaideurs. C'est ainsi, à titre d'information, que dans certaines procédures en matière maritime où les risques sont répartis entre de nombreux groupes d'assureurs par le jeu de contrats de réassurance, le nombre des parties pour un même sinistre dépasse fréquemment la quarantaine alors que les actes comportent des dizaines de feuillets.

Article 9 – Voie consulaire indirecte

Dans la pratique, les dispositions de cet article ont pour effet de perpétuer le régime instauré par la Convention de La Haye du premier mars 1954 relative à la procédure civile.

Article 10b – Notification d'officier ministériel à officier ministériel – notification par la voie de la poste

Les conditions relatives à la mise en oeuvre du mode

de notification des actes par les officiers ministériels, les fonctionnaires et autres personnes compétentes de l'Etat d'origine à leurs homologues de l'Etat de destination ont été analysées et définies dans le mémoire présenté les 25 et 26 novembre 1960 à la Conférence de La Haye par l'Union internationale des huissiers de justice et officiers judiciaires.
Il apparaît opportun de recommander aux Etats la mise en oeuvre de ce mode direct de notification qui est prévu, également, par la Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale.
La France a introduit dans son nouveau code de procédure civile des dispositions relatives à ce mode de notification en prévoyant l'intervention possible de la Chambre nationale des huissiers de justice (texte en annexe ci-dessous).
Par ailleurs, au plan interne français, la transmission et la notification par la voie postale concernent d'une façon générale et à titre complémentaire toutes les notifications d'actes à l'étranger qu'elles soient effectuées par la voie des Autorités centrales ou par la voie consulaire.
Toutefois, cette notification par la voie postale est dépourvue de caractère officiel car elle est précédée par la formalité de la signification au parquet français. Il en résulte que cette notification subséquente par la voie postale ne paraît pas susceptible de porter atteinte à la souveraineté des Etats qui n'admettent pas sur leur territoire la notification officielle par la voie postale.

Article 12 – Mode de recouvrement des frais de notification

En l'état actuel des conditions d'application de la Convention, il apparaît opportun, dans un souci de simplification administrative et d'efficacité, de recommander aux Etats contractants la généralisation du système de paiement forfaitaire et préalable, sous forme d'un chèque joint à la demande de notification et payable dans l'Etat de destination.
Dans la pratique, il s'est avéré que la procédure de recouvrement des frais après la notification des actes donne lieu à des échanges de correspondance administrative dont l'importance est disproportionnée avec le montant des créances à recouvrir. Ces échanges sont provoqués le plus souvent par l'absence ou l'insuffisance d'une provision pour couvrir les frais encourus.

Article 13 – Refus d'exécution – compétence exclusive

L'article 13 dispose que si l'exécution d'une demande de notification peut être refusée lorsqu'elle est de nature à porter atteinte à la souveraineté ou à la sécurité de l'Etat requis, ce refus ne peut être fondé sur le seul motif que la loi de l'Etat requis revendique une compétence judiciaire exclusive.
La question est posée de savoir si le refus de notification peut être invoqué dans le cadre d'une action introduite dans un Etat contractant mettant en cause le fonctionnement du service public de la justice dans un autre Etat contractant alors que cette mise en cause doit faire l'objet d'une procédure spéciale (exemple: procès intentés par des sectes religieuses).

Article 15 – Computation des délais

L'article 15 de la Convention qui institue le sursis à statuer en cas de non-comparution du défendeur dispose que le juge, sous certaines conditions, peut statuer lorsqu'un délai d'au moins six mois s'est écoulé depuis la date d'envoi de l'acte.
Il apparaît bien que le point de départ du délai soit constitué par la date d'envoi de l'acte par l'autorité ou l'officier ministériel compétent de l'Etat d'origine à l'Autorité centrale de l'Etat requis (article 3), à la personne de qui l'acte ne saurait être notifié.
Cette interprétation mériterait cependant d'être confirmée par les Etats contractants.
Le législateur français, s'inspirant des dispositions de l'article 15, a introduit dans le nouveau code de procédure civile une norme générale analogue, reproduite en annexe de la présente note.

Articles 24 et 25 – Maintien en vigueur des Conventions bilatérales existantes

La Convention de 1965 ne déroge pas aux Conventions bilatérales auxquelles les Etats contractants sont Parties et qui contiennent des dispositions relatives à la transmission des actes.
C'est le cas notamment pour les accords bilatéraux qui prévoient l'acheminement des actes par la voie des parquets. Ce mode de transmission se présente, en effet, comme plus direct que celui par la voie des Autorités centrales et réalise un degré d'intégration plus achevée des relations d'entraide judiciaire internationale (article 11 de la Convention).

Note complémentaire sur l'application de la Convention de La Haye du 15 novembre 1965

Article 6 – Acheminement en retour des attestations

Il apparaît opportun de recommander aux Etats contractants la mise en oeuvre des dispositions de l'article 6, dernier alinéa, de la Convention qui prévoit l'acheminement direct de l'attestation au requérant par l'autorité chargée d'effectuer la remise, sans intervention des Autorités centrales.

Articles 4 et 13 – Refus d'exécution

Le refus d'exécution d'une demande de notification peut-il être fondé sur le fait que le délai de comparution prévu dans l'acte est expiré ou la date de comparution dépassée.

Imprimés

Une comparaison des imprimés établis par les Etats contractants en application de la Convention pourrait se révéler utile sur le plan pratique. (Modèles français annexés à la présente note.)

ANNEXE

Section V – Règles particulières aux notifications à l'étranger

Sous-section I – Notification des actes à l'étranger

Article 683

Les notifications à l'étranger sont faites par voie de signification. Lorsque la notification est faite par le secrétaire de la juridiction, il est procédé comme il est dit à l'article 670–2. Le secrétaire de la juridiction est alors tenu des mêmes obligations que l'huissier de justice.
Les dispositions du présent article ne préjudicient pas à l'application des traités prévoyant une autre forme de notification.

Article 684

La signification d'un acte destiné à une personne domiciliée à l'étranger est faite au parquet.
Le parquet auquel la signification doit être faite est,

selon le cas, celui de la juridiction devant laquelle la demande est portée, celui de la juridiction qui a statué ou celui du domicile du requérant. S'il n'existe pas de parquet près la juridiction, la signification est faite au parquet du tribunal de grande instance dans le ressort duquel cette juridiction a son siège.

Article 685

L'huissier de justice remet deux copies de l'acte au procureur qui vise l'original.
Le procureur fait parvenir les copies de l'acte au Ministre de la Justice aux fins de transmission, sous réserve des cas où la transmission peut être faite de parquet à parquet.
Il y joint une ordonnance du juge prescrivant la transmission de l'acte lorsque l'intervention du juge est exigée par le pays destinataire.

Article 686

L'huissier de justice doit, le jour même de la signification faite au parquet ou, au plus tard, le premier jour ouvrable, expédier au destinataire, par lettre recommandée, une copie certifiée conforme de l'acte signifié.

Article 687

S'il n'est pas établi que le destinataire d'un acte en a eu connaissance en temps utile, le juge saisi de l'affaire peut prescrire d'office toutes diligences complémentaires, sauf à ordonner les mesures provisoires ou conservatoires nécessaires à la sauvegarde des droits du demandeur.
Le juge peut donner commission rogatoire à toute autorité compétente aux fins de s'assurer que le destinataire a eu connaissance de l'acte et de l'informer des conséquences d'une abstention de sa part. En ce cas, la commission rogatoire est transmise par le parquet comme il est dit à l'article 685.

Article 688

L'acte destiné à être notifié à un Etat étranger, à un agent diplomatique étranger en France ou à tout autre bénéficiaire de l'immunité de juridiction est notifié au parquet et transmis par l'intermédiaire du Ministère de la Justice, à moins qu'en vertu d'un traité la transmission puisse être faite par une autre voie.

Sous-section II – Notification des actes en provenance de l'étranger

Article 688–1

Les actes en provenance d'un Etat étranger dont la notification est demandée par les autorités de cet Etat sont notifiés par voie de simple remise ou de signification.

Article 688–2

Le Ministre de la Justice transmet les actes qui lui sont adressés au Ministère public près le Tribunal de grande instance dans le ressort duquel ils doivent être notifiés ou à la Chambre nationale des huissiers de justice, à moins qu'en vertu d'un traité la transmission puisse être effectuée directement par les autorités étrangères au ministère public ou à la Chambre nationale des huissiers de justice et sous réserve de tous autres modes de notification.

Article 688–3

Lorsque la notification est faite par les soins du Ministère public, elle a lieu par voie de simple remise et sans frais.

Article 688–4

La Chambre nationale des huissiers de justice transmet les actes qui lui sont adressés à un huissier de justice territorialement compétent pour les signifier.

Article 688–5

La partie requérante est tenue de faire l'avance des frais de signification sous réserve des Conventions internationales existantes.

Article 688–6

L'acte est notifié dans la langue de l'Etat d'origine.
Toutefois le destinataire qui ne connaît pas la langue dans laquelle l'acte est établi peut en refuser la notification et demander que celui-ci soit traduit ou accompagné d'une traduction en langue française, à la diligence et aux frais de la partie requérante.

Article 688–7

Les pièces constatant l'exécution ou le défaut d'exécution des demandes de notification ou de signification sont transmises en retour selon les mêmes voies que celles par lesquelles des demandes avaient été acheminées.

Article 688–8

L'exécution d'une demande de notification ou de signification peut être refusée par l'autorité française si elle est de nature à porter atteinte à la souveraineté ou à la sécurité de l'Etat. Elle peut également être refusée si la demande n'est pas présentée conformément aux dispositions du présent code.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTERE DE LA JUSTICE

DIRECTION DES AFFAIRES CIVILES ET DU SCEAU

Service civil
de l'Entraide judiciaire internationale
13, place Vendôme, 75 PARIS-1er FRANCE
260-39-10, P (227)

Paris, le *197*

D 1 TI - 7

APPLICANT
(Requérant)

Identity and address on the reverse side

ADDRESS OF RECEIVING AUTHORITY
(Autorité centrale destinataire)

.....

.....

Subject matter (objet) : **– Convention signed at The Hague, the 15th of november, 1965 - Request for the service abroad of judicial and extrajudicial documents in civil or commercial matters.**

ADDRESSEE (destinataire) :

— NAME (nom en capitales d'imprimerie et prénoms) :

— RESIDENCE :

- n° , rue
- localité :
- province, comté, Etat :
- boîte postale :

— STATE (Pays) :

I would like to send you attached—in duplicate—a judicial document with a summary thereof.
J'ai l'honneur de vous faire parvenir sous le présent bordereau d'envoi — en double exemplaire — l'acte judiciaire ci-joint avec une fiche descriptive de ses éléments essentiels.

I would appreciate your remitting a copy to the addressee:
Je vous serais obligé d'en faire remettre un exemplaire à son destinataire :

☐ by delivery to the addressee, if he accepts it voluntarily (par simple remise)

☐ in accordance with the provisions of article 5 of the Convention (selon les formes légales)

☐ in accordance with the following particular method (selon la forme particulière suivante) .....

.....

A statement comprising a certificate is to be found on the reverse side.
Un bordereau de retour figure au verso du présent imprimé.

Please send directly this statement with a copy of the document, if necessary of the annexes, to the applicant whose address is mentionned in the frame on the reverse side.
Vous voudrez bien expédier directement ce bordereau de retour, avec un exemplaire de l'acte et le cas échéant de ses annexes, au requérant dont l'adresse encadrée figure au verso.

Sincerely yours.

Cachet du Ministère de la Justice :

AJ - La Haye 1965.

STATEMENT FOR RETURN

(bordereau de renvoi)

Identity and address of the applicant

(Requérant)

- Monsieur le Procureur

- Cour d'appel de

- Tribunal de grande instance de

- Réf. :

FRANCE

***

CERTIFICATE

(attestation)

The undersigned authority has the honour to certify:

I.—THAT THE DOCUMENT HAS BEEN SERVED
(que la demande a été exécutée)

1. The (date) .....
   At (place, street, number) .....

2. In one of the following methods:

   ☐ by delivery to the addressee who accepted it voluntarily
   (par simple remise)

   ☐ in accordance with the provisions of article 5 of the Convention
   (selon les formes légales)

3. The documents refered to in the request have been delivered to:

— identity and description of person:

— relationship to the addressee (family, business or other):

II.—THAT THE DOCUMENT HAS NOT BEEN SERVED, by reason of the following facts
(que la demande n'a pas été exécutée en raison des faits suivants) :

ANNEXES :

☐ Expenses detailed in the attached statement **(frais sur mémoire)**

☐ Documents establishing the service **(documents justificatifs des diligences)**

☐ Documents returned (pièces renvoyées)

REQUESTED AUTHORITY (autorité requise) :

Done at ....., *the* .....

Signature and/or stamp :

Observations *Comments*

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Destinataire :

FICHE DESCRIPTIVE
DES ÉLÉMENTS ESSENTIELS DE L'ACTE

Autorité requérante *(cachet de l'officier ministériel avec indication de l'adresse) :*

Identité des parties (*) :

ACTE JUDICIAIRE

1) Désignation de l'acte :

2) Objet de l'instance, le cas échéant, montant du litige :

3) Date et lieu de comparution :

4) Indication des délais figurant dans l'acte :

5) Indication de la juridiction qui a rendu la décision et de la date à laquelle elle l'a prononcée :

ACTE EXTRAJUDICIAIRE

1) Désignation de l'acte :

2) Indication des délais figurant dans l'acte :

Japon/Japan

1 Since July 27, 1970, when the Hague Convention on Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil and Commercial Matters came into force in respect of Japan, the Japanese authorities have at times had difficulty in complying with a request from abroad for the service of documents and also in transmitting for service abroad documents emanating from the Japanese courts in accordance with the provisions of the Convention. Most of these difficulties are, however, attributable to the fact that the Japanse authorities do not possess sufficient information on the relevant laws and regulations and practice in other Contracting States. There are various matters, other than those falling within the scope of article 21, information on which would be of great help to the authorities concerned of the Contracting States in rendering judicial assistance in the efficacious and expeditious manner envisaged in the provisions of the Convention.

2 The Japanese authorities concerned would, therefore, like to suggest that arrangements be made for dissemination among the Contracting States of information concerning domestic laws and regulations and practice in all the Contracting States having a bearing upon the implementation of the Convention. In the view of the Japanese authorities, matters on which information should be disseminated would include the following:

(1) *(Article 3)*

Which authority or judicial officer is deemed competent, under the law of each Contracting State, to forward a request for service to the Central Authority of another Contracting State?

(2) *(Articles 3 and 6)*

What forms of request, certificate and summary of the document to be served are used by the Contracting States, if the forms used are not exactly the same in every detail as the models annexed to the Convention?

(3) *(Article 5)*

What legal effects result, under the law of each Contracting State, when a document transmitted abroad for service by delivery to an addressee in accordance with the second paragraph of article 5 is returned by the Contracting State requested to effect service because of non-acceptance of the document by the addressee? Where, under the law of a Contracting State requesting service, a document thus returned has no legal effect, what steps may be taken by the judicial authorities of that Contracting State?

(4) *(Articles 5 and 12)*

1) What agencies are deemed competent, under the law of each Contracting State, to effect service of documents, either by the methods provided for in the first paragraph of article 5 or by delivery to an addressee who accepts them voluntarily as provided for in the second paragraph?

2) What procedures are prescribed by the law of each Contracting State for effecting service by either of the two methods mentioned above?

3) What are the nature and amount of the costs payable or reimbursable by the applicant under the law of each Contracting State, when the service of documents is effected by either of the two methods referred to above?

(5) *(Articles 10 and 15)*

1) In what cases does, in practice, each Contracting State use the method of sending a document through postal channels provided for in sub-paragraph (*a*) of article 10, in addition to the ordinary method of forwarding a request for service to the Central Authority of another Contracting State in accordance with the provisions of article 3?

2) Under what circumstances is it considered to be established, under the law of each Contracting State, that service was effected in sufficient time to enable the defendant to defend, in the case of service through post al channels?

(6) *(Article 13)*

Has there been any case in which a Contracting State refused to comply with a request for service for reasons of sovereignty or security, in accordance with the first paragraph of article 13?

(7) *(Article 16)*

1) Under the law of each Contracting State, from what date shall the time for an appeal from a judgment begin to run and on what date shall it expire?

2) What constitutes, under the law of each Contracting State, 'a reasonable time' within which an application for relief may be filed?

(8) *(Article 17)*

What types of document are, in effect, transmitted by the Contracting States for service abroad as extrajudicial documents as provided for in article 17?

Observations

Norvège/Norway

The Convention has mainly been practised in our relation with Belgium, France, Holland, Portugal and Spain. Broadly speaking there have not been many problems.

The Ministry has noticed, however, that documents often are transmitted in the original language without a translation into Norwegian. Norway has not expressly demanded that documents from the other Contracting States shall be translated. A translation is, however, necessary due to the reference in article 5, paragraph 1, letter *a*) to internal law. Under regulations adopted by Royal Decree of 12 September 1969 in pursuance of the Tribunal Act (*'Domstolloven'*) of 13 August 1915, foreign documents that are requested to be served in Norway shall normally be translated into Norwegian. This requirement may be waived, but as a rule, the Ministry does not waive the claim for translation. The addressee is notified of his right to refuse to accept the untranslated documents, but also that the documents may be considered legally served under to the law of the State in which the documents originate, even if they are not accepted.

In some cases summons to appear in court have been received by the Norwegian Authority so late that the addressee has been unable to raise his objections.

Comments

Another practical problem is that Norwegian requests for service abroad often seem to be unduly delayed by the Authorities of the requested State.

Pays-Bas/Netherlands

Des recherches portant sur la pratique de l'application du Traité ont appris que dans un sens général, très peu de problèmes se sont présentés jusqu'ici. On peut néanmoins attirer l'attention sur ce qui suit:

1 L'article 5, alinéa 3, donne à l'Autorité centrale de l'Etat requis la faculté d'exiger que le document à communiquer soit rédigé dans la langue officielle ou dans l'une des langues officielles de son pays, ou bien traduit dans ces langues. Plusieurs Etats contractants ont fait, lors de la ratification, une déclaration dans laquelle ils ont exprimé le désir de recevoir une telle traduction, à savoir le Botswana, le Luxembourg, le Royaume-Uni et la Suède. Dans la pratique il s'est avéré que plusieurs autres Etats contractants, notamment la Norvège et la Turquie, exigent une traduction dans chaque cas individuel. Bien que le texte de la Convention ne rende pas nécessaire une telle solution, il paraît désirable, aux fins d'éviter tout délai dans la notification, que chaque Etat Partie à la Convention fasse une déclaration conçue dans des termes généraux relative à l'exigence d'une traduction dans la langue officielle de son pays. Il paraît d'autre part qu'en vertu des dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 5 il est toujours possible que le document soit remis sans traduction lorsque celui à qui ce document est destiné l'accepte volontairement, même si un Etat Partie à la Convention exige en principe une traduction dans tous les cas.

2 Lorsque la notification a été effectuée l'Autorité centrale rédige, en vertu des dispositions de l'article 6, une déclaration qui est adressée directement au requérant. La formule de requête révèle l'intention de la Convention qu'un exemplaire des deux documents transmis aux fins de notification soit renvoyé au requérant. Dans la pratique ceci n'est pas toujours le cas. C'est pourquoi la question s'est posée de savoir si l'expédition de deux exemplaires du document à notifier (article 3, alinéa 2) est requise dans tous les cas ou si l'on ne pourrait pas se limiter à l'expédition d'un seul exemplaire. Aux Pays-Bas, jusqu'ici, certaines autorités ont l'habitude de transmettre le deuxième exemplaire en le renvoyant à la partie requérante, tandis que d'autres se demandent si ce deuxième exemplaire doit être gardé par elles.

3 Enfin la question s'est posée de savoir si sur la question des frais (article 12, alinéa 2) une certaine unité de procédure pourrait être atteinte. Les Etats-Unis exigent pour chaque notification un montant de $ 15.00. Aux Pays-Bas on n'exige pas de frais lorsque la remise se fait par un fonctionnaire de la police, mais au contraire lorsque la notification a lieu, ou doit avoir lieu, par l'entremise d'un huissier de justice, les frais sont dus. Il se pourrait que les Parties contractantes se mettent d'accord sur ce point de sorte qu'un requérant sache d'avance quels sont les frais découlant d'une remise ou d'une notification à l'étranger.

4 On a fait remarquer que l'article 16 de la Convention, qui a trouvé une précision à l'article 11 de la loi portant exécution de la Convention, contient une disposition qui est mal adaptée au droit de la procédure néerlandais selon lequel – article 81 du Code de procédure civile – le délai d'opposition ne commence à courir qu'au moment où la personne citée a connaissance du jugement.

Royaume-Uni/United Kingdom

The Convention has worked well in practice and the difficulties described in this letter are of a relatively minor nature. It may well be possible to remedy them without amending the Convention, if Parties to the Convention can be persuaded to print additions to the forms used in connexion with it, specimens of which are printed in the annex.

The service of process in the United Kingdom nearly always involves some expense, which is recoverable under article 12. Some States are slow in paying, and when payment is made sometimes fail to link the payment to the original debit. It appears that not every judicial administration has an efficient system for making payments. Some improvement might result if the form of request included a statement 'costs repayable in accordance with article 12 will be paid in the following manner....' and the certificate of service included a statement 'costs repayable in accordance with article 12 amount to .... This sum should be credited to .... quoting reference ....'.If there were no improvement, another solution might be to use the Post Office Cash-on-delivery service.

Article 3 provides that the competent authority of the State in which the documents originate shall forward requests for service, but there is no provision for naming that competent authority. When the authority designated to receive requests for service receives requests from lawyers and private individuals there may be doubt as to whether the sender is competent to make requests, and more important, whether the reimbursement of costs repayable under article 12 is assured. It is the practice of the United Kingdom authority to return such documents to the sender, requesting him to resubmit them through official channels. Delay could be prevented if each national authority were to print on the form of request a note explaining the channels through which the request should be transmitted.

The authority designated to receive requests for service is sometimes unable to effect service before the date of the hearing. This may be due to delay on the part of the transmitting authority, or it may be due to the temporary absence of the respondent. It does not follow that late service is ineffective, because the court where the process originates may have rules providing for automatic extension of time when service has been delayed, but this is rarely clear. The matter could be solved by including in the request for service a statement such as 'The documents should be served before .... If this is not possible / they should be returned unserved / a report should be made but the documents should nevertheless be served whenever possible'.

Union internationale des huissiers de justice et officiers judiciaires

– La Convention de La Haye du 15 novembre 1965 est entrée en vigueur: le 7 septembre 1975 pour le Grand Duché du Luxembourg, et le 2 janvier 1976 pour les Pays-Bas.

En raison du caractère récent d'entrée en vigueur pour ces deux Etats, les Huissiers de Justice de ces Nations ne paraissent pas, quant à présent, pouvoir formuler des observations sur l'application de cette Convention.

– Les Autorités centrales désignées pour recevoir les demandes de signification en provenance des pays étrangers sont:

Belgique:	Ministère de la Justice
France:	Service Civil de l'Entraide judiciaire internationale–Ministère de la Justice
Luxembourg:	Procureur Général de la Cour Suprême de Justice
Pays-Bas:	Procureur du Roi près le Tribunal d'Arrondissement de La Haye

– Il y a lieu de constater que cette Convention de La Haye est quasi totalement ignorée par les fonctionnaires et greffiers amenés, dans certains cas à faire des notifications par pli judiciaire.
Elle est peu fréquemment appliquée par les Huissiers de Justice qui utilisent soit la voie diplomatique (signification au Parquet du Procureur de la République en France), soit simultanément la voie postale et les Conventions multi- ou bilatérales.
Ainsi se trouvent créés deux points de départ différents des délais de recours et de comparution.
Une difficulté particulière, ressentie notamment par la Belgique, émane de la France qui n'applique pas les dispositions du paragraphe *a* de l'article 5. En effet, l'Autorité centrale transmet les actes au Procureur de la République qui fait assurer la remise de ceux-ci par les services de Police.

– Il résulte des divers modes de signification des actes prévus par la Convention de La Haye une certaine diversité dans la date de départ des délais de comparution ou de recours.

Ainsi:

Lorsque la signification est faite par l'intermédiaire de l'Autorité centrale ou par la voie consulaire, elle est réputée accomplie au moment où l'acte est remis à l'autorité désignée par l'Etat requis. Un délai pourra donc courir à compter de cette date sans tenir compte de celle à laquelle le destinataire aura eu réellement connaissance de l'acte signifié et de son contenu.
Lorsque la signification est faite par voie postale, elle est réputée accomplie au moment de la remise à la poste de la copie de l'acte contre récépissé de l'envoi. Dans ce cas, à nouveau, la date réelle de réception par le destinataire n'est pas prise en compte.
Par contre, en cas de signification par l'intermédiaire des Officiers ministériels ou autre personne compétente de l'Etat de destination, elle sera réputée accomplie à la date de la signification effectuée à personne, à domicile, à résidence ou autorité prévue par l'Etat de destination pour recevoir les actes à défaut de signifier à personne, à domicile ou à résidence. Le délai de comparution ou de recours a, alors, pour point de départ la date de signification effective, le jour où le destinataire est en possession de l'acte.
Il paraît souhaitable que, malgré la diversité des modes de signification, le point de départ d'un délai soit commun et que celui-ci corresponde à la date certaine de signification de l'acte entre les mains du destinataire, ou à son domicile ou résidence.
Il est à noter, qu'actuellement, seule la signification par Officier Ministériel est en mesure de fournir cette date certaine.

– Si la jurisprudence est pratiquement nulle en ce qui concerne l'application de la Convention, en ce qui concerne les significations et notifications des actes, il y a lieu de souligner le souci constant des Tribunaux qui estiment, à juste titre, ne pouvoir statuer que dans la mesure où ils ont la certitude du respect des droits de la défense (délai suffisant pour organiser sa défense, compréhension de l'acte signifié dans une langue étrangère, ...).
Nous trouvons la manifestation de ce souci des droits de la défense au moment des demandes d'exequatur.
Si un Tribunal saisi d'une demande d'exequatur ne peut réviser un jugement étranger, ce qui est toujours exclu, il peut décider que ce jugement étranger sera sans effet, aux motifs que les conditions requises pour rendre le jugement exécutoire ne paraissent pas remplies.
Les Tribunaux recherchent toujours, ainsi qu'il résulte de la jurisprudence, si les droits de la défense ne sont pas violés, ils contrôlent la régularité de la décision étrangère au regard de la loi interne de l'Etat intéressé. Sans cette certitude, les Tribunaux n'ordonnent pas l'exequatur.
Or, la base de la régularité d'une décision repose sur les règles prescrites dans un pays en ce qui concerne les délais à respecter, la notion du domicile, de l'état des personnes, de la nature et de la forme juridique des sociétés commerciales, etc.
Ces règles sont connues et appliquées couramment par les Huissiers de Justice de l'Etat de destination. A l'évidence, les droits de la défense sont garantis par l'acte signifié par cet Officier Ministériel.
Il devrait être possible de prévoir, en complément à l'article 5 de la Convention, une seconde autorité habilitée pour assurer les significations ou notifications par les Huissiers de Justice, à savoir les Chambres Nationales des Huissiers de Justice.
Celles-ci distribueraient pour signification les actes pourvus de la formule prévue à l'article 7 rédigée dans la langue du pays.
Ainsi les Tribunaux appelés à statuer et autoriser l'exécution d'une décision rendue par un Tribunal étranger, auraient-ils la certitude que les délais ont été respectés au regard des règles de l'Etat requis, que le destinataire a eu connaissance du contenu de l'acte à lui signifié, qu'ainsi il a pu organiser sa défense.

Liste de points à discuter par la Commission spéciale

ÉTABLIE PAR LE BUREAU PERMANENT

Document préliminaire No 2 d'août 1977

(Cette liste, établie principalement sur la base des observations des Gouvernements, n'est pas exhaustive. Elle a simplement pour but d'orienter les débats)

1 *Domaine conventionnel (article 1, alinéa 1)*

La Convention est applicable «en matière civile ou commerciale». L'interprétation de ces notions donne-t-elle lieu à difficulté? Quelle est l'attitude des Autorités centrales concernant la notification d'actes relevant du contentieux administratif?

2 *Adresse incomplète ou inexacte (article 1, alinéa 2)*

La Convention ne s'applique pas lorsque l'adresse du destinataire de l'acte n'est pas connue. Quelle est la réaction des Autorités centrales lorsque l'adresse est incomplète, inexacte ou fictive, ou en cas de changement d'adresse? (Voir observations françaises.)

3 *Organisation des Autorités centrales (article 2)*

Un échange de vues pourrait avoir lieu sur la manière dont les Autorités centrales ont été pratiquement organisées dans chacun des Etats contractants.

4 *Autorité expéditrice (article 3)*

a On a fait remarquer que les autorités de chacun des Etats contractants ne connaissaient pas les autorités compétentes décentralisées des autres Etats contractants dont émanent directement les requêtes de notification, ce qui peut provoquer des incertitudes et des délais (voir observations du Royaume-Uni et du Japon). Une proposition britannique d'addition à la formule de requête est présentée.

b Dans quelle mesure les demandes de notifications émanant d'autorités décentralisées sont-elles, en fait, acheminées par le canal de l'Autorité centrale de l'Etat d'origine? Avantage de ce procédé.

5 *Griefs à l'encontre de la demande (article 4)*

Il serait intéressant de connaître si, dans la pratique, les dispositions de l'article 4 jouent fréquemment.

6 *Procédures de notification (article 5)*

On a fait valoir l'utilité d'une information réciproque des Etats contractants sur les autorités compétentes et les procédures employées dans les Etats requis pour procéder aux diverses formes de notifications prévues à l'article 5 (voir observations japonaises).

List of items for discussion by the Special Commission

DRAWN UP BY THE PERMANENT BUREAU

Preliminary Document No 2 of August 1977

(This list, drawn up mainly on the basis of the observations made by the Governments, is not exhaustive. Its object is merely to give some guidance to the discussions.)

1 *Scope of the Convention (article 1, paragraph 1)*

The Convention applies to 'civil or commercial matters'. Has the interpretation of these concepts given rise to difficulties? What is the attitude taken by the Central Authorities in respect of service of documents pertaining to administrative litigation?

2 *Incomplete or unknown addresses (article 1, paragraph 2)*

The Convention does not apply where the address of the person to be served with the document is not known. How do the Central Authorities proceed where the address is incomplete, inaccurate or fictitious, or where the address has been changed? (See the Observations of France.)

3 *The organizing of Central Authorities (article 2)*

An exchange of views could be arranged on the manner in which, in each Contracting State, the Central Authorities have been organized in practice.

4 *Forwarding authorities (article 3)*

a It has been observed that the receiving authorities of each Contracting State have no knowlegde of the non-centralized competent authorities of the other States from which the requests for service directly originate; this may lead to uncertainty and delay (see the Observations of the United Kingdom and Japan). A British proposal for a complement to the form for requests has been submitted.

b To what degree are requests for service originating from non-centralized authorities forwarded, in practice, through the Central Authority of the State in which the documents originate? Are there any advantages to this procedure?

5 *Objections to the request (article 4)*

It would be of interest to know whether, in practice, the provisions of article 4 are frequently reverted to.

6 *Methods of service (article 5)*

The usefulness of mutual exchange of information among the Contracting States on the competent authorities and the procedures followed in the requested States in order to implement the various methods of service provided for in article 5 has been stressed. (See the Observations of Japan.)

7 *Actes non acceptés (article 5)*

Quelle est la conséquence, pour les Etats requérants, de la non-acceptation de l'acte par le destinataire? (Voir observations japonaises.)

8 *Forme particulière (article 5, alinéa 1,* b*)*

Il serait intéressant de connaître, s'il est souvent demandé une notification selon une forme particulière et quelles sont les difficultés pratiques provoquées par une telle demande.

9 *Simple remise (article 5, alinéa 2)*

Vu ses conséquences en matière de frais de traduction, il serait utile de connaître, si, dans la pratique, l'acceptation volontaire d'une simple remise est fréquente.

10 *Exigence d'une traduction (article 5, alinéa 3)*

a Plusieurs Gouvernements ont soulevé le problème des traductions (observations françaises, néerlandaises et norvégiennes). On a insisté sur le fait que, normalement, la traduction n'est pas exigée en cas de simple remise. On peut se demander dans quelle mesure cette solution est effective dans la pratique.

b Quoique la Convention ne le prévoie pas expressément, on a fait valoir l'utilité qu'il y aurait de connaître par les moyens d'une déclaration officielle la position de chaque Etat contractant à l'égard de l'exigence d'une traduction dans la langue du pays requis pour les notifications formelles.

11 *Attestation de notification (article 6)*

La demande de notification est transmise en double exemplaire. Lorsque la notification est effectuée, une attestation est directement adressée au requérant. On se demande si le deuxième exemplaire de la demande doit être conservé dans l'Etat requis ou renvoyé, en même temps que l'attestation, au requérant (voir observations néerlandaises).

12 *Formules-modèles (article 7)*

Une comparaison des imprimés de formules-modèles établies dans les Etats contractants en application de la Convention pourrait se révéler utile sur le plan pratique (voir observations françaises et japonaises). Il serait donc souhaitable que chaque délégation puisse fournir, lors de la réunion, quelques modèles de leurs imprimés.

13 *Voie consulaire (article 9)*

On a fait valoir (voir observations françaises) que l'article 9 perpétue le régime de la Convention sur la procédure civile de 1954 en conservant le système classique de la voie consulaire. Il serait intéressant de connaître si, dans la pratique, le régime nouveau de l'Autorité centrale instauré par la Convention de 1965, a pris le pas sur l'ancien régime ou au contraire si l'ancien système de la voie consulaire se perpétue au détriment de celui de l'Autorité centrale?

14 *Voie postale (article 10, lettre* a*)*

a On a demandé si la voie postale pouvait doubler la méthode de transmission par l'Autorité centrale (voir observations japonaises).

7 *Documents which are not accepted (article 5)*

What are the consequences arising for the requesting State, where the addressee does not accept the document? (See the Observations of Japan.)

8 *Particular methods (article 5, paragraph 1* b*)*

It would be of interest to know whether service complying with a particular method of service is frequently requested, and, also, what are the practical difficulties to which such a request gives rise.

9 *Mere delivery (article 5, paragraph 2)*

In view of its consequences as regards the cost of translation, it would be useful to know whether, in practice, voluntary acceptance on mere delivery is frequent.

10 *The requirement of a translation (article 5, paragraph 3)*

a Several Governments mentioned the problem of translations (French, Netherlands and Norwegian Observations). The fact was made clear that, normally, a translation is not required in the case of mere delivery. There is room to question the extent to which this solution is effective in practice.

b Although the Convention does not specially provide for this, it has been pointed out how useful it would be to know by means of an official declaration the position of each Contracting State with regard to the requirement of a translation into the language of the country addressed, in cases of formal service.

11 *Certificate of service (article 6)*

The request for service is transmitted in duplicate. When service is made, a certificate is forwarded directly to the applicant. One may ask whether the second copy of the request should be kept in the State addressed or be returned, at the same time as the certificate, to the applicant (see the Netherlands Observations).

12 *Model forms (article 7)*

A comparison of the printed models made up in the Contracting States for use under the Convention might turn out to be useful on the practical level (see the French and Japanese Observations). It would therefore be desirable that each Delegation be prepared to furnish, at the meeting, some of their printed models.

13 *Consular channels (article 9)*

It has been pointed out (see the French Observations) that article 9 perpetuates the method used in the 1954 Civil Procedure Convention, by preserving the traditional system using consular channels. It would be of interest to know whether, in practice, the new method using the Central Authority inaugurated by the 1965 Convention has overtaken the old method or whether, to the contrary, the old system using consular channels is continuing, to the detriment of the channel of the Central Authority.

14 *Postal channels (article 10, sub-paragraph* a*)*

a The question has been raised as to whether postal channels could be used, running parallel, in the same case, to the ordinary method of forwarding a request for service to the Central Authority. (See the Observations of Japan.)

b On a fait remarquer (voir observations françaises) que lorsque la voie postale complète simplement une notification effectuée par la voie officielle de l'Autorité centrale ou du Consul, elle ne doit pas être considérée comme portant atteinte à la souveraineté des Etats qui s'opposent en principe à la voie postale. Il serait intéressant de connaître si une telle interprétation est acceptée.

15 *Notifications directes (article 10, lettres* b *et* c*)*

Dans quelle mesure et comment les voies prévues aux articles 10*b* et *c* sont-elles utilisées dans la pratique?

16 *Frais (article 12)*

Le problème des frais a fait l'objet de plusieurs observations (voir observations françaises, néerlandaises, britanniques et japonaises).

a En principe les notifications par simple remise devraient être gratuites. Il semble toutefois que dans certains pays on exige un remboursement des frais, même dans ce cas.

b On a fait valoir également qu'il serait très utile qu'on connaisse d'avance les frais qu'entraîneront une notification afin d'éviter un échange de correspondance qui alourdisse la procédure. On notera une suggestion française relative à un paiement forfaitaire et préalable par chèque joint et une proposition britannique préconisant une mention supplémentaire à la requête uniforme.

17 *Refus d'exécution. Notifications hors-délai (article 13)*

a Il serait intéressant de connaître des exemples de refus d'exécution au sens de l'article 13 de la Convention (voir par exemple observations françaises et japonaises).

b Plusieurs observations (France, Norvège, Royaume-Uni) ont trait au cas où le délai de comparution prévu dans l'acte ou la date de comparution est dépassé lorsque la demande de notification doit être exécutée. Un tel fait constitue-t-il un refus justifié d'exécution de la demande? On s'est demandé s'il ne serait pas utile de procéder quand même à la notification, même si celle-ci ne pouvait plus avoir lieu en temps utile (voir proposition britannique).

18 *Notion de notification en temps utile (article 15)*

On a demandé dans quelles circonstances il est établi que la notification avait été effectuée en temps utile dans le cas d'utilisation de la voie postale (voir observations japonaises).

19 *Sursis à statuer (article 15)*

On a posé la question de savoir (voir observations françaises) quel est le point de départ du délai de six mois dans le cadre de l'article 15. S'agit-il bien de la date d'envoi de l'acte par l'autorité ou l'officier ministériel compétent de l'Etat d'origine à l'Autorité centrale de l'Etat requis?

20 *Relevé de forclusion (article 16)*

a Il serait utile de connaître les délais et point de départ de délais d'appel dans les Etats contractants (voir observations japonaises).

b On a fait remarquer que le point de départ du délai

b It has been pointed out (see the French Observations) that, where the postal channel merely complements service made through the official channels of the Central Authority or of the Consul, it should not be considered as infringing the sovereignty of the States which are opposed on principle to postal channels. It would be of interest to know whether such an interpretation is acceptable.

15 *Direct service (article 10, sub-paragraphs* b *and* c*)*

To what extent and in what manner are the methods provided in article 10 *b* and *c* employed in practice?

16 *Costs (article 12)*

The problem of costs was the subject of several observations (see the French, Netherlands, British and Japanese Observations.)

a In principle, service by mere delivery ought to be without charge. It seems however that in certain countries reimbursement of the costs is required, even in this case.

b It has been pointed out likewise how useful it would be for the expenses which service will involve to be known in advance, so that an exchange of correspondence, which makes the procedure more burdensome, may be avoided. Attention is drawn to a French suggestion relating to a cost deposit to be paid in advance by accompanying cheque, and to a British proposal favouring an additional statement on the form of request.

17 *Refusal to comply. Late Service (article 13)*

a It would be of interest to know whether there have been any cases of refusal to comply based on article 13 of the Convention (see for example the French and Japanese Observations).

b Several observations (France, Norway, United Kingdom) dealt with the case where the period of time for appearance as set in the document, or the date for appearance, has passed at the time when the request for service is to be carried out. Does such a set of facts justify refusal to comply with the request for service? The suggestion has been made that it might be useful to proceed with service regardless, even if that could not take place in time. (See the British proposal.)

18 *Concept of 'in sufficient time' (article 15)*

It has been asked under what circumstances, where postal channels were used, was the fact that service was effected in sufficient time held to be established. (See the Observations of Japan.)

19 *Adjournment of decisions (article 15)*

The question has been raised (see the Observations of France) as to what constitutes the starting-point of the time-limit of six months as provided for in article 15. Is it, in fact, meant here to take the date on which the document was forwarded by the authority or the competent judicial officer of the requesting State to the Central Authority of the State addressed?

20 *Relief from the effects of expiration of the time for appeal (article 16)*

a It would be useful to know the time-limits for appealing, and their starting-point, in each Contracting State. (See the Observations of Japan.)

b It has been observed that the starting-point of the

d'un an, prévu à l'article 16, alinéa 3 (date du prononcé de la décision) s'harmonise mal avec les droits de procédure qui ne font courir un délai d'opposition qu'à partir du moment où la personne citée a connaissance du jugement (observations néerlandaises).

c Qu'entend-on dans la pratique des Etats contractants par «délai raisonnable» au sens de l'article 16 (voir observations japonaises)?

21 *Sanctions de la Convention (articles 15 et 16)*

D'une manière générale il serait utile de connaître si les articles 15 et 16 sont souvent mis en jeu dans la pratique et s'ils ont renforcé la protection des droits de la défense.

22 *Actes extrajudiciaires (article 17)*

Il serait utile de connaître si la Convention est effectivement appliquée en matière de notification d'actes extrajudiciaires. Quels types d'actes extrajudiciaires sont-ils le plus souvent notifiés (voir observations japonaises).

23 *Accords additionnels (articles 11 et 24)*

a Des accords particuliers ont-ils été conclus dans le cadre de l'article 11?

b L'article 24 de la Convention prévoit que les accords additionnels passés dans le cadre des Conventions de 1905 et 1954 restent applicables. Est-ce que, dans la pratique, le régime de la Convention de 1965 par sa facilité a rendu inopérants les accords préexistants ou ceux-ci continuent-ils à être appliqués dans la pratique?

24 *Lenteur des notifications*

On a constaté (voir observations norvégiennes) que parfois les notifications étaient effectuées avec une trop grande lenteur. Il serait utile de connaître l'expérience des autres Etats contractants sur ce point.

time-limit of one year, provided for in article 16, third paragraph (date of the judgment), is not in harmony with the law of procedure, since the latter does not cause the time for appeal to run until the time when the person summoned has knowledge of the judgment. (See the Netherlands Observations.)

c What is understood in the court practice of Contracting States by 'a reasonable time' as used in article 16? (See the Observations of Japan.)

21 *Guarantees created by the Convention (articles 15 and 16)*

In a general way, it would be useful to know if in practice articles 15 and 16 are frequently brought into play, and if they have strengthened the protection of the rights of the defending party.

22 *Extrajudicial documents (article 17)*

It would be useful to know whether the Convention is really applied as regards the service of extrajudicial documents. What types of extrajudicial documents are most frequently served? (See the Japanese Observations.)

23 *Supplementary agreements (articles 11 and 24)*

a Have special agreements been concluded under article 11?

b The Convention's article 24 provides that supplementary agreements concluded under the Conventions of 1905 and 1954 will remain applicable. Did the system created by the 1965 Convention by its very simplicity bring the effective application of the pre-existent agreements to a stop, or are they still being applied in practice?

24 *Delay in effecting service*

It has been experienced (see the Observations of Norway) that sometimes service was effected with undue delay. It would be useful to know the experience of other Contracting States on this point.

Commission spéciale

Note du Bureau Permanent

Conformément à la tradition ne sont pas reproduits les Documents de travail et Procès-verbaux des séances de la Commission spéciale.

Notice by the Permanent Bureau

As in the past, the Working Documents and the Minutes of the Special Commission's meetings have not been reproduced in this volume.

Liste des participants à la Commission spéciale

List of participants in the Special Commission meeting

La Commission spéciale a siégé du 21 au 25 novembre 1977.

The Special Commission met from November 21 to 25, 1977.

BUREAU DE LA COMMISSION SPÉCIALE

OFFICERS OF THE SPECIAL COMMISSION

Président – Chairman

M. T. B. Smith, Q.C., Departmental General Counsel, Department of Justice, Ottawa

Rapporteur – Reporter

Les membres du Bureau Permanent
The members of the Permanent Bureau

MEMBRES – MEMBERS

M. *H. Brunberg*, Counsellor, Ministry for Foreign Affairs, Helsinki
M. *Moustafa Kamal Celim*, vice-président de la Cour de cassation, Le Caire
M. *L. Chatin*, magistrat, chef du Bureau de l'entraide judiciaire internationale, Ministère de la Justice, Paris
M. *A. J. van Duijne Strobosch*, administrateur au Ministère de la Justice, La Haye
M. *F. Guisson*, magistrat délégué auprès du Ministère de la Justice, Bruxelles
M. *Gamal Abdel Halim Hassan*, Bureau d'études juridiques et judiciaires, Ministère de la Justice, Le Caire
M. *R. Hayes*, Director of Research, Law Reform Commission, Dublin
M. *S. Hohwü-Christensen*, Head of Section, Ministry of Foreign Affairs, Stockholm
M. *G. van Keer*, secrétaire d'administration, chef du Service des Affaires judiciaires, Ministère des Affaires Etrangères, Bruxelles
M. *C. J. Kjaersgaard*, Judge at the Court of the City of Copenhagen
M. *G. Möller*, Legislative Counsellor, Ministry of Justice, Helsinki
M. *R. J. Muller*, Third Secretary, Embassy of Australia at The Hague
M. *E. Pettersen*, Counsellor, Ministry of Justice, Oslo
M. *J. Pirrung, Regierungsdirektor*, Ministère fédéral de la Justice, Bonn
M. *W. Reishofer*, Head of Division, Federal Ministry of Justice, Vienna
M. *B. Ristau*, Chief, Foreign Litigation, Department of Justice, Washington D.C.
M. *P. Schmid*, chef de la Section d'entraide judiciaire internationale, Division fédérale de police, Berne
M. *R. R. G. B. Smedley*, Counsellor, H.M. Diplomatic Service, London
M. *Toru Tanno*, Judge, Tokyo District Court, Tokyo
M. *P. A. Terry*, Assistant Secretary, Department of Justice, Dublin
Mme *R. B. G. Thérin*, adjoint du chef du Bureau de l'entraide judiciaire internationale, Ministère de la Justice, Paris
Mme *P. Yessiou-Faltsi*, Assistant Professor, University of Thessaloniki
M. *Keiji Yonezawa*, First Secretary, Embassy of Japan, The Hague

OBSERVATEURS – OBSERVERS

Communautés économiques européennes
European Economic Communities

M. *W. M. A. Hauschild*, chef de division, Direction générale du Marché intérieur des Communautés économiques européennes, Bruxelles

Union internationale des huissiers de justice et officiers judiciaires

M. *A. Huthwohl*, président
M. *P. G. André*, huissier de justice à Toulouse

Commonwealth Secretariat

M. *D. W. Sagar*, Special Adviser (Legal), Commonwealth Fund for Technical Co-operation, London
M. *J. D. McClean*, Professor of Law, University of Sheffield

Commission d'Etat néerlandaise pour la codification du droit international privé
Netherlands Standing Government Committee for the codification of private international law

M. *J. C. Schultsz*, président de la Commission d'Etat, professeur à l'Université Erasme de Rotterdam

SECRÉTARIAT – SECRETARIAT

M. *M. H. van Hoogstraten*, secrétaire général
M. *G. A. L. Droz*, secrétaire général adjoint
M. *M. L. Pelichet*, premier secrétaire au Bureau Permanent
M. *C. A. Dyer*, secretary at the Permanent Bureau

Rapport sur les travaux de la Commission spéciale

ÉTABLI PAR LE BUREAU PERMANENT

Rapport sur les travaux de la Commission spéciale sur le fonctionnement de la Convention du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale (21–25 novembre 1977)

La Commission spéciale sur le fonctionnement de la Convention du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale s'est réunie à La Haye du 21 au 25 novembre 1977 sous la présidence de M. T. B. Smith, Expert canadien.

C'était la première fois qu'une Commission spéciale était réunie au sein de la Conférence pour discuter du fonctionnement d'une Convention de La Haye. La réunion a remporté un vif succès. En effet 28 experts représentaient 11 Etats parties à la Convention (Belgique, Danemark, Egypte, Etats-Unis, Finlande,France, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède), 7 Etats non parties à la Convention (République fédérale d'Allemagne, Australie, Autriche, Canada, Grèce, Irlande, Suisse) et 3 organisations internationales (Communautés économiques européennes, Commonwealth Secretariat, Union internationale des Huissiers de Justice et Officiers judiciaires). Il importe de signaler que les experts avaient été choisis parmi les autorités chargées de l'application pratique de la Convention. Ainsi on a pu apprendre directement les expériences auxquelles l'application de la Convention a donné lieu.

L'essentiel des discussions a porté sur la Convention du 15 novembre 1965. Toutefois, lors de la dernière séance un échange de vues a eu lieu sur deux autres Conventions d'entraide judiciaire ou administrative élaborées à La Haye, la Convention sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale du 18 mars 1970 et la Convention supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers du 5 octobre 1961.

I FONCTIONNEMENT DE LA CONVENTION DU 15 NOVEMBRE 1965 RELATIVE A LA SIGNIFICATION ET LA NOTIFICATION A L'ÉTRANGER DES ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES EN MATIÈRE CIVILE OU COMMERCIALE

La discussion commença par un large tour de table d'où il ressortit que la Convention répondait à un besoin réel et ne soulevait pas de problèmes majeurs au sein des Etats contractants. Il est apparu en outre que cer-

Report on the work of the Special Commission

PREPARED BY THE PERMANENT BUREAU

Report on the work of the Special Commission on the operation of the Convention of 15 November 1965 on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters

The Special Commission on the operation of the Convention of 15 November 1965 on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters met at The Hague from the 21st to the 25th of November 1977, with Mr T. B. Smith the Canadian Expert, serving as Chairman.

This was the first time that a Special Commission had met within the Conference in order to discuss the operation of a Hague Convention. The meeting was very successful. Indeed, there were 28 Experts representing eleven States Parties to the Convention (Belgium, Denmark, Egypt, Finland France, Japan, Netherlands, Norway, Sweden, United Kingdom, United States), seven States not Parties to the Convention (Australia, Austria, Canada, Federal Republic of Germany, Greece, Ireland, Switzerland) and three international organisations (European Economic Communities, Commonwealth Secretariat, *Union internationale des Huissiers de Justice et Officiers judiciaires*). It should be pointed out that the Experts had been chosen from among the authorities who were in charge of the application of the Convention in practice. Thus it was possible to learn first-hand about the experience developed from application of the Convention.

The essence of the discussions had to do with the Convention of 15 November 1965. However, at the final session there was an exchange of views on two other Conventions of judicial and administrative co-operation prepared at The Hague, the Convention on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters of 18 March 1970 and the Convention Abolishing the Requirement of Legalisation for Foreign Public Documents of 5 October 1961.

I OPERATION OF THE CONVENTION OF 15 NOVEMBER 1965 ON THE SERVICE ABROAD OF JUDICIAL AND EXTRAJUDICIAL DOCUMENTS IN CIVIL OR COMMERCIAL MATTERS

The discussion commenced with a round of general comments, from which it emerged that the Convention met a real need and that it raised no major problems among the Contracting States. It appeared in addition

tains Etats non contractants entendaient dans un avenir plus ou moins rapproché ratifier cette Convention à laquelle renvoie d'ailleurs expressément l'article 20, alinéa 3 de la Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, élaborée par les Etats de la Communauté économique européenne.
Ensuite la Commission procéda à un examen de la liste des points à discuter, Document préliminaire No 2 d'août 1977, établie par le Bureau Permanent sur la base des observations des Gouvernements consignées dans le Document préliminaire No 1 d'août 1977 (complété par un addendum d'octobre 1977).
Au cours des discussions, il est apparu que l'élaboration d'un guide pratique sur le fonctionnement de la Convention au sein des Etats membres pourrait rendre de grands services. Il va de soi que la réunion n'avait aucune capacité pour prendre des décisions formelles sur l'édition d'un tel guide, mais on a pu constater que la Commission, en accord avec le Bureau Permanent de la Conférence, préconisait la procédure suivante: le Bureau Permanent rédigerait un aperçu sur l'ensemble des discussions et des recommandations prises lors de la réunion et établirait une liste de questions, auxquelles les experts ont accepté de répondre, et qui permettrait de réunir une documentation de base sur la pratique de la Convention. Une fois réunies, les réponses pourraient faire l'objet d'un document qui serait envoyé dans un premier stade aux experts et aux organes nationaux pour commentaires et critiques. Dans un deuxième stade il sera alors examiné, compte tenu des impératifs budgétaires, dans quelle mesure et sous quelle forme un guide pratique pourrait être établi.
Les développements qui suivent tentent de répondre à ces voeux.

§ 1 *Aperçu des dispositions et recommandations relatives à la Convention du 15 novembre 1965*

A *Domaine de la Convention: portée de la notion «matière civile ou commerciale»*

La Convention est applicable «en matière civile ou commerciale». L'interprétation de ces termes a donné lieu à de vives discussions car on s'est rendu compte que l'acceptation pouvait notablement diverger d'un système à l'autre. Pour les uns la notion recouvre tout ce qui n'est pas pénal, pour d'autres tout ce qui n'est ni pénal ni fiscal, pour d'autres encore ce qui n'est ni pénal ni fiscal ni administratif. Enfin dans le système interpersonnel égyptien les matières de statut personnel ne sont pas considérées comme matières civiles. Il est apparu par ailleurs de profondes divergences sur la détermination de la loi applicable à la qualification de ces matières, les uns se référant au système de l'Etat requérant, d'autres au système de l'Etat requis. Les auteurs de la Convention de 1965 avaient refusé de trancher cette question laissant aux Etats parties le soin de la résoudre. Il est apparu que, dans la pratique, les Autorités centrales se montraient d'un très grand libéralisme et étaient prêtes à notifier des actes qu'elles ne seraient pas obligées de signifier aux termes de la Convention et cela dans l'idée de rendre service au destinataire de ces actes, des barrières n'étant effectivement dressées qu'à l'encontre de matières pénales ou fiscales. C'est pourquoi, réalisant qu'il ne leur était pas possible de recommander une solution uniforme acceptable pour tous les Etats, les experts se sont bornés à émettre

that certain non-Contracting States intended in the fairly near future to ratify this Convention, to which there was an express reference in article 20, third paragraph, of the Brussels Convention of 27 September 1968 on Jurisdiction and the Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters, prepared by the States of the European Economic Community.

Then the Commission proceeded to consider the list of items for discussion, Preliminary Document No 2 of August 1977, prepared by the Permanent Bureau on the basis of observations from the Governments contained in Preliminary Document No 1 of August 1977 (supplemented by an addendum of October 1977).
In the course of the discussions, it became apparent that the preparation of a practical guide to the operation of the Convention among the Member States could provide substantial benefit. Of course, this meeting had no capacity to take the formal decision to publish such a guide, but it was determined that the Commission, concordantly with the Permanent Bureau of the Conference, favoured the following procedure: the Permanent Bureau would draft a summary of the discussions as a whole and of the recommendations made at the meeting and would prepare a list of questions, to which the Experts agreed to reply, which would permit the assembly of basic documentation on the practice under the Convention. The assembled replies might be made up into a document which would be sent in a first stage to the Experts and to the National Organs for comments and criticism. In the second stage it would then be seen, taking into account the dictates of the budget, whether and in what form a practical guide might be prepared.

The exposition set out below is intended to respond to these wishes.

§ 1 *Summary of the actions taken and the recommendations made concerning the Convention of 15 November 1965*

A *Scope of the Convention: breadth of the concept of 'civil or commercial matters'*

The Convention is applicable 'in civil or commercial matters'. The interpretation of these terms brought on lively discussions, for it was recognised that the accepted meaning could be substantially different as between one system and another. For some, the concept covered everything which was not criminal, for others everything which was neither criminal nor having to do with taxes, for yet others everything which was not a criminal, tax or administrative matter. Finally, in the Egyptian system of personal laws matters of personal status are not considered to be civil matters. There appeared besides very deep differences concerning the determination of the law applicable to characterisation of these matters. Some looked to the system of the requesting States, others to the system of the States addressed. The authors of the Convention of 1965 had refused to deal with this question, leaving it to the States Parties to solve it. It appeared that, in practice, the Central Authorities were very liberal, being ready to serve documents which they would not be obligated to serve under the terms of the Convention, this for the purpose of rendering service to the addressee, the only effective barriers being raised against service in criminal or tax matters. This is why, realising that it would not be possible for them to recommend a uniform solution acceptable to all the States, the Experts limited themselves

le voeu que la Convention soit appliquée de la manière la plus libérale possible quant à son domaine matériel.

B *Transmission de demandes de notification par l'Autorité centrale*

Le procédé de transmission des demandes de notification par l'Autorité centrale est la voie principale prévue dans la Convention et constitue une nouveauté. L'Autorité centrale est une autorité réceptrice et, en principe, l'expédition des demandes vers l'extérieur lui échappe. Il en résulte que si les Autorités centrales peuvent connaître le nombre et la provenance des demandes qui leur sont adressées elles sont souvent dans l'impossibilité de se renseigner sur les requêtes émanant de leurs propres pays. C'est pourquoi il a paru utile que, dans la mesure du possible, chacune des Autorités centrales fasse connaître quelques éléments statistiques sur le nombre et la provenance des demandes émanant des Etats contractants et qui permettraient au Bureau Permanent d'établir un tableau facilitant l'information mutuelle. Il a paru étonnant, par exemple, que de très nombreuses demandes en provenance de France parviennent aux Autorités centrales anglaises ou américaines alors qu'aucune demande en provenance de ces pays n'est adressée à l'Autorité centrale française.

1 *Réception des demandes de notification*

a Problème des adresses imcomplètes ou inexactes

La Convention ne s'applique pas lorsque l'adresse du destinataire de l'acte n'est pas connue (article premier, alinéa 2). La réaction des Autorités centrales des Etats membres s'avère très libérale lorsque l'adresse est incomplète, inexacte ou fictive ou en cas de changement d'adresse. Dans ces cas en effet, il est apparu que les Autorités centrales s'efforcent de retrouver l'adresse exacte du destinataire d'un acte et ne se retranchent pas sur la disposition de l'article premier, alinéa 2 pour refuser de faire fonctionner le mécanisme conventionnel. Sur le plan pratique, la Commission s'est ralliée à la suggestion de l'Expert du Royaume-Uni selon laquelle la formule de demande pourrait être complétée par une mention additionnelle qui indiquerait à qui l'Autorité centrale requise pourrait s'adresser pour complément d'information en cas de difficulté dans l'adresse du destinataire. Il est préférable en effet de demander une information complémentaire plutôt que de renvoyer le dossier.

On a évoqué le problème des notifications d'actes à faire à des militaires accomplissant leur service à l'étranger et dont l'adresse codée reste secrète. Dans ce cas il est suggéré que l'Autorité centrale de l'Etat requis confie l'acte pour notification soit aux autorités militaires soit à son Consul résidant dans le pays étranger où le militaire est stationné.
L'adresse est un élément de l'individualisation du destinataire. A ce propos on a fait remarquer l'importance qu'il y a de préciser avec une grande exactitude le nom du destinataire particulièrement lorsque celui-ci est une personne morale, société, association ou fondation. Toute différence entre l'indication portée dans la requête et le nom officiel du destinataire risque de bloquer la notification. Si une différence apparaît dans les indications figurant dans l'acte à notifier et la demande de notification, il est recommandé de prendre en considération le nom figurant dans l'acte à notifier.

to expressing the wish that the Convention be applied in the most liberal possible manner in respect of the scope of its subject-matter.

B *Transmission of requests for service by the Central Authority*

The process of transmission of requests for service by the Central Authority is the principal method provided in the Convention and it constitutes an innovation. The Central Authority is a receiving authority and, in principle, the sending of requests abroad bypasses it. The result is that the Central Authority may know the number and the sources of the requests which are addressed to it, but often they can get no information on the requests emanating from their own countries. This is why it seemed useful that, so far as was possible, each one of the Central Authorities make known some basic statistics on the number and the sources of requests emanating from the Contracting States, which would permit the Permanent Bureau to prepare a table facilitating the mutual exchange of information. It seemed astonishing, for example, that very numerous requests coming from France reached the Central Authorities of the United Kingdom and the United States, while no request deriving from these countries had been addressed to the French Central Authority.

1 *Receipt of requests for service*

a Problems of incomplete and inaccurate addresses

The Convention does not apply when the address of the person to be served with the document is not known (article 1, second paragraph). The reactions of the Central Authorities of the Member States proved to be very liberal when the address was incomplete, inaccurate or fictitious, as well as when there was a change of address. In these situations, indeed, it appeared that the Central Authorities attempt to find out the correct address of the person to be served with a document and do not fall back on the provisions of article 1, second paragraph, in order to refuse to activate the treaty mechanism. On the practical level, the Commission supported the suggestion of the Expert of the United Kingdom, under which the form for request might be supplemented by the addition of a space in which it would be indicated where the Central Authority addressed might inquire in order to obtain additional information in case there was difficulty concerning the address of the person to be served. It is preferable indeed to ask for supplementary information, rather than to send back the file.
The problem of making service on military personnel stationed abroad and having coded secret addresses was mentioned. For this situation it was suggested that the Central Authority of the State addressed entrust the act to be served either to the military authorities or to the consul of that State resident in the foreign country where the serviceman is stationed.
The address is an element in the identification of the person to be served. In this connection there was stress on the importance of setting down very exactly the name of the person to be served, particularly when this is a corporation, association, foundation, or other legal entity. Any difference between the name as set out in the request and the official name of the addressee carries the risk of vitiating the service. If there is a difference in the name as set out in the document to be served and in the request for service, it is recommended that the name as set out in the document to be served be the one which is taken into consideration.

b Organisation des Autorités centrales

Les discussions ont fait apparaître que l'organisation des Autorités centrales était en général centralisée bien que l'article 18 permette la désignation d'autorités complémentaires. Un Etat fédéral, l'Allemagne, se propose toutefois de désigner plusieurs Autorités centrales lorsqu'il deviendra Membre.
Les Autorités centrales sont constituées par des bureaux comprenant un personnel plus ou moins étendu. Les discussions ont fait apparaître que les «Autorités centrales» désignées en vertu de la Convention du 15 novembre 1965 servent également d'Autorités centrales pour le jeu de la Convention sur l'obtention des preuves à l'étranger. Dans certains pays, comme la France, les fonctionnaires faisant fonction d'Autorité centrale centralisent également tout ce qui concerne l'entraide judiciaire internationale de droit privé (par exemple, problèmes du recouvrement des créances alimentaires à l'étranger ou du rétablissement de la garde à la suite de déplacement illégal d'enfant à l'étranger).

c Griefs à l'encontre de la demande et refus d'exécution

La Commission a discuté en même temps les problèmes des griefs articulés à l'encontre de la demande (article 4) et des refus d'exécution pour atteinte à la souveraineté ou à la sécurité de l'Etat (article 13). Il est apparu que les refus d'exécution pour atteinte à la souveraineté ou à la sécurité de l'Etat restent très rares. Les exemples donnés sont de nature exceptionnelle (procès dirigé à l'étranger contre un magistrat national pour dommages provoqués par l'exercice du pouvoir judiciaire, citation à comparaître devant un tribunal étranger adressée au souverain national, etc.).

De même la discussion a montré qu'il existait très peu de griefs présentés à l'encontre des demandes de notification, les irrégularités d'ordre formel (par exemple, photocopie de l'original si l'envoi n'a pas été fait en double exemplaire) étant le plus souvent réglées directement par l'Autorité centrale de l'Etat requis. On a cependant posé la question de savoir ce que devait faire l'Autorité centrale lorsque le délai de comparution prévu dans l'acte était dépassé au moment de la demande de notification. Il a été en effet constaté que le cas se présentait assez fréquemment dans la pratique, le délai de comparution prévu par les codes de procédure civile étant souvent assez court. Toutefois on a fait remarquer que ces délais de comparution sont loin d'être définitifs. Il est très rare que le juge statue au fond à l'expiration du délai car dans la plupart des systèmes juridiques on pratique les reports d'audience. Par ailleurs, l'article 15 oblige le juge de surseoir à statuer tant qu'on ne lui a pas prouvé que la citation à comparaître a été notifiée ou remise au défendeur. De toute façon enfin il est apparu que le défendeur avait toujours intérêt à être tenu au courant des procédures intentées contre lui à l'étranger. C'est pourquoi la Commission a décidé de recommander que même si le délai de comparution prévu dans l'acte était passé, l'acte soit toujours notifié à moins que l'autorité requérante spécifie expressément le contraire. La Commission se rallie à la suggestion de l'Expert du Royaume-Uni selon laquelle la formule de demande pourrait, le cas échéant, être complétée par une mention qui précise que l'acte doit être notifié avant une certaine date et qu'en cas d'impossibilité l'acte soit renvoyé à l'autorité requérante ou soit tout de même notifié dans les délais les plus brefs.

b Organisation of the Central Authorities

The discussions showed that the organisation of the Central Authorities was generally centralised even though article 18 permitted the designation of additional authorities. One federal State, Germany, intended however to designate several Central Authorities when it became a Party.
The Central Authorities are made up of offices comprised of varying numbers of persons. The discussions brought out the fact that the 'Central Authorities' designated under the Convention of 15 November 1965 also serve as Central Authorities to carry out the Convention on the Taking of Evidence Abroad. In certain countries, such as France, the governmental officials acting as the Central Authority centralise in addition everything which concerns international judicial cooperation for private law (for example, problems of recovery of maintenance due from abroad or problems in re-establishing custody following the kidnapping of a child to a foreign country).

c Objections to the request and refusal to comply

The Commission discussed at the same time the problem of objections to the request which are specified (article 4) and of refusals to comply because of infringement of the sovereignty or security of the State (article 13). It appeared that refusals to comply because of infringement of the sovereignty or security of the State occurred very seldom. The examples given were of an exceptional nature (a lawsuit instituted abroad against a national judge seeking damages arising from the exercise of his judicial authority, a summons to appear before a foreign court addressed to the national monarch, etc.).
Likewise the discussion showed that very few objections were raised up against requests for service, formal irregularities being usually handled directly by the Central Authority of the State addressed (for example, a photocopy being made of the original if two copies had not been provided). The question however was raised of what the Central Authority should do when the time for appearance set out in the document had already been passed at the time of the request for service. It was determined that this situation occurred rather frequently in practice, the period of time for appearance provided by the Codes of Civil Procedure being often rather short. However it was noted that these time periods for appearance are far from being definitive. It very rarely occurs that the judge makes a decision on the merits at the expiration of the time period, for in most legal systems there is a practice of postponing the hearing. Besides, article 15 obliges the judge to stay his decision so long as it has not been proved that the summons to appear has been served upon or otherwise delivered to the defendant. In any case, then, it appeared that it was always in the interest of the defendant to be kept informed of proceedings initiated against him abroad. This is why the Commission decided to recommend that, even if the time for appearance provided in the document had passed, the document still be served unless the requesting authority expressly specified otherwise. The Commission supported the suggestion of the Expert of the United Kingdom to the effect that the form for request might for this type of situation be supplemented by a statement specifying that the document should be served before a certain date and, if this was not possible, either that it should be returned unserved, or that it should nevertheless be served whenever possible.

2 *Exécution de la notification*

Le problème de l'exécution de la notification par l'intermédiaire des Autorités centrales a donné lieu à de nombreuses discussions car ce problème englobait les questions de l'exigence de traduction des pièces et du remboursement des taxes ou frais. Il est apparu souhaitable que le Bureau Permanent obtienne des renseignements complémentaires sur ces points.

a Mode de notification

– Simple remise. L'article 5, alinéa 2, prévoit que sauf lorsqu'une forme particulière est demandée, l'acte peut toujours être remis au destinataire qui l'accepte volontairement. Ce procédé de la simple remise est de loin le plus largement employé dans de nombreux Etats contractants (par exemple pays scandinaves, France, Belgique et Pays-Bas). La personne qui remet l'acte est souvent un fonctionnaire de police. Dans la plupart des cas, les destinataires acceptent l'acte volontairement ou viennent le retirer au bureau de police, ce qui entraîne dispense de traduction des pièces à notifier et gratuité de l'intervention.

– Forme prescrite par la législation de l'Etat requis. Dans un certain nombre de pays, l'Autorité centrale intervient toujours par l'intermédiaire d'un fonctionnaire qui agit selon les formes prescrites pour la notification des actes dressés dans le pays (par exemple aux Etats-Unis intervention systématique des U.S. Marshals). Dans la pratique, la simple remise y est donc éludée ce qui peut entraîner l'exigence de traduction des pièces et remboursement de frais. Dans d'autres pays, comme la France, la Belgique et les Pays-Bas, l'intervention des huissiers est requise lorsque le destinataire n'a pas accepté l'acte volontairement.

– Forme particulière. Il a résulté des débats que l'emploi d'une forme particulière est assez rarement demandé par le requérant. Lorsqu'une telle forme a été demandée, par exemple aux Etats-Unis, la requête a pu être satisfaite car la procédure requise n'est pas incompatible avec la loi locale. L'Expert américain a fait connaître qu'un moyen de rendre superflue l'intervention personnelle de l'U.S. Marshal serait de préciser, dans la demande, que la notification puisse être faite par l'Autorité centrale par voie postale avec accusé de réception. Si le pli est accepté, la formalité se fera donc gratuitement.

b Traduction des pièces

Des divergences assez marquées sont apparues dans la pratique des Etats contractants. Certains Etats ont fait savoir qu'en cas de remise simple la traduction n'était pas exigée mais que, dès qu'une notification formelle devait intervenir, leur procédure exigeait la traduction intégrale de l'acte à notifier. Dans le système américain la traduction peut également être exigée puisque la notification y est toujours formelle. Or, les frais de traduction sont considérables. L'Expert des Etats-Unis a recommandé qu'une pratique administrative soit introduite dans les Etats parties à la Convention selon laquelle le résumé des éléments essentiels de l'acte accompagnant toute demande de notification soit toujours rédigé dans la langue de l'Etat requis et cela bien que la Convention permette l'utilisation du français ou de l'anglais. Dans son pays, par exemple, cela permettait d'éviter la traduction de l'acte lui-même. Cette recommandation a été accueillie avec des réserves tenant à

2 *Effecting service*

The problems of effecting service through the medium of the Central Authorities brought on extensive discussion, for these problems encompassed the questions concerning requirements for translation of documents and payment of costs or expenses. It seemed desirable that the Permanent Bureau obtain additional information on these points.

a Method of service

– Informal delivery (*simple remise*). Article 5, second paragraph, provides that unless a particular method is requested, the document may always be served by delivery to an addressee who accepts it voluntarily. This method of informal delivery is by far the most broadly used approach in a substantial number of Contracting States (for example the Scandinavian countries, France, Belgium and the Netherlands). The person who delivers the document is often a police official. In most of the cases, the addressees accept the document voluntarily or come down to pick it up at the police station, which dispenses with the need for translation of the documents to be served and renders the making of service free of costs.

– Form required by the law of the State addressed. In a certain number of countries, the Central Authority always acts through a public official who carries out the service in the form required for the service of a summons in that country (for example in the United States, there is systematic use of the United States Marshals). In practice, informal delivery is therefore shunned, and this can bring on requirements for translation of the documents and payment of costs. In other countries, as in France, Belgium and the Netherlands, the use of a process server is required where the addressee has not accepted the document voluntarily.

– Particular method. The discussions showed that the use of a particular method is very seldom requested by the applicant. Where such a method has been requested, as for example in the United States, the requests were able to be satisfied, for the procedure requested was not incompatible with local law. The Expert of the United States brought out the fact that one way of rendering formal intervention on the part of the United States Marshals unnecessary would be to specify in the request that service might be made by the United States Central Authority by certified mail with return receipt requested. If this mailing is accepted, the formalities will then be carried out free of charge.

b Translation of the documents

Rather marked divergences appeared in the practices of the Contracting States. Certain States made it known that in case of informal delivery (*remise simple*) translation was not required but that, when formal service had to be carried out, their procedures required a full translation of the document to be served. In the American system translation can likewise be required since service is always formal. Now, the costs of translation are considerable. The Expert of the United States recommended as an administrative practice in the States Parties to the Convention that the summary of the essential elements of the document accompanying every request for service be set out in the language of the State addressed, although the Convention permits the use of French or English. In his country, for example, that would avoid the necessity of translating the document itself. This recommendation was received with some reservations as to the usefulness of such a practice

l'utilité d'une telle pratique à l'égard des pays où l'on procède à la remise simple de l'acte ou lorsque le destinataire est une société multinationale bénéficiant d'un service juridique plurilingue.

c Frais

Dans les pays qui pratiquent la remise simple, la notification est gratuite. Elle est également gratuite en Egypte malgré l'intervention des huissiers attachés aux tribunaux. Par contre au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, la notification donne toujours lieu à remboursement de frais puisque la remise simple n'est pas pratiquée. Après une longue discussion il apparaît que si remboursement de frais il doit y avoir, ce remboursement devrait se faire sur la base d'un montant forfaitaire. C'est ainsi que les huissiers de justice français ou belges s'orientent également vers un montant forfaitaire lorsque leur intervention est requise.
Certains experts représentant des Etats où la gratuité est le plus souvent de règle ont fait savoir que leurs autorités songeaient à s'orienter vers un système de réciprocité. La remise simple, donc gratuite, continuerait à être pratiquée pour les demandes en provenance d'Etats qui pratiquent également une telle remise simple. Par contre pour les demandes en provenance d'Etats où la notification est toujours formelle, donc coûteuse, il sera procédé à une notification formelle donnant lieu à remboursement de frais.

d Attestation de notification

A la suite d'une question posée sur l'utilité qu'il y a à envoyer deux copies des actes à notifier, la Commission se livra à un échange de vues sur l'usage qui est actuellement fait de la deuxième copie. Après discussions les experts admettent que la seconde copie répond à un besoin important et recommandent qu'elle soit systématiquement renvoyée à l'autorité requérante avec l'attestation de notification pour lui permettre d'identifier avec exactitude l'acte qui a été notifié, particulièrement lorsqu'un procès donne lieu à de multiples actes de procédure.
Les experts ont ensuite procédé à un échange d'informations sur la pratique de différents Etats concernant les autorités compétentes pour remplir l'attestation. On sait qu'en vertu de l'article 6 c'est l'Autorité centrale de l'Etat requis qui est compétente ou toute autre autorité centralisée désignée à cette fin par l'Etat requis. Ces désignations, communiquées au dépositaire de la Convention en vertu de l'article 21, alinéa premier, lettre *b*, pourraient utilement figurer dans un manuel pratique.

3 *Expédition des demandes de notification*

a Problème des autorités expéditrices

En vertu de l'article 3 de la Convention c'est l'autorité ou l'officier ministériel compétent selon les lois de l'Etat d'origine qui adresse directement à l'Autorité centrale de l'Etat requis une demande de notification.

La Convention n'oblige pas les Etats à énumérer les personnes ou autorités compétentes selon leur droit pour présenter une requête. Les Autorités centrales réceptrices ignorent donc quelles sont les autorités expéditrices compétentes dans les autres Etats contractants. Des informations ayant été demandées sur ce point on s'est aperçu que la diversité des personnes ou autorités habilitées à adresser des demandes de notification était très grande. Dans la plupart des Etats contractants il s'agit d'autorités décentralisées, cours ou

in respect of the countries which use the procedure of informal delivery of the document or where the addressee is a multinational corporation having its own multilingual legal department.

c Costs

In the countries which have the practice of informal delivery (*remise simple*), service is free of charge. It is likewise free of charge in Egypt even though process servers attached to the Courts are employed. On the other hand, in the United Kingdom and in the United States service always calls for payment of costs since informal delivery is not part of the practice. After a long discussion it appeared that, if there had to be payment of costs, this payment should be made on the basis of a fixed fee. Along these lines, the French and Belgium process servers likewise favour the use of a fixed fee where their services are requested.
Certain Experts representing States where service is usually made free of charge let it be known that their authorities were thinking of moving towards a system of reciprocity. Informal delivery, free of charge, would continue to be the practice for requests deriving from States which likewise had the practice of such informal delivery. On the other hand, for requests deriving from States where service is always formal, and therefore expensive, formal service would be carried out, resulting in the payment of costs.

d Certificate of service

After a question was raised as to whether it was useful to send two copies of the document to be served, the Commission entered into an exchange of views concerning the use which is presently made of the second copy. After discussion, the Experts agreed that the second copy met an important need and they recommended that it be systematically sent back to the requesting authority with the certificate of service in order to permit that authority to identify exactly the document which has been served, particularly where a lawsuit results in several sets of pleadings.
The Experts then proceeded to an exchange of information on the practices of different States in respect of the authorities competent to fill out the certificate. Under article 6, it is the Central Authority of the State addressed or any other centralised authority designated for this purpose by the State addressed which is competent. These designations, communicated to the depositary of the Convention pursuant to article 21, first paragraph, sub-paragraph *b*, might usefully be included in a practical handbook.

3 *Forwarding of requests for service*

a Forwarding authorities

Under article 3 of the Convention it is the authority or judicial officer competent under the law of the State in which the documents originate who forwards directly to the Central Authority of the State addressed a request for service.
The Convention does not obligate the States to list the persons or authorities who are competent under their law to present a request. The receiving Central Authorities do not, then, know what are the competent forwarding authorities in the other Contracting States. When information was requested on this point, it was seen that the range of persons and authorities authorised to forward requests for service was very broad. In most of the Contracting States these are decentralised authorities: courts or tribunals, clerks, process ser-

tribunaux, greffiers, huissiers, *«process-server»* etc. Dans d'autres systèmes juridiques, par exemple la France ou l'Egypte, ces demandes sont canalisées par l'Autorité centrale. Le problème des demandes de notification adressées par des avocats a été évoqué, la Convention voulant exclure qu'une demande soit adressée par une personne privée. On a fait valoir que dans certains systèmes les avocats lorsqu'ils notifient le font sous le contrôle de la juridiction et qu'ils peuvent donc être assimilés à un officier ministériel ou un *judicial officer.*
Mais même à l'intérieur d'un système juridique donné les personnes compétentes peuvent être très nombreuses. Dans le système français par exemple les requêtes émanent en règle générale du Procureur de la République par le canal de l'Autorité centrale, mais elles peuvent également émaner directement des huissiers, des secrétaires-greffiers dans certains cas etc.
Par ailleurs la discussion a permis de se rendre compte que les Autorités centrales se montraient très libérales et ne contrôlaient pas systématiquement la compétence des autorités expéditrices. Il est apparu à la Commission qu'hormis certains cas fantaisistes ou malicieux une demande de notification adressée à l'étranger répondait à un besoin précis et qu'on pouvait présumer de la régularité d'une telle demande aux yeux de la loi de procédure du for, sinon la démarche ne se comprendrait pas.
Finalement la Commission a été d'opinion que l'établissement d'une liste exhaustive des autorités expéditrices par chacun des Etats contractants serait irréalisable dans la pratique et dangereuse car elle inciterait à un contrôle plus strict que celui qui est effectué actuellement.
Par contre, après une longue discussion, la Commission a admis à la suite d'un tour de table la formule suivante:

– Chaque Etat partie à la Convention établirait pour information une liste tout à fait générale et indicative de ses autorités expéditrices, liste qui sera jointe au document que le Bureau Permanent se propose de rédiger.

– Dans les cas qui pourraient être douteux il est recommandé que l'autorité expéditrice fasse mention de ses qualités et de sa compétence dans la demande de notification en se référant par exemple aux règles de procédure locales. C'est d'ailleurs la procédure utilisée par les U.S. Marshals en vertu de la circulaire émanant du Ministère de la Justice des Etats-Unis.

– Il est reconnu par la Commission que l'Autorité centrale de l'Etat requis puisse demander, dans les cas exceptionnels, à l'Autorité centrale de l'Etat d'origine des éclaircissements sur la compétence de l'autorité expéditrice.

b Formule modèle

Les autorités expéditrices doivent en principe utiliser la formule modèle annexée à la Convention. A propos de la formule modèle on a fait valoir l'intérêt de ne pas changer l'ordre des mentions afin d'éviter des malentendus. Toutefois la formule établie par la France et figurant dans le Document préliminaire No 1, bien qu'elle varie dans une certaine mesure de la formule modèle, a soulevé de l'intérêt par son caractère pratique notamment dans la mesure où elle détaille mieux les mentions concernant le nom et l'adresse du destinataire et fait ressortir de manière évidente dans l'attestation l'identité et l'adresse du requérant à qui les pièces doivent être retournées. Un certain nombre d'Etats contractants ont fait circuler les formules employées sur leurs territoires (Pays nordiques, Etats-Unis, Pays-Bas).

vers, *huissiers*, etc. In other legal systems, France or Egypt for example, these requests are channelled through the Central Authority. The problem of requests for service forwarded by lawyers was raised, it having been intended in the Convention to exclude the forwarding of a request by a private person. It was pointed out that in certain systems lawyers make service under the control of the courts and that they could therefore be assimilated to a judicial officer or to an *officier ministériel.*
But even within a given legal system the persons competent may be very numerous. In the French system, for example, requests emanate from the *Procureur de la République* and are channelled through the Central Authority, but they may also emanate directly from process servers, from court clerks in certain cases, etc.

Furthermore, the discussion brought out the fact that the Central Authorities were very liberal and that they did not systematically monitor the competence of the forwarding authorities. It appeared to the Commission that, aside from certain cases involving fantasy or malice, a request for service forwarded abroad met a precise need, and it could be presumed that such a request was in compliance with the procedural law of the forum, since this step would otherwise make no sense.

Finally, the Commission was of the opinion that the establishment of an exhaustive list of forwarding authorities by each of the Contracting States would be impossible to achieve in practice as well as dangerous, for it would lead towards stricter control than that which was currently being exercised.
On the other hand, after a long discussion, the Commission agreed, following comments from around the table, on the following formulation:

– Each State Party to the Convention would establish for purposes of information a very general list indicating its forwarding authorities, a list which would be attached to the document which the Permanent Bureau proposed to draft.

– In cases which might be doubtful it was recommended that the forwarding authority set out its capacity and its competence in the request for service, referring for example to the local rules of procedure. This is moreover the procedure utilised by the US Marshals pursuant to the circular emanating from the United States Department of Justice.

– It was recognised by the Commission that the Central Authority of the State addressed might in exceptional cases ask the Central Authority of the State in which the documents originate for information concerning the competence of the forwarding authority.

b Model form

The forwarding authorities should in principle employ the model form annexed to the Convention. In respect of the model form it was pointed out that there was an interest in not changing the order of the items of information, so that misunderstandings would be avoided. However, the form prepared by France which was included in Preliminary Document No. 1, although it varied to some extent from the model form, had raised some interest because of its practical character particularly in so far as it gave more detail under the items concerning the name and the address of the addressee and brought out very clearly in the certificate the identity and the address of the applicant to whom the documents should be returned. A certain number of Contracting States circulated the forms used in their ju-

Ces formules, bilingues ou trilingues, n'ont provoqué aucune critique.

C *Autres voies de transmission*

1 *Voie consulaire*

La Convention prévoit deux manières d'utiliser la voie consulaire, la voie directe (notification effectuée directement par le Consul de l'Etat requérant au destinataire) et la voie indirecte (transmission de l'acte à notifier par le Consul de l'Etat requérant à une autorité de l'Etat requis). La discussion a révélé que la pratique des Etats membres n'était pas uniforme, certains pays ayant complètement abandonné la voie consulaire dans les relations avec les Etats parties à la Convention, d'autres ayant recours à cette voie occasionnellement, d'autres enfin continuant à recourir systématiquement à la voie consulaire au détriment de la voie de l'Autorité centrale (par exemple Royaume-Uni dans le cadre de conventions bilatérales.) La voie consulaire directe reste assez souvent utilisée pour la notification à des nationaux de l'Etat requérant de documents rédigés dans la langue de cet Etat. Quant à la voie indirecte les avis des experts ont divergé sur l'intérêt de cette voie de transmission les uns estimant qu'elle peut accélérer la notification alors que d'autres l'accusent de provoquer des retards importants.

2 *Voie postale*

On a constaté que la plupart des Etats ne s'opposent pas à ce que les actes judiciaires en provenance de l'étranger soient notifiés directement par la poste sur leurs territoires. Pour les Etats qui s'opposent à cette voie une distinction a été faite entre utilisation de la voie postale en tant que méthode unique de notification et la notification par voie postale complémentaire à un autre moyen de notification. Dans ce deuxième cas, la transmission postale de l'acte judiciaire ne devrait pas être considérée comme une atteinte à la souveraineté de l'Etat requis. Mais bien entendu il convient alors de ne tenir compte que de la date de la notification formelle, notamment pour ce qui concerne le jeu de l'article 15.

3 *Notification d'huissier à huissier*

L'article 10*b* permet aux officiers ministériels, fonctionnaires ou autres personnes compétentes de l'Etat d'origine de faire procéder à des significations, notifications d'actes judiciaires directement par les soins des officiers ministériels, fonctionnaires ou autres personnes compétentes de l'Etat de destination. En fait un tel système de communication directe entre personnes compétentes fonctionne pour l'instant dans les relations entre pays connaissant l'institution des huissiers de justice. L'article IV du Protocole annexé à la Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968 prévoit d'ailleurs un tel système de notification d'huissier à huissier. Le représentant de l'Union internationale des huissiers expliqua le mécanisme, utilisé notamment dans les rapports franco-belges: l'huissier de l'Etat requérant envoie l'acte à notifier à l'organisme national professionnel de l'Etat requis qui transmet cette demande à un huissier territorialement compétent. Pour faciliter ce mécanisme les organisations professionnelles se sont entendues

risdictions (Nordic countries, United States, Netherlands). These forms, some bilingual and some trilingual, raised no criticism.

C *Other channels of transmission*

1 *Consular channels*

The Convention provides two modes for employment of consular channels, the direct channel (service effectuated directly by the Consul of the requesting State on the addressee) and the indirect channel (transmission of the document to be served by the Consul of the requesting State to an authority of the State addressed). The discussion revealed that the practices of the Member States were not uniform, some countries having completely abandoned consular channels in their relations with the States Parties to the Convention, others making use of this channel occasionally, others finally continuing to employ consular channels systematically to the disadvantage of the channel by way of the Central Authority (for example: the United Kingdom acting within the framework of its bilateral Conventions). The direct consular channel continued to be rather often employed for service on nationals of the requesting State of documents drafted in the language of that State. Concerning the indirect channel, the Experts had differing opinions on the value of this mode of transmission, some considering that it could speed up service while others charged that it brought on serious delays.

2 *Postal channels*

It was determined that most of the States made no objection to the service of judicial documents coming from abroad directly by mail in their territory. For those States which objected to this channel, a distinction was made between use of the postal channel as the sole method of service and service through the postal channel which was complementary to another means of effecting service. In this latter case, postal transmission of the judicial document should not be considered as being an infringement on the sovereignty of the State addressed. But of course it was desirable then to take into account only the date of the formal service, particularly where the operation of article 15 was concerned.

3 *Service made by forwarding documents from one process server to another* (Notification d'huissier à huissier)

Article 10*b* permits the judicial officers, officials or other competent persons of the State of origin to effect service of judicial documents directly through the efforts of the judicial officials or other competent persons of the State of destination. In fact, such a system of direct communication between competent persons operates at present in the relations between countries which have the institution known as *huissiers de justice*. Article IV of the Protocol annexed to the Brussels Convention of 27 September 1968 provides futhermore for such a system of service by forwarding documents from one process server to another. The representative of the *Union internationale des Huissiers* explained the mechanism, employed in particular in contacts between France and Belgium: the process server of the requesting State sends the documents to be served to the national professional organ of the State addressed, which transmits this request to a process server competent to make service in the particular territory. In order to facilitate

pour que dans chaque Etat il y ait un tarif unique pour les notifications en provenance de l'étranger.

Des contacts pris au cours de la réunion il résulte qu'il n'est pas exclu que le système de notification d'huissier à huissier puisse être étendu et organisé dans les relations avec des Etats où il existe des personnes habituellement chargées de procéder à la notification des actes judiciaires.

D *Sanction de la Convention*

Les articles 15 et 16 assurent la sanction de la Convention en obligeant le juge à surseoir à statuer tant que la notification n'aura pas été réalisée dans un certain délai ou en permettant un relevé de forclusion lorsqu'un jugement n'a été connu ou notifié qu'après l'écoulement du délai d'appel.

La discussion démontra que ces dispositions n'avaient pas eu beaucoup d'impact dans la jurisprudence des Etats membres, ce qui pouvait s'expliquer par le fait que, dans la pratique, les notifications à destination de l'étranger étaient devenues, grâce à la Convention, plus rapides et plus efficaces.
Ceci étant, la Commission s'est rendu compte que toutes les questions que pouvait soulever l'application de ces articles, par exemple la notion de «temps utile», relevaient de l'appréciation souveraine des juges du fond.
C'est pourquoi la Commission s'est bornée à suggérer que les Etats parties à la Convention communiquent systématiquement au Bureau Permanent les décisions jurisprudentielles portant sur les articles 15 et 16 de la Convention afin qu'une information mutuelle puisse être organisée.

E *Actes extrajudiciaires*

La discussion de la Commission sur ce point a permis de déterminer qu'un grand nombre d'actes extrajudiciaires sont effectivement transmis par l'intermédiaire des Autorités centrales. Les actes extrajudiciaires diffèrent des actes judiciaires dans la mesure où ils ne sont pas directement rattachés à un procès et se distinguent des actes purement privés du fait qu'ils nécessitent l'intervention «d'une autorité ou d'un officier ministériel» selon les termes de la Convention. On donna comme exemple les sommations de payer, les congés en matière de loyers, les protêts en matière d'effets de commerce, à la condition qu'ils émanent d'une autorité ou d'un huissier. On cita aussi des actes tels que les oppositions à mariage, consentements à adoption, etc. qui nécessitent certaines formes solennelles. La discussion fit ressortir que, dans certains systèmes, par exemple en Angleterre et en Irlande, ce sont les personnes privées qui notifient elles-mêmes de tels actes avec un effet juridique identique. Aussi, bien que la Convention ait voulu exclure de l'article 17 les actes émanant de personnes privées, à la requête des Experts du Royaume-Uni et de l'Irlande, la Commission a encouragé les Autorités centrales à notifier les actes extrajudiciaires n'émanant pas d'une autorité ou d'un officier ministériel si ces actes sont d'un type qui normalement devrait requérir l'intervention d'une autorité dans leurs pays.

this mechanism the professional organisations have agreed among themselves that in each State there will be a single fee for service of documents coming from abroad.
From the contacts made in the course of the meeting it came about that the system of service of documents by forwarding them from one process server to another might possibly be extented and organised in relations with States where there are in existence persons customarily charged with effecting service of judicial documents.

D *Guarantees under the Convention*

Articles 15 and 16 provide protective guarantees under the Convention by obligating the judge to stay the entry of a decision so long as service has not been effected during a certain period of time and by permitting the judge to relieve the defendant from the effects of the expiration of the time for appeal from the judgment, where the defendant learned of the judgment or was served with it only after expiration of the time for appeal.
The discussion showed that these provisions had not had much impact on the case law of the Member States, which could be explained by the fact that, in practice, service to be carried out abroad had become, thanks to the Convention, more rapid and more efficacious.

That being the case, the Commission took note of the fact that all of the questions which the application of these articles could raise, as for example the concept of 'in sufficient time', were matters for independent evaluation by the Courts.
This is why the Commission limited itself to suggesting that the States Parties to the Convention communicate systematically to the Permanent Bureau the court decisions which dealt with articles 15 and 16 of the Convention in order that a mutual exchange of information might be organised.

E *Extrajudicial documents*

The discussions of the Commission on this point made it possible to determine that a great number of extrajudicial documents are in fact transmitted through the medium of the Central Authorities. Extrajudicial documents differ from judicial documents in that they are not directly connected with lawsuits, and they are distinguished from purely private acts by the fact that they require the intervention of an 'authority' or of a 'judicial officer' under the terms of the Convention. Examples given were demands for payment, notices to quit in connection with leaseholds, and protests in connection with bills of exchange, but all on the condition that they emanate from an authority or from a process server. There was also mention made of instruments such as objections to marriage, consent to adoption, etc., which required certain formalities. The discussion brought out the fact that in certain systems, for example in England and in Ireland, such documents are served by private persons with identical legal effect. Therefore, although it was the intent of the Convention to exclude from article 17 documents emanating from private persons, at the request of the Experts of the United Kingdom and of Ireland, the Commission encouraged the Central Authorities to serve extrajudicial documents not emanating from an authority or from a judicial officer if these documents were of a type which normally would call for the intervention of an authority in their countries.

F *Accords particuliers ou additionnels*

Concernant l'article 25 la discussion a montré qu'il existait un grand nombre d'accords bilatéraux ou multilatéraux qui se superposent à la Convention de 1965. D'une manière générale on admet dans les Etats contractants que les parties peuvent utiliser les voies prévues soit par la Convention soit par l'accord particulier.

A l'égard de l'article 24, il a été admis que cette disposition signifiait que les accords additionnels aux Conventions de 1905 et 1954 étaient considérés comme des accords additionnels à la Convention de 1965, à moins que les Etats intéressés n'en conviennent autrement.
Concernant l'article 11 certains Etats ont expliqué qu'ils avaient prévu la communication directe entre leurs autorités respectives.
Finalement il est apparu à la Commission qu'il serait très utile de faciliter la connaissance mutuelle de tous ces accords additionnels ou particuliers qui pourrait être signalée dans le document à établir par le Bureau Permanent.

§ 2 *Questions auxquelles les experts ont accepté de répondre*

En vue d'établir un document qui faciliterait une information mutuelle et qui pourrait servir de base à l'établissement éventuel d'un manuel pratique, les experts ont accepté de répondre à un certain nombre de questions. Bien entendu ces questions s'adressent principalement aux experts des pays parties à la Convention. Toutefois, toutes réponses ou observations émanant des experts des autres Etats seraient les bienvenues.

1 *Autorité expéditrice*

Les experts sont invités à énumérer les personnes ou autorités qui, dans leurs pays, peuvent avoir qualité pour présenter une requête de notification à une Autorité centrale étrangère en vertu de l'article 3.

2 *Autorité centrale réceptrice*

Lors de la communication faite au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas, l'Autorité centrale a parfois été désignée de manière très générale (par exemple: Ministère de la Justice). S'ils l'estiment utile les experts sont invités à donner des renseignements complémentaires concernant l'identification et l'adresse précise de l'autorité destinataire.
Il serait très utile que les experts puissent fournir des renseignements statistiques par année sur le nombre et la provenance des actes qui leur sont adressés. La confrontation de ces renseignements permettra l'établissement d'un tableau.

3 *Méthodes de notification employées par l'Autorité centrale*

Les experts sont invités à résumer les méthodes qui sont ou qui peuvent être employées par l'Autorité centrale pour parvenir à la notification de l'acte: description du procédé de la remise simple (utilisation des services de police ou de fonctionnaires etc.) procédure formelle par huissier ou fonctionnaire, forme qui pourrait être utilisée sur demande (par exemple notification postale par l'Autorité centrale).
A l'occasion de ces descriptions, les experts sont invités

F *Special agreements and supplementary agreements*

In respect of article 25 the discussion showed that there were in existence a great number of bilateral and multilateral agreements which were superimposed on the Convention of 1965. In general, it is accepted in the Contracting States that the parties may employ either the channels provided in the Convention or those provided for by the special agreement.
As concerns article 24, it was agreed that this provision meant that agreements which were supplementary to the Conventions of 1905 and 1954 were also considered to be agreements supplementary to the Convention of 1965, unless the States concerned agreed otherwise.
In respect of article 11 certain States explained that they had provided for direct communication between their respective authorities.
Finally it seemed to the Commission that it would be very useful to facilitate mutual knowledge of all these supplementary and special agreements, which might be referred to in the document to be prepared by the Permanent Bureau.

§ 2 *Questions to which the Experts agreed to reply*

With a view to preparing a document which would facilitate a mutual exchange of information and which might serve as a basis for the possible preparation of a practical handbook, the Experts agreed to reply to a certain number of questions. To be sure these questions are primarily directed to the Experts of the countries which are Parties to this Convention. However, any replies or observations emanating from the Experts of other States would be welcome.

1 *Forwarding authority*

The Experts are asked to list the persons or authorities which, in their countries, may have the capacity to present a request for service to a Central Authority abroad under article 3.

2 *Receiving Central Authority*

At the time when the communication has been sent to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands, the Central Authority has at times been designated in a very general fashion (for example: Ministry of Justice). If they consider this to be useful, the Experts are asked to give additional information concerning the identification and the exact address of the recipient authority.
It would be very useful if the Experts could furnish statistical information on an annual basis concerning the nature and the sources of the documents which are addressed to them. The collation of this information would permit preparation of a table.

3 *Methods of service employed by the Central Authority*

The Experts are asked to summarize the methods which are or can be employed by the Central Authority in order to effect service of the document: description of the procedure for informal delivery (utilisation of the police departments or of public officials, etc.), formal procedure through a process server or a public official, forms which might be utilised on request (for example, service by post by the Central Authority).
In connection with these descriptions, the Experts are

à préciser l'étendue et la portée de l'exigence des traductions éventuelles (traduction du résumé, traduction des pièces à signifier, etc.).

Ils sont également invités à indiquer quels sont les frais éventuellement encourus par tel ou tel mode de notification (notamment frais forfaitaires ou proportionnels) et le procédé exigé pour le remboursement des frais (chèque joint etc.).

4 *Voie consulaire*

Il serait intéressant de savoir dans quelle mesure la voie consulaire directe ou indirecte continue à être employée par certains Etats requérants au détriment de la voie de l'Autorité centrale de l'Etat requis.

5 *Voie postale*

Il serait utile de connaître quels sont les Etats qui admettent dans leur Code de procédure la voie postale aux fins de notification à destination de l'étranger.
Il serait également bon de connaître les Etats où la voie postale est autorisée dans les relations internes mais reste interdite dans les relations internationales.

Les Etats qui s'opposent à l'utilisation des notifications postales en provenance de l'étranger sont connus grâce aux déclarations faites au Ministère des Affaires Etrangères.

6 *Notification d'huissier à huissier*

Les experts ainsi que les représentants de l'Union internationale des huissiers de justice sont invités à faire connaître dans quelle mesure, pour quels Etats et de quelle manière fonctionne le système de signification d'huissier à huissier. Des renseignements concernant la méthode de transmission, le coût des notifications et le mode de remboursement des frais seraient utiles.

7 *Sursis à statuer et relevé de forclusion (articles 15 et 16)*

Les experts sont invités à faire connaître les décisions qui auraient déjà été rendues en ces matières par les juridictions des Etats contractants.

8 *Actes extrajudiciaires*

Les experts sont invités à indiquer quels types d'actes extrajudiciaires sont utilisés dans la pratique des Etats membres, quels sont les autorités, officiers ministériels ou personnes compétentes pour établir de tels actes et si ces actes se prêtent à une transmission à l'étranger.

9 *Accords particuliers ou additionnels*

Les experts sont invités à faire connaître les accords particuliers ou additionnels liant leur Gouvernement à d'autres Etats contractants en précisant, le cas échéant, si le mécanisme prévu par de tels accords est exclusivement employé ou s'il peut être utilisé alternativement avec le mécanisme de la Convention des 1965.

asked to set out the scope and the coverage of the requirements for possible translation (translation of the summary, translation of the documents to be served, etc.).
The Experts are likewise asked to indicate what costs may possibly be incurred by one or the other mode of service (in particular, whether the fees are fixed or proportional), as well as the procedure required for the payment of costs (attached cheque, etc.).

4 *Consular channels*

It would be of interest to know the extent to which consular channels, whether direct or indirect, continue to be employed by certain requesting States to the disadvantage of the channel by way of the Central Authority of the State addressed.

5 *Postal channels*

It would be useful to know what States permit the use of postal channels for purposes of service on addressees located abroad.
It would likewise be helpful to know those States where the use of postal channels is authorised in internal relations but stands prohibited in international relations.
The States which object to the utilisation of service by post sent from abroad are known thanks to the declarations made to the Ministry of Foreign Affairs.

6 *Service by forwarding the documents from one process server to another*

The Experts, as well as the representatives of the *Union internationale des Huissiers de Justice*, are asked to make known the extent to which the system of service by forwarding documents from one process server to another is in operation, as well as the States among which and the manner in which it functions. Information concerning the method of transmission, the costs of service and the manner of payment of costs would be useful.

7 *Stays of entry of judgment and relief from expiration of the period of time for appeal (articles 15 and 16)*

The Experts are asked to make known the decisions which have already been handed down on these questions by the Courts of the Contracting States.

8 *Extrajudicial documents*

The Experts are asked to indicate what types of extrajudicial documents are employed in practice in the Member States, what are the authorities, judicial officers or persons competent to prepare such documents and whether these documents are suitable for transmission abroad.

9 *Special agreements and supplementary agreements*

The Experts are asked to make known the special agreements and the supplementary agreements which bind their Governments to other Contracting States and to state, in respect of each such agreement, whether the mechanism provided by that agreement is employed exclusively or such mechanism can be utilised as an alternative to the mechanism of the Convention of 1965.

II ÉCHANGE DE VUES SUR LA CONVENTION DU 18 MARS 1970 SUR L'OBTENTION DES PREUVES A L'ÉTRANGER EN MATIÈRE CIVILE OU COMMERCIALE

Les experts ont estimé utile de procéder à un rapide échange de vues sur la Convention du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale. Cette Convention institue en effet une Autorité centrale qui, dans la pratique, se révèle être la même que pour la Convention sur la notification.

Cette Convention est déjà en vigueur pour dix Etats membres et semble bien avoir rempli son but qui est de faciliter l'entraide dans des relations entre Etats membres à organisations judiciaires très différentes, pays continentaux et pays de *common law*. Toutefois des malentendus semblent encore régner entre les Etats membres à propos de certaines institutions et l'intérêt d'un examen approfondi du fonctionnement de cette Convention est apparu avec évidence. Le Bureau Permanent de la Conférence ayant fait savoir que l'on pourrait envisager la réunion d'une Commission spéciale de quelques jours sur ce sujet, sous réserve de l'accord des Gouvernements, les experts se sont montrés unanimes pour soutenir une telle initiative.

Si cette Commission spéciale est effectivement convoquée, le Bureau Permanent se chargera de préparer des documents préliminaires analogues à ceux qui ont été présentés pour la présente Commission spéciale. Pour faciliter l'élaboration de ces documents, le Bureau Permanent se propose d'établir un questionnaire qui permettra aux Etats contractants, comme aux Etats non contractants, de faire connaître avec plus de précision leurs observations.

III ÉCHANGE DE VUES SUR LA CONVENTION DU 5 OCTOBRE 1961 SUPPRIMANT L'EXIGENCE DE LA LÉGALISATION DES ACTES PUBLICS ÉTRANGERS

L'Expert britannique a tenu à attirer l'attention sur les avantages offerts par la Convention de La Haye du 5 octobre 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers. L'apostille fixée ou attachée au pied des actes publics par une autorité du pays d'origine de l'acte remplace la lourde et coûteuse chaîne des légalisations traditionnelles. Dès lors la circulation internationale de l'acte devient beaucoup plus facile. L'échange de vues montre que le mécanisme de cette Convention n'avait donné lieu à aucun contentieux et que les demandes de contrôle sur l'origine de l'acte étaient très rares. Une nouvelle fois l'attention des pays qui ne connaissent pas sur leur territoire l'exigence de la légalisation des actes en provenance de pays étrangers, a été attirée sur l'intérêt qu'il y a de ratifier la Convention. En effet ces pays pourront continuer à dispenser les actes publics étrangers de toute légalisation mais leurs propres actes publics, s'ils sont munis de l'apostille, bénéficieront dans les autres pays contractants de la dispense de la légalisation consulaire. Le Bureau Permanent a signalé que le Rapport explicatif de M. Yvon Loussouarn sur cette Convention ayant été traduit en langue anglaise par les soins des autorités britanniques, cette traduction serait envoyée à tous les Etats membres de la Conférence.

II EXCHANGE OF VIEWS ON THE CONVENTION OF 18 MARCH 1970 ON THE TAKING OF EVIDENCE ABROAD IN CIVIL OR COMMERCIAL MATTERS

The Experts thought that it would be useful to enter into a rapid exchange of views on the Convention of 18 March 1970 on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters. This Convention instituted Central Authorities which, in practice, turn out to be the same as those set up under the Convention on service of documents.

This Convention is already in force for ten Member States and it seems to have fulfilled this purpose which is to facilitate co-operation in relations between Member States with very different judicial structures, the continental countries and the common law countries. However, some misunderstandings seem still to hold sway among the Member States in regard to certain institutions, and the desirability of an analysis in depth of the operation of this Convention became apparent. The Permanent Bureau of the Conference made it known that it might be possible to plan for the meeting of a Special Commission lasting several days on this subject, if the Governments were in agreement, and the Experts indicated that they were unanimously in favour of such an undertaking.

If the Special Commission is in fact convened, the Permanent Bureau will take on the task of preparing preliminary documents similar to those which were issued in connection with the Special Commission meeting just held. In order to facilitate the preparation of these documents, the Permanent Bureau plans to prepare a questionnaire which will allow Contracting States, as well as non-Contracting States, to make known more exactly their observations.

III EXCHANGE OF VIEWS ON THE CONVENTION OF 5 OCTOBER 1961 ABOLISHING THE REQUIREMENT OF LEGALISATION FOR FOREIGN PUBLIC DOCUMENTS

The Expert of the United Kingdom undertook to draw attention to the advantages offered by the Hague Convention of 5 October 1961 abolishing the Requirement of Legalisation for Foreign Public Documents. The certificate *(apostille)* applied or attached at the base of a public document by an authority of the country where the document has originated replaces the heavy and costly chain of traditional legalisations. As a result international circulation of the document becomes much more easy. The exchange of views showed that the mechanism of this Convention had brought on no disputes and that requests for verification of the origin of the document were very rare. Once again the attention of the countries which have no requirement on their own territory for the legalisation of documents coming from foreign countries was drawn to the interest which ratification of the Convention would have for them. Indeed, these countries may continue to exempt foreign public documents from any requirement of legalisation but their own public documents will benefit in the other Contracting States by being exempted from consular legalisation, if they are provided with the certificate established in the Convention. The Permanent Bureau pointed out that the explanatory report of Mr Yvon Loussouarn had been translated into the English language by the authorities of the United Kingdom and that this translation would be sent to all Member States of the Conference.

Fonctionnement de la Convention du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale

Operation of the Convention of 18 March 1970 on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters

Liste des documents préliminaires

Liste de questions à aborder par la Commission spéciale. – *(Document préliminaire No 1 de mars 1978), infra* p. 395.

Réponses à la liste de questions. – *(Document préliminaire No 2 de mai 1978), infra* p. 399.

List of Preliminary Documents

List of questions to be discussed by the Special Commission. – *(Preliminary Document No 1 of March 1978), infra* p. 395.

Replies to the list of questions. – *(Preliminary Document No 2 of May 1978), infra* p. 399.

Liste de questions à aborder par la Commission spéciale

ÉTABLIE PAR LE BUREAU PERMANENT

Document préliminaire No 1 de mars 1978

1 *Domaine conventionnel (articles 1 et 23)*

a La Convention est applicable «en matière civile ou commerciale». L'interprétation de cette notion dans le cadre de cette Convention donne-t-elle lieu à des difficultés analogues à celles qui ont été rencontrées pour la Convention sur la notification des actes judiciaires?

b La Convention s'applique aux «actes d'instruction». Cette expression donne-t-elle lieu à des difficultés d'interprétation au sein des Etats contractants?

c La Convention s'applique également à «d'autres actes judiciaires» tout en excluant la notification d'actes judiciaires et les mesures conservatoires ou d'exécution. Selon le rapport par «autres actes judiciaires» on peut citer, par exemple, les demandes tendant à obtenir copie d'un acte de naissance, des extraits de registres publics, à faire nommer un administrateur provisoire sur des biens, à obliger un défendeur à déposer une caution. L'interprétation de la Convention a-t-elle donné lieu à des difficultés pratiques sur ce point?

d L'article 23 permet aux Etats contractants de se réserver de ne pas exécuter les commissions rogatoires ayant pour objet la procédure connue dans les Etats du *Common Law* sous le nom de *pre-trial discovery of documents*. Lors des discussions de novembre 1977 il est apparu que l'interprétation de cette notion faisait difficulté. Les pays connaissant une telle procédure pourraient utilement décrire ce qu'ils entendent par là. Quant aux pays qui ont fait la réserve il serait utile de connaître si, dans la pratique, leurs autorités ont été amenées à refuser l'obtention de preuves dans une telle hypothèse.

2 *Autorité centrale (articles 2, 24 et 25)*

L'Autorité centrale des Etats contractants est-elle, en fait, la même que celle qui fonctionne dans le cas de la Convention de 1965 sur la notification des actes judiciaires? Comment est organisée l'Autorité centrale?

3 *Réception des demandes de commissions rogatoires (article 3)*

A la différence de ce qui est prévu pour la Convention sur la notification des actes judiciaires aucune formule modèle n'est imposée par la Convention. Le contrôle

List of questions to be discussed by the Special Commission

DRAWN UP BY THE PERMANENT BUREAU

Preliminary Document No 1 of March 1978

1 *Scope of the Convention (articles 1 and 23)*

a The Convention is applicable 'in civil or commercial matters'. Does the interpretation of this expression in the context of this Convention give rise to difficulties analogous to those which have been encountered in connection with the Convention on Service of Judicial Documents?

b The Convention applies to the obtaining of 'evidence'. Has this term brought on any problems of interpretation among the Contracting States?

c The Convention also applies to performance of 'other judicial act(s)' but excludes the service of judicial documents and the issuance of any process by which judgments or orders are executed or enforced, or orders for provisional or protective measures. According to the Report, the content of the phrase 'other judicial act' can be illustrated by examples such as requests submitted for the purpose of obtaining a copy of a birth certificate or extracts from a public register, securing the appointment of a temporary receiver for property, or requiring a defendant to put up security to protect a possible future judgment in favour of the plaintiff. Has interpretation of the Convention on this point given rise to practical difficulties?

d Article 23 allows Contracting States to declare that they will not execute Letters of Request issued for the purpose of obtaining pre-trial discovery of documents as known in Common Law countries. During the discussions held in November 1977 it became apparent that the interpretation of this expression gave rise to difficulties. Those countries which have this type of procedure could be of help if they would describe what is meant by this term in their systems. As for the countries which have made the declaration, it would be useful to know whether in practice their authorities have found it necessary to refuse the taking of evidence on such grounds.

2 *Central Authorities (articles 2, 24 and 25)*

Are the Central Authorities of Contracting States, in pratice, the same as those which function under the Convention of 1965 on the Service of Judicial Documents? How are the Central Authorities organised?

3 *Receipt of Letters of Request (article 3)*

Unlike the Convention on the Service of Judicial Documents, no model form has been prescribed in the Convention. Have the checks made by the Central Authorities for compliance with the requirements set out in

par l'Autorité centrale des indications prévues à l'article 3 donne-t-il lieu, dans ces conditions, à des difficultés?

4 *Question des langues (article 4)*

Compte tenu du système assez complexe prévu en matière d'usage des langues et des réserves effectuées par certains Etats contractants, quelles sont les difficultés pratiques auxquelles se trouvent confrontées les Autorités centrales?

5 *Griefs à l'encontre de la demande (article 5)*

L'article 5 donne-t-il lieu à des difficultés, notamment en ce qui concerne l'identification de l'autorité requérante qui doit être directement informée des griefs?

6 *Autorité expéditrice*

a Quelles sont dans chacun des Etats contractants les autorités judiciaires qui expédient des demandes de commissions rogatoires? Cette autorité judiciaire transmet-elle directement la demande à l'Autorité centrale de l'Etat requis ou utilise-t-elle un canal centralisé dans l'Etat requérant?

b Lors de l'établissement de la commission rogatoire par l'autorité requérante, les traductions nécessaires sont-elles effectuées par un service central, ou encore par des traducteurs choisis par les parties au procès?

7 *Autorité d'exécution*

Quelle est l'autorité qui exécute les commissions rogatoires dans les Etats contractants? Si d'après le système d'un Etat contractant l'autorité requise n'est pas en mesure d'exécuter elle-même la commission rogatoire, quel est le système employé? Que se passe-t-il si le consentement prévu à l'article 14, alinéa 3 n'est pas donné?

8 *Exécution de la commission rogatoire (articles 7, 8 et 9)*

a Est-il fréquent dans la pratique que l'autorité requérante réclame des informations prévues à l'article 7? De telles informations émanent-elles toujours de l'Autorité centrale ou est-ce l'autorité chargée de l'exécution de la commission rogatoire qui informe l'autorité requérante et éventuellement les parties au procès?

b Est-il fréquent que des magistrats de l'autorité requérante demandent l'autorisation d'assister à l'exécution d'une commission rogatoire? Le système prévu à l'article 8 a-t-il donné lieu à des difficultés?

c Est-il fréquent qu'une forme spéciale soit demandée pour l'exécution d'une commission rogatoire? Peut-on donner des exemples où une forme spéciale demandée a été estimée incompatible avec la loi de l'Etat requis ou jugée pratiquement impossible à réaliser?

9 *Moyens de contrainte (article 10)*

a Le fait que la commission rogatoire ait trait à une procédure se déroulant à l'étranger influe-t-il sur l'application des moyens de contrainte normalement prévus

article 3 given rise, under these circumstances, to any difficulties?

4 *The language problem (article 4)*

Given the rather complex system provided in regard to the languages to be used and taking into account the reservations made by certain Contracting States, what practical difficulties have the Central Authorities encountered?

5 *Objections to the request (article 5)*

Has article 5 given rise to any problems, particularly in regard to identification of the requesting authorities which are to be directly informed of the objections?

6 *Forwarding authorities*

a Which judicial authorities in each of the Contracting States are charged with forwarding Letters of Request? Do these judicial authorities send the Letters of Request directly to the Central Authorities of the States of execution, or do they transmit them through a centralised channel within the State of origin?

b When a Letter of Request is prepared by the requesting authority, are the necessary translations drawn up by a central service, or by translators chosen by the parties to the litigation?

7 *Authority to execute*

Which authorities execute Letters of Request in the Contracting States? If under the system of a Contracting State the requested authority is not able itself to execute the Letter of Request, what system is used? What happens if the consent required under the third paragraph of article 14 is not forthcoming?

8 *Execution of the Letter of Request (articles 7, 8 and 9)*

a Does it frequently occur in practice that the requesting authority calls for the information described in article 7? Does such information always emanate from the Central Authority, or is it the authority charged with execution of the Letter of Request which gives this information to the requesting authority and, on occasion, to the parties to the litigation?

b Does it frequently happen that judges from the requesting authority ask authorisation to be present at the execution of a Letter of Request? Has the system provided in article 8 given rise to any problems?

c Does it frequently occur that a special method or procedure is requested for the execution of a Letter of Request? Can examples be given of cases in which a special method or procedure requested has been deemed to be incompatible with the law of the State of execution or determined to be impossible of performance in practice?

9 *Measures of compulsion (article 10)*

a Does the fact that the Letter of Request is concerned with litigation which is being prosecuted abroad have an influence on the application of the measures of com-

par la loi interne de l'autorité requise?

b Quels sont les moyens de contrainte utilisés dans les Etats contractants?

10 *Dispenses de déposer (article 11)*

L'application de l'article 11 sur les dispenses ou interdictions de déposer provoque-elle des difficultés pratiques notamment dans la détermination des cas prévus par la loi de l'Etat requérant?

11 *Refus d'exécution (article 12)*

a Y a-t-il des cas où l'exécution de la commission rogatoire a été refusée pour le motif qu'elle ne rentrait pas dans les attributions du pouvoir judiciaire?

b Peut-on donner des exemples où l'exécution d'une commission rogatoire a été jugée de nature à porter atteinte à la souveraineté ou à la sécurité de l'Etat requis?

12 *Retour des pièces après exécution de la commission rogatoire (article 13)*

a Les pièces constatant l'exécution de la commission rogatoire sont-elles transmises directement à l'autorité requérante par l'autorité judiciaire décentralisée ou au contraire celle-ci utilise-t-elle le canal de l'Autorité centrale de l'Etat requis?

b Qui, de l'autorité judiciaire d'exécution ou de l'Autorité centrale, informe dans la pratique l'autorité requérante que la commission rogatoire n'est pas exécutée en tout ou en partie?

13 *Taxes et frais (articles 14 et 26)*

a De quelle manière, dans la pratique, l'Etat requis fait connaître à l'Etat requérant qu'il exige le remboursement des indemnités et frais résultant de l'application d'une forme spéciale? Ces contacts ont-ils lieu entre Autorités centrales, entre l'Autorité centrale de l'Etat requis et l'autorité requérante, ou encore directement entre autorités judiciaires d'exécution et autorités requérantes?

b De quelle manière le remboursement des frais est-il effectué?

c Comment fonctionne dans la pratique le système prévu à l'article 14, alinéa 3? Le remboursement des frais occasionnés par ce système donne-t-il lieu à des difficultés? Le consentement de l'autorité requérante est-il souvent refusé?

d Quels sont les Etats contractants qui font usage de l'article 26? Le remboursement prévu donne-t-il lieu à difficulté? La rétorsion prévue à l'article 26, alinéa 2 a-t-elle été utilisée?

14 *Intervention des consuls auprès de leurs ressortissants (article 15)*

a Le système de l'article 15 concernant des actes d'instruction effectués par des consuls et ne visant que des ressortissants est-il fréquemment utilisé dans la pratique et donne-t-il lieu à des difficultés?

pulsion normally provided for by the internal law of the requested authority?

b What measures of compulsion are employed in the Contracting States?

10 *Privileges to refuse to give evidence (article 11)*

Does the application of article 11 on privileges and duties to refuse to give evidence bring on any practical difficulties, particularly in deciding cases where the privilege or duty is derived from the law of the State of origin?

11 *Refusal to execute (article 12)*

a Have there been cases in which execution of the Letter of Request has been refused on the ground that it did not fall within the functions of the judiciary?

b Can any examples be given in which the execution of a Letter of Request has been considered to be of such a nature as to prejudice the sovereignty or security of the State addressed?

12 *Return of the documents following execution of the Letter of Request (article 13)*

a Are the documents establishing the execution of the Letter of Request sent directly to the requesting authority by the local judicial authority, or does this latter employ instead the channel through the Central Authority of the State of execution?

b Is it the judicial authority of the State of execution or its Central Authority which in practice informs the requesting authority that the Letter has not been executed in whole or in part?

13 *Taxes and costs (articles 14 and 26)*

a In what manner, in practice, does the State of execution inform the State of origin that it requires the reimbursement of fees and costs occasioned by the use of a special procedure? Do such contacts take place between Central Authorities, between the Central Autority of the State of execution and the requesting authority, or yet directly between judicial authorities of the State of execution and requesting authorities?

b In what manner is the reimbursement of costs carried out?

c How does the system provided for in the third paragraph of article 14 work in practice? Does the reimbursement of costs occasioned by this system give rise to any difficulties? Is the consent of the requesting authority often refused?

d Which Contracting States make use of article 26? Has the reimbursement which is provided for brought on any difficulties? Has the right of retaliation provided in the second paragraph of article 26 been utilised?

14 *Intervention by consuls with their nationals (article 15)*

a Is the system of article 15, which has to do with the taking of evidence by consuls from their own nationals only, frequently utilised in practice and has it given rise to any difficulties?

b Lorsque des autorisations d'instruire sont refusées quels en sont généralement les motifs?

15 *Intervention des consuls à l'égard des ressortissants d'Etats tiers (article 16)*

a Le système prévu à l'article 16 est nouveau et a été accepté par la plupart des Etats contractants. Est-il fréquent que des autorisations d'instruire soient demandées?

b En cas de refus d'autorisation quels en sont généralement les motifs?

16 *Intervention des commissaires (article 17)*

a L'intervention des commissaires prévue à l'article 17 a également été largement acceptée par les Etats contractants. Les interventions de commissaires sont-elles fréquentes dans la pratique?

b En cas de refus d'autorisation quels en sont généralement les motifs?

17 *Moyens de contrainte mis à la disposition des consuls et commissaires (article 18)*

a Est-il fréquent que des moyens de contrainte soient sollicités par des agents diplomatiques ou consulaires ou des commissaires?

b Quelles sont les difficultés provoquées par de telles demandes?

18 *Exécution des actes d'instruction par les consuls et commissaires (articles 19 à 21)*

a Les règles prévues aux articles 19 à 21 de la Convention donnent-elles lieu à des difficultés pratiques?

b Comment est contrôlé le respect des conditions mises par l'Etat requis aux mesures d'instruction?

19 *Extension de la Convention (article 27)*

a Dans quels Etats contractants est-il permis d'appliquer la Convention dans des conditions moins restrictives (article 27, lettre *b*).

b Dans quels Etats contractants est-il permis d'utiliser des méthodes d'obtention de preuves autres que celles prévues par la Convention (article 27, lettre *c*)? Quelles sont ces méthodes?

20 *Accords particuliers (article 28)*

Existe-t-il entre certains Etats contractants des accords particuliers dérogeant à certaines dispositions conventionnelles dans le cadre de l'article 28?

b Where permission to take evidence has been refused, what in general have been the grounds?

15 *Intervention by consuls in respect of nationals of third States (article 16)*

a The system provided for in article 16 is new and it has been accepted by most of the Contracting States. Has permission to take evidence frequently been requested?

b Where permission has been refused, what have generally been the grounds?

16 *Intervention by commissioners (article 17)*

a The intervention of commissioners as provided in article 17 has likewise been broadly accepted by the Contracting States. Is the use of commissioners frequent in practice?

b Where permission has been refused, what have generally been the grounds?

17 *Measures of compulsion employed in aid of consuls and commissioners (article 18)*

a Does it frequently occur that measures of compulsion are requested by diplomatic or consular officials or by commissioners?

b What difficulties have been brought on by such requests?

18 *Execution of Letters of Request by consuls and commissioners (articles 19 to 21)*

a Have the rules provided in articles 19 to 21 of the Convention given rise to practical difficulties?

b How is compliance with the conditions laid down by the competent authority of a Contracting State for the taking of evidence checked?

19 *Extension of the Convention (article 17)*

a What Contracting States permit the Convention to be applied upon less restrictive conditions (article 27, sub-paragraph *b*)?

b What Contracting States permit the use of methods of taking evidence other than those provided for in the Convention (article 27, sub-paragraph *c*)? What are the other methods permitted?

20 *Special agreements (article 28)*

Are there between certain Contracting States special agreements derogating from certain provisions of the Convention within the framework of article 28?

Réponses à la liste de questions
Replies to the list of questions

Document préliminaire No 2 de mai 1978
Preliminary Document No 2 of May 1978

Autriche/Austria

Question 1

a The interpretation of the expression 'in civil and commercial matters' does not give rise to any difficulties in Austria.

b As *lit. a* there would not be any difficulties.

c Austria is no Contracting State of the Convention; therefore practical experiences do not exist.

d In Austrian law the system of 'pre-trial discovery of documents' is unknown.

Question 2

Austria is no Contracting State of both of the two Conventions. Should it ratify both Conventions, there would be good reasons to designate the Federal Ministry of Justice as the Central Authority.

Question 3

No practical experiences.

Question 4

No practical experiences. In the case of the ratification of this Convention, Austria probably would make a reservation allowed by article 33.

Question 5

No practical experiences.

Question 6

a The forwarding authorities would be only the Austrian courts. There are no concrete ideas relating to the transmission through a centralised channel within the State of origin.

b The necessary translations would be drawn up by a sworn translator appointed by the requesting court (out of a list of authorized translators).

Question 7

The district court *(Bezirksgericht)* in whose district the evidence is to be obtained.

Question 8

a No practical experiences. Such informations would be given directly by the executing authority.

b No answer possible.

c No practical experiences. It is to add that article 14 of the Hague Convention on Civil Procedure of March 1, 1954 which is worded in a similar way has not brought serious problems. In practice, a special method of procedure under this article 14 is very seldom requested for the execution of a Letter of Request.

Question 9

a This fact is without any influence.

b A witness failing to come to the hearing without justified reason is to be fined by the court; the witness then is summoned again. If the witness does not come again the disciplinary fine is doubled; the court orders the police to bring the witness to the next hearing (article 333 of the Austrian Code of Civil Procedure). In cases of unjustified refusal of testimony the court has the power to compel the evidence by means of fine or arrest (article 325 of the Austrian Code of Civil Procedure). In procedures relating to the ascertainment of descent the parties, witnesses and other persons concerned can be forced by the court to permit explorations of medical nature such as blood tests etc.
Experts appointed by the court to make an expertise can be compelled by fines to give their expertise or to come to court in so far as they do not do this without good reason (article 354 of the Austrian Code of Civil Procedure).

Questions 10 and 11

No practical experiences.

Question 12

An answer is impossible because Austria is not a Contracting State. See answer relating to Question 6, *lit. a*.

Question 13

Austria is no Contracting State.

Question 14

Within the framework of this Convention Austria does not have any practical experiences. Outside this framework the system of article 15 is frequently utilised; there are no difficulties known.

Question 15

No answer possible.

Question 16

Taking evidence by commissioners will raise some problems in several European countries – especially in connection with sovereignty.

Question 17

Austria does not intend to make such a declaration.

Questions 18 and 19

No answer possible.

Question 20

If Austria would become a Contracting State there would exist bilateral agreements between Austria and France, Luxemburg and Czechoslovakia relating to the methods of transmitting Letters of Request (transmission through the Ministries of Justice resp. direct transmission between courts in relation to Luxemburg).

Etats-Unis/United States

INTRODUCTION

The Hague Evidence Convention of March 18, 1970 (hereafter 'Convention') entered into force for the United States on October 7, 1972. The functions of the 'Central Authority' under this Convention are performed by the United States Department of Justice, Washington, D.C. 20530.
The Convention is presently in force between the United States and the following nine countries:

Country	*Entered into Force*
Czechoslovakia	July 11, 1976
Denmark	June 20, 1972
Finland	June 6, 1976
France	October 6, 1974
Luxembourg	September 24, 1977
Norway	October 7, 1972
Portugal	May 11, 1975
Sweden	July 1, 1975
United Kingdom	September 4, 1976 *

The United States Central Authority has received and processed evidence requests from the following countries for the periods indicated:

Country	*Oct. 76 – Sep. 77*	*Oct. 77 – May 78*
Argentina	2	3
Austria	8	7
Belgium	1	–
Canada	4	–
Chile	1	3
France	14 **	18 **
Germany (G.D.R.)	1	1
Germany (Fed. Rep.)	25	21
Greece	1	–
Italy	3	1
Luxembourg	–	1 **
Malta	–	1
Norway	11 **	2 **
Poland	1	–
Romania	–	3
Spain	8	5
United Kingdom	2 **	–
Venezuela	3	5
Total	85	71

* The Convention has been signed, but not ratified, by the following countries:

Country	*Date Signed*
Spain	October 21, 1976
Germany (Fed. Rep.)	March 18, 1970
Israel	November 11, 1977
Italy	February 6, 1975

** Convention countries (Note: not all of the listed requests were submitted under the Evidence Convention, since some requests relate to criminal matters).

This listing reflects evidence requests received only by the Department of Justice. It does not include occasional evidence requests transmitted directly to American courts (the number of such direct-referrals is unknown to the Department of Justice).

RESPONSES TO LIST OF QUESTIONS TO BE DISCUSSED BY THE SPECIAL COMMISSION

1 *Scope of the Convention (articles 1 and 23)*

a The United States Central Authority interprets the term 'civil or commercial' as used in the Convention liberally, and considers any legal proceeding that is *not criminal* as 'civil or commercial'. To date, no *court* of the United States has passed upon this construction. In consequence, under existing practice, the United States will honor requests under the Convention for evidence to be used in foreign administrative proceedings (including fiscal matters), civil suits drawing into issue the enforcement of public laws, and family relations.

b To date, the term 'evidence' employed by the Convention has created no problems. In American legal parlance, 'evidence' denotes generally the means sanctioned by law of ascertaining in a judicial proceeding the truth respecting a question of fact. Pertinent federal law provides that 'The district court of the district in which a person resides or is found may order him to give his *testimony* or *statement* or to produce *a document* or *other thing* for use in a proceeding in a foreign or international tribunal'. (28 U.S.C. 1782(a); *Appendix A.*) (It is the policy of the Department not to seek court orders compelling individuals to submit involuntarily to blood-grouping tests in connection with paternity or support proceedings in foreign courts. We will, however, invite the witness to provide a blood sample if he wishes to do so voluntarily.)

c The phrase 'other judicial act(s)' employed by the Convention, has not given rise to any practical difficulties to date. On several occasions we have furnished foreign requesting courts certified copies of public documents (*e.g.*, patent and trademark information, customs certificates, etc.). We are also able to furnish certified copies of public laws, statutes, court records, birth certificates, or other documents. We cannot, however, compel a defendant to put up security to protect a possible future judgment in favor of a plaintiff in a foreign proceeding.

d The United States Central Authority will honor letters of request which seek 'pre-trial discovery' of documents. We require only that a *judicial* authority attest that the documents are 'for use' in a judicial proceeding in the foreign country, regardless of the stage which has been reached in those proceedings.
The rationale underlying 'pre-trial discovery' in American law is that every party to a civil action is entitled to disclosure of all relevant information in the possession of any person, unless the information is privileged. The purpose of modern 'pre-trial discovery' is to assist the courts in the administration of justice. It is part of the trial process, conducted under the supervision and with the active participation of the court. 'Pre-trial discovery' is intended (1) to give greater assistance to the parties in ascertaining the truth and in checking and preventing perjury; (2) to provide means of detecting and exposing false, fraudulent, and sham claims and defenses; (3) to make available in a simple con-

venient, and inexpensive way, facts which otherwise could not be proved except with great difficulty; (4) to inform the parties in advance of actual trial as to the real value of their claims and defenses, thereby encouraging settlements; (5) to expedite litigation; (6) to safeguard against surprise; (7) to encourage extrajudicial settlement and compromise; (8) to simplify and narrow the issues; and (9) to expedite and facilitate the ultimate trial.
As our Supreme Court has said, the use of 'pre-trial discovery' is intended to 'make a trial less a game of blind man's buff and more a fair contest with the basic issues and facts disclosed to the fullest practicable extent.' *United States* v. *Proctor & Gamble Co.*, 356 U.S. 677, 683 (1958).
The *scope* of discovery under the various discovery devices (depositions, interrogatories to parties, production of documents, physical and mental examination of parties) is limited by law to matters, not privileged, which are *relevant* to the subject matter of the lawsuit. A court may, upon application of the opposing party, limit, terminate, or otherwise control the use of discovery devices so as to prevent either their use in bad faith, or to cause annoyance, embarrassment or oppression.
In short, 'discovery' involves the disclosure by a party of facts, titles, documents, or other things which are in his exclusive knowledge or possession, and which are necessary and relevant to a judicial resolution of the dispute. If the relevant evidence is not 'discovered' prior to the actual trial, it is too late to obtain it once the trial begins, since under American law a trial cannot be stopped (especially a jury trial) for purposes of gathering additional evidence.
We understand that the following countries have declared that they 'will not execute Letters of Request issued for the purpose of obtaining pre-trial discovery *of documents* as known in Common Law countries' under article 23:

Denmark
Finland
France
Luxembourg
Norway
Portugal
Sweden
United Kingdom

The United States representative will look forward with interest to the discussion of 'pre-trial discovery'.

2 *Central Authorities (articles 2, 24 and 25)*

The Central Authority designated by the United States under the Evidence Convention is the same as under the Service Convention, *viz.*,
Office of International Judicial Assistance, United States Department of Justice, Washington, D. C. 20530.

3 *Receipt of Letters of Request (article 3)*

It has been our experience that the failure of the Convention to provide a model form has created some difficulties. For example, requesting authorities tend to include *too much* information in their letters of request, making it difficult to determine promptly and precisely the nature of the evidence sought. The problem is compounded by poor translations.
In our view, article 3 envisions a concise letter of request, which sets forth the particulars in a succinct and readily comprehensible manner. Much could be gained from the use of a model form. Enclosed is a copy of a form which we have recommended in the past for use in the United States (Appendix B).

4 *The language problem (article 4)*

All evidence requests received under the Convention so far have been either executed in English or they were accompanied by an English translation.
The quality of translations has differed widely. We are of the view that a model form would serve to reduce the costs of translation and would render the translations more comprehensible.

5 *Objections to the request (article 5)*

Article 5 has not given rise to any problems to date.

6 *Forwarding authorities*

a Any court of competent jurisdiction in the United States – or the clerk of such court – may transmit letters of request directly to the Central Authority of the States of execution. Letters of request are *not* channeled through a central bureau in the United States, but are transmitted directly from the requesting court to the foreign Central Authority.

b There exists no central or official translation service in the United States; obtaining translations is a responsibility of the parties to the litigation.

7 *Authority to execute*

A letter of request can be executed by several different authorities in the United States, depending upon the nature of the particular request.
The Central Authority whose seat is in Washington, does not itself ordinarily execute the letter of request. Upon receipt of a foreign letter of request, the letter is referred to the United States Attorney's office* in the place where the witness resides or where the requested documents are located.
Most foreign evidence requests involve relatively uncomplicated requests for witness statements. The requested evidence is oftentimes obtained without the formal intervention of a court if the witness, under penalty of perjury, agrees to appear in the United States Attorney's office or in court and to give his statement or testimony under oath (*i.e.*, in 'affidavit' form). As a general rule, formal resort to the courts is had only in those cases where compulsion is necessary (*i.e.*, when the witness refuses to appear, or to furnish the requested evidence voluntarily). In such cases, it is our practice to obtain a court order from the appropriate court directing the witness to appear before a person appointed by the court, a so-called 'commissioner', (or, in rare instances, before the court itself) who will then compel a response (unless the witness invokes a testimonial privilege).
To date, no problem has arisen under the third para-

* The United States Attorneys' offices are field offices of the Department of Justice in 94 locations throughout the United States and its territories and possessions.

graph of article 14 of the Convention because whenever a 'commissioner' needs to be appointed, we request that the court appoint a public official as a commissioner.

8 *Execution of the Letter of Request (articles 7, 8 and 9)*

a Requesting authorities only rarely call for the information described in article 7 of the Convention. (We note in passing that most such requests have emanated from countries which have not yet ratified the Convention – particularly the Federal Republic of Germany and Austria. Where such requests were made, the requesting authorities were frequently vague concerning precisely to whom and how such notification should be made, and how much advance notice was to be given. A uniform procedure among the Convention partners would be desirable.)
Where information regarding the date and place of the hearing is requested, our practice has varied. Generally, we have caused the information to be furnished by the authority charged with the execution of the request (the appropriate United States Attorney). In our view, such information should be transmitted to the requesting authority (or to the interested parties, as appropriate) by international registered air mail 60 days in advance of the scheduled hearing. We have, however, observed that in almost all such cases the parties concerned or their representatives did not attend at the hearing in any event. In the two instances known to us where the parties or their representatives have attended the hearing, no difficulties have arisen.

b It is very rare that judges from the requesting authority ask to be present at the hearing. Under applicable United States laws, such a request would create no difficulties, and foreign judicial personnel would be most welcome to attend if they so desire.

c It is very rare that a special method or procedure is requested, with the following exception. Foreign requesting authorities (particularly in 'civil law' jurisdictions) frequently state, as a matter of course, that the statement should be given before a *judge*. However, in the United States, the presence of a judge is of little legal significance. What is important in this country is that the witness make his statement under *oath* (*i.e.*, under penalty of perjury). As previously noted, in most cases formal recourse to a court is not necessary as long as the witness agrees to appear and provides his evidence under oath. This procedure also speeds up considerably the execution of foreign letters of request because it avoids the time-consuming applications to the court for appropriate orders, the issuance of orders, the service of such orders on the prospective witness, etc.
We know of no instance where a special method of procedure requested was deemed incompatible with the law of the United States or determined to be impossible of performance in practice.

9 *Measures of compulsion (article 10)*

a The fact that the letter of request is concerned with litigation which is being prosecuted abroad has no influence on the application of the measures of compulsion normally provided for by the internal law of the United States.

b In the United States, the federal district courts are empowered (see Appendix A) to compel the production of evidence in response to foreign letters of request by issuing a 'subpoena'. If a witness fails to comply with a subpoena, he can be prosecuted for contempt of court.

10 *Privileges to refuse to give evidence (article 11)*

In practice, the application of Article 11 has not resulted in any difficulties. Should a foreign privilege be applicable, we suggest that the requesting authority include in the letter of request a *concise* statement of the privileges based on the laws of the state of origin. (Our proposed model form provides for such a statement.) It would also be helpful if the requesting authority were to indicate in appropriate cases that no privilege exists.

11 *Refusal to execute (article 12)*

a We know of *no* cases in which execution of a letter of request has been refused on the ground that it did not fall within the functions of the judiciary. We wish to note, however, that judicial authorities in the United States do not – unlike the judicial authorities in some civil law countries – carry out police-type investigations (*e.g.*, 'We request that you ascertain the whereabouts and moral character of X'); we have repeatedly received requests of this nature from non-Convention countries.

b We know of *no* cases in the United States in which execution of a letter of request has been denied on the grounds of sovereignty or State security.

12 *Return of the documents following execution of the Letter of Request (article 13)*

a The documents establishing the execution of the letter of request are returned through the Central Authority in Washington. This procedure enables us to control the implementation of the Convention.

b It is also the Central Authority which informs the requesting authority that the letter has not been executed in whole or in part.

13 *Taxes and costs (articles 14 and 26)*

a In practice, almost all of the Convention requests which are received in the United States are transmitted to us by the foreign Central Authorities. When costs are incurred, it has been our practice to refer the invoice or fee-bill (which usually involves the costs for the court reporter's transcript of the hearing) to the foreign Central Authority with the request that the invoice be settled directly with the issues of the invoice.* Court reporters in the United States are independent contractors, not government employees, and they are paid by the parties. In an effort to reduce costs for foreign parties, we attempt to avoid the use of court reporters wherever possible.

b See paragraph *a*, above.

c We know of no instances where the third paragraph of article 14 was drawn into issue.

d If a witness were specifically to request reimburse-

* The invoice should be paid by a check drawn upon a correspondent bank in this country, in U.S. dollars, and a copy of the invoice should be returned to the reporter with the check. Under no circumstances should payment be made in currency.

ment, the United States would invoke article 26 and ask the requesting party to bear the reasonable costs of witness attendance and travel (such as transportation, lodging, subsistence, loss of earnings); or the cost of reproducing documents and exhibits by the witness; or the costs of independent translators and interpreters, where necessary. We do not encourage witnesses to seek recovery of attendance costs, and wherever possible we seek to minimize the costs of translations and transcripts of evidence.

14 *Intervention by consuls with their nationals (article 15)*

a We are not aware of the extent to which foreign authorities and parties avail themselves of the provisions of article 15 in the United States. We strongly recommend, however, that those procedures be employed wherever possible because of the potential economies in time and expense. The United States follows a very liberal policy with respect to the procedures set forth in article 15; permission need not be sought in advance from any United States authority.

b Does not apply to the United States.

We understand that the following Convention members have made declarations with respect to article 15:

Country	*Summary of Declaration*
Sweden	Permission must be obtained from the Ministry of Foreign Affairs.
Norway	Permission must be obtained from the Royal Ministry of Justice and Police.
Denmark	Permission must be obtained from the Ministry of Justice.

The United States is not aware of any difficulties which have arisen in connection with article 15.

15 *Intervention by consuls in respect of nationals of third States (article 16)*

a As noted in the preceding answer, the United States follows very liberal procedures, and we are not aware of any particular difficulties which may have arisen; as with article 15, advance permission of United States authorities is not necessary.

b Does not apply to the United States.

We understand that the following Convention members have made declarations with respect to article 16:

Country	*Summary of Declaration*
Czechoslovakia	Prior permission not required if reciprocity is accorded.
Denmark	Prior permission must be obtained from the Ministry of Justice in all cases.
France	Prior permission is required from the Service Civil de l'Entraide Judiciaire Internationale, Ministère de la Justice, in all cases. (Detailed conditions are imposed).
Luxembourg	Prior permission must be obtained from the Parquet Général in all cases. (Detailed conditions are imposed.)
Norway	Prior permission must be obtained from the Royal Ministry of Justice and Police in all cases.
Sweden	No specific declaration has been made with respect to article 16. However, since Sweden made a declaration under article 15, we assume that advance permission is also necessary with respect to article 16.
United Kingdom	Prior permission not required if reciprocity is accorded.

The United States is aware of only one instance where a question was raised by a Convention State in connection with article 16.

16 *Intervention by commissioners (article 17)*

a The use of foreign commissioners has been *infrequent* in practice. The United States does not object to a foreign commissioner taking the testimony of a witness without compulsion; prior permission need not be obtained.

b Does not apply to the United States.

We understand that the following Convention members have made declarations with respect to article 17:

Country	*Summary of Declaration*
Czechoslovakia	No prior permission required if reciprocity is accorded.
Denmark	No specific declaration to article 17. Since Denmark has declared to articles 15 and 16, however, we assume that advance permission is also required with respect to article 17.
France	Prior permission must be obtained from the Service Civil de l'Entraide Judiciaire Internationale, Ministère de la Justice. (Detailed conditions are imposed.)
Luxembourg	Prior permission must be obtained from the Parquet Général. (Detailed conditions are imposed.)
Norway	Prior permission must be obtained from the Royal Ministry of Justice and Police.
United Kingdom	No prior permission required if reciprocity is accorded.

The United States is not aware of any difficulties which have arisen in connection with article 17.

17 *Measures of compulsion employed in aid of consuls and commissioners (article 18)*

a We are not aware of any instance in which consular or diplomatic agents of foreign country (regardless of whether a Convention member or not) have sought to avail themselves of the available compulsory measures. The United States Central Authority has on several occasions assisted Canadian and Hong Kong authorities in obtaining compulsory process in aid of commission proceedings held by them in this country.

b Because of the liberality of American practice, no difficulties have been encountered in this area, and none are anticipated.

18 *Execution of Letters of Request by consuls and commissioners (articles 19 to 21)*

a The rules provided in articles 19 to 21 of the Convention have *not* given rise to any practical difficulties within the United States.

b Does not apply to the United States.

19 *Extension of the Convention (article 17)*

a Because of its liberal practices, the United States *permits* the Convention to be applied upon less restrictive conditions (article 27, sub-paragraph *b*).

b The United States permits foreign authorities to employ, without prior approval, any non-compulsory method of taking evidence which they desire, provided that such method does not violate American law. For example, the United States would have no objection to a procedure whereby a foreign judge or attorney travels to this country for the purpose of visiting the scene of an accident, copying documents or interviewing willing witnesses, or conducting evidentiary hearings in accordance with foreign procedures and in a foreign language. (We should note that when foreign *officials* – other than consular or diplomatic personnel who have been accredited to this country – travel to the United States to gather such evidence, the United States Department of State should be informed of their visit as a matter of courtesy. (See circular note of February 3, 1976 to all foreign missions in Washington, D.C. from the Department of State. This requirement is designed for the protection of foreign officials.)

20 *Special agreements (article 28)*

The United States is unaware of the existence of any special agreements.

21 *Other*

a Although the Evidence Convention does not contain a specific requirement (as does the Service Convention) that requests be furnished in duplicate, we urge that such practice be adopted. Copies are inexpensive, and in our experience it is good insurance against loss or destruction of the original. Furthermore, we can maintain a copy in our file after the request has been executed to which we can refer if any questions arise at a later time.

b Letters of request should specify which documents must be returned to the requesting authority upon execution of the request. Such documents should be marked prominently.

c Requesting authorities should specify whether they have any objections to furnishing the witness with a copy of the request in advance of the hearing.

d Several evidence requests have led to litigation in United States courts. To date, the Department of Justice has assumed the responsibility for such litigation. It is not clear that we are required to represent foreign requesting authorities in adversary proceedings, either at trial or on appeal. There is also some question as a matter of American law about our standing to represent foreign private litigants before our courts. It would be of interest to us to obtain the views of the foreign Central Authorities on that subject, and to ascertain what American litigants may expect abroad should contentious proceedings arise in a foreign tribunal as a result of an American request.

APPENDIX A-1

TITLE 28, UNITED STATES CODE

§ 1782. Assistance to foreign and international tribunals and to litigants before such tribunals.

(a) *The district court of the district in which a person resides or is found may order him to give his testimony or statement or to produce a document or other thing for use in a proceeding in a foreign or international tribunal. The order may be made pursuant to a letter rogatory issued, or request made, by a foreign or international tribunal or upon the application of any interested person and may direct that the testimony or statement be given, or the document or other thing be produced, before a person appointed by the court. By virtue of his appointment, the person appointed has power to administer any necessary oath and take the testimony or statement. The order may prescribe the practice and procedure, which may be in whole or part the practice and procedure of the foreign country or the international tribunal, for taking the testimony or statement or producing the document or other thing. To the extent that the order does not prescribe otherwise, the testimony or statement shall be taken, and the document or other thing produced, in accordance with the Federal Rules of Civil Procedure. A person may not be compelled to give his testimony or statement or to produce a document or other thing in violation of any legally applicable privilege.*

(b) *This chapter does not preclude a person within the United States from voluntarily giving his testimony or statement, or producing a document or other thing, for use in a proceeding in a foreign or international tribunal before any person and in any manner acceptable to him. (June 25, 1948, ch. 646, 62 Stat 949; May 24, 1949, ch. 139, § 93, 63 Stat. 103; Oct. 3, 1964, Pub. L. 88-619, § 9*(a), *78 Stat. 997.)*

APPENDIX A-2

CHAPITRE 28 DU CODE DES ETATS-UNIS

§ 1782

a) *Le* «district court» *du district dans lequel une personne réside ou se trouve, peut lui enjoindre de témoigner ou de déposer ou de produire des actes ou autres pièces destinés à être utilisés dans une procédure en cours devant un tribunal étranger ou international. L'injonction peut être faite à la suite d'une commission rogatoire, ou d'une demande formulée par un tribunal étranger ou international, ou à la suite d'une requête de toute personne intéressée; par cette injonction, le tribunal peut exiger que le témoignage soit rendu ou la déposition faite ou le document ou une autre pièce produits devant une personne nommée par le tribunal. En vertu de cette nomination, la personne désignée a le pouvoir de faire procéder a tout serment qui serait nécessaire et de recevoir le témoignage ou la déposition. L'injonction peut prescrire la pratique et la procédure à suivre, laquelle pourra être en tout ou partie la pratique et la procédure du pays étranger ou du tribunal international, en ce qui concerne la réception du témoignage ou de la déposition ou la production des documents ou d'autres pièces. A moins que l'injonction*

n'en dispose autrement, le témoignage ou la déposition seront donnés et les documents seront produits conformément au «Federal Rules of Civil Procedure». *Personne ne peut être contraint à témoigner ou à déposer ou à produire des documents ou d'autres pièces en violation de toute exemption légale applicable.*

b) *Ce chapitre n'empêche pas une personne de témoigner ou de déposer volontairement à l'intérieur des Etats-Unis ou de produire des ou d'autres pièces en vue de leur utilisation dans une procédure en cours devant un tribunal étranger ou international devant quiconque et de la manière qu'elle jugera acceptable.*

APPENDIX B

Docket No. .....

REQUEST FOR INTERNATIONAL JUDICIAL ASSISTANCE PURSUANT TO THE HAGUE CONVENTION ON THE TAKING OF EVIDENCE ABROAD IN CIVIL OR COMMERCIAL MATTERS OF MARCH 18, 1970

TO: The Appropriate Judicial Authorities in France.

THRU: Ministère de la Justice
Service Civil de l'Entraide
Judiciaire Internationale
13 Place Vendôme
Paris (1), France

FROM: The United States District Court for the .....
District of ..... 1000, Federal Court House, Centerville, U.S.A., Zip .....

In conformity with article 3 of the Convention, the undersigned applicant has the honor to submit the following information regarding the instant request:

1. *Names and Addresses of the Parties and their Representatives* (Article 3 (b)).

a. Mr. John Doe, the defendant, an American national, who resides at ..... . Mr. Doe is represented in the instant proceedings by Mr. ....., an attorney, whose office is at .....

b. Mr. Robert Roe, the plaintiff, an American national, who resides at ..... . Mr. Roe is represented in the instant proceedings by Mr. ....., an attorney, whose office is at ..... .

2. *Nature of the Proceedings* (Article 3 (c)).

The proceedings involve a civil claim for money damages. Plaintiff's claim arises out of an automobile accident which occurred in Paris, France, on ....., 19... Plaintiff alleges that he sustained serious injuries as the direct result of defendant's having negligently and recklessly proceeded through a red light at the intersection of F.D.R. Avenue and the Champs Elysées.

3. *Evidence to be Obtained* (Article 3(d)).

a. The statement of Mrs. ....., who resides at ....., Paris, France, and who is said to have witnessed the accident which occurred on ....., 19... .

b. The police investigative report which was prepared by the Paris Gendarmerie concerning the accident.

4. *Questions to be Put to the Person to be Examined* (Article 3(e)).

A list of 25 questions and 10 cross-questions is attached hereto as Appendix A.

5. *Special Requirements* (Article 3(h)).

The witness is to be placed under oath before answering the questions and cross-questions.

6. *Notification of the Time and Place of the Proceedings* (Article 7).

It is requested that you please inform the legal representatives of the date and place of the hearings. If possible, such notice should be furnished 30 days before the date set for the hearing.

7. *Special Methods and Procedures* (Articles 3(i) and 9).

It is requested that upon completion of the examination of the witness you permit the legal representatives to pose additional questions to the witness either directly or through you; that the witness' statement be recorded verbatim; and that the witness sign the statement after it has been recorded.

8. *Testimonial Privileges of the Witness* (Article 11).

None.
This court undertakes to reimburse to the Judicial Authorities in France all fees and costs incurred in the execution of the present request.

The United States District Court for the District of ..... extends to the judicial authorities of France the assurances of its highest consideration. .

.....
United States District Judge

Dated: .....

(Seal of Court)

Enclosure:

Appendix A with translation (in duplicate)

France

La France a ratifié le 7 août 1974 la Convention de La Haye du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale.
Le Ministère de la Justice, représenté par le Bureau de l'Entraide judiciaire internationale, y joue le double rôle d'Autorité centrale réceptrice et expéditrice. Dans ce double rôle, il résulte de la statistique de ce département

que celui-ci achemine en moyenne quatre mille commissions rogatoires par an. Son adresse est la suivante: 13, Place Vendôme – 75042 PARIS CEDEX 01 (France) – télex: 211.802 F. – téléphone: 261.54.88.
Les deux innovations apportées par la Convention de 1970 au régime institué par la Convention de 1954 qui ont consisté à consacrer la procédure de l'obtention des preuves par commissaire et à faciliter l'exécution des commissions rogatoires, selon une forme particulière ont permis de rendre plus efficaces les relations d'entraide judiciaire internationale notamment entre les pays de droit civil et ceux de *common law*. Elles sont le signe d'un progrès et constituent une étape décisive pour définir un régime d'exécution des commissions rogatoires tout à la fois acceptable dans l'Etat requis et utilisable par le tribunal chargé de l'instance.
La loi française s'inspirant des dispositions de la Convention de La Haye du 18 mars 1970, a organisé un régime général des commissions rogatoires internationales de droit privé auquel le nouveau Code de procédure civile consacre les articles 733 à 748. Ces dispositions sont reproduites en annexe.

1 *Domaine conventionnel (articles 1 et 23)*

a Le domaine des commissions rogatoires est limité à la matière civile ou commerciale.

Les problèmes d'interprétation auxquels donne lieu cette notion sont analogues à ceux rencontrés pour l'application de la Convention sur la notification des actes judiciaires.
Toutefois dans le cadre de la Convention de 1970, les Autorités centrales ne sont pas seules à apprécier de la suite qu'il convient de réserver aux demandes d'entraide. En effet, il appartient à l'autorité judiciaire requise de vérifier que l'exécution de la commission rogatoire relève bien du domaine judiciaire au regard de sa propre compétence. Les parties elles-mêmes sont appelées à jouer un rôle beaucoup plus actif dans ce domaine, de même que le ministère public qui est associé étroitement à l'exécution des commissions rogatoires.
En règle générale, les mesures d'instruction fiscales ne sont pas exécutées en France. C'est là une conséquence de la territorialité des lois fiscales qui, contrairement aux lois de droit privé, ne peuvent connaître une application directe sur un territoire étranger.
La matière du contentieux administratif cependant, lorsqu'un recours devant une juridiction est engagé, n'est pas exclue par principe du domaine de l'entraide judiciaire de droit privé. En l'absence de dispositions spécifiques de la Convention de 1970 et en raison des dissemblances marquées que présentent les pouvoirs et la compétence des tribunaux administratifs dans les différents systèmes de droit, il appartient aux autorités saisies d'apprécier, cas par cas, la suite qu'il convient de réserver aux demandes d'entraide dont elles sont saisies. En France ce problème se pose pour les tribunaux départementaux et les cours régionales des pensions qui relèvent du contrôle de la commission spéciale de cassation adjointe temporairement au Conseil d'Etat.

b Actes d'instruction

Les commissions rogatoires sont le cadre naturel de l'accomplissement des mesures d'instructions. Les commissions rogatoires servent couramment à faire effectuer des enquêtes, des expertises, des constats et des vérifications. Elles se prêtent également, et cette énumération n'est faite qu'à titre indicatif, aux demandes de renseignements, aux recherches et à des échanges d'information sur des éléments de droit et de fait relatifs à des instances en cours.

c Autres actes judiciaires

Cette expression est considérée comme visant des actes rentrant dans les attributions judiciaires d'après la loi ou la pratique de l'Etat requis. A ce titre, une commission rogatoire peut être décernée pour recevoir une requête en divorce ou un préliminaire de conciliation.
La commission rogatoire est utilisée également, pour procéder à des formalités publiques comme la formalité de l'inscription sur les registres de l'état civil.

d Pre-trial discovery of documents

Il semble que dans la pratique le champ d'application de l'article 23 soit considéré comme se recoupant avec celui de l'interdiction formulée à l'article premier, alinéa 2.

2 *Autorité centrale (articles 2, 24 et 25)*

L'Autorité centrale est la même que celle qui fonctionne dans le cadre de la Convention de 1965; elle est représentée par le Bureau de l'Entraide judiciaire internationale (voir ci-dessus).

3 *Réception des demandes de commissions rogatoires (article 3)*

Les commissions rogatoires doivent contenir toutes les indications propres à leur exécution, leur rédaction devant être aussi complète et claire que possible pour éviter des retards importants dans l'exécution.

4 *Question des langues (article 4)*

Une précision de pure forme à ce sujet. La commission rogatoire est nécessairement accompagnée d'une traduction dans la langue de l'Etat requis alors qu'elle ne pourrait pas, au regard de la loi française, être rédigée directement dans la langue de l'Etat requis.

5 *Griefs à l'encontre de la demande (article 5)*

En l'absence d'Autorité centrale expéditrice, la question du mode de transmission des commissions rogatoires à l'Autorité centrale de l'Etat requis est souvent évoquée par les conseils des parties. L'Autorité centrale française accepte d'être saisie par des avocats étrangers, ou des conseils juridiques demeurant en France.

6 *Autorité expéditrice*

a Le Ministère de la Justice représenté par le Bureau de l'Entraide judiciaire internationale (voir précédemment) contrôle l'acheminement de toutes les commissions rogatoires.

b Les traductions sont effectuées soit à la demande des parties au procès, par des traducteurs habilités auprès des tribunaux, soit à la demande des autorités judiciaires, par des traducteurs assermentés ou par le Service de Législation étrangère du Ministère de la Justice.

7 *Autorité d'exécution*

Les autorités d'exécution sont les autorités judiciaires, les autorités diplomatiques ou consulaires de l'Etat requérant et toute personne régulièrement désignée à cet effet comme commissaire dans le cadre de la déclaration souscrite par le Gouvernement français lors de la ratification de la Convention. Lorsque l'autorité judiciaire

n'est pas en mesure d'exécuter la commission rogatoire, elle la transmet directement à l'autorité judiciaire compétente.
Il n'apparaît pas que l'article 14, alinéa 3 ait lieu de s'appliquer en France. En effet, les commissions rogatoires françaises à destination des pays de *common law*, plus particulièrement les Etats-Unis sont exécutées semble-t-il, par des fonctionnaires attachés auprès des juridictions américaines.

8 *Exécution de la commission rogatoire (articles 7, 8 et 9)*

a L'autorité judiciaire requérante française demande généralement d'être informée de la date et du lieu d'exécution de la commission rogatoire. Ces demandes ne sont pas toujours satisfaites.

b La disposition de l'article 8 de la Convention de La Haye a été introduite dans le droit français en la limitant toutefois au juge commettant (article 741 du nouveau Code de procédure civile). Cette disposition n'a pas donné lieu jusqu'ici à des difficultés.

c Les formes particulières demandées pour l'exécution des commissions rogatoires sont relatives à la transcription intégrale des questions et des réponses ou à leur enregistrement, et à l'autorisation pour les parties et leurs avocats de poser des questions.

9 *Moyens de contrainte (article 10)*

a Les moyens de contrainte utilisés pour l'exécution d'une commission rogatoire internationale sont les mêmes que ceux utilisés pour une commission rogatoire interne.

b Les témoins défaillants peuvent être cités à leurs frais si leur audition est jugée nécessaire.
Les témoins défaillants et ceux qui sans motif légitime refusent de déposer ou de prêter serment peuvent être condamnés à une amende civile de 100 à 10.000 francs.
La délivrance d'une expédition ou la production d'un acte ou d'une pièce pouvant être ordonnées au besoin sous astreinte.

10 *Dispenses de déposer (article 11)*

La portée des dispositions de l'article 11 est atténuée par la faculté pour les autorités judiciaires d'entendre sans prestation de serment les personnes qui ne peuvent témoigner.

11 *Refus d'exécution (article 12)*

a L'autorité judiciaire française a refusé l'exécution de commissions rogatoires qu'elle estimait relever du domaine fiscal.

b L'ordre public a été invoqué pour refuser l'exécution de commissions rogatoires mettant en cause le fonctionnement du service public de la justice en France.

12 *Retour des pièces après exécution de la commission rogatoire (article 13)*

a L'acheminement des pièces contrôlant l'exécution de la commission rogatoire s'effectue en France par la voie de l'Autorité centrale.

b Dans le cas d'impossiblité d'exécution en fait ou en droit, l'Autorité centrale transmet à son homologue étranger les informations qui lui sont communiquées par les autorités judiciaires.

13 *Taxes et frais (articles 14 et 26)*

a–c Dans la pratique, le paiement des frais est garanti par les parties sous la forme d'un engagement écrit de remboursement joint à la commission rogatoire. Toutefois, lorsque le montant des frais risque d'être particulièrement élevé, dans le cadre par exemple d'une mesure d'expertise, l'autorité requise demande parfois le dépôt d'une avance.

d Les dispositions de l'article 26 sont appliquées pour partie dans les relations de la France avec les Etats-Unis en ce qui concerne les honoraires des avocats. Il semble que grâce à une meilleure information réciproque une solution pourra être dégagée.

14 *Intervention des consuls auprès de leurs ressortissants (article 15)*

a–b Le système adopté par la Convention de 1970 en ce qui concerne les pouvoirs des consuls est en retrait sur le régime adopté par la Convention de 1954 qui consacrait les usages internationaux en la matière. Ce système, en effet, exclut l'exécution des actes judiciaires et institue de la part des Etats une faculté d'opposition. Ces restrictions qui sont la source de difficultés constituent un affaiblissement non justifié des pouvoirs des consuls.

15 *Intervention des consuls à l'égard des ressortissants d'Etats tiers (article 16)*

a En France, la procédure d'obtention des preuves par commissaire, lorsque le commissaire désigné n'est pas l'autorité judiciaire, est mise en oeuvre sous certaines conditions qui ont été précisées dans une déclaration faite par le Gouvernement français au moment de la ratification de la Convention.
Ces conditions sont relatives à la délivrance d'une autorisation préalable par le Ministère de la Justice, qui vérifie les motifs qui ont conduit, eu égard au montant des frais judiciaires encourus, à choisir cette méthode d'investigation de préférence à celle de la lettre rogatoire. Ces conditions ont trait également à la localisation des mesures d'instruction dans l'enceinte des ambassades et des consulats, aux modalités de convocation des parties et des témoins, à l'assistance des avocats, à la publicité des débats. Dans le cadre de cette procédure, les autorités françaises ne sont pas habilitées à accorder au juge commissaire l'assistance par voie de contrainte.

b Le système s'applique sans soulever de difficulté particulière.

16 *Intervention des commissaires (article 17)*

a L'intervention des commissaires en France peut intervenir sous deux formes:

1 Mission confiée à l'autorité judiciaire française désignée comme juge commissaire. A ce titre, les dispositions du NCPC permettent aux parties de faire procéder à des interrogatoires ou contre-interrogatoires sous la forme croisée *(cross examination)*, aux défenseurs, même étrangers, de poser des questions et d'interpeller les témoins, au juge commettant d'assister à l'exécution des commissions rogatoires qu'il a ordon-

nées. Le code permet également de procéder à la transcription intégrale des questions et des réponses aux frais de l'autorité requérante, de tenir compte des dispenses ou interdictions de déposer établies par la loi de l'Etat requérant, de faire prêter serment sous une forme spéciale, de faire entendre la déposition du témoin sous affirmation, d'informer directement les parties ou leurs représentants de la date et du lieu où il sera procédé à la mesure d'instruction sollicitée pour leur permettre d'y assister.

2 Mission dévolue à un juge commissaire, Cette procédure est mise en oeuvre sous les conditions précisées par le Gouvernement français qui ont trait notamment aux critères de désignation des commissaires lorsque ceux-ci ne résident pas en France.

b Les difficultés rencontrées à l'occasion de la mise en oeuvre de cette procédure sont relatives le plus souvent à une information tardive de l'Autorité centrale française parvenue la veille, voire le jour-même de l'exécution des mesures d'instruction.

17 *Moyens de contrainte mis à la disposition des consuls et commissaires (article 18)*

L'assistance par voie de contrainte pour la mise en oeuvre de la procédure d'obtention des preuves par commissaires ne bénéficie qu'à l'autorité judiciaire française lorsque celle-ci est désignée comme commissaire.

18 *Exécution des actes d'instruction par les consuls et commissaires (articles 19 à 21)*

Le respect des conditions mises par l'Etat requis pour l'accomplissement des mesures d'instruction est assuré par l'Autorité centrale.

19 *Extension de la Convention (article 27)*

Cette question n'appelle pas d'observations.

20 *Accords particuliers (article 28)*

Cette question n'appelle pas d'observations.

Observations

1 *Autorité commettante (article 18)*

La commission rogatoire doit émaner d'une autorité judiciaire, c'est-à-dire d'une autorité investie, en matière judiciaire de fonctions juridictionnelles lui permettant, d'après son droit interne, de procéder à des mesures d'instruction avec coercition et sous serment.

2 *Questions diverses*

Information sur la législation de droit international privé des Etats.
Pour faciliter l'application des accords internationaux et assurer une meilleure information sur leurs dispositions, les différents Etats sont amenés au plan interne à publier des listes de leurs traités et conventions. Ces documents sont consultés avec le plus grand profit par les autorités étrangères pour lesquelles ils constituent des précédents. Ces listes toutefois ne mentionnent pas les ententes de réciprocité que certaines des autorités de ces Etats peuvent être amenées à passer entre elles sur un plan administratif et dans le cadre de leur législation réciproque. C'est ainsi qu'en matière de recouvrement d'aliments, la Californie a souscrit une reconnaissance de réciprocité avec la République Fédérale d'Allemagne relative à l'exécution des décisions judiciaires.
Il serait utile pour les Etats membres de la Conférence, que ces actes de reconnaissance puissent être portés à la connaissance de leurs autorités, ainsi que les dispositions de droit interne qui leur servent de support et que soient désignées les autorités habilitées à souscrire ces engagements.
En l'absence de traités, ces actes de reconnaissance constituent, en effet, un moyen efficace pour favoriser le développement des relations d'entraide judiciaire internationale.

ANNEXE

CHAPITRE II

LES COMMISSIONS ROGATOIRES INTERNATIONALES

SECTION I

Commissions rogatoires à destination d'un Etat étranger.

Article 733

Le juge peut, à la demande des parties, ou d'office, faire procéder dans un Etat étranger aux mesures d'instruction ainsi qu'aux autres actes judiciaires qu'il estime nécessaires en donnant commission rogatoire soit à toute autorité judiciaire compétente de cet Etat, soit aux autorités diplomatiques ou consulaires françaises.

Article 734

Le secrétaire de la juridiction commettante adresse au ministère public une expédition de la décision donnant commission rogatoire accompagnée d'une traduction établie à la diligence des parties.

Article 735

Le ministère public fait aussitôt parvenir la commission rogatoire au ministre de la justice aux fins de transmission, à moins qu'en vertu d'un traité la transmission puisse être faite directement à l'autorité étrangère.

SECTION II

Commissions rogatoires en provenance d'un Etat étranger.

Article 736

Le ministre de la justice transmet au ministère public dans le ressort duquel elles doivent être exécutées les commissions rogatoires qui lui sont adressées par les Etats étrangers.

Article 737

Le ministère public fait aussitôt parvenir la commission rogatoire à la juridiction compétente aux fins d'exécution.

Article 738

Dès réception de la commission rogatoire, il est procédé aux opérations prescrites à l'initiative de la juridiction commise ou du juge que le président de cette juridiction désigne à cet effet.

Article 739

La commission rogatoire est exécutée conformément à la loi française à moins que la juridiction étrangère n'ait demandé qu'il y soit procédé selon une forme particulière. Si demande en est faite dans la commission rogatoire, les questions et les réponses sont intégralement transcrites ou enregistrées.

Article 740

Les parties et leurs défenseurs, même s'ils sont étrangers, peuvent, sur autorisation du juge, poser des questions; celles-ci doivent être formulées ou traduites en langue française; il en est de même des réponses qui leur sont faites.

Article 741

Le juge commis est tenu d'informer la juridiction commettante qui en fait la demande des lieu, jour et heure auxquels il sera procédé à l'exécution de la commission rogatoire; le juge étranger commettant peut y assister.

Article 742

Le juge ne peut pas refuser d'exécuter une commission rogatoire au seul motif que la loi française revendique une compétence exclusive, ou qu'elle ne connaît pas de voie de droit répondant à l'objet de la demande portée devant la juridiction commettante, ou qu'elle n'admet pas le résultat auquel tend la commission rogatoire.

Article 743

Le juge commis peut refuser, d'office ou à la demande de toute personne intéressée, l'exécution d'une commission rogatoire s'il estime qu'elle ne rentre pas dans ses attributions. Il doit la refuser si elle est de nature à porter atteinte à la souveraineté ou à la sécurité de l'Etat français.
Les personnes intéressées peuvent également, dans ces mêmes cas, demander au juge commis de rapporter les mesures qu'il a déjà prises et d'annuler les actes constatant l'exécution de la commission rogatoire.

Article 744

Le ministère public doit s'assurer du respect des principes directeurs du procès dans l'exécution des commissions rogatoires.
En cas de violation de ces principes, le ministère public ou la partie intéressée peut demander au juge commis de rapporter les mesures qu'il a prises ou d'annuler les actes constatant l'exécution de la commission rogatoire.

Article 745

Si la commission rogatoire a été transmise irrégulièrement, le juge commis peut d'office ou à la demande du ministère public refuser de l'exécuter; il peut également, à la demande du ministère public, rapporter les mesures qu'il a déjà prises et annuler les actes constatant l'exécution de la commission rogatoire.

Article 746

La décision par laquelle le juge refuse d'exécuter une commission rogatoire, annule les actes constatant son exécution, rapporte les mesures qu'il a prises, ou refuse de les rapporter, doit être motivée.
Les parties et le ministère public peuvent interjeter appel de la décision.
Le délai d'appel est de quinze jours; il n'est pas augmenté en raison des distances.

Article 747

Les actes constatant l'exécution de la commission rogatoire ou la décision par laquelle le juge refuse de l'exécuter, sont transmis à la juridiction commettante selon les mêmes voies que celles par lesquelles la commission rogatoire a été transmise à la juridiction requise.

Article 748

L'exécution des commissions rogatoires a lieu sans frais ni taxes.
Toutefois, les sommes dues aux témoins, aux experts, aux interprètes ainsi qu'à toute personne prêtant son concours à l'exécution de la commission rogatoire sont à la charge de l'autorité étrangère. Il en est de même des frais résultant de l'application d'une forme particulière de procéder à la demande de la juridiction commettante.

Norvège/Norway

General remarks

The Norwegian Central Authority has only in a few cases received Letters of Request as provided for in the Convention of 18 March 1970 on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters. No problems seem to have arisen so far. Normally requests for taking of evidence have been communicated through Norwegian foreign service officers.
Up to now ten States are Parties to the Convention, and from a Norwegian point of view there have been no significant difficulties in relation to any Contracting State. One problem, however, has been that only a few countries use measures of compulsion to get blood samples. As a rule this evidence can only be obtained voluntarily, but in Norway this is compulsory in affiliation cases.
We must, however, point out that the limited experience relating to the Convention does not form a solid basis for identifying the various problems inherent in it.

1 *Scope of the Convention (articles 1 and 23)*

a The expression 'in civil and commercial matters' gives rise to difficulties almost analogous to those encountered in the Convention on Service of Judicial

Documents, *inter alia* problems relating to administrative cases and cases concerning personal status.

b–d No problems.

2 *Central Authorities (articles 2, 24 and 25)*

The Central Authority is the same in both Conventions, *viz.* the Ministry of Justice, and the same office in the Department of Administration is in charge of both kinds of cases.

3 *Receipt of Letters of Request (article 3)*

No problems.

4 *The language problem (article 4)*

No problems.

5 *Objections to the request (article 5)*

No problems.

6 *Forwarding authorities*

a Letters of Request are sent directly from the Central Auhority to the respective Central Authority abroad or to the Norwegian foreign service officers.

b The Ministry of Justice takes care of the translation. Usually a translation bureau is given that task.

7 *Authority to execute*

According to the Court of Justice Act 13 August 1915 § 46 section 2 the local county or town court executes the Letter of Request.

8 *Execution of the Letter of Request (articles 7, 8 and 9)*

a Such information has not been called for. It would have to emanate from the executive authority.

b Norway has not made any such declaration.

c Requests for special methods or procedures have not been received.

9 *Measures of compulsion (article 10)*

a We are not aware that the measures of compulsion in principle differ.

b Reference is made to the Civil Procedure Act (the Dispute Act) 13 August 1915 §§ 115, 203, 237 and 257 (see annex).

10 *Privileges to refuse to give evidence (article 11)*

No problems.

11 *Refusal to execute (article 12)*

a–b Execution of Letters of Request has not been refused for any of the said reasons.

12 *Return of the documents following execution of the Letter of Request (article 13)*

a The documents are returned through the Central Authority.

b It is for the Central Authority to inform the requesting authority that the Letter has not been executed.

13 *Taxes and costs (articles 14 and 26)*

a In connection with the return of the documents the Central Authority will probably ask for the reimbursement from the requesting authority.

b–d These questions have not arisen.

14 *Intervention by consuls with their nationals (article 15)*

Norway has made a declaration in accordance with article 15, paragraph 2. No foreign consuls have up to now made use of this procedure in Norway. On the other hand, the system is used by Norwegian consuls abroad when deemed appropriate. Foreign authorities have never refused permission tot take evidence.

15 *Intervention by consuls in respect of nationals of third States (article 16)*

a–b Permissions to take evidence in Norway, have not been requested. Neither have Norwegian consuls abroad used this system.

16 *Intervention by commissioners (article 17)*

No commissioner has asked for permission to intervene in Norway, and Norway does not use commissioners abroad.

17 *Measures of compulsion employed in aid of consuls and commissioners (article 18)*

No problems.

18 *Execution of Letters of Request by consuls and commissioners (articles 19 to 21)*

Articles 19 to 21 have not been applied.

19 *Extensions of the Convention (article 27)*

a–b As far as we know the Convention has not been applied upon less restrictive conditions. No other methods of taking evidence other than those provided for in the Convention have been used.

20 *Special agreements (article 28)*

There are no special agreements between Norway and other Contracting States.
Finally, we would like to mention that traditionally Norwegian authorities have been reluctant to permit foreign authorities (representatives) to take evidence in Norway. Accordingly a *general* permission will probably not be granted.

ANNEX

The Norwegian Civil Procedure Act (the Dispute Act) 13 August 1915

Measures of compulsion

§ 115. As regards the duty of the parties to meet in person after summons by the court the same rules apply as for witnesses, but not § 203, first paragraph and § 210 first, second and third paragraphs. Summons to meet in person is served on the party in person, also when he has an attorney. In the case mentioned in § 88, third paragraph of the Act relating to the courts of justice, the court can decide that a party who is absent without valid ground shall be fetched to the same or a later court sitting.
If the party is not bound to meet before the court which has the case for hearing, and he does not agree to meet voluntarily, or if the court finds under the circumstances that his attendance would be encumbered by disproportionate inconvenience of cost, he can be examined by another court conformably with the rules in chapter XVI.

§ 203. The court may under special circumstances decide that a witness who fails to appear without valid ground, shall be fetched to the same or a subsequent court sitting.
If a witness meets in a state of intoxication, the court may decide that he shall be kept in custody until he is sober.

§ 237. The provisions in §§ 250–260 regarding the obligation to produce written evidence apply, as far as they fit in, also to the obligation to produce or give access to other objects which the court decides to make the subject of inquiry, or to which a party refers as evidence.

§ 257. If anyone who is not a party fails to comply with an injunction to produce a written evidence, and he either does not state the ground or only states a ground which is rejected by ruling which cannot be challenged, the court can in certain important cases by ruling decide on the use of forcible means. This applies both when surrender of the evidence is refused and when possession is denied, although it is probable that the document is in the possession of the person stated.

Royaume-Uni/United Kingdom

1 *Scope of the Convention (articles 1 and 23)*

a The term 'in civil or commercial matters' has not in practice given rise to any special difficulties. Occasionally the court may be faced with the necessity to decide whether a matter is civil or commercial, *e.g.*, it has been held that affiliation proceedings are civil matters (*S.v.E.* [1967] 1 Q.B. 367).
Moreover in England a sharp distinction is drawn between civil or commercial matters on the one hand and criminal matters on the other. As we understand the position such a sharp distinction does not necessarily exist in civil law countries where the criminal court is empowered to award both a criminal sentence and a civil remedy. So far we have treated such matters as embracing 'civil or commercial matters'.
The Evidence (Proceedings in Other Jurisdictions) Act 1975 and Order 70 of the Rules of the Supreme Court provide a comprehensive code of procedure for obtaining evidence in England for use in proceedings in foreign courts. The relevant statutory provisions have recently been fully determined by the House of Lords in the case of Westinghouse Uranium Contract (No 1) (No 2). [1968] 2 W.L.R.81. [1977] 1 ALL. E.R. – H.L.

b The term 'evidence' has in practice brought no problems of interpretation so far as England is concerned.

c The term 'other judicial act(s)' is not a term of art in England and although it has not created any practical difficulties to date the illustrations given in the questionnaire suggest that the English system may be at cross purposes with other systems. For example, in England a request for the purpose of obtaining a copy of a birth certificate or an extract from a public register would not be regarded as 'other judicial acts'. On the other hand securing the appointment of a temporary receiver for property or requiring a defendant to put up security to protect a possible future judgment in favour of the plaintiff would both be direct judicial acts and *not* 'other' judicial acts. In England a proceeding or an act is either judicial or non-judicial and on the whole there is no intermediate process which would come within the term 'other judicial act'.

d In England a sharp distinction is made between obtaining discovery or testimony or evidence for pre-trial purposes and the trial itself. Accordingly it is a rule of law in England that obtaining pre-trial discovery of documents or other testimony will not be authorised by an English court. The English judicial authorities have in fact found it necessary to refuse the taking of evidence on such grounds (see *Radio Corporation of America* v. *Rauland Corporation* [1956] 1 Q.B. 214 D.C.). On the other hand if the court is satisfied that the evidence or testimony which is sought by the requesting State is evidence or testimony for the trial itself, the court will grant the request (see *Penn-Texas* v. *Murat Anstalt* [1964] 1 Q.B. 40). The English position has been fully canvassed in the recent House of Lords judgment in the Westinghouse case above referred to.

2 *Central Authorities (articles 2, 24 and 25)*

a The answer to the first part of the question is 'yes'.

b The second part of the question is not clearly understood; but they are organised as judicial authorities. It would seem that the Central Authorities referred to are in England the judicial authorities and organised as part of the judiciary.

3 *Receipt of Letters of Request (article 3)*

In England we have experienced no practical difficulties to date.

4 *The language problem (article 4)*

So far as the language problem is concerned, we have encountered no practical difficulties to date.

5 *Objections to the request (article 5)*

Article 5 has not given rise to any practical problem.

6 *Forwarding authorities*

a So far as England is concerned the judicial author-

ities who are charged with making orders for Letters of Request are the Masters of the Queen's Bench Division and the Queen's Bench Masters' Secretary acts as their channel for forwarding Letters of Request under the orders made by the Masters. The Letter of Request is transmitted through the centralised channel in England, namely, the Nationality and Treaty Department of the Foreign and Commonwealth Office.
On the other hand requests for evidence emanating, *e.g.*, from France, are received via the Nationality and Treaty Department of the Foreign and Commonwealth Office. When the examination is concluded the depositions and accompanying documents, together with the certificate of the Senior Master are returned by the Queen's Bench Masters' Secretary directly to the requesting authority at the request of the Nationality and Treaty Department.

b R.S.C. Order 39 rule 3 para (4) provides for translation in the official language of the country in which the examination is to take place. Solicitors lodging a request for evidence abroad provide the translation which must be certified by the person making it to be a true translation and the certificate must contain a statement of that person's full name, of his address and his qualification for making the translation.

7 *Authority to execute*

a R.S.C. Order 70 rule 3 *(b)* provides the machinery for the examination of witnesses. In the first place the judicial authority, namely, the Masters of the Queen's Bench Division will make an order for the Letter of Request to be executed and under that order an examiner is appointed, sometimes agreed upon by the parties or, if not, the examiner of the court is directed to take the testimony requested.

b The situation when England is the requested authority and it is not able itself to execute the Letter of Request is unlikely to occur. The Letter of Request is always placed before a Master of the Queen's Bench Division who either makes the order or refuses to make the order.

c Should prior consent be necessary the English court would be unlikely to make an order for the testimony to be taken unless and until the consent is forthcoming. In other words, the request of the requesting authority would be stayed until such condition is satisfied and if, after a reasonable time had elapsed, the requested consent had not been received, the Letter of Request would probably be returned. So far we have not experienced practical difficulties of this kind.

8 *Execution of the Letter of Request (articles 7, 8 and 9)*

a (i) The answer to the first part of the question is 'yes'. The information required by article 7 is given by the Queen's Bench Masters' Secretary on behalf of the Senior Master.

(ii) It is the authority charged with the execution of the Letter of Request which gives this information to the requesting authority. The information is not normally given to the parties; first, because in the majority of cases we do not know who the parties to the litigation are, still less their addresses, and secondly, because we leave this information to be given by the requesting authority.

b It very rarely happens that a judge from the requesting authority would ask for authorisation to be present at the execution of a Letter of Request. A recent instance of this happening was in the Westinghouse case above referred to where the American judge from the Federal Court at Richmond in Virginia actually came to London to execute the Letter of Request which he himself had ordered.This, however, was a rare instance and we generally have no experience of this at all. On the other hand should judicial personnel wish to be present there would in practice be no objection to this though, as a matter of courtesy, the approval of the Senior Master should be obtained prior to the examination.

c As a matter of practice it does not frequently occur that a special method or procedure is requested for the execution of a Letter of Request. What sometimes does happen is that the requesting authority asks that the testimony or evidence be given by way of answers to interrogatories set in the requesting country. An example of a special method or procedure requested which would be deemed to be incompatible with English law, would be where pre-trial discovery of evidence or documents is requested. It is difficult to imagine that any special method or procedure requested would be determined to be impossible of performance in practice.

9 *Measures of compulsion (article 10)*

a The answer to this question is broadly speaking 'no'. The court makes the order for the taking of the evidence or testimony in accordance with the Letter of Request and if the witness should default or refuse to attend for the purposes of examination or to answer any reasonable question the normal measures of compulsion provided by English law would be applied.

b The measures of compulsion include treating the wilful failure or refusal to attend the examination or to answer a reasonable question as being a contempt of court and the witness would then be at risk of being sent to prison or confined until he were to purge his contempt, *i.e.*, agree to attend the examination or answer the reasonable relevant question.
In order that such measures of compulsion should be employed it is necessary that the order requiring the witness to attend should be endorsed with what is called a penal notice, *i.e.*, with the memorandum prescribed by R.S.C. Order 45 rule 7(4) and the order must be personally served on him and proper conduct money tendered to him.

10 *Privileges to refuse to give evidence (article 11)*

These privileges are available to the witness to give evidence or to produce documents in much the same way as a witness in England would be entitled to claim such privileges with regard to evidence and the production of documents. As a matter of convenience the matter will be found to be fully dealt with in the notes to R.S.C. Order 70 (which are still in proof stage) under the headings 'Privilege of Witnesses' and 'Privilege claimed under foreign law'.

[Note by the Permanent Bureau: the notes referred to have not been included because of their length. The Permanent Bureau of the Conference retains copies in its files.]

11 *Refusal to execute (article 12)*

a So far as we know there have been no cases where

Letters of Request have been refused on the ground that they do not fall within the functions of the judiciary.

b It is very rare indeed that the execution of a Letter of Request has been considered to be prejudicial to the sovereignty or security of the State addressed. One such example was a recent case in *re* Westinghouse cited above, in which the Justice Department of the United States of America sought to intervene in the taking of the testimony of the witnesses and the Attorney-General was allowed to intervene in the House of Lords and claim that such intervention by the United States Justice Department was a breach of the sovereignty of the United Kingdom.

12 *Return of the documents following execution of the Letter of Request (article 13)*

a The documents establishing the execution of the Letter of Request are returned through the Central Authority in England, *i.e.*, the Queen's Bench Masters' Secretary's Department.

b It is the Central Authority which in practice informs the requesting authority that the Letter of Request has not been executed in whole or in part.

13 *Taxes and costs (articles 14 and 26)*

If a special procedure is requested the English court would inform the State of origin that it required the reimbursement of the fees and costs occasioned by the use of such special procedure. In practice what we should do is for the Senior Master to assess either on his own or with the assistance of the Taxing Office the approximate costs of such procedure and prior authority would be sought from the requesting authority before giving effect to the request for evidence. The reimbursement of expenses incurred would be claimed on the completion of the Letter of Request, *i.e.*, when the depositions and the accompanying documents are returned to the requesting authority who would be informed what the amount of the reimbursement came to and, if necessary, how it is made up.

c The system provided in the third paragraph of article 14 does not prevail in England so that we have no experience as to how it would work in practice, *i.e.*, in England the law does not oblige the parties themselves to secure evidence and in England the law does not prevent the English court from executing the Letter of Request. The result is that as a matter of practice there is no question of the reimbursement of costs occasioned by this system and accordingly there is no question of the consent of the English court being refused in such circumstances. In England we have no constitutional limitations which require the English court to be reimbursed by the State of origin and thus we make no use of article 26.

14 *Intervention by consuls with their nationals (article 15)*

a The system provided by article 15 gives rise to no difficulties in England at all. It is not unusual and indeed it is quite frequent, particularly in the case of America, for evidence to be taken by consuls from their own nationals and this practice is frequently utilised by consular agents.

b The English court would not in practice refuse permission for a consul to take evidence from his own nationals if this is done on a voluntary basis.

15 *Intervention by consuls in respect of nationals of third States (article 16)*

Provided the consuls of any State take evidence from nationals of third States voluntarily the English court would have no objection to this course at all. If, however, the consul of one State is to take evidence from nationals of other States on a compulsory basis, this can only be done under the order of an English court. So far the English system has not developed the practice of an intermediate procedure, *i.e.*, something in between the voluntary taking of evidence of nationals of third States and the compulsory taking of such evidence by the use of what article 16 calls 'permission' for the taking of evidence by the consuls from nationals of third States. The result is that in England we have not given permission either generally or in a particular case for consuls of one State to take evidence from nationals of third States. Accordingly no question of refusing such permission has arisen and we have not developed any jurisprudence as to the grounds on which such permission should be refused.

16 *Intervention by commissioners (article 17)*

The answer to this question is similar in all respects to the answer to question 15 above.

17 *Measures of compulsion employed in aid of consuls and commissioners (article 18)*

So far in England we have had no experience of the court being requested to make an order for the compulsory taking of evidence on the application of the diplomatic officer or consular agent or commissioner. On the other hand, if such an application were to be made there is no reason why the English court should not be in a position to treat such an application as if it came direct from the requesting authority of the foreign State. In such event, the English court would proceed on the same lines as it dealt with the request for evidence from a requesting State.

18 *Execution of Letters of Request by consuls and commissioners (articles 19 to 21)*

So far in England we have had no experience of operating articles 15, 16 or 17 of the Convention and if resort were to be made to article 18 for an order of the court for the taking of evidence by consuls or commissioners we should find no difficulty in complying with the provisions of articles 19 to 21 of the Convention.

19 *Extension of the Convention (article 27)*

In England, as pointed out above, we have had no experience of using article 27, *i.e.*, 'permitting' the Convention to be applied as indicated in that article. It is thought that the English system would prefer to maintain its present practice on the one hand of allowing consuls to take evidence of their own nationals and perhaps nationals of other States on a voluntary basis without the use of any compulsion at all and on the other, the English court making an order at the request

of the requesting State for the evidence to be taken pursuant to the order of the court.

20 *Special agreements (article 28)*

Unfortunately there has not been enough time to examine all the conventions existing between England and other Contracting States so that it has not been possible to say whether there are special agreements in such conventions which derogate from the provisions of the Convention within the framework of article 28.

Suède/Sweden

1 *Scope of the Convention (articles 1 and 23)*

a–c The terms 'civil or commercial matters', 'evidence' and 'other judicial act(s)' have not brought on any problems of interpretation.

d Sweden has declared that it will not execute Letters of Request issued for the purpose of obtaining pre-trial discovery of documents. So far there has been no refusal on these grounds. In this context it should be noted, however, that Letters of Request from common law countries have been very sparse (two from the United States, none from Great Britain and Northern Ireland).

2 *Central Authorities (articles 2, 24 and 25)*

The Central Authority of Sweden is the same for the Evidence Convention and the Convention of 1965 on the Service of Judicial Documents. It is the Ministry for Foreign Affairs.

3 *Receipt of Letters of Request (article 3)*

Checks for compliance with the requirements set out in article 3 have not given rise to difficulties.

4 *The language problem (article 4)*

No difficulties have been encountered.

5 *Objections to the request (article 5)*

See answer under 4.

6 *Forwarding authorities*

a In Sweden the courts are charged with forwarding Letters of Request. These are sent directly to the Central Authorities of the States of execution.

b The necessary translations are drawn up by translators chosen by the requesting court. Sometimes the Central Authority assists in the procuring of translators.

7 *Authority to execute*

In Sweden the District Courts (*tingsrätt*) execute Letters of Request. If the court applied to is not able itself to execute the Letter of Request it is forwarded to another court. This happens occasionally due to change of address of the person to be heard. The requested court informs the Central Authority of the forwarding.

8 *Execution of the Letter of Request (articles 7, 8 and 9)*

a Information described in article 7 is seldom asked for. Such information should be channelled through the Central Authority.

b Since Sweden has declared that a judge from the requesting authority may be present at the execution of a Letter of Request without prior authorization there should be no problems in connection with article 8. It should be noted that the right to be present as an observer does not include the right to take part in the hearing.

c Due to the limited amount of requests according to the Evidence Convention this question cannot be answered.

9 *Measures of compulsion (article 10)*

a Since it is up to each court to decide on the measures of compulsion it is not possible, without making a general survey, to state whether the fact that the litigation takes place abroad has an influence on the application of measures of compulsion. There should be no difference.

b A litigant is called to a hearing under penalty of a fine. If the litigant does not appear the fine is imposed and a higher fine set for the next hearing. There are no measures of compulsion should a litigant refuse to give testimony.
A litigant to be heard in a family case (divorce, custody of children) can be brought to the court if he/she does not appear voluntarily but there are no measures of compulsion in case of a refusal to testify.
A witness who has been duly called to a hearing but does not appear is fined (10-500 kr). The court can order the witness to be brought to the hearing. In this case the fine is not imposed. If the hearing is postponed the witness is called under penalty of another fine, from 10–5000 kr. The next time the fine could be raised to 10.000 kr. The court can also order a witness to pay for the extra costs due to his/her reluctance to appear. A witness who appears but refuses to testify, without legal grounds, can be fined or, if this is not sufficient, taken into custody (no more than three months and with appearances before the court every 14 days).

10 *Privileges to refuse to give evidence (article 11)*

See answer under 8*c*.

11 *Refusal to execute (article 12)*

a–b No.

12 *Return of the documents following execution of the Letter of Request (article 13)*

a–b The Central Authority is used as a channel in both respects.

13 *Taxes and costs (articles 14 and 26)*

a The Central Authority of Sweden contacts the requesting authority.

b Reimbursement of costs should be made to the Central Authority which would then forward it to the proper recipient.

c See answer under 7 (courts only).

d Sweden does not make use of article 26. There has been no known reason for retaliation (since the courts send their requests directly to the Central Authorities of the States of execution, the Ministry has no record of such requests for reimbursement).

14 *Intervention by consuls with their nationals (article 15)*

a–b Sweden has declared that evidence may be taken by a diplomatic or consular agent only after permission (second paragraph of article 15). No such applications have been put forward to the Central Authority.

15 *Intervention by consuls in respect of nationals of third States (article 16)*

a–b No requests have been made.

16 *Intervention by commissioners (article 17)*

a–b No requests have been made.

17 *Measures of compulsion employed in aid of consuls and commissioners (article 18)*

a–b See answers under 15 and 16. Sweden has not made a declaration according to article 18 since it is considered that measures of compulsion should be applied by the courts.

18 *Execution of Letters of Request by consuls and commissioners (articles 19 to 21)*

a–b See answers under 14 – 16.

19 *Extension of the Convention (article 27)*

a–b According to Swedish law the taking of evidence, such as hearing a person under oath, can be performed only by a court. The fact that Sweden has declared that a diplomatic officer or consular agent may take evidence after permission is an extension due to the Convention. As for other judicial acts, such as a request for a copy of a birth certificate or extracts from a public register, other authorities are approached directly by the Central Authority.

20 *Special agreements (article 28)*

Sweden has a special agreement of April 26, 1974, with Denmark, Finland and Norway (and Iceland) according to which requests are made directly from one governmental authority to another. Sweden also has an agreement of August 28, 1930, with Great Britain and Northern Ireland, according to which a request is transmitted by a consular agent to the proper court. Thus the Central Authority of Sweden has had no requests from said countries according to the Evidence Convention. Sweden also has a special agreement with France of March 7, 1956, on mutual assistance in civil cases, according to which a diplomatic officer or a consular agent may take evidence without compulsion of a national of the State he represents.

Commission spéciale

Note du Bureau Permanent

Conformément à la tradition ne sont pas reproduits les Documents de travail et Procès-verbaux des séances de la Commission spéciale.

Notice by the Permanent Bureau

As in the past, the Working Documents and the Minutes of the Special Commission's meetings have not been reproduced in this volume.

Liste des participants à la Commission spéciale

List of the participants in the Special Commission meeting

La Commission spéciale a siégé du 12 au 15 juin 1978

The Special Commission met from 12 to 15 June 1978

BUREAU DE LA COMMISSION SPÉCIALE

OFFICERS OF THE SPECIAL COMMISSION

Président – Chairman

M. *T. B. Smith*, Q.C., Departmental General Counsel, Department of Justice, Ottawa

Vice-Président – Vice-Chairman

M. *L. Chatin*, magistrat, chef du Bureau de l'entraide judiciaire internationale, Ministère de la Justice, Paris

Rapporteur – Reporter

Les membres du Bureau Permanent
The members of the Permanent Bureau

MEMBRES – MEMBERS

M. *J. Bocqué*, directeur au Ministère des Affaires étrangères, Bruxelles
M. *J. M. Castroviejo Bolibar*, docteur en droit, conseiller juridique à l'Ambassade d'Espagne, La Haye
M. *Moustafa Kamal Celim*, vice-président de la Cour de cassation, Le Caire
M. *W. H. Elliott*, Senior Legal Assistant, Lord Chancellor's Office, London
M. *L. Frei*, adjoint du chef de la Section d'entraide judiciaire internationale, Département fédéral de Justice et Police, Berne
M. *F. Guisson*, magistrat délégué auprès du Ministère de la Justice, Bruxelles
M. *Gamal Abdel Halim Hassan*, directeur du Bureau d'études juridiques et judiciaires, Ministère de la Justice, Le Caire
Mme *K. Hökborg*, Legal Adviser, Ministry for Foreign Affairs, Stockholm
M. *M. Holub*, Head of the Civil Legislative Department, Ministry of Justice, Prague
M. *S. Hughes*, Assistant Principal, Department of Justice, Dublin
M. *A. Huss*, procureur général d'Etat honoraire, Luxembourg
M. *C. J. Kjaersgaard*, Judge at the Court of the City of Copenhagen
M. *I. Koch*, Juge au *Landgericht*, Bonn
M. *P. Löfmark*, Legal Adviser, Ministry of Justice, Stockholm
M. *C. Lysaght*, Counsellor, Law Reform Commission, Dublin
M. *D. M. Mitchell*, First Secretary H.M. Diplomatic Service, Nationality and Treaty Department, Foreign and Commonwealth Office, London
M. *G. Möller*, Legislative Counsellor, Ministry of Justice, Helsinki
M. *R. J. Muller*, Third Secretary, Embassy of Australia, The Hague
M. *E. Pettersen*, First Counsellor, Ministry of Justice, Oslo
M. *J. Pirrung, Regierungsdirektor*, Ministère fédéral de la Justice, Bonn
M. *B. A. Ristau*, Chief, Foreign Litigation Unit, Civil Division, Department of Justice, Washington D.C.
M. *W. Schütz, Ministerialrat*, Ministère fédéral de la Justice, Vienne
M. *Yasuhisa Tanaka*, Counsellor, Civil Affairs Bureau, Ministry of Justice, Tokyo
Mme *R. B. G. Thérin*, adjoint du chef du Bureau de l'entraide judiciaire internationale, Ministère de la Justice, Paris
M. *Keiji Yonezawa*, First Secretary, Embassy of Japan, The Hague

OBSERVATEURS – OBSERVERS

Organisation des Nations Unies

United Nations Organization

Mme *R. M. Vicien-Milburn*, Associate Legal Officer, International Trade Law Branch

Conseil de l'Europe/Council of Europe

Mlle *M. Killerby*, Administrative Officer, Directorate of Legal Affairs

Asian-African Legal Consultative Committee

M. *B. Sen*, Secretary General

Commonwealth Secretariat

M. *D. W. Sagar*, Special Adviser (Legal), Commonwealth Fund for Technical Co-operation, London

Commission d'Etat néerlandaise pour la codification du droit international privé
Netherlands Standing Government Committee for the codification of private international law

M. *J. C. Schultsz*, président de la Commission d'Etat, professeur à l'Université Erasme de Rotterdam

SECRÉTARIAT – SECRETARIAT

M. *M. H. van Hoogstraten*, secrétaire général
M. *G. A. L. Droz*, secrétaire général adjoint
M. *M. L. Pelichet*, premier secrétaire au Bureau Permanent
M. *C. A. Dyer*, secretary at the Permanent Bureau

Rapport sur les travaux de la Commission spéciale

ÉTABLI PAR LE BUREAU PERMANENT

Rapport sur les travaux de la Commission spéciale sur le fonctionnement de la Convention du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale

La Commission spéciale sur le fonctionnement de la Convention du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale s'est réunie à La Haye du 12 au 15 juin 1978 sous la présidence de M. T. B. Smith, Expert canadien, assisté de M. L. Chatin, Expert français, élu Vice-président.
Cette réunion se situait dans le prolongement de la Commission spéciale sur le fonctionnement de la Convention du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale qui s'était réunie à La Haye du 21 au 25 novembre 1977 et au cours de laquelle il avait été suggéré par la majorité des experts de tenir une réunion sur la Convention de 1970.
Tout comme la précédente cette Commission spéciale a remporté un vif succès. En effet trente experts représentaient neuf des dix Etats parties à la Convention (Danemark, Etats-Unis, Finlande, France, Luxembourg, Norvège, Royaume-Uni, Suède et Tchécoslovaquie), dix Etats non parties à la Convention (République fédérale d'Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, République Arabe d'Egypte, Espagne, Irlande, Japon, Suisse) et quatre organisations internationales (Organisation des Nations Unies, Conseil de l'Europe, Asian-African Legal Consultative Committee, Commonwealth Secretariat). Il importe de signaler que, cette fois encore, les experts avaient été choisis parmi les autorités chargées de l'application de la Convention. Ainsi on a pu apprendre directement les expériences auxquelles le fonctionnement du Traité avait donné lieu.

L'essentiel des discussions a porté sur la Convention du 18 mars 1970, toutefois, lors de la dernière séance, un échange de vues a eu lieu sur les suites données à la réunion de novembre 1977.

I FONCTIONNEMENT DE LA CONVENTION DU 18 MARS 1970 SUR L'OBTENTION DES PREUVES A L'ÉTRANGER EN MATIÈRE CIVILE OU COMMERCIALE

La discussion commença par un large tour de table d'où il ressortit que la Convention répondait à un réel besoin

Report on the work of the Special Commission

PREPARED BY THE PERMANENT BUREAU

Report on the work of the Special Commission on the operation of the Convention of 18 March 1970 on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters

The Special Commission on the operation of the Convention of 18 March 1970 on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters met at The Hague from 12th to 15th June 1978, with Mr T. B. Smith, the Canadian Expert, serving as Chairman.

This meeting was an extension of the Special Commission meeting on the operation of the Convention of 15 November 1965 on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters, which had met at The Hague from 21st to 25th November 1977, during which the suggestion had been made and supported by a majority of the experts that a further meeting be held on the 1970 Convention.

As was the case with the previous meeting, this Special Commission met with great success. Some 30 experts were present representing, respectively, nine of the ten States Parties to the Convention (Czechoslovakia, Denmark, Finland, France, Luxembourg, Norway, Sweden, United Kingdom, United States), ten States which were not Parties to the Convention (Australia, Austria, Belgium, Canada, the Arab Republic of Egypt, Federal Republic of Germany, Ireland, Japan, Spain, Switzerland) and four international organisations (United Nations Organisation, Council of Europe, Asian-African Legal Consultative Committee, Commonwealth Secretariat). It should be pointed out that, once again, the experts were drawn from the governmental bureaux which had responsibility for applying the Convention. Thus it was possible to gain direct knowledge of the experience which had been derived from the operation of this Treaty.
The discussions were essentially concerned with the Convention of 18 March 1970, although, at the last sitting, there was an exchange of views about the follow-up given to the meeting of November 1977.

I OPERATION OF THE CONVENTION OF 18 MARCH 1970 ON THE TAKING OF EVIDENCE ABROAD IN CIVIL OR COMMERCIAL MATTERS

The meeting opened with a round-table discussion which revealed that the Convention dealt with real

en ce qu'elle réalisait un pont utile et efficace entre les systèmes de droit civil et ceux de *common law*. Il parut en outre que l'application de la Convention n'avait pas encore soulevé de problèmes majeurs parmi les Etats contractants. Il est vrai que pour beaucoup d'entre eux l'entrée en vigueur du Traité était encore assez récente.

§ 1 *Domaine de la Convention: portée de la même notion en matière civile ou commerciale*

La discussion relative à la qualification des matières civiles ou commerciales a révélé les mêmes problèmes de frontière que ceux qui avaient été rencontrés lors des débats sur la Convention-Notification de 1965. Un accord unanime s'est fait pour admettre que les affaires pénales sont exclues du domaine de la Convention. Par ailleurs, comme lors des discussions précédentes, les Experts égyptiens ont rappelé que selon leurs conceptions les matières de statut personnel (droit de famille et succession) n'entrent pas dans la catégorie du droit civil alors que cette matière entre bien dans le domaine conventionnel selon le droit des autres Etats membres. Quant aux matières fiscales et administratives les divergences déjà aperçues à propos de la Convention-Notification se firent jour. Dans certains systèmes les questions fiscales ou administratives sont nettement exclues du domaine civil ou commercial. Toutefois, alors qu'à propos de la Convention-Notification il était apparu que dans la pratique les Autorités centrales se montraient d'un très grand libéralisme et étaient prêtes à notifier les actes qu'elles ne seraient pas obligées de signifier aux termes de la Convention et cela dans l'idée de rendre service au destinataire de ces actes, il a semblé qu'à propos de l'obtention des preuves les contrôles sont plus rigoureux. Dans ce dernier cas il s'agit en effet non plus d'une simple transmission d'actes mais d'une participation directe ou indirecte des autorités requises à une procédure qui se déroule à l'étranger et l'on conçoit la prudence des Autorités centrales. Si certains experts ont indiqué que dans leur pratique leurs tribunaux acceptent la qualification civile ou commerciale donnée par les autorités requérantes selon la loi de ces autorités, des experts plus nombreux ont indiqué au contraire que le contrôle devait se faire selon les conceptions de l'Etat requis.

Au cours des discussions une importante question fut soulevée: on s'est demandé si une preuve obtenue selon la Convention à propos d'une procédure civile ou commerciale pouvait être utilisée dans l'Etat requérant à d'autres fins notamment en matière fiscale ou pénale. A cette occasion a été citée l'affaire jugée par la Chambre des Lords dans le cas *Westinghouse Uranium Contract* (1) (2) [1978] 2 W.L.R. 81. [1977] 1 All E.R.-H.L. Les experts ont été d'avis que la seule potentialité que la preuve obtenue à l'étranger dans une procédure civile ou commerciale risque d'entraîner une procédure pénale ou fiscale dans le pays requérant ne doit pas empêcher le jeu de la Convention. Par contre, si les actes d'instruction poursuivis dans un pays étranger à propos d'une affaire civile ou commerciale peuvent être directement liés à une procédure pénale ouverte dans l'Etat requérant, l'Etat requis pourrait refuser d'exécuter la commission rogatoire comme dans l'affaire précitée où des témoins ayant invoqué en Angleterre une dispense de déposer dans la crainte d'être incriminés dans une procédure pénale intentée aux Etats-Unis (Cinquième Amendement à la Constitution), une immunité de pour-

needs and that it constituted a useful and efficient bridge between the civil law systems and those of common law. It also seemed that the application of the Convention had not yet given rise to major problems among the Contracting States. Of course, for many of them the Treaty had not been in force for very long.

§ 1 *Scope of the Convention: reach of the same concept of civil or commercial matters*

The discussion dealing with the characterisation of matters as civil or commercial disclosed the same borderline problems as those which had been encountered during the meeting on the 1965 Convention on Service of Process. All experts were agreed that penal matters were excluded from the scope of the Convention. Once again, as they had done during the previous discussions, the Egyptian Experts pointed out that according to their view matters of personal status (family law and succession) did not fall within the category of civil law, although these matters fell within the scope of the Convention according to the laws of the other Member States. In regard to tax and administrative matters the differences of opinion which had already been seen in connection with the Convention on Service of Process once again came out. In certain systems tax and administrative questions are clearly excluded from the civil and commercial areas. However, while with regard to the Convention on Service of Process it had appeared that in practice the Central Authorities displayed very great liberality and were prepared to serve documents which they would not be obliged to serve under the strict terms of the Convention, this for the purpose of rendering a service to the addressee of the document, it seemed that in connection with the taking of evidence more rigorous controls were applied. The latter situation involved not merely the simple transmission of documents but also the participation directly or indirectly of the requested authorities in a proceeding which was unfolding abroad, which makes the caution of the Central Authorities understandable. Certain experts indicated that in practice their courts accepted the characterisation as civil or commercial which was given by the requesting authorities under their own law, but a greater number of experts indicated, to the contrary, that this determination should be made according to the views of the State addressed.
During the discussions an important question was raised: it was asked whether evidence obtained under the Convention in connection with a civil or commercial proceeding could be used in the requesting States for other purposes, particularly in tax or penal matters. Reference was then made to the situation which gave rise to the decision of the House of Lords in case of the Westinghouse Uranium Contract (No 1) (No 2) [1978] 2 W.L.R. 81. [1977] 1 All E.R. – H.L. The experts were of the opinion that the mere possibility that the proof obtained abroad in a civil or commercial proceeding might lead to a penal or tax proceeding in the requesting country should not prevent the Convention from being applied. On the other hand, if the evidence sought in a foreign country in connection with a civil or commercial matter could be directly linked to a penal proceeding underway in the requesting State, the State addressed might refuse to carry out the Letter of Request, as was done in the case mentioned above, where witnesses claimed in England a privilege not to testify because of their fear of being incriminated in a penal proceeding instituted in the United States (privilege

suites pénales leur fut accordée par les autorités requérantes américaines afin d'obtenir leur témoignage.

§ 2 *Portée de la notion «acte d'instruction» et problème du «pre-trial discovery of documents»*

A *Notion d'acte d'instruction*

En ce qui concerne la portée de la notion d'acte d'instruction les experts ont marqué une tendance en faveur d'une attitude libérale qui permettrait d'utiliser le mécanisme conventionnel pour toutes sortes d'autres actes judiciaires ainsi que le prévoit d'ailleurs l'article premier, alinéa premier. C'est ainsi qu'on devrait pouvoir, par commission rogatoire, demander communication d'un acte de l'état civil, copie d'un registre public, voire obtenir l'accord ou l'avis d'une autorité judiciaire spécialisée de l'Etat requis dans une affaire de droit de famille.

B *Pre-trial discovery of documents*

Une longue discussion s'est engagée sur la procédure dite de *«pre-trial discovery of documents»* connue dans les Etats de *common law*. L'article 23 contient en effet une réserve, demandée par le Royaume-Uni, aux termes de laquelle «Tout Etat contractant peut déclarer qu'il n'exécute pas les commissions rogatoires qui ont pour objet une procédure connue dans les Etats du *common law* sous le nom de *'pre-trial discovery of documents'*». Tous les Etats contractants, à l'exception des Etats-Unis ont fait cette réserve. Il est apparu qu'une grave équivoque régnait sur la notion de *«pre-trial discovery of documents»*. Des explications données par l'Expert américain il résulte que toute procédure de *pre-trial discovery* implique nécessairement qu'une procédure soit bien engagée dans l'Etat requérant et que la preuve requise soit demandée sous l'autorité d'un juge. Or, c'est exactement ce qui se passe dans les autres systèmes juridiques où les actes d'instruction sont demandés après que le procès ait été engagé et avant que l'audience n'ait lieu. La procédure de *pre-trial discovery* n'intervient donc pas de manière générale avant qu'un procès soit intenté comme cela se fait dans l'enquête à futur destinée à sauvegarder des preuves avant tout litige. Il est apparu qu'en faisant cette réserve les Etats contractants n'entendaient certes pas rejeter tout acte d'instruction demandé par les autorités judiciaires américaines avant que l'audience (*trial*) ne soit entamée devant le jury. Finalement, à la suite des explications données par les Experts du Royaume-Uni qui avaient proposé la réserve, il est apparu que celle-ci avait essentiellement pour but de lutter contre des demandes d'actes d'instruction manquant de spécificité et ne décrivant pas, avec une précision suffisante, les documents à obtenir ou à examiner. Il a d'ailleurs été noté qu'en effectuant la réserve le Royaume-Uni a tenu à en limiter la portée. Pour l'application de cette réserve le Gouvernement du Royaume-Uni déclare en effet qu'il entend « les commissions rogatoires qui ont pour objet une procédure de *pre-trial discovery of documents ...*» comme comprenant toute commission rogatoire qui exige d'une personne de

a déclarer quel(s) document(s) concernant le cas auquel la commission rogatoire a trait, se trouve ou se sont trouvés en sa possession, garde ou pouvoir; ou

granted under the Fifth Amendment to the U.S. Constitution); immunity from prosecution had then been granted to them by the American requesting authorities in order to obtain their testimony.

§ 2 *Meaning of the term 'evidence' and the problem of 'pre-trial discovery of documents'*

A *The term 'evidence'*

Concerning the meaning of the term 'evidence' the experts showed a tendency to favour a liberal attitude which would permit use of the Treaty mechanisms for all sorts of other judicial acts in addition to those covered by the first paragraph of article 1. Thus one might be able, by Letter of Request, to ask about changes in family status or capacity, or for a copy of an entry in a public register, or even to obtain the agreement or the opinion of a specialised judicial authority of the requested State in a family law matter.

B *Pre-trial discovery of documents*

A long discussion ensued concerning the procedure referred to as 'pre-trial discovery of documents' as known in the common law States. Article 23 provides for a reservation, included at the request of the United Kingdom, under the terms of which 'A Contracting State may at the time of signature, ratification or accession, declare that it will not execute Letters of Request issued for the purpose of obtaining pre-trial discovery of documents as known in common law countries'. All of the Contracting States except for the United States have made this reservation. It appeared that a serious misunderstanding held sway in regard to the concept of 'pre-trial discovery of documents'. The explanation given by the American Expert showed that all procedures for obtaining pre-trial discovery necessarily implied that a legal proceeding had been instituted in the requesting State and that the evidence in question was being sought under authorisation from a judge. Now this is exactly what happens in other legal systems where evidence is sought after the litigation has been initiated and before a hearing on the merits takes place. The procedure for obtaining pre-trial discovery does not generally occur before a legal proceeding has been initiated, as is done in the case of a bill to perpetuate testimony which is brought prior to the institution of a proceeding at law. It appears that when making this reservation the Contracting States did not intend to refuse all requests for evidence submitted by the American judicial authorities before the trial on the merits commenced before the jury. Finally, following the explanation given by the Experts of the United Kingdom, which had first proposed the reservation, it seemed that this reservation had been sought essentially for the purpose of countering requests for evidence which lack specificity in that they do not describe precisely enough the documents to be obtained or examined. It was also pointed out that in making the reservation the United Kingdom had restricted its scope. In employing this reservation Her Majesty's Government declared that it understood 'Letters of Request issued for the purpose of obtaining pre-trial discovery of documents' as including any Letters of Request which requires a person -

a to state what documents relevant to the proceedings to which the Letter of Request relates are, or have been, in his possession, custody or power; or

b présenter des documents autres que les documents particuliers spécifiés dans la commission rogatoire comme des documents qui paraissent à la Cour saisie être ou probablement être en sa possession, garde ou pouvoir.

A la suite de ces explications, il a semblé aux experts que, sur ce point, la Convention était mal rédigée du fait de l'équivoque soulevée par l'expression employée «*pre-trial discovery*». La réserve ne devrait être raisonnablement invoquée que dans des cas où le manque de spécificité de la commission rogatoire ne permet pas d'identifier suffisamment les documents à produire ou à examiner. C'est pourquoi la Commission a émis le voeu que les Etats parties à la Convention ou ceux qui le deviendront retirent ou ne fassent pas cette réserve ou encore restreignent par déclaration la réserve aux demandes de commissions rogatoires qui ne sont pas suffisamment spécifiques, en s'inspirant de la déclaration effectuée par le Royaume-Uni.

b to produce any documents other than particular documents specified in the Letter of Request as being documents appearing to the requested court to be, or to be likely to be, in his possession, custody or power.

Following this explanation it seemed to the experts that, on this point, the Convention had been poorly drafted as shown by the misunderstanding resulting from the expression employed, 'pre-trial discovery'. The reservation could reasonably be applied only in those cases where the lack of specificity in the Letter of Request was such that it did not permit sufficient identification of the documents to be produced or examined. For this reason the Commission expressed the desire that the States Parties to the Convention and those which were to become Parties withdraw or never make this reservation, or at least that they restrict by declaration the application of the reservation to Letters of Request which are not sufficiently specific, taking as their example the declaration made by the United Kingdom.

§ 3 *Autorité expéditrice des commissions rogatoires*

Alors qu'en Suède ou aux Etats-Unis c'est la juridiction saisie du procès qui envoie directement la commission rogatoire à l'Autorité centrale étrangère, dans la plupart des Etats parties à la Convention les demandes de commissions rogatoires, établies par l'autorité judiciaire compétente du pays du procès, sont acheminées à l'étranger par le canal d'une Autorité centralisée du pays requérant, laquelle se trouve être en fait l'Autorité centrale désignée pour recevoir les commissions rogatoires en provenance de l'étranger. Cette pratique qui s'est développée hors du cadre conventionnel permet à une autorité rompue aux relations internationales d'opérer un contrôle préventif de nature à éviter les obstacles à l'exécution de l'acte d'instruction à l'étranger.
A la différence de la Convention-Notification, la Convention de 1970 ne prévoit pas l'utilisation de formule modèle obligatoire pour la rédaction des demandes de commissions rogatoires destinées à l'étranger. Il est apparu aux experts qu'il serait utile que les autorités des Etats contractants s'entendent pour utiliser un modèle type qui ne saurait naturellement lier les Etats mais qui, s'il était adopté, faciliterait grandement la rédaction de demandes aisément compréhensibles à l'étranger. Ce point sera examiné *infra* au paragraphe 8.

§ 3 *Forwarding authority for Letters of Request*

While in Sweden and the United States the court seized of the lawsuit sends the Letter of Request directly to the foreign Central Authority, in most of the States Parties to the Convention Letters of Request drawn up by the competent judicial authorities of the country where the litigation is underway are sent abroad through the channel of a centralised authority in the requesting country, which turns out in fact to be the Central Authority designated to receive Letters of Request coming from abroad. This practice which has developed outside of the framework of the Treaty permits an authority which is accustomed to international contacts to exercise some preventive control and thereby to cut down on the hindrances to obtaining of the evidence abroad.

Unlike the Convention on Service of Process, the 1970 Convention does not provide for the use of a required model form for Letters of Request drawn up to be sent abroad. It appeared to the experts that it would be useful for the authorities of the Contracting States to agree to use a model form which would not of course be binding on the States but which, if it were adopted, would greatly facilitate the preparation of requests that could be easily understood abroad. This matter will be dealt with further in § 8, below.

§ 4 *Réception des demandes*

Dans tous les Etats qui sont ou qui ont l'intention de devenir Parties à la Convention de 1970 l'Autorité centrale désignée est ou sera la même que celle qui est utilisée pour le fonctionnement de la Convention-Notification de 1965.
Il est apparu des discussions que parmi les Etats contractants aucun problème grave ne s'était posé à propos de la réception des commissions rogatoires en ce qui concerne la langue employée ou les griefs que l'on pouvait opposer à l'encontre de la demande.

§ 4 *Receipt of Letters of Request*

In all of the States which are or which have the intention of becoming Parties to the 1970 Convention the Central Authority designated is or will be the same as that which is utilized in the operation of the 1965 Convention on Service of Process.
The discussion showed that no serious problem had arisen among the Contracting States in connection with the receipt of Letters of Request, concerning the language employed or the objections that might be raised against the request.

§ 5 *Exécution de la commission rogatoire*

A *Autorité d'exécution*

Alors que s'agissant de l'autorité requérante la Con-

§ 5 *Execution of the Letter of Request*

A *The executing authority*

While in dealing with the requesting authorities the

vention précise qu'il s'agit d'une «autorité judiciaire», la plupart des articles de la Convention parlent, à propos de l'autorité d'exécution de la commission rogatoire, d'«autorité compétente» ou d'«autorité requise». Ce n'est qu'à l'article 9 que l'autorité qui procède à l'exécution d'une commission rogatoire est appelée «autorité judiciaire». Après une longue discussion sur la nature de l'autorité requise, il s'est dégagé l'idée qu'une application courtoise de la Convention voudrait que l'on considère comme autorité requise non seulement un juge ou un tribunal de l'Etat requis mais également d'autres personnes (commissaires, notaires, *notaries public*, avocats) pour autant que ces personnes sont investies dans le cas d'espèce et de par leur loi de certaines attributions propres à une autorité judiciaire.
Ceci étant, d'une manière générale il est apparu que très peu de difficultés se sont présentées à l'occasion de l'exécution de commissions rogatoires dans le cadre de la Convention.

B *Intervention des magistrats de l'Etat requérant*

Un certain nombre d'Etats parties à la Convention admettent que des magistrats de l'Etat requérant puissent assister à l'exécution d'une commission rogatoire (article 8). Dans la pratique le phénomène est peu fréquent. Il arrive que les magistrats du pays requérant désirent non seulement être présents mais participer à l'acte d'instruction. Une telle procédure n'est pas automatiquement rejetée dans les Etats membres mais une autorisation spéciale devrait alors être obtenue dans l'Etat requis.

C *Forme spéciale*

L'article 9, alinéa 2 prévoit que l'autorité requérante peut demander que l'on emploie une forme spéciale à suivre pour l'acte d'instruction. Il est apparu qu'en pratique il était très rare que l'emploi de forme spéciale soit demandé. En effet la possibilité d'appointer un commissaire en provenance de l'Etat requérant, admise dans la plupart des Etats contractants, permet d'obtenir le respect d'une forme spéciale plus facilement que par le biais d'une commission rogatoire.

Par ailleurs un large consensus s'est établi parmi les experts pour admettre qu'une demande d'analyse de sang dans le cas de recherche de paternité est une forme d'acte d'instruction qui tombe bien dans le domaine de la Convention.

D *Moyens de contrainte*

La question de l'utilisation des moyens de contrainte pour l'exécution d'une commission rogatoire n'a soulevé aucun problème grave. Toutefois, en liaison avec l'acte d'instruction constitué par une demande d'analyse sanguine, un tour de table a fait apparaître que la pratique des Etats variait considérablement en ce qui concerne la contrainte: la Belgique, l'Ecosse, les Etats-Unis, la France, l'Irlande et le Luxembourg refusent toute contrainte en matière d'analyse sanguine alors que la République fédérale d'Allemagne, l'Autriche, le Danemark, la Finlande, la Norvège, le Royaume-Uni à l'exception de l'Ecosse, la Suède et la Tchécoslovaquie permettent l'emploi de moyens de contrainte.

Convention sets it out that this must be a 'judicial authority', most of the articles of the Convention speak, in regard to the authority executing the Letter of Request, of the 'competent authority' or of the 'authority requested'. It is only in article 9 that the authority which proceeds to carry out a Letter of Request is called 'judicial authority'. After a long discussion concerning the nature of the authority requested, the feeling emerged that courteous application of the Convention called for including as requested authorities not only courts and judges of the requested State, but likewise other persons (commissioners, notaries public, *notaires*, lawyers) insofar as these persons are given in the specific case under their laws certain attributes of a judicial authority.

This being so, it seemed in general that very few difficulties had arisen in connection with the execution of Letters of Request under the Convention.

B *Participation by judges of the requesting State*

A certain number of States Parties to the Convention allow judges of the requesting State to be present at the execution of a Letter of Request (article 8). In practice this phenomenon occurs infrequently. It sometimes happens that judges of the requesting country wish not only to be present but also to participate in obtaining the evidence. Such a procedure is not automatically rejected in the Member States but special authorisation must first be obtained in the requested State.

C *Special methods or procedures*

The second paragraph of article 9 provides that the requesting authority may ask that a special method or procedure be followed in obtaining the evidence. It seemed that in practice requests for use of a special method or procedure were very rare. Indeed the possibility to employ a commissioner coming from the requesting State, which most of the Contracting States allow for, provides a way of assuring compliance with a special method or procedure which is easier than doing the same thing by means of special instructions in the Letter of Request.
Furthermore, a broad consensus developed among the experts in support of the proposition that requests for blood tests in paternity cases constitute a method of obtaining evidence which clearly falls within the scope of the Convention.

D *Measures of compulsion*

Questions concerning the use of measures of compulsion in executing Letters of Request have given rise to no serious problems. However, in connection with obtaining evidence through requests for blood testing, a sampling of opinion around the table showed that the practices of the States vary considerably as regards measures of compulsion. Belgium, France, Ireland, Luxembourg, Scotland and the United States decline to apply any measure of compulsion in connection with blood tests, while Austria, Czechslovakia, Denmark, Finland, the Federal Republic of Germany, Norway, the United Kingdom (except for Scotland) and Sweden permit the application of measures of compulsion.

E *Retour des pièces*

La pratique des Etats varie dans ce domaine, certains canalisant le retour des pièces par l'intermédiaire de leur Autorité centrale, d'autres laissant à l'autorité d'exécution de la commission rogatoire le soin de renvoyer les pièces directement. Il est apparu que le renvoi direct des pièces accélère nettement la procédure. C'est pourquoi les experts ont exprimé le voeu que les commissions rogatoires indiquent clairement l'autorité ou la personne de l'Etat requérant à qui la commission doit être renvoyée. La formule modèle recommandée par la Commission satisfait à ce voeu (voir *infra* § 8).

F *Refus d'exécution*

Le refus d'exécution se révèle très rare dans la pratique. Les exemples donnés sont de nature inhabituelle: on peut citer le cas d'une commission rogatoire ordonnée à l'occasion d'un procès mettant en cause dans l'Etat requérant l'activité juridictionnelle d'un magistrat de l'Etat requis.
Il convient toutefois de signaler que la Commission a discuté d'un problème délicat posé par l'Expert des Etats-Unis, à savoir celui de l'obligation de l'Autorité centrale de l'Etat requis d'élever un recours ou de défendre un recours contre une décision de première instance refusant ou admettant l'exécution de la commission rogatoire. La discussion révéla une divergence d'opinions entre les experts, les uns faisant une distinction entre l'obligation d'élever un recours et celle de défendre un recours, d'autres estimant que la Convention n'impose aucune obligation à l'Autorité centrale dans cette hypothèse. A l'issue du débat la Commission s'est bornée à constater qu'aucune solution précise ne pouvait être dégagée pour résoudre ce problème délicat.

§ 6 *Taxes et frais*

Théoriquement l'exécution de commissions rogatoires ne doit pas entraîner des frais et taxes autres que ceux prévus à l'article 14, alinéa 2 qui prévoit le remboursement des indemnités payées aux experts et interprètes et des frais résultant de l'application d'une forme spéciale demandée par l'Etat requérant. Toutefois des experts font valoir que certains Etats réclament des remboursements de frais élevés notamment pour ce qui concerne les indemnités de séjour et de voyage payées aux témoins, alors que de tels frais devraient rester à la charge de l'Etat requis.
Par ailleurs l'article 26 prévoit, sous condition de réciprocité, que tout Etat contractant peut «inviter l'Etat requérant à rembourser les frais d'exécution de la commission rogatoire et concernant la signification ou la notification à comparaître, les indemnités dues à la personne qui fait la déposition et l'établissement du procès-verbal de l'acte d'instruction». Il ne semble pas que dans la pratique cet article 26 ait été formellement invoqué par un Etat contractant. Il en résulte donc que, dans les rapports entre Etats parties à la Convention, la comparution de témoins ne devrait pas donner lieu à remboursement de frais de la part d'un Etat requérant.

E *Return of the documents*

The practices of the States vary in this area, some of them channelling the return of the documents through their Central Authorities as intermediaries, others leaving it to the authority executing the Letter of Request to send the documents back directly. The direct return of the documents seemed clearly to speed up the procedure. For this reason the experts expressed the wish that Letters of Request indicate clearly the authority or the person in the requesting State to whom the Letter of Request should be returned. The model form recommended by the Commission complies with this wish (see § 8, below).

F *Refusal to execute*

Refusal to execute turns out to be very infrequent in practice. The examples given are of an unusual nature; the case may be mentioned of a Letter of Request issued in connection with a lawsuit which brought into issue in the requesting State the conduct of a judge of the requested State in carrying out his judicial duties.
Mention should be made, however, of the fact that the Commission discussed a delicate problem brought up by the Expert of the United States, this being the obligation of the Central Authority of the State addressed to prosecute or to defend an appeal against a decision of the trial court granting or refusing execution of the Letter of Request. The discussion showed that there was a difference of opinion among the experts, some drawing a distinction between the obligation to prosecute an appeal and that to defend one, others taking the view that the Convention imposed no obligation on the Central Authority in such a situation. In the end, the Commission confined itself to determining that no clear solution could be identified for the resolution of this delicate problem.

§ 6 *Taxes and costs*

In theory the execution of Letters of Request should not result in costs other than those mentioned in article 14, second paragraph, which provides for the reimbursement of fees paid to experts and interpreters and of the costs occasioned by the use of a special procedure requested by the State of origin. However, some of the experts brought up the fact that certain States claim reimbursement of high fees and costs, particularly in regard to *per diem* allowances and travel expenses paid to witnesses, although such costs should be borne by the State addressed.
Moreover, article 26 provides, on a reciprocal basis, that a Contracting State may 'request the reimbursement by the State of origin of fees and costs, in connection with the execution of Letters of Request, for the service of process necessary to compel the appearance of a person to give evidence, the costs of attendance of such persons, and the costs of any transcript of the evidence'. It appears that in practice article 26 has not been formally invoked by a Contracting State. One must conclude then that, in the relations between States Parties to the Convention, the appearance of witnesses should not give rise to reimbursement of costs and expenses on the part of the State of origin.

§ 7 *Intervention des agents diplomatiques ou consulaires et des commissaires*

Il résulte de l'usage des réserves permises par la Convention que seul un Etat, le Portugal, a exclu complètement le chapitre II de la Convention et qu'un autre Etat, le Danemark, a exclu l'intervention des commissaires. Tous les autres Etats contractants permettent, sous des conditions diverses, à des agents diplomatiques ou consulaires ou à des commissaires d'effectuer des actes d'instruction sur leurs territoires.

A *Intervention des consuls*

Pour ce qui concerne l'intervention des consuls à l'égard de leurs ressortissants, il a été relevé que le système de la Convention de 1970 était en retrait par rapport à celui de la Convention de 1954 puisqu'il permet aux Etats contractants d'exiger que l'intervention du consul ne se fasse que moyennant autorisation préalable. Il est toutefois relevé que, dans la pratique, aucune entrave sérieuse n'était apportée à l'intervention des consuls à l'égard de leurs propres ressortissants.
Quant à l'intervention des consuls à l'égard des ressortissants de l'Etat de la résidence ou des Etats tiers, la plupart des Etats acceptent leur intervention tout en l'assortissant de conditions diverses permettant aux autorités de l'Etat de la résidence de s'informer ou d'assister aux mesures d'instruction.

B *Intervention des commissaires*

L'intervention des commissaires est aussi largement admise par les Etats parties à la Convention. Cette intervention est relevée avec fréquence essentiellement en France et au Royaume-Uni et uniquement dans les relations avec les Etats-Unis. Les commissaires appointés par les autorités américaines peuvent être soit une personne en provenance des Etats-Unis, soit le consul américain lui-même, soit même une autorité ou une personne résidant dans l'Etat requis et désignée par l'autorité requérante américaine. Cette dernière pratique est vue avec faveur par les Etats où le commissaire opère car elle évite de très gros frais de déplacement et de séjour. L'Expert français a notamment fait valoir que son Gouvernement n'apprécie pas que des actes d'instruction très simples intéressant des nationaux pour des procédures gracieuses se déroulant aux Etats-Unis (on a cité un simple interrogatoire d'identité) soient accomplis par des personnes envoyées spécialement des Etats-Unis, ce qui a pour effet de gonfler abusivement et inutilement les frais de procédure alors que par le moyen d'une commission rogatoire ou de l'intervention du consul l'acte d'instruction eût été effectué gratuitement.

C *Moyens de contrainte*

Pour ce qui concerne la possibilité des moyens de contrainte mis à la disposition des consuls et commissaires, les pratiques divergent. Les Experts des Etats-Unis et de la Tchécoslovaquie ont indiqué qu'il pourrait être donné suite à une demande de mise à disposition de moyens de contrainte adressée à l'autorité locale. Par contre l'Expert français a fait valoir que, dans son pays, des moyens de contrainte ne pourraient être mis à la disposition d'un commissaire qu'à la condition que celui-ci soit une autorité judiciaire française nommée à cet effet par l'autorité requérante.

§ 7 *Intervention of diplomatic or consular officials and of commissioners*

When making reservations permitted by the Convention, only one of the States, Portugal, completely excluded Chapter II of the Convention, while only one other State, Denmark, excluded the intervention of commissioners. All the other Contracting States permit, subject to various conditions, diplomatic or consular officials or commissioners to proceed with obtaining evidence on their territories.

A *Intervention of consuls*

Concerning the intervention of consuls in respect of their nationals, it was pointed out that the system of the 1970 Convention was a step back in comparison with that of the 1954 Convention since it permits Contracting States to require that evidence be taken by the consul only if permission to that effect has been given in advance. However, the fact was brought up that in practice no serious hindrance had been given to the taking of evidence by consuls from their own nationals.
As to the intervention of consuls with nationals of the State of residence or of third States, most of the States allow their intervention subject to an assortment of diverse conditions designed to permit the authorities of the State of residence to be informed about or to be present at the taking of evidence.

B *Intervention of commissioners*

The intervention of commissioners is rather broadly permitted by the States Parties to the Convention. This intervention comes up with frequency essentially in France and in the United Kingdom, and this solely in relations with the United States. The commissioners appointed by the American authorities may be persons coming from the United States, American consuls, or authorities or persons living in the State addressed and designated by the requesting American authorities. This latter practice is viewed favourably by the States where the commissioners carry out their function, for it avoids very heavy costs for travel and *per diem*. The French Expert in particular pointed out that his Government did not understand why the taking of very simple evidence concerning some of its nationals for use in uncontested proceedings underway in the United States (mention was made of a simple interrogation to determine or verify identity) was carried out by persons specially sent from the United States, which resulted in the useless and unjustified ballooning of the costs of the procedure, when by means of a Letter of Request or the intervention of a consul the evidence could have been obtained free of charge.

C *Measures of compulsion*

As concerns the possibility for measures of compulsion to be made available to consuls and commissioners, the practices differ. The Experts of Czechoslovakia and the United States indicated that requests to make available measures of compulsion addressed to the local authority could be complied with. To the contrary, the French Expert made it known that in his country measures of compulsion could not be made available to a commissioner unless the commissioner was a French judicial authority named for this purpose by the requesting authority.

§ 8 *Extension de la Convention et accords particuliers*

Aucun Etat partie à la Convention n'a utilisé les facultés offertes par l'article 27.
Il est noté par ailleurs qu'à côté de la Convention de 1970, existe tout un réseau de conventions bilatérales qui sont souvent plus libérales que la Convention de La Haye elle-même. De tels accords particuliers sont respectés par l'article 32. Il est toutefois relevé qu'il n'existe dans aucune de ces conventions ou accords particuliers de régime moins favorable que celui établi par la Convention de 1970.
L'Expert de la France, se basant sur le fait que l'institution d'une Autorité centrale par les Conventions de La Haye a entraîné dans chacun des Etats contractants la création d'un centre administratif chargé en fait de l'ensemble des problèmes d'entraide judiciaire internationale aurait souhaité étendre la coopération judiciaire entre les Autorités centrales en utilisant le mécanisme des commissions rogatoires prévu par la Convention de 1970. Ne pourrait-on pas à l'aide d'un mécanisme proche de la commission rogatoire reserrer la collaboration entre Autorités centrales pour obtenir d'autres services mutuels tels que des renseignements sur l'état d'une procédure, sur le contenu du droit étranger, etc.? L'idée d'un renforcement des liens entre Autorités centrales rencontre certes un accueil favorable au sein de la Commission. Toutefois certains experts font valoir des difficultés techniques tenant notamment au fait que le système constitutionnel de leurs pays ne permet guère à une autorité administrative d'intervenir au niveau des Etats fédérés ou au bénéfice des justiciables. Il n'en reste pas moins que le fait que les Autorités centrales existent et qu'elles aient pu se rencontrer à La Haye – par le truchement des fonctionnaires qui les composent – constitue d'ores et déjà un progrès notable pour le développement de l'entraide judiciaire internationale.

§ 9 *Recommandation relative à l'emploi d'un modèle de commission rogatoire*

Pour répondre au voeu émis par de nombreux experts, la Commission a nommé un Comité de rédaction chargé d'établir un modèle de commission rogatoire qui serait recommandé pour l'application de la Convention. Ce Comité de rédaction, présidé par M. L. Chatin, Vice-président, et composé de Mme Hökborg (Suède) et de MM. Mitchell (Royaume-Uni) et Ristau (Etats-Unis) a établi un modèle étudié et adopté lors de la dernière séance de travail (voir annexe, *infra*, p. 427 et 428).

Ce modèle de commission rogatoire s'intitule «Demande d'entraide judiciaire internationale en application de la Convention de La Haye du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale». Il comporte quatre chapitres.
Le chapitre I contient des mentions purement administratives ayant trait à la transmission même du document. Il a semblé que ces mentions devraient figurer dans toute commission rogatoire y compris la mention No 3 relative au destinataire en retour des pièces qui pourrait parfois être différente de celle de l'expéditeur figurant à la mention No 1.
Le chapitre II contient également des mentions qui devraient se retrouver dans toute commission rogatoire puisqu'elles ne font que reprendre les lettres *a* à *d* de l'article 3 de la Convention relative aux indications que la commission doit contenir.

§ 8 *Extension of the Convention and special agreements*

No State Party to the Convention has taken advantage of the options offered by article 27.
It was noted furthermore that, alongside the 1970 Convention, there existed a whole network of bilateral conventions which are often more liberal than the Hague Convention itself. Such special agreements are honoured under article 32. It was pointed out, however, that none of these conventions or special agreements provides for a less favourable set-up than that established in the 1970 Convention.
The French Expert, starting out from the fact that the institution of a Central Authority under the Hague Conventions has brought on in each of the Contracting States the creation of an administrative centre which has the task of dealing with problems of international judicial co-operation in their entirety, would have liked to extend judicial co-operation between the Central Authorities through the use of the mechanism for Letters of Request provided in the 1970 Convention. Might it not be possible with the aid of a technique close to that of the Letter of Request to tighten up the co-operation among Central Authorities in order to obtain other mutual services such as information on the status of a proceeding, on the content of foreign law, etc.? The idea of reinforcing the ties among Central Authorities certainly met with a favourable reception within the Commission. However, certain experts drew attention to the technical difficulties tied in particular to the fact that the constitutional systems of their countries might not allow an administrative authority to intervene at the federal level or in any case on behalf of individual litigants. Even so, the fact that the Central Authorities exist and that they have been able to meet each other at The Hague – through the medium of the public officials who staff them – constitutes at this point in time already notable progress in the development of international judicial co-operation.

§ 9 *Recommendation concerning the use of a model form of Letter of Request*

In order to meet the wishes expressed by numerous experts, the Commission named a Drafting Committee for the purpose of preparing a model form of Letter of Request, which would be recommended for use in applying the Convention. This Drafting Committee, chaired by Mr L. Chatin, Vice-Chairman of the Commission, and composed of Mrs Hökborg (Sweden) and Messrs Mitchell (United Kingdom) and Ristau (United States), prepared a model form which was reviewed and adopted at the final working session (see annex, *infra*, pp. 427 and 428).
This model for Letters of Request is entitled 'Request for international judicial assistance pursuant to the Hague Convention of 18 March 1970 on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters'. It contains four chapters.
Chapter I contains purely administrative items which have to do with the transmission of the documents. It seemed that these items ought to appear in every Letter of Request, and this includes item No 3 concerning the person to whom the executed request is to be returned, who could at times be different from the sender listed under item No 1.
Chapter II likewise contains items which ought to be found in every Letter of Request since they simply follow sub-paragraphs *a–d* of article 3 of the Convention where it lists the information that the Letter of Request should contain.

Le chapitre III est constitué par une série de mentions qui pourront être reprises selon les besoins et qui illustrent les différentes possibilités énumérées dans l'article 3, lettre *d* à *i* et dans les articles 7, 8, 9, 11*b*, 14, alinéa 2, et 26 de la Convention. L'utilisation d'un tel «aide-mémoire» devrait faciliter la tâche des autorités requérantes puisqu'il attire leur attention sur des diverses possibilités disséminées dans les articles du Traité.
Enfin le chapitre IV contient des mentions traditionnelles destinées à authentifier l'auteur de la requête.

Bien entendu le texte même du modèle présenté précise que, conformément à l'article 4, alinéa premier «la commission rogatoire doit être rédigée dans la langue de l'autorité requise ou accompagnée d'une traduction faite dans cette langue». L'attention est toutefois attirée sur le fait que le mécanisme des alinéas 2 et 3 de l'article 4 peut permettre l'utilisation d'autres langues.

La Commission spéciale, estimant que l'emploi des formules habituellement employées dans l'ordre interne pour la rédaction de commissions rogatoires risque de provoquer des difficultés d'interprétation à l'étranger, le langage de la procédure interne n'étant souvent compris que des spécialistes locaux, soucieuse d'autre part d'attirer l'attention des autorités requérantes sur les diverses possibilités offertes par la Convention, recommande aux autorités des Etats membres de s'inspirer de ce modèle lors de l'établissement de demandes de commissions rogatoires en application de la Convention de 1970. La Commission s'est montrée convaincue qu'une telle recommandation, non contraignante pour les autorités judiciaires des Etats parties à la Convention ou qui le deviendront, sera largement suivie puisqu'elle n'a d'autre but que de favoriser et de faciliter l'entraide judiciaire internationale.

Chapter III is made up of a series of items which may be included where applicable, and these illustrate the different possibilities set out in article 3, sub-paragraphs *d–i* and in articles 7, 8, 9, 11*b*, 14, second paragraph, and 26 of the Convention. The use of such a 'check-list' should facilitate the task of the requesting authorities, since it will draw their attention to the various possibilities spread through the articles of the Treaty.
Finally, Chapter IV contains the traditional items included in order to authenticate the identity of the requesting authority.
Of course, the very text of the model as presented sets it out that, under the first paragraph of article 4, 'the Letter of Request shall be in the language of the authority requested to execute it or be accompanied by a translation into that language'. Attention is however drawn to the fact that the provisions of the second and third paragraphs of article 4 may permit the use of other languages.
The Special Commission, being of the opinion that the use of the words of art customarily employed in the domestic legal practice for the drafting of Letters of Request might well bring on difficulties of interpretation abroad, since the terminology used in domestic legal proceedings often is understood only by the local specialists, and on the other hand desiring to draw the attention of the requesting authorities to the various possibilities offered by the Convention, recommended to the authorities of the Member States that they take heed of this model when preparing Letters of Request pursuant to the 1970 Convention. The Commission was confident that such a recommendation, which would not be binding on the judicial authorities of the States Parties to the Convention or those which subsequently became Parties, would be broadly followed since its only purpose was to favour and facilitate international judicial co-operation.

II RÉSULTAT DE LA RÉUNION DE NOVEMBRE 1977

Pour ce qui concerne la Convention du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale qui avait fait l'objet principal des discussions de novembre 1977, des progrès importants ont pu d'ores et déjà être relevés. Sur le problème des frais (évoqué au point I, § 1, B, 2, *c*, du Rapport de décembre 1977, établi par le Bureau Permanent), le Représentant du Gouvernement américain a pu faire connaître que désormais l'intervention de l'U.S. Marshal serait gratuite, sous réserve de réciprocité. Par ailleurs un assouplissement étant intervenu sur le problème des traductions dans les rapports entre la France et le Royaume-Uni, l'utilisation de la voie de l'Autorité centrale devrait désormais être largement utilisée dans les relations entre ces deux pays, alors qu'auparavant on en restait au vieux système de la transmission consulaire. L'Expert du Royaume-Uni a par ailleurs fait connaître que les frais de notification étaient désormais fixés à une somme modique, dans l'attente d'une gratuité complète.
A propos de l'établissement d'un manuel pratique relatif au fonctionnement de cette Convention, le Bureau Permanent fait connaître qu'un certain nombre de réponses au questionnaire figurant dans le Rapport de décembre 1977 (sous I, § 2) sont déjà parvenues au secrétariat. Lorsque l'ensemble des réponses aura été réuni, un fonctionnaire procédera à leur dépouillement et l'on

II RESULTS OF THE NOVEMBER 1977 MEETING

In regard to the Convention of 15 November 1965 on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters, which had been the principal subject of the discussions held in November 1977, significant progress could already be ascertained. On the problem of costs (mentioned under point I, § 1, B, 2, *c*, of the December 1977 Report drawn up by the Permanent Bureau), the Representative of the American Government was able to announce that thenceforth the services of the U.S. Marshals would be free of charge, on a reciprocal basis. Furthermore, some flexibility had come about in respect of the problem of translations in relations between France and the United Kingdom, and the channel through the Central Authority was in the future to be extensively utilized in the contacts between these two countries, whereas in the past these had remained under the old system of consular transmission. The Expert of the United Kingdom moreover announced that the costs of service would be thenceforth set at a modest sum, in the expectation that this would ultimately become free of charge.
Concerning the preparation of a practical guide to the operation of this Convention, the Permanent Bureau stated that a certain number of replies to the questionnaire set out in the December 1977 Report (under I, § 2) had already reached the secretariat. When all of the replies had been received, one of its officials would proceed to search through them and it would then be

pourra alors mieux apercevoir la possibilité d'établir un document d'information. L'établissement d'un tel document demandera néanmoins un certain temps, il faudra en effet procéder non seulement à la synthèse des réponses mais également à la traduction de celles-ci dans l'autre langue officielle de la Conférence. Pour répondre au voeu de certains experts, le Bureau Permanent étudiera la possibilité d'ajouter à ce document d'information un chapitre concis donnant les renseignements essentiels sur la pratique de la Convention de 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger.

Quant à la Convention du 5 octobre 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers, le Représentant du Commonwealth Secretariat a signalé qu'un livret édité par le Bureau Permanent de la Conférence et reprenant le texte du Rapport de M. Loussouarn assorti d'une traduction anglaise est sur le point d'être très largement diffusé auprès de tous les Gouvernements des pays du Commonwealth et qu'une recommandation de ratifier ce Traité va être émise par le Commonwealth Secretariat. Le Bureau Permanent a fait par ailleurs connaître que le même livret a été diffusé aux pays membres de l'Asian-African Legal Consultative Committee, représenté à La Haye par son Secrétaire général, afin de mieux faire connaître cette Convention d'entraide administrative.

Enfin l'Expert américain fait savoir que le Sénat est saisi d'un projet de ratification de cette Convention et il manifeste son espoir que les Etats-Unis deviendront un jour Partie contractante.

more feasible to assess the possibilities for preparing an informative document. Preparation of such a document would nevertheless require a certain amount of time, since it would be necessary not only to reduce the replies to a synthesis but also to translate each of these from the language in which it was drafted into the other official language of the Conference. In response to the wishes expressed by certain experts, the Permanent Bureau was to study the possibility of adding to this informative document a short chapter giving basic information on the practice under the 1970 Convention on Taking of Evidence Abroad.

As for the Convention of 5 October 1961 Abolishing the Requirement of Legalisation for Foreign Public Documents, the Representative of the Commonwealth Secretariat mentioned that a pamphlet edited by the Permanent Bureau of the Conference reprinting the text of the Report of Mr Loussouarn together with an English translation was about to be distributed very widely among all the Governments of the Commonwealth countries and that a recommendation for ratification of this Treaty was going to be sent out by the Commonwealth Secretariat. The Permanent Bureau announced moreover that the same pamphlet had been distributed to the member countries of the Asian-African Legal Consultative Committee, which was represented at the meeting in The Hague by its Secretary-General, for the purpose of making this Convention on administrative co-operation better known.

Finally, the American Expert made it known that the United States Senate had under consideration the ratification of this Convention and he expressed the hope that the United States would become a Contracting Party before long.

ANNEXE

Modèle de commission rogatoire recommandé pour l'application de la Convention de La Haye du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale

Demande d'entraide judiciaire internationale en application de la Convention de La Haye du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale

N.B. Aux termes de l'article 4, alinéa premier, la commission rogatoire doit être rédigée dans la langue de l'autorité requise ou accompagnée d'une traduction faite dans cette langue. Toutefois, le mécanisme des alinéas 2 et 3 de l'article 4 peut permettre l'utilisation d'autres langues.
Il est demandé d'autre part, afin d'éviter des confusions, d'écrire en toutes lettres le mois figurant dans toute date.

1	*(Les mentions de ce chapitre figurent dans toute commission rogatoire.)*	
1	Expéditeur	*— (identité et adresse) —*
2	Autorité centrale de l'Etat requis	*— (identité et adresse) —*
3	Personne à qui les pièces constatant l'exécution de la demande doivent être renvoyées	*— (identité et adresse) —*
II	*(Les mentions de ce chapitre figurent dans toute commission rogatoire.)*	
4	En conformité de l'article 3 de la Convention, le requérant soussigné a l'honneur de présenter la demande suivante:	

ANNEX

Model for letters of request recommended for use in applying the Hague Convention of 18 March 1970 on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters

Request for International Judicial Assistance pursuant to the Hague Convention of 18 March 1970 on the Taking of Evidence in Civil or Commercial Matters

N.B. Under the first paragraph of article 4, the Letter of Request shall be in the language of the authority requested to execute it or be accompanied by a translation into that language. However, the provisions of the second and third paragraphs may permit use of other languages.
In order to avoid confusion, please spell out the name of the month in each date.

1	*(Items to be included in all Letters of Request.)*	
1	Sender	*— (identity and address) —*
2	Central Authority of the Requested State	*— (identity and address) —*
3	Person to whom the executed request is to be returned	*— (identity and address) —*
II	*(Items to be included in all Letters or Request.)*	
4	In conformity with article 3 of the Convention, the undersigned applicant has the honour to submit the following request:	

5	*a*	Autorité judiciaire requérante (article 3, *a*)	— *(identité et adresse)* —	5	*a*	Requesting judicial authority (article 3, *a*)	— *(identity and address)* —
	b	à l'autorité compétente de (article 3, *a*)	— *(Etat requis)* —		*b*	To the competent authority of (article 3, *a*)	— *(the requested State)* —
6		Identité et adresse des parties et de leurs représentants (article 3, *b*)		6		Names and addresses of the parties and their representatives (article 3, *b*)	
	a	Demandeur			*a*	Plaintiff	
	b	Défendeur			*b*	Defendant	
	c	Autres parties			*c*	Other parties	
7		Nature et objet de l'instance et exposé sommaire des faits (article 3, *c*)		7		Nature and purpose of the proceedings and summary of the facts (article 3, *c*)	
8		Actes d'instruction ou autres actes judiciaire à accomplir (article 3, *d*)		8		Evidence to be obtained or other judicial act to be performed (article 3, *d*)	
III		*(Les mentions de ce chapitre figurent selon les besoins.)*		III		*(Items to be completed where applicable.)*	
9		Identité et adresse des personnes à entendre (article 3, *e*)		9		Identity and address of any person to be examined (article 3, *e*)	
10		Questions à poser ou faits sur lesquels les personnes susvisées doivent être entendues (article 3, *f*)	— *(ou voir annexe)* —	10		Questions to be put to the persons to be examined or statement of the subject-matter about which they are to be examined (article 3, *f*)	— *(or see attached list)* —
11		Documents ou objets à examiner (article 3, *g*)	— *(spécifier s'ils doivent être produits, copiés, évalués, etc.)* —	11		Documents or other property to be inspected (article 3, *g*)	— *(specify whether it is to be produced, copied, valued, etc.)* —
12		Demande de recevoir la déposition sous serment ou avec affirmation et, le cas échéant, indication de la formule à utiliser (article 3, *h*)	— *(En cas d'impossibilité de recevoir la déposition dans la forme demandée, préciser si l'autorité requise peut recevoir la déposition dans les formes locales.)*	12		Any requirement that the evidence be given on oath or affirmation and any special form to be used (article 3, *h*)	— *(In the event that the evidence cannot be taken in the manner requested, specify whether it is to be taken in such manner as provided by local law for the formal taking of evidence.)*
13		Formes spéciales demandées (articles 3, *i* et 9)		13		Special methods or procedure to be followed (articles 3, *i* and 9)	
14		Demande de notification de la date et du lieu de l'exécution de la requête, de l'identité et de l'adresse de la ou des personnes à informer (article 7)		14		Request for notification of the time and place for the execution of the Request and identity and address of any person to be notified (article 7)	
15		Demande d'assistance ou de participation des magistrats de l'autorité requérante à l'exécution de la commission rogatoire (article 8)		15		Request for attendance or participation of judicial personnel of the requesting authority at the execution of the Letter of Request (article 8)	
16		Spécification des dispenses ou interdictions de déposer prévues par la loi de l'Etat requérant (article 11, *b*)		16		Specification of privilege or duty to refuse to give evidence under the law of the State of origin (article 11, *b*)	
17		Les taxes et frais donnant lieu à remboursement en vertu de l'article 14, alinéa 2 et de l'article 26 seront réglés par	— *(identité et adresse)* —	17		The fees and costs incurred which are reimbusable under the second paragraph of article 14 or under article 26 of the Convention will be borne by	— *(identity and address)* —
IV		*(Les mentions de ce chapitre figurent dans toute commission rogatoire.)*		IV		*(Items to be included in all Letters of Request.)*	
18		Date de la requête		18		Date of request	
19		Signature et sceau de l'autorité requérante		19		Signature and seal of the requesting authority	

Note du Bureau Permanent

La question du fonctionnement des Conventions d'entraide judiciaire a été traitée lors de la Quatorzième session par la Quatrième commission, Matières diverses (voir *Actes et documents de la Quatorzième session*, tome I, *Matières diverses:* Document préliminaire C de juin 1980, p. 202 et Procès-verbal No 2 de la Quatrième commission, p. 212).

Notice by the Permanent Bureau

At the Fourteenth Session, questions concerning the operation of the Conventions on judicial co-operation were dealt with by the Fourth Commission on Miscellany (see *Acts and Documents of the Fourteenth Session*, Book I, *Miscellaneous matters*: Preliminary Document C of June 1980, p. 202 and *Procès-verbal* No 2 of the Fourth Commission, p. 212).

Séance plénière

Document de travail No 1[1]

Distribué le 17 octobre 1980 (soir)

Proposition de la Quatrième commission

Voeu tendant à faciliter l'étude du fonctionnement des Conventions d'entraide judiciaire

La Quatorzième session de la Conférence de La Haye,

Vu les résultats fructueux des travaux des Commissions spéciales de novembre 1977 sur le fonctionnement de la *Convention relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale*, de juin 1978 sur le fonctionnement de la *Convention sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale* et de mai/juin 1979 et avril 1980 en matière d'entraide judiciaire,

Vu l'utilité de pareilles réunions pour l'étude du fonctionnement pratique des Conventions de La Haye en matière d'entraide judiciaire [ou administrative], et plus particulièrement pour la coordination des travaux des autorités nationales chargées d'appliquer ces Conventions,

Emet le Voeu que le Secrétaire général de la Conférence de La Haye puisse convoquer à intervalles réguliers des Commissions spéciales chargées d'étudier le fonctionnement pratique des Conventions et des Recommandations en matière d'entraide judiciaire [ou administrative], ou, le cas échéant, de faire des Recommandations en matière d'entraide judiciaire [ou administrative].

[1] N'est reproduit ici que le Document de travail ayant trait au fonctionnement des Conventions d'entraide judiciaire. Les autres Documents de travail sont publiés dans les autres tomes relatifs à la Quatorzième session.

Working Document No 1[1]

Distributed on 17 October 1980 (evening)

Proposal of the Fourth Commission

Resolution aimed at promoting the study of the operation of the Conventions on judicial co-operation

The Fourteenth Session of the Hague Conference,

Having regard to the fruitful results of the work of the Special Commissions of November 1977 on the operation of the *Convention on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters*, of June 1978 on the operation of the *Convention on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters*, and of May/June 1979 and April 1980 on Judicial Co-operation,

Having regard to the usefulness of such meetings for the study of the practical operation of the Hague Conventions in matters of judicial [or administrative] co-operation and more particularly for the co-ordination of the work of national authorities charged with the application of those Conventions,

Expresses the Wish that the Secretary General of the Hague Conference may convoke at regular intervals Special Commissions to study the practical operation of Conventions and Recommendations in matters of judicial [or administrative] co-operation, or, where necessary, to propose Recommendations in matters of judicial [or administrative] co-operation.

[1] Only the Working Document dealing with the operation of the Conventions on judicial co-operation is reproduced here. The other Working Documents will be found in the remaining volumes about the Fourteenth Session.

Procès-verbal No 3[1]

Séance du vendredi 24 octobre 1980 (après-midi)
Meeting of Friday 24 October 1980 (afternoon)

Extrait du/Extract of/Procès-verbal No 3

Puis **le Président de la Quatorzième session** présente le Voeu tendant à faciliter l'étude du fonctionnement des Conventions d'entraide judiciaire proposé par la Quatrième commission (Doc. trav. No 1).

Le Secrétaire général explique que le but de ce Voeu est de permettre au Secrétariat général de continuer la pratique qui a été suivie entre la Treizième et la Quatorzième session.
La réunion de Commissions spéciales dans l'intervalle séparant les Sessions pour étudier les améliorations pratiques à apporter au fonctionnement des Conventions en matière d'entraide judiciaire s'est en effet avérée être d'une très grande utilité.
Puis, en ce qui concerne la rédaction du Voeu, le Secrétaire général précise qu'il est apparu utile de prévoir la possibilité de semblables réunions également pour les conventions d'entraide administrative, afin de ne pas écarter certaines matières telles que la légalisation.
Aussi la rédaction du Doc. trav. No 1 porte-t-elle le Voeu que ces réunions puissent aussi avoir lieu pour les matières d'entraide administrative.

Le Président indique sa préférence pour un Voeu de portée générale.

La séance plénière, après avoir incorporé au Voeu la matière de l'entraide administrative, adopte ce Voeu.

La séance est levée à 12 h. 45.

[1] N'est reproduit ici qu'un extrait du Procès-verbal No 3 ayant trait au fonctionnement des Conventions d'entraide judiciaire. Le texte complet de ce Procès-verbal figure dans les Parties I et II de ce volume.
Only an extract of *Procès-verbal* No 3 dealing with the operation of the Conventions on judicial co-operation is reproduced here. The complete text of this *Procès-verbal* appears in Parts I and II of this volume.

Tables

Table des textes adoptés
Table of texts adopted

Convention Texte adopté *Convention* *Text adopted* (pages 235-257)	Projet de texte de la Commission spéciale *Special Commission's Draft provisions* (pages 53-69)	Procès-verbaux de la Commission II de la XIVe Session *Minutes of Commission II of the XIVth Session* (pages 112-207)	Projet du Comité de rédaction *Drafting Committee's Draft* (pages 156-158; 171-173; 185; 193-195; 196-197)
Titre/ *Title*	–	Pv. 14	–
Préambule/ *Preamble*	–	–	–
art. 1	art. 1	Pv. 2, 11, 15	art. 1
art. 2	–	Pv. 2, 3, 11	art. 2
art. 3	art. 2	Pv. 3, 11	art. 3
art. 4	art. 3	Pv. 4, 11	art. 4
art. 5	art. 4	Pv. 4, 11	art. 5
art. 6	art. 5	Pv. 4, 11	art. 6
art. 7	art. 6	Pv. 5, 11, 12, 15	art. 7
art. 8	art. 7	Pv. 5, 12	art. 8
art. 9	art. 8	Pv. 5, 12	art. 9
art. 10	art. 9	Pv. 5, 12	art. 10
art. 11	art. 10	Pv. 5, 12	art. 11
art. 12	art. 11	Pv. 5, 12	art. 12
art. 13	art. 12	Pv. 3, 11, 12, 13, 14, 15	art. 13
art. 14	art. 13	Pv. 6, 9, 14	art. 14
art. 15	art. 14	Pv. 6, 9, 14	art. 15
art. 16	–	Pv. 6, 9, 14	art. 16
art. 17	art. 15	Pv. 6, 9, 14	art. 17
art. 18	art. 16	Pv. 6, 7, 8	art. 18
art. 19	art. 17	Pv. 15	art. 19
art. 20	–	Pv. 8, 9, 15	art. 20
art. 21	–	Pv. 3, 15	art. 21
art. 22	–	Pv. 15	art. 22
art. 23	–	Pv. 15	art. 23
art. 24	–	Pv. 15	–
art. 25	–	Pv. 15	–
art. 26	–	Pv. 15	art. 24
art. 27	–	Pv. 15	art. 25
art. 28	–	Pv. 2, 5, 6, 7, 8, 9, 11, 15	art. 26
art. 29	–	Pv. 15	art. 27
art. 30	–	Pv. 3, 4, 15	art. 28
art. 31	–	–	art. 29
art. 32	–	–	art. 30
art. 33	–	–	art. 31
art. 34	–	–	art. 32
art. 35	–	–	art. 33
art. 36	–	–	art. 34
Annexes à la Convention *Annexes to the Convention*	Annexes à la Convention *Annexes to the Convention*	Pv. 3, 14	–
Recommandation *Recommendation* (pages 339-342)	pages 306–307	Pv. 10 (pages 325-331)	–

Projet soumis à la Séance plénière *Draft submitted to the Plenary Session*	Rapport Möller *Möller Report*
(pages 210-231)	(pages 260-290)

Titre/ *Title*	–
Préambule/ *Preamble*	–
art. 1	265-267, 272
art. 2	265, 267
art. 3	268-269, 272, 283, 284
art. 4	268, 269-271, 272, 273, 278, 283, 284
art. 5	271-273, 274, 277, 278
art. 6	273
art. 7	275
art. 8	277
art. 9	271, 277-278
art. 10	277, 279
art. 11	279
art. 12	279
art. 13	279-280
art. 14	281-282
art. 15	282-283
art. 16	283-284
art. 17	284
art. 18	285-286
art. 19	286
art. 20	286-287
art. 21	271, 272, 282, 287
art. 22	263-264, 288
art. 23	264, 288
art. 24	276, 288
art. 25	276, 288
art. 26	288
art. 27	288
art. 28	264, 265, 267, 275, 280, 287
art. 29	284, 288
art. 30	271, 272-273, 288
art. 31	288
art. 32	264, 288
art. 33	288
art. 34	288
art. 35	288
art. 36	264, 288
Annexes à la Convention *Annexes to the Convention*	272

pages 334-337	Instructions et Rapport Möller *Instructions and Möller Report* pages 343-351

Table des matières

	Page
Avis au lecteur	5
PREMIÈRE PARTIE – ACCÈS À LA JUSTICE	7
Quatorzième session – Travaux préliminaires	9
Liste des documents préliminaires	10
Rapport d'orientation sur l'assistance judiciaire et la cautio judicatum solvi	11
Questionnaire sur l'assistance judiciaire	34
Réponses des Gouvernements au Questionnaire	39
Projet de texte adopté par la Commission spéciale de juin 1979	53
Rapport de la Commission spéciale, établi par M. Gustaf Möller	70
Rapport complémentaire établi par M. Gustaf Möller à la suite de la Commission spéciale d'avril 1980	88
Aperçu analytique des observations des Gouvernements	94
Quatorzième session – Actes	108
Procès-verbaux et Documents de travail de la Deuxième commission	109
Membres de la Deuxième commission	109
Procès-verbal No 1	112
Documents de travail Nos 1 à 7	112
Procès-verbal No 2	114
Documents de travail Nos 8 à 15	120
Procès-verbal No 3	121
Document de travail No 16	128
Procès-verbal No 4	128
Document de travail No 17	134
Procès-verbal No 5	135
Document de travail No 18	142
Procès-verbal No 6	142
Documents de travail Nos 19 à 23	149
Procès-verbal No 7	150
Documents de travail Nos 24 à 27	154
Document de travail No 28	156
Procès-verbal No 8	159
Procès-verbal No 9	164
Document de travail No 31	170

Table of contents

	Page
Notice to the reader	5
PART ONE – ACCESS TO JUSTICE	7
Fourteenth Session – Preliminary Documents	9
List of Preliminary Documents	10
Report on legal aid and security for costs	11
Questionnaire on legal aid	34
Replies of the Governments to the Questionnaire	39
Draft provisions adopted by the Special Commission of June 1979	53
Report of the Special Commission by Gustaf Möller	70
Supplementary Report prepared by Gustaf Möller following the Special Commission of April 1980	88
Analytical survey of the observations of the Governments	94
Fourteenth Session – Acts	108
Minutes and Working Documents of the Second Commission	109
Members of the Second Commission	109
Procès-verbal No 1	112
Working Documents Nos 1 to 7	112
Procès-verbal No 2	114
Working Documents Nos 8 to 15	120
Procès-verbal No 3	121
Working Document No 16	128
Procès-verbal No 4	128
Working Document No 17	134
Procès-verbal No 5	135
Working Document No 18	142
Procès-verbal No 6	142
Working Documents Nos 19 to 23	149
Procès-verbal No 7	150
Working Documents Nos 24 to 27	154
Working Document No 28	156
Procès-verbal No 8	159
Procès-verbal No 9	164
Working Document No 31	170

	Page		Page
Document de travail No 32	171	Working Document No 32	171
Document de travail No 33	173	Working Document No 33	173
Procès-verbal No 11	173	Procès-verbal No 11	173
Procès-verbal No 12	179	Procès-verbal No 12	179
Documents de travail Nos 34 à 41	183	Working Documents Nos 34 to 41	183
Document de travail No 42	185	Working Document No 42	185
Procès-verbal No 13	186	Procès-verbal No 13	186
Documents de travail Nos 43 à 45	188	Working Documents Nos 43 to 45	188
Procès-verbal No 14	189	Procès-verbal No 14	189
Document de travail No 46	193	Working Document No 46	193
Documents de travail Nos 47 et 48	195	Working Documents Nos 47 and 48	195
Document de travail No 49	196	Working Document No 49	196
Document de travail No 50	198	Working Document No 50	198
Procès-verbal No 15	199	Procès-verbal No 15	199
Séance plénière	209	*Plenary Session*	209
Documents de travail Nos 8 à 11	210	Working Documents Nos 8 to 11	210
Procès-verbal No 3	232	Procès-verbal No 3	232
Convention adoptée	235	*Convention adopted*	235
Rapport explicatif de M. Gustaf Möller	260	*Explanatory Report by Gustaf Möller*	260
DEUXIÈME PARTIE – INFORMATIONS DESTINÉES À ACCOMPAGNER LES DOCUMENTS NOTIFIÉS À L'ÉTRANGER	291	**PART TWO – INFORMATION TO ACCOMPANY DOCUMENTS SERVED ABROAD**	291
Quatorzième session – Travaux préliminaires	293	**Fourteenth Session – Preliminary Documents**	293
Liste des documents préliminaires	294	*List of Preliminary Documents*	294
Note sur la proposition du Secrétaire général du Conseil de l'Europe	295	*Note about the proposal of the Secretary General of the Council of Europe*	295
Projet de texte adopté par la Commission spéciale d'avril 1980	306	*Draft text adopted by the Special Commission of April 1980*	306
Rapport de la Commission spéciale, établi par M. Gustaf Möller	308	*Report of the Special Commission by Gustaf Möller*	308
Observations des Gouvernements	321	*Comments of the Governments*	321
Quatorzième session – Actes	322	**Fourteenth Session – Acts**	322
Document de travail No 29	323	Working Document No 29	323
Document de travail No 30	324	Working Document No 30	324
Procès-verbal No 10	325	Procès-verbal No 10	325
Séance plénière	333	*Plenary Session*	333
Document de travail No 7	334	Working Document No 7	334
Procès-verbal No 3	338	Procès-verbal No 3	338
Recommandation adoptée	339	*Recommendation adopted*	339
Instructions pour remplir la formule modèle, établies par M. Gustaf Möller	343	*Instructions for filling out the notice, established by Gustaf Möller*	343
Rapport explicatif de M. Gustaf Möller	346	*Explanatory Report by Gustaf Möller*	346

	Page
TROISIÈME PARTIE – FONCTIONNEMENT DES CONVENTIONS D'ENTRAIDE JUDICIAIRE	353
Quatorzième session – Travaux préliminaires	355
Fonctionnement de la Convention du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale	357
Liste des documents préliminaires	358
Observations des Gouvernements et Observateurs	359
Liste de points à discuter par la Commission spéciale	374
Rapport sur les travaux de la Commission spéciale de novembre 1977	380
Fonctionnement de la Convention du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale	393
Liste des documents préliminaires	394
Liste de questions à aborder par la Commission spéciale	395
Réponses à la liste de questions	399
Rapport sur les travaux de la Commission spéciale de juin 1978	418
Quatorzième session – Actes	429
Séance plénière	430
Document de travail No 1	431
Procès-verbal No 3	432
Tables	433
Table des textes adoptés	434
Table des matières	436

	Page
PART THREE – OPERATION OF THE CONVENTIONS ON JUDICIAL CO-OPERATION	353
Fourteenth Session – Preliminary Documents	355
Operation of the Convention of 15 November 1965 on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters	357
List of Preliminary Documents	358
Comments of the Governments and Observers	359
List of items for discussion by the Special Commission	374
Report on the work of the Special Commission of November 1977	380
Operation of the Convention of 18 March 1970 on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters	393
List of Preliminary Documents	394
List of questions to be discussed by the Special Commission	395
Replies to the list of questions	399
Report on the work of the Special Commission of June 1978	418
Fourteenth Session – Acts	429
Plenary Session	430
Working Document No 1	431
Procès-verbal No 3	432
Tables	433
Table of texts adopted	434
Table of contents	436

Imprimé par l'Imprimerie Nationale des Pays-Bas, La Haye

Printed by the Netherlands Government Printing Office, The Hague

305561D/ISBN 90 12 04344 1